

Le COMMERCE EXTÉRIEUR de la Grande-Bretagne

DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue par

GILBERT COURTOIS DE VIÇOSE

le 14 Décembre 1932, à 14 heures.

PRÉSIDENT DE LA THÈSE : M. OUALID.

SUFFRAGANTS : { MM. TRUCHY.
PIROU.



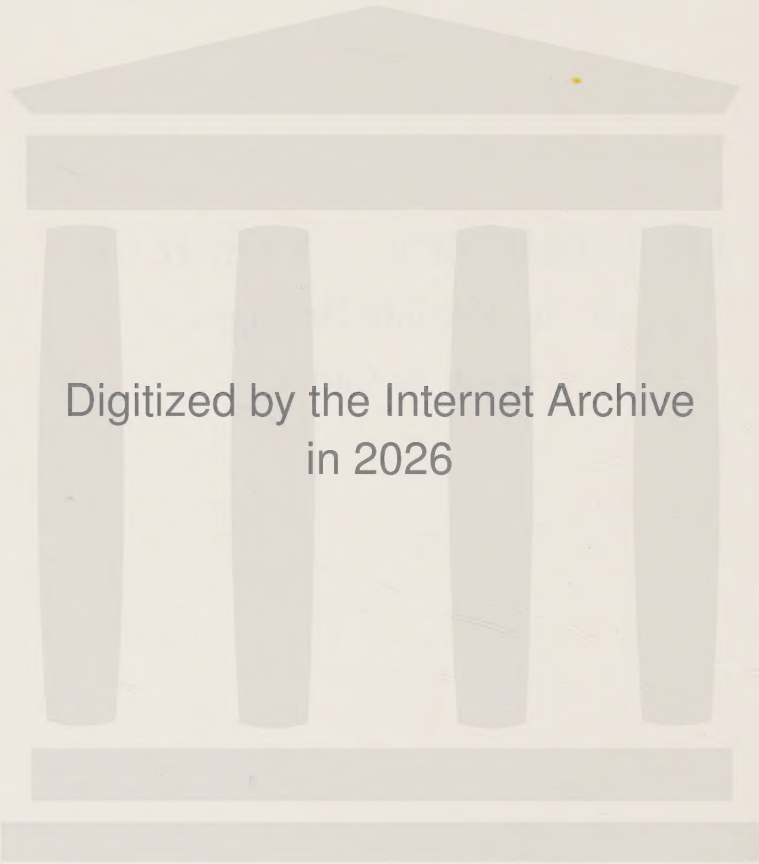
TOULOUSE

IMPRIMERIE PARISIENNE — R. CAZANAVE

16, Place du Palais, 16

—
1932

LE COMMERCE EXTÉRIEUR
de la Grande-Bretagne
depuis la Guerre



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le COMMERCE EXTÉRIEUR de la Grande-Bretagne

DEPUIS LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue par

GILBERT COURTOIS DE VIÇOSE

le 14 Décembre 1932, à 14 heures.

PRÉSIDENT DE LA THÈSE : M. OUALID.

SUFFRAGANTS : { MM. TRUCHY.
PIROU.



TOULOUSE
IMPRIMERIE PARISIENNE — R. CAZANAVE
16, Place du Palais, 16

—
1932

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



A MONSIEUR LE PRÉSIDENT

GASTON DOUMERGUE

En témoignage de mon respectueux attachement.

Le COMMERCE EXTÉRIEUR de la GRANDE-BRETAGNE

de 1920 à nos jours

AVANT-PROPOS

La présente étude semble se justifier pleinement par l'importance du rôle joué actuellement par la Grande-Bretagne dans les négociations économiques internationales et par l'importance qu'a présentée pour le monde entier la récente conférence d'Ottawa. Ce ne sont pas seulement des problèmes propres à l'économie des peuples britanniques qui ont été étudiés à Ottawa, mais aussi des problèmes intéressant au premier chef tous les peuples civilisés. Malgré les résultats à première vue un peu déconcertants de cette conférence, il semble que les échanges de vue qui y ont été effectués ont eu pour résultat de préciser la position actuelle de la Grande-Bretagne et seront propres à faciliter les négociations des prochaines conférences économiques. De l'attitude de la Grande-Bretagne dans ces conférences dépendra en grande partie la politique économique internationale et la fin ou bien au contraire la prolongation de la crise économique.

On s'excuse à l'avance de la sécheresse avec laquelle on a traité ce sujet, sécheresse d'ailleurs voulue. Une étude du commerce extérieur britannique est une étude essentiellement objective et qui ne doit comporter à sa base aucun

parti pris et aucune idée préconçue. Aussi n'est-ce pas une démonstration que l'on a tenté de faire, mais un exposé impartial des faits permettant de mettre en lumière des idées générales. On s'est efforcé de ne rien affirmer que l'on ne puisse prouver par des chiffres ou bien appuyer par des arguments et par le renvoi à des études plus détaillées.

Il est absolument nécessaire, si l'on veut avoir une opinion exacte sur la situation actuelle de la Grande-Bretagne, de se reporter aux années antérieures et d'étudier l'évolution qui s'est produite depuis la guerre dans les relations commerciales de ce pays avec le reste du monde.

La crise économique n'a pas marqué en Grande-Bretagne comme partout ailleurs la fin d'une ère de prospérité mais plutôt la continuation et l'accentuation d'un déséquilibre persistant.

La décadence de l'industrie britannique au cours des dix dernières années, l'augmentation continuelle du chômage et la chute corrélative des exportations ont déjà fait l'objet de nombreux commentaires et de plusieurs analyses très bien documentées. Il ne serait pas intéressant de reprendre ici ce qui a été déjà fait, et de plus, l'étude que se propose notre ouvrage est suffisamment vaste en elle-même pour comporter à l'avance certaines limitations. On laissera de côté la crise industrielle avec ses conséquences sociales et financières, pour se borner strictement au commerce extérieur considéré principalement au point de vue de sa répartition géographique.

L'évolution qui s'est produite depuis la guerre en Grande-Bretagne comprend comme partout ailleurs deux périodes.

Une première période, de 1920 à 1929, a été une période de demi-prospérité; elle fait l'objet de la première partie de notre ouvrage, dans laquelle on s'est efforcé de mettre en lumière quelques traits essentiels permettant de mieux comprendre, ensuite, les difficultés de l'heure présente et les solutions qu'on s'est proposé de leur apporter. Les commentaires les plus détaillés ont été consacrés au commerce de

la Grande-Bretagne avec les autres pays de l'Empire Britannique, de façon à apprécier dans quelle mesure la Grande-Bretagne est, à l'heure actuelle, à même de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des pays étrangers.

Une deuxième partie est consacrée à l'étude d'une seconde période qui a commencé à la fin de l'année 1929 et que l'on a arrêtée au 30 juin 1932. Il est fait d'abord une description de la crise, de son évolution dans le monde et de son ampleur en Grande-Bretagne; ensuite une appréciation des causes essentielles qui ont déterminé en 1931 l'établissement du cours forcé et la politique protectionniste; enfin une analyse de la situation actuelle du commerce extérieur britannique et des industries jouant un rôle primordial dans le commerce d'exportation.

.

INTRODUCTION

Un des faits les plus marquants du siècle dernier a été le prodigieux développement du commerce international. L'inégale répartition des richesses dans le monde résulte de différences profondes qui séparent les peuples et donnent à chacun sa physionomie propre. Ces différences sont dues essentiellement au climat, au sol et au sous-sol, à la situation géographique et aux aptitudes des populations. Aucune contrée ne produit l'ensemble de marchandises que lui permettrait une réunion satisfaisante de ces facteurs et la Grande-Bretagne est certainement de toutes celle qui s'est le plus spécialisée dans les productions qui lui ont paru les plus avantageuses.

La place que la Grande-Bretagne a prise dès le début dans les échanges internationaux est à l'origine de sa puissance économique et financière. Mais en même temps qu'il a été une source de profits considérables, le commerce extérieur est devenu pour ce pays une nécessité. La situation de la Grande-Bretagne après la guerre est la conséquence à la fois d'une lente évolution datant du siècle dernier et de modifications rapides apportées par la guerre à l'économie du monde entier.



Depuis longtemps la Grande-Bretagne a bénéficié d'un commerce très prospère. Déjà au XVIII^e siècle elle avait affirmé sa supériorité en triomphant de ses principaux con-

currents, les Pays-Bas, grâce à l'appui que donnait à sa marine marchande, une activité industrielle croissante. Les grandes inventions mécaniques de la fin du XVIII^e siècle avaient établi le règne du charbon et de la machine à vapeur, et le XIX^e siècle a été pour la Grande-Bretagne une ère de prospérité sans précédent. Etant à même de tirer parti de ses mines de houille et de leur situation à proximité de la mer, la Grande-Bretagne a cessé d'être un pays agricole pour devenir la terre d'élection de la grande industrie. Le progrès des moyens de transport et le développement des voies de communication ont favorisé les échanges en même temps que le commerce extérieur, par les avantages qu'il procurait, encourageait les inventions nouvelles. La Grande-Bretagne, grâce à son charbon et à sa situation insulaire s'est trouvée placée dans des conditions extrêmement favorables : elle a réalisé les prix de revient les plus bas et elle a conquis de ce fait, presque sans résistance, les principaux marchés du monde.

Primitivement réduit aux échanges entre les colonies et la métropole, le commerce extérieur de la Grande-Bretagne s'est progressivement étendu au monde entier et à partir de 1830 tous les efforts ont visé à son développement. La campagne pour le libre échange, commencée en 1820 avec la « pétition des marchands », aboutit à un succès triomphal en 1846 avec l'abolition des « corn laws ». La Grande-Bretagne n'a cessé depuis lors, et jusqu'à la guerre, de se spécialiser, et aussi de devenir de plus en plus tributaire de l'Etranger.

Un économiste anglais s'est consacré à l'étude du commerce extérieur britannique depuis le début du XIX^e siècle jusqu'à la veille de la guerre et il a distingué cinq périodes (1). C'est d'abord, de 1800 à 1826, une période de stagnation, marquée par les guerres Napoléoniennes et par

(1) Dr Arthur L. BOWLEY : A short account of England's foreign trade in the nineteenth century : it's economic and social results.

les désorganisations qui en résultèrent. Après 1816 l'Angleterre recouvre son équilibre et s'organise. A partir de 1826 des progrès importants sont réalisés chaque année sur l'année précédente, préparant une période de très grande prospérité qui depuis 1846 a duré jusque vers 1880. Les dix années comprises entre 1870 et 1880 marquent en quelque sorte l'apogée de la prospérité britannique. Une nouvelle période commence alors et s'étend jusqu'à la fin du XIX^e siècle pendant laquelle le commerce extérieur britannique n'a cessé d'augmenter en valeur absolue, mais son accroissement a été de plus en plus faible en valeur relative, comparé aux progrès de plusieurs grandes puissances, surtout l'Allemagne et les Etats-Unis. Enfin de 1896 jusqu'en 1914 un nouvel essor considérable du commerce extérieur britannique est réalisé en dépit même de la concurrence de plus en plus vive qu'il rencontre sur les marchés étrangers.

Le passage du XVIII^e siècle au XIX^e a été marqué chez tous les peuples civilisés par des bouleversements considérables. Après l'émancipation des Etats américains, la Révolution française fut le point de départ des grandes réformes politiques, économiques et sociales. Les guerres qui pendant vingt ans dévastèrent le continent européen eurent pour conséquence un isolement progressif de la Grande-Bretagne. Privée presque complètement de son commerce extérieur par le Blocus Continental, elle dût en grande partie se suffire à elle-même, ce qui hâta le progrès de ses industries et le développement de ses échanges avec ses possessions d'outre-mer. Alors que la France s'organisait sur des bases nouvelles, la révolution industrielle modifiait entièrement la vie, les mœurs, la pensée même de la nation britannique. Une fois la paix rétablie, à l'avantage des pays alliés, la Grande-Bretagne était prête, rehaussée de son prestige, à tirer parti de la situation nouvelle.

L'évolution britannique jusqu'en 1846 se caractérise par des progrès relativement modérés, mais continus. Les importations s'accroissent au rythme moyen de 3 1/2 % chaque

année passant de £ 38.000.000 en 1826 à £ 76.000.000 en 1846. La balance commerciale est à peu près en équilibre, le mouvement des exportations suivant d'assez près celui des importations. Le perfectionnement de l'outillage, la création d'une industrie moderne, l'amélioration de la flotte marchande et des moyens de communication en général sont les principaux facteurs du progrès économique : en 1830, construction du premier chemin de fer anglais; en 1837, installation du premier télégraphe, en 1838, construction du premier bateau à vapeur.

L'année 1846 ne marque pas seulement le triomphe du libre échange avec l'abolition des « corn laws », mais aussi et surtout le début d'une ère de prospérité magnifique, qui dura un peu plus d'un quart de siècle et qui a été appelée « l'âge d'or » du capitalisme britannique. Entre 1846 et 1873 les importations britanniques se sont accrues en moyenne de 6 1/10 % chaque année, passant de £ 38.000.000 en 1846 à £ 152.000.000 en 1854 et à £ 315.000.000 en 1872. Pendant ce temps les exportations ne se sont accrues que de £ 53.000.000 en 1846 à £ 250.000.000 en 1872 (1). La balance commerciale est donc devenue déficitaire. Le déficit est comblé par les bénéfices du fret et les intérêts des placements britanniques à l'Etranger. L'afflux des capitaux en Grande-Bretagne est tel que la balance des comptes est chaque année créditrice de sommes considérables. Pendant toute cette période, grâce à l'avance qu'elle a acquise sur les autres puissances, la Grande-Bretagne a largement profité de la division qui s'est établie dans le monde entre les pays neufs producteurs et exportateurs de matières premières, et les pays vieux, producteurs et exportateurs de produits manufacturés.

La Grande-Bretagne tire parti de son empire colonial en lui achetant les matières premières (laine, coton, jute) et

(1) Voir tableau Statistique, reproduit en annexe au présent chapitre.

alimentaires (blé, riz) nécessaires à son alimentation et à son industrie, et en lui vendant des produits fabriqués. A partir de 1850 elle présente les caractéristiques d'un pays capitaliste très évolué.

En 1850, la Grande-Bretagne possède le monopole de la production du charbon, du fer, de l'acier, et des textiles. Sa marine marchande est la première du monde à la fois par le nombre et par la qualité. Elle est devenue le fournisseur de tous les marchés et l'intermédiaire indispensable des échanges entre les peuples.

Entre 1850 et 1860 la Grande-Bretagne s'oriente de plus en plus vers la production industrielle, sacrifiant son agriculture. Elle retire le plus grand profit de son commerce extérieur, en même temps que celui-ci lui devient de plus en plus nécessaire pour se procurer les denrées alimentaires et les matières premières qui lui manquent et pour exporter l'excédent de sa production. Elle s'est ainsi placée progressivement dans la dépendance de l'Etranger.

La Grande-Bretagne bénéficie d'une avance considérable sur les autres pays. Aussi bien dans le domaine de la métallurgie que dans celui des industries textiles elle occupe la première place. L'industrie de la laine, qui se bornait autrefois à élaborer des matières premières d'origine métropolitaine, importe des quantités croissantes de laine brute en provenance de l'Australie et de la République Argentine. La grande industrie cotonnière, dont les débuts remontent environ à 1840, s'est développée rapidement pour se placer bientôt au premier rang des industries textiles pour les quantités importées, élaborées, exportées, et pour la main-d'œuvre employée.

Pas seulement dans le domaine industriel, mais dans le domaine commercial et financier, la Grande-Bretagne s'est admirablement organisée. Les découvertes des mines d'or d'Australie et de Californie ont accru les possibilités monétaires; les excédents considérables de la balance des comptes sont investis chaque année dans des entreprises nouvelles

aux Etats-Unis et dans les républiques de l'Amérique du Sud : Londres est devenue la première place financière et le principal marché du monde.

A partir de 1860 le libre échange tend à se généraliser. C'est l'époque des traités de commerce et de la généralisation de la clause de la nation la plus favorisée. Les matières premières du Canada, de l'Australie, de la République Argentine, des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud affluent en Grande-Bretagne, tandis que celle-ci exporte dans le monde entier ses machines, ses outils et ses tissus. Principalement les articles de coton occupent une place prédominante dans les exportations, se chiffrant au tiers de leur valeur totale.

Les marchés d'exportation des produits britanniques sont d'abord les Etats-Unis qui achètent à la Grande-Bretagne des produits manufacturés pour £ 40.000.000 en 1872 contre £ 21.000.000 en 1854. Viennent ensuite les Indes avec £ 9.000.000 en 1854 et £ 24.000.000 en 1874 et en troisième lieu l'Allemagne avec £ 8.500.000 en 1854 et £ 20.000.000 en 1870 jusqu'à près de £ 32.000.000 en 1872 (1).

D'autres importants marchés d'exportations sont la France, qui occupe le quatrième rang en 1870, la Chine, l'Australie.

Ces chiffres sont suffisants pour montrer l'expansion formidable du commerce extérieur britannique. Il est vrai qu'il faut tenir compte de la hausse des prix qui s'est produite à la même époque (2). Néanmoins les progrès n'en demeurent pas moins considérables. La production de son côté augmente aussi dans des proportions considérables: 130.000.000 de tonnes de charbon sont extraites en 1875 contre 65 millions de tonnes en 1854. La production du fer a doublé dans la même période, passant de 3.000.000 de tonnes à 6 millions de tonnes. La production de l'acier s'est développée dans des proportions encore plus grandes.

(1) Voir tableau Statistique, annexé au présent chapitre.

(2) Voir tableau Statistique, annexé au présent chapitre.

Mais à partir de 1872 jusqu'en 1880, il semble qu'un maximum est atteint et ces huit années marquent en quelque sorte l'apogée de la prospérité britannique. Ensuite, et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, c'est une nouvelle période qui commence dans l'histoire du commerce extérieur britannique : une période de progrès en valeur absolue, mais de décadence relative. En même temps la balance commerciale devient largement déficitaire. Les importations et les exportations subissent des fluctuations importantes d'une année à l'autre, avec, dans l'ensemble, une légère tendance à la hausse pour les premières, à la baisse pour les dernières : le chiffre des importations est de £ 315.000.000 en 1872 et de £ 357 millions en 1895; celui des exportations, de £ 250 millions en 1872 et de £ 226 millions en 1895 ⁽¹⁾.

Après le développement magnifique de l'époque victorienne, l'activité économique de la Grande-Bretagne ne progresse plus qu'à un rythme très ralenti. C'est qu'en effet la prospérité britannique des années précédentes reposait sur un ensemble de conditions qui ne pouvaient se prolonger indéfiniment. Favorisée par ses mines de charbon, ses mines de fer et sa configuration insulaire, possédant une importante marine marchande et une organisation commerciale très perfectionnée pour l'époque, la Grande-Bretagne avait été la première à tirer profit des grandes inventions mécaniques. Au début du XIX^e siècle, sa grande industrie occupait la première place dans le monde, et sa suprématie devait durer jusqu'au jour où les progrès de la civilisation et l'expansion des méthodes nouvelles permirent à d'autres pays de profiter des mêmes avantages dont elle jouissait autrefois d'une façon exclusive. D'une part les pays neufs commencèrent à transformer sur place une partie de leurs matières premières, ce qui réduisit d'autant leurs importations de produits manufacturés. D'autre part, un certain

(1) Voir tableau Statistique, annexé au présent chapitre.

nombre de grandes puissances développèrent à leur tour leur industrie et leur production et devinrent pour la Grande-Bretagne des concurrents dangereux.

C'est ainsi que, pendant que la production britannique progressait en moyenne, entre 1870 et 1890, de 121 millions de tonnes à 202 millions de tonnes pour le charbon, de 6.500.000 tonnes à 8.500.000 tonnes pour le fer, et de 500.000 tonnes à 4.200.000 tonnes pour l'acier, la production des Etats-Unis et de l'Allemagne progressait encore beaucoup plus rapidement. Les Etats-Unis passaient de 43 millions de tonnes à 189 millions de tonnes pour le charbon, de 2.200.000 tonnes à plus de 10.500.000 tonnes pour le fer et d'un chiffre minime à 7.500.000 tonnes pour l'acier; l'Allemagne, de 32 millions de tonnes à 89 millions de tonnes pour le charbon, de 2.200.000 tonnes à 6.700.000 tonnes, pour le fer, et d'un chiffre négligeable à 5 millions de tonnes pour l'acier. Tandis que les exportations britanniques avaient une tendance à diminuer, les exportations allemandes augmentaient de 60 % entre 1870 et 1890 et les exportations américaines doubtaient.

Si donc certains auteurs ont considéré la période s'étendant de 1875 à 1895 comme une période de dépression pour le monde entier, il est plus exact de dire que ce fut une période d'essor industriel considérable pour les pays autres que la Grande-Bretagne, celle-ci perdant progressivement le monopole dont elle bénéficiait autrefois. Cette tendance était d'ailleurs très naturelle, comme l'a démontré avec une certaine originalité un économiste anglais ⁽¹⁾. Le commerce international consiste essentiellement en des échanges de marchandises et de services entre les peuples déterminés par des situations et des conditions différentes. Avec les progrès de la civilisation, l'inégale répartition des ressources naturelles dans le monde tend à occuper une place prédo-

(1) MARSHALL : Money, Credit and Commerce, p. 105.

minante parmi les causes de ces échanges au détriment des différences de civilisation et d'aptitudes qui séparaient autrefois les populations.

A la fin du siècle dernier deux faits caractéristiques de l'économie britannique ont eu leur répercussion sur le commerce extérieur. C'est d'abord la complète décadence de l'agriculture qui a déterminé des importations croissantes de produits alimentaires et un déficit de plus en plus important de la balance commerciale. Ce sont ensuite des variations fréquentes de la production industrielle, qui a passé successivement par des phases d'activité et de dépression, ce qui a entraîné des fluctuations correspondantes dans le volume des importations et des exportations.

Ces désordres ne se sont pas seulement manifestés en Angleterre; ils se sont produits aussi dans d'autres pays et particulièrement aux Etats-Unis où plusieurs crises graves se sont succédées en peu de temps. Sous l'influence à la fois d'un arrêt dans les progrès de la production de l'or et d'un développement industriel peut-être excessif, les prix ont eu une tendance à baisser un peu partout et principalement en Grande-Bretagne. Après 1870 et jusqu'en 1895 les prix ont baissé continuellement, cette baisse atteignant principalement les produits agricoles et un certain nombre de matières premières. Un excès de spéculation paraît être à l'origine de cette dépression, que la guerre franco-allemande a, dans une large mesure, accentuée.

A partir de 1880, la concurrence devient particulièrement vive entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis. Elle s'accompagne d'un mouvement général vers le protectionnisme : tarif allemand de 1880, tarif Mac Kinley aux Etats-Unis en 1890 et succès de la propagande protectionniste en France. Tous les pays sont entraînés progressivement dans le mouvement protectionniste et la Grande-Bretagne finit par demeurer à peu près seule fidèle au libre échange. Elle est cependant elle-même contrainte

de renoncer à sa politique du laisser faire. A partir de 1895 un revirement dans les idées se produit, accompagné d'un retour à la prospérité. A partir de cette date et jusqu'à la guerre, malgré la concurrence étrangère, la Grande-Bretagne subit un nouvel essor comparable à celui qui l'avait précédé, mais cependant tout est changé. La suprématie britannique sur le monde n'existe plus, la Grande-Bretagne est distancée par les Etats-Unis et même par l'Allemagne. Son équilibre économique prend un autre caractère, et la Grande-Bretagne se détourne progressivement des pays étrangers pour s'intéresser davantage à son empire colonial.

Avec la nomination de Joseph Chamberlain à l'Office Colonial, une période d'impérialisme constructif commence. Ce sont là les fondements de « l'unité britannique » qui n'est nullement une invention des économistes de nos jours mais la continuation d'une doctrine devenue traditionnelle depuis le début du XX^e siècle. En fait depuis 1870 les échanges entre la Grande-Bretagne et son Empire colonial avaient pris une importance relative croissante dans la balance commerciale de la Métropole. La première conférence coloniale réunie en 1887 n'avait pas pris en considération les problèmes économiques et ce n'est qu'à la troisième conférence réunie en 1897 que des questions de politique économique furent discutées. Mais à partir de cette date l'organisation économique de l'Empire se développe rapidement. La Grande-Bretagne dénonce les traités de commerce par lesquels elle s'était interdite d'accorder des préférences impériales. Des institutions officielles telles que le Département Impérial de l'Agriculture sont créées en vue de la mise en valeur de l'Empire britannique et le Colonial Stocks Act de 1900 établit une série de mesures destinées à faciliter le financement d'entreprises nouvelles aux Dominions et aux Colonies. Ce mouvement ne devait ensuite cesser de prendre une amplitude croissante jusqu'à la guerre.

Quatre événements principaux ont déterminé, si l'on

en croit le professeur Bowley ⁽¹⁾, cette politique impériale :

1° En 1867, la réunion des cinq provinces canadiennes, groupées depuis lors dans un système fédéral auquel adhère à son tour la Colombie britannique en 1871. C'est le commencement des dominions.

2° En 1869, l'ouverture du Canal de Suez qui a la double conséquence de rapprocher l'Australie et l'Inde de la Grande-Bretagne, et aussi de les rapprocher des autres pays européens qui s'adresseront directement à elles, pour leurs importations, au lieu de passer par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne.

3° En 1870, les Allemands triomphent des Français et deviennent les rivaux les plus dangereux des Anglais, à cause de leurs mines de fer et de charbon.

4° A partir de 1870, les moyens de transport par terre et par mer permettent d'accroître rapidement la civilisation des pays éloignés. Les pays tropicaux échangent leurs produits entre eux et avec les divers pays européens. Ils élaborent progressivement sur place les produits manufacturés qu'ils étaient contraints autrefois d'importer. Ainsi les Dominions britanniques deviennent des nations indépendantes qui demandent une complète liberté économique. La Grande-Bretagne se trouve dans l'obligation d'accorder aux différents pays de son empire une indépendance de plus en plus grande et elle est naturellement amenée à s'occuper davantage des régions qui ne se sont pas encore émancipées afin de les mettre en valeur, et d'essayer de rattraper, au moyen d'ententes économiques développant la solidarité, le terrain perdu sur le plan politique.

Cette tendance nationaliste n'est pas particulière à la Grande-Bretagne, elle se développe dans le monde entier. Les nations se rendent compte des avantages que procure

(1) Dr Arthur L. BOWLEY : A short account of England's foreign trade in the nineteenth century : it's economic and social results.

un large marché intérieur et elles poursuivent chacune une politique impérialiste et autonomiste afin de se suffire à elles-mêmes. Chaque pays essaie de s'approprier le plus grand nombre de colonies possible. L'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie se disputent les territoires africains et s'affrontent également en Extrême-Orient où le Japon devient un concurrent sérieux. La lutte pour les colonies n'est d'ailleurs qu'un aspect du combat économique que se livrent les différentes nations pour obtenir chacune leur indépendance. La politique des matières premières, et la politique des débouchés à la fois pour les produits manufacturés et les excédents de population sont devenues les principales préoccupations des grandes puissances.

Malgré cette expansion générale des pays européens et la fermeture progressive du marché américain, le commerce extérieur britannique s'est accru, à partir de 1896 et jusqu'en 1914, avec une rapidité étonnante. La valeur des exportations annuelles a augmenté de 119 %, l'indice des prix de gros de 39 % et celui du prix de la vie de 25 %. D'après les estimations du professeur Bowley, le revenu national total serait passé de £ 1.600.000.000 en 1891 à 2.165.000.000 en 1913. Cette augmentation n'est pas extraordinaire étant donné la hausse des prix. Cependant il faut tenir compte du fait que les salaires, après avoir augmenté de 37 % en valeur réelle pendant la période de baisse des prix comprise entre 1875 et 1896, n'ont augmenté que de 17 % en valeur nominale entre 1896 et 1914, et en valeur réelle ont constamment marqué un retard sur la hausse du coût de la vie. Aussi la Grande-Bretagne pendant cette période a-t-elle profité de l'avantage que donnait à son industrie et à son commerce d'exportation des salaires réels inférieurs à ceux des autres pays.

Entre 1896 et 1914, la valeur des exportations britanniques à destination du Canada a plus que quadruplé. Elle a triplé pour les exportations en République Argentine, et elle a plus que doublé pour celles destinées à la France, aux

Pays-Bas, à la Russie, l'Italie, la Chine, le Japon, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et un certain nombre d'autres marchés. Les exportations vers l'Australie, le Brésil et l'Allemagne ont presque doublé, et celles vers la Belgique, l'Afrique septentrionale et la Turquie ont augmenté de plus de 50 %. Même les exportations aux Etats-Unis, en dépit de la protection douanière, se sont accrues de 43 %.

Pendant ce temps, les importations britanniques ne s'étaient accrues que de 71 % contre une hausse de 119 % des exportations, diminuant d'autant le déficit de la balance commerciale.

En 1913, les exportations britanniques se chiffraient à £ 11 : 10 s. par tête d'habitant et les importations totales (y compris celles destinées à la réexportation) à £ 16 : 16 s. contre £ 6 et £ 11 respectivement en 1896. Les prix des principales exportations telles que celles du fer et de l'acier s'étaient élevés de 43 %, et ceux des articles de coton de 41 %, contre une élévation de 39 % seulement de l'indice général des prix (Sauerbeck). Il en résultait chaque année une augmentation des capitaux disponibles pour de nouveaux investissements à l'étranger, ayant pour conséquence un accroissement des excédents de la balance des comptes.

Quelques changements s'étaient réalisés dans le caractère général des exportations. Les articles de coton et de laine qui, en 1896, comptaient pour 39 % du total des exportations n'atteignaient plus que 31 % en 1913. Au contraire, le charbon, le fer, l'acier et les machines étaient passés de 23 % du total en 1896 à 27 % en 1913. Les industries lourdes occupaient donc une place relative de plus en plus importante dans l'équilibre économique de la Grande-Bretagne. Mais les exportations d'articles de coton, d'une valeur de £ 125.000.000 en 1913, avaient une valeur deux fois supérieure à celles du charbon, ou bien du fer et de l'acier, et trois fois supérieure à celle des machines. Le Lancashire continuait donc à occuper la première place dans l'ensemble de l'industrie britannique.

Les exportations britanniques présentaient, en outre, une diversité croissante tenant au développement de la production de certains types spéciaux de marchandises. C'est ainsi que les cinq principaux groupes d'exportations, le coton et la laine, le charbon, le fer, l'acier et les machines représentaient 62 % du total des exportations en 1896 et seulement 58 % en 1913.

La prospérité du commerce international était, à la veille de la guerre, à son apogée. Un progrès continu s'était réalisé depuis plus de 15 ans sans que ni l'industrie ni le commerce n'aient eu à souffrir de nouvelles crises graves comme par le passé. A l'intérieur de l'Empire Britannique des préférences avaient bien été accordées successivement aux produits britanniques par certains Dominions, tels que le Canada en 1898, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud en 1903, l'Australie en 1908. Mais la Grande-Bretagne de son côté, après quelques hésitations à la fin du XIX^e siècle, avait maintenu à peu près en totalité sa politique de libre échange, le parti libéral ayant obtenu un succès retentissant aux élections de 1905. Les droits de douane perçus sur quelques rares produits, tels que le tabac et l'alcool, avaient un caractère purement fiscal.

Malgré les progrès réalisés dans le monde entier, il restait encore de nombreux débouchés aux produits britanniques et la Grande-Bretagne trouvait encore dans le libre échange autant d'avantages qu'autrefois. Le libre échange favorisait, en effet, l'industrie nationale et le commerce d'exportation. Il n'empêchait pas cependant le prix de la vie de monter en Grande-Bretagne comme partout ailleurs, et, malgré la hausse nominale des salaires, ceux-ci conservaient une valeur réelle relativement faible. Contrairement à ce qui a lieu aujourd'hui, le standard de vie en Grande-Bretagne était restreint, à la veille de la guerre, en comparaison d'autres pays. Cette situation favorisait d'autant la puissance d'épargne des capitalistes et l'expansion financière du marché de Londres, mais elle créait le mécontentement des masses ouvrière-

res. Le socialisme comptait de nombreux adeptes et le parti travailliste progressait rapidement en tant que force politique.

La Grande-Bretagne représentait, en 1913, le type par excellence d'un pays capitaliste. C'est d'ailleurs grâce à la réalisation pendant la guerre d'une partie de ses avoirs à l'étranger qu'elle put fournir à la France, aux autres alliés et à elle-même l'aide financière nécessaire à la bonne conduite des opérations militaires. Après la cessation des hostilités elle se trouva appauvrie, désorganisée, et placée dans un milieu international où les conditions économiques et sociales n'étaient plus les mêmes qu'en 1914. Les égoïsmes nationaux, surexcités par la guerre, étaient devenus plus agressifs. Les rivalités politiques et les difficultés économiques avaient porté les nationalismes respectifs à leur paroxysme. Il paraissait douteux que, dans ces conditions, la Grande-Bretagne put reprendre avec succès sa politique traditionnelle de laisser faire et de liberté individuelle et collective.

*
**

La Grande-Bretagne n'a pas souffert, pendant la guerre, autant qu'on aurait pu le craindre tout d'abord, étant donnée la dépendance dans laquelle elle se trouvait placée en 1914 vis-à-vis de l'Etranger pour ses denrées alimentaires et ses matières premières (1). Elle a réussi, grâce à la puissance de sa marine militaire, à protéger dans une large mesure sa marine marchande et elle n'a pas été isolée de ses possessions d'outre-mer. Elle n'a pas été réduite à la famine et ses importations de produits alimentaires se sont maintenues sensiblement à leur niveau d'avant-guerre. Elle eut seulement à subir des privations, à l'égal d'ailleurs des

(1) Dr Arthur L. BOWLEY : The effects of the war on the external trade of the United Kingdom.

autres belligérants, du fait de la désorganisation de son marché intérieur, pour lequel certaines industries travaillaient à force pendant que d'autres étaient contraintes à s'arrêter par suite du manque de main-d'œuvre. La Grande-Bretagne a été, en outre, extrêmement favorisée, par rapport à beaucoup d'autres pays et la France en particulier, parce qu'elle n'a pas éprouvé de dommages matériels importants.

Comparée aux autres belligérants, la Grande-Bretagne était donc privilégiée. Cependant, au lendemain de la guerre, sa situation financière et commerciale était mauvaise. La puissance financière de la place de Londres s'était considérablement affaiblie à la suite des pertes éprouvées par les capitalistes britanniques et de la réalisation d'une masse importante des placements britanniques à l'Etranger en vue de l'obtention de crédits extérieurs. La Grande-Bretagne avait perdu sa place prédominante dans la finance internationale, et elle avait été supplantée par les Etats-Unis qui, après avoir été les obligés de l'Europe étaient devenus ses principaux créanciers. C'est pour rétablir sa suprématie que la Grande-Bretagne fut amenée à investir de nouveau, chaque année, des sommes considérables à l'Etranger, dépassant de beaucoup les capitaux disponibles que lui fournissaient les excédents de sa balance des comptes. Mais c'est aussi pour mettre une limite à ces exportations de capitaux dangereuses pour la stabilité de la monnaie britannique que le taux de l'escompte fut continuellement maintenu à un niveau relativement élevé. Il s'en suivit une attraction vers Londres de tous les capitaux en quête de placements à court terme, et les banquiers anglais prirent l'habitude dangereuse de prêter à long terme des fonds qui ne leur étaient confiés que pour des placements à court terme.

L'élévation du taux de l'escompte et l'exportation des capitaux limitèrent d'autant la restauration des industries britanniques, et celles-ci se trouvèrent de plus dans une

situation particulièrement défavorable, à cause de la hausse des prix des matières premières et surtout de la hausse des salaires. Les industries exportatrices furent les plus atteintes, à cause de leur production trop onéreuse, et de la perte de leurs débouchés extérieurs. La guerre avait interrompu les échanges réguliers entre les peuples, et la restauration du commerce international fut à la fois longue, difficile et incomplète.

Après la cessation des hostilités, ce ne sont pas les conséquences directes de la guerre sur l'économie du peuple britannique qui ont été les plus graves puisque la Grande-Bretagne a été relativement épargnée. Ce sont les conséquences qu'elle a eues indirectement sur le commerce extérieur de la Grande-Bretagne et la situation économique internationale de ce pays, par les modifications qu'elle a provoquées dans l'économie générale du monde entier.

En 1913, la valeur totale des exportations britanniques atteignait £ 525.000.000. En 1918, malgré une hausse de 129 % des prix de gros, elle n'atteignait que £ 501.000.000, représentant seulement £ 219.000.000 à leur valeur d'avant guerre, soit une baisse de 58 %. En 1918, les exportations n'étaient plus que de 3.700.000.000 yards contre 7.000.000.000 yards en 1913 pour les articles de coton; de 98.000.000 yards contre 168.000.000 yards en 1913 pour les articles de laine. Les exportations de charbon n'étaient plus que de 32.000.000 de tonnes contre 73.000.000 de tonnes en 1913 et celles de fer et d'acier, de 1.600.000 tonnes contre 5.000.000 de tonnes. Les exportations de navires avaient cessé, et la valeur des exportations de machines était passée de £ 37.000.000 en 1913 à £ 16.000.000 en 1918.

La crise du commerce d'exportation de la Grande-Bretagne résultait d'un ensemble de conséquences de la guerre dont les unes devaient être passagères et les autres présentaient, au contraire, le caractère de modifications définitives. A la cessation des hostilités l'Europe se trouvait considérablement appauvrie, vis-à-vis des autres continents. Ruinés

par la guerre les pays continentaux durent restreindre leurs importations, ne pouvant acheter à l'Etranger que dans la mesure où des crédits leur étaient accordés, et l'arrêt des industries diminuait d'autant les importations de combustibles et de matières premières. La réorganisation du système compliqué et si perfectionné du crédit et du commerce international ne put se faire rapidement, et les désordres monétaires contribuèrent à la retarder. La Grande-Bretagne souffrit plus que tout autre pays de la perte momentanée de ses débouchés européens, et de la complète interruption pendant la durée des hostilités de ses relations commerciales avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Belgique et la Russie. L'inflation monétaire et l'inflation du crédit hâtèrent la réorganisation de l'Europe en même temps qu'elles procuraient aux industries et aux commerces nationaux une protection efficace contre la concurrence des produits britanniques. La première conséquence de la guerre a donc été pour la Grande-Bretagne une perte de ses débouchés sur le continent européen due d'abord à l'appauvrissement de l'Europe et ensuite à un affranchissement du continent vis-à-vis de la tutelle britannique (1).

Considérée ensuite dans le cadre du continent européen, la Grande-Bretagne a supporté avec lui le préjudice de la disparition de son importance relative comparée à celle des autres continents. Dans l'intervalle des douze années comprises entre 1913 et 1925, la population du monde a augmenté de 5 %, la production des denrées alimentaires et des matières premières s'est accrue de plus de 16 %, tandis que le volume total du commerce international n'a pas même progressé de 5 %. Entre les mêmes dates la population du continent européen n'a augmenté que de 1 %, la production alimentaire de 2 % et celle des matières

(1) Dr Arthur L. BOWLEY : Some economic consequence of the great war.

premières de 5 %. Le commerce extérieur total de l'ensemble des pays européens a diminué de 11 %.

L'affranchissement des pays extra européens à l'égard de l'ancienne tutelle économique de l'Europe a été le résultat d'une lente évolution que la guerre a favorisée et accélérée. Le développement de la civilisation et le progrès économique ont amené progressivement les peuples à développer leurs industries nationales et à élaborer sur place un nombre croissant de marchandises qu'ils étaient autrefois contraints d'importer. C'est ainsi que loin de se spécialiser, les peuples ont eu plutôt tendance à assurer leur autonomie économique comme d'ailleurs leur indépendance politique ⁽¹⁾. Les besoins de la défense nationale et les grèves occasionnées par l'arrêt des échanges commerciaux ont fait pour chaque pays, de cette simple tendance, une nécessité. A l'issue du conflit l'industrie des pays neufs s'était développée dans des proportions telles que d'anciens clients de la Grande-Bretagne certains de ces pays étaient devenus pour elle des concurrents dangereux.

Les rapports du comité de l'Industrie et du Commerce, en Angleterre, des années 1923 et 1924 résument avec beaucoup d'exactitude la situation nouvelle dans laquelle s'est trouvée la Grande-Bretagne après la cessation des hostilités ⁽²⁾ :

« Si l'on considère le monde dans son ensemble, le développement considérable des industries nationales afin de satisfaire directement à des besoins qui nécessitaient primitivement des importations de marchandises étrangères, est le fait marquant de la situation économique d'après guerre, et constitue le facteur permanent le plus important de la diminution du volume des exportations britanniques et de

(1) Prof. BROCARD : Nouveaux principes d'économie politique.

(2) Report of the Committee on Industry and Trade (Volume on Survey of overseas Markets, pp. 9 à 25).

la modification du caractère du commerce extérieur de la Grande-Bretagne.

« En fait cette tendance a été naturelle et elle s'est manifestée d'une façon universelle. Elle a été la conséquence inévitable du progrès économique, son origine date de longtemps, et elle a été sans aucun doute très développée par les conditions nouvelles et les nécessités créées par la guerre.

« La disparition momentanée d'un certain nombre de sources d'approvisionnements, et la demande anormale créée par la guerre pour certaines catégories de produits ont amené beaucoup de pays, et la Grande-Bretagne elle-même, à élaborer sur place un grand nombre de marchandises qu'ils se procuraient d'habitude par l'importation. Dans certains cas particuliers, l'étendue de cette dépendance primitive à l'égard de l'Etranger, provoqua l'inquiétude et la crainte à la fois pour le présent et pour l'avenir, principalement lorsqu'il s'agissait de marchandises essentielles à la sécurité nationale ou à la marche de l'industrie.

« Aussi, une fois que la paix fut rétablie, un effort se manifesta un peu partout pour maintenir l'activité des industries nées de la guerre et dont cette dernière avait montré la nécessité. Le mouvement protectionniste gagna le monde entier, fondé à la fois sur des raisons de sécurité nationale, sur des intérêts vitaux, et sur une évolution de la politique commerciale des peuples. Ce ne sont pas seulement des nombreux intérêts locaux qui étaient nés pendant la guerre et réclamèrent ensuite une protection efficace, mais aussi des industries nouvelles qui après s'être développées d'une façon artificielle, se sont révélées suffisamment puissantes pour se maintenir, même après la fin de la période exceptionnelle en vue de laquelle elles avaient été créées. »

Les progrès, ainsi accomplis dans les continents américain, africain et asiatique, aboutirent à la disparition de clients traditionnels de la Grande-Bretagne, dont certains devinrent pour elle, sur les marchés internationaux, des

concurrents dangereux. Non seulement les pays étrangers s'affranchirent de la tutelle commerciale de la Grande-Bretagne mais aussi dans une très large mesure ses propres dominions. L'essor industriel dans le monde entier avait eu pour résultat la fermeture d'un grand nombre de débouchés offerts autrefois aux produits manufacturés, et le développement d'une concurrence internationale de plus en plus vive sur les marchés demeurés accessibles aux exportations.

*
**

Le nouvel équilibre du monde entier était au désavantage de tous les grands pays industriels et exportateurs, et pas seulement de la Grande-Bretagne. Mais l'avenir économique de celle-ci s'annonçait sous un jour particulièrement ombreux étant donnée l'obligation dans laquelle elle s'était mise progressivement d'acheter les produits alimentaires nécessaires à sa subsistance au moyen de ses exportations de charbon et d'articles manufacturés. Pourvue d'une population excessive, concentrée principalement dans les villes et dans les centres industriels, la Grande-Bretagne avait connu une magnifique prospérité à une époque où son avance sur le monde entier la rendait indispensable. Ayant dû ensuite renoncer progressivement à sa suprématie dans tous les domaines, elle avait subi de nouveau, malgré la concurrence croissante des autres pays, un essor considérable pendant les années qui précédèrent la guerre. Mais elle était devenue sensible à toute crise économique et un arrêt général de l'activité ne pouvait manquer d'avoir pour elle les plus fâcheuses conséquences.

La guerre n'a pas eu seulement des conséquences économiques : ayant été avant tout un conflit de nature politique, elle a eu pour conséquences des remaniements de frontières et la création d'Etats nouveaux. Il en résulta une augmentation du nombre des barrières douanières, et une tendance encore plus marquée à l'autonomie respective des peuples.

La tendance étatiste qui s'était largement développée à la faveur de la guerre et après elle, avec les progrès du socialisme ⁽¹⁾, conduisit les peuples vers un protectionnisme de plus en plus accentué.

Placée dans ces conditions, la Grande-Bretagne tenta de reprendre après la guerre sa politique traditionnelle de la liberté des échanges et de la non intervention dans le domaine économique. Les circonstances favorables qui avaient fait sa grandeur passée et dont elle escomptait le retour ne se sont pas produites, bien au contraire, et elle s'est trouvée dans l'obligation, depuis l'automne de l'année dernière, de supprimer la convertibilité de sa monnaie au pair et de renoncer au libre échange. N'est-ce là qu'une tendance provisoire déterminée par les nécessités du moment, ou bien serait-ce le début d'un revirement général de la politique commerciale britannique en vue de s'adapter aux conditions nouvelles ? C'est une question à laquelle il serait encore difficile de répondre d'une façon catégorique, mais que le présent ouvrage se propose d'étudier dans son ensemble.

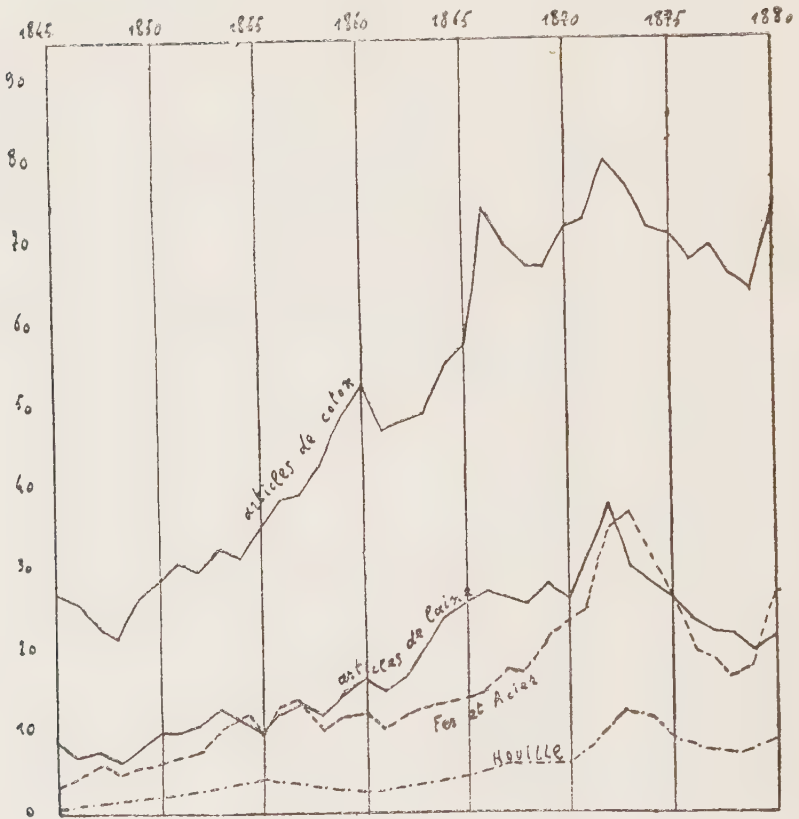
(1) KEYNES : *The economic consequences of the peace.*

LA PROSPERITE VICTORIENNE DE 1854 A 1873

Années	Exportations £ millions	Importations £ millions	Re-exportations £ millions	Production		Exportations			
				Fer	Houille	Articles et filés de coton	Articles et filés de laine	Fer et Acier	Machines
				Millions de tonnes					
1854	92.7	133.8	18.6	3.1	64.7	31.7	10.7	11.7	1.9
1855	95.7	122.5	21.0	3.2	61.5	34.8	9.7	9.4	2.2
1856	115.8	149.1	23.4	3.6	66.6	38.2	12.4	12.8	2.7
1857	122.1	163.7	24.1	3.7	65.4	39.1	13.6	13.5	3.9
1858	116.6	141.4	23.2	3.5	65.0	43.0	12.7	11.1	3.6
1859	130.4	153.9	25.3	3.7	72.0	48.2	15.1	12.3	3.7
1860	135.9	181.9	28.6	3.8	80.0	52.0	16.0	12.1	3.8
1861	125.1	183.0	34.5	3.7	83.6	46.9	14.7	10.3	4.2
1862	124.0	183.5	42.2	3.9	81.6	37.8	17.0	11.4	4.1
1863	146.6	198.6	50.3	4.5	86.3	47.6	20.6	13.1	4.4
1864	160.4	222.8	52.2	4.8	92.8	54.9	24.0	13.3	4.8
1865	165.8	218.1	53.0	4.8	98.2	57.3	25.5	13.5	5.2
1866	188.9	245.3	50.0	4.5	101.6	74.6	26.5	14.7	4.8
1867	181.2	230.4	44.8	4.8	104.5	70.8	25.9	17.4	5.0
1868	179.7	246.3	48.1	5.0	103.1	67.7	25.8	17.3	4.7
1869	190.0	248.4	47.1	5.4	107.4	67.1	28.2	21.9	5.1
1870	199.6	258.8	44.5	6.0	110.4	71.4	26.7	23.5	5.3
1871	223.0	270.5	60.5	6.6	117.4	72.8	33.3	25.5	6.0
1872	256.3	296.4	58.3	6.7	123.5	80.2	38.5	35.3	8.2
1873	255.2	315.5	55.8	6.6	127.0	77.4	30.7	37.3	9.0

Prospérité Victorienne

Principales exportations en £ millions.



PROSPERITE VICTORIENNE

*Les principales sources des importations britanniques
et les principaux marchés d'exportation entre 1854 et 1873.*

En £ millions.

<i>Marchés d'exportation.</i>								
Années	U. S. A.	Allemagne	Indes	France	Chine	Canada	Hollande	Australie et Nouvelle-Zélande
1854	21.4	8.5	9.1	3.2	0.5	5.6	5.2	11.9
1855	17.3	9.8	9.9	6.0	0.9	2.5	5.1	6.3
1856	21.9	12.1	10.5	6.5	1.4	3.7	6.5	9.9
1857	19.0	14.0	11.7	6.2	1.7	3.8	7.1	11.6
1858	14.5	12.6	16.8	4.9	1.7	2.7	6.3	10.5
1859	22.6	11.7	19.8	4.8	2.5	3.1	6.5	11.2
1860	21.7	13.4	17.0	5.3	2.9	3.3	7.5	9.8
1861	9.1	13.0	16.4	8.9	3.1	3.3	7.5	10.7
1862	14.3	12.7	14.6	9.3	2.0	3.7	6.8	11.9
1863	15.3	13.4	20.0	8.7	2.4	4.4	7.0	12.5
1864	16.7	15.4	20.0	8.2	3.1	5.2	7.7	11.9
1865	21.2	17.8	18.3	9.1	3.6	4.3	9.1	13.3
1866	28.5	15.7	20.0	11.7	5.1	6.3	10.7	13.6
1867	21.8	20.5	21.8	12.1	5.0	5.5	10.8	9.6
1868	21.4	22.8	21.3	10.7	6.3	4.6	11.2	12.1
1869	24.6	22.8	17.6	11.5	6.8	4.8	10.4	13.4
1870	28.3	20.4	19.3	11.8	6.1	6.3	12.1	9.9
1871	34.2	27.4	18.1	18.3	6.6	7.8	14.9	10.0
1872	40.7	31.6	18.5	17.4	6.6	9.6	17.0	14.1
1873	33.6	27.3	21.4	17.4	4.9	8.1	17.5	17.6

PROSPERITE VICTORIENNE

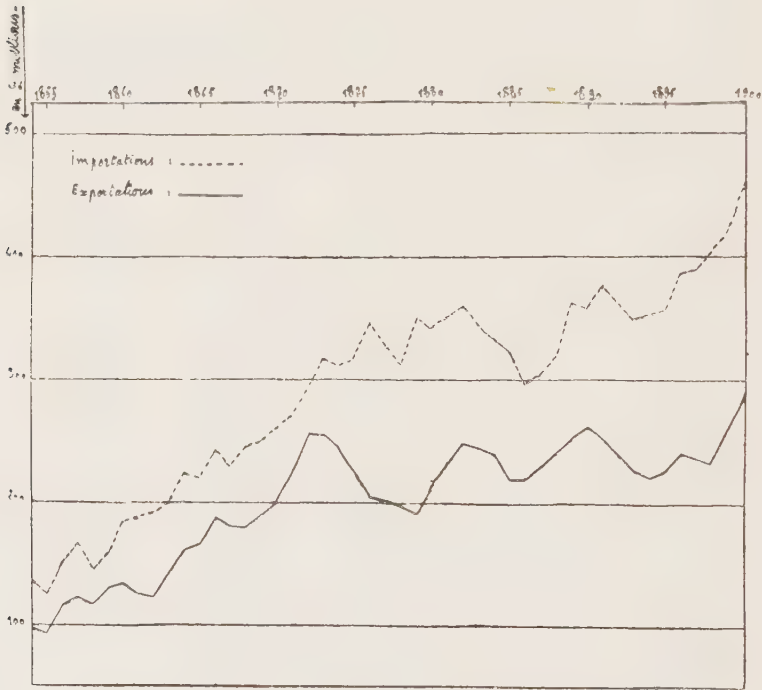
(Suite)

<i>Sources des importations britanniques.</i>							
U. S. A.	Allemagne	Indes	France	Chine	Canada et New-Goodland	Hollande	Australie et Nouvelle-Zélande
29.8	15.7	10.8	10.6	9.1	7.2	6.9	4.3
25.7	15.4	12.7	9.2	8.7	4.7	6.6	4.5
36.0	10.2	17.3	10.5	9.4	6.9	7.5	5.7
33.6	11.0	18.7	12.1	11.4	6.4	7.4	5.9
34.3	8.7	15.0	13.4	7.1	4.7	6.3	5.3
34.3	10.2	15.2	16.9	9.0	5.5	7.0	5.8
44.7	14.9	15.1	17.9	9.3	6.8	8.6	6.5
49.4	13.7	22.0	17.9	8.9	8.7	7.9	6.9
27.7	14.8	34.1	21.9	12.0	8.5	8.0	7.1
19.6	14.2	48.4	24.2	12.9	8.2	8.7	7.2
17.9	14.8	52.3	25.9	12.8	6.9	11.7	10.0
21.6	16.2	37.4	31.8	10.7	6.4	12.4	10.3
46.9	18.6	36.9	37.1	10.8	6.9	11.8	11.4
41.0	18.9	25.5	33.8	9.3	6.8	10.8	12.9
43.1	18.2	30.1	34.0	11.5	6.8	11.5	12.6
42.6	18.4	33.2	33.7	9.8	7.7	13.0	12.1
49.8	15.4	25.1	37.9	9.6	8.5	14.6	14.1
61.1	19.3	30.7	30.4	11.9	9.3	14.4	14.5
54.7	19.2	33.7	42.2	13.5	9.1	13.8	15.6
71.5	19.9	29.9	43.8	12.5	11.7	13.7	17.3

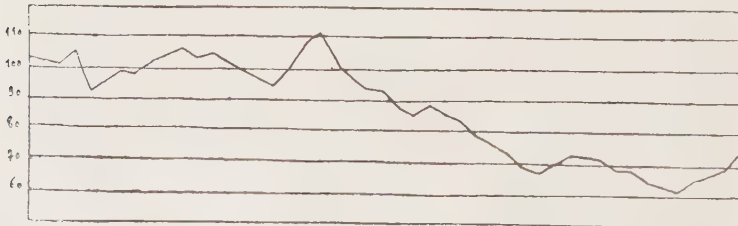
LA FIN DU XIX^e SIECLE
1870-1896.

Années	Exportations £ millions	Importations £ millions	Re-exportations £ millions	Chômage : % d'après chiffres des Trade-Unions
1870	200	259	44	3.9
1871	223	271	61	1.6
1872	256	296	58	0.9
1873	255	315	56	1.2
1874	240	312	58	1.7
1875	223	314	58	2.4
1876	201	319	56	3.7
1877	199	341	53	4.7
1878	193	316	53	6.8
1879	192	306	57	11.4
1880	223	348	63	5.5
1881	234	334	63	3.5
1882	241	348	65	2.3
1883	240	361	66	2.6
1884	233	329	63	8.1
1885	213	313	58	9.3
1886	213	294	56	10.2
1887	222	303	59	7.6
1888	235	324	64	4.9
1889	249	361	67	2.1
1890	264	356	65	2.1
1891	247	374	62	3.5
1892	227	359	64	6.3
1893	218	345	59	7.5
1894	216	350	58	6.9
1895	226	357	60	5.8
1896	240	385	56	3.3

Le Commerce extérieur Britannique pendant la seconde moitié du XIX^e siècle



Prix de gros : Moyenne 1867-1877 = 100



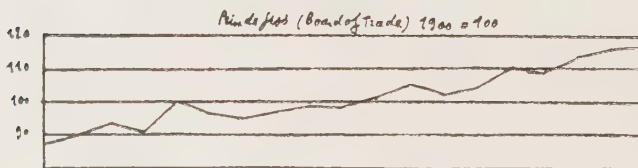
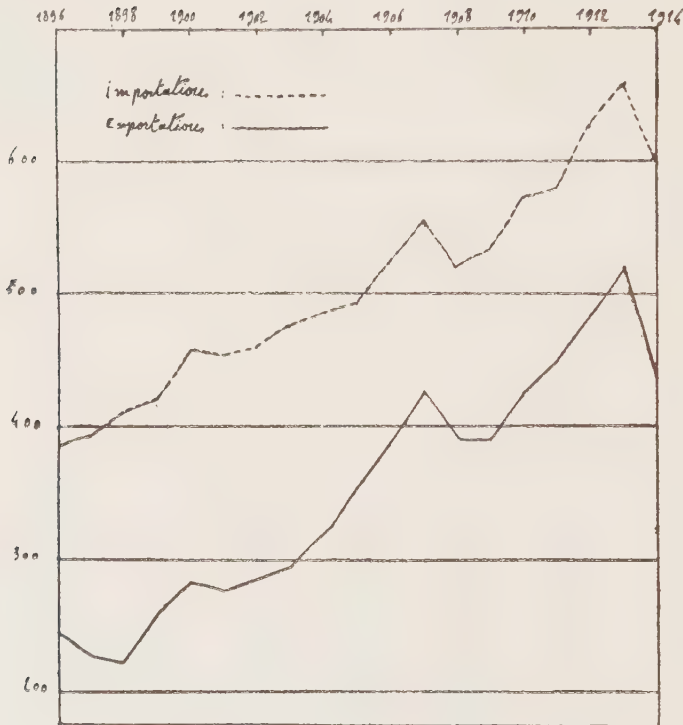
LE DEBUT DU XX^e SIECLE

1896-1914.

Années	Exportations		Importations		Re-exportations	Cisage d'après chiffres de Trade-Union
	£ millions	1900 = 100	£ millions	1900 = 100	£ millions	
1896	240	82	385	84	56	3.3
1897	234	80	391	85	60	3.3
1898	233	80	410	89	61	2.8
1899	264	91	420	91	65	2.0
1900	291	100	460	100	63	2.5
1901	280	96	454	99	68	3.3
1902	283	97	462	100	66	4.0
1903	291	100	473	103	70	4.7
1904	301	103	481	104	70	6.0
1905	330	113	487	105	78	5.0
1906	376	130	522	113	85	3.6
1907	426	146	553	120	92	3.7
1908	377	129	512	111	80	7.8
1909	378	130	534	116	91	7.7
1910	430	148	574	125	104	4.7
1911	454	156	577	128	103	3.0
1912	487	167	633	138	112	3.2
1913	525	180	659	143	110	2.1
1914	431	148	601	109	95	3.3

Le commerce extérieur Britannique au début du XX^e siècle.

£ millions



SITUATION ECONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE ENTRE 1913 ET 1920.

Années	Exportations £ millions		Importations £ millions	Re-exportations £ millions	Exportations de charbon		Exportations de Fer et Acier		Exportations d'articles de coton		Exportations d'articles de laine	
	millions tonnes	£ millions			millions tonnes	£ millions	millions yards	£ millions	millions yards	£ millions		
1913	525	659	110	73	50.7	4.9	54.3	7075	97.8	168	20.7	
1914	431	601	95	59	39.9	3.9	41.7	5736	79.2	152	17.8	
1915	385	753	99	44	36.4	3.2	40.6	4748	64.7	148	22.6	
1916	506	851	98	38	46.4	3.3	56.7	5254	88.8	184	30.0	
1917	527	994	70	35	46.6	2.3	44.8	4978	112.8	166	36.9	
1918	501	1285	31	32	48.0	1.6	36.8	3699	138.5	98	30.5	
1919	799	1461	165	35	82.8	2.2	63.5	3524	179.1	164	72.2	
1920	1334	1710	223	25	99.6	3.3	128.2	4435	315.7	202	101.9	

Années	Prix de Gros (Board of Trade) 1913 = 100	Prix de la vie (Ministry of Labour) Juillet 1914 = 100	Exportations de machines £ millions	Production de charbon millions tonnes	Production de Fer millions tonnes	Production d'acier millions tonnes
1913	100	—	37.0	287	10.3	7.7
1914	100	100	31.4	266	—	—
1915	123	123	19.2	253	8,7	—
1916	160	146	20.2	256	9.0	9.0
1917	208	176	19.5	248	9.3	9.7
1918	229	203	16.1	228	9.1	9.5
1919	254	215	32.7	230	7.4	7.9
1920	315	249	63.4	230	8.0	9.1

PREMIÈRE PARTIE

Le Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne
de 1920 à 1929

CHAPITRE PREMIER

La place occupée par la Grande-Bretagne dans l'économie générale du Monde entre 1920 et 1929

Au seuil d'une étude du commerce extérieur britannique il est important de déterminer la place occupée par la Grande-Bretagne dans l'économie du monde entier. Une comparaison de l'évolution de l'activité économique de la Grande-Bretagne, et de l'évolution qui s'est produite dans le monde, et dans les différents pays considérés séparément, entre les années 1920 et 1929, l'année 1913 étant prise pour base, permettra de se rendre compte si la Grande-Bretagne, après la guerre, a subi une décadence relative, ou bien, au contraire, si elle a maintenu son rang parmi les grandes puissances. On se placera au point de vue du commerce extérieur de chaque pays, considéré dans son ensemble, et on étudiera également dans ses grandes lignes l'évolution dans le monde des principales productions.

En 1913, le commerce extérieur du Royaume-Uni représentait environ 15.24 % du total des importations du monde entier et 13.11 % du total des exportations. La moyenne des années 1927, 1928 et 1929 donne pour les importations britanniques une proportion de 15.50 % du total des impor-

tations et pour les exportations britanniques, une proportion de 10,94 % du total des exportations. Donc entre 1913 et 1929, les importations britanniques se sont élevées légèrement en comparaison du total des importations du monde entier et au contraire les exportations ont sensiblement diminué proportionnellement au total des exportations.

Pendant la même période, la part du commerce extérieur des Etats-Unis s'est accrue de 8,44 % du total des importations à 12,20 % et de 12,56 % du total des exportations à 15,55 %. D'un autre côté, la part de l'Allemagne a diminué de 12,25 % à 9,63 % des importations et de 12,39 % à 9,05 % des exportations. La part de la France, en dépit de ses augmentations de territoires, s'est abaissée de 7,72 % à 6,27 % pour les importations et de 6,81 % à 6,39 % pour les exportations, la baisse des exportations ayant été particulièrement marquée en 1928 et 1929.

La part de l'Europe dans son ensemble (y compris la Russie), dans le commerce du monde entier, s'est abaissée entre 1913 et la moyenne des années 1927, 1928, 1929, de 65,58 % à 55,71 % du total des importations et de 58,78 % à 47,78 % du total des exportations. Au contraire la part de l'Empire Britannique dans la même période s'est élevée de 26,07 % à 29,23 % du total des importations et de 25,36 % à 26,77 % du total des exportations. Si l'on exclut la Grande-Bretagne de l'Empire Britannique, la part de l'Empire dans l'ensemble du commerce international s'est accrue de 10,83 % à 12,25 % pour les importations et de 13,74 % à 15,82 % pour les exportations.

Il y a donc eu une élévation considérable de l'importance relative des Etats-Unis, à la fois comme pays importateur et comme pays exportateur et à l'opposé un déclin encore plus grand de l'importance relative de l'Europe. La Russie a perdu beaucoup de terrain étant passée de 3,35 % à 1,25 % du total des importations et de 4 % à 1,3 % du total des exportations. Au contraire le commerce extérieur du Japon s'est accru par rapport à l'ensemble du commerce

international de 1,72 % à 2,99 % pour les importations et de 1,60 % à 2,89 % pour les exportations (1).

Ces modifications dans la distribution du commerce international ne sont pas surprenantes. Elles sont d'une part la conséquence de l'accroissement considérable de la production et du pouvoir d'achat des Etats-Unis, des progrès industriels réalisés par le Japon, et des progrès rapides des Dominions Britanniques comme producteurs et exportateurs de produits alimentaires et de matières premières. Elles résultent d'autre part d'une indépendance économique plus grande de la France, et du déclin de la Grande-Bretagne comme exportateur de produits manufacturés et montrent les effets de la perte de territoires et de population sur la puissance économique de l'Allemagne, malgré le remarquable rétablissement des exportations allemandes après 1926, et la disparition momentanée de la Russie de toutes les transactions internationales. La Russie a fait d'ailleurs, de nouveau, de sérieux progrès comme exportateur de produits alimentaires et de certaines matières premières.

Les statistiques publiées par la Société des Nations et qui sont reproduites ci-après montrent que le déclin en valeur relative du commerce extérieur total de l'Europe a été moins accentué que celui du commerce extérieur Britannique. Ces statistiques montrent l'importance croissante de l'Amérique du Nord et de l'Asie dans le total à la fois des importations et des exportations du monde entier.

(1) Ces chiffres sont extraits des statistiques du Board of Trade : Statistical tables relating to British and Foreign Trade and Industry, Cmd. 3737, 1930.

DISTRIBUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL PAR CONTINENTS (1).

	IMPORTATIONS					EXPORTATIONS					TOTAL			
	1913	1927	1928	1929		1913	1927	1928	1929		1913	1927	1928	1929
Europe (non compris U. R. S. R.).....	58.0	54.9	54.9	54.5		51.0	45.9	45.8	46.9		54.6	50.6	50.4	50.8
Europe (y compris U. R. S. S.).....	61.6	55.9	56.2	55.7		55.2	46.1	47.0	48.3		58.5	51.8	51.7	52.2
Amérique du Nord....	12.4	15.7	15.5	15.9		15.8	19.3	19.9	19.3		14.0	17.4	17.7	17.5
Reste de l'Amérique..	7.6	7.2	7.2	7.3		9.1	9.5	9.7	9.3		8.3	8.3	8.4	8.3
Afrique.	4.0	4.4	4.6	4.8		4.5	4.5	4.7	4.7		4.3	4.4	4.6	4.7
Asie.	11.9	13.7	13.8	13.7		12.7	16.4	15.7	15.4		12.3	15.0	14.7	14.5
Océanie.	2.5	3.1	2.7	2.6		2.7	3.1	3.0	3.0		2.6	3.1	2.9	2.8
Monde entier.....	100.0	100.0	100.0	100.0		100.0	100.0	100.0	100.0		100.0	100.0	100.0	100.0

(1) Section économique de la S. D. N : Les chiffres de 1913 sont extraits du Mémorandum sur la Production et le commerce de 1926; les chiffres d'après guerre du Mémorandum du Commerce International 1927-29.

On reproduit plus loin des statistiques de la Société des Nations comparant la part des principaux pays dans l'ensemble du commerce international et montrant la situation favorable ou défavorable de la balance commerciale de chaque pays en établissant le pourcentage des exportations par rapport aux importations. On peut se rendre compte d'après ces statistiques que, malgré l'essor rapide des importations aux Etats-Unis, la Grande-Bretagne est demeurée le premier marché d'importations du monde entier, et dispute avec l'Autriche et l'Italie la proportion la plus faible du total de ses importations comparé au total de ses exportations. Elle a pu, d'ailleurs, pendant toute la période comprise entre 1920 et 1929 combler aisément le déficit de sa balance commerciale grâce aux revenus de ses placements extérieurs.

Pour l'Allemagne, les importations et les exportations s'équilibrent à peu près en 1929 et la balance commerciale ne présente pas le solde créditeur qui serait nécessaire au paiement des réparations et des annuités des dettes extérieures de l'Allemagne. Les Etats-Unis, bien que devenus un pays créditeur, continuent à profiter de larges excédents des exportations sur les importations, ce qui leur permet et les met même dans l'obligation d'investir à l'Etranger les excédents de leur balance commerciale. La France, d'un autre côté, devenue en 1929 un pays créditeur, possède une balance commerciale largement déficitaire.

Il est intéressant, après avoir noté le déclin de l'importance relative de l'Europe en comparaison des progrès réalisés aux Etats-Unis, au Canada, dans l'Amérique du Sud et en Extrême-Orient, de calculer pour les principaux pays l'importance du commerce extérieur par tête d'habitant. Dans cette nouvelle statistique, malgré leur déclin relatif, les pays de l'Europe Occidentale conservent encore une avance énorme sur les régions surpeuplées et pauvres de l'Asie et même sur les Etats-Unis.

LA PART DES PRINCIPAUX PAYS
DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL EN 1929.

	Importations	Exportations	Total	Exportation en % des Importations
Grande Bretagne.....	15.3	10.8	13.2	69
Etats-Unis.	12.2	15.8	13.9	114
Allemagne.	9.1	9.2	9.1	97
France.	6.5	6.0	6.2	75
Canada.	3.5	3.4	3.5	92
Indes.	2.6	3.6	3.1	117
Japon.	2.8	3.0	2.9	97
Pays-Bas.	3.1	2.4	2.8	74
Italie.	3.2	2.4	2.8	69
Belgique.	2.8	2.7	2.8	91
Argentine.	2.4	2.8	2.6	127
Chine.	2.3	1.9	2.1	76
Australie.	1.9	2.1	2.0	101
Tchéco-Slovaquie.	1.7	1.9	1.8	103
Indes orientales Néerlan- daïses.	1.3	1.8	1.5	127
Malaisie Britannique....	1.4	1.6	1.5	103
Suède.	1.3	1.5	1.4	102
Espagne.	1.5	1.2	1.4	77
Suisse.	1.5	1.2	1.4	77
U. R. S. S.....	1.2	1.4	1.3	106
Danemark.	1.3	1.3	1.3	95
Brésil.	1.2	1.4	1.3	109
Union Sud Africaine....	1.1	1.4	1.2	109
Australie.	1.3	0.9	1.1	67
Pologne.	1.0	1.0	1.0	90
Etat libre d'Irlande.....	0.8	0.7	0.8	78
Egypte.	0.8	0.8	0.8	95
Nouvelle Zélande.....	0.7	0.8	0.7	114

LA VALEUR EN £ MILLIONS DU COMMERCE
EXTERIEUR DES PRINCIPAUX PAYS
EN 1913 ET EN 1928

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1913	1928	1913	1928
Grande-Bretagne.	659	1.075	525	724
Allemagne.	530	687	496	602
Etats-Unis.	365	838	503	1.034
France.	334	431	273	414
Pays-Bas.	325	222	255	164
Belgique.	184	183	144	177
U. R. S. S.	145	100	160	82
Italie.	145	237	100	157
Canada.	126	255	89	288
Indes.	124	192	163	248
Argentine.	99	179	104	204
Chine.	86	175	61	145
Australie.	76	143	75	139
Japon.	74	201	64	183
Brésil.	67	91	65	97
Afrique du Sud.	40	74	64	91
Tchéco-Slovaquie.	—	117	—	129
Malaisie.	—	101	—	99

LE COMMERCE EXTERIEUR DE DIFFERENTS PAYS
PAR TETE D'HABITANT EN 1929.

(Valeur en dollars.)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
Nouvelle Zélande.....	158	176	334
Danemark.	129	123	252
Pays-Bas.	141	102	243
Canada.	127	114	242
Belgique.	119	118	227
Suisse.	127	99	226
Australie.	106	107	213
Grande-Bretagne. . .	118	78	196
Suède.	78	80	158
République Argentine	75	81	156
France.	55	47	102
Allemagne.	50	47	97
Union Sud Africaine.	44	52	96
Etats-Unis.	35	42	77
Italie.	27	19	46
Japon.	16	15	31
Pologne.	11	10	21
Indes.	3	4	7
U. R. S. S.....	3	3	6
Chine.	2	1	3

C'est la Nouvelle-Zélande qui vient en tête, le Canada occupe la quatrième place, après le Danemark et les Pays-Bas. Ces quelques noms démontrent clairement le commerce intensif qui peut se créer dans des pays agricoles se spécialisant dans la production des denrées alimentaires destinées à l'approvisionnement des pays industriels.

La Grande-Bretagne, malgré l'importance de son commerce extérieur, n'occupe que le huitième rang, l'Allemagne le douzième rang et les Etats-Unis le quatorzième. Naturellement ces chiffres ne peuvent être considérés que comme des indications sommaires puisqu'ils ne se réfèrent qu'à une seule année, l'année 1929, et qu'ils sont forcément calculés d'une façon très évaluative. Néanmoins ils indiquent assez exactement l'importance de l'activité commerciale dans les différents types de pays.

Si l'on ne se place plus au point de vue de l'importance relative du commerce extérieur des différents continents, mais si l'on considère leur valeur absolue, on constate qu'entre 1913 et 1925, le commerce extérieur de l'Europe a diminué de 10,7 % en quantité (ou de 6,3 % si l'on exclut la Russie), tandis que le commerce extérieur de l'Amérique du Nord s'est élevé de 36,7 %, celui de l'Asie de 35,9 % et celui de l'Océanie de 32,3 %.

Après 1925, l'Europe a fait de nouveau de rapides progrès et entre 1926 et 1928 le commerce extérieur de l'Europe a progressé de 17 %, tandis que celui de l'Amérique du Nord ne s'est élevé que de 7 %, celui de l'Océanie de 1 %, et celui de l'Asie a diminué de 2 %.

En 1929, les exportations britanniques étaient de 13 % inférieures aux quantités de 1913, celles de l'Allemagne de 5 % inférieures et les exportations de la Russie ne représentaient que la moitié du chiffre de 1913. A l'inverse, les exportations de la France s'étaient élevées de 47 % sur les quantités d'avant-guerre, celles de la Suède, de 34 %, celles du Danemark de 70 % et celles de l'Italie de 46 %.

Les exportations des Etats-Unis étaient en 1929 de 69 % supérieures aux quantités d'avant-guerre, et celles du Canada étaient en 1928 de 156 % supérieures aux chiffres de 1913. Si on se borne à ne considérer que la valeur des exportations, les progrès les plus considérables ont été réalisés par le Canada dont la valeur des exportations en 1928 représente plus de trois fois leur valeur en 1913, par le Japon dont la valeur des exportations a triplé, et par les Etats-Unis et la République Argentine dont la valeur des exportations a doublé. Bien entendu dans cette dernière estimation il n'est pas tenu compte de la hausse des prix, les valeurs considérées étant les valeurs nominales.

En valeur nominale, les exportations britanniques ne se sont élevées que de 38 % par rapport à leur chiffre d'avant-guerre et les exportations allemandes seulement de 21 %.

Le terrain perdu par le commerce d'exportation britannique a correspondu à des gains réalisés par d'autres pays, principalement les pays américains et orientaux. Si l'on considère successivement les années comprises entre 1920 et 1929 on constate que la grande différence entre la Grande-Bretagne et les principaux pays européens a été que, tandis que ces derniers, après s'être trouvés dans une situation très difficile, ont réussi à partir de 1925 à améliorer leur position, la Grande-Bretagne n'est jamais parvenue à regagner, même en partie, le terrain perdu pendant la guerre (1).

Les contributions des différents pays au chiffre global des exportations du monde ont été les suivantes, pendant les années 1913, 1924, 1925, 1927, 1928, 1929 :

(1) LOVEDAY : *Britain and World Trade* : lire le chapitre intitulé : « *Britain and World Trade* », p. 147.

POURCENTAGE DES EXPORTATIONS
DE CHAQUE PAYS PAR RAPPORT AU TOTAL
DES EXPORTATIONS DU MONDE

(les Pays-Bas sont omis parce que leurs statistiques d'avant
et d'après-guerre ne sont pas comparables).

	1913	1924	1925	1927	1928	1929
Grande-Bretagne.	13.94	13.01	12.16	11.36	11.20	10.8
Allemagne.	13.11	5.73	6.81	8.00	8.83	9.2
France.	7.24	7.98	7.24	7.13	6.40	6.0
Italie.	2.60	2.30	2.37	2.65	2.43	2.4
Suède.	1.19	1.23	1.19	1.43	1.34	1.5
Danemark.	0.93	1.22	1.23	1.27	1.31	1.3
Belgique.	—	2.37	2.24	2.43	2.67	2.7
Europe.	55.2	45.2	44.1	46.1	47.0	48.3

La France, l'Allemagne et l'Italie ne contribuent plus au commerce international total dans la même mesure qu'en 1913. Pourtant, depuis 1924, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, le Danemark et la Belgique ont beaucoup amélioré leur situation, et c'est surtout l'Allemagne qui a regagné une grande partie du terrain qu'elle avait perdu, une fois qu'elle a eu triomphé de ses désordres monétaires et politiques. Tandis que la contribution de la Grande-Bretagne au commerce d'exportation européen a continuellement diminué depuis la guerre, en importance relative, celle de l'Allemagne n'a cessé d'augmenter entre 1925 et 1929.

La concurrence que les grands pays européens ont faite au Royaume-Uni au cours des dernières années est mieux illustrée encore si l'on tient compte des quantités exportées, au moyen d'indices indiquant les changements de valeurs après avoir éliminé « le facteur prix ». Les méthodes d'après lesquelles les statistiques sont établies dans chaque pays rendent impossible toute comparaison exacte entre ces pays, mais ces chiffres donnent néanmoins un aperçu du cours général des événements.

LES IMPORTATIONS ET LES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS EUROPEENS REEVALUEES AUX PRIX DE 1913

°	IMPORTATIONS						EXPORTATIONS					
	1913	1921	1924	1927	1928	1929	1913	1921	1924	1927	1928	1929
Grande-Bretagne. . .	100 (x)	74 (x)	107 (x)	117 (x)	113 (x)	119 (x)	100	50	81	83	84	87
Allemagne.	100	53	63	106	103	99	100	44	51	76	86	95
France.	100	86	90	109	116	133	100	105	133	146	148	147
U. R. S. S.	100	15	15	39	49	42	100	1	23	37	41	47
Danemark.	100	91	131	138	144	147	100	90	134	167	174	170
Suisse.	100	66	87	91	98	101	100	61	88	99	102	101
Suède.	100	77	133	149	160	167	100	53	93	117	107	134
Italie.	100	96	102	113	132	131	100	79	119	130	132	146

(x) Importations totales (y compris importations destinées aux réexportations).

La proportion des quantités exportées par la Grande-Bretagne en 1929 en comparaison de ses exportations de 1913 a été inférieure à celle de tous les autres pays européens y compris l'Allemagne dont les pertes de territoires ont représenté cependant près de 11 % de ses revenus d'avant-guerre. En 1929, l'indice des exportations pour la Grande-Bretagne a été le plus bas parmi tous les indices des autres pays du monde, excepté la Russie. Il en est résulté pour la Grande-Bretagne une situation d'autant plus grave qu'il n'y a pas de pays où la prospérité économique soit dans une plus étroite dépendance du commerce d'exportation.

La Grande-Bretagne a compensé il est vrai dans une faible mesure la diminution des quantités de marchandises exportées par les prix relativement élevés de ses exportations. Quoi qu'il en soit, la valeur de ces exportations a représenté une proportion décroissante d'année en année de la valeur totale des exportations du monde, depuis la guerre, et également une proportion décroissante de la valeur des exportations de l'Europe à partir de 1925.

*
**

Après avoir comparé entre elles les importations et les exportations des différents pays, considérées dans leur ensemble, afin de déterminer les places respectives occupées par ces pays les uns par rapport aux autres dans l'économie du monde entier, il est intéressant de distinguer dans les importations et les exportations les trois catégories traditionnelles : denrées alimentaires, matières premières, produits manufacturés, et de voir de quelle manière se groupent ces trois catégories dans le commerce extérieur des principaux pays.

La Grande-Bretagne continue après la guerre à exporter principalement des articles manufacturés, bien que la place importante occupée par les exportations de charbon donne

au groupe des matières premières une certaine étendue. La Grande-Bretagne importe toujours surtout des denrées alimentaires et des matières premières, mais les importations de produits manufacturés ont pris une importance plus grande, principalement dans les années qui ont précédé immédiatement 1929, à la suite de l'augmentation de la consommation du pétrole en Angleterre, et de la hausse des importations d'acier semi-manufacturé destinées aux besoins de l'industrie. En 1928, les exportations britanniques se répartissaient de la façon suivante : 79 % pour les produits manufacturés, 15 % pour les matières premières, 6 % pour les denrées alimentaires. Les importations britanniques à la même date se composaient de : 43 1/2 % de denrées alimentaires, 34 1/2 % de matières premières et seulement 22 % de produits manufacturés (et semi-manufacturés).

Les Etats-Unis contrastent évidemment avec le Royaume-Uni. En 1928 les exportations des Etats-Unis renfermaient : 43 % de matières premières, 42 % de produits manufacturés et 15 % de denrées alimentaires. Les importations comprenaient : 50 % de matières premières, 25 1/2 % de produits manufacturés et 24 1/2 % de denrées alimentaires.

Le commerce extérieur de l'Allemagne se rapprochait, pour sa composition, de celui de la Grande-Bretagne. Les exportations comprenaient : 73 % de produits manufacturés, 32 1/2 % de matières premières et 5 1/2 % de denrées alimentaires; et les importations : 51 1/2 % de matières premières, 30 % de produits alimentaires et seulement 17 1/2 % de produits manufacturés.

La composition générale du commerce d'importation et d'exportation des principaux pays européens, des Etats-Unis et du Japon est donnée par les statistiques reproduites plus loin.

A l'exception de la Grande-Bretagne, les Pays européens indiqués dans ces statistiques expédient la plus grosse part de leurs exportations à destination des marchés européens. D'après les chiffres donnés par la Société des Nations en

1928, l'Allemagne a vendu près de 75 % de ses exportations à l'Europe, les Pays-Bas plus de 75 %, la Belgique 71 %, l'Italie 60 % et la France 66 % (chiffres de 1927), tandis que la Grande-Bretagne a vendu les deux tiers de ses exportations en dehors de l'Europe, et la moitié du total de ses exportations aux autres pays de l'Empire Britannique.

Parmi les pays extra-européens, les Etats-Unis, en 1928, ont vendu 48 % de leurs exportations à l'Europe, le Canada 47 %, l'Australie 69 % et la République Argentine 83 % (en 1927). En outre, tandis que le Japon n'a vendu que 8 % de ses exportations à l'Europe, en 1928, la Chine a vendu 20 % de ses exportations aux pays européens et l'Inde 51 %.

Inversement, si on se place au point de vue des importations, l'importance de l'Europe comme vendeur n'est guère inférieure à son importance comme acheteur. Parmi les pays européens, en 1928, l'Allemagne a acheté 51 % de ses importations à l'Europe, la Belgique 67 %, les Pays-Bas 63 %, l'Italie 49 % et la France 45 % (en 1927), et même la Grande-Bretagne a reçu 42 % de ses importations de provenance européenne.

Chez les pays extra-européens, l'Inde a acheté 67 % de ses importations à l'Europe, la République Argentine 58 % (en 1927) et l'Australie 55 %. Le Japon a importé moins de 19 % de l'Europe, le Canada 23 %, la Chine 21 % et les Etats-Unis 30 %. Près de 69 % des importations canadiennes provenaient des autres pays américains, principalement des Etats-Unis, et près de 26 % des importations australiennes venaient des mêmes sources. D'un autre côté la Chine importait plus de 60 % de provenance des autres pays asiatiques et le Japon 41 %. L'Inde, au contraire, importait moins de 22 % de ses importations de provenance asiatique.

Ces chiffres montrent bien l'importance de l'Europe à la fois comme marché d'importation et d'exportation, et l'im-

portance des échanges entre les pays européens. Ils illustrent également le développement rapide des relations commerciales entre les pays asiatiques et le rôle grandissant de l'Empire Britannique comme marché d'exportation des produits du Royaume-Uni. La Grande-Bretagne demeure ce qu'elle a été : un pays avant tout industriel et commerçant qui ne peut se suffire à lui-même, ni pour son alimentation, ni pour les matières premières nécessaires à la marche de ses industries, et qui se trouve dans l'obligation chaque année d'exporter d'importantes quantités de charbon et d'articles manufacturés afin de payer au moyen de ses exportations au moins une partie de ses importations. La Grande-Bretagne possède, dans son ensemble, un commerce d'exportations beaucoup plus largement dispersé dans le monde qu'aucun autre pays. Elle demeure en quelque sorte en marge de l'Europe, et elle bénéficie de la puissance de sa marine marchande pour étendre ses relations commerciales avec les pays d'outre mer. Au cours des années d'après-guerre une fraction croissante de son commerce extérieur a été destinée aux pays de son Empire.

LES TROIS GROUPES D'IMPORTATIONS
ET D'EXPORTATIONS
DANS LES PRINCIPAUX PAYS EN 1928.
En £ millions.

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	Denrées alimentaires	Matières premières	Produits manufacturés	Denrées alimentaires	Matières premières	Produits manufacturés
Grande-Bretagne.	469	363	225	45	106	570
Etats-Unis.	202	418	216	151	447	434
Allemagne.	205	354	120	31	135	436
France.	101	247	82	50	79	287
Italie.	65	110	57	36	23	98
Pays-Bas.	54	82	86	75	30	48
Belgique.	39	95	48	15	60	102
Japon.	25	155	56	18	87	95
Tchéco-Slovaquie.	21	60	35	18	22	87
Pologne.	14	30	34	12	32	8

On aurait une idée inexacte de l'activité commerciale des divers pays si on se bornait à commenter la valeur, le volume et la composition de leur commerce extérieur. Il est intéressant de donner un rapide aperçu du progrès dans le monde des différentes productions afin de comparer entre eux les continents, et ensuite, des progrès de l'activité industrielle et agricole des principaux pays afin de les comparer aux progrès de leur activité commerciale.

Des mesures quantitatives de la production totale d'un pays et à plus forte raison d'un continent, sont difficiles à établir. Il est encore assez facile de calculer des chiffres indiquant, d'une façon très approximative, les mouvements de la production d'un certain nombre de marchandises telles que les principales denrées agricoles et les principales matières premières industrielles. Les chiffres obtenus contiennent une large part d'erreurs parce qu'il est bien difficile d'apprécier la production de certaines contrées telles que la Chine pour lesquelles on n'a que fort peu de renseignements. Cependant ils parviennent assez bien à montrer les mouvements réalisés d'une année à l'autre dans le sens d'une hausse ou d'une baisse, et l'importance relative des différentes contrées. Il est beaucoup plus difficile d'évaluer, même dans un pays civilisé, la production des articles manufacturés, à cause de la difficulté même que comporte le choix d'un indice base. Les indices pondérés sont insuffisants parce qu'ils ne tiennent pas compte de la valeur des marchandises qui varie énormément suivant les catégories.

Quoi qu'il en soit de ces difficultés, qu'il était nécessaire de signaler pour montrer qu'on ne peut guère utiliser ces indices que pour des comparaisons dans le temps et non dans l'espace, puisque leur mode de calcul varie d'un pays à l'autre, les principaux pays établissent chaque année des indices permettant d'apprécier les progrès ou bien le déclin de leur production industrielle et agricole. La Société des Nations de son côté et aussi l'Institut International d'Agriculture dressent chaque année des statistiques générales de la production des matières premières et des denrées alimentaires dans le monde.

Une première série de statistiques ⁽¹⁾, dressées par la Société des Nations, montre le mouvement depuis 1913 de

(1) Consulter les Statistiques annexées au présent chapitre.

la production totale des denrées alimentaires et des matières premières dans les principales régions du monde et leur rapport avec l'augmentation de la population. On constate ici encore les progrès relativement lents de l'Europe en comparaison de l'accroissement très rapide de la production en Amérique, en Afrique et dans l'Océanie. Cependant, même en Europe, la production des denrées alimentaires et des matières premières a été en avance sur les progrès de la population. Le fait que l'Europe a importé depuis la guerre une plus grande quantité de marchandises des autres continents est dû surtout à l'augmentation du pouvoir de consommation des populations européennes, conséquence de l'amélioration de leur « standard de vie », et non à un déclin de la production manufacturière. Les progrès rapides des chiffres de la production américaine sont dus en partie au grand développement de la production du pétrole.

Une deuxième série de statistiques ne prend plus pour bases les chiffres de 1913, mais évalue l'activité économique de ces mêmes régions au moyen de pourcentage de la production totale du monde entier. Ce ne sont plus des variations de la production dans le temps, mais une répartition de la production entre les peuples. Cette deuxième statistique est intéressante à condition de ne la considérer que comme une indication assez vague et très générale, en raison des réserves formulées précédemment. Elle montre l'importance prédominante de l'Europe comme région productrice, même si l'on fait abstraction de son activité manufacturière. Avec une population représentant seulement 26.8 % de la population du monde, l'Europe réussit à produire 37.4 % de la production totale de denrées alimentaires et de matières premières. Il est vrai que l'Amérique du Nord montre une supériorité encore plus grande puisqu'avec seulement 6.7 % de la population du monde elle produit 29.8 % de la production totale. Mais la supériorité de l'Europe est considérable si on la compare à l'Asie et à l'Afrique. L'Asie, avec plus de la moitié de la population du monde, ne produit que

le 1/5 de la production des denrées alimentaires et des matières premières. Quant à sa production manufacturière elle est infime comparée à celle de l'Europe et de l'Amérique.

La pauvreté dans laquelle se sont maintenues l'Asie et l'Afrique est un fait gros de signification pour l'avenir économique des peuples civilisés. Il n'y a pas de raison pour que ces continents demeurent dans l'avenir dans l'état arriéré où ils sont aujourd'hui, et si par l'expansion des connaissances et à l'exemple de la Russie d'aujourd'hui leur structure économique vient à se modifier un jour, il pourra en résulter des conséquences graves pour la prospérité des puissances européennes et américaines. C'est d'ailleurs une évolution dans ce sens qui s'est dessinée depuis la guerre et qui semble s'accroître aujourd'hui.

Si la production des denrées alimentaires et des matières premières est souvent difficile à évaluer, il est plus difficile encore de mesurer l'activité industrielle d'un pays. Il est alors impossible de comparer l'avant et l'après guerre pour la bonne raison qu'exception faite de quelques rares pays, les indices de l'activité industrielle n'ont été calculés que depuis ces dernières années. Cependant huit des principaux pays établissent chacun séparément, depuis plusieurs années des statistiques officielles ou non officielles, de leur activité industrielle. Ces statistiques ne donnent naturellement que des chiffres très approximatifs, mais les tendances qu'elles font apparaître sont intéressantes à connaître et elles fournissent d'utiles renseignements. On peut ainsi se rendre compte avec assez d'exactitude des fluctuations de l'activité industrielle dans ces pays entre les années 1924 et 1929.

Dans l'ensemble, l'activité industrielle a fait un peu partout des progrès considérables à partir de 1924 et jusqu'au début de l'année 1930 où la crise économique l'a en grande partie arrêtée. L'Allemagne est de tous les pays celui qui a fait les progrès les plus rapides sous l'influence de sa restauration industrielle et financière, des progrès techniques et de

la masse considérable de capitaux qu'elle a empruntés à l'Etranger. Entre 1924 et 1929, l'indice de son activité industrielle a augmenté de 48 %. Après elle, vient la France avec un progrès de 28 1/2 % entre les mêmes dates, le développement s'étant d'ailleurs poursuivi pendant la première moitié de l'année 1930. On doit cependant remarquer que l'année prise pour base dans les statistiques françaises est l'année 1913, ce qui explique l'élévation des chiffres d'après guerre. Quoiqu'il en soit, l'élévation de 28 1/2 % de l'indice entre 1924 et 1930 est exacte. Si on compare cette élévation rapide aux progrès très lents réalisés par le commerce d'exportation, on peut en conclure que la France a consommé elle-même la majeure partie de sa production, avec une tendance de plus en plus marquée, à se suffire à elle-même, ce qui explique qu'elle n'ait été atteinte par la crise qu'après les autres pays et avec une intensité moindre.

Les statistiques publiées par la Russie montrent les progrès formidables réalisés par son industrie, sous le plan quinquennal. Il est assez délicat de savoir jusqu'à quel point on peut avoir foi en ces statistiques étant donné qu'elles sont principalement utilisées par le pays qui les établit comme un puissant instrument de propagande.

Les statistiques canadiennes montrent le développement rapide de l'industrie. Non content d'être le grenier de l'Angleterre, le Canada est devenu, après la guerre, un puissant pays industriel, infligeant une concurrence de plus en plus sévère aux Etats-Unis. L'indice de la production industrielle aux Etats-Unis s'est élevé de 25 % entre 1924 et 1929 et s'est d'ailleurs abaissé ensuite de la même proportion entre 1929 et 1930. Pendant ce temps, la Grande-Bretagne n'a accru sa production industrielle qu'à un rythme très ralenti. Elle n'a pas bénéficié à l'égal des autres pays de la période de prospérité qui a précédé la crise actuelle et elle a tendu, au contraire, à se laisser distancer par ses principaux concurrents.

En annexe au présent chapitre sont reproduites une série

de statistiques qui permettent de se rendre compte des progrès de l'activité industrielle dans les principaux pays et d'établir des comparaisons entre le développement de la production et celui du commerce extérieur de ces pays. Il apparaît dans l'ensemble que la Grande-Bretagne, après la guerre, a perdu de son importance relative par rapport aux autres pays civilisés, à la fois pour les progrès de son industrie et pour ceux de son commerce d'exportation.

La production du charbon dans le monde s'est accrue de 20 %, entre la moyenne des années 1910-1913 et l'année 1929 ⁽¹⁾. Or la production des Etats-Unis a été loin de se développer dans cette proportion, et la production de la Grande-Bretagne a enregistré après la guerre une diminution sur les chiffres d'avant guerre. Ce sont surtout la Russie et la Pologne qui ont développé leur production houillère, et la production de l'Asie dans son ensemble s'est élevée de 80 %. Ceci explique la décadence des exportations de charbon britannique après la guerre et le préjudice qui en est résulté pour le commerce extérieur britannique dans son ensemble. D'une part, le charbon britannique a supporté la concurrence croissante des autres combustibles, tels que le pétrole et le mazout, et de l'électricité. D'autre part, il a perdu un certain nombre de débouchés passés sous le contrôle du charbon russe, polonais et asiatique.

La production britannique du fer est tombée en décadence, tandis que, pour l'acier, elle était à peu près la même en 1929 qu'en 1920, après avoir marqué d'importantes fluctuations annuelles entre ces deux dates. La décadence de la production du fer en Grande-Bretagne a été due en partie à une diminution de l'emploi du fer dans le monde et en partie aussi à une utilisation plus grande des vieux matériels et de la ferraille pour la fabrication de l'acier. Quant à la

(1) Il vaut mieux, pour des comparaisons entre l'avant et l'après guerre, prendre pour base la moyenne des années 1909-1913, plutôt que l'année 1913, qui a été une année de prospérité exceptionnelle.

production britannique de l'acier, elle a été largement concurrencée par l'essor formidable de cette production dans certains pays. La production de l'acier en Russie était en 1929 de 85 % supérieure à la moyenne 1909-1913, quant à celle des Etats-Unis, elle représentait en 1929 presque la moitié de la production du monde entier, destinée en majeure partie à la consommation nationale. La production asiatique de l'acier, presque insignifiante avant la guerre, s'était développée à la faveur de celle-ci par suite de l'interruption des exportations européennes, et elle a fait de rapides progrès après la guerre. La production allemande a elle-même doublé entre 1920 et 1929.

Dans l'industrie de la construction navale la Grande-Bretagne a maintenu sa suprématie sur le monde. Mais tandis que la production totale du monde entier est passée de 2.500.000 tonnes en moyenne entre 1909 et 1914 à près de 2.800.000 tonnes en 1929, la production britannique en 1929 a été la même que pour la moyenne des années d'avant guerre, se chiffrant à 1.522.000 tonnes. La production des Etats-Unis, de la France et de l'Allemagne a diminué par rapport aux années d'avant guerre. Par contre, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et l'Italie ont largement accru le tonnage de leur production annuelle. En dépit de ces progrès, la construction navale britannique a conservé après la guerre une supériorité écrasante sur le reste du monde. La construction d'un nombre croissant de navires à moteurs a marqué la diminution du rôle du charbon dans les transports par mer.

Pour les nombreuses industries élaborant des produits finis, on ne peut indiquer que des tendances générales. C'est ainsi que la Grande-Bretagne a développé après la guerre sa production et ses exportations de machines à l'égal des principaux pays européens marquant une augmentation en valeur de 20 % entre 1925 et 1928. L'augmentation de la production pour l'ensemble des quatre grands pays européens

a été de 20 % entre ces deux dates et celles pour le monde, de 30 %, à cause de l'essor considérable des Etats-Unis.

Le développement de la production de l'outillage électrique et de l'électricité a été entre 1925 et 1928 de 125 % pour la Russie, de 50 % pour la Pologne, la Suisse et le Canada, de 40 % pour l'Australie et les Pays-Bas, de 30 % pour la France, l'Allemagne et l'Italie, enfin de 20 % seulement pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon. Ces chiffres sont naturellement très approximatifs.

Pour l'industrie et le commerce des textiles on possède, au contraire, d'abondants renseignements dans tous les pays. Dans l'ensemble, l'industrie et le commerce du coton, si on fait exception de la Grande-Bretagne, ont augmenté sensiblement dans le monde depuis la guerre. Les progrès ont été surtout très rapides au Japon, mais dans tout l'Extrême-Orient il y a eu un essor important. Entre 1913 et 1925 on a estimé que le nombre de broches s'est élevé de 181 % au Japon et de 31 % aux Indes, contre une augmentation de 18 % aux Etats-Unis et seulement de 2 % en Grande-Bretagne. Le nombre des métiers s'est accru de 119 % au Japon, de 64 % aux Indes, et de 20 % aux Etats-Unis, contre une diminution de 2 % en Grande-Bretagne. De plus, on a estimé que la production des métiers à main a augmenté de 16 % aux Indes, entre 1913 et 1926 et de plus de 50 % en Chine ⁽¹⁾. Ainsi les plus grands marchés d'Extrême-Orient sont approvisionnés, pour une partie par la production industrielle du Japon, de l'Inde et de la Chine, et surtout par la production des métiers à main.

Ce fait est significatif et explique la décadence progressive, en Grande-Bretagne, de l'industrie du coton, qui s'était déve-

(1) MM. Daniels et Jewkes ont estimé en 1927 que la production annuelle était dans ces deux pays de 870.000.000 lb produite par les métiers à main, contre 27.000.000 lb pour la production mécanique, et des importations s'élevant seulement à 265.000.000 lb.

loppée avant la guerre sur une échelle l'obligeant à exporter les $\frac{4}{5}$ de sa production annuelle. De là la place prépondérante occupée par le coton dans le commerce d'exportation du Royaume-Uni. L'avenir de l'industrie du coton paraît, en outre, d'autant plus compromis que les grands pays européens et américains ont beaucoup développé depuis la guerre leur industrie cotonnière, ce qui leur permet, dans une plus large mesure qu'autrefois, de se suffire à eux-mêmes, et peut les conduire, dans un proche avenir, à concurrencer sérieusement la Grande-Bretagne sur les grands marchés d'exportation.

Dans l'ensemble, les indices généraux des activités industrielles dans les divers pays montrent bien les progrès très rapides réalisés en Extrême-Orient, l'augmentation de la production aux Etats-Unis et la restauration de l'Europe au cours des dernières années qui ont précédé la crise économique actuelle. Les peuples éprouvent une tendance croissante à se suffire à eux-mêmes et la Grande-Bretagne ne jouit plus aujourd'hui de la position privilégiée qu'elle occupait dans le monde. Elle est atteinte dans son activité industrielle et surtout dans son commerce extérieur par la perte progressive de ses clients traditionnels.

LES PROGRES DE LA POPULATION, DE LA PRODUCTION
ET DU COMMERCE DANS LE MONDE :
1913 = 100

	Population	Production de Denrées alimentaires et de Matières premières				Commerce extérieur		
	1928	1926	1927	1928	1926	1927	1928	
Europe Orientale et Centrale (excepté U. R. S. S.)....	105	92	100	108	86	106	111	
Europe Orientale et Centrale (y compris U. R. S. S.)..	108	100	103	109	76	94	99	
Europe occidentale.....	107	99	115	114	101	110	112	
Amérique du Nord.....	126	130	128	135	152	154	162	
Amérique Centrale.....	108	153	147	158	136	138	131	
Amérique du Sud.....	143	133	150	156	107	120	127	
Afrique.	110	140	145	152	110	125	133	
Asie (excepté U. R. S. S.)..	107	118	122	124	154	153	150	
Océanie.	125	128	129	133	136	143	138	
Monde.	110	116	120	125	112	121	124	

DISTRIBUTION DANS LE MONDE DE LA POPULATION
ET DE LA
PRODUCTION DES DENREES ALIMENTAIRES
ET DES MATIERES PREMIERES EN 1928

	Population en 1928 p o du monde entier	Augmentation annuelle : o o	Production : moyenne 1926-28 p o du monde entier	Commerce extérieur en 1928 p o du monde entier
Europe Orientale et Centrale (excepté U. R. S. S.)....	8.9	1.0	14.4	15.4
Europe Orientale et Centrale (y compris U. R. S. S.)..	16.7	1.7	23.1	16.7
Europe Occidentale.....	10.1	0.6	14.3	35.3
Amérique du Nord.....	6.7	1.2	29.8	17.8
Amérique Centrale.....	1.6	1.0	2.1	2.2
Amérique du Sud.....	4.1	2.5	5.8	6.2
Afrique.	7.3	1.3	2.7	4.6
Asie (excepté U. R. S. S.)..	53.0	0.6	20.3	14.3
Océanie.	0.5	1.7	1.9	2.9
Monde.	100.0	1.0	100.0	100.0

INDICES DE LA PRODUCTION DE DIVERS PAYS DE 1924 A 1929

PAYS	BASES	NATURE DE L'INDICE	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Grande-Bretagne (Board of Trade).....	1924	Général.	100	—	—	107	106	112
Grande-Bretagne (London and Cambridge economic Service).....	1924	»	100	98	75	108	102	111
Etats-Unis.	1923-25	»	95	104	108	106	111	119
Allemagne.	1928	»	69	83	79	100	100	102
France.	1913	»	108	107	124	109	127	139
Pologne.	1927-28	»	—	94	92	115	129	129
Suède.	1923-24	»	104	106	109	115	110	135
Suisse.	1926	»	—	106	100	118	123	117
U. R. S. S.	1923-24	»	100	161	227	277	335	388
Canada.	1919-24	»	116	125	146	156	173	193

Grande-Bretagne.	1924	Industries.	100	—	—	110	109	115
Etats-Unis.	1923-25	Industries.	94	105	108	106	112	119
U. R. S. S.	1923-24	Industries lourdes.	100	215	335	424	516	580
		Industries légères.	100	165	216	245	304	359
Canada.	1919-24	Industries.	115	126	145	150	172	186
Grande-Bretagne.	1924	Mines.	100	—	—	94	89	97
Etats-Unis.	1923-25	Mines.	96	99	108	107	106	115
Allemagne.	1928	Charbon.	78	88	97	102	100	108
France.	1913	Mines.	94	104	114	117	117	123
Pologne.	1925-27	Charbon.	94	85	104	111	119	135
U. R. S. S.	1923-24	Mines.	100	110	155	195	219	254
Canada.	1919-24	Mines.	113	119	135	143	155	165
Grande-Bretagne.	1924	Textiles.	100	—	—	102	100	99
Etats-Unis.	1923-25	Textiles.	91	104	104	113	107	115
Allemagne.	1928	Coton.	80	96	80	111	100	91
France.	1913	Textiles.	85	85	94	90	99	92
Pologne.	1925-27	Textiles.	—	89	85	126	131	117

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DES
EXPORTATIONS DE QUATRE DES PRINCIPAUX PAYS
ENTRE 1924 ET 1929

(1928 = 100.)

Années	Grande-Bretagne		France		Allemagne		Etats-Unis	
	Production	Exportations	Production	Exportations	Production	Exportations	Production	Exportations
1924	94	111	85	118	59	69	86	99
1925	—	107	84	108	76	83	94	97
1926	—	90	98	92	85	79	97	94
1927	101	98	98	106	88	100	96	95
1928	100	100	100	100	100	100	100	100
1929	106	101	109	96	110	102	106	102

LA PRODUCTION DU BLE DANS LE MONDE
DE 1925 A 1930 EN MILLIONS DE QUINTAUX

PAYS	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Etats-Unis.	184	226	239	249	220	232
Canada.	108	111	131	154	83	108
République Argentine.	52	63	77	95	44	65
Indes.	90	88	91	79	87	105
Australie.	31	44	32	43	34	56
U. R. S. S.	214	249	211	216	201	281
France.	90	63	75	77	87	63
Allemagne.	32	26	33	39	33	38
Espagne.	44	40	39	33	42	40
Italie.	66	60	53	62	71	57
Roumanie.	29	30	26	31	27	36
Hongrie.	20	20	21	27	20	20
Yougo-Slavie.	21	19	15	28	26	24
Pologne.	17	14	17	16	18	22
Europe.	594	580	558	599	590	652
Asie.	117	120	123	108	118	136
Afrique.	32	30	32	32	37	31
Amérique du Nord.	292	337	370	403	303	340
Amérique du Centre et Sud.	68	77	95	112	64	80
Océanie.	32	46	35	46	36	58
Total du Monde.	1.134	1.189	1.213	1.301	1.150	1.297
Royaume-Uni.	14	14	15	14	14	11

LES CONSTRUCTIONS NAVALES DANS LE MONDE :
(En 1.000 tonnes.)

	AVANT GUERRE Moyenne: 1909-13	APRÈS GUERRE 1929
Royaume-Uni.	1.522	1.522
Allemagne.	277	249
Etats-Unis.	255	127
France.	107	82
Pays-Bas.	85	186
Japon.	50	165
Italie.	30	71
Danemark.	21	112
Suède.	11	107
Total du Monde.	2.489	2.793

LA PRODUCTION DU CHARBON DANS LE MONDE (En millions de tonnes.)

	MOYENNE											
	1909-13	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Monde.	1.098	1.213	1.194	993	1.048	1.028	1.193	1.132	1.187	1.286	1.252	1.327
Royaume-Uni.	274	292	233	166	254	280	271	247	128	255	241	262
Allemagne :												
Avant guerre.	165	190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	121	141	131	136	119	62	119	133	145	154	151	163
Belgique.	23	23	22	22	21	23	23	23	25	28	28	27
France :												
Avant guerre.	39	40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	42	44	24	28	31	38	44	47	51	52	51	54
Sarre.	12	12	9	10	11	9	14	13	14	14	13	14
Pologne.	36	41	31	30	35	36	32	29	36	38	41	46
Tchéco-Slovaquie. . .	13	14	11	12	10	12	15	13	14	14	15	17
U. R. S. S. :												
Avant guerre.	28	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	24	29	8	9	9	11	16	17	26	32	35	38
Asie.	50	55	77	74	77	85	85	87	89	95	93	90
Etats-Unis.	476	530	609	470	433	597	519	528	597	543	523	552
Canada.	12	13	12	11	11	12	9	9	12	12	12	12
Australie.	11	13	13	13	12	13	14	14	14	14	12	11
Allemagne (Lignite :												
non compris dans le												
Total du Monde)...	75	87	112	123	137	119	125	140	139	151	166	174

LA PRODUCTION DU FER DANS LE MONDE

(En millions de tonnes.)

	MOYENNE											
	1909-13	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Monde.	68.3	78.8	62.9	37.8	55.5	69.5	68.3	76.7	78.7	86.7	88.6	98.5
Royaume-Uni.	9.8	10.4	8.2	2.7	5.0	7.6	7.4	6.4	2.5	7.4	6.7	7.7
Allemagne :												
Avant guerre.	14.0	16.6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	9.2	10.9	6.0	7.5	9.2	4.9	7.8	10.1	9.6	13.1	11.8	13.4
Etats-Unis.	27.9	31.5	37.5	17.0	27.6	41.0	31.9	37.3	40.0	37.1	38.7	43.3
France :												
Avant guerre.	4.4	5.2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	7.3	8.9	3.4	3.4	5.3	5.4	7.7	8.5	9.4	9.3	10.0	10.4
Belgique - Luxembourg	4.1	5.2	1.8	1.8	3.3	3.6	5.0	4.9	5.9	6.4	6.6	6.9
U. R. S. S. :												
Avant guerre.	3.7	4.6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.	—	4.2	0.1	0.1	0.2	0.3	0.7	1.3	2.2	3.0	3.3	4.0
Asie.	0.3	0.6	1.4	1.2	1.3	1.6	2.0	2.0	2.2	2.7	2.8	3.1
Sarre.	1.2	1.4	0.9	0.9	1.2	0.9	1.3	1.5	1.6	1.8	1.9	2.1
Tchéco-Slovaquie. . . .	1.0	1.1	0.7	0.6	0.3	0.8	1.0	1.2	1.1	1.3	1.6	1.6

LA PRODUCTION DE L'ACIER DANS LE MONDE (En millions de tonnes.)

	MOYENNE											
	1909-13	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Monde.	65.2	76.6	71.7	44.7	68.4	78.6	78.4	90.5	93.6	101.9	109.9	120.5
Royaume-Uni, ...	6.7	7.8	9.2	3.8	6.0	8.6	8.3	7.5	3.7	9.2	8.7	9.8
Allemagne :												
Avant guerre.....	14.5	17.6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.....	—	12.2	7.8	9.3	11.3	6.3	9.8	12.1	12.3	16.2	14.4	16.2
France :												
Avant guerre.....	3.9	4.7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.....	—	7.0	3.0	3.1	4.5	5.3	6.7	7.5	8.6	8.4	9.5	9.7
Belgique - Luxembourg	3.0	3.8	1.8	1.5	3.0	3.5	4.8	4.6	5.6	6.2	6.5	6.8
Sarre, ...	—	2.1	0.7	0.9	1.3	1.1	1.5	1.6	1.7	1.9	2.1	2.2
Tchéco-Slovaquie, . . .	1.0	1.2	1.0	0.9	0.7	1.2	1.4	1.5	1.3	1.7	2.0	2.2
U. R. S. S. :												
Avant guerre.....	4.0	4.9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Après guerre.....	—	4.2	0.2	0.2	0.3	0.6	1.0	1.9	2.9	3.6	4.1	4.7
Asie, ...	0.3	0.3	1.0	1.2	1.1	1.3	1.5	1.8	2.1	2.3	2.4	3.0
Etats-Unis, ...	27.7	31.8	42.8	20.1	36.2	45.7	38.5	46.1	49.1	45.7	52.4	57.3

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DANS LE MONDE

a) *Indices de l'activité industrielle :*

	1924	1925	1926	1927	1928	1929
France (indice basé sur la consommation d'acier brut).....	—	100	117	103	123	139
Allemagne (production d'articles finis).	—	100	85	112	122	121
Royaume-Uni (activité industrielle et constructions navales).....	100	—	—	115	113	121
Suède (activité industrielle et constructions navales).....	—	100	—	119	124	151
Etats-Unis (indice fondé sur la demande pour les machines outils)	—	100	108	92	158	—

b) *Valeur des exportations de machines (en millions de \$) :*

Années	Grande-Bretagne	France	Etats-Unis	Autriche	Suisse	Allemagne	Total
1925	237	59	368	12	36	158	869
1928	261	76	497	14	45	244	1.138

c) *Production de véhicules automobiles (millier d'unités) :*

	1925	1926	1927	1928	1929
Etats-Unis.	4266	4301	3401	4359	5358
Canada.	161	205	179	242	263
Europe.	466	529	579	602	—

d) *Valeur des exportations de matériel électrique* (en millions de dollars) :

Années	Grande-Bretagne	Allemagne	France	Etats-Unis	Pays-Bas	Suède	Suisse	Total
1925	85	84	19	84	13	10	10	305
1928	90	126	15	107	25	19	14	396
1929	96	146	18	—	50	17	14	—

L'INDUSTRIE DU COTON DANS LE MONDE

a) *Nombre de broches dans le monde* (en millions) :

	1913	1920	1921	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Monde.	143	154	153	159	161	166	165	165	164	164
Grande-Bretagne	56	59	56	57	57	57	57	57	56	55
Etats-Unis. . . .	32	36	37	38	38	38	37	36	35	34
Allemagne. . . .	11	9	9	9	10	10	11	11	11	11
France.	7	9	10	10	9	10	10	10	10	10
U. R. S. S.	8	7	7	7	7	7	7	7	7	8
Italie.	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Inde.	6	7	7	8	9	9	9	9	9	9
Japon.	2	4	4	5	5	6	6	6	7	7
Chine.	—	2	2	3	3	3	4	4	4	4

L'INDUSTRIE DU COTON DANS LE MONDE (*suite*)

b) *Total des balles de coton consommées pour les usages industriels (en 1.000 balles) :*

	1913	1924	1925	1926	1927
Monde.	22.932	20.430	23.294	24.681	25.882
Grande-Bretagne.	4.274	2.718	2.235	3.022	3.010
Etats-Unis.	5.786	5.612	6.127	6.395	7.134
Allemagne.	1.700	972	1.211	1.148	1.478
France.	1.010	1.063	1.122	1.179	1.182
U. R. S. S.	2.508	597	1.084	1.752	1.477
Italie.	790	942	1.002	1.037	939
Inde.	2.177	2.065	2.440	2.064	2.601
Japon.	1.589	2.337	2.459	2.816	2.851
Chine.	—	1.571	1.610	1.755	1.920

(Tableau extrait du Rapport du Comité Balfour sur les industries textiles.)

c) *Total du coton consommé pour les usages industriels (en 1.000 tonnes) :*

	1925	1926	1927	1928	1929
Monde.	4.461	4.713	4.997	4.959	4.997
Grande-Bretagne.	679	631	630	606	582
Etats-Unis.	1.233	1.287	1.437	1.363	1.416
Allemagne.	237	222	292	312	368
France.	226	237	258	235	244
U. R. S. S.	221	354	301	378	435
Italie.	191	199	182	186	236
Inde.	370	313	411	315	304
Japon.	420	477	495	449	483
Chine.	304	326	361	387	372

L'INDUSTRIE DU COTON DANS LE MONDE *(suite)*

d) *Indices de l'activité de l'industrie du coton :*

	FILATURE					TESSAGE			
	1925	1926	1927	1928	1929	1925	1926	1927	1928
Grande-Bretagne. . .	100	84	93	85	—	100	—	116	—
Etats-Unis.	100	105	117	103	111	—	—	—	—
Allemagne.	100	84	116	105	103	100	100	115	111
France.	100	103	98	106	106	100	103	96	97
U. R. S. S.	100	128	161	167	—	100	135	153	167
Italie.	100	100	87	97	—	100	97	87	111
Inde.	100	95	112	112	—	100	116	121	95
Japon.	100	110	107	104	—	100	108	110	119
Chine.	100	106	99	108	—	—	—	—	—

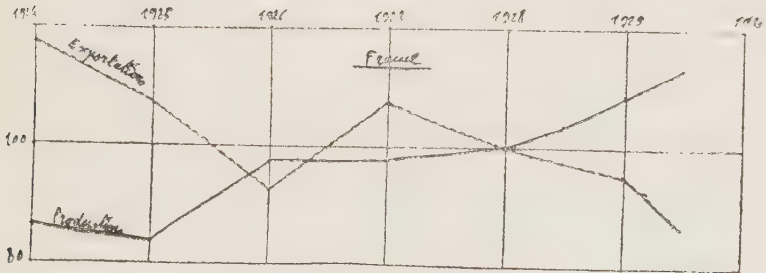
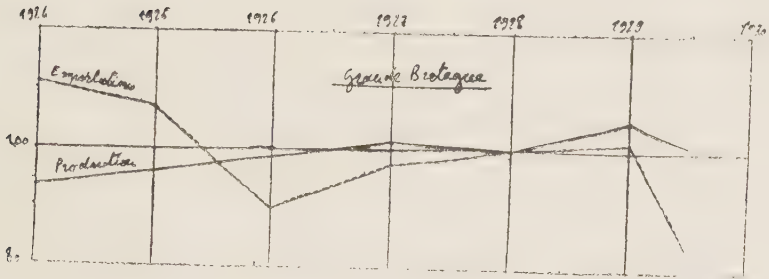
L'INDUSTRIE DE LA LAINE DANS LE MONDE

(indices de l'activité industrielle).

	1925	1926	1927	1928	1929
Grande-Bretagne.	100	111	112	106	—
Etats-Unis.	100	97	104	102	111
Allemagne.	100	98	112	98	—
France.	100	107	101	110	104

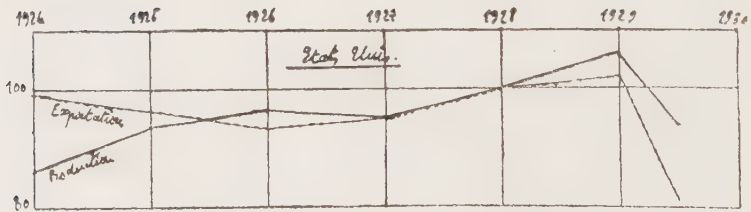
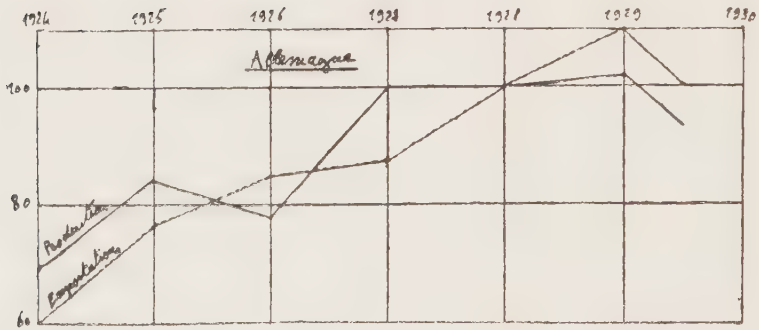
Indices de la Production et des Exportations 1928 = 100

(Production en quantités, exportations en valeur).



Indices de la Production et des Exportations

(Productions en quantités, exportations en valeur)



CHAPITRE II

Les tendances générales du Commerce Extérieur Britannique entre 1920 et 1929

L'évolution du commerce extérieur britannique après la guerre peut être décrite dans ses grandes lignes au moyen d'une étude et d'un commentaire de la balance commerciale. Les indications fournies se réfèrent aux variations de la valeur totale des importations et des exportations. Elles doivent être complétées par une appréciation des variations en volume, au moyen de statistiques établies en tenant compte du mouvement des prix.

La balance commerciale ne saurait donner à elle seule une idée complète de l'équilibre économique de la Grande-Bretagne, et, nulle part ailleurs dans aucun autre pays, la balance des comptes n'a de relations plus étroites avec l'activité des échanges. Depuis de nombreuses années, la Grande-Bretagne importe davantage qu'elle n'exporte, et elle comble le déficit de sa balance commerciale grâce aux revenus de ses placements extérieurs. D'habitude ces revenus sont tels qu'ils laissent finalement un excédent inemployé et de nou-

veau investi à l'Etranger, ce qui accroît, pour plus tard, la puissance financière de la Grande-Bretagne, et favorise le développement du commerce extérieur par l'acquisition de nouveaux débouchés.

Enfin une étude générale des relations de la Grande-Bretagne avec les autres pays, ses fournisseurs et ses clients, doit nécessairement compléter cette vue d'ensemble de l'activité du commerce britannique.

Le présent chapitre comprend donc trois paragraphes :

§ 1. : La balance commerciale.

§ 2. : La balance des comptes et les placements extérieurs.

§ 3. : La distribution géographique du commerce extérieur britannique.

§ 1^{er}. *La balance commerciale.*

La balance commerciale de la Grande-Bretagne a été depuis de nombreuses années régulièrement déficitaire. C'était d'ailleurs normal pour un pays vieux, riche et créancier. Mais la proportion dans laquelle les importations sont payées par les exportations marque, depuis la guerre, une diminution frappante. Les exportations ne représentent plus que 70 % des importations au lieu d'une proportion autrefois supérieure à 80 %. Le tableau ci-après est assez démonstratif en lui-même pour se passer de commentaires.

La Balance commerciale de la Grande-Bretagne.

(En £ millions.)

Années	Importations	Exportations	Re-exportations	Total exportations	Balance	o/o exportations
1913	769	525	110	635	— 134	82 %
1920	1933	1334	223	1557	— 376	80 %
1921	1086	703	107	810	— 276	74 %
1922	1004	720	104	824	— 180	82 %
1923	1098	768	119	887	— 211	81 %
1924	1277	801	140	941	— 336	74 %
1925	1323	773	154	927	— 396	70 %
1926	1242	652	126	778	— 464	63 %
1927	1219	709	123	832	— 387	68 %
1928	1197	723	120	843	— 354	70 %
1929	1222	730	110	840	— 382	69 %

La cessation des hostilités fut suivie en Grande-Bretagne d'un essor rapide et considérable de l'industrie et du commerce. La Grande-Bretagne était, en effet, le seul des grands pays européens à avoir conservé intact son outillage industriel, en face de l'Allemagne vaincue et de la France dévastée par la guerre. L'absence de concurrence et les besoins de la reconstruction firent les demandes si nombreuses qu'elles ne purent être satisfaites. Le retour de la prospérité était

trop immédiat, trop brusque et trop complet pour être durable et la crise de 1920 entraîna une baisse générale des prix et une dépression dans tous les pays. Entre 1920 et 1922, la valeur totale du commerce extérieur britannique diminua fortement. La valeur des importations s'abaissa de 48 % pour les importations totales et de 47 % pour les importations destinées à la consommation nationale. La valeur des réexportations diminua de 53 % et celle des exportations de 46 %. La Grande-Bretagne diminua ses dépenses en proportion puisque le déficit de la balance commerciale se réduisit de £ 663.000.000 en 1919, à £ 180.000.000 en 1922. Mais cette tendance modératrice ne devait pas durer.

Après 1922, les importations s'élevèrent beaucoup plus rapidement que les exportations. Les importations s'accrurent de 29 % entre 1922 et 1925, tandis que les exportations n'augmentaient entre les mêmes dates que de 7 1/2 %. Le déficit de la balance commerciale fut de £ 393.000.000 en 1925 après avoir été de £ 180.000.000 en 1922, et seulement de £ 137.000.000 pour la moyenne des années 1910-1913. En 1926, l'année des grèves dans les mines de charbon, le déficit atteignit £ 463.000.000. Mais l'année 1926 a été une année anormale, et, après elle, en 1927, 1928 et 1929, le déficit de la balance commerciale a varié entre £ 350.000.000 et £ 390.000.000, pendant que les importations et les exportations s'élevaient lentement.

Ces chiffres ne donnent qu'une idée inexacte du mouvement général du commerce extérieur, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la baisse des prix de gros qui, à partir de 1924, a été beaucoup plus importante en Grande-Bretagne que dans les autres pays. Entre 1924 et 1930, l'indice des prix de gros s'est abaissé de 28 % en Grande-Bretagne, et seulement de 12 % aux Etats-Unis et de 9 % en Allemagne. La France enregistra, au contraire, une hausse de 10 % entre ces deux dates. Seul le Japon subit une baisse des prix supérieure à celle de l'Angleterre, puisqu'elle atteignit 34 %.

Il est intéressant de constater qu'en Grande-Bretagne, ce sont principalement les prix des denrées alimentaires, des matières premières, et, dans l'ensemble, des marchandises importées qui ont baissé. La baisse des prix des exportations a toujours été en retard sur la baisse générale des prix et s'est effectuée dans des proportions plus restreintes. Tandis que les prix des importations baissèrent de 28 % entre 1924 et 1930 ceux des exportations ne baissèrent que de 20 %. Avant même la crise économique, l'indice des prix des marchandises importées diminua de 18 % entre 1920 et 1929, tandis que celui des exportations ne diminua que de 16 %. Le déficit de la balance des comptes a donc été beaucoup plus considérable en valeur réelle qu'il ne paraissait l'être en valeur nominale.

Le Board of Trade publie des statistiques donnant une approximation assez exacte des variations du volume des exportations et des importations. Pour cela, il procède au moyen d'indices à la réévaluation des importations et des exportations à la moyenne des prix de l'année 1924. S'il est facile en effet, pour un groupe de marchandises considéré, d'éliminer le facteur des variations de prix, en établissant des statistiques quantitatives de poids ou de volumes, ce procédé ne peut être utilisé pour étudier le mouvement de l'ensemble du commerce extérieur et on doit avoir recours à la méthode indiciaire.

Les statistiques du *Board of Trade* sont instructives. Entre 1924 et 1929, les quantités importées ont augmenté de 14 %, alors que les quantités exportées ne se sont accrues que de 8 %.

Les chiffres obtenus sont les suivants :

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913.....	94.2	131.4
1924.....	100.0	100.0
1925.....	103.9	99.3
1926.....	108.6	88.9
1927.....	111.2	102.3
1928.....	107.8	104.7
1929.....	114.0	108.3

Ces chiffres sont évidemment très approximatifs, mais ils ne laissent aucun doute sur la hausse du volume des importations et la baisse de celui des exportations par rapport aux quantités d'avant guerre. En 1929, les importations ont représenté 121 % de leur volume de 1913 et les exportations seulement 82 1/2 %. Cette situation n'aurait pas été possible malgré les excédents de la balance invisible, si les importations et les exportations s'étaient maintenues au même niveau de prix relatifs. Mais chaque quantité de marchandises importées pouvait être achetée moyennant une quantité inférieure de marchandises exportées. En 1930, quelque temps il est vrai après le commencement de la crise économique, la moyenne des prix des marchandises importées était supérieure de 12 % à celle d'avant guerre, tandis que celle des prix des marchandises exportées était supérieure de 51 % à la moyenne d'avant guerre.

Années	Indices des Prix des Marchandises importées	Indices des Prix des Marchandises exportées
1924.....	155	189
1925.....	148	184
1926.....	138	173
1927.....	132	164
1928.....	131	163
1929.....	127	159

Ces mouvements relatifs des prix des importations et des exportations n'ont d'ailleurs pas été particuliers à la Grande-Bretagne. Ils ont été communs à tous les grands pays industriels et ils ont été très antérieurs à la crise économique. Ainsi, en 1929, la moyenne des prix des marchandises importées était inférieure à celle des marchandises exportées, aussi bien dans des pays agricoles, tels que le Canada et la Nouvelle-Zélande, que dans des pays industriels comme les Etats-Unis et l'Allemagne. Une statistique du *Board of Trade* est reproduite ci-après donnant la moyenne des prix des importations et des exportations en 1929 dans les principales grandes puissances (1).

(1) Bien entendu il s'agit ici d'une différence de prix entre les mêmes catégories de marchandises importées et exportées. Cette différence n'a rien à voir avec le fait, tout à fait normal pour un pays industriel, que la valeur moyenne des exportations est supérieure à la valeur moyenne des importations, les premières se composant principalement de produits manufacturés et les secondes de matières premières.

Pays	Indices des Prix des Importations et des Exportations en 1929 1913 = 100		Indices quantitatifs des importations et des exportations 1913 = 100	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Grande-Bretagne.	134	153	116 (o)	83 (o)
Etats-Unis.	119	125	206	168
Allemagne.	126	132	99	95
France.	103	98	133	147
Russie.	145	124	57 (x)	55 (x)
Tchéco-Slovaquie.	131	132	210	169
Nouvelle-Zélande.	135	147	164	162
Canada :				
(1928, avril 1929)	114	126	179	256
Danemark.	148	149	147	170
Italie.	123	113	131	146

(o) Y compris l'Etat libre d'Irlande.

(x) A ses frontières actuelles.

Une statistique reproduite plus loin permet d'établir des comparaisons entre les prix moyens des importations et des exportations dans les différents pays. Elle montre que les prix des exportations allemandes se sont élevés rapidement en comparaison des prix des importations, tandis que la tendance contraire s'est manifestée en France (1).

Les situations respectives des pays n'ont pas seulement été modifiées par des variations différentes des prix, mais aussi par le fait que, pendant les années d'après guerre, les prix des denrées alimentaires et des matières premières ont eu une tendance à baisser davantage que les prix des pro-

(1) Voir tableaux statistiques annexés au présent chapitre.

duits manufacturés, et suivant la composition du commerce extérieur d'un pays, la balance commerciale en a été plus ou moins affectée. Il convient donc de distinguer pour les importations et pour les exportations, l'ensemble des denrées alimentaires, celui des matières premières et celui des produits manufacturés, et de décrire les fluctuations des prix qui ont été propres à chacun de ces trois groupes de marchandises. Ces mouvements ont été relevés depuis 1924 dans plusieurs statistiques intéressantes. Pour la Grande-Bretagne en particulier, des courbes établies par le *Board of Trade* et reproduites plus loin montrent bien les variations des indices des exportations, des importations et des prix relatifs à chacun de ces trois groupes. On constate entre 1924 et 1929 une tendance générale à la baisse, mais avec des différences particulières et significatives. Les indices relatifs aux produits manufacturés, à la fois pour les exportations et les importations, ont subi des fluctuations beaucoup moins grandes d'une année à l'autre que ceux des denrées alimentaires et des matières premières.

A la fin de l'année 1929, l'indice des prix des produits manufacturés importés était supérieur à celui des produits manufacturés exportés, tendant à montrer que le marché intérieur britannique n'était pas envahi par le dumping des pays étrangers. C'est au contraire ce qui se produisit en 1930 après le début de la crise économique.

Les indices des denrées alimentaires ont subi une baisse généralement continue entre 1924 et 1929, sauf quelques fluctuations de courte durée.

Les indices des matières premières ont subi les plus larges fluctuations et les mouvements les plus divergents. L'indice des prix des exportations est presque exclusivement celui des prix du charbon britannique exporté. L'indice des prix des importations se réfère, au contraire, à un ensemble de matières premières importées.

Les courbes relatives aux indices généraux de l'ensemble des importations et des exportations montrent qu'à partir

de 1925 et jusqu'en 1930, les prix des marchandises exportées ont été constamment supérieurs au niveau général des prix de gros. Excepté la période de crise qui a duré du milieu de l'année 1926 au milieu de l'année 1927, les prix des exportations ont également été supérieurs aux prix des importations. Il y a là une des causes de la crise des industries britanniques, l'élévation trop grande des prix de revient (1).

Le commerce extérieur britannique, dans son ensemble, s'est caractérisé, pendant les dix années d'après guerre qui ont précédé la crise économique, par une augmentation continue des importations et une tendance des exportations à demeurer stationnaires. Entre 1924 et 1927, les exportations britanniques ont subi une diminution considérable; après 1927, elles ont augmenté de nouveau dans une large proportion, mais à un rythme toujours inférieur à celui de la hausse des importations (2). Si la Grande-Bretagne avait depuis longtemps une balance commerciale déficitaire, c'est l'ampleur même de ce déficit qui donna au commerce extérieur, après la guerre, une physionomie nouvelle. Ce déficit fut comblé chaque année par les excédents de la balance des comptes. Mais ceux-ci, de leur côté, eurent tendance à diminuer, jusqu'au jour où leur insuffisance provoqua des sorties d'or si importantes que le régime de l'étalon or dut être abandonné.

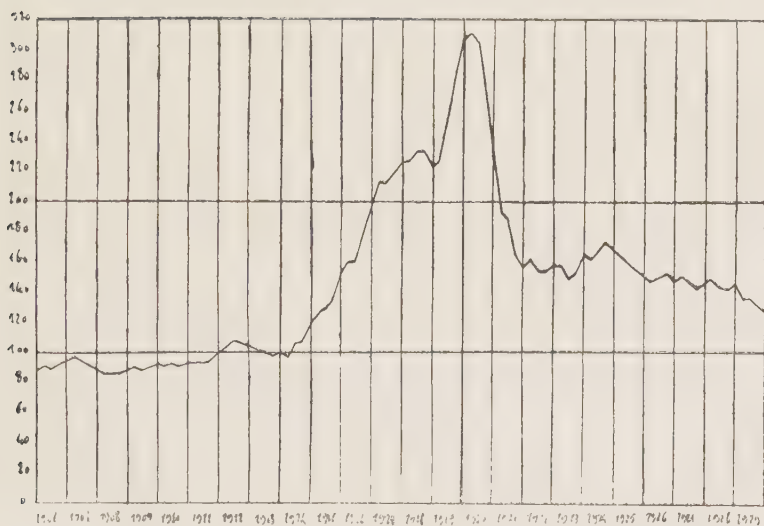
(1) Bien que le problème de la crise industrielle soit en relation étroite avec celui du commerce extérieur, on n'entreprendra pas ici une étude d'ensemble de la crise britannique d'après guerre. Cette étude offrirait d'ailleurs peu d'intérêt, venant après le livre de M. André Siegfried : *La crise britannique au XX^e siècle*. On se bornera à noter dans la première partie quelques faits caractéristiques de la période antérieure à la crise économique mondiale, de façon à mieux comprendre par la suite la gravité de la situation actuelle de la Grande-Bretagne.

(2) Une étude intéressante de la crise des exportations britanniques entre 1920 et 1927 a été faite par M. Letouzé. Voir LETOUZÉ, *Thèse, Bordeaux, 1928*.

L'Indice général des Prix de Gros en Grande-Bretagne

Indice du Statist.

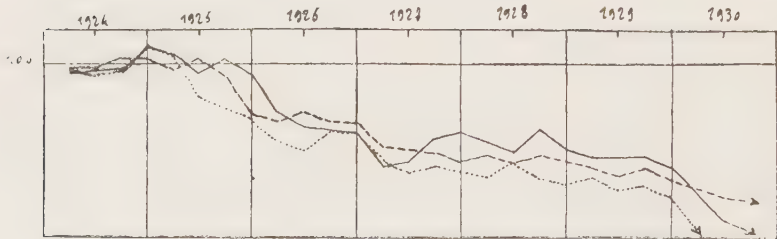
Moyennes Trimestrielles.



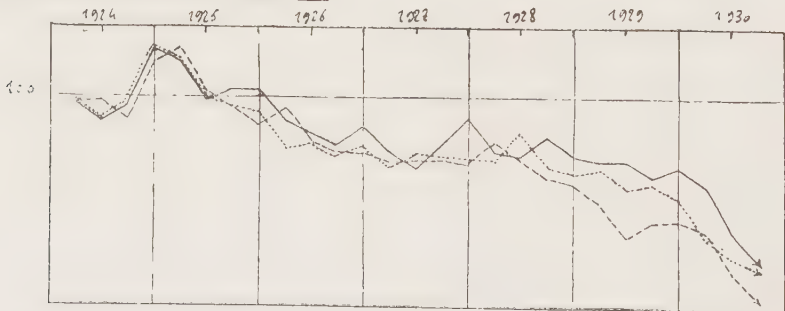
**Mouvements relatifs des prix
des importations, des exportations, et de
l'indice général des prix de gros
en Grande-Bretagne**

Moyenne 1924 = 100

A. - Indices généraux.



5. Indices des Denrées Alimentaires :

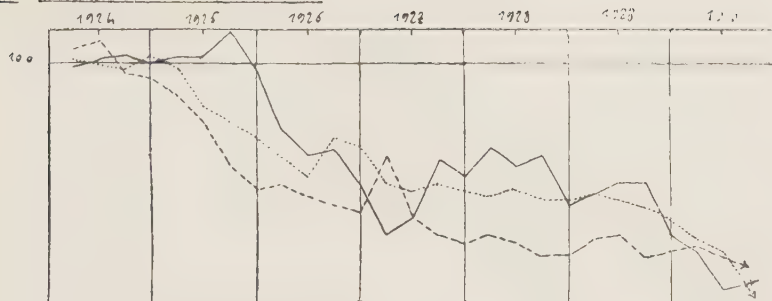


Indice des prix des import. ————

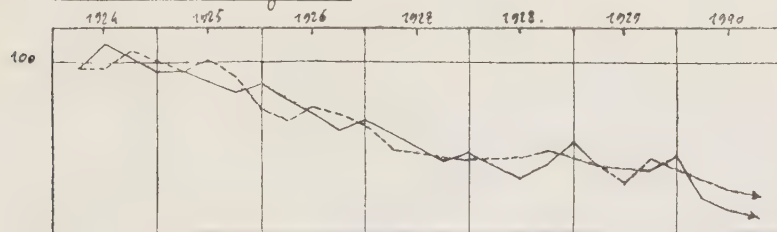
» » export. - - - - -

Indice général des prix de gros.

C. Indices de Matière Première :



D. Indices de Produit manufacturé :



Indices des prix des importations : _____

» » exportations : _____

Indice général des prix de gros :

NOTE. - Ces courbes sont établies d'après les statistiques trimestrielles du Board of Trade.

§ 2. *La balance des comptes.*

Malgré le déséquilibre effrayant de la balance commerciale, l'équilibre économique de la Grande-Bretagne demeura satisfaisant, pendant plusieurs années d'après guerre, grâce aux revenus considérables des capitaux britanniques placés à l'Etranger, et grâce à un certain nombre de revenus, dits invisibles, dont l'influence n'en était pas moins déterminante. Le Board of Trade publie chaque année une estimation de la balance des comptes, dont l'optimisme n'est pas généralement jugé excessif et qui sert de base, ordinairement acceptée, à toutes les discussions. Un extrait de ce bilan total des revenus et des dépenses de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Etranger est reproduit à la page suivante. Il contient une estimation de tous les mouvements de valeurs qui se sont produits au cours d'une même année, à l'occasion des transactions les plus diverses, à l'exception des mouvements de capitaux. Si, en effet, les mouvements de capitaux (prêts à court et à long terme, remboursements de capitaux prêtés, emprunts contractés à l'étranger et remboursements de ces emprunts) étaient compris dans le tableau estimatif de la balance des comptes, ce ne serait plus, à vrai dire, une balance des comptes, mais une balance totale des règlements extérieurs, nécessairement toujours en équilibre. La balance des comptes ne doit donc pas comprendre les mouvements de capitaux, mais seulement les revenus des capitaux prêtés et empruntés (intérêts, dividendes, etc.).

LA BALANCE DES COMPTES DE LA GRANDE-BRETAGNE ENTRE 1924 ET 1929

(EN £ MILLIONS) (1).

	1913	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Excès des importations de marchandises et de métal précieux, sur les exportations.....	158	324	384	475	390	358	366	392
Excès des paiements effectués par l'Etat à l'Etranger.....	—	25	11	—	—	—	—	—
TOTAL.....	158	349	395	475	390	358	366	392
Excès des sommes reçues par l'Etat en paiement de l'Etranger, sur les sommes payées par lui.....	—	—	—	4	1	15	24	21
Estimation du revenu net des frets.....	94	140	124	120	140	130	130	105
Estimation du revenu net des placements extérieurs..	210	220	250	285	285	270	270	235
Estimation du revenu net des commissions et courtages.....	25	60	60	60	63	65	65	65
Estimation d'autres revenus et services divers.....	10	15	15	15	15	15	15	15
TOTAL.....	339	435	449	484	504	495	504	431
Balance totale créditrice ou débitrice.....	181	86	54	9	114	137	138	39

(1) Tableau extrait des statistiques officielles relatives au commerce extérieur britannique et à l'industrie (1924-1930), cmd. 3737, p. 68.

Le Board of Trade attire lui-même l'attention sur le manque de précision des évaluations comprises sous certaines rubriques, notamment l'estimation du revenu des placements extérieurs, l'estimation du bénéfice retiré des commissions, courtages et prêts à court terme, enfin l'estimation des revenus provenant d'autres sources et de services divers. Le Board of Trade admet une possibilité d'erreurs sur les estimations qu'il donne pouvant atteindre un ordre de grandeurs de 10 à 15 %. L'insuffisance de ces estimations est évidente, mais il faut bien s'en contenter puisqu'il n'en existe pas d'autres.

Les chiffres qui sont établis avec le plus de précision sont ceux qui sont relatifs à l'excès des importations sur les exportations de marchandises et de métaux précieux. Ils ne nécessitent pas de commentaires, sauf que le déficit de la balance commerciale se trouve apparemment accru par un excès d'importations de métaux précieux ou diminué par un excès d'exportation de ces métaux, alors que les mouvements de métaux précieux sont souvent la conséquence de mouvements de capitaux. On tient compte, il est vrai, de cette remarque puisqu'en 1928 on n'a pas compris dans cette rubrique le rapatriement en France de £ 18.400.000 d'or, considéré comme un mouvement de capitaux.

Les recettes et dépenses au compte du Gouvernement (Government payments made Overseas, et, Government receipts from overseas) sont celles contractées avec l'Etranger par divers départements. Elles comprennent les intérêts et amortissements des emprunts extérieurs, des dettes de guerre, et les sommes reçues au compte des réparations. Elles comprennent aussi les dépenses faites à l'Etranger par l'Amirauté, le ministère de la Guerre et le ministère de l'Air. Elles comprennent enfin les intérêts des prêts consentis à l'Inde et à d'autres dominions et colonies et les dépenses gouvernementales aux Indes. Elles ne comprennent pas cependant les intérêts de certaines dettes ou la rémunération de certains capitaux, tels que le capital des chemins de fer

hindous, qui sont contenus dans la rubrique des revenus des placements extérieurs. Une assez grande précision peut être apportée à ces évaluations qui figurent d'ailleurs au tableau pour un chiffre assez restreint comparativement aux autres recettes et dépenses.

Le revenu du fret (Net National Shipping Income) constitue avec le revenu des placements extérieurs et celui des commissions et courtages, un des principaux éléments des exportations invisibles ⁽¹⁾. Dans les statistiques utilisées pour l'établissement de la balance commerciale, les importations sont calculées c.i.f., et les exportations, f.o.b. Il résulte de cela que, d'une part, le chiffre obtenu pour la valeur totale des importations est supérieur à celui qui est réellement payé à l'Etranger, toutes les fois que les marchandises importées ont été assurées auprès de compagnies anglaises ou transportées sur des navires britanniques, puisque les prix de l'assurance et du fret ne sont plus, dans ce cas, payés à des étrangers mais à des sujets britanniques. D'autre part, pour les exportations calculées f.o.b., c'est le raisonnement inverse ; chaque fois que les marchandises exportées sont transportées sur des navires britanniques ou assurées auprès de compagnies britanniques, la valeur des exportations doit être majorée de ces sommes payées par des étrangers à des sujets britanniques.

Le Net National Shipping Income comprend donc toutes les sommes payées aux compagnies de navigation britanniques pour des importations ou des exportations faites à bord de navires britanniques. Il comprend, en outre, tous les revenus bruts de la flotte britannique pour des transports effectués entre des pays étrangers, tous les prix des billets des voyageurs étrangers à bord de navires britanniques et la rémunération de tous les services rendus, en général, par

(1) Se reporter, pour de plus amples commentaires, à l'article de H. W. Macrosty, O. B. E., publié sous le titre : « Balance of Trade » dans la revue de la *Lloyd's Bank* de février 1932.

les compagnies de navigation et des services maritimes britanniques à des étrangers. Il faut déduire de ces revenus toutes les dépenses effectuées par les navires britanniques dans des ports étrangers (salaires des ouvriers étrangers employés, combustible, etc.) et inversement leur ajouter les débours analogues de navires étrangers dans les ports britanniques (le charbon de soute vendu aux navires étrangers venant faire du charbon dans les ports britanniques est compté dans les exportations de charbon en général). Les chiffres ainsi obtenus n'indiquent nullement les bénéfices réalisés par les compagnies d'assurances et de navigation britanniques et les différents services maritimes, mais seulement des exportations invisibles de services payés annuellement par l'Etranger.

On établit ces différents calculs à l'aide des données suivantes :

1° La distribution de la flotte britannique sur les différentes routes commerciales;

2° Les quantités de marchandises transportées sur ces routes et données en partie sinon en entier par les statistiques officielles;

3° La publication des taux de fret, et les indices de fret établis par diverses autorités compétentes, notamment par la Chambre de Navigation (Chamber of Shipping).

Les chiffres obtenus après ces calculs ont été de : £ 94 millions en 1913. £ 140 millions en 1924 (augmentation due pour une large part à la hausse des prix). Pour 1928 et 1929, cette branche de revenus a été estimée seulement à £ 130 millions par suite d'une baisse du taux des frets, et, pour 1930, à £ 105 millions. — Ces chiffres sont naturellement très approximatifs étant particulièrement difficiles à déterminer. Cependant il est important de remarquer que le Board of Trade et la Chambre de Navigation n'ont pas modifié sensiblement depuis longtemps leurs procédés de calcul, ce qui permet d'établir des comparaisons assez précises entre les dernières années.

L'estimation du revenu des capitaux placés à l'Etranger comporte des calculs encore beaucoup plus délicats que pour la rubrique précédente, et elle ne peut être que très imprécise. Elle est cependant importante à connaître étant donné le rôle considérable de cette branche de revenus dans l'économie britannique. Après une première tentative d'évaluation faite par Sir George Paish en 1908 et 1911, après la guerre, Sir Robert Kindersley s'est livré à une série de calculs estimatifs pour les années 1927, 1928, 1929, sur la demande du Board of Trade ⁽¹⁾. Entre temps, des calculs moins complets avaient été entrepris après la guerre. Le résultat de toutes ces recherches aboutit à montrer que le revenu des placements extérieurs, après avoir été très élevé en 1913, se réduisit considérablement pendant et après la guerre, principalement à la suite de la réalisation de la plus grande partie des placements britanniques aux Etats-Unis, afin de payer les achats et les emprunts de toutes sortes qui ont été faits dans ce pays pendant la durée des hostilités. C'est à peine si, en 1924, ces revenus avaient atteint de nouveau leur valeur d'avant guerre, grâce d'ailleurs à la hausse des prix qui en dépréciait d'autant la valeur réelle. Ces revenus augmentèrent rapidement entre 1924 et 1926 pour ensuite diminuer lentement. Le total a été estimé, après déduction des intérêts et dividendes payés chaque année par la Grande-Bretagne à l'Etranger, à : £ 210 millions en 1913; £ 220 millions en 1924; £ 285 millions en 1926 et 1927; £ 270 millions en 1928 et 1929; £ 235 millions en 1930. Sir Robert Kindersley a estimé qu'en 1927, le montant total des capitaux britanniques placés à l'Etranger avait à peu près la même importance qu'en 1914, d'un ordre de grandeur de £ 4 milliards.

(1) Sur les procédés utilisés pour ces calculs et les résultats auxquels ils ont abouti, consulter les numéros de l'*Economic Journal* de mars 1929, juin 1930, septembre 1931.

La troisième catégorie de revenus, par rang d'importance, après les revenus des placements extérieurs et ceux du fret, est celle des profits réalisés par les banques dans des opérations de crédit à court terme effectuées avec l'Etranger (avances à court terme, opérations d'escompte, acceptations, commissions et courtages, etc.) et par les entreprises d'assurances. Londres est demeuré après la guerre, malgré la concurrence croissante de New-York, de Paris et d'Amsterdam, le premier centre financier du monde. L'ensemble de ces profits a augmenté dans une large proportion après la guerre, passant d'après les estimations faites de £ 25.000.000 en 1913 à £ 60.000.000 en 1924, £ 65.000.000 en 1928 et 1929. Mais ces chiffres sont tout au plus des ordres de grandeurs relatives. Leur peu de précision peut être mesuré par le fait que le Board of Trade, dans son rapport de 1926, élève en raison de renseignements parvenus à lui ultérieurement l'estimation primitive qu'il avait faite pour 1924 de £ 40.000.000 à £ 60.000.000, soit une erreur sur le chiffre initial de 50 %. Les renseignements relatifs à cette rubrique sont particulièrement difficiles à réunir en raison de leur dispersion. Il est assez curieux de constater qu'en cette matière le Board of Trade est mieux renseigné sur ce que la Grande Bretagne paie annuellement aux étrangers que sur ce qu'elle reçoit d'eux.

Enfin sous la rubrique « autres revenus et services divers » est compris tout un ensemble de profits divers (ventes et achats de vieux bateaux, dépenses des touristes étrangers en Grande-Bretagne et déduction des dépenses des touristes britanniques à l'Etranger, revenus expédiés par les émigrés britanniques à leurs familles demeurées en Grande-Bretagne, etc.). Excepté pour les ventes et achats de navires usagés, les informations sont inexistantes et le chiffre de £ 15.000.000 qui est inscrit pour les années d'après-guerre est purement conventionnel.

Ainsi définie dans son ensemble, la balance des comptes britannique montre après la guerre une tendance générale qui est la suivante : le déficit de la balance commerciale exprimée non plus en quantités mais en £, a été en moyenne presque trois fois supérieur à celui de 1913. C'est dire que les exportations ont servi dans une mesure beaucoup moindre qu'avant la guerre à payer les importations. Or les revenus de la balance invisible, au premier rang desquels figurent les revenus des placements extérieurs n'ont même pas été de 50 % supérieurs à ceux d'avant-guerre. C'est donc que la Grande-Bretagne s'est appauvrie pendant et après la guerre, et n'a pas épargné ensuite dans une mesure suffisante pour lui permettre de reconstituer peu à peu ses capitaux dépensés. Pour s'exprimer dans un langage très libre et comme s'il s'agissait d'un simple particulier on peut dire : « que la Grande-Bretagne a mené depuis la guerre un train de vie supérieur à celui que lui permettaient ses moyens. S'étant appauvrie elle n'a pu récupérer seulement qu'une partie de sa richesse passée ».

Pour compléter cette vue d'ensemble sur l'économie britannique d'après-guerre, on reproduit ci-dessous un tableau dressé d'après les calculs de Sir Robert Kindersley contenant une estimation des émissions nouvelles de capitaux en Grande-Bretagne investies dans des placements extérieurs entre 1924 et 1929.

NOUVEAUX INVESTISSEMENTS BRITANNIQUES
A L'ETRANGER ENTRE 1924 ET 1929

£ millions.

	1924	1925	1926	1927	1928	1929
<i>Empire Britannique :</i>						
Amérique du Nord.....	4.5	2.0	6.0	7.0	20.5	15.2
Australie et Nouvelle-Zélande.....	50.0	25.5	31.5	41.0	34.7	17.2
Afrique.	15.0	15.0	6.5	27.7	16.5	10.5
Inde et Ceylan.....	2.6	3.4	2.1	1.4	7.7	10.1
Reste de l'Asie Britannique.....	1.2	11.0	5.0	5.0	4.2	1.4
Autres régions.....	0.2	0.5	0.9	5.7	2.5	0.2
TOTAL.....	73.5	57.4	52.0	87.8	86.1	54.4
<i>Pays Etrangers :</i>						
Europe.	36.0	11.0	24.7	21.5	33.7	21.5
Asie.	17.2	4.7	8.0	1.5	1.0	—
Amérique.	7.0	14.0	26.5	26.0	19.7	16.0
Autres régions.....	0.5	0.7	1.2	1.9	2.9	2.4
TOTAL.....	60.7	30.4	60.4	50.9	57.3	39.9
Total général.....	134.2	87.8	112.4	138.7	143.4	94.3

Une comparaison de ce dernier tableau et de celui de la balance des comptes conduit aux constatations suivantes : excepté pendant l'année 1929, le montant total des émissions annuelles sur le marché de Londres de valeurs étrangères a été très supérieur aux sommes fournies par l'excédent de la balance des comptes. Cependant les chiffres de ces émissions annuelles sont certainement inférieurs aux nouveaux investissements britanniques à l'Etranger. En effet si les émissions de valeurs étrangères sur le marché de Londres sont en partie souscrites par des capitalistes étrangers, elles ne le sont que pour une faible part ne dépassant pas 9 1/2 à 10 % de la totalité (1). Par contre, une grosse partie des investissements britanniques à l'Etranger s'effectue par des souscriptions de nationaux britanniques à des émissions sur des places étrangères telles que Paris, New-York ou Amsterdam, ou bien par des souscriptions de nationaux britanniques résidant temporairement à l'Etranger et des achats de titres sur les places étrangères, ou bien encore sous la forme d'exportation de capitaux, de souscriptions privées à des valeurs non cotées, etc. En bref, le montant total annuel des nouveaux placements extérieurs est sans aucun doute très supérieur au montant total des émissions de valeurs étrangères effectuées chaque année en Grande-Bretagne. Etant très supérieurs aux excédents de la balance des comptes, ces nouveaux placements extérieurs sont fournis par d'autres disponibilités. Ce sont d'abord les remboursements annuels par les étrangers de capitaux qui leur avaient été prêtés à court ou à long terme par les nationaux britanniques. Ce sont ensuite des échanges effectués en bourse par les capitalistes britanniques d'anciennes valeurs contre de nouvelles, et souvent la réalisation de valeurs industrielles britanniques jugées insuffisamment rémunératrices et remplacées dans les portefeuilles privés par des valeurs étrangères.

(1) Calculs de Sir Robert Kindersley. Voir *Economic Journal*, *op. cit.*

Ce sont enfin des prêts à court terme consentis par des étrangers aux banquiers anglais qui sont utilisés par ces derniers pour des placements à long terme. Il n'y a donc aucun équilibre nécessaire entre le montant des nouveaux capitaux investis annuellement à l'Etranger et l'excédent de la balance des comptes pas plus d'ailleurs qu'il ne peut être établi de proportion normale entre ces deux quantités distinctes.

Néanmoins il n'est pas douteux qu'au cours des années qui ont précédé la crise économique actuelle les capitalistes britanniques guidés par leur grande habitude de la finance internationale, ont été conduits à exporter à l'Etranger plus de capitaux que ne leur permettait l'équilibre économique et financier de la Grande-Bretagne. Il en est résulté des sorties d'or à destination de Paris et de New-York d'autant plus importantes que ces deux places, de leur côté, pratiquaient une politique inverse de la politique anglaise et n'investissaient à l'Etranger qu'une faible partie des capitaux dont elles avaient la disponibilité. Cette tendance de la Grande-Bretagne à exporter davantage de capitaux que les conditions ne le lui permettaient ne peut naturellement pas être prouvée au moyen de statistiques, mais elle n'en est pas moins certaine. Il est certain aussi que longtemps avant la crise de l'année dernière, une masse abondante de prêts à court terme a été progressivement utilisée pour des placements à long terme, ce qui a conduit aux événements de septembre 1931.

Les sommes disponibles chaque année pour de nouveaux placements extérieurs n'ont évidemment aucune relation fixe avec le montant de l'épargne nationale annuelle, mais une réduction de la deuxième devrait entraîner une diminution des premières. Or on estime qu'en 1913, le montant total de l'épargne britannique pour cette année a été compris entre £ 350 millions et £ 400 millions. Le comité Colwyn a estimé en 1924-1925 que le montant de l'épargne annuelle devait varier entre £ 450 millions et £ 500 millions. M. Coates a

estimé de son côté que le montant des nouveaux placements extérieurs effectués en 1924 avait été de £ 135.000.000 contre seulement £ 89.000.000 investis en Grande-Bretagne. Ainsi les investissements britanniques annuels à l'Etranger représentaient à cette date plus du 1/4 de l'épargne nationale et si on tient compte des investissements opérés sur les places étrangères et par les achats de titres non cotés, ils n'ont probablement pas été très inférieurs au 1/3 du total de l'épargne nationale, proportion évidemment considérable.

Ces importants placements extérieurs ont eu probablement des effets heureux pour le commerce extérieur britannique. Il a souvent été dit en Angleterre que chaque £ 1 investie à l'Etranger procure toujours directement ou indirectement au moins £ 1 de commandes aux industries exportatrices de la Grande-Bretagne. Cette hypothèse était vraie lorsque la Grande-Bretagne détenait le monopole des exportations de produits capitaux tels que les matériels de chemins de fer et les machines et elle est encore vraie aujourd'hui lorsque par ses placements extérieurs la Grande-Bretagne a obtenu le contrôle financier d'entreprises étrangères. Mais ce contrôle s'établit maintenant beaucoup plus rarement que par le passé, les investissements à l'Etranger consistant principalement en des achats de valeurs d'Etats, ou bien surtout en des acquisitions de valeurs d'entreprises étrangères contrôlées par les Dominions ou les pays étrangers. Aussi les capitaux britanniques ainsi placés peuvent favoriser aussi bien et souvent davantage le commerce d'exportation des autres pays que celui de la Grande-Bretagne.

Néanmoins il demeure toujours exact que les placements extérieurs contribuent à renforcer la puissance capitaliste d'un pays et qu'outre cet avantage de nature financière, ils ont en général d'heureuses répercussions sur le commerce d'exportation. Si la Grande-Bretagne cessait d'investir chaque année de nouveaux capitaux dans des entreprises étrangères, il est probable que les industries britanniques du fer, de l'acier et des constructions mécaniques et toutes les bran-

ches principales du commerce extérieur auraient à souffrir d'une restriction importante des commandes de l'Etranger. C'est pour cette raison que la diminution progressive des excédents de la balance des comptes entre 1920 et 1929 a pu avoir des conséquences graves pour l'avenir du commerce extérieur britannique. Il a semblé qu'au cours de cette période de 10 ans les industries lourdes, autrefois fondamentales pour le commerce d'exportation, ont subi un préjudice du fait à la fois de la diminution des capitaux disponibles pour des investissements dans les industries et entreprises nationales et d'un ralentissement des commandes de l'Etranger dû en partie au ralentissement de l'activité financière de la place de Londres.

La statistique établie par le Statist et reproduite ci-après montre clairement qu'avant la guerre une fraction importante des émissions totales sur le marché britannique était destinée aux industries nationales, mais la majeure partie des disponibilités des capitalistes était dirigée vers les pays étrangers. Environ 50 % des émissions nouvelles effectuées sur le marché de Londres étaient des émissions de valeurs étrangères, 28,5 % étaient destinées aux colonies et aux Dominions de l'Empire Britannique et seulement 21,5 % aux entreprises nationales.

Au contraire, depuis la guerre, pendant les cinq années comprises entre 1923 et 1927, plus de 1/2 des nouvelles émissions a été destiné aux entreprises nationales, seulement 27 % aux contrées de l'Empire Britannique et seulement 1/5 aux pays étrangers. Les chiffres ci-après sont légèrement erronés jusqu'en 1925 par les emprunts du Gouvernement Britannique, et après 1925 la proportion des capitaux destinés aux entreprises nationales dépassa 55 %.

LES EMISSIONS NOUVELLES SUR LE
MARCHÉ BRITANNIQUE ENTRE 1907 ET 1929.
CALCULS DU STATIST (En £ millions.)

DESTINATIONS	1907	1908	1909	1910	1911	1912	Moyenne		
							1913	1907-13	1907-13 %
Grande-Bretagne, ...	42	59	31	43	32	51	51	44	21.5
Empire Britannique.....	28	61	85	83	61	64	100	69	33.7
Pays Etrangers.....	61	85	97	106	103	96	98	92	44.8
TOTAL.....	131	205	213	232	196	211	249	205	100

DESTINATIONS	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Grande-Bretagne, ...	280	439	156	107	145	142	164
Empire Britannique.....	92	79	81	64	69	58	98
Pays Etrangers.....	21	67	49	71	30	65	55
TOTAL.....	393	585	286	242	244	265	317

DESTINATIONS	1921-27	Moyennes				1928	1929	1930
		%						
Grande-Bretagne, ...	205	61.6	143	52.7	218	145	132	
Empire Britannique.....	77	23.1	74	27.3	81	59	71	
Pays Etrangers.....	51	15.3	54	20.0	76	52	44 (x)	
TOTAL.....	333	100	271	100	376	257	247	

(x) Non compris le prêt à l'Allemagne de 5 1/2 % (£ 12,000,000).

(x) Non compris le prêt à l'Allemagne de 5 1/2 % (£ 12,000,000).

Il ne faudrait pas d'ailleurs conclure des chiffres de ce tableau que le financement des entreprises nationales s'est opéré sur une plus grande échelle après la guerre que pendant les années qui ont précédé le conflit. Ce sont principalement les méthodes du financement des entreprises nationales qui se sont modifiées. On a eu moins recours aux souscriptions et aux emprunts obligataires à titre privé, et on a eu davantage recours aux émissions en bourse.

En définitive, il ne semble pas que la masse de capitaux nouveaux mis à la disposition des entreprises nationales ait été après la guerre supérieure ou même égale au total qu'elle atteignait autrefois. Si la proportion entre les capitaux annuellement investis dans les industries nationales et les capitaux exportés dans les pays étrangers s'est modifiée après la guerre au profit des premiers et au détriment des derniers, c'est surtout parce que la masse des capitaux disponibles pour des placements extérieurs a beaucoup diminué après la guerre à la suite d'une restriction importante du revenu national total et des excédents de la balance des comptes.

Cette diminution a eu pour conséquence plus ou moins directe la perte pour la Grande-Bretagne d'un certain nombre de débouchés importants, ce qui a accentué le déséquilibre économique, et une modification assez sensible de la répartition du commerce extérieur britannique entre les divers pays du monde.

§ 3. *La distribution géographique du commerce extérieur britannique.*

La distribution géographique du commerce extérieur britannique s'est modifiée après la guerre, à la fois sous l'influence d'une augmentation de la concurrence des grandes puissances sur les marchés internationaux et d'une diminu-

tion des achats d'un certain nombre de pays clients de la Grande-Bretagne, soit appauvris par la guerre, soit surtout devenus plus indépendants économiquement. En outre une union plus étroite s'est réalisée entre la Grande-Bretagne et les pays de son Empire Colonial. Tandis qu'en 1913, 37 % des exportations britanniques étaient destinées à l'Empire Britannique et 63 % aux pays étrangers, en 1929, la proportion est devenue de 44 1/2 % à destination de l'Empire et de 55 1/2 % seulement à destination des pays étrangers. Les exportations vers les pays de l'Empire se sont élevées de £ 195 millions en 1913 à £ 324 millions en 1929 (£ 288 millions si l'on omet de compter dans l'Empire l'Etat libre d'Irlande, qui faisait partie de la Grande-Bretagne en 1913). Les exportations destinées aux pays étrangers ne se sont au contraire élevées que de £ 330 millions à £ 450 millions.

Il y a eu d'une façon générale entre 1913 et 1929 de grandes modifications dans l'importance relative des différents marchés d'exportation de la Grande-Bretagne, à l'intérieur et en dehors de l'Empire.

La valeur des exportations britanniques en Malaisie, en Nigérie et vers les Indes occidentales a plus que doublé entre 1913 et 1929. Elle a presque doublé vers la Nouvelle-Zélande, tandis que, vers l'Inde, elle n'a augmenté que de 11 %. Elle s'est élevée de 84 % vers le Danemark, de 62 % vers la Norvège et les Etats-Unis, de plus de 50 % vers l'Espagne. Au contraire, les exportations britanniques en Allemagne, au Japon et en Chine ont diminué de valeur, et vers la Russie elles ont perdu les 4/5 de leur valeur de 1913. Bien entendu, ces chiffres ne tiennent pas compte des modifications territoriales ni du mouvement général des prix. Dans l'ensemble, la valeur totale des exportations britanniques à destination de l'Empire s'est élevée de 66 %, et celle des exportations à destination des pays étrangers, seulement de 39 %. Or, en 1929, les prix moyens des exportations britanniques ont été de 59 % supérieurs à ceux de 1913. Donc le volume des exportations vers l'Empire a augmenté depuis la guerre, tan-

dis que celui des exportations vers les pays étrangers a pas mal diminué (1).

La répartition des exportations britanniques entre les différents continents est indiquée dans le tableau ci-dessous :

ANNÉES	Europe	Afrique	Asie	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Austra- lasie
1900	45.2 %	7.4 %	18.9 %	9.9 %	8.9 %	9.6 %
1913	34.6 %	9.9 %	25.2 %	12.0 %	9.6 %	8.7 %
1929	34.7 %	11.2 %	21.4 %	13.3 %	8.9 %	10.5 %

Note : Le commerce entre la Grande-Bretagne et l'Etat libre d'Irlande est compris dans le total des exportations britanniques vers l'Europe en 1929.

Ce tableau montre qu'en dépit des progrès des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et les pays de son Empire, l'Europe demeure de beaucoup à la première place comme marché d'exportation des produits britanniques. L'Empire Britannique a pris aujourd'hui pour les exportations britanniques une importance sensiblement plus grande que l'Europe, mais pour certaines catégories d'exportations, notamment les exportations de charbon, l'Europe continue à jouer un rôle primordial.

Ce n'est donc pas, contrairement à ce qui a été prétendu parfois, la diminution du pouvoir d'achat des pays européens qui a été la cause directe de la crise des exportations britanniques après la guerre. Cependant le volume des exportations britanniques en Europe a nettement diminué.

(1) Voir statistique, annexée au présent chapitre.

Mais il a diminué beaucoup plus encore à destination des autres continents. Le volume des exportations britanniques, en Europe, a diminué de 8 % entre 1913 et 1929. Il a diminué de 40 % vers l'Asie (qui importe encore à présent plus du 1/5 des exportations de la Grande-Bretagne) et de 40 % vers l'Amérique du Nord. Il a diminué de 30 % vers l'Amérique du Sud et de 15 % vers l'Afrique et vers l'Océanie ⁽¹⁾.

La Grande-Bretagne a mieux maintenu ses relations commerciales avec l'Europe, qu'avec les autres continents, et elle a principalement dirigé son activité vers les marchés de l'Empire. Sa contribution au total du commerce international a diminué du 1/5 depuis 1913, à la suite d'une concurrence de plus en plus intense de la part des autres grandes puissances. Le tableau reproduit ci-après est instructif. Il établit et compare les proportions dans lesquelles les exportations britanniques entrent dans le total des importations de chaque continent. On voit que c'est en Europe que la Grande-Bretagne a conservé le mieux la place qu'elle occupait avant la guerre, et que c'est en Asie, puis en Amérique du Sud et en Océanie qu'elle a perdu le plus de terrain.

(1) Consulter, pour plus de détails, le livre de A. Loveday : *Britain and World Trade*, principalement le chapitre intitulé : *Britain and World Trade*.

PROPORTION DANS LAQUELLE LES IMPORTATIONS
PROVENANT DE LA GRANDE-BRETAGNE
ENTRENT DANS LE TOTAL
DES IMPORTATIONS DES DIVERS CONTINENTS

	1913	1925	1927	1928
	%	%	%	%
Europe.	8.4	9.2	8.1	7.7
Amérique du Nord.	16.8	11.2	10.3	10.1
Amérique du Sud.	27.9	21.2	18.7	18.8
Afrique.	36.7	34.6	32.9	31.3
Asie.	31.5	19.9	18.6	18.9
Océanie.	53.4	46.0	43.2	44.4
<i>Monde.</i>	14.5	13.3	12.1	11.7

Si la Grande-Bretagne avait maintenu sa part d'avant guerre dans les importations de tous les continents, la valeur actuelle de son commerce d'exportation serait approximativement majorée de £ 280.000.000. C'est en Europe qu'elle a le moins perdu de terrain, et c'est aussi en Europe que les importations totales ont le moins augmenté comparées à celles de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud et de l'Océanie qui ont plus que doublé depuis 1913.

A l'opposé de ce qui s'est produit pour les exportations, les importations britanniques ont eu tendance à s'accroître

d'année en année depuis la guerre. De même que les destinations des exportations britanniques se sont modifiées après la guerre, de même les origines des importations ont subi des changements assez sensibles. En 1913, le 1/4 des importations britanniques provenait de l'Empire Britannique et les 3/4 des pays étrangers. En dépit de toutes les campagnes en faveur du développement des échanges inter-impériaux, ces proportions n'ont pas beaucoup changé. En 1928, la part de l'Empire dans les importations britanniques a été de 28 %, et, en 1929, de 27 %. La part de l'Amérique avait, pendant ce temps augmenté de 28 à 29 % et celle de l'Europe diminué de 40 à 37 %. Ces chiffres font omission des importations provenant de l'Irlande, qui accroîtraient sensiblement la part de l'Empire en 1928 et 1929, mais rendraient impossible les comparaisons avec 1913. Les changements qui se sont produits dans la contribution relative des divers continents à l'approvisionnement de la Grande-Bretagne sont assez faibles. Au contraire, il y a eu d'importantes modifications dans les contributions relatives des divers pays consi-

ANNÉES	Europe	Afrique	Asie	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Austra- lasie
1900	43.4	3.9	8.7	29.1	5.8	6.9
1913	40.5	6.1	12.7	23.9	9.1	7.7
1929	42.0	6.5	10.4	22.2	10.4	7.7

dérés séparément. Les importations provenant de la Nouvelle-Zélande se sont accrues en valeur de 135 % entre 1913 et 1929, et celles provenant des Indes Occidentales, de Ceylan et de la Nigérie ont plus que doublé, de même que celles venant de l'Afrique du Sud. La valeur des importations d'origine canadienne a été supérieure à celle d'avant guerre

de 87 % en 1928, et seulement de 52 % en 1929, à la suite de la réduction des achats de blé et de l'effondrement des cours. La valeur des importations provenant d'Australie s'est élevée de 46 %, et celle des importations provenant de l'Inde, de 30 %. Au contraire, les importations de Malaisie ont plutôt diminué de valeur par suite de l'effondrement des prix du caoutchouc.

Parmi les pays européens, la valeur des importations venant du Danemark a augmenté de 136 %, et celle des importations venant d'Italie a plus que doublé. Les Pays-Bas, la Belgique, la Suède, la Norvège ont accru la valeur de leur contribution aux importations britanniques de 80 %, et la France de 22 % seulement. Les importations provenant d'Allemagne ont diminué de valeur et celles provenant de Russie, malgré les progrès réalisés à partir de 1925 ont été, en 1929, très au-dessous des chiffres d'avant guerre. Les importations provenant des Etats-Unis se sont accrues en valeur de 38 % et celles venant de la République Argentine, de 94 % (1).

L'augmentation très considérable de la valeur des importations provenant de certains pays tels que le Danemark et la Nouvelle-Zélande ne marque pas seulement une élévation du « standard de vie » de la population britannique, mais aussi une dépendance plus grande du Royaume-Uni à l'égard de denrées alimentaires, telles que le beurre, les œufs, le fromage et la viande, dont les prix se sont élevés plus rapidement et dans de plus larges proportions que ceux de l'ensemble des produits de l'agriculture.

Cet aperçu rapide de la distribution du commerce extérieur britannique permet d'apporter quelques précisions aux faits généraux qui se sont dégagés de l'étude de la balance commerciale et de la balance des comptes. Depuis la guerre,

(1) Consulter les tableaux statistiques annexés au présent chapitre.

le volume du commerce d'exportation de la Grande-Bretagne a beaucoup diminué en comparaison de ce qu'il était en 1913, pendant que celui des importations augmentait considérablement.

La diminution du volume total des exportations britanniques comparée à l'augmentation du volume des exportations du monde entier, ne pourrait donner de la perte de l'importance relative de la Grande-Bretagne sur les marchés des pays étrangers, qu'une idée inférieure à la réalité. En effet, sous l'influence de la concurrence croissante des autres grandes puissances, la part des exportations britanniques destinées aux pays de l'Empire Britannique s'est accrue en comparaison de celle destinée aux pays étrangers. Si donc les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Empire ne s'étaient pas développées et étaient demeurées ce qu'elles étaient en 1913, le volume des exportations serait très inférieur au chiffre qu'il atteint aujourd'hui. Ce n'est que par l'étude des relations commerciales de la Grande-Bretagne et des pays étrangers que l'on peut se rendre compte de la décadence relative du commerce d'exportation britannique, et ce n'est qu'après l'analyse détaillée qui sera faite au chapitre suivant de l'origine des diverses catégories d'importations et de la destination des exportations de ces mêmes catégories que l'on pourra se faire une opinion exacte de la situation commerciale de la Grande-Bretagne à la veille de la crise économique.

A l'inverse de ce qui s'est produit pour les exportations, la provenance des importations ne s'est pas sensiblement modifiée entre les continents et entre, d'une part, les pays de l'Empire Britannique et, d'autre part, les pays étrangers.

La Grande-Bretagne n'a pas réussi à se libérer, au moins en partie, de sa dépendance à l'égard des pays étrangers, en achetant davantage à l'Empire et moins à l'extérieur, et ce fait peut constituer dans l'avenir une menace grave pour l'économie britannique.

INDICES DES PRIX DES EXPORTATIONS
POUR PLUSIEURS GRANDES PUISSANCES

Années	Grande- Bretagne	France	Allemagne	Italie	Tchéco- Slovaquie	Etats-Unis
1924	100	100	100	100	100	100
1925	97	105	104	111	100	101
1926	92	122	104	124	94	93
1927	86	104	105	100	98	87
1928	86	102	105	91	98	87
1929	84	100	103	85	93	87

INDICES DES PRIX DES IMPORTATIONS
POUR PLUSIEURS GRANDES PUISSANCES

Années	Grande- Bretagne	France	Allemagne	Italie	Tchéco- Slovaquie	Etats-Unis
1924	100	100	100	100	100	100
1925	100	116	102	118	104	110
1926	92	150	94	117	99	108
1927	87	136	93	94	97	101
1928	88	134	95	87	97	98
1929	86	128	94	85	92	92

INDICES DE LA VALEUR TOTALE DES IMPORTATIONS
POUR PLUSIEURS GRANDES PUISSANCES
(tenant compte de la baisse des prix).

Années	Grande-Bretagne	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Italie	Tchéco-Slovaquie	Pologne	Japon	Etats-Unis
1924	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	103	124	92	95	100	113	103	93	118	107
1926	98	99	83	81	99	109	89	55	95	112
1927	96	141	91	90	103	111	105	103	87	105
1928	95	139	92	99	108	124	112	120	89	103
1929	98	133	100	110	111	121	116	111	89	111

INDICES DE LA VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS
DE CES MEMES PAYS

(ne tenant pas compte du mouvement général des prix).

1924	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	97	136	91	101	105	107	102	91	141	98
1926	82	143	78	89	100	106	96	94	110	95
1927	89	148	90	106	110	105	109	105	106	96
1928	90	169	84	123	114	111	115	105	108	102
1929	91	185	81	128	114	114	111	118	118	104

INDICES DES PRIX DE GROS POUR LES MEMES PAYS

	Board of Trade	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Bachi	Stat. officielle	Stat. officielle	Banque du Japon	Bureau du Travail
1924	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	96	103	112	98	101	116	101	114	98	106
1926	89	98	143	130	95	118	96	165	87	102
1927	85	100	127	148	96	98	98	108	82	97
1928	84	102	127	147	98	90	98	109	83	100
1929	82	100	126	148	93	87	92	103	91	98

CHIFFRES DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS BRITANNIQUES PAR TETE D'HABITANT

Années	Importations			Exportations			Balance commerciale		
	£	s.	d.	£	s.	d.	£	s.	d.
1910.	12	15	10	9	11	8	—	3	4 2
1911.	12	15	1	10	0	7	—	2	14 6
1912.	13	18	6	10	14	5	—	3	4 1
1913.	11	8	7	11	10	0	—	2	18 7
Moyenne de ces 4 années. . . .	13	9	6	10	9	2	—	3	0 4
1919.	32	15	4	17	18	2	—	14	17 2
1920.	36	15	11	28	14	4	—	8	1 7
1921.	20	15	14	14	18	6	—	5	18 10
1922.	18	19	10	15	3	11	—	3	15 11
1923.	21	11	6	16	18	7	—	4	12 11
1924.	25	6	10	17	16	11	—	7	9 11
1925.	25	18	1	17	3	5	—	8	14 8
1926.	24	13	7	14	8	10	—	10	4 9
1927.	24	2	2	15	12	2	—	8	10 0
1928.	23	11	4	15	17	2	—	7	14 2
1929.	24	5	10	15	18	11	—	8	6 11

LA REPARTITION
DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES
ENTRE LES DIVERS CONTINENTS
(En £ millions.)

	1913			1929		
	Pays Britanniques	Pays étrangers	Total	Pays Britanniques	Pays étrangers	Total
				(x)		
Europe.	3.4	183.8	187.2	5.6	211.3	216.9
Asie.	86.6	39.8	126.4	108.1	48.0	156.1
Afrique.	31.5	19.6	51.1	55.1	26.4	81.5
Amérique du Nord.	24.7	29.3	54.0	35.9	45.6	81.5
Amérique Centrale..	2.8	6.8	9.6	7.3	8.4	80.7
Amérique du Sud...	0.8	48.8	49.6		65.0	
Australasie.	45.3	—	45.3	76.3	0.2	76.5
TOTAL.	195.1	328.1	523.2	288.3	404.7	693.2

(x) Non compris l'Etat Libre d'Irlande (£ 36.100.000).

LES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES

	1913 £ millions	1929 £ millions	Augmentation en o/o
<i>Empire Britannique :</i>			
Australie.	34.5	54.2	57
Nouvelle-Zélande.	10.8	21.4	98
Canada.	23.8	35.0	47
Afrique du Sud.	22.2	32.5	46
Inde.	70.3	78.2	11
Ceylan.	4.2	5.9	40
Malaisie.	7.2	15.6	117
Nigérie.	3.7	7.5	102
Indes Occidentales.	2.4	5.0	108
TOTAL.	195.3	324.5	66
<i>Pays Etrangers :</i>			
Etats-Unis.	29.3	45.6	56
République Argentine.	22.6	29.1	29
Brésil.	12.5	13.4	7
Japon.	14.5	13.4	— 8
Chine.	14.8	14.0	— 5
Allemagne.	40.7	37.0	— 9
France.	28.9	31.7	10
Pays-Bas.	15.4	21.8	42
Belgique.	13.2	19.4	47
Espagne.	7.9	12.1	53
Italie.	14.6	16.0	10
Suède.	8.2	10.5	28
Norvège.	6.1	9.9	62
Danemark.	5.8	10.7	84
Russie.	18.1	3.7	— 80
TOTAL.	329.9	404.9	23
Total général.	525.3	729.3	39

LES SOURCES DES IMPORTATIONS BRITANNIQUES
(En £ millions.)

	1913	1928	1929
<i>A. Empire Britannique :</i>			
Etat libre d'Irlande.....	—	45.1	45.1
Canada.	30.5	57.1	46.4
Indes Occidentales.....	2.1	5.3	5.3
Newfoundland.	1.0	2.1	2.0
Australie.	38.1	54.4	55.6
Nouvelle-Zélande.	20.3	47.3	47.7
Afrique du Sud.....	12.3	24.1	24.3
Nigérie.	3.9	7.7	8.1
Inde.	48.4	64.5	62.8
Ceylan.	7.8	13.8	15.2
Malaisie et Etablisse- ments des Détroits..	19.4	12.4	17.6
Total Empire Britanni- que.	191.5	363.6	358.8
<i>B. Pays Européens :</i>			
Allemagne.	80.4	63.7	68.8
France.	46.4	60.6	56.5
Pays-Bas.	23.6	42.9	42.4
Belgique.	23.4	43.4	44.0
Danemark.	23.8	53.1	56.2
Suède.	14.2	22.0	25.7
Norvège.	7.4	12.0	14.1
Italie.	8.1	15.8	16.8
Espagne.	14.4	18.3	19.1
Russie.	40.3	21.6	26.5
Finlande, Esthonie, Let- tonie, Lihuanie.....	—	21.6	23.5
Pologne.	—	5.8	6.9
Suisse.	11.1	14.4	13.7
Reste de l'Europe (ex- cepté Turquie).....	14.9	20.8	21.1
Total Europe (excepté Turquie).	308.0	416.0	435.3

LES SOURCES DES IMPORTATIONS BRITANNIQUES (Suite.)

(En £ millions.)

	1913	1928	1929
<i>C. Pays Américains :</i>			
Etats-Unis.	141.7	188.4	196.0
Cuba.	3.7	10.2	7.9
Mexique.	1.9	2.4	2.7
Amérique Centrale.	2.0	3.8	3.8
Indes Occidentales Néer- landaises.	0.0	4.5	3.2
Pérou.	3.2	6.7	6.5
Chili.	5.4	9.1	10.6
Brésil.	10.0	4.7	7.3
Uruguay.	2.7	7.0	5.7
Bolivie.	2.3	7.2	6.0
Argentine.	42.5	76.8	82.4
Autres Pays.	2.6	5.7	4.6
Total Amérique.	218.0	326.5	336.7

D. Autres Pays Etrangers :

Turquie.	5.4	2.7	2.2
Egypte.	21.4	26.3	23.6
(avec le Soudan).			
Irak.	—	1.7	1.7
Perse.	0.4	9.0	9.1
Chine.	4.7	12.0	12.2
Japon.	4.4	8.7	9.1
Indes Orientales Néer- landaises.	3.9	11.2	14.7
Afrique Française.	3.3	5.1	5.6

Comparaison :

Total Pays Etrangers. . .	577.2	832.0	861.9
Total Empire Britanni- que.	191.5	363.6	358.8

TABLEAUX D'ENSEMBLE



Distribution des Exportations Britanniques en 1929

Dominions Britanniques 24.74 0/0	Empire = 44.5 0/0
Inde 10.73 0/0	
Reste de l'Empire 9.02 0/0	
Europe 28.96 0/0	Etranger = 55.5 0/0
Asie 6.58 0/0	
Afrique 3.62 0/0	
Amérique 16.33 0/0	

Distribution des Importations Britanniques en 1929

Dominions Britanniques 17 0/0	Empire = 27 0/0
Inde 4.4 0/0	
Reste de l'Empire 5.4 0/0	
Europe 37.7 0/0	Etranger = 73 0/0
Asie 3.85 0/0	
Afrique 2.9 0/0	
Amérique 28.6 0/0	

CHAPITRE III

L'Analyse du Commerce d'Importation Les Catégories de marchandises importées, leurs origines.

On se propose d'étudier séparément les principaux groupes de marchandises importées, et de comparer pour chacun d'eux l'importance relative des importations de provenance impériale avec celle des importations de provenance étrangère de manière à apprécier dans quelle mesure une union économique plus étroite pourrait être réalisée à l'intérieur de l'Empire Britannique, assurant de ce fait, à la Grande-Bretagne, une indépendance plus grande vis-à-vis de l'étranger. On indiquera sommairement le mouvement de ces diverses importations pendant les années d'après guerre, et on étudiera surtout leur répartition géographique entre les différents fournisseurs de la Grande-Bretagne à une époque déterminée. L'année choisie pour servir de base aux calculs qui vont suivre est une année moyenne, aussi rapprochée que possible de l'époque présente, l'année 1928.

En 1928, les importations se sont réparties de la façon suivante entre les trois groupes généraux de marchandises :

Denrées Alimentaires.....	£ 530.900.000
Matières Premières.....	£ 334.700.000
Produits Manufacturés.....	£ 317.800.000
TOTAL.....	£ 1.183.400.000

Sous la rubrique : Denrées alimentaires, les statistiques britanniques comprennent : les aliments, les boissons, le tabac.

Sous la rubrique : Matières premières, sont groupées les matières premières proprement dites et certains produits bruts ayant subi un début de préparation (raw materials and articles mainly unmanufactured).

Sous la rubrique : Produits manufacturés, sont réunis les produits manufacturés proprement dits et les produits semi-manufacturés (articles wholly or mainly manufactured).

On se propose de passer en revue, dans trois paragraphes, les importations comprises sous ces trois rubriques en étudiant séparément pour chacune des principales catégories de marchandises la proportion dans laquelle elle est produite par les pays de l'Empire Britannique et exportée à destination de la Grande-Bretagne, et dans quelle mesure la production impériale pourrait être augmentée ainsi que l'exportation impériale destinée à la Grande-Bretagne.

§ 1^{er}. Importations de denrées alimentaires.

§ 2. Importations de matières premières.

§ 3. Importations de produits manufacturés.

§ 1^{er}. *Importations de denrées alimentaires* (1).

Elles constituent, à l'heure actuelle, de beaucoup la partie la plus importante des importations britanniques. Exception

(1) Les mouvements qui se sont produits dans la valeur et le volume des divers groupes d'importations depuis 1924 sont indiqués dans une série de tableaux statistiques établis par le Board of Trade et reproduits en annexe des chapitres de la deuxième partie du présent ouvrage. Il a été jugé préférable d'indiquer dans des statistiques d'ensemble l'évolution du commerce extérieur britannique entre le début de l'année 1924 et la fin de l'année 1931 de façon à mieux se rendre compte de l'opposition entre la période antérieure à l'année 1930 et la période de crise commencée au début de l'année 1930.

CLASSIFICATION DES IMPORTATIONS BRITANNIQUES

Années	Denrées Alimentaires		Matières premières		Produits manufacturés	
	£ 000	% total import.	£ 000	% total import.	£ 000	% total import.
1910.	257.7	38	261.2	38	156.8	23
1911.	264.0	39	248.2	36	165.6	24
1912.	280.6	38	275.7	37	185.5	25
1913.	290.2	38	281.8	36	193.6	25
1919. (ancienne classification)	707.3	43	646.0	40	266.6	16
1919. (Nouvelle classification)	719.1	43	606.8	39	296.0	18
1920.	765.8	39	710.4	37	453.4	23
1921.	567.0	52	270.8	25	244.5	23
1922.	471.9	47	298.3	29	229.7	23
1923.	508.9	46	324.9	30	257.0	23
1924.	571.1	45	400.0	31	299.8	23
1925.	570.1	43	424.8	32	319.6	24
1926.	529.8	43	392.2	32	314.7	25
1927.	538.5	44	351.7	29	322.4	26
1928.	530.9	44	334.7	29	317.8	27
1929.	535.5	44	339.6	28	334.4	27
1930.	475.6	46	250.8	24	307.5	30

faite pour certaine denrées assimilables à des produits de luxe (alcool, tabac), ce sont des importations que l'on ne peut songer à réduire au moyen de tarifs douaniers. Elles sont d'abord, pour la plupart, indispensables à la vie du peuple britannique et des tarifs protecteurs ne parviendraient pas probablement à les réduire sensiblement. Ces tarifs, en outre, frappant des marchandises de première nécessité ne manqueraient pas de déterminer une hausse du coût de la vie entraînant à son tour une hausse des salaires préjudiciable à l'industrie. Aussi est-il plus intéressant pour la Grande-Bretagne de tenter de modifier dans la mesure du possible la répartition des sources de ses importations en établissant au besoin, dans les limites qui lui sont permises, des tarifs préférentiels au profit des Dominions et des Colonies de la Couronne. Dans la mesure où ce résultat serait réalisé, la Grande-Bretagne s'affranchirait de sa dépendance à l'égard des pays étrangers et pourrait obtenir de ses dominions par voie de réciprocité des avantages pour ses propres exportations.

Les ressources de l'Empire sont énormes en quantités et variées à l'infini ⁽¹⁾. De leur développement et de leur exploitation dépend l'avenir des différentes contrées de l'Empire et de leur union. Mais le développement des relations commerciales inter-impériales est difficile en raison des distances et des concurrences réciproques. La production impériale des denrées alimentaires pourrait être considérablement étendue. Mais déjà dans le cadre de la production actuelle il semble que la Grande-Bretagne pourrait développer davantage qu'elle ne l'a fait jusqu'ici ses achats à ses dominions et à ses colonies.

(1) Consulter sur les Ressources de l'Empire Britannique, le livre d'Evans Lewin : *The Resources of The Empire*.

1° *Les Céréales.* — Les importations de céréales se sont élevées à £ 97.600.000, soit 8,1 % de la totalité des importations.

Elles comprennent :

Le blé : Les importations de blé, en 1928, ont été supérieures £ 56 millions répartis comme suit :

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 13.8 millions.
Etats-Unis.	£ 13.1 »
TOTAL.....	£ 26.9 millions.

Empire Britannique :

Canada.	£ 22.0 millions.
Australie.	£ 6.1 »
Indes.	£ 0.9 »
TOTAL.....	£ 29.0 millions.

La tendance actuelle des trois grandes sources impériales, les Indes, le Canada, l'Australie est de consommer de plus en plus leur propre production sur place à mesure que les progrès de la civilisation généralisent la consommation du blé. Il n'est pas sûr que, dans un proche avenir, les Etats-Unis et la République Argentine puissent continuer à approvisionner la Grande-Bretagne dans les mêmes proportions, la consommation locale ayant une tendance à se développer dans ces pays d'année en année. Cependant, avec la surproduction actuelle, cette expectative n'est pas prête à se produire. Une augmentation de l'étendue des surfaces cultivées dans les Dominions pourrait assurer pour l'avenir une indépendance plus grande de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Etranger. Pour ne citer qu'un exemple, on évalue à 25 millions d'acres la surface actuellementensemencée au Canada

chaque année, contre 400 millions d'acres de prairies dont une grande partie pourrait être cultivée. L'Australie pourrait augmenter elle aussi sa production dans des proportions considérables et, de même, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et les Indes.

Les chiffres des importations de blé en valeur quantitative se sont élevés en 1928 à :

Blé provenant du Canada.....	41.0 millions de cwts.
Blé provenant d'Australie.....	10.2 »
Blé provenant des Indes Britanniques.....	1.5 »
<i>Total des Pays Britanniques.....</i>	<i>52.7 millions de cwts.</i>
Blé provenant des Etats-Unis.....	23.6 millions de cwts.
Blé provenant de la République Argentine.	24.3 »
Blé provenant d'autres Pays.....	2.7 »
<i>Total des Pays Etrangers.....</i>	<i>50.7 millions de cwts.</i>

Le maïs : Les importations de maïs, en 1928, ont dépassé 33 millions de cwts atteignant presque une valeur de £ 15 millions, réparties comme suit :

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 11.0 millions.
Etats-Unis.	£ 0.7 »
TOTAL.....	£ 11.7 millions.

Empire Britannique :

Afrique du Sud.....	£ 1.8 millions.
Kenya.	£ 0.1 »
TOTAL.....	£ 1.9 millions.

Ces chiffres montrent les avantages que présenterait pour la Grande-Bretagne une extension de la production impé-

riale. Avant les années récentes, la presque totalité des importations de maïs provenait de pays étrangers, principalement de la République Argentine. En 1928, l'Afrique du Sud a expédié en Grande-Bretagne 4.1 millions de cwts, fournis principalement par le Transvaal et l'Etat libre d'Orange. Il semble que la production pourrait être développée dans ces deux Etats et aussi en Rhodésie si le coût des transports par chemins de fer pouvait être réduit. La colonie de Kenya pourrait, elle aussi, produire des quantités annuelles de maïs de plus en plus importantes étant donné que le coût de production y est moins élevé qu'en République Argentine et aux Etats-Unis. Elle a expédié, en 1928, 2 millions de cwts en Grande-Bretagne.

En outre, des importations de blé et de maïs, la Grande-Bretagne importe, chaque année, *des farines de blé et de maïs*, réparties comme suit, en 1928 :

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	£ 1.4 millions.
République Argentine.....	£ 0.4 »
TOTAL.....	£ 1.8 millions.

Empire Britannique :

Canada.	£ 3.5 millions.
Australie.	£ 0.7 »
TOTAL.....	£ 4.2 millions.

L'orge : La Grande-Bretagne produit à peine la moitié de sa consommation. Elle importe la majeure partie de l'autre moitié des Etats-Unis. Il serait donc avantageux pour elle que la production augmentât dans l'Empire Britannique, en particulier au Canada, aux Indes et en Australie, pays où le climat est favorable à la culture de cette céréale. En 1928, les

importations d'orge ont atteint approximativement 13 millions de cwts, dont 1/3 provenaient des Etats-Unis et 1/6 de l'Empire britannique. Elles se sont réparties comme suit :

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	£ 2.5 millions.
Roumanie.	£ 0.3 »
Chili.	£ 0.3 »
Autres Pays.	£ 2.0 »
TOTAL.	£ 5.1 millions.

Empire Britannique :

Canada.	£ 0.8 millions.
-----------------	-----------------

Il serait possible d'accroître les surfaces cultivées aux Indes et en Australie, mais pendant longtemps encore le Canada restera probablement la seule source impériale importante.

L'avoine : Environ 75 % de la consommation britannique sont produits annuellement par les Iles Britanniques. En 1927, la Grande-Bretagne dépendait encore de l'Argentine pour plus du tiers de ses importations, mais, en 1928, il y eut une augmentation importante des importations provenant du Canada avec une diminution correspondante pour la République Argentine. En 1928, la production canadienne a atteint 45 millions de boisseaux. Sur cette quantité, seulement 1.6 millions de boisseaux furent importés en Grande-Bretagne, le total des importations britanniques ayant été de 7.4 millions de boisseaux. Etant donné la proximité du Canada et de la Grande-Bretagne comparée à la distance qui sépare celle-ci de la République Argentine, il est probable que, dans un proche avenir, le Canada supplantera complètement la République Argentine dans les importations d'avoine en Grande-Bretagne. Comme, d'autre part, la cul-

ture de l'avoine fait des progrès en Irlande et même en Grande-Bretagne, il est probable que celle-ci sera bientôt indépendante de l'Etranger pour sa consommation d'avoine.

Pois, fèves, haricots : La production britannique n'est pas suffisante pour alimenter la totalité de la consommation. La Grande-Bretagne a importé, en 1928, pour :

£ 0.7 millions du Japon.
£ 0.5 millions des Pays-Bas.
£ 0,2 millions des Indes.

Riz : La consommation britannique est assez faible. Les importations, en 1928, se sont élevées à 2.5 millions de cwts. Les importations se sont réparties comme suit :

Pays Etrangers :

Espagne.	£ 0.4 millions.
Etats-Unis.	£ 0.4 »

Empire Britannique :

Indes.	£ 0.4 millions.
----------------	-----------------

Le développement de la production du riz dans l'Empire Britannique est particulièrement souhaitable (les intérêts propres à la Grande-Bretagne mis à part) étant donné que ce produit constitue l'aliment principal des habitants de l'Inde et de nombreux peuples asiatiques. Les Indes sont les plus gros producteurs de riz dans le monde : en 1928, plus de 31 millions de tonnes dont moins de 10 % ont été exportés à cause de l'énorme consommation nationale : 1.7 millions de tonnes exporté en 1928.

La Malaisie britannique produit une quantité de riz suffisante pour pourvoir la consommation nationale et donner un surplus annuel exportable de 300.000 tonnes. Des pro-

grès peuvent être réalisés dans la production de cette céréale en Australie, dans les îles Fidji, la colonie de Kenya, l'Ougandi et l'Afrique Orientale britannique et la Guinée britannique.

La Grande-Bretagne produit dans l'ensemble 21 % de sa consommation de céréales. Sur le total des importations, 52 % proviennent de l'Empire Britannique. Comme l'Empire Britannique produit un surplus annuel de 40 millions de quintaux qu'il exporte dans des pays étrangers, il serait possible de diriger une partie de ces excédents vers la Grande-Bretagne en plus des produits impériaux qu'elle apporte déjà, de façon à faire de l'Empire Britannique (y compris la Grande-Bretagne) une unité indépendante de l'Etranger pour ses céréales. C'est là le but qu'il faudrait atteindre mais dont la réalisation paraît bien difficile. En dehors du problème de quantités se pose aussi un problème de qualités. L'Empire parviendra-t-il à produire toutes les qualités qui sont désirées en Grande-Bretagne, et en temps voulu ? Le problème des distances et celui des saisons sont deux obstacles à l'indépendance complète de l'Empire Britannique qui paraissent difficiles à surmonter.

2° *La viande.* — La valeur totale des importations de viande en 1928 a été de £ 125.2 millions, représentant 10,4 % du total des importations britanniques. La viande est de tous les produits alimentaires celui dont l'importation en Grande-Bretagne possède la valeur la plus élevée. Plus des deux tiers de la viande importée proviennent de pays étrangers, le tiers restant étant fourni par la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada et l'Irlande. Il n'est pas douteux qu'il faudra attendre longtemps pour que la production des Dominions devienne suffisante pour permettre à la Grande-Bretagne de diminuer sa dépendance à l'égard des pays étrangers.

La viande de bœuf : La Grande-Bretagne se suffit à elle-même pour sa consommation de bœuf dans la proportion de 57 %. Les 43 % restant sont importés en majeure partie de la République Argentine et de l'Uruguay (10 millions de cwt's sur un total importé de 12 millions de cwt's, en 1928). La répartition est la suivante :

VIANDE FRAÎCHE.

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 22.2 millions.
Uruguay.	£ 1.4 »
Etats-Unis.	£ 0.8 »

TOTAL.....	£ 24.4 millions.
------------	------------------

Empire Britannique :

Néant.

VIANDE FRIGORIFIÉE.

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 2.0 millions.
Uruguay.	£ 0.5 »

TOTAL.....	£ 2.5 millions.
------------	-----------------

Empire Britannique :

Australie.	£ 2.2 millions.
Nouvelle-Zélande.	£ 0.9 »

TOTAL.....	£ 3.1 millions.
------------	-----------------

VIANDE DE CONSERVE.

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 3.6 millions.
Autres Pays.....	£ 1.6 »

TOTAL.....	£ 5.2 millions.
------------	-----------------

Empire Britannique :

Néant.

Mouton et agneau frais et frigorifiés : La Grande-Bretagne suffit elle-même à sa propre consommation dans la proportion de 52 %. Les 48 % restant sont importés frigorifiés. Le total de ces importations a atteint 5.6 millions de cwts, en 1928, sur lesquels 3.3 millions ont été fournis par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La répartition a été la suivante :

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 4.6 millions.
Uruguay.	£ 1.1 »
Chili.	£ 0.5 »
TOTAL.....	£ 6.2 millions.

Empire Britannique :

Nouvelle-Zélande.	£ 10.6 millions.
Australie.	£ 1.8 »
TOTAL.....	£ 12.4 millions.

La production des deux dominions, la Nouvelle-Zélande et l'Australie étant en voie d'augmentation, il est probable que leur part dans les importations britanniques tiendra à s'accroître au détriment de la République Argentine et de l'Uruguay.

A l'heure actuelle il y a en Australie environ 12 millions de têtes de bétail et plus de 110 millions de moutons. Il y en a respectivement 4 millions et 28 millions en Nouvelle-Zélande, et 3 millions et près de 4 millions au Canada. Le marché des Etats-Unis continue à être plus rémunérateur pour les exportateurs canadiens que le marché britannique, mais il se peut que dans quelques années il en soit autrement et alors le Canada deviendrait rapidement le principal fournisseur de viande de la Grande-Bretagne.

Actuellement la plus grosse partie de viande fraîche importée en Grande-Bretagne provient de l'Amérique du Sud, et, au contraire, les importations de provenance impériale

sont à peu près inexistantes. Il sera difficile de détrôner dans l'avenir l'importance prise par la République Argentine au profit d'un pays de l'Empire, parce que, excepté le Canada, les Dominions sont généralement trop éloignées de la Grande-Bretagne pour permettre le transport de viande fraîche à destination de celle-ci. Au contraire, pour le mouton et pour la viande de bœuf frigorifiés, il serait possible d'accroître encore considérablement la part des Dominions dans les importations britanniques au détriment de celle des pays étrangers.

Lard : Le Danemark approvisionne actuellement la Grande-Bretagne pour les deux tiers environ de sa consommation annuelle. La répartition est la suivante :

Pays Etrangers :

Danemark.	£ 25.2 millions.
Pays-Bas.	£ 4.6 »
Etats-Unis.	£ 2.1 »
Suède.	£ 1.8 »
TOTAL.	£ 33.7 millions.

Empire Britannique :

Irlande.	£ 2.7 millions.
Canada.	£ 1.3 »
TOTAL.	£ 4.0 millions.

La proximité favorise le Danemark au détriment des dominions les plus rapprochés : le Canada. L'Irlande est, à vrai dire, encore plus près de la Grande-Bretagne que le Danemark. Mais le Danemark bénéficie d'une organisation très perfectionnée des industries agricoles que plusieurs générations successives se sont employées à améliorer. Il sera difficile à l'Irlande de prendre la place du Danemark, mais

par contre il se pourrait qu'elle augmente de plus en plus son importance au détriment du Canada, comme premier fournisseur impérial de lard.

Viennent ensuite d'autres catégories de viandes, d'une importance un peu secondaire :

La <i>volaille</i> : Importée surtout d'Europe.....	£ 2.8 millions.
Le <i>jambon</i> : Importée surtout des Etats-Unis.	£ 3.7 »
Le <i>porc</i> frais : Importé surtout d'Irlande.... *	£ 1.5 »

Enfin, du bétail vivant est importé chaque année en quantité importante, principalement d'Irlande; en 1928, £ 16 millions.

3° *Les laitages*. — C'est principalement pour les produits de laiterie que la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Etranger est considérable, entraînant chaque année le paiement de sommes très importantes. La valeur des importations de laitages, en 1928, a atteint £ 67.1 millions, soit, à peu près, supérieure de £ 10 millions à la valeur des importations de blé. Ce chiffre est exorbitant. Les importations de laitages se répartissent comme suit :

Beurre : valeur, £ 52 millions.

Pays Etrangers :

Danemark.	£ 18.6 millions.
Russie.	£ 2.6 »
Finlande.	£ 1.7 »
Suède.	£ 1.5 »
Hollande.	£ 1.0 »
République Argentine.....	£ 2.9 »
France.	£ 0.5 »

TOTAL..... £ 28.8 millions.

Empire Britannique :

Nouvelle-Zélande.	£ 10.2 millions.
Australie.	£ 6.8 »
Irlande.	£ 4.5 »
TOTAL.	£ 21.5 millions.

Fromage : valeur, £ 14,9 millions.

Pays Etrangers :

Pays-Bas.	£ 0.9 millions.
Italie.	£ 0.6 »
TOTAL.	£ 1.5 millions.

Empire Britannique :

Nouvelle-Zélande.	£ 7.5 millions.
Canada.	£ 4.9 »
Australie.	£ 0.3 »
TOTAL.	£ 12.7 millions.

On voit que plus de la moitié du beurre importé provient de pays étrangers, et principalement du Danemark. On doit évidemment tenir compte du facteur de la distance quand on suggère que davantage de beurre pourrait être importé de sources impériales. Mais s'il a été économiquement possible, en 1928, d'importer 2,5 millions de cwts de l'Empire sur un total d'importations de 6 millions de cwts, il n'est pas impossible que dans un avenir plus ou moins rapproché la majeure partie du beurre importé ait une origine impériale.

A l'heure actuelle le beurre de provenance impériale est fourni principalement par trois dominions : la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Irlande. En Nouvelle-Zélande l'industrie laitière a fait de tels progrès que la production a augmenté de 200 % en dix ans. En 1909 les exportations de

beurre de la Nouvelle-Zélande avaient une valeur de £ 1.6 million contre £ 10.2 millions en 1928. Mais il semble que l'industrie laitière de ce pays ait atteint probablement son maximum et il n'est pas probable que les exportations de beurre dépassent dans l'avenir le chiffre de 1928, de 1.4 million de cwts.

Egalement en Australie l'industrie laitière s'est beaucoup développée, mais les exportations de beurre de ce pays sont encore restreintes en comparaison de celles de la Nouvelle-Zélande. Il est probable que les exportations australiennes augmenteront sensiblement dans l'avenir, mais les incertitudes climatiques feront que la production continuera à varier dans de fortes proportions d'une année à l'autre. En 1928, bien que les exportations australiennes à destination de la Grande-Bretagne aient été deux fois plus élevées qu'en 1927, elles n'ont atteint que 873.000 cwts sur un total d'importations britanniques de 6.1 millions de cwts.

Au Canada l'industrie laitière a fait des progrès considérables pendant le dernier quart de siècle, mais la consommation canadienne est si élevée que moins de 20.000 cwts ont été exportés en Grande-Bretagne, en 1928. Le Canada ne peut donc avant longtemps devenir un fournisseur important pour la Grande-Bretagne. En Afrique du Sud, l'industrie laitière est encore à ses débuts, mais elle pourra, semble-t-il, s'y développer. Actuellement les exportations de l'Afrique du Sud ont une valeur annuelle inférieure à £ 20.000.

C'est, en définitive, de l'Irlande que la Grande-Bretagne peut escompter des importations lui permettant de s'affranchir vis-à-vis des pays étrangers, non seulement grâce à la qualité remarquable des produits irlandais, mais aussi au point de vue des quantités produites. Si les fermiers irlandais étaient résolus à développer et à organiser scientifiquement leur production, il serait possible à l'Irlande, dans un proche avenir, de détrôner le Danemark, d'où provient

actuellement le tiers des importations de beurre britanniques.

Pour le fromage il y a place pour de nouveaux progrès des importations d'origine impériale. Sur un total importé en 1928 de 3 millions de cwts, pas moins de 2.5 millions de cwts ont été fournis par les dominions : Nouvelle-Zélande, Australie, Canada. Entre 1913 et 1927 la production de fromage de la Nouvelle-Zélande a augmenté de deux fois et demie. A peu près la totalité des exportations de fromage de la Nouvelle-Zélande sont dirigées sur la Grande-Bretagne. Il est probable que la production du fromage augmentera encore en Nouvelle-Zélande ainsi que dans les deux autres dominions de telle façon que, dans quelques années, la Grande-Bretagne sera complètement affranchie de sa dépendance vis-à-vis de l'Etranger, pour le fromage. Elle ne sera plus tributaire des pays étrangers que pour certaines qualités de fromage spéciales et recherchées.

4° *Œufs*. — Sur un total de 26 millions de centaines d'œufs importés en 1928 d'une valeur de £ 17.7 millions, moins du quart provenait de l'Empire Britannique. La répartition a été la suivante :

Pays Etrangers :

Danemark.	£ 4.3 millions.
Pays-Bas.	£ 2.1 »
Belgique.	£ 2.1 »
France.	£ 1.0 »
Pologne.	£ 1.2 »
Egypte.	£ 0.3 »
Chine.	£ 0.5 »

TOTAL. £ 11.5 millions.

Empire Britannique :

Irlande.	£ 3.2 millions.
Australie.	£ 0.2 »
TOTAL.	£ 3.4 millions.

La mesure dans laquelle la Grande-Bretagne pourra étendre ses importations d'origine impériale au détriment de celles provenant des pays étrangers dépendra de plusieurs facteurs. Il faudra développer la production dans l'Empire Britannique, ce qui pourra être réalisé assez rapidement, l'Irlande, le Canada, l'Australie et l'Afrique du Sud offrant des possibilités à peu près illimitées pour l'augmentation de la volaille. Il faudra, en outre, de plus grandes facilités de magasinage, des progrès scientifiques pour la conservation des œufs et un marché mieux organisé. Ici encore il sera difficile de diminuer l'importance prise par le Danemark à cause de la magnifique organisation de l'industrie agricole dans ce pays.

5° *Légumes.* — La Grande-Bretagne produit la majeure partie des légumes qu'elle consomme. Elle a importé cependant, en 1928, pour £ 13.3 millions de légumes, parmi lesquels principalement des pommes de terre, des oignons et des tomates. Les pommes de terre proviennent surtout des pays étrangers, principalement de la France (£ 4 millions en 1928). Les oignons et les tomates proviennent aussi en majeure partie des pays étrangers : les oignons principalement d'Espagne (£ 2.4 millions, en 1928) et les tomates surtout des Iles Canaries (£ 2.6 millions, en 1928).

6° *Le poisson.* — L'industrie de la pêche est une des premières industries de l'Empire Britannique. On a estimé que l'ensemble de la pêche impériale ne doit pas être inférieur à £ 50 millions dont plus de la moitié revient aux

navires du Royaume-Uni. La valeur annuelle de la pêche sur les côtes britanniques a été estimée à £ 20 millions. La Grande-Bretagne est entourée des meilleurs bancs de poissons du monde. Cela n'empêche qu'elle importe chaque année de grosses quantités de poissons, provenant principalement de l'Etranger :

En 1928 :

Importations provenant des pays étrangers....	£ 11.4 millions.
Importations provenant de l'Empire Britannique.	£ 2.1 »

La Grande-Bretagne est, en effet, dans la dépendance de l'Etranger pour certaines qualités de poissons. Les importations de poissons, d'une valeur totale de £ 13.5 millions en 1928 se sont réparties comme suit :

Poissons frais.	£ 4.9 millions.
Poissons salés.	£ 1.1 »
Conserves de poissons.	£ 7.5 »

Mais il faut tenir compte, à côté de ces importations massives, des exportations considérables de poissons chaque année. Approximativement le tiers de la pêche britannique est exporté, principalement les harengs. Aussi dans l'ensemble on ne peut pas dire que les importations de poissons influent défavorablement sur la balance commerciale puisqu'elles sont équilibrées et au delà par les exportations.

7° *Les fruits.* — Une partie très importante des importations britanniques est représentée par les fruits. Il a été importé, en 1928, pour une valeur approximative de £ 50 millions de fruits, dont plus des trois quarts provenaient des pays étrangers et moins d'un quart de l'Empire Britannique. Il semble que les économistes britanniques soient d'un avis unanime sur les possibilités d'extension des

importations d'origine impériale. Exception faite des raisins et des oranges il n'y a pas de raison pour que les importations de sources impériales ne puissent se développer progressivement au détriment des importations de provenance étrangère. Le Comité Economique Impérial, dans son rapport sur les fruits, en 1926, avait préconisé entre autres mesures propres à développer en Grande-Bretagne la consommation des fruits de provenance impériale, l'établissement de tarifs préférentiels. Les récents tarifs douaniers anglais ont largement mis en pratique ces suggestions. Les fruits se prêtent admirablement à l'application d'un système de préférence impériale. Ils ne constituent pas des denrées de première nécessité, et comme leur importation atteint chaque année une valeur très élevée, la Grande-Bretagne a un intérêt évident à s'affranchir dans la plus large mesure possible de sa dépendance à l'égard des pays étrangers. Les importations de fruits comprennent : des fruits frais, des fruits secs et des fruits de conserve.

Les fruits frais : Le premier rang d'importance, parmi les fruits frais, revient aux *pommes*, dont les importations se répartissent de la manière suivante :

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	£ 3.5 millions.
TOTAL.	£ 3.5 millions.

Empire Britannique :

Australie.	£ 2.2 millions.
Canada.	£ 1.3 »
Nouvelle-Zélande.	£ 0.5 »
TOTAL.	£ 4.0 millions.

Les importations de pommes provenant des Etats-Unis représentent à elles seules plus des deux tiers du total des

importations de provenance impériale. Cependant le Canada pourrait parvenir, semble-t-il, assez rapidement à alimenter la totalité de la consommation britannique entre le mois de septembre et le mois d'avril de chaque année. Jusqu'à présent le marché américain a absorbé la plus grande partie de la production canadienne parce qu'en raison de sa proximité il permet aux producteurs de se contenter d'une plus faible marge de bénéfices. Indépendamment même des tarifs préférentiels, les producteurs canadiens pourraient accroître les bénéfices qu'ils réalisent sur leurs ventes à la Grande-Bretagne par une meilleure organisation de leurs ventes sur le marché britannique. D'ailleurs d'importantes économies ont été réalisées par les exportateurs canadiens sur les frais de déchargement et grâce à leur entente en vue de restreindre les bénéfices excessifs perçus par les intermédiaires.

En Australie, le climat et le sol sont si favorables à la culture des fruits, que presque toutes les espèces de fruits y sont produites et en quantités croissantes. Les pommes de Tasmanie ont été exportées en 1928 pour une valeur de £ 1.6 million, dont la majeure partie à destination de la Grande-Bretagne. L'Australie et la Nouvelle-Zélande se trouvent placées dans des conditions très favorables à l'égard du marché britannique, parce que leurs fruits l'approvisionnent à une époque de l'année (entre mars et septembre) où il n'existe à peu près aucune concurrence de la part des Etats-Unis ni du Canada.

L'Afrique du Sud développe elle aussi rapidement ses exportations de pommes, mais les chiffres atteints jusqu'à présent sont encore peu importants.

Ces rapides considérations permettent d'affirmer qu'il serait possible à la Grande-Bretagne, d'ici quelques années, de s'affranchir, sinon en totalité, du moins en grande partie de sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis pour ses importations de pommes.

Une grande quantité d'autres fruits frais : bananes, raisins, melons, oranges, poires, pamplemousses importée chaque année en Grande-Bretagne dont la majeure partie provient des pays étrangers, comme le montrent les chiffres suivants, pour 1928 :

BANANES.

Pays Etrangers :

Iles Canaries.....	£ 1.1 millions.
Costa-Rica.	£ 1.0 »
Colombie.	£ 1.5 »
Brésil.	£ 0.4 »
Honduras.	£ 0.6 »

TOTAL.....	£ 4.6 millions.
------------	-----------------

Empire Britannique :

Indes Occidentales.....	£ 0.8 millions.
-------------------------	-----------------

RAISINS.

Pays Etrangers :

Espagne.	£ 1.0 millions.
Autres Pays.....	£ 0.7 »

MELONS.

Pays Etranger :

Italie.	£ 0.9 millions.
-----------------	-----------------

ORANGES.

Pays Etranger :

Espagne.	£ 5.1 millions.
------------------	-----------------

Empire Britannique :

Principalement Palestine et Afrique du Sud.....	£ 2.2 millions.
--	-----------------

POIRES.

<i>Pays Etrangers.....</i>	£ 0.8 millions.
<i>Empire Britannique.....</i>	£ 1.4 »

La proximité de l'Espagne et de l'Italie rend difficiles les importations provenant de dominions et de colonies éloignées. Cependant de sérieux progrès ont été faits dans la production fruitière de l'Empire Britannique, particulièrement en Afrique du Sud et en Rhodésie. Les oranges, poires, pêches, prunes, raisins et ananas progressent rapidement. En Malaisie, la culture de l'ananas est florissante : presque £ 1 million exporté annuellement. De même la production des bananes, oranges et pamplemousses se développe dans les îles des Indes Occidentales, au Honduras, dans les îles Fidji et les exportations de ces pays augmentent rapidement.

Les plus gros progrès ont été réalisés jusqu'ici dans les importations d'oranges provenant de la Palestine et de l'Afrique du Sud. La Palestine a doublé en quatre ans le chiffre de ses exportations à destination de la Grande-Bretagne.

Les fruits secs : Ce sont les groseilles, les raisins secs, les sultanes, etc... Les importations annuelles sont rarement inférieures à 2.5 millions de cwts.

A peu près 80 % des importations de groseilles proviennent de Grèce et plus de 60 % des importations de raisins secs et de sultanes sont fournis par la Turquie, la Grèce, l'Espagne et les Etats-Unis.

Le prix de la main-d'œuvre australienne et la qualité inférieure des groseilles qui y sont récoltées empêche l'Australie de concurrencer la Grèce comme fournisseur de la Grande-Bretagne. Par contre, la production des sultanes s'est beaucoup développée en Australie ainsi que dans plusieurs autres dominions. De même les terrains occidentaux de la colonie du Cap semblent se prêter fort bien à la culture des raisins secs et des sultanes. Ainsi la Grande-Bretagne pourra peut-être dans l'avenir réussir à s'approvisionner en majeure partie dans l'Empire Britannique en vue de sa consommation de fruits secs.

Les noix enfin, que l'on peut classer à la fin de ce groupe, proviennent dans la presque totalité de pays étrangers, et leur importation a été, en 1928, de £ 1.7 million.

Conserves de fruits : Ce sont les nombreuses compotes et autres produits similaires dont les importations de provenance impériale ont beaucoup augmenté et tendent à prendre de plus en plus d'importance au détriment des pays étrangers.

Ces importations ont atteint, en 1928, 3 millions de cwts d'une valeur approximative de £ 6 millions. Malgré les progrès réalisés dans l'Empire britannique, 90 % de ce total proviennent encore des Etats-Unis, à l'exception des ananas pour lesquels 85 % provenaient de contrées impériales en 1928.

Pour les compotes de poires, de pêches et d'abricots de petites quantités sont importées chaque année du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Australie. Ces trois dominions se prêtent bien à la culture des fruits et pourraient accroître largement leur production et leurs exportations à destination de la Grande-Bretagne. Mais pour l'instant, les Etats-Unis jouissent d'une suprématie incontestable que leur confère l'importance de leur production et la magnifique organisation de leur industrie.

8° *Le sucre.* — La Grande-Bretagne se trouve pour le sucre dans une large dépendance de l'Etranger, la production impériale étant encore relativement peu développée. Les importations de sucre raffiné et de sucre candi ont atteint, en 1928, une valeur de £ 3.6 millions, sur lesquels les importations de provenance impériale n'ont compté que pour £ 113.000. Quant au sucre non raffiné, sur un total importé d'une valeur de £ 23.3 millions, moins de £ 10 millions ont été fournis par l'Empire. Les importations de sucre, en 1928, se sont réparties comme suit :

Pays Etrangers :

SUCRE NON RAFFINÉ.

Cuba.	£ 8.7 millions.
Saint-Domingue.	£ 2.6 »
Pérou.	£ 1.2 »
TOTAL.	£ 12.5 millions.

SUCRE RAFFINÉ.

Tchéco-Slovaquie.	£ 1.6 millions.
Pays-Bas.	£ 1.4 »
TOTAL.	£ 3.0 millions.

Empire Britannique :

Ile Maurice.	£ 3.1 millions.
Australie.	£ 2.3 »
Indes Occidentales et Guinée Britan- nique.	£ 2.3 »
Afrique du Sud.	£ 1.0 »
TOTAL.	£ 8.7 millions.

Le principal fournisseur de sucre parmi les pays de l'Empire Britannique est l'île Maurice, où la production peut d'ailleurs être encore considérablement développée. En outre, les Indes Occidentales britanniques, la Guinée britannique, le Canada, l'Australie, le Natal, l'Afrique Orientale britannique, la Malaisie britannique et la Grande-Bretagne elle-même sont susceptibles d'augmenter dans une très large mesure leur production sucrière.

Les Indes sont les plus gros producteurs de sucre de l'Empire Britannique. Approximativement 3 millions d'acres sont cultivés en canne à sucre produisant annuellement plus de 3 millions de tonnes. Mais l'exportation de sucre demeure très restreinte à cause de l'énorme consommation nationale.

Le Canada augmente chaque année ses cultures de betterave sucrière, particulièrement dans l'Ontario et dans l'Alberta. Il a fourni, en 1928, les cinq sixièmes de la production totale des Dominions pour le sucre de betterave raffiné. Il est probable que la culture de la betterave s'étendra encore au Canada pendant un certain nombre d'années.

L'Australie développe de son côté la culture de la canne à sucre. Elle a expédié, en 1928, 3 millions de cwts de sucre de canne non raffiné à destination de la Grande-Bretagne, résultat d'autant plus remarquable qu'il n'y a pas très longtemps, l'Australie ne se suffisait même pas à elle-même et devait importer chaque année plusieurs milliers de tonnes de sucre. La production australienne, en 1928, a été estimée à 12 millions de quintaux, marquant une hausse de 800.000 quintaux sur l'année précédente.

Dans certaines parties de l'Afrique du Sud des progrès ont été réalisés dans la culture de la canne à sucre qui ont permis à ce pays, en 1928, d'exporter le cinquième de sa production de 310.000 tonnes. Au Natal et au Zululand, la surface cultivée atteint 280.000 acres et s'accroît chaque année. Un excellent sucre de canne est produit en Guinée britannique et cette colonie a exporté, en 1928, 114.000 tonnes de sucre.

Les Indes Occidentales britanniques ont exporté à destination de la Grande-Bretagne 2.7 millions de cwts de sucre non raffiné, en 1928, réalisant un progrès de 1 million de tonnes sur l'année 1927. Avant la guerre, la production du sucre de canne avait considérablement diminué à cause de la concurrence du sucre de betterave produit par les pays continentaux. Quelque temps après la cessation des hostilités un tarif préférentiel a été établi par la Grande-Bretagne en vue d'encourager la production de la canne à sucre, et celle-ci a fait alors des progrès surprenants.

Les heureuses répercussions que peut avoir l'établissement d'un tarif préférentiel ont été illustrées dans le passé par l'exemple des Etats-Unis et de Cuba. Afin de favoriser

la production du sucre à Cuba, les Etats-Unis ont accordé aux produits sucriers provenant de ce pays une préférence de 20 %. Ils ont également accordé un traitement de faveur aux importations provenant des îles Hawaiï, de Porto-Rico et des îles Philippines. Au bout de quinze ans la production du sucre à Cuba s'était accrue dans la proportion de 100 %, et les Etats-Unis contrôlaient le tiers de la production du monde entier. Pendant ces mêmes quinze années, la production des Indes Occidentales britanniques ne s'est accrue que de 25 % seulement. Les leçons du passé ont été mises à profit par la Grande-Bretagne puisqu'aujourd'hui les importations de sucre impérial bénéficient de gros avantages en comparaison des importations de provenance étrangère.

La contribution de l'Empire Britannique aux importations totales de sucre en Grande-Bretagne a été successivement de 24 % en 1880, de 8,5 % seulement, en 1914, de 32 % en 1926 et de plus de 40 % en 1928. La production de sucre de betterave a progressé rapidement dans l'Empire Britannique depuis 1924 : s'élevant de 1.2 millions de cwts pour la production annuelle moyenne des années 1925, 1926, 1927 à 3.9 millions de cwts en 1929.

Depuis 1920, première année de l'application du tarif préférentiel, les importations de sucre provenant de l'Empire se sont accrues de 297.000 tonnes en 1920 à 584.000 tonnes en 1926. Le sucre fournit évidemment le plus bel exemple que les partisans du protectionnisme peuvent invoquer afin de démontrer les avantages que la Grande-Bretagne est en droit d'espérer de l'application généralisée de tarifs préférentiels.

9° *Le thé.* — Il y a cinquante ans, le Royaume-Uni importait la majeure partie de son thé de Chine, mais la culture du thé a si bien réussi à Ceylan et aux Indes que le thé de Chine occupe aujourd'hui une place minime dans les importations britanniques. Les importations de thé, en

1928, ont eu une valeur de £ 36 millions, réparties comme suit :

Pays Etrangers :

Java.	£ 3.9 millions.
Chine.	£ 0.5 »
Autres Pays.	£ 0.1 »
TOTAL.	£ 4.5 millions.

L'Empire Britannique :

Indes.	£ 20.1 millions.
Ceylan.	£ 10.8 »
TOTAL.	£ 30.9 millions.

En 1927 les plantations de thé aux Indes ont atteint 723.000 acres et à Ceylan, 440.000 acres. Les exportations des Indes ont été de 386 millions de lbs. Les exportations de Ceylan ont atteint 236 millions de lbs dont les deux tiers ont été dirigés sur la Grande-Bretagne.

Le thé est ensuite produit en Afrique du Sud et au Nyasaland, mais en quantités encore très restreintes.

Le Royaume-Uni continue à recevoir chaque année des quantités de thé importantes provenant de Java, des Indes Néerlandaises et de Chine : 71 millions de lbs en 1928. Mais néanmoins 80 % des importations britanniques proviennent actuellement de l'Empire. Aujourd'hui 12 % des exportations de l'Inde et de Ceylan sont destinées à des pays étrangers. Il est donc possible que dans quelques années la part de l'Empire dans les importations britanniques réalise encore de nouveaux progrès.

10° *Le café.* — Les progrès de la culture du café dans l'Empire britannique n'ont pas été moins remarquables que ceux du thé, mais les quantités consommées étant infé-

rieures à celles du thé, les chiffres ne sont pas aussi élevés.

En 1920 les importations de café en Grande-Bretagne provenaient pour un tiers des pays de l'Empire et pour deux tiers des pays étrangers. En 1928, l'Empire a fourni presque la moitié des importations de café.

L'Amérique Centrale est la principale source des importations britanniques de café, ayant fourni en 1928, 317.000 de cwts sur un total de 411.000 de cwts importé de pays étrangers. Les importations provenant de l'Afrique Orientale britannique ont été de 262.000 de cwts.

L'Empire britannique pourrait encore développer énormément sa production de café : les riches terres de l'Afrique Orientale britannique produisent un café de première qualité, susceptible de supplanter dans un proche avenir le café de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud dans les importations britanniques. De même la colonie de Kenya, le Tanganyika et l'Ougandi développent chaque année leur production.

Aux Indes, les surfaces plantées de caféiers sont très étendues, mais la consommation nationale absorbe une grande partie de la production, et en outre, la majeure partie des exportations est expédiée vers des pays étrangers. Ainsi en 1928, 25 % seulement des exportations, ont été dirigés sur la Grande-Bretagne. De même la Jamaïque commence à produire du café en grande quantité mais une faible partie seulement des exportations est destinée à la Grande-Bretagne.

Les îles des Indes Occidentales britanniques donnent encore une faible production en voie de progrès. La Guinée britannique offre de grosses possibilités pour l'avenir.

Dans l'ensemble, la part de l'Empire dans les importations britanniques s'est accrue dans de larges proportions depuis la guerre, et il est probable qu'elle sera plus importante encore dans l'avenir ce qui permettra à la Grande-

Bretagne de s'affranchir dans une large mesure de sa dépendance actuelle vis-à-vis des pays sud-américains.

11° *Le cacao*. — L'introduction du chocolat dans l'alimentation des peuples européens a une origine relativement récente. Après qu'il eut été introduit en Grande-Bretagne, le cacao fut importé par elle principalement du Brésil, de l'Equateur et du Vénézuéla. Il y a quinze ans, les deux tiers des importations britanniques provenaient encore de ces trois pays. En 1928, sur un total importé de 1.2 millions de cwts, plus de 1.1 million de cwts ont été fournis par l'Empire Britannique. Ces chiffres montrent à la fois l'importance du changement intervenu et l'ampleur qu'a prise dans l'Empire la culture du cacao.

C'est sur la Côte d'Or que les progrès réalisés ont été les plus remarquables. L'industrie du cacao et son essor rapide sont un excellent témoignage de l'activité et de la faculté d'adaptation des populations de l'Afrique occidentale. Les exportations de l'Afrique Occidentale britannique, évaluées à £ 100 il y a quarante ans ont atteint les chiffres de £ 11 millions en 1928, et 229.000 tonnes. En Nigérie, l'industrie du cacao est florissante et ce pays exporte 50.000 tonnes chaque année. La Sierra Leone offre de grosses possibilités pour l'avenir et Ceylan exporta, en 1928, 70.000 cwts de cacao. Le même chiffre a été exporté par les Indes Occidentales britanniques, principalement par Grenade, la Trinité et l'île de Sainte-Lucie.

Dès à présent la Grande-Bretagne est presque indépendante de l'Etranger pour ses importations de cacao et il lui est permis d'espérer qu'elle le sera bientôt tout à fait.

12° *Le tabac*. — Le tabac offre en Grande-Bretagne un trait particulier. Pour des raisons purement fiscales la culture du tabac est interdite en Grande-Bretagne et tout le tabac doit être importé. Des droits de douane élevés ont depuis longtemps frappé ces importations, à leur entrée sur

le territoire britannique, moyennant quoi, la fabrication et la vente sont absolument libres. Ces droits d'entrée eurent à l'origine un caractère purement fiscal. Après la guerre ils devinrent progressivement des droits préférentiels en même temps qu'ils demeuraient des impôts de consommation onéreux. En 1928 la Grande-Bretagne a importé du tabac pour une valeur de £ 17.5 millions répartis de la façon suivante entre les pays d'origine :

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	£ 13.0 millions.
Cuba.	£ 1.2 »
TOTAL.	£ 14.2 millions.

Pays Britanniques :

Inde.	£ 0.4 millions.
Nyassaland.	£ 0.8 »
Rhodésie.	£ 0.7 »
Autres Pays.	£ 0.7 »
TOTAL.	£ 2.6 millions.

En 1919, une préférence fut accordée à toutes les importations d'origine impériale sous la forme d'une remise de un sixième du droit de douane. En 1925 la préférence fut élevée à un quart. Entre 1923 et 1927 les importations d'origine impériale sont passées de 12.8 millions lbs à 40.9 millions lbs.

La production du tabac s'est beaucoup développée en Rhodésie et au Nyassaland. En Rhodésie elle est passée de 366.000 de lbs à 11 millions de lbs entre 1923 et 1927; au Nyassaland, de 5.8 millions de lbs à 13.7 millions de lbs entre les mêmes dates. Ces chiffres indiquent bien les progrès réalisés et permettent d'espérer pour l'avenir une moins grande dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard de

l'Amérique du Nord. Actuellement une campagne très grande est faite en Grande-Bretagne en faveur du tabac impérial. Elle devra vaincre certaines habitudes et certains préjugés des consommateurs. En outre, une des causes de la défaveur marquée à l'égard des tabacs de l'Empire est pour certains d'entre eux leur qualité inférieure.

13° *Les épices.* — L'industrie des épices dans l'Empire Britannique est à peu près inexistante. Cependant les épices ont une certaine importance dans la vie économique de l'Inde, de Ceylan, des Etats des Détroits, de l'Afrique Occidentale et des Indes Occidentales britanniques.

Les importations annuelles de la Grande-Bretagne s'élèvent à plusieurs millions de livres sterling, dont une partie est réexportée, sous la forme principalement de poivre et de clous de girofle.

Le poivre est produit aux Indes, à Ceylan, dans les Etats des Détroits, dans la colonie de Kenya, et dans les Indes Occidentales britanniques. Les importations britanniques proviennent pour leur majeure partie des Etats des Détroits. Les importations, en 1928, ont été inférieures de moitié à celles de 1927. Elles ont néanmoins atteint 110.000 cwts, évalués à £ 970.000.

Les clous de girofle sont produits à Ceylan, dans la Malaisie britannique et dans le protectorat de Zanzibar. Dans ce dernier, la production a été de 158.000 cwts, en 1928.

Le gingembre est produit principalement aux Indes, en Afrique Occidentale britannique et dans les Indes Occidentales britanniques. Les importations de gingembre en Grande-Bretagne varient d'une année à l'autre mais s'élèvent en moyenne à 40.000 cwts. La production pourrait être sensiblement étendue si c'était nécessaire dans l'Inde, dans la Sierra Leone et à la Jamaïque. La Jamaïque produit

du gingembre de première qualité et elle a pu en exporter, en 1928, pour 2.4 millions de lbs.

La cannelle est un épice populaire dans le monde entier. La meilleure cannelle est produite à Ceylan. Une qualité inférieure est produite en Chine. En 1928, les exportations de Ceylan ont dépassé 5 millions de lbs. Le Royaume-Uni en importe chaque année plus de 5.000 cwts.

La muscade est produite en Malaisie britannique et dans les Indes Occidentales britanniques, principalement à Grenade. En 1928, la Malaisie a exporté 1.700 tonnes et les Indes Occidentales britanniques 2 millions de lbs.

D'autres variétés d'épices telles que les piments (poivre de la Jamaïque) et la vanille sont produites dans différentes contrées de l'Empire et exportées par elles.

L'Empire Britannique produit donc une très grande variété d'épices et dans des quantités suffisantes pour alimenter la presque totalité des importations britanniques et des réexportations. Les épices étant généralement des produits d'un prix élevé, il est d'autant plus intéressant pour la Grande-Bretagne d'être à leur égard dans une indépendance à peu près complète vis-à-vis des pays étrangers.

En terminant la liste des importations de produits alimentaires, il faut mentionner le vin, la bière et les spiritueux qui tous trois sont encore en presque totalité importés de l'Etranger. *Les vins*, importés en 1928 pour une valeur de £ 5.7 millions proviennent surtout de France et d'Espagne. Une propagande est faite actuellement en faveur des vins produits par certaines parties de l'Empire Britannique, en particulier par l'Afrique du Sud, mais les résultats obtenus sont encore dérisoires. La Grande-Bretagne produit une grande partie de *la bière* qu'elle consomme. Néanmoins elle a importé en 1928 de la bière pour une valeur de £ 4.8 millions, provenant de Belgique et surtout d'Alle-

magne. Enfin, les importations de *spiritueux* se sont élevées en 1928 à £ 2.0 millions.

Une étude détaillée des diverses importations alimentaires et de leurs origines s'imposait, puisque les denrées alimentaires occupent, par leur valeur et leurs quantités, une place primordiale dans les importations britanniques.

L'Empire Britannique réussit à produire aujourd'hui presque toutes les denrées alimentaires nécessaires à la consommation britannique et dans des quantités telles que les importations britanniques pourraient dans bien cas être alimentées dans leur totalité par des produits de provenance impériale. En dépit de ces résultats magnifiques la Grande-Bretagne demeure encore largement tributaire des pays étrangers, et il est à craindre qu'elle le soit encore pour longtemps.

Deux raisons principales s'opposent à la réalisation d'une unité complète de l'Empire Britannique au point de vue économique. C'est d'abord le fait que les Dominions ont acquis progressivement une indépendance politique et économique très grande. Ils sont devenus des Etats dans l'Etat et ils ont chacun aujourd'hui un commerce extérieur distinct de celui de l'Empire et des intérêts politiques et économiques qui leur sont propres. Il n'est donc pas étonnant qu'ils possèdent à côté de la Grande-Bretagne de nombreux clients parmi les pays étrangers qu'ils désirent satisfaire afin de les conserver. C'est ce qui explique que malgré les efforts de la Grande-Bretagne et des organismes économiques impériaux une partie importante de la production impériale continue à être dirigée sur l'Etranger au lieu d'approvisionner d'abord la Grande-Bretagne pour la totalité de ses besoins.

C'est ensuite le problème des distances qui demeure l'obstacle prépondérant à la réalisation complète de l'unité impériale. Certaines marchandises ne peuvent être transportées au delà d'une distance déterminée sans courir le

risque de s'avarier et surtout les frais de transport grèvent souvent trop lourdement les prix de vente.

Ce sont ces deux raisons qui empêcheront la Grande-Bretagne, en dépit même de nouvelles augmentations des productions impériales et de l'application de tarifs préférentiels, de s'affranchir complètement de sa dépendance à l'égard de l'Etranger, et principalement à l'égard des pays européens les plus proches.

§ 2. *Importations de matières premières.*

Les importations de matières premières occupent le deuxième rang d'importance dans les importations britanniques après les denrées alimentaires. Il n'est pas souhaitable de les voir se réduire parce que leur diminution est le signe le plus sûr d'un déclin de l'activité industrielle du pays. Après s'être élevées très rapidement entre 1924 et 1927, elles diminuèrent sensiblement en 1928, augmentèrent de nouveau en 1929. Puis ce fut la crise économique et leur diminution dans de très larges proportions. L'indice du volume des importations de matières premières a varié de la manière suivante entre 1924 et 1929 :

1924.....	100.0
1925.....	106.8
1926.....	120.4
1927.....	114.0
1928.....	101.3
1929.....	112.9

La comparaison des années 1928 et 1924 montre qu'entre ces deux dates l'augmentation a été minime. Il est vrai que ces chiffres ne donnent qu'une idée inexacte du mouvement

de l'ensemble des marchandises importées en Grande-Bretagne pour des utilisations industrielles, parce qu'ils ne comprennent pas les importations de produits semi-manufacturés. Celles-ci sont, en effet, classées dans les statistiques britanniques, au nombre des importations de produits manufacturés. Ces produits semi-manufacturés sont dans une large proportion exportés à nouveau après avoir subi un complément de fabrication dans les usines britanniques. Ainsi en est-il des importations de métaux demi-ouvrés, servant à la fabrication d'un nombre presque infini de machines, d'outils et d'instruments de toutes sortes. Le volume des importations de métaux bruts autres que le fer et l'acier s'est élevé de 23,4 % entre 1924 et 1929, pendant que celui des exportations d'articles manufacturés à partir de ces métaux s'est élevé entre ces deux dates de 24,6 %.

Il est nécessaire, comme pour les importations de denrées alimentaires, d'étudier le mouvement dans le temps des différentes catégories de matières importées, et de voir pour chacune d'elles dans quelle proportion les pays de l'Empire Britannique et les pays étrangers sont respectivement fournisseurs de la Grande-Bretagne. L'année 1928 sera prise pour base de ces calculs.

La distribution géographique des origines des importations de matières premières n'offre pas seulement un intérêt en quelque sorte financier, au point de vue des sommes que la Grande-Bretagne est amenée à payer chaque année à l'Etranger et à son Empire, mais aussi un intérêt purement économique concernant la sécurité même du pays. La Grande-Bretagne est largement tributaire de l'extérieur pour ses matières premières, et comme elle vit en grande partie de son commerce d'exportation et de son industrie, il ne faudrait pas qu'à un moment donné, à la suite d'un nouveau conflit international ou de toute autre cause, elle vint à manquer de matières premières. En outre un nombre croissant de pays bénéficie actuellement des progrès indus-

triels et de plus en plus les matières premières ont une tendance dans le monde à être élaborées sur place.

Pour toutes ces raisons il est important pour la Grande-Bretagne d'augmenter dans la mesure du possible ses achats à ses Dominions et à ses Colonies. Le développement de la production impériale n'est pas le seul but à atteindre, mais aussi un abaissement des prix de revient. Il faut se placer successivement au point de vue des diverses branches d'industries et voir pour chacune d'elles d'où proviennent leurs importations et en quelles quantités.

1° *Métaux et minerais*. — La Grande-Bretagne importe chaque année une masse considérable de minerais et de métaux à l'état brut. Ceux-ci ont une tendance à se substituer progressivement aux minerais proprement dits. Les progrès industriels rendent généralement possible une première élaboration sur place des matières premières. Les métaux bruts à leur sortie des hauts fournaux sont alors dirigés sur le Royaume-Uni et transportés à moindres frais que ne l'auraient été les minerais puisqu'ils possèdent, à égalité de poids, une valeur beaucoup plus grande.

Les richesses minières de l'Empire sont immenses et encore aujourd'hui en grande partie inexploitées. Exception faite pour les métaux précieux tels que l'or, l'argent, le platine et d'autres métaux comme le manganèse et le chrome la production impériale en est encore à ses débuts et offre pour l'avenir des possibilités d'extension considérables.

Le fer : Depuis longtemps le minerai de fer a une tendance à s'épuiser en Grande-Bretagne. Aussi ce pays profite-t-il aujourd'hui à un degré moindre qu'autrefois de l'avantage que lui conférait la proximité de ses mines de fer et de ses mines de houille. La production britannique du minerai de fer s'élevait à environ 16 millions de tonnes en 1870. En 1928 elle n'a pas dû dépasser 9 millions de tonnes. Aussi la Grande-Bretagne a-t-elle importé en 1928

4.382.000 tonnes dont moins de 50.000 tonnes ont été fournies par l'Empire Britannique. Les principaux fournisseurs, parmi un assez grand nombre de pays étrangers ont été l'Espagne et l'Algérie. Sur un total importé d'une valeur de £ 4.6 millions, l'Espagne a vendu à la Grande-Bretagne pour £ 2.1 millions de minerai de Fer et l'Algérie pour près de \$ 1.0 million.

La mesure dans laquelle l'Empire Britannique pourra dans l'avenir être un plus gros fournisseur pour la Grande-Bretagne dépend davantage de la possibilité pour lui de concurrencer les producteurs placés à proximité, que des quantités de minerai qui seront mises en exploitation.

Au Canada et au Newfoundland il existe de très vastes gisements de minerai de fer, mais une très faible partie de la production est actuellement exportée en Grande-Bretagne. En Australie les réserves de fer atteignent probablement des centaines de millions de tonnes et en Afrique du Sud elles sont également considérables. De même la production de l'Inde augmente chaque année. En 1928, l'Inde a consommé sur place la moitié de sa production. Elle a exporté 428.000 tonnes de minerai de fer dont 75 % ont été expédiés au Japon. Il existe également des gisements importants encore très peu exploités en Malaisie britannique, à Ceylan, dans la Sierra Leone et en Nouvelle-Zélande.

Le minerai de fer est extrêmement lourd. Son prix de revient augmente rapidement en fonction de la distance à parcourir et c'est là le principal obstacle qui s'est opposé jusqu'à présent aux importations de minerais d'origine impériale.

En plus du minerai de fer la Grande-Bretagne importe chaque année de grosses quantités de fer à l'état brut, de ferrailles, etc... dont il est difficile de connaître le chiffre exact puisque ces importations sont confondues par les statistiques britanniques avec les importations de produits manufacturés. En 1928, environ 94.000 tonnes de fer ont

été importées en Grande-Bretagne et ont été utilisées comme matières premières par les industries métallurgiques.

Le cuivre : Le cuivre est importé pour la plus grande partie sous la forme de produit semi-manufacturé. En 1928 seulement 46.000 tonnes de minerai ont été importées dont 25.000 tonnes provenaient du Canada, sur un total de cuivre brut importé de 450 à 500.000 tonnes représentant une valeur de £ 2 millions. L'Empire Britannique dans son ensemble ne produit pas plus du dixième de la production de cuivre du monde entier. Mais le Canada est actuellement le quatrième producteur de cuivre dans le monde, et sa production augmente sensiblement chaque année. Les principaux gisements actuellement exploités se trouvent dans la Colombie britannique et dans l'Ontario. Il y aurait paraît-il d'importants gisements dans le Manitoba, encore inexploités. En 1928 la production canadienne a atteint 100.000 tonnes, supérieure d'un tiers à celle de 1927. Il y a également des gisements étendus en Rhodésie, dans l'Union Sud-Africaine et dans l'Inde et des gisements plus restreints dans l'Etat de Newfoundland, en Australie et dans l'île de Chypre.

Les gros fournisseurs de la Grande-Bretagne sont actuellement le Chili et les Etats-Unis. Ces deux pays n'expédient guère en Grande-Bretagne que du cuivre semi-manufacturé ou à l'état brut, et non du minerai.

Il semble que comme pour le fer, la Grande-Bretagne pourrait trouver dans son Empire des produits bruts en quantité suffisante pour lui permettre de s'affranchir en grande partie de sa dépendance vis-à-vis de l'Etranger. La production canadienne et son développement continu sont d'heureux présages pour l'avenir.

Le zinc : Les premiers producteurs mondiaux pour le zinc sont les Etats-Unis, l'Allemagne et la Belgique. La Grande-Bretagne importe la plus grande quantité du zinc qui lui est

nécessaire de Belgique. Le zinc est lui aussi importé principalement sous la forme de produit brut. Dans l'Empire britannique, les principaux gisements se trouvent au Canada, en Australie et aux Indes. Il y a également quelques gisements en Rhodésie septentrionale.

Le Canada avait, il y a dix ans, une production inférieure à celle de l'Australie. Aujourd'hui il l'a dépassée et il occupe le sixième rang dans le monde pour la production du zinc. Les principaux gisements se trouvent en Colombie britannique. En 1928, la production canadienne a atteint une valeur de £ 2 millions et les exportations une valeur de £ 1.6 million. L'Australie a elle-même exporté, en 1928, pour £ 1 million de zinc. On prévoit une augmentation sensible de la production, dans l'avenir, en Australie et en Rhodésie.

Quelque doive être l'avenir de la production du zinc dans l'Empire Britannique, il semble que la Grande-Bretagne s'affranchira difficilement de sa dépendance vis-à-vis de la Belgique et de l'Allemagne en raison de la proximité de ces deux pays. A l'inverse, il se peut que le Canada parvienne d'ici peu à se substituer entièrement aux Etats-Unis pour leurs exportations de zinc à destination du Royaume-Uni.

L'étain. — L'Empire Britannique produit environ 50 % de la production d'étain du monde entier. Les premiers producteurs de l'Empire sont les Etats Malais. En 1928, près de 62.000 tonnes y ont été produites et la valeur des exportations a dépassé £ 13 millions. En Nigérie, il existe de vastes gisements d'étain largement exploités. Les exportations de Nigérie ont eu, en 1928, une valeur supérieure à £ 2 millions. L'Inde et surtout l'Australie sont aussi de gros producteurs. Les exportations australiennes, en 1928, ont dépassé £ 400.000. L'Union Sud-Africaine produit elle-même plus de 2.000 tonnes annuelles. Enfin, dans diverses autres régions de l'Empire de vastes gisements sont encore inexploités, en particulier dans l'Uganda, le Tanganyka et le Swaziland.

La Grande-Bretagne importe la majeure partie de l'étain

qui lui est nécessaire des Etats Malais et d'autres pays de son Empire. L'étain qui lui est fourni par l'Empire lui parvient, en majeure partie, sous la forme de produits bruts et de produits demi-finis.

La Grande-Bretagne importe, au contraire, la majeure partie de son minerai d'étain de l'Etranger : la Bolivie lui a fourni, en 1928, pour £ 7.1 millions de minerai d'étain, sur un total de £ 8.3 millions de minerai importé de l'Etranger. La Nigérie lui a fourni pour une valeur de £ 1.8 million sur un total de £ 2.1 millions de minerai importé de l'Empire Britannique.

Etant donné les progrès en cours, il est probable que, dans un proche avenir, la Grande-Bretagne sera presque indépendante de l'Etranger pour ses importations d'étain.

Le nickel : Le premier producteur du monde se trouve dans l'Empire Britannique, c'est le Canada. En 1928, la province canadienne de l'Ontario a produit plus de 90 % de la production du monde entier. La production canadienne s'accroît chaque année : en 1928, elle a atteint 96 millions de lbs, supérieure de 30 millions de lbs à celle de 1927 et représentant une valeur totale de £ 4.5 millions. Les Etats-Unis constituent le principal marché d'exportation de la production canadienne. Le Canada est, en outre, l'unique fournisseur de la Grande-Bretagne en même temps qu'il approvisionne la plupart des pays.

Le manganèse : L'Inde et la Côte d'Or renferment les plus larges gisements de manganèse de l'Empire Britannique. La quantité produite aux Indes dépasse 1 million de tonnes annuelles. La production de la Côte d'Or a atteint 325.000 tonnes en 1928. Il y a, en outre, de larges gisements en Afrique du Sud, en Australie et au Canada, encore en grande partie inexploités. La Grande-Bretagne importe chaque année de 250 à 300.000 tonnes de manganèse représentant une va-

leur approximative de £ 1 million, provenant pour la majeure partie de son Empire.

L'aluminium : La Grande-Bretagne a importé, en 1928, pour une valeur approximative de £ 2 millions d'aluminium, dont la plus grosse partie de provenance étrangère et sous forme de produit demi-fini.

Le plomb : Les importations du Royaume-Uni de plomb, à l'état brut ou semi-manufacturé ont été, en 1928, de 262.000 tonnes d'une valeur approximative de £ 5.5 millions dont plus de la moitié a été fourni par l'Etranger.

L'Australie est le premier fournisseur impérial de la Grande-Bretagne. Les deux tiers des exportations australiennes sont dirigés vers la Grande-Bretagne. Le Canada est également un gros producteur de plomb : 330 millions de lbs ont été produits par la Colombie britannique en 1928. C'est en Colombie que se trouve le plus gros gisement de plomb et de zinc argentifères du monde entier. Il y a également des gisements de plomb importants à Burma (10.000 tonnes annuelles) et en Rhodésie méridionale.

Le minerai de plomb contient fréquemment de l'argent. Pour cette raison et aussi pour réaliser des économies sur les frais de transport, le minerai de plomb est généralement traité sur place et la Grande-Bretagne n'importe guère que du plomb à l'état brut ou même semi-manufacturé.

Les métaux précieux : Le chiffre des importations de métaux précieux en Grande-Bretagne ne pourrait donner qu'une idée très inexacte des quantités de métaux précieux qui sont expédiées chaque année à destination du Royaume-Uni. Les importations proprement dites ne concernent en effet, comme dans tous les cas précédemment étudiés, que les marchandises importées en Grande-Bretagne en vue d'y être élaborées et ensuite consommées par le pays ou exportées sous la forme de produits manufacturés. Chaque an-

née, d'importantes quantités d'argent, et aussi, de l'or et du platine sont importés par la Grande-Bretagne en vue de la fabrication d'instruments de précision et d'objets divers comprenant les nombreux articles de bijouterie. Ces métaux précieux jouent alors le rôle de matières premières comme les autres métaux importés.

Mais principalement la place de Londres est le premier marché du monde pour les métaux précieux. De toutes parts, l'or et le platine affluent vers Londres pour être ensuite ré-exportés par la Grande-Bretagne à destination des pays consommateurs. Ces mouvements de métaux précieux ont, de tout temps, joué un très grand rôle dans l'importance financière et commerciale de la place de Londres. Aussi est-il intéressant pour la présente étude de donner un aperçu de l'importance des gisements de métaux précieux dans l'Empire Britannique.

L'argent : La production totale de l'argent dans l'Empire Britannique varie d'une année à l'autre. Elle est d'habitude d'une importance approximative de 30 à 40 millions d'onces. Les premiers producteurs d'argent dans le monde sont les Etats-Unis et, après eux, le Mexique. Le Canada occupe ensuite le troisième rang, et il est le premier producteur de l'Empire.

La production impériale, en 1928, s'est élevée à 21.9 millions d'onces de métal fin, d'une valeur approximative de £ 2.5 millions.

L'argent pur existe dans certains gisements, mais en règle générale on le trouve combiné à d'autres métaux, tels que le plomb, le cobalt, l'or, le zinc, le cuivre. L'argent canadien est extrait comme premier produit des minerais argentifères de cobalt, dans l'Ontario, et comme produit secondaire, du plomb, du zinc et de divers autres minerais, principalement en Colombie britannique, et aussi en quantités plus restreintes, dans le territoire du Yukon et dans la région de Québec.

L'Australie est également un gros producteur d'argent.

Les Nouvelles Galles du Sud ont produit 15 millions d'onces d'argent en 1928, mais la production tend à diminuer. Burma est également un gros producteur d'argent (6 millions d'onces en 1928) et possède d'importants gisements encore en partie inexploités.

L'or : Malgré les quantités énormes d'or déjà extraites de l'Empire Britannique, celui-ci continue à fournir chaque année 75 % de la production du monde entier. A peu près tous les pays de l'Empire Britannique possèdent des gisements d'or :

Le premier producteur de l'Empire et du monde est le Transvaal. En 1928, la production de l'Afrique du Sud a atteint 10 millions d'onces de métal fin d'une valeur approximative de £ 43.9 millions.

Le Canada a, de son côté, produit en 1928, environ 1.8 million d'onces de métal fin, d'une valeur approximative de £ 7.8 millions. L'Ontario fournit plus de 80 % de la production canadienne et la Colombie britannique plus de 10 %.

La Rhodésie, l'Inde, la Nouvelle-Zélande sont également de gros producteurs d'or. L'or est également extrait en quantités importantes dans les Etats Malais, la Nigérie et la Guinée britannique.

Le platine : La production de quantités appréciables de ce métal précieux dans l'Empire Britannique a une origine très récente. Encore aujourd'hui la production impériale est relativement restreinte. Au Canada, de faibles quantités de platine sont extraites, principalement dans la Colombie britannique et dans l'Ontario. La production totale du Canada, en 1923, a été de 10.400 onces de métal fin. Des gisements existent en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et aux Indes, mais ils sont tous d'une faible importance. Seule la production de platine de l'Afrique du Sud s'accroît

chaque année. Elle a été, en 1928, de 17.800 onces, d'une valeur approximative de £ 241.000.

Cette rapide énumération des richesses minières de l'Empire Britannique montre que toutes les espèces de minerais existent dans l'Empire. Si les métaux précieux, tels que l'argent et surtout l'or ont déjà fait l'objet d'une exploitation très développée, les gisements de minerais des métaux usuels ont été en grande partie épargnés et constituent des ressources considérables pour l'avenir. Alors qu'une grande partie des ressources minières du monde sont en voie d'épuisement, celles de l'Empire Britannique demeurent presque intactes et seront pour l'avenir une source de profits considérables pour l'Empire Britannique dans son ensemble et peut être pour l'industrie britannique. Malgré les ressources minières de l'Empire, la Grande-Bretagne est encore dans une large dépendance de l'Etranger pour ses importations de minerais et de métaux bruts. La production minière de l'Empire continuera probablement à augmenter pendant longtemps, à la fois par la création d'exploitations nouvelles et l'extension des anciennes. L'augmentation de la part de l'Empire dans les importations britanniques dépendra de la mesure où pourront être abaissés les prix de revient et les frais de transport.

Parmi les métaux et minerais produits par l'Empire Britannique, l'*amiante* doit avoir sa place. Les principales mines d'amiante se trouvent au Canada, dans la province de Québec. Elles fournissent 85 % de la production du monde entier. En 1928, le Canada a produit 274.000 tonnes d'amiante dont la majeure partie a été expédiée aux Etats-Unis. La Rhodésie et l'Afrique du Sud possèdent aussi d'importants gisements. Les utilisations de l'amiante sont aujourd'hui si nombreuses que cette nouvelle richesse impériale pourra être une importante source de profits pour l'industrie et le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne.

2° *Le coton.* — Les importations de coton sont d'une importance primordiale pour la Grande-Bretagne, étant donné les quantités énormes de coton manufacturé qu'elle exporte chaque année. Au cours des dix dernières années beaucoup de pays ont étendu leurs cultures de coton et se sont mis à manufacturer sur place une part de plus en plus importante de leur production. Non contents de fabriquer les articles nécessaires à leur propre consommation, un certain nombre de pays sont devenus de gros exportateurs de coton manufacturé et concurrencent aujourd'hui la Grande-Bretagne sur les marchés internationaux ⁽¹⁾.

Avec l'extension des filatures dans le monde il devient de plus en plus difficile aux usines du Lancashire de se procurer les matières premières dont elles ont besoin, et l'extension de la production cotonnière à l'intérieur de l'Empire Britannique est, pour elles, du plus haut intérêt.

La Grande-Bretagne est, à l'heure actuelle, dans la dépendance de l'Etranger et principalement des Etats-Unis pour ses importations de coton. Les importations, en 1928, seront réparties entre les pays d'origine dans les proportions suivantes :

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	£ 40.4 millions.
Egypte.	£ 20.6 »
Pérou.	£ 4.2 »
République Argentine.	£ 1.0 »
Brésil.	£ 0.7 »
TOTAL.	£ 66.9 millions.

(1) Consulter, pour plus de détails, le livre de M. de Rousiers : *Les grandes industries*.

Empire Britannique :

Afrique (pour la plus grosse partie	
l'Égypte et le Soudan).....	£ 6.9 millions.
Inde.	£ 3.6 »
	— + —
TOTAL.....	£ 10.5 millions.

Les importations totales de la Grande-Bretagne, en 1928, ont été approximativement de £ 80 millions, représentant 6.6 % de l'ensemble des importations.

La dépendance de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Étranger est grande. La production des États-Unis représente à peu près 55 % de la production du monde entier. Il serait impossible à la Grande-Bretagne de trouver dans un proche avenir de nouvelles sources pour ses importations de coton suffisantes pour lui permettre de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. Cependant des efforts doivent être tentés dans ce sens. Depuis quelques années, la production du coton dans le monde a une tendance à diminuer et la prospérité future du Lancashire dépendra de la mesure dans laquelle la Grande-Bretagne pourra continuer à importer des quantités suffisantes de coton brut en tirant progressivement parti de ses possessions d'outre-mer.

Sur un total de 15 millions de quintaux importés par la Grande-Bretagne en 1928, 85 % ont été fournis par les pays étrangers. Cependant de gros progrès ont été déjà accomplis dans l'Empire Britannique pour la production du coton.

Parmi les dix ou douze pays de l'Empire chez lesquels le coton progresse ou bien cette culture est possible, l'Inde occupe de beaucoup le premier rang et elle est de tous les pays celui qui promet le plus pour l'avenir. La récolte de la saison 1928-1929 a été de 5.6 millions de balles dont les deux tiers ont pu être exportés. Des efforts ont été faits pour améliorer la qualité du coton hindou, en vue d'en expédier une plus grande quantité aux industries du Lancashire. Le coton américain ne pouvant être cultivé dans l'Inde à cause

du climat et de la nature du sol, des expériences sont faites avec les plantes du pays afin d'améliorer la qualité.

De gros progrès ont été réalisés au Soudan, au cours de ces dernières années, qui font espérer pour l'avenir une production annuelle d'un million de balles. La récolte de 1928 n'a été encore que de 162.000 balles. Si la qualité du coton soudanais pouvait être améliorée et devenir aussi bonne que celle du coton égyptien, de gros profits pourraient en résulter à la fois pour les cultivateurs du Soudan et pour les industriels du Lancashire.

Une région qui promet beaucoup pour la culture du coton et où la qualité est supérieure à celle des produits américains est la Nigérie. D'aucuns prétendent que cette colonie serait susceptible de produire dans quelques années de 1.5 à 2 millions de balles. Mais il faudrait pour obtenir ce résultat améliorer considérablement les moyens de transport qui sont encore très insuffisants.

A Tanganyika, la production de coton est déjà importante et on estime qu'elle pourra, dans quelques années, atteindre 250.000 balles. Au Transvaal, dans le Swaziland et dans le Zululand des expériences et des recherches sont activement poursuivies, mais il ne semble pas que ces territoires puissent se prêter dans l'avenir à une large extension de la culture cotonnière. Les exportations de coton de l'ensemble des pays de l'Afrique du Sud n'ont pas dépassé 4.4 millions de lbs en 1928. Au contraire, le Nyasaland pourrait beaucoup augmenter sa production annuelle. Pendant la guerre, les exportations de coton du Nyasaland ont atteint 3.6 millions de lbs pour diminuer ensuite à 1.7 millions de lbs, en 1928.

En Australie, les terres favorables à la culture du coton sont nombreuses et étendues, principalement au Queensland. La production annuelle est cependant assez faible et il est douteux qu'elle puisse être augmentée tant que les salaires de la main-d'œuvre blanche demeureront aussi élevés.

A moins que le coton n'atteigne des prix plus élevés, il sera difficile aux producteurs australiens d'exporter avec une marge de profits suffisante.

Un certain nombre d'île des Indes Occidentales britanniques produisent un coton, connu sous le nom de « Sea Island Cotton » particulièrement apprécié pour sa très belle qualité. L'ensemble des exportations de ces îles ne doit pas être loin d'atteindre 1 million de lbs chaque année.

Dans son ensemble, la production cotonnière de l'Empire Britannique est déjà très étendue. Malgré cependant les progrès réalisés depuis la guerre, l'Empire Britannique ne saurait, avant très longtemps, se suffire à lui-même pour le coton. La Grande-Bretagne, en particulier, demeurera encore pendant de nombreuses années dans la dépendances de l'Etranger pour ses importations, quels que soient les progrès de la production impériale. La production hindoue demeure jusqu'à présent de qualité inférieure et sa majeure partie est soit manufacturée sur place, soit exportée à destination du Japon.

3° *La laine.* — A l'opposé de ce qui se produit pour le coton, la majeure partie de la laine importée en Grande-Bretagne provient de l'Empire Britannique. En 1928, sur une valeur totale importée de £ 63.8 millions représentant 5.4 % de l'ensemble des importations britanniques, £ 48.5 millions de laine ont été fournis par l'Empire. Les importations se sont réparties entre les différentes sources, comme suit :

Pays Etrangers :

République Argentine.....	£ 3.5 millions.
Chili et Pérou.....	£ 1.9 »
France.	£ 2.3 »
Uruguay.	£ 2.3 »
TOTAL.....	£ 10.0 millions.

Empire Britannique :

Australie.	£ 20.0 millions.
Afrique du Sud.	£ 12.6 »
Nouvelle-Zélande.	£ 12.4 »
Indes.	£ 2.9 »
Irlande.	£ 0.6 »

TOTAL. £ 48.5 millions.

La Grande-Bretagne produit elle-même, chaque année, de grosses quantités de laine, possédant un troupeau très nombreux. Mais la production nationale serait loin d'être suffisante pour satisfaire entièrement les besoins de l'industrie textile. Les principales sources des importations britanniques sont, dans un ordre d'importance décroissante : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Etat libre d'Irlande, les îles Falkland et la colonie de Kenya.

L'Australie occupe le premier rang dans la production de laine du monde entier. La valeur moyenne de sa production annuelle peut être évaluée à £ 60 millions. L'élevage du mouton pourrait encore être augmenté si la main-d'œuvre était suffisante. La qualité de la laine australienne est réputée, aussi les acheteurs européens s'empressent-ils vers elle. Une grosse partie des exportations est, en outre, dirigée sur les pays de l'Extrême-Orient. Les exportations de laine australienne à destination du Japon sont passées de 500.000 lbs, il y a vingt ans, à 5 millions de lbs aujourd'hui. Enfin l'Australie consomme sur place, pour ses propres industries, une faible partie de sa production.

La Nouvelle-Zélande produit également de la laine en grande quantité. La valeur de sa production, en 1928, a été évaluée à £ 25 millions. Il y a actuellement une tendance à développer davantage l'élevage du mouton à viande que celui du mouton à laine.

Les exportations de l'Afrique du Sud ont été, en 1928, de £ 17 millions approximativement. Celles de l'Inde ont été

relativement restreintes en comparaison de l'étendue de la production, à cause du chiffre élevé de la consommation nationale. Les exportations de l'Inde sont actuellement en grande partie dirigées vers l'Extrême-Orient.

Le Canada consomme sur place la majeure partie de sa production. Les exportations de l'Afrique du Sud augmentent au contraire rapidement. L'Afrique du Sud possède un troupeau de 40 millions de têtes représentant sensiblement le tiers du troupeau australien et supérieur d'un tiers au troupeau de la Nouvelle-Zélande.

Dans son ensemble, l'Empire Britannique produit à peu près 45 % de la laine du monde entier. Il pourrait donc se suffire largement à lui-même. En dépit de cette constatation, la Grande-Bretagne importe à peu près 20 % du total de ses importations de laine de l'Etranger. Or l'Australie et la Nouvelle-Zélande exportent de leur côté une grande partie de leur production à destination des pays étrangers. Il serait intéressant pour la Grande-Bretagne d'établir avec ses lointaines possessions d'outre-mer une union plus étroite lui assurant son indépendance à l'égard de l'Etranger pour ses importations de laine. Toutefois, cette expectative sera d'une réalisation difficile parce que les Dominions britanniques ont un intérêt évident à conserver à côté de la Grande-Bretagne, de nombreux clients parmi les pays européens et les pays d'Extrême-Orient.

4° *Peaux et cuirs non manufacturés.* — Les importations de peaux et de cuirs à l'état brut atteignent chaque année en Grande-Bretagne des chiffres élevés. Les importations de peaux de *bœuf* et de *veau* ont des origines très diverses. Sur un total approximatif de £ 7.8 millions importé en 1928, £ 3.6 millions ont été payés à l'Etranger et £ 4.2 millions à l'Empire Britannique.

Les peaux de moutons sont importées en majeure partie d'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud.

Enfin un grand nombre de variétés de peaux proviennent

des origines les plus diverses. Sur un total approximatif de £ 10 millions en 1928, environ £ 3 millions ont été obtenus des contrées britanniques, principalement du Canada et £ 6.7 millions des pays étrangers et surtout de la Russie.

Dans l'ensemble, les origines des importations britanniques de peaux et de fourrures se répartissent à peu près également entre l'Empire Britannique et les pays étrangers. La distribution géographique des importations entre les fournisseurs pourrait difficilement être modifiée dans l'avenir, puisqu'elle dépend principalement de la répartition dans le monde des diverses espèces animales.

5° *Le caoutchouc.* — C'est un grand privilège pour le Royaume-Uni de pouvoir se procurer dans son Empire les trois quarts du caoutchouc nécessaire à sa consommation. La production de caoutchouc dans l'Empire Britannique est en progrès et continuera à augmenter dans les années à venir. La Malaisie britannique est le principal producteur impérial. Elle a exporté 408.000 tonnes de caoutchouc en 1928, d'une valeur de £ 38.4 millions. A Ceylan et aux Indes la production se développe rapidement. Ceylan a exporté 58.000 tonnes de caoutchouc en 1928.

Des plantations importantes de caoutchouc ont été faites depuis la guerre en Afrique Occidentale et Orientale. La Nigérie, la Côte d'Or, la colonie de Kenya et l'Uganda sont devenus de gros producteurs. Les territoires de Tanganyika et Bornéo donnent de sérieux espoirs pour l'avenir.

Il est très possible, lorsque la crise économique actuelle aura pris fin que la Grande-Bretagne parvienne dans un proche avenir à importer la totalité du caoutchouc qui lui est nécessaire de son Empire.

6° *Huiles et graines oléagineuses.* — Une branche importante de l'industrie britannique est actuellement constituée par les industries manufacturières des huiles végétales et des produits oléagineux. Ces diverses industries sont nées

en Grande-Bretagne à la faveur de la guerre. En 1913, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France et les Pays-Bas achetaient chacun à l'Empire Britannique de beaucoup plus grandes quantités de graines oléagineuses que n'en importait la Grande-Bretagne. Aussi la Grande-Bretagne importait-elle de ces pays étrangers de grosses quantités de produits oléagineux manufacturés à partir de matières premières provenant de l'Empire Britannique.

Aujourd'hui l'industrie des produits oléagineux a pris en Grande-Bretagne un tel développement qu'elle ne se borne pas à satisfaire la consommation nationale mais elle est à même de concurrencer avec succès sur les marchés internationaux les industries des autres pays européens. La Grande-Bretagne a importé, en 1928, pour £ 44.6 millions de produits oléagineux, comprenant des marchandises les plus diverses : graines, huiles, graisses végétales, résines, gommes, etc... On ne peut énumérer ici que les catégories les plus importantes.

Noix de coco, huiles de noix de coco et de copra : La Malaisie britannique et l'île de Ceylan sont les principaux producteurs et exportateurs de copra et autres produits des cocotiers dans le monde. La Malaisie britannique a exporté, en 1928, 182.000 tonnes de copra d'une valeur de £ 3.9 millions, et il semble que la culture du cocotier y soit susceptible encore d'une large extension. L'île de Ceylan a, de son côté, exporté 17 millions de noix de coco, 86 millions de lbs de noix de coco desséchées, 1.9 millions de cwts de copra et 780.000 cwts d'huile de copra.

La culture du cocotier est également florissante dans toutes les îles des Indes Occidentales britanniques, particulièrement dans la Guinée britannique, la Jamaïque et la Trinité, et dans un certain nombre d'îles de l'Océan Indien. La Grande-Bretagne a importé, en 1928, pour £ 1.9 million d'huile de noix de coco, provenant principalement des Indes Occidentales. Elle a importé pour £ 1.6 mil-

lion de copra, principalement des Etats des Détroits et des îles Fidji.

A mesure que la consommation de ces produits se généralisera dans le monde, la culture du cocotier est susceptible de nouvelles extensions dans les pays de l'Empire Britannique, et l'industrie britannique aujourd'hui florissante pourra encore se développer considérablement.

Dattes et huile de palme : Les importations d'huile de palme en Grande-Bretagne ont une valeur sensiblement égale à celles des importations d'huile de copra. Les importations de dattes atteignent aussi chaque année des chiffres importants. Ces deux produits oléagineux sont utilisés pour la fabrication de la margarine, des graisses comestibles, des savons et des chandelles.

L'huile de palme est extraite du péricarpe de la palme dans des moulins établis généralement dans les pays d'origine. Au contraire, l'huile de datte est extraite des dattes dans les manufactures britanniques de Hull, de Liverpool et d'autres centres industriels. Les détritûs des dattes sont donnés en nourriture aux troupeaux après avoir subi une préparation spéciale. Ainsi les importations de dattes laissent très peu de résidus inemployés.

Plus des deux tiers des importations de dattes proviennent de l'Afrique Occidentale britannique. Les quantités importées en 1928 ont été beaucoup plus faibles que celles importées à la fin de la guerre. Elles se sont pourtant élevées à 160.000 tonnes d'une valeur de £ 3.2 millions. La Nigérie et la Sierra Leone sont également de gros fournisseurs de la Grande-Bretagne, mais une partie seulement de leur production est exportée en Grande-Bretagne. La Côte d'Or possède également d'importantes plantations de palmiers à huile, mais pour l'instant la culture du cocotier a tendance à s'y développer davantage parce qu'elle est plus rémunératrice. Egalement dans les Etats Malais, la culture des palmiers fait des progrès rapides. Comme pour

les produits des cocotiers, l'Empire Britannique est le fournisseur exclusif de la Grande-Bretagne et il approvisionne le monde entier.

Graines de coton et huiles de ces graines : En 1928 les importations de graines de coton en Grande-Bretagne ont été de 575.000 tonnes d'une valeur de £ 5.6 millions, les importations d'huile de coton raffinée, de 2.400 tonnes évaluées à £ 90.000, et celles d'huile brute de 5.000 tonnes d'une valeur de £ 173.000. L'huile de graine de coton est utilisée par les fabricants de margarine, de graisse comestible et de savon.

L'Inde est un des principaux producteurs, mais elle n'exporte que de faibles quantités à cause de l'importance de la consommation nationale. Aussi la Grande-Bretagne s'approvisionne-t-elle principalement au Soudan et dans les pays de l'Afrique Orientale britannique. Plus de 45.000 tonnes ont été exportées de l'Uganda et de la colonie de Kenya à destination du Royaume-Uni. Les Indes Occidentales britanniques exportent seulement de petites quantités, toutes à destination de la Grande-Bretagne.

Graines de lin et huile de lin : Ces deux produits occupent une place importante dans les exportations de l'Empire Britannique. Néanmoins la Grande-Bretagne a une tendance à s'approvisionner de plus en plus dans les pays étrangers, principalement pour les graines de lin.

En 1919 la Grande-Bretagne a importé 552.000 tonnes de graines de lin dont les trois cinquièmes ont été fournis par l'Inde. En 1928, bien que les importations n'aient été que de 348.000 tonnes d'une valeur de £ 5.4 millions, près de 300.000 tonnes ont été importées de la République Argentine et seulement 33.000 tonnes de l'Inde. Ce n'est pas parce que l'Inde produit moins, mais parce qu'elle consomme sur place une partie importante de sa production et exporte des quantités de plus en plus grandes à desti-

nation des pays étrangers. Il y a quelques années l'Inde occupait la première place dans le monde pour la production et l'exportation des graines de lin. Aujourd'hui elle occupe le deuxième rang pour les exportations après la République Argentine et le troisième rang pour la production après la République Argentine et les Etats-Unis.

La production de la graine de lin au Canada fait de gros progrès. Les exportations canadiennes ont atteint, en 1928, 3 millions de boisseaux dont la majeure partie a été dirigée sur les Etats-Unis.

Les importations britanniques d'huile de lin, en 1928, ont au contraire été fournies dans une large proportion par l'Empire Britannique mais elles n'ont été que de 22.000 tonnes d'une valeur de £ 680.000, ce qui est peu en comparaison des importations de graines de lin.

Des essais sont tentés pour développer la production de la graine de lin dans la colonie de Kenya et dans l'île de Chypre mais ils n'ont donné jusqu'ici que des résultats peu encourageants.

Graines d'arachides : Ces graines sont également importées en Grande-Bretagne en vue de la fabrication des graisses comestibles et du savon. Les importations annuelles augmentent sensiblement. Elles ont été de 121.000 tonnes en 1928 d'une valeur de £ 2.2 millions. L'Inde est le premier producteur du monde. La production de l'Inde, en 1928, a été de 3 millions de tonnes dont pas même le tiers a été exporté. Les graines d'arachides sont encore produites dans de nombreux pays de l'Empire Britannique, tels que l'Afrique Occidentale britannique, la Gambie, la Malaisie, les colonies de Kenya et de l'Uganda, le Natal, Tanganyika et le Soudan. Mais des quantités assez faibles encore sont exportées de ces pays ainsi que de l'Afrique du Sud et de l'Australie. Il est probable que, dans l'avenir, la production de ces divers pays augmentera sensiblement. Pour l'instant l'Inde occupe de

beaucoup la première place par l'importance à la fois de sa production et de ses exportations.

Les usages si nombreux qui sont faits aujourd'hui des huiles et des graisses végétales et des produits oléagineux en général sont loin d'avoir atteint un maximum et un bel avenir paraît réservé à ce groupe d'industries. La Grande-Bretagne est à peu près entièrement indépendante de l'Etranger pour ses approvisionnements de matières premières oléagineuses. L'étendue des ressources de l'Empire Britannique et l'organisation parfaite de cette nouvelle branche d'industries britanniques ne peuvent manquer de procurer dans l'avenir à la Grande-Bretagne des revenus considérables.

7° *Bois et charpentes.* — En 1928, les importations de bois sous la forme de matières premières proprement dites ou de charpentes à peine manufacturées ont atteint une valeur de £ 42.5 millions. Elles se sont réparties comme suit entre les pays d'origine et suivant les catégories importées :

BOIS DUR.

Pays Etrangers :

Etats-Unis, ...	£ 4.0 millions.
-----------------------	-----------------

Empire Britannique :

Indes, ...	£ 1.0 millions.
Canada, ...	£ 0.8 »
Honduras, ...	£ 1.0 »

TOTAL, ...	£ 2.8 millions.
------------------	-----------------

BOIS TENDRES.

Pays Etrangers :

Russie.	£ 6.0 millions.
Finlande.	£ 5.2 »
Suède.	£ 2.9 »
Etats-Unis.	£ 2.3 »
Lettonie.	£ 1.6 »
Norvège.	£ 0.5 »

TOTAL..... £ 18.5 millions.

Empire Britannique :

Canada.	£ 1.4 millions.
-----------------	-----------------

POUTRES ET PLANCHES.

Pays Etrangers :

Suède.	£ 2.0 millions.
Norvège.	£ 0.7 »
Finlande.	£ 0.3 »

TOTAL..... £ 3.0 millions.

POTEAUX DE MINES.

Pays Etrangers :

France.	£ 1.2 millions.
Finlande.	£ 1.0 »
Suède et Norvège.	£ 1.0 »

TOTAL..... £ 3.2 millions.

La Grande-Bretagne importe de l'Etranger une grande partie du bois dur et plus de 90 % du bois tendre importé. Les importations de charpentes et de poteaux de mines proviennent presque exclusivement de l'Etranger. Cependant l'Empire Britannique est un gros producteur de bois et en exporte chaque année des quantités énormes.

La superficie totale des forêts de l'Empire Britannique a été estimée à 3.057.000.000 de kilomètres carrés, dont à peine le tiers est actuellement exploité. La quantité de bois dur contenue dans ces forêts a été estimée de l'ordre de 200 milliards de pieds cubes et celle de bois tendre de l'ordre de 185 milliards. Les coupes annuelles ont été officiellement évaluées à 3.6 milliards de pieds cubes dont 2 milliards de pieds cubes pour le bois tendre et 1.6 milliard pour le bois dur.

En 1928, 30 % seulement des importations de bois dur ont été fournis par l'Empire Britannique, et le reste par les Etats-Unis. La moitié environ des importations impériales a été représentée par le bois de teck, provenant de l'Inde. Le bois de teck, le burma, le bois de rose et le mahogany recouvrent aux Indes une étendue de 250.000 milles carrés placée sous le contrôle du Service des Forêts. Le bois de teck et le burma font l'objet des principales exportations. Les exportations de l'Inde sont chaque année de l'ordre de 50.000 tonnes.

Sur le bois tendre importé en Grande-Bretagne, en 1928, moins de 10 % provenaient de l'Empire Britannique. Cependant les ressources de l'Empire sont énormes et sa production annuelle très élevée. Le Canada est le premier producteur de l'Empire pour le bois de charpente et le plus gros fournisseur impérial de la Grande-Bretagne. Il a été estimé que l'étendue des forêts exploitables au Canada serait de l'ordre de 250 millions d'acres. En 1928, les exportations canadiennes de bois non manufacturé ou partiellement manufacturé (planches, poutres, lattes, bardeaux, bûches et bois à pulpe) ont été évaluées à £ 20 millions. Elles ont été pour la plus grosse partie expédiées aux Etats-Unis.

Même en Australie et en Nouvelle-Zélande où les ressources de bois sont assez faibles en comparaison de celles d'autres pays, les surfaces plantées de forêts actuellement exploitées ne sont pas négligeables. Malheureusement des coupes excessives ont en partie ruiné ces forêts et certaines

qualités de bois ont presque disparu. Sur 60.000 milles carrés actuellement recouverts par des forêts, environ 10.000 milles carrés peuvent être exploités. Les exportations australiennes en 1928 ont été de £ 1.3 million dont une assez grosse partie a été destinée à la Grande-Bretagne. En Nouvelle-Zélande il y a moins de 2.000 milles carrés de forêts exploitables. Mais un effort très sérieux est fait en Nouvelle-Zélande en vue du reboisement.

De grandes étendues de forêts donnant en majeure partie du bois de charpente existent également en Guinée britannique; dans le Honduras, le Newfoundland, la Côte d'Or, la Nigérie et le nord de l'île de Bornéo; dans le Tanganyika et la colonie de Kenya. L'Union Sud-Africaine ne possède guère que 2.500 milles carrés de forêts. En conséquence, elle restera davantage importatrice qu'exportatrice, ses exportations ne portant guère que sur les bois précieux.

La trop grande distance qui sépare la plupart des producteurs impériaux de la Grande-Bretagne est sans doute le principal obstacle qui s'oppose à une diminution des importations de provenance étrangère au profit des pays de l'Empire Britannique. Cependant la distance qui sépare le Canada de la Grande-Bretagne n'est pas si considérable, et une partie beaucoup plus importante des exportations de bois canadien pourrait être dirigée sur la Grande-Bretagne. Mais la concurrence des pays scandinaves et celle de l'U. R. S. S. a été jusqu'ici triomphante et s'est assurée presque un monopole dans les importations de bois tendre du Royaume-Uni. Les avantages procurés par la proximité ont été augmentés par le dumping. Il n'est pas certain qu'il en soit toujours ainsi dans l'avenir et le Canada réussira peut-être à occuper une place prépondérante dans les importations britanniques.

Si toutefois l'avantage de la proximité a favorisé les pays européens pour leurs exportations de bois tendre, il n'en est plus de même à l'égard des Etats-Unis et de ses exportations de bois dur. Il n'y a pas de raison pour que les

Etats-Unis conservent dans l'avenir la place importante qu'ils occupent dans les importations de bois dur du Royaume-Uni et les pays de l'Empire Britannique devraient assez facilement, avec l'appui d'une politique économique appropriée, parvenir à approvisionner la Grande-Bretagne pour la majeure partie de sa demande.

La prépondérance des importations de provenance impériale devrait particulièrement s'affirmer pour la pulpe de bois. La production canadienne est actuellement supérieure au tiers de celle du monde entier, étant passée de 350.000 tonnes en 1913 à 2.380.000 tonnes en 1928. L'exportation de pulpe de bois en 1928 a atteint 92 % de la production canadienne, et, sur le total exporté, 90 % ont été destinés aux Etats-Unis. La production canadienne s'est tellement développée qu'elle constitue aujourd'hui un péril grave pour l'avenir des forêts, se traduisant chaque année par des déboisements considérables. Cette abondance devrait permettre au Canada de fournir la totalité des importations britanniques de pulpe de bois et de pâte à papier. Tout dépend de la politique adoptée à l'avenir par le Royaume-Uni à l'égard des pays européens et en particulier à l'égard de l'U. R. S. S.

Dans l'ensemble, de même que pour son alimentation, la Grande-Bretagne dépend largement de l'Etranger pour ses achats de matières premières. Malgré le développement de la production impériale et les efforts faits pour réaliser l'union économique des peuples britanniques, les produits de l'Empire Britannique occupent une place trop restreinte dans les importations du Royaume-Uni. Comme pour les denrées alimentaires l'importance des distances à franchir est souvent un obstacle aux importations d'origine impériale favorisant d'autant le commerce d'exportation des pays européens à destination de la Grande-Bretagne, et en outre, l'autonomie respective des différents peuples de l'Empire a créé chez chacun d'eux des intérêts propres et favo-

risé l'essor de relations commerciales distinctes du commerce impérial. La Grande-Bretagne, plus encore que ses Dominions, fait preuve d'esprit particulariste. Les nombreux intérêts de nature commerciale et financière qui l'unissent aux pays étrangers, et principalement aux pays européens, l'obligent souvent à prendre des mesures qui ne sont pas en harmonie avec les intérêts de la collectivité impériale. Ces questions délicates sont à la base du problème de l'Unité Economique Impériale. Elles ont motivé de nombreux pourparlers dont le plus important a été dernièrement la conférence d'Ottawa. Elles n'ont reçu encore semble-t-il que des solutions partielles, provisoires et très imparfaites.

§ 3. *Importations de produits manufacturés.*

Une étude détaillée des origines des diverses importations de produits manufacturés n'offrirait pas le même intérêt que pour les denrées alimentaires et les matières premières, ces importations provenant presque exclusivement des pays étrangers. De plus, il serait difficile de donner ici une analyse, même sommaire, des importations de produits manufacturés, à cause du nombre considérable de catégories qu'il faudrait envisager séparément.

Il est intéressant néanmoins d'étudier l'évolution de l'ensemble des importations de produits manufacturés entre les années 1920 et 1929, et de fournir quelques précisions de nature à donner une idée plus exacte des tendances générales qui se sont manifestées au cours de cette période.

L'accroissement continu entre 1924 et 1929 des importations de produits manufacturés a été le fait le plus marquant et aussi le plus inquiétant dans l'évolution du commerce extérieur britannique au cours de cette période.

Années	Valeur des Importations de produits manufacturés	Pourcentage de la Valeur totale des importations
1919.....	296.0 £ millions.	18 %
1920.....	453.4 »	23 %
1921.....	244.5 »	23 %
1922.....	229.7 »	23 %
1923.....	257.0 »	23 %
1924.....	299.8 »	23 %
1925.....	319.6 »	24 %
1926.....	314.7 »	25 %
1927.....	322.4 »	26 %
1928.....	317.8 »	27 %
1929.....	334.4 »	27 %

Les indices quantitatifs établis sur la base 1924 = 100 sont plus significatifs :

Années	Volumedes Importations de produits manufacturés	Prix moyen de ces Importations
1924.....	100.0	100.0
1925.....	112.3	96.5
1926.....	119.6	91.1
1927.....	128.9	86.7
1928.....	129.8	84.6
1929.....	135.4	84.8

Le volume des importations de produits manufacturés a donc augmenté considérablement (35,4 %) entre 1924 et 1929, pendant que la proportion de la valeur de ces importations manufacturées à la valeur totale des importations passait de 18 % en 1919 à 27 % en 1929.

Il faut tenir compte, il est vrai, du fait que les statistiques britanniques confondent dans le groupe des importations de produits manufacturés, les produits manufacturés et les produits semi-manufacturés. Une partie importante de ces importations est donc, tout comme les matières premières, destinée aux usages industriels, et une augmentation des quantités importées de ces produits semi-manufacturés est le signe d'un développement de l'activité industrielle. C'est ainsi que le volume des métaux autres que le fer, importés à l'état semi-manufacturé, ou sous la forme de produits finis a augmenté de 23.4 % entre 1924 et 1929. Les exportations britanniques de produits similaires ont elles-mêmes augmenté de 24.6 % dans la même période. Il y a une concordance évidente entre ces deux chiffres. D'autres exemples pourraient être cités : celui des importations de fer et d'acier semi-manufacturés, et celui des importations de certaines qualités de filés, de cuirs et de produits chimiques, utilisées par les industries britanniques pour la fabrication de produits finis.

Toutefois il convient de ne pas exagérer la portée de cette remarque, et l'augmentation rapide des importations de produits manufacturés depuis la guerre a été dans bien des cas la conséquence d'un déclin de l'activité industrielle britannique, ou tout au moins, d'une plus grande concurrence étrangère sur le marché intérieur britannique. Ainsi les importations de matériels et d'appareils électriques ont augmenté de 142.3 % entre 1924 et 1929 tandis que les exportations de ces mêmes produits finis ne se sont accrues que de 30.8 % dans la même période. De même les importations de machines se sont accrues de 86.5 % pendant que les exportations n'augmentaient que de 23.7 %. Cepen-

dant ici encore une partie des produits importés a servi à la fabrication dans les usines britanniques d'articles plus compliqués dont une partie a ensuite été exportée. Aussi faut-il considérer ces chiffres comme des indications mais ne pas être trop absolu quant aux conclusions que l'on en tire.

Le tableau reproduit plus loin rapproche la valeur des importations et celle des exportations pour différentes catégories de produits, en indiquant pour chacune la proportion des importations par rapport aux exportations.

Ces chiffres montrent bien que pour un ensemble important de marchandises manufacturées, la proportion des importations par rapport aux exportations est considérable, ce qui ne laisse pas d'être étonnant pour un pays industriel comme la Grande-Bretagne.

En 1928, sur un total de £ 317 millions de produits manufacturés et semi-manufacturés importés, pas moins de 90 % ont été fournis par l'Etranger. Le deuxième tableau reproduit à la suite du précédent indique la répartition de cette somme totale entre les principales catégories de marchandises importées, classées par ordre d'importances respectives.

Produits Manufacturés	1913		1925		1929	
	Export. £ millions	Import. £ millions	Export. £ millions	Import. £ millions	Export. £ millions	Import. £ millions
Fer et Acier manufacturés....	54	15	68	24	68	25
Machines.....	37	7	49	12	54	19
Véhicules (locomotives, navires, etc.).....	22	8	32	12	50	11
Produits chimiques.....	22	13	23	14	26	17
Filés de coton.....	127	12	199	10	135	11
Marchandises de laine.....	38	10	60	15	52	16
Vêtements.....	16	6	29	21	25	20
Poterie et verrerie.....	5	4	12	10	14	11
Coutellerie.....	8	7	9	9	9	8
Produits divers.....	34	26	34	28	39	31
						80

ENUMERATION
DES PRINCIPALES IMPORTATIONS MANUFACTUREES
CLASSEES PAR ORDRE D'IMPORTANCES RESPECTIVES

Année 1928.

Essences, huiles, graines, résines, manufac- turées.	£ 37.8 millions.
Métaux manufacturés autres que le Fer et l'Acier.	£ 33.1 »
Fer et Acier manufacturés.	£ 21.4 »
Cuirs manufacturés.	£ 19.6 »
Vêtements.	£ 19.4 »
Laine filée.	£ 17.2 »
Papier et carton.	£ 17.2 »
Machines.	£ 16.7 »
Autres textiles.	£ 15.6 »
Produits chimiques et colorants.	£ 15.3 »
Soie manufacturée.	£ 14.4 »
Coton filé.	£ 10.8 »
Poterie et verrerie.	£ 10.7 »
Véhicules (locomotives, navires, automobi- les, etc...)	£ 10.0 »
Articles de bois.	£ 8.4 »
Coutellerie, quincaillerie, horlogerie.	£ 7.6 »
Matériel électrique.	£ 4.7 »
Caoutchouc manufacturé.	£ 3.3 »
Total des produits ci-dessus.	£ 283.2 millions.
Total des produits manufacturés importés. .	£ 317.8 millions.

Les importations d'essences, huiles, graisses, résines, dont la valeur totale a été en 1928 de £ 37.8 millions, ont été pour la plupart fournies par les pays étrangers, principalement par la Russie et les Etats-Unis. Elles se sont composées des produits suivants :

Essence d'automobile.....	£ 18.2 millions.
Alcool à brûler.....	£ 3.5 »
Huiles de graissage.....	£ 4.7 »
Huile combustible.....	£ 4.7 »
Huile de paraffine.....	£ 1.6 »
Graisse d'automobiles.....	£ 1.5 »
Autres produits.....	£ 3.6 »
TOTAL.....	£ 37.8 millions.

La tendance croissante à élaborer sur place, chez les pays producteurs, ces divers produits, est la cause principale de l'importance actuelle de ces importations sous forme manufacturée.

La Grande-Bretagne importe également des quantités croissantes de cuir manufacturé. Elle en a importé, en 1928, pour une valeur de £ 19.4 millions.

Une partie importante des cuirs et peaux non apprêtés a été fournie par les Indes. Au contraire, les produits finis et articles de cuir ont été, pour leur presque totalité, importés des pays européens :

Cuir non apprêté (dont £ 3.8 millions fournis par l'Inde).....	£ 6.5 millions.
Peaux autres que le mouton (dont une partie importante fournie par l'Inde).....	£ 1.6 »
Peaux de mouton (dont une partie importante fournie par l'Inde).....	£ 1.3 »
Box-calf, cuir glacé, vernis, etc..., et articles de cuir (provenant en majeure partie du continent Européen).....	£ 8.5 »
Autres produits.....	£ 1.5 »
TOTAL.....	£ 19.4 millions.

Les importations de papier et carton, indépendamment des importations de pulpe de bois et de pâte à papier, ont atteint la valeur élevée de £ 17.2 millions en 1928. Sur ces £ 17.2 millions, £ 13.9 millions ont été payés à des pays étrangers et seulement £ 3.3 millions sont revenus aux pays de l'Empire Britannique. Les fournisseurs étrangers ont été principalement : la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Allemagne. Les principaux fournisseurs impériaux ont été le Canada et le Newfoundland. La part du Canada dans ces importations britanniques devrait être beaucoup plus grande. De plus en plus les manufactures de papier et de carton ont une tendance à s'établir à proximité des forêts.

Sous la rubrique « véhicules » les statistiques anglaises groupent les importations d'automobiles, de châssis, camions, etc... et les importations d'accessoires. En 1928, sur un total de £ 10.0 millions :

Les automobiles, camions, châssis ont représenté un total de £ 4.7 millions, dont £ 3.7 millions ont été fournis par les pays étrangers et £ 1.0 million par l'Empire, principalement par le Canada. Les accessoires ont été fournis à raison de £ 2.0 millions par les pays étrangers et seulement £ 0.2 million par le Canada.

Les £ 4.1 millions restants ont correspondu à des importations de machines roulantes diverses, locomotives, navires, etc...

Ce rapide examen des importations de produits manufacturés a permis de mettre en lumière plusieurs tendances qui ont caractérisé l'économie britannique d'après guerre. C'est d'abord la substitution dans une large mesure des importations de produits semi-manufacturés aux importations de matières premières proprement dites. C'est ensuite une augmentation des importations de produits manufacturés destinés à être seulement terminés dans les usines britanniques ou assemblés en vue de la fabrication d'articles plus

compliqués. Ces tendances ont eu pour cause à la fois l'industrialisation des pays neufs exportateurs de matières premières, et la nécessité de réaliser des économies sur les frais de transport. Il y a eu enfin une augmentation de la concurrence étrangère sur le marché intérieur britannique, qui a été au détriment de l'industrie britannique elle-même et en a marqué en quelque sorte le déclin.

La nécessité de restreindre le déficit de la balance commerciale au moyen d'une diminution des importations de produits manufacturés et le souci de déterminer un regain d'activité des industries travaillant pour le marché national en les protégeant contre la concurrence étrangère ont formé les deux arguments principaux invoqués par le Gouvernement Britannique à l'appui des récentes mesures protectionnistes qui ont été prises.

LA DEPENDANCE DE LA GRANDE-BRETAGNE A SES IMPORTATIONS DE

Avant guerre : Moyenne 1905-1910. Après guerre : Moyenne 1924-1928.	Production Nationale		Consom. Nationale	
	avant- guerre £ millions	après- guerre £ millions	avant- guerre £ millions	après- guerre £ millions

Marchandises qui sont nor- malement produites en Grande-Bretagne :

Blé et farine.....	7.8	10.6	39.0	70.9
Viande et lard.....	64.1	98.6	123.3	225.5
Volaille et œufs.....	9.6	22.2	21.0	44.6
Produits de laiterie.....	30.6	62.5	64.3	128.4
Pommes de terre et autres légumes.	11.2	31.3	15.5	44.5
Fruits des vergers et pota- gers.	4.5	8.5	7.8	19.3
Poissons.	8.4	15.2	10.7	24.8
TOTAL.....	136.2	248.9	281.6	555.0

Marchandises qui ne sont pas normalement pro- duites en Grande-Breta- gne :

Fruits, noix, etc... exoti- ques.	—	—	9.0	34.8
Margarine.	(1)	(1)	3.5	14.4
Sucre.	—	—	16.5	32.2
Cacao.	—	—	0.8	2.6
TOTAL.....	—	2.0	32.8	84.0
TOTAL général.....	136.2	250.9	314.4	639.0

(1) La production nationale de margarine est confondue par les

L'EGARD DE L'EMPIRE ET DE L'ETRANGER POUR DENREES ALIMENTAIRES

Importances respectives des provenances nationale, impériale, étrangère					
Provenance nationale		Provenance Impériale		Provenance étrangère	
avant- guerre Pourcentages	après- guerre Pourcentages	avant- guerre Pourcentages	après- guerre Pourcentages	avant- guerre Pourcentages	après- guerre Pourcentages
20.0	15.0	27.9	43.4	52.1	41.6
52.0	44.3	17.0	17.2	31.0	38.5
45.7	49.8	17.1	13.7	37.2	36.5
47.6	48.7	21.6	25.4	30.8	25.9
72.3	70.3	7.7	7.2	20.0	22.5
57.7	44.0	14.1	17.6	28.2	38.4
78.5	61.3	8.4	7.7	13.1	31.0
48.4	44.9	18.7	20.9	32.9	34.2
—	—	8.2	19.0	91.8	81.0
—	—	18.6	38.2	81.4	61.8
—	6.2	5.2	23.3	94.8	70.5
—	—	38.5	88.5	61.5	11.5
—	—	—	—	—	—
43.3	39.3	17.7	21.6	39.0	39.1

Statistiques du Board of Trade avec les importations.

CHAPITRE IV

L'Analyse du Commerce d'Exportation. Les Catégories de marchandises exportées, leurs destinations.

Si l'augmentation des importations de produits manufacturés pendant les années d'après guerre a eu à la fois pour cause et pour conséquence une diminution de l'activité industrielle, ce déclin de l'industrie britannique a été encore mieux marqué par l'effondrement des exportations. L'augmentation des importations d'articles manufacturés a marqué un déclin d'activité des industries travaillant pour le marché national. Au contraire, la diminution des exportations a été corrélative de la crise qu'ont traversé depuis la guerre les industries travaillant pour le commerce d'exportation. Tandis que les premières n'intéressaient qu'indirectement la présente étude, les dernières sont au contraire en relation étroite avec le commerce extérieur. On se bornera cependant à indiquer les causes très générales et surtout les caractéristiques de la crise des industries britanniques après la guerre puisque cette crise a fait l'objet d'une étude détaillée dans le livre de M. André Siegfried ⁽¹⁾. On se

(1) Consulter M. André SIEGFRIED : La crise britannique au XX^e siècle, pp. 21 à 78.

bornera à exposer ici les questions intéressant directement l'évolution du commerce extérieur britannique d'après guerre et on réservera pour la deuxième partie du présent ouvrage une étude de la situation actuelle de l'industrie britannique dans son ensemble, afin d'examiner quelles pourront être, dans un prochain avenir, les conséquences des mesures protectionnistes sur l'activité commerciale de la Grande-Bretagne.

Le tableau suivant montre clairement le déclin du commerce d'exportation pendant les années d'après guerre. Depuis la cessation des hostilités le volume du commerce d'exportation a toujours été largement inférieur à celui de 1913, et entre 1924 et 1929 il n'a enregistré qu'une hausse minime en comparaison de l'augmentation du volume des importations entre ces deux dates.

Années	Valeur en £ millions	Volume :	
		indice 1913=100	indice 1924=100
1913	525	100	—
1919	798	54.9	—
1920	1334	70.9	—
1921	703	49.8	—
1922	719	68.9	—
1923	767	74.5	—
1924	801	76.1	100
1925	773	75.6	99.2
1926	652	67.7	88.8
1927	709	77.8	102.3
1928	723	79.6	104.7
1929	730	82.4	108.3

Après la crise de 1926, les exportations ont augmenté en valeur absolue en dépit de la baisse continue des prix, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous :

	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Indice général des prix des marchan- disés exportés...	100.0	97.3	92.0	86.6	86.3	84.1

En 1929, le volume des exportations est de 18 % inférieur à celui de 1913 alors que le volume des importations est de 21 % supérieur à celui d'avant guerre. Entre 1924 et 1929, le volume des exportations n'a augmenté que de 8.3 % pendant que celui des importations augmentait de 14.1 %.

A l'inverse de ce qui caractérisait les importations, les exportations britanniques se composent en majeure partie de produits manufacturés.

Années	Denrées alimentaires			Matières premières			Produits manufacturés		
	valeur £ millions	indice volume	indice prix	valeur £ millions	indice volume	indice prix	valeur £ millions	indice volume	indice prix
1924	57	100.0	100.0	106	100.0	100.0	619	100.0	100.0
1925	55	96.3	100.2	84	89.5	88.6	616	101.4	98.2
1926	50	93.3	94.9	47	55.8	79.4	538	93.6	92.8
1927	52	100.3	91.4	76	91.8	78.1	564	104.3	87.3
1928	54	105.8	90.0	70	89.8	73.4	579	107.8	86.7
1929	56	119.5	81.8	79	101.5	73.1	574	109.3	84.8

Les exportations de denrées alimentaires comprennent des exportations de viande, de grains et farines, de légumes et autres produits. Elles comprennent aussi une série de produits alimentaires plus ou moins manufacturés (épices, etc...). Mais toutes ces marchandises sont exportées en très faibles quantités. Les seules exportations alimentaires importantes sont celles des poissons, des spiritueux et du tabac.

Approximativement le tiers du poisson pêché sur les côtes de la Grande-Bretagne est exporté. La valeur des exportations de poissons, en 1928, a atteint £ 7.5 millions; exportations composées en majeure partie de harengs.

La valeur des exportations de spiritueux est chaque année importante. En 1928, elle a été de £ 10 millions.

Enfin les exportations de tabac sont comprises par les statistiques britanniques au nombre des exportations de denrées alimentaires. Elles ont atteint, en 1928, la valeur de £ 10 millions.

Les exportations de matières premières s'identifient pour leur presque totalité avec les exportations de charbon. Sur les £ 79 millions de matières premières exportées en 1929, les exportations de charbon ont eu à elles seules une valeur de £ 69 millions. L'étude du charbon fera l'objet du premier d'une série de paragraphes consacrés aux principales industries exportatrices ⁽¹⁾.

(1) Consulter une statistique annexée au présent chapitre, dans laquelle les exportations ont été classées en trois groupes : celles dont le volume s'est accru de 20 % et plus entre 1924 et 1929; celles dont le volume s'est accru de moins de 20 % entre ces deux dates; enfin celles dont le volume, en 1929, a été inférieur à celui de 1924.

- § 1^{er}. Les exportations de charbon entre 1920 et 1929.
- § 2. Les exportations des produits des industries textiles entre 1920 et 1929.
- § 3. Les exportations des industries des métaux entre 1920 et 1929.
- § 4. Les exportations des industries chimiques et autres industries analogues entre 1920 et 1929.
- § 5. L'activité commerciale d'un certain nombre d'autres industries entre 1920 et 1929.
- § 6. Les principaux marchés d'exportation de la Grande-Bretagne après la guerre.

§ 1^{er}. *Les exportations de charbon entre 1920 et 1929.*

Les exportations de charbon ont constitué pendant longtemps une des bases principales du commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui le charbon britannique est en partie déchu du rôle qu'il jouait autrefois dans le commerce international, à la suite de l'augmentation considérable de la production houillère d'un certain nombre de pays étrangers dont certains, comme exportateurs, sont devenus les concurrents de la Grande-Bretagne, et à la suite aussi de l'importance croissante prise par d'autres combustibles et par l'électricité.

Les exportations de coke et de briquettes ont seules augmenté de 1924 à 1929, les exportations de charbon proprement dit ont, au contraire, beaucoup diminué. En 1913, la Grande-Bretagne a exporté environ 97 millions de tonnes de charbon, représentant sensiblement le tiers de sa production. Sur ce chiffre, 76 millions de tonnes ont fait l'objet

d'exportations proprement dites et 21 millions de tonnes ont été exportées sous forme de charbon de soute sur des navires étrangers venus pour s'approvisionner en charbon dans les ports britanniques. En 1929, seulement 82 millions de tonnes ont été exportées dont 17 millions de tonnes de charbon de soute. Si l'on exclut le charbon de soute, le mouvement des exportations de charbon entre 1920 et 1929 a été le suivant :

Années	Exportations		Production : Millions de Tonnes	Indices des Prix du char- bon exporté
	volume: millions de tonnes	valeur £ millions		
1913	73.4	97.8	287	100
1921	24.7	43.0	163	130
1922	64.2	72.5	250	84
1923	79.5	99.8	276	94
1924	61.7	72.1	267	87
1925	50.8	50.5	243	74
1926	20.6	19.1	126	69
1927	51.1	45.5	251	66
1928	50.1	39.1	237	58
1929	60.3	48.6	258	60

La diminution des exportations de charbon a eu pour causes à la fois des facteurs inhérents à l'économie britannique : mauvaise organisation des entreprises minières britanniques, trop nombreuses et mal outillées, salaires et prix de revient trop élevés; et des facteurs indépendants de la Grande-Bretagne : l'emploi de plus en plus répandu des autres combustibles et sources d'énergie (mazout, essence et pétrole, houille blanche, électricité), le développement de

la production houillère chez des pays autrefois clients de la Grande-Bretagne et une concurrence étrangère de plus en plus active sur les marchés internationaux. On ne s'arrêtera pas ici aux premiers facteurs qui font davantage partie d'une étude de l'industrie britannique que du commerce extérieur, et qui ont été déjà l'objet de nombreux commentaires (1). Au contraire, il est intéressant de donner un aperçu de l'augmentation de la production et des exportations de charbon chez un certain nombre de pays étrangers.

En 1929, la Grande-Bretagne a exporté 83,5 % de son charbon à destination de l'Europe et seulement 8,7 % vers l'Amérique du Sud, 5,8 % vers l'Afrique, l'Asie et l'Océan Indien et 2 % vers l'Amérique du Nord.

En Europe les clients de la Grande-Bretagne se réunissent en trois groupes :

- 1° Le groupe de l'Europe Centrale : France, Allemagne;
- 2° Le groupe de la Méditerranée : Espagne, Italie;
- 3° Le groupe des Pays Scandinaves et de l'Europe Nord-Orientale : Suède, Norvège, Russie.

Tandis que la production du charbon diminuait en Grande-Bretagne entre 1924 et 1929 il n'en a pas été de même pour les autres pays européens, comme le prouvent les chiffres suivants :

(1) On trouvera des études détaillées de la crise charbonnière britannique dans les ouvrages suivants :

1° Rapport sur la crise du charbon : *The Coal crisis : Facts from the Samuel Commission*; London, 1926 : *Labour Research Department*.

2° Conférences économiques internationales de la S. D. N. : *Memo-randum sur le charbon*, année 1927, tome II, page 9; *Le Problème de l'industrie charbonnière*, année 1929, tome II, page 19; *Le problème du charbon*, année 1932 (comparaisons entre la Grande-Bretagne et divers pays étrangers).

LA PRODUCTION DU CHARBON EN EUROPE

Pays européens	Volume de la Production en millions de tonnes		o/o de la Production Européenne	
PAYS EUROPÉENS	1924	1929	1924	1929
Grande-Bretagne.	271.4	262.0	50.8	43.4
Allemagne.	118.8	163.4	22.2	27.0
France.	44.0	53.8	8.2	8.9
Pologne.	32.3	46.2	6.1	7.6
Belgique.	23.4	26.9	4.4	4.5
Tchéco-Slovaquie.	15.2	16.5	2.8	2.7
Pays-Bas.	6.2	11.6	1.2	1.9
Reste de l'Europe.	22.7	23.9	4.3	4.0
Europe (non compris U. R. S. S.)	534.0	604.3	100.0	100.0

La production européenne du charbon s'est accrue de plus de 13 % entre 1924 et 1929. Le seul pays qui n'ait pas participé à cette augmentation est la Grande-Bretagne. De plus, la part de la Grande-Bretagne dans la production européenne a diminué de 50,8 % à 43,4 %. Au contraire, les progrès de la production allemande ont été considérables, et ceux de la Pologne et de la France ont été très sensibles. Dans la même période, la production de lignite s'est élevée de 27.7 millions de tonnes à 38.8 millions de tonnes en Allemagne et de 12.0 millions de tonnes à 13.3 millions de tonnes en Tchéco-Slovaquie. Si on ajoute la production de

lignite de l'Allemagne à celle du charbon on obtient un total de 146.5 millions de tonnes en 1924 et de 202.2 millions de tonnes en 1929. Or le lignite est utilisé de plus en plus en Allemagne comme force motrice et pour la production de l'électricité, ce qui accroît d'autant les quantités de charbon disponibles pour l'exportation. Tandis que la Grande-Bretagne a exporté 31,7 % de sa production en 1929 contre 31,5 % en 1924, l'Allemagne a exporté 15,8 % de sa production houillère contre 8,0 % en 1924, marquant un progrès considérable.

Les exportations de charbon des principaux pays européens, en 1924 et en 1929, ont d'ailleurs été les suivantes :

	1924	1929
PAYS EXPORTATEURS	EN MILLIONS DE TONNES	
Grande-Bretagne.	85.5	83.1
Allemagne.	26.8	42.2
Pologne et Dantzig.	11.9	14.1
Pays-Bas.	3.5	8.3
Belgique.	3.8	5.5
France et Sarre.	2.8	6.1
Tchéco-Slovaquie.	4.1	4.9

Les exportations de tous ces pays européens ont augmenté entre 1924 et 1929, à l'exception de celles du Royaume-Uni.

Si maintenant on ne considère plus les productions et les exportations de ces pays pour les comparer à celles de la Grande-Bretagne, mais leurs parts respectives dans l'approvisionnement des grands marchés européens, on voit encore plus nettement la décadence du commerce extérieur britannique.

Dans un premier tableau sont groupés les marchés d'importation des pays de l'Europe septentrionale, principaux importateurs de charbon : La Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Esthonie la Lettonie, la Lithuanie; des comparaisons étant faites entre les trois principaux fournisseurs de charbon de ces marchés : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Pologne et Dantzig.

Dans un deuxième tableau sont groupés les marchés d'importation des pays de l'Europe occidentale, importateurs de charbon : les Pays-Bas, la Belgique, la France étant les principaux; les deux principaux fournisseurs de ces marchés étant la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Sur ces marchés la Grande-Bretagne a regagné par la suite le terrain perdu en 1926, mais dans l'ensemble, la part de l'Allemagne a été plus considérable et s'est accrue davantage que celle de la Grande-Bretagne.

Les trois pays importateurs de charbon : les Pays-Bas, la Belgique et la France s'exportent aussi mutuellement du charbon, mais en quantités relativement faibles. En particulier, la Grande-Bretagne a été aux prises sur le marché français avec une concurrence croissante, non seulement de l'Allemagne, mais aussi des Pays-Bas et de la Belgique.

Enfin, dans un troisième tableau, sont groupés les marchés d'importation du charbon des pays de l'Europe méridionale : l'Espagne, le Portugal, l'Italie et les possessions britanniques dans la mer Méditerranée. Les deux principaux fournisseurs de ces marchés sont toujours la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La concurrence allemande, sur ce troisième groupe de marchés a été beaucoup plus accentuée dans les années d'après-guerre qu'elle ne l'était avant la guerre et elle est allée en augmentant.

Les marchés de l'Autriche et de la Hongrie sont uniquement approvisionnés par le charbon provenant d'Allemagne, et surtout de Tchéco-Slovaquie et de Pologne.

EXPORTATIONS A DESTINATION DES MARCHES
DE L'EUROPE SEPTENTRIONALE
(NORVEGE, DANEMARK, SUEDE, FINLANDE,
ESTHONIE, LETTONIE, LITHUANIE)

TABLEAU I (1).

	Volume : milliers de tonnes			Pourcentage du total importé sur ces marchés		
	Provenant de Grande- Bretagne	Provenant d'Allemagne	Provenant de Pologne et Dantzig	Provenant de Grande- Bretagne	Provenant d'Allemagne	Provenant de Pologne et Dantzig
1924	12.543	243	28	97.9	1.9	0.2
1925	9.857	1.458	584	82.8	12.3	4.9
1926	3.375	3.775	4.302	29.5	33.0	37.5
1927	8.296	3.024	4.149	53.6	19.6	26.8
1928	7.275	1.525	5.834	49.7	10.4	39.9
1929	9.210	2.343	5.620	53.6	13.7	32.7

(1) Il vaut mieux dire exportations à destination de ces marchés provenant de Grande-Bretagne, etc..., plutôt qu'importations de ces marchés provenant de Grande-Bretagne, etc., parce qu'une partie des exportations polonaises passe par l'Allemagne pour être réexportée ensuite vers les marchés du Nord.

IMPORTATIONS DE CHARBON
DANS LES MARCHES DE L'EUROPE OCCIDENTALE
(PAYS-BAS, BELGIQUE, FRANCE)

TABLEAU II.

Années	Volume en milliers de tonnes		Volume total en 1000 tonnes	Pourcentage du total importé	
	Provenant de Grande-Bretagne	Provenant d'Allemagne	Total	Provenant de Grande-Bretagne	provenant d'Allemagne
1924	18.495	22.884	53.606	34.5	42.7
1925	13.782	25.230	47.294	29.1	53.3
1926	5.516	31.170	46.040	12.0	67.7
1927	13.005	26.263	49.217	26.4	53.4
1928	12.356	23.914	48.122	25.7	49.7
1929	18.606	26.519	58.866	31.6	45.0

IMPORTATIONS DE CHARBON
DANS LES MARCHES DE L'EUROPE MERIDIONALE
(ESPAGNE, PORTUGAL, ITALIE,
POSSESSIONS BRITANNIQUES DE LA MEDITERRANEE)

TABLEAU III.

Années	Volume en milliers de tonnes		Volume total en 1000 tonnes	Pourcentage du total importé	
	Provenant de Grande-Bretagne	Provenant d'Allemagne	Total	Provenant de Grande-Bretagne	provenant d'Allemagne
1924	8.952	4.405	14.285	62.7	30.8
1925	9.842	2.804	14.074	69.9	19.9
1926	5.272	5.432	14.859	35.5	36.6
1927	10.183	5.214	18.516	55.0	28.1
1928	9.830	4.962	17.579	55.9	28.2
1929	10.793	6.751	19.698	54.8	34.3

Sur tous ces marchés, les importations de charbon d'origine britannique ont diminué en valeur absolue et ont diminué encore davantage en importance relative, comparées aux importations provenant d'Allemagne et de Pologne.

Si on compare les prix moyens des exportations britanniques, on voit qu'à ce point de vue la Grande-Bretagne s'est trouvée avantagée par rapport à l'Allemagne, et, au contraire, en infériorité vis-à-vis de la Pologne.

PRIX MOYEN, EN DOLLARS, DE LA TONNE DE CHARBON

Années	Prix moyen du charbon exporté			Prix moyen du charbon importé		
	de Grande-Bretagne	d'Allemagne	de Pologne	en France	en Italie	en Suisse
1924	5.09	4.86	4.34	5.81	8.85	10.23
1925	4.71	4.81	3.46	5.53	7.93	9.05
1926	—	5.11	3.46	5.27	8.39	8.36
1927	4.27	5.72	3.50	5.91	9.01	8.51
1928	3.73	4.39	3.14	5.02	6.66	8.36
1929	3.87	4.40	3.09	5.33	6.83	8.40

Sur les principaux marchés européens, la Grande-Bretagne a perdu beaucoup de terrain pendant l'année 1926 au cours de laquelle les grèves ont arrêté ses exportations de charbon. Sa place a été prise par d'autres pays, principalement par l'Allemagne et aussi par la Pologne, et elle n'a pu, par la suite, récupérer qu'en partie la part qui lui appartenait autrefois.

Ce n'est pas seulement sur les marchés européens, mais aussi sur ceux des autres continents, que les exportations

britanniques de charbon ont été en régression depuis la guerre, à cause de la concurrence d'un certain nombre de pays extra européens.

Les Etats-Unis sont devenus depuis la guerre exportateurs de grosses quantités de charbon. Entre 1924 et 1929, le volume des exportations de charbon des Etats-Unis a été en moyenne de 24 millions de tonnes annuelles, sauf en 1926 où il s'est élevé à 43 millions de tonnes. En Afrique, les exportations annuelles de l'Union Sud Africaine ont été après la guerre de l'ordre de 1.5 millions de tonnes. En 1926, elles ont dépassé 2 millions de tonnes. Enfin en Extrême-Orient, la Chine exporte chaque année de 3 à 4 millions de tonnes et le Japon de 2 à 2.5 millions de tonnes. Sur les 24 millions de tonnes exportées annuellement par les Etats-Unis, 16 millions de tonnes environ sont destinées au Canada. En Extrême-Orient, la Chine et le Japon sont respectivement fournisseurs et clients l'un de l'autre pour 1.5 à 2 millions de tonnes de charbon chaque année.

Sur les marchés des pays de l'Empire Britannique, les exportations de charbon de la Grande-Bretagne ont été aussi en régression depuis la guerre, à cause de la concurrence étrangère, et surtout de l'augmentation de la production impériale.

Les importations de charbon du Canada ont augmenté de 15.7 millions de tonnes en 1924 à 17.5 millions de tonnes en 1929. Or, en 1929, sur les 17.5 millions de tonnes importées, 16 millions de tonnes ont été fournis par les Etats-Unis et seulement 800.000 tonnes environ par la Grande-Bretagne. Les importations de l'Inde en 1929, d'un total de 208.000 tonnes, sont provenues : 31.000 tonnes de Grande-Bretagne contre 169.000 tonnes de l'Union Sud-Africaine.

Enfin, en dehors de l'Empire Britannique, la Grande-Bretagne demeure toujours à peu près le seul fournisseur de charbon de la République Argentine. Sur les 3.1 millions de tonnes importées en République Argentine en 1929, 2.9 millions de tonnes ont été fournies par la Grande-Bretagne,

168.000 tonnes par l'Allemagne et seulement 30.000 tonnes par les Etats-Unis.

L'Empire Britannique est actuellement un très gros producteur de charbon. En plus des gisements houillers du Royaume-Uni, il existe des gisements très étendus dans plusieurs régions de l'Empire, notamment au Canada et en Australie.

Au Canada, l'importance des gisements houillers a été estimée à : 200 milliards de tonnes de charbon bitumeux et 70 milliards de tonnes d'anhracite. La production canadienne, en 1928, s'est élevée à 17.5 millions de tonnes d'une valeur de £ 12.5 millions.

En Australie, les principaux gisements sont situés dans les Nouvelles-Galles du Sud. La production annuelle y atteint 12 millions de tonnes. L'Inde produit elle-même 20 millions de tonnes. En Nouvelle-Zélande, la production annuelle est suffisante pour approvisionner entièrement le marché intérieur et permettre une exportation annuelle de 130.000 tonnes. Enfin, la production annuelle de l'Afrique du Sud dépasse 12 millions de tonnes dont 90 % proviennent du Natal et du Transvaal. Les ressources de l'Afrique du Sud en charbon ont été estimées à 250 milliards de tonnes. L'Afrique du Sud pourvoit entièrement à sa propre consommation de charbon et exporte chaque année environ 1.5 millions de tonnes. Des quantités importantes de charbon sont aussi produites en Nigérie, à Bornéo, dans le Newfoundland, et en Malaisie britannique.

Cette importance de la production houillère de l'Empire, qui ne fera que s'accroître dans l'avenir explique la régression des exportations britanniques sur les marchés impériaux, et l'augmentation de la part relative de l'Europe dans les exportations de charbon du Royaume-Uni. La crise des exportations de charbon est grave et grosse de répercussions sur l'équilibre économique de la Grande-Bretagne. Les perspectives d'avenir apparaissent sous un jour particulièrement assombri.

LES PRINCIPAUX PAYS DESTINATAIRES
DES EXPORTATIONS DE CHARBON
DE LA GRANDE-BRETAGNE EN 1929

HOUILLE

PAYS DESTINATAIRES	1.000 TONNES
U. R. S. S.....	34
Suède.....	2.373
Allemagne.....	5.609
France.	13.254
Italie.	7.208
Danemark.....	2.230
Pays-Bas.	3.173
Belgique.	4.206
Norvège.	1.467
Finlande.	469
Espagne.	1.812
République-Argentine.	2.844
Autres pays d'Europe.....	5.940
Afrique.	5.226
Amérique du Nord.....	1.120
Amérique du Sud.....	2.549
Autres pays.....	1.717
TOTAL.....	61.231

Charbon de soute.....	16.653
-----------------------	--------

COKE

PAYS DESTINATAIRES	1.000 TONNES
U. R. S. S.....	—
Suède.	531
Norvège.	387
Danemark.	917
Allemagne.	211
Espagne.	203
Italie.	198
France.	19
Pays-Bas.	13
Belgique.	—
Finlande.	56
Autres pays d'Europe.....	83
Afrique.	—
Asie.	28
Amérique du Nord.....	52
Amérique du Sud.....	69
Océanie.	30
Non spécifié.....	153
 TOTAL.....	 2.950

AGGLOMERES

PAYS DESTINATAIRES	1.000 TONNES
France.	151
Algérie.	174
Espagne.	23
Italie.	158
Autres pays d'Europe.	41
Brésil.	224
Chili.	12
Afrique.	137
Asie.	44
Amérique du Nord.	—
Amérique du Sud.	200
Amérique Centrale.	6
Non spécifié.	80
TOTAL.	1.250

En raison de la distance, les marchés de l'Extrême-Orient demeureront fermés au charbon britannique. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud n'importent plus de charbon, et sont devenues des concurrents difficiles à surmonter pour la Grande-Bretagne sur les marchés des

nombreuses îles et des pays impériaux. Le Canada, en raison de sa proximité de la Grande-Bretagne pourrait être pour elle un client intéressant. Mais le développement de la production houillère de ce dominion et le voisinage immédiat des Etats-Unis rendront probablement impossible, dans quelques années, toute importation houillère de provenance britannique. La République Argentine demeure pour la Grande-Bretagne un intéressant débouché, celle-ci y ayant acquis presque le monopole de la fourniture du charbon. Il ne semble pas que la Grande-Bretagne ait beaucoup à craindre sur ce marché la concurrence des Etats-Unis, bien que ce pays bénéficie de l'avantage d'une proximité relative, le charbon américain n'étant pas généralement placé dans des conditions très favorables pour l'exportation à cause de la distance qui le sépare de la mer.

En définitive, les exportateurs britanniques doivent diriger de plus en plus leurs efforts vers les marchés européens bien qu'ici encore ils aient à craindre pour l'avenir la concurrence de l'Allemagne, de la Pologne et peut être de l'U. R. S. S. Ce n'est que par l'amélioration des conditions techniques et économiques propres à l'industrie minière britannique qu'ils pourront maintenir une position déjà fort compromise.

§ 2. *Les exportations des produits des industries textiles entre 1920 et 1929.*

La crise des industries textiles de la Grande-Bretagne après la guerre a fait l'objet d'abondants commentaires et il paraît inutile de revenir sur ce qui a été écrit dans de nombreux ouvrages. Aussi se bornera-t-on ici à donner un aperçu d'ensemble de la situation commerciale des industries du coton et de la laine, pendant les années d'après-guerre, ainsi que des industries d'une importance un peu

secondaire, telles que le lin, le jute, et la soie artificielle (1).

1° *Le coton.* — Les matières premières textiles ont représenté 52.1 % de la valeur totale des importations britanniques en 1924. Les produits manufacturés à partir de ces matières premières sont entrés pour 37 % dans la valeur totale des exportations britanniques en 1924, et pour 47.9 % dans la valeur des exportations de produits manufacturés. Ces chiffres montrent clairement l'importance du rôle joué par les industries textiles dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Cependant, après la guerre, les industries textiles, et parmi elles, principalement l'industrie du coton, ont subi un déclin d'activité considérable. Les filés et autres articles de coton formaient, en 1913, 24 % de la valeur totale des exportations britanniques, et ils atteignirent presque 25 % de la valeur totale des exportations en 1924. Mais entre 1913 et 1924 les exportations britanniques, quant à leur volume, avaient presque diminué de moitié. Le volume des exportations d'articles de coton, en 1924, exprimé en yards carrés, a été égal à 64.8 %. Or, entre 1924 et 1929, la baisse des exportations de coton manufacturé s'est accen-

(1) Sur la situation de l'industrie et du commerce des Textiles en Grande-Bretagne, après la guerre, consulter les ouvrages suivants :

G. W. DANIELS et J. JEWKES : 1° The comparative position of the Lancashire Cotton Industry and Trade (*Manchester Statistical Society*), 1927; — 2° The post-war depression in the Lancashire Cotton Industry (*Royal Statistical Society*), 1928.

W. S. ASCOLI : The Cotton Report, 1930.

Liberal Industrial Inquiry : Britain's industrial future, 1928.

Publications officielles : 1° Economic Advisory Council : Report on the Cotton Industry, 1930; — 2° Committee on Industry and Trade (Balfour Committee) : Survey of Textile Industries, 1928.

Publications de la S. D. N. : 1° Mémoire sur le coton (1927), tome II, page 1; — 2° Mémoire sur la production et le commerce : 1926, tome II, p. 52 (1926); 1913 à 1923-26, tome II, p. 3 (1928); 1913 à 1923-27, tome II, p. 13 (1929); 1923 à 1928-29, tome II, p. 8 (1930); 1925 à 1929-30, tome II, A, p. 19 (1931).

tuée : les exportations d'articles de coton ont diminué en quantité de 772 millions de yards carrés. En particulier, les exportations vers l'Inde ont diminué de 268 millions de yards, celles vers l'Europe, de 229 millions de yards, celles vers la Chine, de 83 millions de yards, et celles vers l'Egypte, de 47 millions de yards. En revanche, les exportations à destination de l'Union Sud-Africaine se sont largement maintenues à leur chiffre de 1924, et les exportations destinées à l'ensemble des pays de l'Empire Britannique, exception faite de l'Inde et de l'Afrique du Sud, ont augmenté de 60 % entre 1924 et 1929.

Les exportations d'articles de coton de la Grande-Bretagne ont varié, dans leur ensemble, dans les proportions suivantes entre 1920 et 1929 :

Années	Millions de yards carrés exportés	£ millions
1913	7.075 (1)	97.8
1921	2.902	137.1
1922	4.184	142.4
1923	4.141	138.4
1924	4.444	153.4
1925	4.436	150.6
1926	3.834	116.1
1927	4.118	110.0
1928	3.866	107.3
1929	3.672	99.3

(1) Yards linéaires.

Le déclin des exportations de coton après la guerre a été dû, en grande partie, à la concurrence de l'Inde et du Japon, en Orient et en Extrême-Orient. L'Inde n'est pas un gros exportateur de coton manufacturé, mais l'essor de ses industries nationales a été la cause de la diminution, principalement à partir de 1927, des importations d'origine britannique. En 1927, les exportations britanniques de coton manufacturé à destination de l'Inde ont été de l'ordre de 1.650 millions de yards, ce qui montre l'importance de l'Inde comme marché d'exportation de ces produits. Les exportations britanniques à destination de la Chine ont beaucoup diminué depuis 1924, date à laquelle elles étaient approximativement de 230 millions de yards, à la suite des troubles politiques et aussi de la concurrence japonaise sur le marché chinois.

La revue illustrée de la Chambre de Commerce de Manchester contient dans son numéro relatif à l'année 1928-29 un exposé intéressant du commerce britannique du coton avant et après la guerre ⁽¹⁾. Il y est fait une comparaison entre la très grande prospérité du Lancashire avant la guerre et le déclin de son activité après la guerre. Sans entrer dans les détails de problèmes relevant davantage d'une étude de l'industrie proprement dite, il est intéressant de reproduire ici quelques-unes des idées générales contenues dans cet exposé.

A la suite d'un heureux concours de circonstances, l'industrie cotonnière britannique était, à la veille de la guerre, la première du monde entier, possédant à elle seule plus de 40 % des broches et des métiers de l'ensemble des pays. Les articles de coton exportés par la Grande-Bretagne, en 1913, n'étaient pas inférieurs à 7 milliards de yards carrés,

(1) Manchester Chamber of Commerce Handbook, 1928-29, p. 13 : « The Cotton Trade Position » (A Statement prepared by the Secretary of the Chamber under the direction of the Board).

destinés à tous les grands marchés du monde. Les exportations de filés de coton étaient elles-mêmes considérables, atteignant 200 millions de lbs, mais déjà concurrencées en Extrême-Orient par les exportations de filés de l'Inde et du Japon. A la faveur de la guerre, le développement industriel des pays d'outre-mer se fit à une cadence accélérée, et lorsque les hostilités prirent fin, la Grande-Bretagne se trouva en présence de concurrents nouveaux et surtout de pays se suffisant largement à eux-mêmes. En effet, la production industrielle des filés de coton et des articles de coton manufacturé augmenta dans le monde entier dans de très larges proportions pendant et après la guerre. Si la consommation s'accrut dans les mêmes proportions, le volume des échanges de produits de coton manufacturé entre les peuples fut loin de s'accroître en proportion. Aussi la Grande-Bretagne eut-elle moins à souffrir depuis la guerre, de l'apparition de concurrents nouveaux que d'une restriction générale des importations de ses anciens clients à la suite des progrès réalisés par leurs industries respectives. Si on ajoute à ces causes extérieures et indépendantes de la Grande-Bretagne, les vices inhérents à l'économie même de son industrie (mauvaise organisation des entreprises de tissage, trop dispersées, en comparaison de la puissante organisation des filatures; matériel démodé, salaires et prix de revient trop élevés) on a l'explication du déclin du commerce britannique du coton après la guerre. Il semble toutefois que les industries qui ont été les plus touchées sont celles qui produisent des filés et des articles de qualités inférieures. Ce sont, en effet, les exportations de qualités inférieures qui ont pu le mieux être concurrencées par les industries rapidement créées et outillées des pays neufs, et c'est d'ailleurs ce que confirme le fait que les importations de coton brut provenant de l'Égypte ont plutôt augmenté depuis la guerre, tandis que les importations de coton américain, de qualité ordinaire, ont beaucoup diminué en comparaison de ce qu'elles étaient en 1913.

Ceci confirme l'opinion émise dans les rapports officiels, d'après laquelle les industries du Lancashire devront s'efforcer dans l'avenir, si elles veulent triompher de la concurrence étrangère, d'améliorer la qualité de leurs produits. Avec les progrès de la civilisation, les exigences des consommateurs deviennent plus grandes et les produits de qualité sont davantage recherchés. A l'heure actuelle, si la Grande-Bretagne peut encore lutter avec succès sur les marchés d'outre-mer, contre la concurrence des Etats-Unis et des autres pays neufs, c'est à la qualité de ses produits qu'elle le doit, et l'avenir de son commerce d'exportation dépendra de la mesure dans laquelle ses industries textiles, secondées par une puissante marine marchande, sauront conserver l'avance qu'elles ont prise sur les pays du nouveau monde.

2° *La laine.* — L'industrie britannique de la laine a elle aussi marqué un déclin considérable depuis la guerre. Elle n'a pas seulement été atteinte par la diminution de ses exportations, mais elle a eu à lutter avec une concurrence étrangère assez importante sur le marché national britannique. En effet, les articles de laine, principalement les articles légers de pure laine, ont été importés en grosses quantités par la Grande-Bretagne depuis la guerre. Ces importations ont été de 18,2 millions de yards carrés en 1924 et de 27.2 millions de yards carrés en 1928, provenant principalement de France et plus tard d'Allemagne. Cependant la production britannique d'articles de laine est demeurée après la guerre à un chiffre élevé (440.5 millions de yards carrés en 1924), et la moitié de la production a pu être exportée. En 1924, les exportations de laine manufacturée ont eu une valeur de £ 67.8 millions. En 1929, la valeur des exportations avait diminué de 23 %, mais le volume était à peu près le même qu'en 1924. En 1924, environ 45.5 % des exportations de laine manufacturée ont consisté en des articles de pure laine. La proportion a augmenté par la suite jusqu'à 49 % en 1928.

L'industrie lainière britannique, comme d'ailleurs l'industrie française, a subi un premier préjudice du fait des modifications apportées à la fabrication de ces articles dans le monde et aussi des changements qui en sont résultés dans les goûts des consommateurs. Pendant que les exportations britanniques déclinaient et après 1924 demeuraient à peu près stationnaires, les exportations de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Italie et de la Tchéco-Slovaquie ont augmenté sensiblement. L'année la plus critique pour l'industrie lainière britannique depuis la guerre a été l'année 1925.

Parmi les marchés d'exportation, les pays de l'Amérique du Sud et les Etats-Unis sont demeurés des clients importants pour la Grande-Bretagne, mais les exportations britanniques à destination de l'Australie et du Canada se sont réduites dans de larges proportions, ainsi que les exportations vers la Chine et le Japon.

Dans l'ensemble, la situation de l'industrie lainière n'a cessé depuis la guerre d'être assez mauvaise. Le volume des exportations a marqué des variations assez grandes d'une année à l'autre, avec une tendance à diminuer après 1924. A certains égards, l'industrie lainière a pu paraître moins gravement atteinte dans sa prospérité que l'industrie du coton, mais la grande disproportion qui sépare ces deux industries au point de vue de leurs importances relatives dans le commerce extérieur britannique, rend toute comparaison entre elles assez délicate et incertaine. En outre, l'existence d'une concurrence étrangère croissante, bien que restreinte, sur le marché intérieur britannique, pour certains articles de pure laine, a été pour l'industrie de la laine, dès avant la crise économique, un indice assez inquiétant.

EXPORTATIONS DE TISSUS ET D'ARTICLES DE LAINE

Années	Millions de yards carrés	£ millions
1913	168	20.7
1921	107	35.8
1922	184	36.8
1923	212	39.7
1924	221	40.2
1925	179	35.2
1926	162	31.7
1927	171	33.1
1928	170	33.9
1929	155	31.6

On peut répéter pour l'industrie de la laine ce qui a été dit pour l'industrie du coton. Les Anglais ont profité pendant longtemps des avantages que leur donnait sur leurs concurrents la qualité de leurs produits. Les tissus de laine, les différents articles de laine et les vêtements fabriqués en Grande-Bretagne jouissent encore auprès des consommateurs d'une réputation sans égale dans le monde. Plus encore que l'industrie du coton, l'industrie de la laine devra s'efforcer de maintenir dans l'avenir la qualité de ses produits, et, dans la mesure du possible, de l'améliorer encore. Il semble que ce soit seulement à cette condition que les exportations britanniques d'articles de laine à destination des pays éloignés comme des pays européens pourront, sinon recouvrer leur importance d'avant-guerre, du moins atteindre un chiffre encore très élevé.

3° *Autres industries textiles d'une importance secondaire.*

— L'industrie du *lin*, en Grande-Bretagne comme partout ailleurs, a subi une régression après la guerre du fait du manque et de la cherté des matières premières. En 1929, la production de lin de la Russie et des pays de l'Europe centrale n'avait pas encore repris son importance d'avant-guerre. La production et le commerce de lin de la Belgique étaient florissants. Les importations britanniques de lin et de filasse ont atteint seulement 60 % de leur quantité d'avant-guerre en 1927, année d'après-guerre où elles ont atteint leur maximum. Les importations de fils pendant cette même année ont été de 44 % inférieures à celles de 1913.

Les exportations d'articles de lin de la Grande-Bretagne ont diminué en conséquence. Sur tous leurs marchés d'exportation, elles ont été très inférieures à leur volume d'avant-guerre et principalement sur le marché des Etats-Unis, elles sont tombées à moins de 30 % du chiffre moyen des années 1911 à 1913, à cause de la concurrence des produits exportés de Belgique et d'autres pays.

La situation de l'industrie du lin et surtout du commerce d'exportation des toiles et autres articles de lin est très mauvaise, et peu d'espoirs sont donnés aux industriels anglais d'un regain de prospérité dans l'avenir.

L'industrie du *jute*, en Grande-Bretagne, et les exportations manufacturées de ce produit ont, à l'inverse de ce qui s'est passé pour le lin, connu une ère de prospérité assez grande après la guerre et jusqu'en 1928. La crise économique les a placées ensuite, comme les autres industries, dans une situation difficile. Les importations de jute se sont accrues de un cinquième entre 1924 et 1929, pendant que les exportations d'articles manufacturés de ce produit augmentaient sensiblement, en particulier les exportations de cordages. La concurrence de l'Inde a nui cependant à ces exportations sur les marchés orientaux, et sera encore plus à craindre dans l'avenir.

L'industrie de la soie artificielle a fait, après la guerre, de très gros progrès en Grande-Bretagne. La production britannique s'est élevée de 24 millions de lbs en 1924 à 52 millions de lbs en 1929. Protégée par des droits de douane depuis 1925, elle est encore insuffisante pour approvisionner complètement le marché intérieur. Il s'en suit que les exportations d'articles et tissus de soie artificielle fabriqués en Grande-Bretagne sont encore très réduites. Mais cette nouvelle industrie britannique offre pour l'avenir des possibilités d'expansion très larges et qui seraient très profitables au commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Une extension de la fabrication des articles mélangés de soie artificielle et de coton pourra aussi être dans les années futures une grosse source de profits.

Jusqu'à présent, c'est l'industrie cotonnière qui domine toutes les industries textiles de la Grande-Bretagne par l'importance de sa production et le grand rayonnement de ses exportations.

Avec l'industrie minière, et l'industrie métallurgique et mécanique, elle constitue une des bases principales de l'activité industrielle du Royaume-Uni, en même temps qu'elle fournit un élément essentiel de son commerce d'exportation.

§ 3. *Les exportations des industries métallurgiques et mécaniques entre 1920 et 1929.*

Dans l'ensemble, les industries métallurgiques et mécaniques ont recouvert une activité assez grande après la guerre, principalement les industries élaborant des produits semi-manufacturés afin de les transformer en produits finis. Cependant, il convient de faire des distinctions entre les différents groupes d'industries.

L'ensemble des exportations de fer et d'acier comprenant quatre groupes distincts : les produits de fer et d'acier (gé-

néralement produits bruts ou semi-manufacturés, et produits manufacturés, tels que les rails de chemin de fer, etc.), la coutellerie, les outils et instruments divers, les machines, les véhicules (automobiles, camions, navires, etc.), a été, en 1929, supérieur de 35,3 % au volume de 1924. La valeur relative des exportations de fer et d'acier par rapport à la valeur totale des exportations a été de 25 % en 1929, contre 19.7 % en 1924. Ces exportations se sont donc accrues depuis la guerre dans de larges proportions en valeur relative et aussi, si l'on tient compte de la baisse des prix, en valeur absolue. Mais cette amélioration s'est faite surtout au profit des exportations de produits manufacturés et d'articles finis, les exportations de produits lourds étant demeurées plutôt stationnaires.

La décadence des industries lourdes du fer et de l'acier a été l'un des faits caractéristiques de l'économie britannique d'après-guerre. Pendant les années de grande prospérité de la période victorienne, la Grande-Bretagne a été comparée à un bloc de houille et de fer. Cette image n'est plus exacte aujourd'hui. A la suite de l'épuisement partiel de son minerai, la Grande-Bretagne a dû s'approvisionner chez les pays étrangers pour des quantités de plus en plus grandes. Elle n'a plus profité de l'avantage que lui conférait jadis la proximité des gisements de minerai et des mines de charbon, puisque le minerai nécessaire au fonctionnement des hauts-fourneaux était progressivement fourni par l'importation. Aussi les prix de revient furent-ils plus élevés, et ils le furent d'autant plus que le manque d'organisation, la vétusté du matériel et autres facteurs de décadence de la technique industrielle britannique rendirent la production des hauts-fourneaux plus onéreuse. Aussi, comme on l'a déjà remarqué dans l'étude des importations, la Grande-Bretagne importe de moins en moins de minerai, remplacé par du fer et de l'acier à l'état brut. C'est donc toute une partie de l'industrie métallurgique, celle des hauts-fourneaux et des fonderies qui est concurrencée sur le marché intérieur par les

industries étrangères. Il est difficile de la protéger puisqu'elle produit des matières premières nécessaires aux autres industries, et c'est même grâce à l'abaissement des prix du fer et de l'acier brut sur le marché britannique, résultant de l'abondance des importations étrangères, que les industries manufacturières de produits, tels que les tôles galvanisées par exemple, ont pu développer leurs exportations et maintenir avec succès les positions qu'elles avaient acquises sur les marchés internationaux.

Ce ne sont pas seulement les hauts-fourneaux, mais les industries métallurgiques proprement dites, qui ont eu à souffrir d'une concurrence croissante de l'Etranger sur le marché britannique. Aussi les importations de produits de fer et d'acier ont été, en 1929, supérieures de 38.6 % à leur volume de 1924. Il est vrai que les exportations de ces mêmes produits se sont largement développées entre ces deux dates, et, de plus, les importations et les exportations de ces produits ne sont pas composées exactement des mêmes articles, la proportion des articles manufacturés étant beaucoup plus fortes chez les dernières que chez les premières. Si on distingue trois catégories de produits : le fer et l'acier bruts; les produits des laminoirs; les produits manufacturés (rails de chemins de fer, etc.); ces trois catégories sont entrées, en 1929, dans les importations et les exportations, dans les proportions suivantes :

	Fer et Acier bruts	Produits des Laminoirs	Produits manufacturés
Importations.	42.5 %	42.9 %	14.6 %
Exportations.	13.0 %	23.1 %	63.9 %

Après avoir beaucoup diminué immédiatement après la guerre, la production du fer et de l'acier s'est accrue pro-

gressivement jusqu'en 1929, à l'exception de l'année 1926 pendant laquelle il y a eu, pour le fer et l'acier comme pour le charbon, un déclin considérable. Les exportations ont varié dans de larges proportions d'une année à l'autre, jusqu'à la fin de l'année 1926, puis leur augmentation a ensuite été continue jusqu'en 1929. Leur volume, en 1929, était encore inférieur de 500.000 tonnes à celui de 1913.

La production du fer a été, depuis la guerre, constamment inférieure à celle de l'acier, à cause des utilisations de plus en plus nombreuses de l'acier à la place du fer. Il en est résulté de nombreuses modifications dans l'activité respective des diverses industries métallurgiques. En 1929, la production du fer a atteint seulement 63 % de la capacité de production de l'industrie britannique, et la production d'acier environ 80 % de la capacité de production de l'acier. Le principal obstacle à une augmentation de la production du fer a été l'utilisation de plus en plus grande des détritux et de la ferraille. Quant à la production de l'acier, elle a eu à lutter contre des importations d'aciers étrangers, principalement fournies par la Belgique. L'importance relative de ces importations, en comparaison de la production britannique, a diminué, puisqu'elle était de 10.8 % en 1929, contre 11.8 % en 1913 et 13.7 % en 1924.

Avec les entreprises minières, ce sont les industries lourdes du fer et de l'acier qui ont été aux prises en Grande-Bretagne, après la guerre, avec les difficultés les plus sérieuses. Leur production est devenue trop onéreuse à cause du manque d'organisation, du mauvais outillage et de l'élévation des salaires, et si la concurrence étrangère, sur le marché britannique, leur a causé beaucoup de tort, elle a été, à certains points de vue, salubre à l'ensemble de l'industrie métallurgique et mécanique, en lui procurant des matières premières à meilleur compte, ce qui a permis le développement des exportations d'articles manufacturés à destination des principaux marchés internationaux.

On reproduit ci-dessous un tableau indiquant le mouvement général des exportations et de la production du fer et de l'acier de 1920 à 1929 ⁽¹⁾.

Années	Exportations de Fer et d'Acier		Production de fer, millions de tonnes	Production d'acier, millions de tonnes	Prix de gros du fer et acier Board of Trade 1913 = 100
	millions de tonnes	£ millions			
1913	4.9	54.3	10.3	7.7	100
1921	1.7	63.6	2.6	3.7	210
1922	3.4	60.9	4.9	5.9	137
1923	4.3	76.2	7.4	8.5	147
1924	3.8	74.2	7.3	8.2	143
1925	3.7	67.9	6.3	7.4	126
1926	3.0	55.1	2.5	3.6	124
1927	4.2	69.4	7.3	9.1	120
1928	4.3	66.8	6.6	8.5	112
1929	4.4	68.0	7.6	9.6	114

De la production des industries lourdes et de l'abaissement des prix de gros du fer et de l'acier dépend toute l'activité des autres industries métallurgiques et des industries mécaniques. « L'acier à bon marché » est la condition première du développement des exportations britanniques. Les fabriques de machines, les construction navales, les ponts

(1) Consulter pour de plus amples détails :

Publications de la S. D. N. : Mémoire sur l'industrie du Fer et de l'Acier, 1927, tome II, p. 8.

Publications officielles : Committee on Industry and Trade (Comité Balfour) : « Survey of Metal industries », 1928.

B. BOWKER : Lancashire under the Hammer, 1928.

et chaussées, la coutellerie, les fabriques de poutrelles, rails, moteurs, outils, etc., sont toutes dans la dépendance des aciéries. Exception faite de l'industrie automobile, elles n'ont pas eu dans l'ensemble à souffrir de la concurrence étrangère sur le marché britannique avant l'année 1930. Elles ont toutes, depuis la guerre, développé de nouveau largement leurs exportations ⁽¹⁾.

Les importations de machines ont été, en 1929, de 50.000 tonnes supérieures à celles de 1924, mais les exportations ont augmenté elles-mêmes de 97.000 tonnes entre ces deux dates. Les machines agricoles forment le principal groupe d'importations, provenant en majorité des Etats-Unis et du Canada. Au contraire, la majorité des machines exportées est représentée par les machines textiles (métiers à filer, métiers à tisser, etc.), et l'Inde est le principal marché d'exportation. Les progrès des exportations de machines textiles sont d'ailleurs en partie la cause de la diminution des exportations de coton manufacturé, puisque ces machines sont destinées à augmenter l'outillage des pays d'outre-mer, et on peut dire que la Grande-Bretagne regagne en partie sur ses exportations de machines ce qu'elle perd sur ses exportations de coton. Les exportations de machines électriques, machines à coudre, moteurs à explosion et à combustion interne se sont considérablement développées, pendant que les exportations de machines à vapeur ont diminué. La haute perfection de la fabrication britannique a été une des causes principales du succès de ses exportations après la guerre sur les marchés des pays étrangers et de l'Empire. Les exportations de machines, de rails et autres matériels

(1) Sur les avantages que présente pour l'industrie métallurgique et mécanique, la production de l'acier en Grande-Bretagne, à des prix moins élevés, voyez un intéressant article de Sir John Hunter dans le *Times* du 24 mars 1932, reproduisant une allocution prononcée à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de la Société Sir William Arrol & Co. Ltd.

ont atteint leur maximum en 1928 et ont commencé à diminuer dès les premiers mois de 1929. Par contre, les exportations de poutrelles ont augmenté jusqu'en 1930 ainsi que les exportations de navires. La Grande-Bretagne construisait avant la guerre des navires marchands pour le compte des pays étrangers. Ces ventes occupaient une place importante dans les exportations et, en 1913, les navires britanniques vendus aux pays étrangers et aux pays de l'Empire Britannique ont représenté un total de 335.000 tonnes. Les destructions opérées pendant la guerre au détriment de la marine marchande du monde entier ont favorisé, dès la cessation des hostilités, un essor magnifique de la construction navale britannique. En 1928, les navires britanniques vendus à l'Etranger ont atteint un total de 344.000 tonnes, et en raison du long laps de temps qui sépare la passation des commandes de la livraison, en 1930, alors que la crise sévissait partout, les exportations de navires britanniques ont atteint le chiffre énorme de 643.000 tonnes. En 1929, la construction navale de la Grande-Bretagne a été de 1 million 520.000 tonnes, un peu supérieure à celle de 1913, de 1 million 507.000 tonnes. Les entreprises de constructions navales sont, en Grande-Bretagne, les plus gros clients des aciéries.

L'industrie automobile a traversé après la guerre une crise grave en Grande-Bretagne et le marché intérieur a été envahi par la production étrangère. Après l'établissement de tarifs protecteurs, les tarifs Mc Kenna en 1925, et après de sérieux efforts des constructeurs pour moderniser leur fabrication et abaisser leur prix de revient, l'industrie britannique a peu à peu repris le contrôle du marché intérieur et ses exportations ont progressé rapidement de 1927 à 1929. C'est principalement pour la fabrication des motocyclettes que la Grande-Bretagne excelle, et les motocyclettes sont exportées chaque année en quantités considérables et à destination du monde entier. Les motocyclettes ont, pour principaux marchés d'exportation, les Etats-Unis, le Canada et les Dominions britanniques. La Grande-Bretagne était aussi,

en 1929, le principal fournisseur de ses dominions pour les automobiles, malgré la concurrence très grande des Etats-Unis et du Canada.

Les exportations des produits de la coutellerie et de l'horlogerie se sont aussi beaucoup développées après la guerre. Ces industries ont également été protégées sur le marché intérieur par les tarifs Mc Kenna de 1925. A l'étranger, elles ne peuvent atteindre qu'une clientèle assez restreinte, acceptant de payer des prix élevés pour se procurer des articles de première qualité.

Enfin, les industries et le commerce d'exportation d'un grand nombre de produits manufacturés à partir de métaux autres que le fer et l'acier ont été prospères après la guerre. Principalement l'industrie du nickel et de l'aluminium ont été parmi les nouvelles industries exportatrices les plus florissantes. De même, les nombreux instruments et matériels électriques produits en Grande-Bretagne, après la guerre, ont été exportés avec succès à destination d'un grand nombre de pays.

Les industries métallurgique et mécanique, après avoir été largement compromises après la guerre, ont revu naître, avant la crise, une partie au moins de leur prospérité d'avant-guerre, pendant que de nouvelles industries se sont créées avec succès. Il semble que les industries lourdes pourront difficilement regagner le terrain qu'elles ont perdu, et il est à craindre que l'avenir leur soit encore plus défavorable que ne leur a été le passé immédiat. A l'inverse, les industries manufacturières proprement dites, et principalement celles qui produisent des articles compliqués nécessitant une fabrication difficile et minutieuse, ont connu, après la guerre, une très grande prospérité, et seront appelées peut être à voir s'accroître encore dans l'avenir le rôle qu'elles jouent dans le commerce extérieur britannique. C'est toute une évolution qui s'est produite au cours de ces dernières années, en Grande-Bretagne, et comme l'indique M. André Siegfried dans son étude de l'industrie britannique, c'est le

centre de gravité même de l'activité industrielle qui s'est déplacé du Nord vers le Sud. Les exportations britanniques de l'avenir se feront de plus en plus au profit des articles d'un prix élevé nécessitant une fabrication minutieuse, d'un poids très faible en comparaison de leur valeur, et appréciés des consommateurs étrangers pour la supériorité de leur exécution et de leur qualité ⁽¹⁾.

§ 4. *Les exportations des industries chimiques
et des autres industries analogues de 1920 à 1929.*

Si on donne le nom d'industries chimiques à toutes les industries qui traitent et manufacturent des produits minéraux et organiques, on obtient un ensemble imposant comprenant les industries les plus diverses. Les industries chimiques, entendues dans ce sens large, ont fait en Grande-Bretagne des progrès si considérables pendant et après la guerre, qu'elles occupent aujourd'hui une des premières places dans le monde. La Grande-Bretagne est devenue ainsi progressivement exportatrice d'un grand nombre de produits pour lesquels elle était autrefois largement tributaire de l'Etranger. La magnifique organisation de ses usines et ses procédés de fabrication les plus modernes ne peuvent manquer de lui assurer pour ses produits chimiques des débouchés encore plus étendus qu'ils ne l'ont été jusqu'ici.

Les importations britanniques de peintures, produits pharmaceutiques et colorants, ont été évaluées, en 1924, à £ 13.3 millions, n'atteignant que 52 % des exportations, évaluées à £ 25.5 millions. En 1929, le volume des impor-

(1) Consulter le livre de M. de Rousiers : *Les grandes industries*. Voir l'étude de l'Industrie du Fer et de l'Acier en général et l'étude du Marché Britannique.

tations a été de 32.3 % supérieur à celui de 1924, et le volume des exportations, de 29.7 % supérieur à celui de 1924. Mais tandis que les exportations comprennent presque exclusivement des produits manufacturés, les importations sont en grande partie composées de matières premières. En 1929, sur £ 15.9 millions de produits chimiques importés, £ 5 millions ont été représentés par des matières premières, telles que des iodures, de la potasse, des nitrates, etc., et £ 5 millions ont correspondu à des produits semi-manufacturés inutilisables directement pour la consommation. Les colorants synthétiques, importés en grandes quantités avant la guerre, sont aujourd'hui produits en quantités suffisantes par la Grande-Bretagne pour pourvoir entièrement aux besoins des industries nationales, et les excédents produits sont exportés chaque année à destination des marchés extérieurs. Après avoir été très importantes, les exportations britanniques de produits chimiques à destination des Etats-Unis et de l'Italie se sont sensiblement réduites, à la suite de l'essor des industries chimiques dans ces deux pays. L'Inde et la Chine ont été les principaux marchés d'exportation de la Grande-Bretagne en 1928.

L'importance des industries chimiques « lourdes » est prédominante. Les exportations de ces produits sont, chaque année, plus considérables, et les importations sont minimes. Une concentration commerciale et industrielle très développée s'est réalisée dans ce groupe d'industries et leur a permis d'entrer dans des ententes internationales très puissantes ⁽¹⁾. C'est ainsi qu'entre 1924 et 1929, les exportations de sulfate d'ammonium ont doublé, et principalement les exportations à destination des pays de l'Empire Britannique (dont la moitié à destination de Hong-Kong)

(1) Voir le livre de M. de Rousiers : « Les Grandes Industries », les chapitres consacrés à l'étude des industries chimiques et du développement de ces industries en Grande-Bretagne.

ont augmenté de cinq fois leur valeur. Entre ces deux dates, les exportations de produits de blanchisserie ont également doublé. Les exportations de sulfate de cuivre, de désinfectants et de soude ont peu augmenté; et les exportations de glycérine et de goudrons ont diminué. En outre, la Grande-Bretagne importe et exporte chaque année des quantités importantes de produits pharmaceutiques, ses fournisseurs étant principalement la Belgique et l'Allemagne, et ses clients l'ensemble des pays étrangers et surtout les pays de l'Empire Britannique. La Grande-Bretagne importe de grosses quantités de blanc de zinc et de couleurs à l'état brut. Elle exporte toutes sortes de peintures et de colorants sous forme de pâtes, liquides, etc.

A côté des industries chimiques, il y a les industries de produits oléagineux. Les importations « d'huiles, graisses, etc., manufacturées » sont presque entièrement composées d'importations de pétrole raffiné (£ 35.9 millions sur £ 39.5 millions en 1929), sous forme d'essence, d'huiles de graissage, etc. Depuis la guerre, du pétrole brut a été importé en Grande-Bretagne, venant principalement de Perse, mais en quantités faibles en comparaison des importations de pétrole raffiné. Tandis que ces importations ne sont guère destinées à être réexportées sous forme de produits finis, les importations de graines oléagineuses et d'huiles végétales sont les sources de nombreuses exportations de produits manufacturés, tels que la margarine, le savon, les chandelles et bougies, les peintures et couleurs.

Les exportations d'huiles raffinées ont diminué de 113.000 tonnes en 1924 à 90.000 tonnes en 1927, et 96.000 tonnes en 1929. Les exportations de savons ont augmenté de 76.000 tonnes en 1924 à 81.000 tonnes en 1929.

Dans l'ensemble, les industries chimiques et les industries manufacturières de produits oléagineux se sont considérablement développées en Grande-Bretagne depuis la guerre, les exportations de ces industries ont fait des progrès très rapides et ne paraissent pas avoir encore atteint leur maxi-

mum. A l'inverse de beaucoup d'autres industries britanniques, les industries chimiques sont, à l'heure actuelle, admirablement organisées, avec un matériel neuf, une technique et des procédés de fabrication les plus modernes.

*§ 5. L'activité commerciale d'un certain nombre
d'autres industries britanniques entre 1920 et 1929.*

Les exportations des divers produits élaborés en Grande-Bretagne, auxquelles il a été fait allusion, sont parmi les plus importantes. Leur ensemble a représenté, en 1929, environ 74 % du total des exportations britanniques et 82 % du total des exportations d'articles manufacturés et semi-manufacturés. Il existe en plus de ces industries quasi fondamentales un grand nombre d'autres industries exportatrices dont on se borne à citer les principales.

On peut réunir dans un premier groupe toutes les industries concernant l'habillement. Elles ont exporté, en 1924, pour £ 30 millions de marchandises. Un gros préjudice leur a été causé par la guerre. L'interruption des transports et l'arrêt partiel des industries britanniques ont isolé la Grande-Bretagne de ses clients d'outre-mer, et ceux-ci ont été amenés soit à s'adresser à d'autres fournisseurs, soit surtout à développer leur propre industrie et à la protéger ensuite par des tarifs douaniers. C'est ainsi que les marchés de l'Australie et de l'Inde se sont à peu près fermés aux exportations de chaussures britanniques, et que ces exportations à destination de l'Afrique du Sud ont diminué de moitié.

Les exportations de chaussures ont diminué de 1.453.000 douzaines de paires en 1913 à 1.005.000 douzaines de paires en 1929, tandis que la production du Royaume-Uni a augmenté de 12 % entre 1924 et 1929. Les principaux concurrents de la Grande-Bretagne, en 1929, ont été la Tchécoslovaquie, dont les exportations de chaussures ont été

supérieures à celles de la Grande-Bretagne, et à un degré moindre les Etats-Unis, la Suisse, la Belgique et la France.

Les exportations de vêtements n'ont atteint, en 1929, que les trois quarts de leur valeur de 1924. Par contre, les importations principalement composées de vêtements féminins ont sensiblement augmenté. *Les exportations de chapeaux* ont augmenté sensiblement entre 1924 et 1929, mais leur valeur a plutôt diminué par suite de la baisse des prix. L'industrie de la *bonneterie* s'est beaucoup développée entre 1924 et 1929 et les exportations ont fait de gros progrès. Les articles de soie artificielle ont pris une importance croissante au détriment des articles de coton et de laine. Les exportations de chaussettes et de bas de soie artificielle ont augmenté continuellement après la guerre pendant que les exportations de chaussettes et de bas de laine diminuaient de 25 %. Les exportations de chaussettes et de bas de coton sont très réduites. Les exportations de sous-vêtements de laine et de coton ont aussi diminué considérablement depuis la guerre, les principales pertes ayant été réalisées sur le marché australien. Une concurrence étrangère assez forte s'est fait sentir sur le marché même de la Grande-Bretagne, pour les articles de bonneterie de coton, de laine et de soie artificielle. Néanmoins, il ne semble pas que ces industries soient placées dans des conditions défavorables en Grande-Bretagne et leurs exportations pourraient encore, d'après l'avis des industriels eux-mêmes, se développer, principalement à destination des marchés impériaux.

Un autre groupe d'industries d'importance secondaire est formé par les *industries de la verrerie et de la poterie*. Les exportations de ces produits se sont accrues en volume de 21 % entre 1924 et 1929. Mais les importations ont augmenté elles-mêmes de 44 %. Les importations se composent surtout de tuiles, de pots de verre et de tous les produits de la terre. Les importations de pots de verre ont été, il est vrai, arrêtées en partie en 1927 par la création d'un droit

d'entrée protecteur. Les tuiles importées proviennent de France, de Belgique et des Pays-Bas et sont destinées à l'Angleterre méridionale et sud orientale (importations motivées par l'économie réalisée sur les frais de transport par mer). Elle n'atteignent guère, par conséquent, que les régions côtières. Les exportations britanniques d'objets, flacons, etc., sanitaires, et les exportations de produits en terres réfractaires atteignent chaque année un chiffre important; leurs principaux débouchés étant les pays de l'Empire Britannique. Dans l'ensemble, l'industrie de la poterie a été prospère en Grande-Bretagne après la guerre. Au contraire, la verrerie a subi la concurrence de la Belgique et n'a pu réaliser les espoirs qui avaient été fondés sur elle. Mais les exportations de vitres et de bouteilles étaient en assez gros progrès à la veille de la crise économique.

L'industrie du papier occupe également une place importante en Grande-Bretagne. La production de papier s'est accrue de 1.150.000 tonnes en 1924 à 1.400.000 tonnes en 1929, et la production du carton, de 118.000 tonnes à 205.000 tonnes. Les importations de pâte à papier et de pulpe de bois ont d'ailleurs augmenté de 25 % entre ces deux dates. Les importations de papier, de carton, de papier de journal et de papier d'emballage ont elles-mêmes augmenté sensiblement, mais les exportations de ces mêmes articles les ont largement compensées. Les exportations de papier et carton se sont accrues de 20 % environ depuis la guerre et jusqu'en 1929. Ce sont principalement les exportations de papier de journal à destination surtout de l'Australie qui ont fait de gros progrès malgré la concurrence croissante du Canada. Les exportations des articles de papeterie se sont accrues dans l'ensemble, mais ce sont surtout les exportations de papier à tapisser qui ont fait de gros progrès, malgré le développement encore beaucoup plus considérable des exportations de l'Allemagne et de la Belgique.

L'industrie de la tannerie et de la préparation des peaux et fourrures alimente aussi une partie du commerce d'exportation. Les exportations de cuirs ont augmenté chaque année jusqu'en 1927, pour diminuer ensuite rapidement. Il faut surtout noter une augmentation très sensible des exportations de cuirs à destination des Etats-Unis. Cependant les exportations ne représentent guère que le 1/7 de la production britannique, tandis que les importations sont égales environ au 1/5. Une des principales raisons pour lesquelles l'industrie du cuir ne se développe pas davantage en Grande-Bretagne est l'amplitude même des variations des prix, d'une année à l'autre, qui donne à la spéculation une place prédominante.

Il serait difficile de formuler une opinion d'ensemble sur la situation de ces diverses industries après la guerre parce qu'il existe entre elles d'importantes différences. Il apparaît néanmoins que ces industries ont eu moins à souffrir des conséquences de la guerre et de l'évolution générale qui s'est produite dans le monde, que les industries lourdes et les industries textiles, autrefois les bases principales de l'économie britannique. La situation de ces dernières industries a été précaire depuis la guerre et paraissait déjà à la veille de la crise gravement compromise. A l'inverse, les industries de créations récentes, nées pendant la guerre et l'après-guerre, ont pris, chaque année, plus d'importance, et se sont trouvées dans une position privilégiée. Ce sont aussi celles où le chômage a été le moins accusé. Il est intéressant de lire, après bientôt trois années de crise économique, les études qui ont été publiées en Grande-Bretagne en 1928 et en 1929. On peut à présent juger de leur optimisme excessif, mais elles n'ont peut être pas exagéré l'avantage que la Grande-Bretagne pourrait retirer dans l'avenir d'une orientation nouvelle de son activité économique.

§ 6. *Les principaux marchés d'exportation
de la Grande-Bretagne après la guerre.*

Après une analyse des exportations britanniques et une indication sommaire de leurs principaux débouchés, il est intéressant de dresser un tableau d'ensemble des marchés d'exportation de la Grande-Bretagne après la guerre. A cet effet, on comparera le pourcentage d'exportations qui a été destiné à chacun des principaux pays clients de la Grande-Bretagne avant et après la guerre. La période d'après-guerre qui sera prise en considération sera celle comprise entre 1924 et 1929, omission faite de l'année 1926 qui a été une année exceptionnelle à cause des grèves et de l'arrêt d'une partie des industries britanniques. Comme on l'a déjà indiqué, c'est à dessein que l'année 1924 a été choisie par le Board of Trade pour servir de base à ses statistiques. C'est, en effet, la première année qui a pu être considérée comme normale après l'essor formidable de 1919-1920, la crise de 1920-1921 et ses répercussions sur les années 1922-1923. De plus, l'année 1924 a été la première année pour laquelle l'Irlande a été séparée de la Grande-Bretagne, dans les statistiques britanniques, et considérée comme faisant partie des Dominions.

Lorsqu'on compare le commerce extérieur britannique après 1924 avec celui de 1913, il faut toujours tenir compte du fait qu'en 1913 l'Irlande était une partie intégrante du Royaume-Uni et que le volume important de ses échanges avec l'Angleterre et l'Ecosse faisait partie du commerce intérieur britannique.

Dans le tableau statistique reproduit plus loin, il apparaît clairement que la part relative des Dominions et Colonies britanniques dans le commerce d'exportation du Royaume-Uni s'est accrue depuis la guerre, ce qui ne veut pas dire que les quantités exportées à destination de l'Empire Britannique aient augmenté; elles ont, au contraire,

sensiblement diminué, puisque le volume du commerce d'exportation s'est abaissé dans son ensemble de 35 à 40 %. De plus, la part relative de l'Inde s'est abaissée de 13.3 % en 1913 à 11.2 % en 1929, ce qui marque un déclin considérable du volume des exportations britanniques à destination de l'Inde.

LA DISTRIBUTION
DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES
ENTRE LES
PRINCIPAUX CLIENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE
EXPRIMEE EN POURCENTAGES DU TOTAL EXPORTE

PAYS	1913	1924	1925	1927	1928	1929
Inde.	13.3	12.0	11.7	12.6	12.1	11.2
Etats-Unis.	5.5	7.0	7.1	6.7	6.7	6.5
Allemagne.	7.7	5.6	6.0	6.2	5.9	5.3
Australie.	6.5	8.0	8.2	9.0	8.0	7.8
France.	5.5	5.5	4.2	3.5	3.6	4.5
Canada.	4.5	3.7	3.7	4.3	5.0	5.0
Afrique du Sud.	4.2	4.0	4.1	4.5	4.5	4.6
Irlande.	—	6.0	5.2	5.3	5.1	4.8
Belgique.	2.5	3.0	2.5	2.4	2.4	2.8
Pays-Bas.	2.9	2.9	3.3	3.1	3.1	3.1
République Argentine.	4.3	3.6	3.9	4.0	4.5	4.1
Nouvelle-Zélande.	2.0	2.7	3.1	2.9	2.8	3.0
Japon.	2.7	3.5	2.2	2.2	2.1	1.9
Chine.	2.8	2.7	2.0	1.4	2.2	2.0
Italie.	2.7	2.3	2.5	2.0	2.0	2.3
Total pays Britanniques.	37.1	37.1	39.1	42.5	41.9	41.0
Total pays Etrangers.	62.9	62.9	60.9	57.5	58.1	59.0

Ces chiffres représentent les pourcentages des exportations manufacturées et semi-manufacturées expédiées à destination de ces divers pays. L'augmentation de l'importance relative des marchés impériaux est très nette, puisque leur part dans le total exporté s'est élevée de 37.1 à 41.0 %. La progression s'est faite à partir de 1924, puisqu'en 1924 la répartition des exportations entre l'Empire Britannique et l'ensemble des pays étrangers était la même qu'en 1913.

Mais cette augmentation de l'importance relative des marchés de l'Empire Britannique par rapport à l'ensemble des marchés d'exportation des produits de la Grande-Bretagne ne résulte pas d'une augmentation des échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et ses Dominions, mais bien, au contraire, d'une diminution; la diminution des exportations britanniques à destination des pays étrangers ayant été encore plus accentuée.

Les tableaux statistiques reproduits ci-après sont extraits des rapports publiés par l'Empire Marketing Board ⁽¹⁾. Ils indiquent assez clairement la décadence des exportations des trois principaux groupes d'industries de la Grande-Bretagne.

Un premier groupe comprend les exportations de fer et d'acier (fer et acier semi-manufacturés, plaques de fonte, tôles galvanisées, rails de chemins de fer, poutrelles, etc.). En donnant à 1913 l'indice 100, on a, pour 1925 et 1927, les chiffres suivants, indiquant les variations en volume :

(1) *Imperial Economic Committee* : Memorandum on the trade of the British Empire : 1913 à 1925-28 (publié en 1930).

Empire Marketing Board : British Industries and Empire Markets, Rapport A. J. Sargent (1930, E. M. B. 26); — The Growing Dependence of British Industry on Empire Markets, Rapport de F. L. Mc Dougall (1929, E. M. B. 23).

Marchandises de fer et d'acier :

Années	Volume total	Vers pays étrangers	Vers l'Empire	Vers le Canada	Vers l'Australie	Vers la Nouvelle-Zélande	Vers l'Afrique du Sud	Vers l'Inde
1913	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	74	68	77	55	76	99	84	69
1927	83	67	102	49	110	94	84	97

A l'exception de l'Australie, le volume des exportations britanniques a diminué vers les Dominions, et la diminution pour le Canada a été supérieure à 50 %. En 1927, le volume des exportations à destination de l'Empire Britannique dans son ensemble (Dominions et Colonies) a été supérieur de 2 % à celui de 1913, tandis que le volume des exportations vers l'ensemble des pays étrangers s'est restreint de 33 %.

Pour les exportations de machines (machines agricoles, chaudières, machines à vapeur, machines électriques, machines-outils, machines à filer, métiers à tisser, etc.), le rapport du professeur Sargent donne les chiffres suivants :

Machines :

Années	Volume total	Vers pays étrangers	Vers l'Empire	Vers le Canada	Vers l'Australie	Vers la Nouvelle-Zélande	Vers l'Afrique du Sud	Vers l'Inde
1913	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	74	60	101	70	93	163	84	103
1927	73	58	103	95	100	146	91	93

Le volume des exportations à destination de l'Empire Britannique s'est accru de 3 %, tandis que le volume des exportations vers les pays étrangers a diminué de 42 %. Les

exportations de machines à vapeur ont beaucoup diminué. Au contraire, les exportations de machines agricoles vers les Dominions ont augmenté de plus de 100 % et les exportations de machines textiles ont fait des progrès encore plus importants et occupent la première place dans les exportations de machines après la guerre, leur principal débouché étant le marché de l'Inde.

La plus forte diminution, aussi bien à destination de l'Empire Britannique que vers les pays étrangers, a été celle des exportations d'articles de coton manufacturé.

Articles de coton :

Années	Volume total	Vers Pays étrangers	Vers l'Empire	Vers le Canada	Vers l'Australie	Vers la Nlle-Zélande	Vers l'Afrique du Sud	Vers l'Inde
1913	100	100	100	100	100	100	100	100
1925	65	79	53	42	97	94	100	44
1927	59	59	58	43	106	91	103	51

Le marché hindou est le premier marché de l'Empire Britannique pour les exportations de coton. Les exportations britanniques à destination de ce marché ont décliné dans des proportions énormes.

La diminution très accentuée du volume des exportations comparé à celui des importations a été le symptôme le plus grave du déclin de l'activité économique de la Grande-Bretagne après la guerre. Longtemps déjà avant la crise économique, l'industrie et le commerce britanniques se sont trouvés aux prises avec des difficultés sérieuses qui n'ont fait que s'aggraver par la suite et ont finalement provoqué les événements de l'an dernier. Des causes d'infériorité propres à la Grande-Bretagne ont placé ce pays dans une situation

de plus en plus difficile en face de l'indépendance progressive de ses clients traditionnels et de la supériorité de nouveaux concurrents.

EXPORTATIONS BRITANNIQUES ENTRE 1924 ET 1929

Catégories d'exportations	1924 Valeur en £ millions	1929	
		Valeur en £ millions évaluée aux prix de 1924	100 en volume par rapport au volume 1924
A. Exportations dont le volume a augmenté de 20 % et plus.			
Machines.	44.8	55.4	123.7
Véhicules.	29.7	61.1	206.1
Textiles autres que laine et coton.	27.5	35.7	129.7
Produits chimiques, etc.	25.5	33.1	129.7
Métaux autres que le Fer et l'Acier.	15.7	19.5	124.6
Poteries, verreries, etc.	12.9	15.5	120.7
Matériel électrique, etc.	10.7	14.0	130.8
Coutellerie, etc.	8.8	10.7	121.4
Tabac.	6.5	14.1	215.7
Diverses matières premières.	5.3	9.4	176.7
Caoutchouc manufacturé.	3.3	4.3	129.0
Articles de bois.	2.3	3.4	147.4
Articles de soie.	2.2	2.8	126.5
Pâte à papier.	1.9	2.4	128.0
Minerais autres que le fer.	1.4	2.6	192.3
Manufactures diverses.	32.9	43.5	132.4
TOTAL.	231.4	327.5	141.6

EXPORTATIONS BRITANNIQUES ENTRE 1924 ET 1929

(Suite du Tableau précédent.)

B. *Exportations dont le volume
a augmenté de moins de
20 %.*

Fer et Acier.....	74.2	85.8	115.7
Dénrées alimentaires (non compris tabac).....	38.0	43.9	115.6
Papier, carton, etc.....	9.2	11.1	119.8
Huiles, graisses, etc., manu- facturées.....	8.9	10.1	112.9
Cuir. etc.....	7.1	7.4	104.1
Coke.	6.2	6.7	106.7
Argile, etc.....	2.1	2.1	100.3
Détritus de coton.....	1.9	2.0	108.7
TOTAL.....	147.6	169.1	114.5

C. *Exportations dont le volume a
diminué.*

Articles de coton.....	199.2	176.0	88.4
Charbon.	72.1	69.4	96.3
Articles de laine.....	67.8	52.2	77.0
Vêtements.	30.0	28.2	93.9
Laine brute.....	12.4	11.7	93.9
Grains et farines.....	7.4	5.2	70.5
Huiles brutes.....	6.9	6.3	90.9
Bétail et animaux de bouche- rie.	3.1	2.9	94.0
Peaux, etc.....	2.5	2.2	86.6
Animaux non destinés à la boucherie.	2.3	1.2	53.9
Viande, etc.....	1.9	1.9	98.7
Colis postaux.....	16.4	14.0	85.7
TOTAL.....	422.0	371.2	88.0
TOTAL général.....	801.0	867.8	108.3

CHAPITRE V

La position économique de la Grande-Bretagne en 1929.

Les causes générales de déclin.

Les développements précédents ont abouti successivement à la même conclusion : la Grande-Bretagne s'est trouvée après la guerre dans une position difficile. Ses importations se sont accrues continuellement et leur volume a été, en 1929, très supérieur à celui d'avant guerre cependant que ses exportations se sont développées également, mais sont demeurées toujours très inférieures à celles de 1913. Il ne s'agit là évidemment que d'une tendance générale. Pendant qu'un certain nombre de branches du commerce et de l'industrie périlclitaient, d'autres ont réalisé, au contraire, un très bel essor. Mais, dans l'ensemble, la Grande-Bretagne a été atteinte à la fois dans sa prospérité et dans son prestige. C'est moins la valeur absolue de son activité économique qui a diminué que son importance relative en comparaison du reste du monde. Elle occupait dans le monde, en 1913, une place qu'elle n'a jamais plus occupée depuis la guerre, et comme l'instabilité de son équilibre économique lui imposait de plus en plus la nécessité d'une activité commerciale très grande, sa situation est apparue chaque année plus défavorable.

Après la guerre, les grands principes de l'école libérale ont subi pour la première fois un échec retentissant. La solidarité internationale et la division des activités entre les peuples ont tendu à s'effacer devant les progrès du nationalisme. Contrairement aux prévisions de l'école libérale ⁽¹⁾, le progrès n'a pas consisté pour chaque pays à se spécialiser dans les productions qui lui étaient les plus avantageuses en devenant, pour les autres, tributaire de l'étranger, mais, au contraire, à s'assurer une indépendance économique de plus en plus parfaite. Le simple protectionnisme, destiné à protéger les industries nationales de façon à les mettre sur un pied d'égalité avec les industries étrangères mieux placées qu'elles, a conduit progressivement à un néo-protectionnisme dont le but est d'assurer aux industries nationales un véritable monopole sur le marché intérieur. Ainsi se sont érigées, sur les nombreuses frontières politiques, des barrières douanières de plus en plus élevées, et il en est résulté pour la Grande-Bretagne une diminution considérable des débouchés de ses exportations.

La tendance nationaliste n'a pas été le seul fait préjudiciable au commerce extérieur britannique. La Grande-Bretagne a eu à lutter avec une concurrence étrangère beaucoup plus développée et beaucoup mieux armée que par le passé. Sa clientèle traditionnelle lui a en partie échappé, et son marché national a été menacé. Le principal facteur défavorable à l'industrie et au commerce britannique a été l'élévation excessive des prix de revient. L'industrie britannique produit trop cher ⁽¹⁾. C'est ce qui explique à la fois la baisse des exportations et l'augmentation des importations.

(1) Voir le livre de BROCARD : *Principes d'Economie Nationale et Internationale*, Paris, Sirey, 1929, tomes 1 et 2.

(1) M. André SIEGFRIED : *La crise britannique au XX^e siècle*. Voir chapitre : *La portée et les causes de la crise*, pp. 21 à 36; chapitre : *Pourquoi l'Industrie Britannique produit cher*, pp. 37 à 77.

Sans entrer dans les détails du problème industriel, il convient de mettre en lumière, dans deux paragraphes, les deux faits essentiels qui expliquent le déclin de la prospérité britannique.

§ 1^{er}. La Grande-Bretagne et les progrès de la concurrence internationale.

§ 2. La Grande-Bretagne et l'indépendance économique croissante des pays de l'Empire Britannique.

§ 1^{er}. *La Grande-Bretagne et les progrès de la concurrence internationale.*

Après la guerre on a beaucoup exagéré en Grande-Bretagne l'opinion d'après laquelle le commerce extérieur britannique était victime d'une concurrence déloyale (*unfair competition*) de la part des pays dont la monnaie s'était dépréciée. Le « *dumping du change* » a toutefois été une réalité et non pas seulement une expression plus ou moins exacte à l'usage des économistes. Mais si la Grande-Bretagne n'a pas été en mesure de lutter avec les pays qui partiellement ou en totalité avaient fait faillite, ce fut surtout de la faute de la Grande-Bretagne. Les faits peuvent être jugés avec plus d'exactitude après un intervalle de quelques années et il semble bien, aujourd'hui, de l'avis même des économistes anglais ⁽¹⁾ que la politique monétaire de la Grande-Bretagne, après la guerre, ait été la source principale des difficultés de l'industrie et du commerce britanniques.

(1) Voir : *Committee on Finance and Industry*, Rapport du Comité Macmillan, 1931.

Un économiste anglais, le Professeur Loveday a démontré d'une façon éclatante, dans une série d'articles réunis dans un livre publié récemment ⁽¹⁾, que la Grande-Bretagne n'a pas seulement subi la concurrence de pays à monnaie dépréciée, mais aussi de pays dont la politique monétaire avait été semblable à la sienne. Ces derniers, tels la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas et la Suisse, pour ne pas citer les Etats-Unis qui se sont trouvés dans une situation exceptionnellement privilégiée, ont développé largement certaines branches de leurs exportations et se sont substitués partiellement à la Grande-Bretagne pour l'approvisionnement d'un grand nombre de marchés de l'Europe et même des autres continents.

C'est ainsi que les importations allemandes d'origine britannique ont diminué au profit des importations provenant de la Bulgarie, de la Grèce, de la Finlande, de l'Italie, et aussi du Danemark, de la Suède, des Pays-Bas et de la Suisse. Somme toute la plupart des pays européens à l'exception de la Grande-Bretagne ont augmenté leurs exportations à destination de l'Allemagne.

Ces mêmes pays européens, pour leur commerce d'importation, se sont affranchis à l'égard de la Grande-Bretagne. La France a acheté de moins en moins à l'Europe pour se tourner vers les Etats-Unis, l'Inde et surtout ses propres colonies. L'Espagne a augmenté sa dépendance à l'égard de la France. L'Europe du Sud, comprenant surtout la Bulgarie, la Yougo-Slavie et la Grèce achète davantage aux Etats-Unis et à l'Italie. Enfin les pays Scandinaves se ravitaillent aussi aux Etats-Unis et dans une série de petits pays de moindre importance.

En dehors de l'Europe, les concurrents les plus sérieux de la Grande-Bretagne ont été les Etats-Unis et le Japon, et

(1) LOVEDAY : *Britain and World Trade*, le chapitre intitulé : « *Britain and World Trade* », p. 147.

c'est en Amérique du Sud et en Chine que la décadence britannique a été la plus marquée. Les importations de l'Amérique du Sud en 1913 provenaient dans une proportion de 27,9 % de la Grande-Bretagne et dans une proportion de 16,2 % seulement des Etats-Unis, ces deux pays alimentant à eux deux 44,1 % du commerce d'importation de l'Amérique du Sud. Inversement, en 1928, sur un total de 47,6 % des importations provenant de ces deux pays, 18,8 % seulement ont été fournis par la Grande-Bretagne et 28,8 % par les Etats-Unis. La position de la Grande-Bretagne à l'égard de la Chine est encore plus critique. Tandis qu'en 1913, 16,5 % des importations de la Chine sont provenus de Grande-Bretagne et 26,4 % du Japon et des Etats-Unis, en 1927, malgré un arrêt de six mois des exportations japonaises à destination de la Chine, celle-ci a importé 7,6 % seulement de ses importations de la Grande-Bretagne contre 44,5 % de provenance américaine et japonaise. Le cas de l'Amérique du Sud et celui de la Chine sont bien les deux exemples les plus frappants du déclin du prestige de la Grande-Bretagne sur les marchés d'outre-mer. En dehors du Japon et des Etats-Unis, beaucoup d'autres concurrents de la Grande-Bretagne ont amélioré à son détriment leur position dans le commerce international. Parmi les grands pays européens, ceux même qui, à l'exemple de la Grande-Bretagne, ont revalorisé leur monnaie au pair d'avant la guerre, n'en ont pas moins continué à soutenir avec succès la concurrence des pays à monnaie dépréciée. Le tableau reproduit ci-après indique la valeur or des exportations de quelques pays européens dont la politique monétaire a été la même que celle de la Grande-Bretagne. Cette valeur or est exprimée en pourcentage de la valeur des exportations en 1913. Les chiffres entre guillemets sont ceux qui correspondent pour chaque pays à la première année qui a succédé au retour au pair de la monnaie de ce pays.

VALEUR OR DES EXPORTATIONS EXPRIMEE EN %
DE LA VALEUR DE 1913

	1913	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Grande-Bretagne.	100	138	146	« 124 »	135	137	136
Danemark.	100	194	221	216	« 226 »	241	251
Norvège.	100	142	184	174	173	« 176 »	194
Suède.	100	« 153 »	167	174	198	193	221
Suisse.	100	146	« 148 »	133	146	154	151
Pays-Bas.	—	100	« 114 »	110	120	126	126

Ce tableau montre que la Suisse et les Pays-Bas ont éprouvé tous les deux les effets de la déflation, mais leur recouvrement a été prompt et décisif. Seule la Grande-Bretagne n'est parvenue qu'à un rétablissement incomplet. Son déclin relatif n'a pas été dû à une baisse des prix plus accentuée que dans les autres pays. Le tableau statistique reproduit en annexe, réunissant les indices des prix de gros de différents pays montre au contraire que la Grande-Bretagne a été relativement épargnée dans la baisse générale des prix antérieure à 1929. La baisse des prix a été beaucoup plus accentuée en Norvège et au Danemark; pour la Suisse elle a été à peu près la même que pour la Grande-Bretagne. La politique de déflation n'a donc pas eu pour d'autres pays les répercussions graves qu'elle a eues en Grande-Bretagne. Mais ces autres pays que l'on vient de prendre comme exemples n'ont pas pris part à la guerre et ne sont pas comme la Grande-Bretagne d'anciens belligérants.

La Grande-Bretagne est le seul des anciens belligérants européens qui ait rétabli la valeur d'avant-guerre de sa monnaie, et sa dette par tête d'habitant était en 1929 supérieure à celle de tous ses anciens alliés. Cependant ce n'est pas la redistribution des revenus nationaux, nécessitée par les paiements de la dette, qui a été la cause principale de la dépression économique en la Grande-Bretagne. La politique de déflation a eu des effets désastreux en Grande-Bretagne, parce que celle-ci n'a pas su, comme les autres pays, prendre à temps les mesures nécessaires pour se protéger contre les dangers que comporte une telle politique. Le tableau ci-dessous donne une réfutation éclatante des théories d'après lesquelles les pays qui ont revalorisé leur monnaie se sont trouvés en situation d'infériorité vis-à-vis des pays dont la monnaie s'est dépréciée. La valeur or des exportations des pays suivants en 1927 est exprimée en pourcentage de la valeur des exportations de ces pays en 1913.

PAYS AYANT SUBI LES CONSÉQUENCES DE L'INFLATION	PAYS DONT LA MONNAIE A ÉTÉ REVALORISÉE AU PAIR
France. 163 %	Danemark. 226 %
Allemagne. 101 %	Norvège. 173 %
Italie. 169 %	Suède. 198 %
	Suisse. 146 %

Le chiffre des exportations de la Suisse en 1927 en pourcentage de leur valeur en 1913 a été sous-estimé, en comparaison de ceux des autres pays, à cause des procédés différents d'après lesquels sont établis les statistiques de la Suisse.

La dépression qui a sévi en Grande-Bretagne à partir du moment où la politique de revalorisation de la monnaie a été entreprise, c'est-à-dire dès 1921, n'a pas été la conséquence directe de la politique monétaire, mais plus exactement elle a été due au fait que la Grande-Bretagne n'a pas pris, comme l'ont fait les autres pays, un ensemble de mesures nécessaires qui s'imposaient et qui auraient dû être corrélatives de la revalorisation de la monnaie. Le prix de la vie en Grande-Bretagne après avoir augmenté considérablement à la fin de la guerre et pendant les premières années de paix, n'a ensuite diminué que lentement. Comme le montre un tableau statistique ⁽¹⁾ reproduit en annexe l'indice du prix de la vie n'a diminué que faiblement en comparaison de la baisse de l'indice des prix de gros, et en marquant continuellement un retard sur le mouvement de ce dernier. L'élévation du prix de la vie a été une des causes déterminantes de la hausse des salaires. Ceux-ci, après avoir diminué entre 1921 et 1923, sont ensuite demeurés à peu près stationnaires jusqu'en 1929, ce qui fait que leur taux en valeur réelle n'a cessé de s'accroître ⁽¹⁾. Les salaires occupent une place essentielle dans les prix de revient des entreprises; leur résistance à la baisse a été la cause principale de l'élévation des coûts de production en Grande-Bretagne, et elle a placé le commerce d'exportation de ce pays dans une situation très défavorable vis-à-vis de la concurrence étrangère. En 1924, 27 % seulement de la production britannique ont été exportés, tandis que, dans la moyenne des années 1907 à 1913, les exportations britanniques avaient atteint 32 % de la production ⁽²⁾. Une plus grande partie de la production britannique a donc été consommée sur

(1) Se reporter aux tableaux statistiques reproduits en annexe au présent chapitre.

(2) Lire à ce sujet l'intéressante étude de M. Flux, dans le *Journal de la Royal Statistical Society*, volume XCII, Première Partie, p. 23.

place après la guerre, ce qui ne veut pas dire que la Grande-Bretagne se soit enfermée dans un isolement relatif comme d'aucuns l'ont prétendu, afin de s'assurer une indépendance économique plus grande, mais plutôt que la production britannique ayant diminué, une partie plus importante de cette production a trouvé preneur en Grande-Bretagne pour les besoins de la consommation nationale. La production britannique n'a d'ailleurs pas seulement diminué en valeur absolue, mais aussi en valeur relative, comparativement à celle des autres puissances. Le tableau qui suit, auquel il ne faudrait pas d'ailleurs attacher plus de valeur que celle d'une simple indication, montre la diminution après la guerre de la part de la Grande-Bretagne dans la production de l'Europe et du monde pour certaines branches d'industries particulièrement importantes.

LA PART DE LA GRANDE-BRETAGNE
DANS UN
CERTAIN NOMBRE DE PRODUCTIONS INDUSTRIELLES
DE L'EUROPE ET DU MONDE APRES LA GUERRE

PRODUCTIONS DIVERSES	EUROPE (la Russie non comprise).				MONDE			
	% %				% %			
	1913	1924	1927	1928	1913	1924	1927	1928
Charbon et Lignite.	48.0	46.7	40.8	39.1	23.3	21.9	19.1	18.9
Fer.	25.2	22.9	17.5	16.0	13.2	10.9	8.6	7.6
Acier brut.	19.9	23.0	19.0	17.6	10.2	10.6	8.8	7.9
Cuivre.	34.1	21.1	16.3	18.5	5.1	1.6	1.5	1.5
Etain.	65.8	92.4	85.2	84.9	18.0	24.5	26.9	27.3
Aluminium.	20.3	9.0	8.9	8.2	11.8	4.8	4.7	4.3

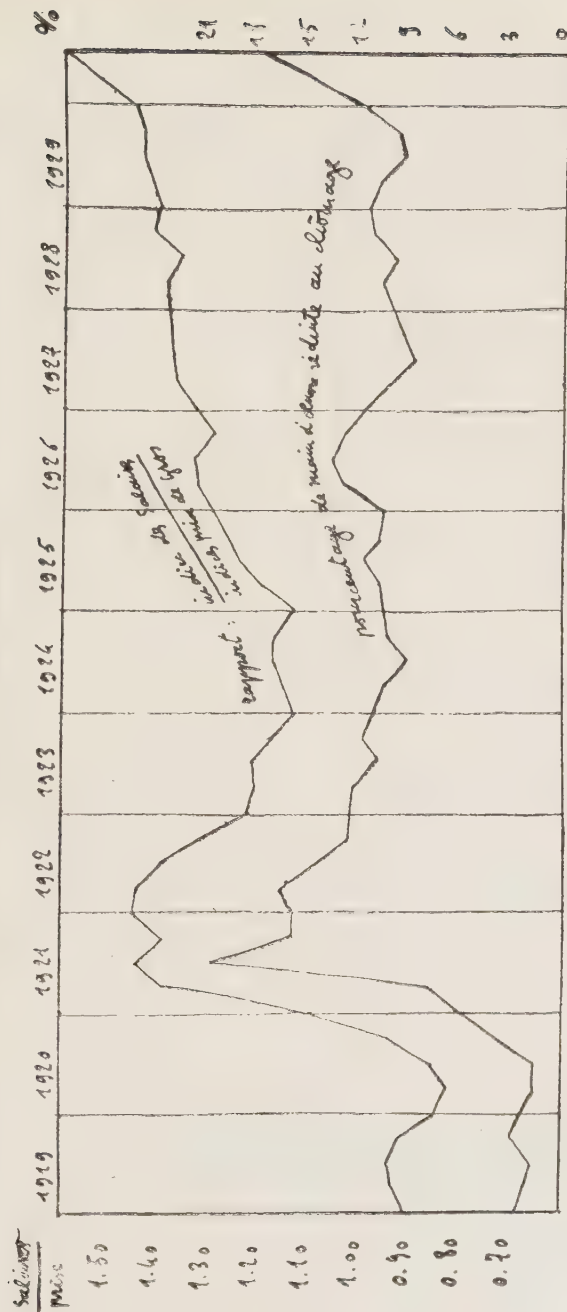
LA PART DE LA GRANDE-BRETAGNE
DANS LA
CONSOMMATION INDUSTRIELLE DE L'EUROPE
ET DU MONDE POUR LE COTON BRUT

Coton brut.	—	38.7	35.2	33.0	19.8	15.1	12.8	12.0
---------------------	---	------	------	------	------	------	------	------

LA PART DE LA GRANDE-BRETAGNE
DANS
L'ENSEMBLE DES NAVIRES LANCES CHAQUE ANNEE
EN EUROPE ET DANS LE MONDE
ET DANS L'ENSEMBLE DE LA MARINE MARCHANDE

Navires lancés cha- que année.	67.2	72.4	61.7	58.9	58.0	64.1	53.6	53.6
Tonnage de la ma- rine marchande. . .	51.8	48.7	46.8	46.0	39.8	29.8	29.6	29.7
Tonnage navires tra- versant le Canal de Suez.	—	—	—	—	60.1	59.4	56.8	56.4

Relations entre le taux des salaires, le niveau général des prix et le chômage.



NOTA. — Le pourcentage de la main-d'œuvre réduite au chômage par rapport au total de la main-d'œuvre employée a été calculée : entre 1919 et 1921 : en prenant pour base le nombre de salariés inscrits dans les divers Trade-Unions ; depuis 1921, en prenant pour base le nombre de la main-d'œuvre assurée.

Les salaires trop élevés n'ont pas eu seulement pour conséquence une restriction du volume des exportations britanniques mais aussi une diminution de l'activité des industries. Tandis que les prix de gros s'abaissaient progressivement, les salaires demeuraient au même niveau et leur taux en valeur réelle ne cessait donc de s'accroître. C'est cette politique de hauts salaires qui a été en Grande-Bretagne directement génératrice de chômage, comme l'a montré, dès 1925, M. Jacques Rueff (1).

Sans attacher à ces questions, déjà longuement étudiées dans les ouvrages cités en notes, de plus amples commentaires, il apparaît bien que les économistes français ont eu raison dans leur appréciation du système économique de la Grande-Bretagne d'après-guerre, malgré l'opinion contraire de M. Pigou (2), et c'est bien à la même opinion que semblent se ranger aujourd'hui un certain nombre d'économistes anglais des plus marquants (3).

Dans les commentaires qui précèdent il n'a pas été fait allusion qu'à des tendances très générales et on s'est borné à prendre en considération le commerce britannique dans son ensemble. Or si la même tendance a caractérisé les principales branches de l'industrie et du commerce britanniques les évolutions qui se sont produites pour chacun de ces groupes ont été sensiblement différentes. Comme l'a démontré le professeur Clay dans une analyse récente et bien docu-

(1) Jacques RUEFF : Les variations du chômage en Angleterre (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 décembre 1925).

(2) PIGOU : The Economic Position of Great Britain, p. 52; — Critique de la Théorie de M. Rueff : *Economic Journal*, vol. XXXVII, n° 147, p. 356.

(3) LOVEDAY : Britain and World Trade, *op. cit.*; — Rapport du Comité Macmillan, 1931, *op. cit.*

mentée de l'économie britannique après la guerre, les améliorations qui se sont produites dans certaines branches d'industries ont compensé en partie la dépression qui atteignait les autres (1). Aussi est-il intéressant de donner un aperçu des progrès de la concurrence internationale dans certaines branches de la production industrielle et du commerce d'exportation, et de la mesure dans laquelle, pour certaines d'entre elles, la Grande-Bretagne a pu conserver sensiblement sa place d'avant-guerre. Dans l'ensemble les indices de production totale ont progressé dans les proportions suivantes chez diverses grandes puissances :

PAYS	INDICES DE PRODUCTION			
	1924	1927	1928	1929
Grande-Bretagne.	100	107	106	112
Allemagne.	100	146	145	147
France.	100	101	118	129
Pologne (1925 : 100)	100	122	138	138
Suède.	100	110	106	130
Canada.	100	134	149	166
Etats-Unis.	100	112	117	124

Si on considère d'abord la production des industries mécaniques dans le monde (comprenant aussi les constructions navales), l'indice de cette production a augmenté en moyenne dans les principaux pays de 25 % entre 1924 et

(1) Prof. CLAY : The Post War Unemployment, p. 28.

1929. Or l'indice de cette production pour la Grande-Bretagne n'a progressé que de 21 % entre ces deux dates, tandis qu'il s'est élevé de 27 % en France et de 54 % en Allemagne. Au contraire tandis que l'indice de la production électrique dans les principaux pays du monde s'est élevé seulement de 16 % entre 1924 et 1929, il s'est élevé de 21 % en Grande-Bretagne et de 29 % dans l'ensemble des autres pays européens. La production des industries chimiques en Grande-Bretagne a également fait des progrès très rapides, particulièrement en ce qui concerne les produits chimiques lourds (heavy chemicals) dont l'indice a augmenté de 39 %, l'indice de la production chimique dans son ensemble ne s'étant accru que de 10 %.

Si ensuite on se place au point de vue du commerce d'exportation des principaux pays pour un certain nombre de marchandises, on voit que dans la presque totalité des cas les exportations de la Grande-Bretagne se sont beaucoup moins développées depuis la guerre en valeur relative que celles des pays étrangers. C'est ainsi que les exportations de machines, dont la production a constitué cependant depuis la guerre une branche prospère des industries britanniques, se développent de moins en moins à la suite des progrès de la concurrence étrangère. En 1913, la valeur des exportations de machines de la Grande-Bretagne représentait environ 30 % de la valeur du total des exportations de machines des huit principaux pays manufacturiers. En 1924, cette valeur s'était abaissée à 27 %. De même la valeur des exportations allemandes avait baissé de 31 % en 1913 à 18 % en 1924. Les autres pays, les Etats-Unis, la France, la Suisse, la Suède, l'Italie, le Canada avaient donc réussi à accaparer à leur profit une partie des commandes faites autrefois à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne. Entre 1924 et 1928, les exportations britanniques de machines ont augmenté du quart, et cependant leur part dans le total de ces huit pays s'est abaissée à 24 %. Les exportations allemandes de machines ont doublé, concurrençant celles de la Grande-Bretagne

sur les marchés européens. Si la porportion de 30 %, qui était celle de la Grande-Bretagne en 1913, s'était maintenue, la valeur des exportations britanniques de machines en 1928 aurait été de £ 17 millions plus élevée.

Les exportations de machines et appareils électriques de la Grande-Bretagne se sont maintenues davantage dans leur proportion d'avant-guerre. En 1928 cette proportion a même été supérieure à celle de 1913, mais elle s'est abaissée sensiblement en 1929. Les deux tableaux ci-dessous donnent les valeurs en £ millions des exportations de machines, et des exportations de machines et appareils électriques pour les trois grandes puissances : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne et pour l'ensemble des autres principaux pays.

VALEUR DES EXPORTATIONS DE MACHINES DES PRINCIPAUX PAYS (EN £ MILLIONS)

	1913	1924	1927	1928	1929
Grande-Bretagne. . . .	34.7	42.5	46.2	51.5	53.3
Etats-Unis.	29.6	54.5	72.0	83.6	100.4
Allemagne.	37.2	28.7	46.2	56.5	66.5
Autres pays.	15.5	30.2	33.5	38.5	42.8
TOTAL.	117.0	155.9	197.9	230.1	263.0

VALEUR DES EXPORTATIONS
DE MACHINES ET APPAREILS ELECTRIQUES
DES PRINCIPAUX PAYS (EN £ MILLIONS)

	1913	1924	1927	1928	1929
Grande-Bretagne. . . .	7.7	16.0	18.6	18.3	19.5
Etats-Unis.	5.6	17.5	19.3	20.0	27.0
Allemagne.	15.9	15.6	20.1	24.3	28.5
Autres pays.	3.4	9.0	8.8	10.8	10.8
TOTAL.	32.6	58.1	66.8	73.4	85.8

Ce sont surtout les chiffres relatifs aux deux dernières années qui sont les plus intéressants. Entre 1927 et 1929, les exportations américaines de machines ont augmenté de £ 28 millions, les exportations allemandes de £ 20 millions et les exportations britanniques seulement de £ 7 millions. Quant aux exportations de machines et appareils électriques, les exportations allemandes et américaines ont augmenté respectivement de £ 8 millions et de £ 8.5 millions entre ces deux dates, tandis que les exportations britanniques ne se sont élevées que de £ 1 million. Ce ne sont pas des circonstances exceptionnelles qui ont favorisé le développement de l'industrie électrique aux Etats-Unis et en Allemagne, puisque la Suède elle-même a doublé ses exportations entre 1924 et 1928; ce sont des facteurs défavorables propres à la Grande-Bretagne qui ont empêché un développement plus considérable des exportations de cette dernière.

Si, pour les exportations de machines de la Grande-Bretagne, c'est seulement une augmentation plus faible que celle des autres pays qui s'est produite, pour les exportations de filés de coton c'est une diminution réelle qui a eu lieu de 217 millions de lbs pour la moyenne des cinq dernières années d'avant-guerre à 169 millions de lbs en 1928. Si l'on évalue cette perte à l'indice des prix de 1928, elle se chiffre à £ 5.5 millions. Cette diminution du commerce d'exportation des filés de coton était inévitable pour la Grande-Bretagne parce que, dans le monde entier, les pays exportateurs de coton manufacturé ont subi une réduction de leur activité commerciale, et les pertes subies par le Japon et l'Inde ont été relativement plus élevées que celles de la Grande-Bretagne. Seules, la Belgique, l'Italie et la Suisse ont augmenté à elles trois leurs exportations de filés de coton d'un total de 40 millions de lbs.

La part de la Grande-Bretagne dans les exportations des plus importants producteurs d'articles de coton était de 73 % en 1913. Elle a diminué à 56 % en 1928 (non compris la Tchéco-Slovaquie et la Pologne, dont la production en 1913 était infime). Si la Grande-Bretagne avait conservé, en 1928, le rang d'importance relative qu'elle occupait en 1913, ses exportations d'articles de coton auraient été de £ 35 millions plus élevées. Dans le cas des articles de coton comme dans celui des filés de coton, cette perte d'importance relative était inévitable pour la Grande-Bretagne. Elle n'a pas correspondu à un déclin des exportations d'articles de coton dans le monde, comme ce fut le cas pour les filés de coton, mais elle a été la conséquence de la concurrence croissante de l'Inde et du Japon sur les marchés de l'Orient et de l'Extrême-Orient. Cependant la perte relative de la Grande-Bretagne vis-à-vis des pays étrangers autres que l'Inde et le Japon se chiffre tout de même à £ 10 millions environ.

Calculé suivant la même méthode, le déclin de l'importance relative de la Grande-Bretagne pour les exportations de filés de laine se chiffre à une perte de £ 12 millions

environ. Au contraire, les exportations britanniques d'articles de laine ont été proportionnellement plus élevées en 1928 qu'en 1913, bien qu'un déclin sensible ait eu lieu, en importance relative, de 1924 à 1928.

Les divers exemples pris en considération montrent que c'est surtout depuis 1924 que la Grande-Bretagne a perdu de son importance relative pour son commerce d'exportation. Le désordre qui régnait en Europe après la guerre avait été dans l'ensemble plus favorable que nuisible à une reprise de l'activité britannique. C'est principalement depuis le rétablissement financier de l'Allemagne que la Grande-Bretagne a vu son prestige diminuer du fait surtout de la concurrence allemande, et on verra dans la deuxième partie de notre étude que c'est depuis les difficultés très graves que traverse l'Allemagne actuellement que certaines branches du commerce britannique ont eu en dépit même de la crise une tendance à reprendre un peu de vitalité.

Un autre exemple d'un déclin récent de la Grande-Bretagne pour une branche d'industrie qui a cependant depuis la guerre joui d'une grande prospérité est celui des exportations de soie artificielle. Ici encore ce n'est pas seulement la concurrence active de plusieurs pays rivaux qui a causé du tort aux exportateurs britanniques mais ce sont bien surtout des facteurs défavorables propres à la Grande-Bretagne. Entre 1925 et 1929 les exportations de la France se sont accrues de plus de 800 %, celles de la Suisse de 350 %, celles des Pays-Bas de 200 %, celles des autres pays, à l'exception de la Belgique, de 100 % en moyenne, tandis que les exportations britanniques n'augmentèrent entre ces deux dates que de 15 %. Or l'industrie de la soie artificielle en Grande-Bretagne est une industrie neuve, encore prospère malgré la surproduction actuelle et qui était surtout prospère en 1928, avant que cette surproduction n'ait lieu. C'est une industrie qui a dû satisfaire après la guerre une demande comparativement beaucoup plus forte que celle des autres produits textiles et qui n'a nullement été

atteinte en Grande-Bretagne par les circonstances spéciales qui ont influé sur l'activité des industries métallurgiques et particulièrement des industries lourdes, sur celle des constructions navales, enfin sur celle de l'industrie du coton. En 1925, les Pays-Bas, dont la politique monétaire a été sensiblement la même que celle de la Grande-Bretagne, ont exporté sensiblement 30.4 milliers de quintaux, la Suisse 18.7 milliers de quintaux et la Grande-Bretagne 32.7 milliers de quintaux. En 1929, les chiffres respectifs pour ces trois pays ont été de l'ordre de 88.5 milliers de quintaux pour les Pays-Bas, de 84.1 milliers de quintaux pour la Suisse et de seulement 37 milliers de quintaux pour la Grande-Bretagne. Entre temps, la France avait-elle même développé ses exportations de 6.4 milliers de quintaux à 61.8 milliers de quintaux. Si la Grande-Bretagne avait occupé dans le commerce international de la soie artificielle en 1929 la place relative qu'elle occupait en 1925, la valeur de ses exportations de soie artificielle en 1929 aurait été de £ 2 millions plus élevée.

A l'inverse des exemples précédents, les exportations britanniques d'automobiles ont été très prospères au cours de ces dernières années et se sont développées de plus en plus en comparaison de celles des autres pays du continent européen. Mais en dehors de l'Europe et même en Europe, le commerce international des automobiles devient de plus en plus le monopole de l'Amérique du Nord (Canada et surtout Etats-Unis). Entre 1925 et 1929 le nombre des automobiles exportées des Etats-Unis s'est accru de 281.000, celui exporté du Canada de 28.000 et celui exporté de la Grande-Bretagne de 10.500. Parmi les industries de moindre importance il est intéressant de choisir quelques exemples pour lesquels on établit des comparaisons entre le développement des exportations britanniques et celui des exportations d'autres pays dont la monnaie a été stabilisée avant 1925 et est demeurée stable depuis cette date.

Le tableau reproduit plus loin contient l'énumération de

dix industries d'importance un peu secondaire et pour chacune sont établies des comparaisons entre le mouvement des exportations britanniques et celui des exportations d'autres pays, entre 1925 et 1928. De ce tableau sont éliminés tous les pays dont on peut prétendre qu'ils ont bénéficié de la dépréciation de leur monnaie pour se créer des avantages dans la concurrence internationale. Parmi les dix industries prises pour exemple, certaines sont récentes, d'autres sont anciennes; dans deux cas seulement la Grande-Bretagne a réussi à maintenir en 1929 la position qu'elle occupait en 1925 dans le commerce international : c'est pour les appareils de télégraphie et téléphonie sans fil pour lesquels les progrès des exportations britanniques ont été remarquables, et c'est ensuite pour la bonneterie, industrie pour laquelle les exportations britanniques ont conservé le premier rang, malgré leur diminution en valeur absolue, par suite de la diminution générale de ces exportations dans le monde. Exception faite de ces deux industries, pour les huit autres industries considérées, les exportations britanniques ont perdu de leur importance relative dans le commerce international, soit qu'elles aient effectivement diminué, soit qu'elles ne se soient pas développées dans des proportions aussi larges que celles des autres pays.

La diminution de l'importance relative de la Grande-Bretagne dans le commerce international, après la guerre, n'a donc pas seulement été le fait des exportations des produits des industries de base, mais elle a été générale à l'ensemble des exportations de produits manufacturés. Le volume du commerce international a augmenté depuis la guerre et surtout depuis 1924; la part de la Grande-Bretagne dans le commerce d'exportation du monde entier a diminué, et cette diminution a été chaque année plus sensible depuis 1925, aussi bien en comparaison du commerce d'exportation de l'Europe que comparativement à celui du monde entier. Ce sont bien des causes d'infériorité propres à la Grande-Bretagne qui ont déterminé son déclin.

L'EVOLUTION ENTRE 1925 ET 1928
DES EXPORTATIONS D'UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS
N'AYANT PAS BENEFICIE DE PRIMES DU CHANGE

(En £ milliers.)

DIVERSES EXPORTATIONS MANUFACTURÉES ET PAYS EXPORTATEURS	1925	1928	Augmen- tation en %	Diminu- tion en %
<i>Bonneterie :</i>				
Grande-Bretagne.	7.751	6.574		— 15.2 %
Suisse.	1.615	1.301		— 19.4 %
Etats-Unis.	6.393	4.612		— 11.6 %
<i>Poteries, etc... :</i>				
Grande-Bretagne.	6.645	5.874		— 11.6 %
Tchéco-Slovaquie.	2.381	3.279	+ 37.7 %	
<i>Chaussures :</i>				
Grande-Bretagne.	4.638	5.072	+ 9.4 %	
Suisse.	1.098	1.350	+ 23.0 %	
Etats-Unis.	3.219	2.331		— 27.6 %
Tchéco-Slovaquie.	1.455	5.479	+ 276.6 %	
Canada.	63	78	+ 23.8 %	
<i>Papier et cartonnages :</i>				
Grande-Bretagne.	6.594	5.934		— 10.0 %
Suisse.	6.906	7.002	+ 1.4 %	
Pays-Bas.	2.783	3.135	+ 11.4 %	
Canada.	22.560	30.216	+ 33.9 %	

Machines agricoles :

Grande-Bretagne.	1.694	1.726	+	1.9 %
Canada.	2.349	3.259	+	38.7 %
Etats-Unis.	16.020	23.971	+	49.6 %

Contellerie :

Grande-Bretagne.	945	1.054	+	11.5 %
Canada.	263	364	+	38.4 %
Suède.	63	76	+	20.6 %

Appareils de T. S. F. :

Grande-Bretagne.	1.290	1.130		— 12.4 %
Suède.	24	114	+	366.1 %
Etats-Unis.	2.051	2.479	+	20.9 %
Pays-Bas.	73	1.887	+	248.2 %

Gramophones, disques, etc... :

Grande-Bretagne.	1.443	2.785	+	93.0 %
Etats-Unis.	827	2.258	+	173.0 %

Appareils photographiques :

Grande-Bretagne.	50.5	53	+	5.0 %
Etats-Unis.	464	875	+	85.3 %

Instruments scientifiques :

Grande-Bretagne.	1.163	1.262	+	8.5 %
Suède.	118	151	+	27.9 %
Etats-Unis.	2.070	2.283	+	10.3 %
Pays-Bas.	155	338	+	117.6 %
Suisse.	169	220	+	29.7 %

Note : Ont été éliminés à dessein des tableaux statistiques ci-dessus tous les pays pouvant être considérés comme ayant bénéficié d'un avantage résultant de la perte de valeur subie par leur monnaie.

La politique monétaire de certains pays, l'élévation des tarifs protectionnistes dans d'autres pays, ont pu causer un préjudice aux exportations britanniques mais le même préjudice a été infligé aux pays autres que la Grande-Bretagne qui, comme elle, ont revalorisé leur monnaie au pair et qui pourtant sont parvenus à développer leur commerce d'exportation dans de beaucoup plus larges proportions. Il faut ajouter à cela que la Grande-Bretagne a été plutôt favorisée avant 1929 en comparaison des autres pays par le fait qu'elle a joui pour ses exportations du privilège de la clause de la nation la plus favorisée sur la plupart des marchés étrangers et de tarifs préférentiels sur les marchés de son Empire.

Les pays étrangers ont pris la place de la Grande-Bretagne dans quelques domaines qu'elle était appelée à conquérir, entre autres : les fabrications d'appareils de T. S. F., d'instruments scientifiques et de machines agricoles. Or ce sont justement ces industries nouvelles sur lesquelles un pays industriel doit le plus compter s'il veut prospérer dans l'avenir. Entre 1925 et 1928, les exportations des Pays-Bas pour les appareils de T. S. F., les exportations de la Suède, de la Suisse et des Pays-Bas pour les instruments scientifiques, se sont développées dans de beaucoup plus larges proportions que les exportations britanniques tout en leur demeurant inférieurs. Ce sont de nouveaux débouchés qui ont été conquis par ces pays et que la Grande-Bretagne n'a pu s'approprier.

De cette rapide analyse on peut conclure que les difficultés qui se sont opposées au développement des exportations britanniques après la guerre dans des proportions analogues à celles d'avant-guerre ne se sont pas limitées à certaines branches d'industries mais ont été générales pour l'ensemble de l'activité industrielle de la Grande-Bretagne. Elles n'ont été ni la conséquence de l'essor industriel des pays de l'Extrême-Orient, ni celle de la désorganisation économique de l'Europe. Elles n'ont été provoquées, ni par les

politiques d'inflation de certains pays, ni par les politiques de déflation d'autres pays et il est absolument certain que les concurrents de la Grande-Bretagne ont étendu leurs exportations dans le monde entier quelles qu'aient été les politiques monétaires qu'ils ont adoptées. Tous ces facteurs ont certainement eu une influence sur le commerce d'exportation britannique, mais la cause principale de la décadence de ce dernier a été une cause propre à la Grande-Bretagne, l'élévation excessive des coûts de production ⁽¹⁾. Ce sont ces circonstances propres à la Grande-Bretagne qui ont rendu désastreuses les conséquences de sa politique monétaire alors que ces mêmes conséquences ont été au contraire favorables à l'économie d'autres pays. Ce ne sont pas seulement les hauts salaires qui ont été la cause de l'élévation des prix de revient; ce sont aussi, comme il a été démontré maintes fois, une organisation et une technique industrielle démodées.

Il n'est pas douteux qu'avec les progrès de la civilisation, ce sont surtout les industries nouvelles, d'une origine récente, nécessitant une main-d'œuvre habile et instruite, qui réussiront le mieux dans l'avenir à développer leurs exportations. L'avenir sera favorable aux pays dont l'organisation économique sera la plus souple et saura le mieux s'adapter aux conditions nouvelles en rompant avec les traditions du passé. A la veille de la crise, l'économie britannique était déjà minée depuis longtemps par un ensemble de maux qui n'ont fait que s'accroître. Placée encore au premier rang des pays du monde pour l'importance globale de son commerce extérieur la Grande-Bretagne tendait à se laisser distancer par les pays plus modernes qu'elle et plus entreprenants. Privée d'une partie de ses débouchés dans

(1) Voir au présent chapitre un tableau reproduit en annexe, indiquant l'incidence sur les exportations britanniques des tarifs *ad valorem* de certains pays étrangers et de certains pays de l'Empire Britannique.

les pays étrangers et ne pouvant surtout développer comme elle l'eut souhaité ceux qu'elle avait pu conserver, la Grande-Bretagne tendait à s'orienter davantage vers les pays de son Empire, vers ses Dominions et vers ses Colonies, mais là encore elle se heurtait à un ensemble de difficultés nouvelles et difficiles à surmonter.

§ 2. *La Grande-Bretagne et l'indépendance économique croissante des pays de l'Empire Britannique.*

La Grande-Bretagne depuis la guerre n'a pas eu seulement à lutter avec la concurrence étrangère, sur les marchés extérieurs, mais aussi sur les marchés de son Empire. Bien que bénéficiant de tarifs préférentiels, elle a dû parfois s'effacer devant la concurrence de pays mieux placés qu'elle à l'égard de certains de ses marchés d'exportation impériaux. Les Dominions britanniques, après avoir conquis leur indépendance politique, ont tendu à réaliser leur indépendance économique. Ils ont à cette fin développé leurs propres industries et ils ont également favorisé l'essor de leur commerce extérieur avec certains pays dont ils purent obtenir des avantages importants. Ainsi se créa peu à peu dans chaque Dominion une industrie prospère et un commerce extérieur distinct du commerce impérial.

Pour décrire d'une façon exacte et complète la position économique de la Grande-Bretagne après la guerre à l'égard des pays de son Empire, il est donc nécessaire de consacrer quelques commentaires à l'émancipation progressive des Dominions, et à celle de l'Inde. Ensuite une analyse sommaire des relations commerciales de la Grande-Bretagne et de ses Colonies, et un tableau d'ensemble du commerce de l'Empire britannique termineront cette étude de l'économie britannique d'après guerre et des tendances générales qui se manifestaient à la veille de la crise économique.

Pendant tout le XIX^e siècle et le début du XX^e, le commerce entre les Dominions et la Grande-Bretagne fut pour les premiers une obligation et pour la seconde une source de profits considérables. Possédant des ressources naturelles immenses, dont ils étaient incapables encore de tirer profit, les Dominions exportaient à destination de la Grande-Bretagne la majeure partie de leurs matières premières, et ils lui achetaient des produits manufacturés. Avec les progrès de la civilisation, l'expansion des connaissances, le développement rapide des populations, les Dominions furent amenés à transformer sur place une quantité croissante de leurs matières premières. L'essor industriel des Dominions commençait à peine à la veille de la guerre, il fut considérablement favorisé par elle. L'interruption des échanges pendant la durée des hostilités isola les Dominions de la Grande-Bretagne, les plaça dans l'obligation de pourvoir eux-mêmes à leurs propres besoins et leur procura les avantages de la protection douanière la plus absolue. Grâce à l'étendue des marchés intérieurs et à l'abondance des capitaux fournis par les Etats-Unis (plus de £ 700 millions) l'industrialisation des Dominions fit des progrès très rapides, et ne cessa, une fois la guerre terminée de prendre chaque année plus d'ampleur. Les nouvelles relations commerciales qui s'étaient créées pendant la guerre entre les Dominions et des pays plus proches que la Grande-Bretagne ne disparurent pas, une fois la paix rétablie, mais devinrent, au contraire, plus étroites, et ainsi l'émancipation économique et même financière des Dominions à l'égard de la mère patrie fut d'année en année plus complète.

L'émancipation économique du Canada. — C'est seulement au début du XX^e siècle que l'industrie canadienne a commencé à se développer, et la production était encore minime en 1913 n'atteignant pas la valeur totale annuelle de £ 100 millions. En 1928, elle a atteint une valeur approximative de £ 700 à £ 800 millions. La guerre a favorisé

au Canada un essor inespéré. La suspension des importations manufacturées pendant les cinq années de guerre permit aux producteurs, grâce au défaut total de concurrence, d'exercer sur le marché canadien un contrôle absolu. L'agriculture connut de son côté une prospérité magnifique et le pouvoir d'achat des populations agricoles s'accrut énormément. Il s'ensuivit une activité intense des usines canadiennes qui, bien que travaillant sans arrêt, ne pouvaient parvenir à satisfaire toutes les commandes. A la fin de 1927 le capital investi dans les industries canadiennes dépassait £ 800.000.000, dont une partie importante avait été fournie par les Etats-Unis. Les principales industries canadiennes, classées d'après l'importance de la valeur de leur production annuelle, sont celles du papier, avec une production de £ 44.000.000 en 1927, de la farine, avec une production de £ 38.000.000 en 1927 et enfin celle de la viande, avec une production de £ 33.000.000 en 1928.

Les statistiques canadiennes de l'année 1927 (année qu'il est convenable de choisir comme année moyenne relativement récente, avant que l'influence de la crise économique ne se soit fait sentir) ont distingué plusieurs groupes d'industries. Un premier groupe comprend toutes les industries alimentaires élaborant des produits de végétaux. La production totale de ces industries a été évaluée, en 1927, à £ 142 millions. Ces industries sont les suivantes : la farine de blé et autres farines, le pain, les biscuits, les pâtisseries, les fruits, les légumes, le sucre, les produits de brasserie, le café et le cacao. Sont comprises aussi dans ce groupe les industries du tabac, cigares, cigarettes, et, du caoutchouc. Un deuxième groupe d'industries, dont la production a eu en 1927 une valeur approximative de £ 126 millions, se réfère à la production du papier (industries de la pulpe de bois, de la pâte à papier, de la papeterie) et à la manufacture du bois (industries de l'ameublement, des caisses d'emballage, etc...). Un troisième groupe est celui des industries métallurgiques et mécaniques (rails de chemins de fer,

poutrelles, machines diverses, machines agricoles, automobiles). La production de ce groupe a été évaluée à £ 106 millions en 1927. Un quatrième groupe réunit toutes les industries élaborant (réunion assez bizarre) les produits fournis par les animaux : la viande (sous toutes ses formes de préparation : fraîche, frigorifiée, de conserve, etc...), le beurre, le fromage, les poissons, les articles de fourrures et de cuir (y compris les souliers). La production de ce groupe a été de £ 91 millions en 1927.

Enfin il faut attacher une importance particulière au rapide essor des industries textiles au Canada. La production textile dans son ensemble a atteint, en 1927, une valeur de £ 76 millions. Sont comprises dans ce groupe les teintureries. Le développement de la bonneterie de laine et de coton et celui des industries de la soie artificielle ont été particulièrement remarquables.

Le Canada est de tous les Dominions celui dont le développement industriel a été le plus complet. Favorisée par l'existence de réserves énormes de bois de charpente, et par l'abondance, des richesses minérales et de la force hydraulique, l'industrialisation du Canada a précédé celle des autres régions de l'Empire, et elle a pris les proportions les plus étendues. Le Canada a pu être à même d'exporter une partie importante de sa production et le commerce extérieur canadien a connu depuis la guerre une magnifique prospérité. En 1928, la valeur des exportations canadiennes d'articles manufacturés a dépassé £ 100 millions. Les importations et les exportations canadiennes se sont accrues depuis la guerre dans les proportions suivantes :

Années	Exportations en millions de dollars	Années	Importations en millions de dollars
1911	274.3	1911	452.8
1921	1.189.1	1921	1.240.1
1925	1.069.0	1925	796.9
1928	1.228.0	1928	1.108.9

Le commerce extérieur du Canada a atteint son apogée entre 1918 et 1920, moment où les pays belligérants désorganisés par la guerre ont fourni au Canada des débouchés merveilleux. Mais après avoir subi un gros ralentissement, il s'est de nouveau développé rapidement à partir de 1925 (1).

En 1928, les exportations canadiennes ont été très supérieures à celles de l'immédiat après-guerre, bien que leur valeur ait été inférieure à celle de 1918 en raison de la baisse des prix. Il est probable que le commerce extérieur du Canada ne fera que se développer encore pendant de nombreuses années. La distribution du commerce extérieur du Canada entre les principaux pays avec lesquels il entretient des relations commerciales importantes est indiquée dans les tableaux statistiques reproduits plus loin. On remarque la diminution relative des échanges du Canada avec la Grande-Bretagne et avec les autres pays de l'Empire Britannique, en comparaison de l'augmentation des échanges du Canada avec les pays étrangers autres que les Etats-Unis, ceux-ci ayant conservé à peu près la même part relative dans le total des importations et des exportations canadiennes.

(1) Se reporter, pour plus de détails, aux publications de l'Empire Marketing Board : *Production and Trade of the Canada* (1930, E. M. B. T. P. 3).

DISTRIBUTION DU COMMERCE
D'EXPORTATION DU CANADA
ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS DESTINATAIRES

(En millions de dollars.)

	1914	1922	1928
<i>Pays clients du Canada :</i>			
Etats-Unis.	176.9	292.5	478.0
Grande-Bretagne.	222.3	299.3	410.0
Allemagne.	4.4	4.5	42.2
Pays-Bas.	5.5	9.5	35.5
Japon.	1.5	14.8	32.9
Belgique.	4.8	12.3	20.7
Italie.	0.6	15.3	18.7
Australie.	4.7	10.6	14.1
Chine.	0.4	1.9	13.4
Terre-Neuve.	4.7	9.3	11.6
Nouvelle-Zélande.	1.9	4.1	11.3
République Argentine.	2.1	3.2	11.0
Inde.	0.4	1.6	11.0

DISTRIBUTION DES EXPORTATIONS CANADIENNES
VERS LA GRANDE-BRETAGNE,
L'EMPIRE BRITANNIQUE, LES ETATS-UNIS,
L'ENSEMBLE DES PAYS ETRANGERS

Années	Grande- Bretagne	Empire Britannique	Etats-Unis	Total pays étrangers
1914	49.9 %	55.3 %	37.9 %	44.7 %
1922	40.4 %	42.7 %	39.5 %	57.3 %
1928	33.5 %	40.7 %	30.9 %	59.3 %

DISTRIBUTION DU COMMERCE D'IMPORTATION
DU CANADA ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS
D'ORIGINES

(En millions de dollars.)

	1914	1922	1928
<i>Pays fournisseurs du Canada :</i>			
Etats-Unis.	395.5	515.9	719.0
Grande-Bretagne.	132.0	117.1	185.0
France.	14.2	13.4	26.4
Allemagne.	14.5	2.0	17.0
Japon.	2.6	8.1	12.0
Belgique.	4.4	3.8	9.9
République Argentine.	2.6	2.3	9.8
Inde.	5.0	5.2	9.2
Pays-Bas.	3.0	4.0	8.7
Nouvelle-Zélande.	3.1	1.7	8.2

Le dernier tableau montre les progrès rapides faits par l'Allemagne sur le marché canadien entre 1922 et 1928. En 1928 la valeur des exportations allemandes au Canada était supérieure à celle de 1913. Les Etats-Unis sont de beaucoup les plus gros fournisseurs du Canada, leurs exportations au Canada ayant eu en 1928 une valeur à peu près quatre fois supérieure à celles de la Grande-Bretagne.

DISTRIBUTION DES IMPORTATIONS CANADIENNES
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE
L'EMPIRE BRITANNIQUE, LES ETATS-UNIS
ET L'ENSEMBLE DES PAYS ETRANGERS

Années	Grande-Bretagne	Empire Britannique	Etats-Unis	Total pays étrangers
1914	21.4 %	25.0 %	64.0 %	75.0 %
1922	15.7 %	20.0 %	69.0 %	80.0 %
1928	16.8 %	22.5 %	64.9 %	77.5 %

La variété et le nombre des manufactures canadiennes rendent de plus en plus difficile aux exportations britanniques l'accès sur le marché canadien. La proximité du Canada et des Etats-Unis a pour conséquence l'union économique étroite de ces deux peuples. Cependant une extension des exportations britanniques au Canada serait à certains égards possible, mais elle dépend surtout d'une meilleure organisation du commerce d'exportation de la Grande-Bretagne. Principalement pour les fournitures de matériels électriques, les producteurs britanniques tiennent insuffisamment compte des exigences des acheteurs canadiens quant aux modèles standards et aux dimensions qu'ils réclament. Ainsi un gros développement pourrait être donné à certaines branches du commerce d'exportation bri-

tannique vers le Canada, si l'organisation et les méthodes de vente étaient améliorées.

L'émancipation économique de l'Australie : La population de l'Australie est inférieure de moitié à celle du Canada, aussi l'essor industriel de ce dominion a-t-il été plus lent à se produire et moins étendu. Néanmoins l'Australie est devenue quelques années après la guerre un pays industriel important. A la fin de l'année fiscale 1926-1927, les statistiques australiennes ont relevé l'existence de 21.579 usines différentes employant une main-d'œuvre de 467.000 ouvriers et payant un total de salaires annuels de £ 408 millions. Les industries textiles occupent le premier rang, comprenant les industries du vêtement. Viennent ensuite les industries alimentaires (denrées alimentaires et boissons), les industries des voitures, charrettes, harnais, etc..., enfin les industries des machines et des articles de bois. Une moyenne de 600 établissements nouveaux ont été créés chaque année entre 1923 et 1927, dont les deux tiers en Nouvelles Galles du Sud et dans la province de Victoria.

En 1928, 66 % de la main-d'œuvre australienne était employée dans les trois branches d'industries : textiles et habillement, alimentation et boissons, métaux et machines. La plus grosse partie des matières premières manufacturées dans ces industries est produite en Australie. Beaucoup des industries manufacturières australiennes ont été créées pendant la guerre, à la faveur des hauts prix et de l'arrêt de la concurrence étrangère. Depuis la guerre l'élévation des coûts de production, la faible étendue du marché intérieur et la limitation des marchés d'exportation ont agi à leur détriment. Déjà, en 1929, un certain nombre d'industries australiennes disparaissaient ne pouvant plus lutter contre la concurrence de pays produisant à meilleur marché comme les Etats-Unis. Mais les industries australiennes jouiront toujours de l'avantage d'une protection naturelle résultant de la distance qui les sépare des Etats-Unis et de

la Grande-Bretagne, et c'est cette distance même qui a été le principal obstacle après la guerre à une expansion nouvelle des exportations manufacturées de la Grande-Bretagne à destination du marché australien.

Le commerce d'exportation de l'Australie, en 1926-27, a atteint une valeur de £ 144 millions. Les exportations manufacturées ont été faibles comprenant des articles en or, en argent et en bronze, etc... Les principales marchandises exportées ont été la viande, le cuir, les peaux, laine, etc... pour une valeur de £ 69 millions; les denrées végétales, boissons non alcoolisées, etc..., pour une valeur de £ 32 millions; enfin des marchandises textiles ont été exportées pour une valeur de £ 20 millions à destination des pays de l'Extrême-Orient, dont la moitié vers le Japon.

Le chiffre total du commerce extérieur de l'Australie a été pour l'année 1926-1927 de 89 % supérieur à celui de 1913, ce qui témoigne d'un développement important de l'activité industrielle et commerciale de l'Australie et peut faire envisager pour l'avenir de nouveaux progrès concomittants de l'augmentation de la population et de la mise en valeur de ressources encore inexploitées.

La distribution du commerce extérieur de l'Australie est indiquée par les tableaux ci-après dans lesquels on a surtout pris en considération les échanges avec la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis.

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE D'EXPORTATION DE L'AUSTRALIE

(En £ millions.)

	1910	1921	1922	1924	1925	1926
<i>Pays destinataires :</i>						
Grande-Bretagne.	37.6	57.7	51.9	69.1	61.5	48.3
France.	8.5	8.7	12.2	19.9	18.5	17.6
Etats-Unis.	1.6	8.3	9.6	9.1	12.9	18.5
Allemagne.	7.3	4.0	4.1	7.3	6.9	9.9

Principales marchandises exportées. — Laine brute :
£ 60 millions en 1926 = 43 % du total des exportations.

Blé et farines : £ 26 millions en 1926 = 16 % du total
des exportations.

Or : £ 11 millions en 1926.

POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DESTINÉES A LA GRANDE-BRETAGNE, A L'EMPIRE BRITANNIQUE ET AUX PAYS ETRANGERS

Années	Grande- Bretagne	Empire Britannique	Pays étrangers
1910	50.6 %	61.7 %	38.3 %
1922	44.0 %	56.0 %	44.0 %
1924	42.7 %	53.0 %	47.0 %
1925	41.4 %	52.0 %	48.0 %
1926	33.3 %	44.0 %	56.0 %

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE D'IMPORTATION DE L'AUSTRALIE

(En £ millions.)

	1921	1924	1925	1926
<i>Pays fournisseurs :</i>				
Grande-Bretagne.	53.0	69.0	65.8	67.7
Etats-Unis.	18.8	38.7	37.2	41.3
Inde.	3.7	6.4	6.6	6.8
Japon.	3.5	4.1	4.3	5.1
France.	2.7	4.2	3.7	4.7
Allemagne.	—	2.2	2.8	4.3

POURCENTAGE DES IMPORTATIONS PROVENANT DE LA GRANDE-BRETAGNE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE ET DES PAYS ETRANGERS

Années	Grande-Bretagne	Empire Britannique	Pays étrangers
1921	51.4 %	64.0 %	36.0 %
1924	43.9 %	53.0 %	47.0 %
1925	43.4 %	52.7 %	47.3 %
1926	41.1 %	44.1 %	55.9 %

Malgré le développement industriel des années récentes, l'Australie constituerait encore un très gros débouché pour les produits manufacturés britanniques si ceux-ci n'avaient à lutter avec une concurrence de plus en plus forte de la part des Etats-Unis ⁽¹⁾. La Grande-Bretagne conserve son principal avantage sur le marché australien pour les industries dans lesquelles elle s'est depuis longtemps spécialisée : les cotonnades, les articles de laine, les produits des industries lourdes du fer et de l'acier, les machines, etc... Elle continue à approvisionner environ 80 % des importations australiennes de ces marchandises. Au contraire, pour les exportations des produits des autres industries, la Grande-Bretagne perd de plus en plus de terrain sur le marché australien.

A la veille de la crise économique l'Australie avait une tendance de plus en plus marquée à développer ses relations commerciales avec les Etats-Unis et avec les pays de l'Extrême-Orient au détriment des pays Européens et de la Grande-Bretagne. L'Allemagne et surtout la France occupent une place de plus en plus importante dans le commerce d'exportation de l'Australie, principalement pour les exportations de laine, au détriment de la Grande-Bretagne qui est contrainte à demeurer pour sa laine largement tributaire de la République Argentine.

L'émancipation économique de la Nouvelle-Zélande. — La population de la Nouvelle-Zélande (si l'on exclut les dépendances) n'atteignait encore qu'un million et demi en 1927. Aussi l'industrie est-elle encore peu développée dans ce dominion. Néanmoins on a évalué à 5.000 le nombre d'établissements industriels qui ont fonctionné en 1927, leur

(1) Consulter les publications de l'Empire Marketing Board : *Production and Trade of Australia* (1931, E. M. B. T. P. 12).

nombre augmentant en moyenne de 300 à 400 chaque année. Parmi les nouveaux établissements industriels créés depuis 1925, ce sont l'industrie automobile et l'industrie des moteurs qui ont occupé les premières places. En 1927, les exportations ont eu une valeur de £ 48.4 millions. Elles se sont composées d'abord de denrées alimentaires, tabac, boissons pour une somme de £ 27.9 millions; ensuite de matières premières et produits bruts pour une somme de £ 27.9 millions; ensuite de matières premières et produits bruts pour une somme de £ 17.7 millions; enfin de produits manufacturés et semi-manufacturés pour une valeur de £ 1.7 million seulement. Les principales denrées alimentaires exportées ont été le beurre, les fromages, la viande frigorifiée dont plus de la moitié a été expédiée en Grande-Bretagne. Les tableaux reproduits plus loin donnent la répartition géographique des importations et des exportations de la Nouvelle-Zélande entre les pays d'origine et les principaux débouchés. On voit qu'en 1929, 72 % des exportations de la Nouvelle-Zélande ont été dirigés sur la Grande-Bretagne contre 86 % en 1921 et 81 % en 1924. La Grande-Bretagne conserve une suprématie incontestée sur les autres fournisseurs, dans les importations de la Nouvelle-Zélande, malgré les progrès de la concurrence américaine.

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE D'EXPORTATION
DE LA NOUVELLE-ZELANDE

(En £ millions.)

	1914	1921	1927	1929
<i>Pays destinataires :</i>				
Grande-Bretagne.	21.3	38.7	36.8	40.5
Etats-Unis.	1.0	2.7	2.6	4.2
Australie.	1.9	2.0	3.6	3.4
Canada.	0.6	0.4	1.6	2.4

POURCENTAGE DES EXPORTATIONS
DESTINEES A LA GRANDE-BRETAGNE,
A L'EMPIRE BRITANNIQUE ET AUX PAYS ETRANGERS

Années	Grande-Bretagne	Empire Britannique	Pays Etrangers
1914	81.0	90.0	10.0
1921	86.3	93.3	6.7
1927	76.0	88.1	11.9
1929	72.0	84.1	15.9

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE
D'IMPORTATION DE LA NOUVELLE-ZELANDE

(En £ millions.)

	1923	1925	1927	1928
<i>Pays fournisseurs :</i>				
Grande-Bretagne.	51.9	48.7	47.9	47.4
Canada.	6.8	7.4	6.1	7.2
Australie.	8.4	10.0	8.6	7.2
Etats-Unis.	16.0	16.9	18.0	18.2

POURCENTAGES D'IMPORTATIONS PROVENANT DE
L'EMPIRE BRITANNIQUE ET DES PAYS ETRANGERS

Années	Empire Britannique	Pays étrangers
1923	73.4 %	26.6 %
1925	72.9 %	27.1 %
1927	68.5 %	31.5 %
1928	68.6 %	31.4 %

Le commerce de la Nouvelle-Zélande avec les pays de l'Empire autres que la Grande-Bretagne, tels que l'Australie, l'Afrique du Sud et le Canada, tend à prendre une importance chaque année croissante au détriment des échanges avec la Grande-Bretagne, ce qui tend à donner à la Nouvelle-Zélande comme aux autres dominions une indépendance économique plus grande à l'égard de la mère patrie.

L'émancipation économique de l'Afrique du Sud. — L'industrie n'est pas encore très développée en Afrique du Sud, à cause de la faible importance de la population blanche (2 millions approximativement, en 1928) répandue sur un territoire immense. Cependant depuis la guerre les progrès réalisés ont été considérables et expliquent la diminution de la dépendance de ce pays vis-à-vis de la Grande-Bretagne pour ses importations de produits manufacturés. L'essor de l'industrie en Afrique du Sud n'est encore qu'à ses débuts et il pourra dans un avenir assez proche assurer à ce Dominion une très large indépendance économique. Pendant l'année 1926-27, la production sud-africaine a eu une valeur de £ 97.8 millions, le nombre d'usines en activité ayant été de 7.000 et celui de la main-d'œuvre employée de 202.600 salariés. Les principales industries sont celles des denrées alimentaires, de l'habillement, de la bonneterie, des objets de métal, machines, outils, appareils électriques et de chauffage, et des produits chimiques. Les progrès de la production de quincaillerie et articles de fer et autres métaux ont été de £ 228.000 en 1915 à £ 1.330.000 en 1926. Ceux de l'industrie de l'habillement, de £ 1 million en 1915 à £ 2.9 millions en 1926; enfin, ceux de l'imprimerie, de £ 1.3 million en 1915 à £ 4.5 millions en 1926.

Les exportations de l'Afrique du Sud sont composées principalement de métaux et minerais divers et des produits de l'élevage et de l'agriculture. Près de 50 % des exportations sud-africaines sont dirigées sur la Grande-Bretagne et 33 % des importations sont fournis par elle, comme l'indiquent les tableaux suivants :

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE
D'EXPORTATION DE L'AFRIQUE DU SUD

(En £ millions.)

	Moyenne 1910-1914	Moyenne 1915-1919	Moyenne 1920-1924	1925	1926	1927
<i>Pays destinataires :</i>						
Grande-Bretagne.	49.3	57.7	56.4	44.1	46.6	48.3
France.	0.1	0.3	1.7	3.8	3.3	5.0
Allemagne.	1.7	—	2.2	3.7	2.4	4.2
Etats-Unis.	4.0	4.9	2.0	2.1	1.9	1.6

LA DISTRIBUTION DU COMMERCE
D'IMPORTATION DE L'AFRIQUE DU SUD

(En £ millions.)

	Moyenne 1910-1914	Moyenne 1915-1919	Moyenne 1920-1924	1925	1926	1927
<i>Pays d'origine :</i>						
Grande-Bretagne.	22.3	22.6	36.7	33.9	35.5	33.1
Etats-Unis.	3.1	7.1	9.7	9.9	11.3	11.3
Allemagne.	3.1	—	2.2	3.8	4.5	5.3
France.	0.5	0.5	1.0	1.1	1.4	1.7

LA PROGRESSION DES IMPORTATIONS SUD-AFRICAINES

Années	£ millions	Années	£ millions
Moyenne 1910-14.....	37.9	1923.....	57.8
Moyenne 1915-19.....	41.7	1924.....	65.8
1920.	101.8	1925.....	67.9
1921.	57.8	1926.....	73.1
1922.	51.4	1927.....	73.9

Les pourcentages des importations Sud-Africaines provenant de Grande-Bretagne ont été les suivants :

Moyenne 1910-1914.....	59	%
Moyenne 1921-1924.....	51	%
Année 1926.....	49	%
Année 1927.....	44.9	%

L'Afrique du Sud demeure un bon débouché pour les produits exportés par la Grande-Bretagne. Cependant la concurrence des Etats-Unis se fait sentir sur le marché de ce pays comme sur ceux des autres Dominions. On a remarqué au cours des dernières années qui ont précédé la crise économique une extension des relations commerciales de l'Afrique du Sud avec les autres pays de l'Empire Britannique, principalement avec l'Inde.

L'émancipation économique de l'Inde. — L'Inde constitue dans l'Empire Britannique un groupe d'une importance primordiale. Territoire immense et surpeuplé (de 320 à

330 millions d'habitants pour l'Inde proprement dite) elle a été pendant longtemps un débouché magnifique pour certaines exportations manufacturées de la Grande-Bretagne. Depuis la guerre, malgré les troubles politiques, elle tend elle aussi à développer chaque année sa propre industrie et se crée des relations commerciales nombreuses en dehors de l'Empire Britannique. Le commerce extérieur de l'Inde qui n'atteignait guère vers 1860 que £ 60 millions s'est élevé à £ 420 millions en 1928. Les exportations sont chaque année supérieures aux importations, ce qui crée pour l'Inde une balance favorable, aboutissant à des importations d'or. Chaque année de 28 à 30 millions de livres d'or affluent vers l'Inde et y sont soit thésaurisés, soit transformés en bijoux et ornements divers.

L'Inde présente plusieurs caractères qui la distinguent des autres possessions britanniques. D'abord ce n'est pas un Dominion. Sa dépendance politique vis-à-vis de la Grande-Bretagne est beaucoup plus accusée que pour les Dominions, mais cette dépendance est aujourd'hui plus théorique que réelle, et c'est peut-être bien pour ne pas perdre l'Inde tout à fait que la Grande-Bretagne se montre hostile à son émancipation politique. En fait, l'Inde échappe chaque année davantage à l'autorité du Gouvernement britannique. L'Inde présente, en outre, le caractère d'un pays de civilisation très ancienne qui n'a rien de commun avec la civilisation récente des autres Dominions. Elle peut être à beaucoup de points de vue un pays arriéré, mais elle n'est nullement un pays neuf. Au point de vue économique, l'émancipation de l'Inde est très avancée, sauf pour certains groupes de marchandises pour lesquels sa dépendance à l'égard de la Grande-Bretagne est demeurée très grande.

Les produits manufacturés britanniques rencontrent sur le marché hindou une concurrence étrangère très développée : pour les machines, les automobiles, les pneus et le matériel électrique, l'Amérique est le principal rival de la

Grande-Bretagne. Pour les colorants, les produits chimiques, la quincaillerie, la soie artificielle, l'Allemagne a repris sur le marché hindou, depuis la guerre, l'importance qu'elle avait en 1913 et d'autres pays européens font à ses côtés de rapides progrès. Enfin, pour les produits textiles, la concurrence de la Chine et du Japon devient de plus en plus dangereuse pour la Grande-Bretagne. Les pays d'Extrême-Orient produisent en quantités considérables des articles à très bas pris et de qualités inférieures remportant des succès croissants auprès des populations pauvres de l'Inde et des autres pays orientaux.

Cependant d'importants débouchés demeurent encore aux Indes pour les exportations britanniques : principalement les exportations de matériels nécessaires aux entreprises de travaux publics. Par leurs capitaux et leur organisation, et par la supériorité que leur donne la puissance politique dont ils disposent, les Anglais ont conservé le monopole de toutes les grandes entreprises de travaux publics : outillage des ports, voies ferrées, ponts et chaussées, bâtiments, usines hydro-électriques, etc...

Enfin les Anglais sont parvenus à compenser en partie la diminution de certaines de leurs exportations, telles que celles de produits textiles manufacturés, due à l'industrialisation de plusieurs régions de l'Inde, par le développement des exportations de machines, outils, etc... nécessaires à la construction et au fonctionnement des nouvelles usines. De plus, il ressort des rapports officiels que les exportations britanniques à destination du marché hindou pourraient prendre une nouvelle ampleur si une meilleure organisation des ventes et des services commerciaux britanniques était réalisée ⁽¹⁾.

(1) Publications de l'Empire Marketing Board : *Production and Trade of the Indian Empire* (1930, E. M. B. T. P. 5).

Les importations de l'Inde, en 1928, se sont composées des principales catégories suivantes :

	TOTAL DES IMPORTATIONS
Coton et articles de coton.....	26.5 %
Métaux et minerais.....	10.6 %
Machines et instruments mécaniques...	7,2 %
Sucre.	6.3 %
Huiles et pétroles.....	4.5 %
Véhicules.	4.3 %

Le coton et les articles de coton occupent de beaucoup la première place dans les importations de l'Inde.

LA REPARTITION DES IMPORTATIONS DE L'INDE ENTRE LES PAYS D'ORIGINE

(En pourcentages.)

Pays d'origine	Moyenne d'avant guerre	Moyenne d'après- guerre	1927-1928	1928-1929
Grande-Bretagne.	62.8 %	57.6 %	47.7 %	44.7 %
Japon.	2.5 %	6.9 %	7.2 %	7.0 %
Etats-Unis.	3.1 %	8.5 %	8.2 %	6.9 %
Allemagne.	6.4 %	2.8 %	6.1 %	6.3 %
Chine.	1.1 %	1.2 %	1.8 %	1.7 %
Total Empire Britanni- que.	69.7 %	65.2 %	54.6 %	54.1 %
Total pays Etrangers....	30.3 %	34.8 %	45.4 %	45.9 %

Comme pour les Dominions, le marché de l'Inde est progressivement envahi par les exportations des pays étrangers au détriment des exportations de la Grande-Bretagne. Cependant la Grande-Bretagne alimente encore presque la moitié des importations de l'Inde. Avec le coton, les importations de fer et d'acier manufacturés sont parmi les plus importantes. La Grande-Bretagne a exporté, en 1928, pour £ 10 millions de fer et acier aux Indes. D'ailleurs les importations de fer et acier manufacturés aux Indes se répartissent de la façon suivante entre les trois principaux pays d'origine :

REPARTITION DES IMPORTATIONS DE FER ET ACIER ENTRE LES PAYS D'ORIGINE

Années	Grande-Bretagne	Allemagne	Belgique
	milliers de tonnes	milliers de tonnes	milliers de tonnes
1925-26	489	69	229
1926-27	406	79	257
1927-28	685	79	316

De même, la Grande-Bretagne continue à fournir la majeure partie des importations de matériels de chemins de fer aux Indes :

REPARTITION DES IMPORTATIONS DE MATERIELS DE CHEMINS DE FER ENTRE LES DEUX PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE

Années	Grande-Bretagne	Belgique
1924-25	87 %	11.1 %
1925-26	79.9 %	9.2 %
1926-27	61.1 %	17.4 %
1927-28	66.8 %	23.9 %

Le marché de l'Inde est également un important débouché pour les exportations britanniques d'automobiles, mais la Grande-Bretagne est largement supplantée par les Etats-Unis et par le Canada. Les importations d'automobiles aux Indes se sont réparties, en 1928, de la manière suivante entre les principaux pays d'origine :

VOITURES AUTOMOBILES	
Grande-Bretagne.	3.645
Etats-Unis.	7.943
Canada.	6.568

Mais pour les motocyclettes la Grande-Bretagne contrôle presque le marché hindou, sa part dans les importations de motocyclettes aux Indes étant de 92 %.

Les exportations de l'Inde, en 1928, se sont composées des principales catégories suivantes :

TOTAL DES EXPORTATIONS	
Coton.	20.2 %
Articles de coton.	2.3 %
Jute.	9.8 %
Toiles à sacs.	17.2 %
Blé et farines.	10.2 %
Graines diverses.	8.9 %
Thé.	8.0 %
Peaux.	2.9 %
Cuir.	2.8 %
Métaux et minerais.	2.7 %
TOTAL.	85.0 %

Le coton occupe, comme on le voit, la première place dans les exportations de l'Inde. Le coton manufacturé n'est encore exporté qu'en faibles quantités. Cependant la production annuelle d'articles de coton est considérable, mais elle est presque entièrement absorbée par la consommation nationale. On a vu dans l'étude qui a été faite des diverses importations britanniques, qu'une très faible partie du coton brut exporté par l'Inde est dirigée sur la Grande-Bretagne en raison de la qualité inférieure du coton hindou qui reste, à cet égard, largement distancé par la production américaine.

DISTRIBUTION DES EXPORTATIONS DE L'INDE ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS DESTINATAIRES

(En pourcentages.)

Pays Destinataires	Moyenne d'avant guerre	Moyenne d'après guerre	1927-1928	1928-1929
Grande-Bretagne.	25.1 %	24.2 %	25.0 %	21.4 %
Japon.	7.5 %	13.3 %	8.9 %	10.2 %
Etats-Unis.	7.5 %	12.0 %	11.1 %	11.8 %
Allemagne.	9.8 %	4.9 %	9.9 %	9.6 %
Italie.	3.2 %	3.6 %	3.9 %	4.4 %
Chine.	3.9 %	3.6 %	1.4 %	2.8 %
Total Empire Britanni- que.	41.1 %	41.4 %	40.1 %	35.5 %
Total pays Etrangers.	58.9 %	58.6 %	59.9 %	64.5 %

Le tableau des exportations montre la même tendance que celui des importations : l'extension des relations commerciales de l'Inde et des pays étrangers.

Les deux tableaux suivants relatifs aux importations de filés et d'article de coton montrent les pertes subies par le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne et les gains réalisés par les exportations du Japon, de la Chine et des Etats-Unis :

IMPORTATIONS DE FILES DE COTON

Pays d'origine	Moyenne d'avant- guerre	Moyenne d'après- guerre	1927-1928	1928-1929
	lbs	lbs	lbs	lbs
Grande-Bretagne. . . .	37.050.000	25.702.000	20.560.000	23.094.000
Japon.	458.000	16.785.000	16.975.000	7.632.000
Chine.	15.000	537.000	12.045.000	11.307.000

IMPORTATIONS D'ARTICLES DE COTON

Pays d'origine	Moyenne d'avant- guerre	Moyenne d'après- guerre	1927-1928	1928-1929
	yards	yards	yards	yards
Grande - Bre- tagne. . . .	2.563.705.000	1.199.041.000	1.543.110.000	1.456.092.000
Japon.	3.127.000	113.404.000	323.053.000	357.343.000
Etats-Unis. . .	10.771.000	12.303.000	28.323.000	29.873.000
Total général	2.631.674.000	1.840.955.000	1.973.380.000	1.936.761.000

La Grande-Bretagne se heurte actuellement aux Indes avec les difficultés les plus grandes, aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue politique. Déjà longtemps avant la crise, le problème de l'Inde constituait un point sombre dans les perspectives du commerce extérieur britannique. Si l'Inde continue à faire partie de l'Empire

Britannique elle constituera pendant encore longtemps un important débouché aux produits britanniques mais toute la question consiste précisément à se demander si cet immense pays n'obtiendra pas dans un avenir assez proche sa complète indépendance politique. La guerre civile ne manquerait pas alors de ruiner une population déjà très appauvrie du fait de la diminution du pouvoir d'achat des monnaies d'argent, et les exportateurs britanniques seraient contraints de rechercher d'autres débouchés plus rémunérateurs.

La persistance de la dépendance économique des Colonies britanniques à l'égard de la mère patrie. — Les Colonies de la Grande-Bretagne, appelées aussi Colonies de la Couronne, sont, à l'inverse des Dominions, demeurées dans une complète dépendance politique de la Grande-Bretagne. Elles sont très nombreuses, comprenant des territoires, des îles, des archipels, etc. Elles présentent dans l'ensemble les caractères généraux suivants :

1° Elles sont généralement situées entre les tropiques. Elles produisent des produits tropicaux d'une importance économique de plus en plus grande;

2° Elles ne produisent guère que des produits alimentaires et des matières premières. Les industries manufacturières y sont très peu développées à l'exception toutefois de quelques industries spécialisées dans le traitement des graines oléagineuses en vue de la fabrication des huiles et du traitement des matières premières en vue de leur embarquement. La Grande-Bretagne n'a donc pas à lutter, sur les marchés de ses colonies, avec la concurrence d'industries nationales et elle trouve en elles de magnifiques débouchés pour ses exportations;

3° Elles sont peuplées de races de couleur, peuplades primitives incapables pour longtemps de se gouverner elles-mêmes. Ceci est à la fois favorable aux intérêts britanniques, puisque l'autorité de la Grande-Bretagne peut

s'exercer pleine et entière, mais aussi défavorable parce que les colonies sont pauvres, ne payant leurs importations que par leurs exportations de matières premières, et les besoins de ces populations étant très réduits, leurs achats d'articles manufacturés ne peuvent être très étendus.

Les importations de toutes ces colonies sont assez semblables pour chacune d'entre elles. On peut les répartir en quatre groupes :

1° Approvisionnements des divers gouvernements, matériels de transport, chemins de fer, etc., et de travaux publics;

2° Habillements, principalement des étoffes de coton;

3° Outillages divers, machines, machines électriques, moteurs, etc...;

4° Produits de luxe, bon marché, d'une confection simple, et aptes à satisfaire les goûts de populations primitives (gramophones, ombrelles, jouets, bicyclettes, parfums, etc.). Il y aura un parti énorme à tirer de ces populations parce que leurs besoins grandiront à mesure qu'elles seront davantage en contact avec les Européens.

Le commerce extérieur de ces colonies est encore peu développé, mais il a progressé rapidement après la guerre. Entre 1924 et 1927 le commerce extérieur de l'ensemble des Colonies britanniques s'est élevé de £ 187 millions à £ 247 millions, marquant un progrès de 33 %. Les exportations de la Grande-Bretagne se sont elles-mêmes accrues de £ 47 millions à £ 55 millions, progressant de 16 %.

Les Colonies britanniques sont donc pour la Métropole déjà d'importants débouchés, susceptibles surtout d'une très large extension dans l'avenir, mais sur ces marchés comme sur ceux des Dominions la concurrence des pays étrangers est très grande et depuis la guerre la progression des exportations des pays étrangers à destination des Colonies britanniques a été beaucoup plus grande en valeur relative que celle des exportations britanniques.

LE COMMERCE D'IMPORTATION DES PRINCIPALES COLONIES BRITANNIQUES EN 1927

Colonies Britanniques	Valeur en £ millions	Part de la Grande- Bretagne en o/o	Part des pays étran- gers en o/o	Augmen- tation des impor- tations depuis 1900
Sierra Leone.....	2.1	61 %	35 %	300 %
Nigérie.	15.6	72 %	24 %	600 %
Côte d'Or.....	13.7	58 %	36 %	650 %
Zanzibar et Pemba.....	1.7	18 %	29 %	400 %
Kenya et Uganda.....	7.7	38 %	34 %	350 %
Tanganyika.	3.7	39 %	41 %	330 %
Nyasaland.	1.0	43 %	32 %	390 %
Malaisie Britannique....	118.0	14 %	65 %	750 %
Rhodésie Septentrionale..	2.0	48 %	23 %	280 %
Rhodésie Méridionale....	7.5	48 %	27 %	260 %

LE COMMERCE D'EXPORTATION DES PRINCIPALES COLONIES BRITANNIQUES EN 1927

Colonies Britanniques	Valeur en £ millions	Part de la Grande- Bretagne en o/o	Part des Pays étrangers en o/o	Déclin du Commerce avec la Grande-Bretagne depuis 1900	Population en millions h.
Sierra Leone.....	1.7	34 %	53 %	de 60 % à 48 %	1.5
Nigérie.	16.3	47 %	49 %	de 63 % à 59 %	18.7
Côte d'Or.....	14.3	30 %	64 %	de 65 % à 42 %	2.2
Zanzibar et Pemba.....	1.8	7 %	52 %	de 10 % à 8 %	0.2
Kenya et Uganda.....	6.9	40 %	30 %	—	5.8
Tanganyika.	3.2	17 %	44 %	—	4.9
Nyasaland.	1.0	90 %	4 %	—	1.2
Malaisie Britannique....	125.0	15 %	63 %	de 23 % à 14 %	3.8
Rhodésie Septentrionale..	0.7	34 %	34 %	de 50 % à 43 %	1.2
Rhodésie Méridionale....	7.4	35 %	19 %	de 75 % à 40 %	0.9

Tableau d'ensemble du Commerce de l'Empire Britannique.

Après avoir analysé les positions respectives des divers pays de l'Empire Britannique à l'égard de la Grande-Bretagne, il convient de consacrer quelques commentaires à l'importance même de cet empire, considéré dans son ensemble et à la place de plus en plus grande qu'il a occupée depuis la guerre dans le commerce international. Si la Grande-Bretagne assume encore la direction de ce vaste ensemble, elle n'en est malheureusement pas le centre, occupant par rapport à son empire une position très excentrique. C'est cet éloignement même de la Grande-Bretagne qui explique l'importance croissante des échanges inter-impériaux qui se font en dehors d'elle. Il faut déterminer d'abord l'importance relative du commerce de l'Empire Britannique en comparaison du total du commerce international, et ensuite la distribution du commerce impérial entre les pays de l'Empire et les pays étrangers.

La place du commerce de l'Empire Britannique dans l'ensemble du commerce international.

La valeur totale du commerce international en 1927, réduite au niveau des prix de 1913 a été de 45.634 millions de dollars. Cette valeur totale, en 1913, était de 37.797 millions de dollars. Le commerce international s'est donc développé de 20 % approximativement entre 1913 et 1927. Un peu plus de la moitié du commerce international consiste en des échanges à partir ou à destination de l'Europe.

Les parts de l'Empire Britannique, des Etats-Unis et de l'Europe occidentale et septentrionale, en 1913 et en 1927, ont été les suivantes :

1927.

Empire Britannique.....	29.4 %
Etats-Unis.	14.2 %
Europe O. et N.....	27.4 %

1913.

Empire Britannique.....	27.7 %
Etats-Unis.	11.1 %
Europe O. et N.....	34.0 %

L'importance relative du commerce de l'Empire Britannique par rapport au total du commerce international s'est élevée de 2.4 % de 1913 à 1927, ce qui correspond à une hausse de 27,5 % de la valeur du commerce de l'Empire en 1927 par rapport à sa valeur de 1913.

Les chiffres précédents comprennent à la fois le commerce de l'Empire avec les pays étrangers, c'est-à-dire, le commerce extérieur proprement dit de l'Empire Britannique considéré comme une unité économique, et le commerce inter-impérial.

Si on ne considère que le commerce extérieur proprement dit de l'Empire, afin de le comparer au commerce extérieur des Etats-Unis et au commerce extérieur de l'Europe également considérée comme une unité économique (en faisant abstraction du commerce inter-européen), l'évolution pour ces trois ensembles a été la suivante :

	1913	1925	1926	1927
Empire Britannique....	18.8 %	20.2 %	20.0 %	20.2 %
Etats-Unis.	12.5 %	16.4 %	17.3 %	16.0 %
Europe.	38.4 %	30.0 %	29.2 %	31.0 %

L'évolution du commerce inter-impérial et celle du commerce extérieur de l'Empire ont été les suivantes :

	1913	1925	1926	1927
	£ millions	£ millions	£ millions	£ millions
Commerce Inter-Impérial..	842	1.659	1.545	1.487
Commerce Extérieur.....	1.292	2.237	2.118	2.312
TOTAL.....	2.134	3.896	3.663	3.799

En 1927 comme en 1913, 60 % du commerce impérial ont été faits avec les pays étrangers et 40 % entre les pays de l'Empire. Les proportions ont été les mêmes pour ces deux dates.

Mais il faut remarquer que les échanges inter-impériaux, dans le tableau ci-dessus sont comptés deux fois : une fois comme exportations d'un pays de l'Empire, une seconde fois comme importations dans un pays de l'Empire. Donc, en 1927, la valeur réelle du commerce inter-impérial n'a été que de £ 743.5 millions, soit 24.3 % seulement du commerce impérial total.

Une étude de l'évolution des importations et des exportations de l'Empire Britannique entre 1913 et 1927, en comparant entre eux la Grande-Bretagne, les Dominions britanniques et les Etats-Unis, donne les résultats suivants.

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1913	1927	1913	1927
Grande-Bretagne.	100	117	100	83
Dominions.	100	126	100	131
Etats-Unis.	100	180	100	157
Monde entier.	100	122	100	118

En 1927, la Grande-Bretagne a importé un volume de marchandises supérieur de 17 % à celui de 1913 et elle a exporté un volume inférieur également de 17 % à celui de 1913. Les exportations des Dominions ont augmenté de 31 % entre 1913 et 1927, les importations de 26 %. C'est au Canada que les progrès ont été les plus considérables : les importations ont augmenté de 52 % et les exportations de 105 %. Vient ensuite la Nouvelle-Zélande où les importations et les exportations se sont accrues dans une proportion égale de 47 %. Enfin, l'Australie et l'Afrique du Sud ont l'une et l'autre amélioré leur importance relative dans l'ensemble du commerce international de 18 à 20 % entre ces mêmes dates. Quant aux Etats-Unis, ils ont été, après le Canada, le pays dont le commerce extérieur s'est accru le plus rapidement et dans les plus larges proportions (1).

(1) Les tableaux statistiques ci-dessus sont extraits des rapports officiels. Consulter, pour de plus amples renseignements : « A Memorandum on the Trade of the British Empire » : Imperial Economic Committee, 1913-1925-1928. His Majesty's Stationery Office, 1930.

La distribution du commerce impérial entre l'Empire et les pays étrangers. — Si on considère l'ensemble des pays de l'Empire Britannique, la Grande-Bretagne exceptée, les origines de leurs importations et les destinations de leurs exportations se sont réparties de la manière suivante entre la Grande-Bretagne, les autres pays de l'Empire et les pays étrangers :

IMPORTATIONS DES PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE,
LA GRANDE-BRETAGNE EXCEPTÉE.

	1913	1927
Provenant de la Grande-Bretagne.....	44.2 %	36.1 %
Provenant des autres pays de l'Empire.	11.5 %	13.2 %
Provenant des pays Etrangers.....	44.3 %	50.7 %

EXPORTATIONS DES PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE
LA GRANDE-BRETAGNE EXCEPTÉE.

	1913	1927
A destination de la Grande-Bretagne..	41.2 %	36.8 %
A destination des autres pays de l'Empire.	10.6 %	10.7 %
A destination des pays Etrangers.....	48.2 %	52.5 %

Ces deux tableaux montrent clairement l'indépendance économique croissante des pays de l'Empire Britannique à

l'égard de la Grande-Bretagne ainsi que les progrès réalisés depuis la guerre par la concurrence étrangère sur les marchés de ces pays.

Si on se place ensuite au point de vue de la Grande-Bretagne, on remarque la place de plus en plus importante occupée par les pays de l'Empire dans le commerce extérieur britannique :

IMPORTATIONS BRITANNIQUES

	1913	1927
Provenant de l'Empire.....	20.5 %	27 %
Provenant des pays Etrangers.....	79.5 %	73 %

EXPORTATIONS BRITANNIQUES

	1913	1927
Provenant de l'Empire.....	37.2 %	46.1 %
Provenant des pays Etrangers.....	62.8 %	53.9 %

La dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard de son Empire a donc été beaucoup plus accentuée depuis la guerre. La diminution de l'importance relative de la Grande-Bretagne dans le commerce extérieur des pays de l'Empire Britannique n'est donc pas due à une restriction des échanges entre la Grande-Bretagne et ces pays, mais, au contraire, au développement important du commerce extérieur de ces pays dont les échanges avec les pays étrangers ont depuis la

guerre progressé à une cadence plus rapide que les échanges avec la Grande-Bretagne.

La dépendance des pays de l'Empire Britannique à l'égard des marchés de l'Empire, pour leur commerce d'exportation, a été, en 1928, la suivante :

	% DES EXPORTATIONS A DESTINATION DES MARCHÉS IMPÉRIAUX
Grande-Bretagne.	46.1 %
Canada.	43.2 %
Australie.	44.2 %
Nouvelle-Zélande.	85.0 %
Afrique du Sud.	76.5 %
Irlande.	96.0 %
Rhodésie du Sud.	68.0 %
Inde.	40.0 %
Malaisie Britannique.	11.0 %
Ceylan.	60.0 %
Nigérie.	48.0 %
Kenya.	70.6 %

L'augmentation de la proportion des exportations britanniques à destination des marchés de l'Empire a certainement été déterminée dans une large mesure par les préférences impériales accordées aux produits britanniques, tandis que du côté des pays étrangers le protectionnisme grandissant s'opposait à l'entrée des produits britanniques. Mais les relations commerciales de plus en plus étendues des pays de l'Empire Britannique et des pays étrangers constituent une menace sérieuse pour l'avenir du commerce extérieur britannique, parce que si l'indépendance économique de l'Empire s'accroît, la Grande-Bretagne risque de perdre

progressivement un certain nombre de ses débouchés impériaux. De plus, les progrès de cette indépendance économique de l'Empire constituent autant de nouveaux obstacles à l'impérialisme britannique et à son isolement du reste du monde, au point de vue commercial. Aussi bien du côté de la Grande-Bretagne que du côté des Dominions, une politique d'isolement à l'égard des puissances étrangères était impossible, à la veille de la crise économique, et les résultats de la Conférence d'Ottawa ont démontré qu'elle l'est encore aujourd'hui.

MOUVEMENTS DES PRIX DE GROS DANS DIVERS PAYS

(Base 1913 = 100.)

Années	Grande-Bretagne			Etats-Unis	Canada	Australie	Japon	Pays-Bas
	Board of Trade	Economist	Statist.	Bureau du Travail	Stat. officielle	Stat. officielle	Banque du Japon	Stat. officielle
1920	307	—	291	221	244	228	259	292
1921	197	—	192	140	172	175	200	182
1922	159	—	156	139	152	162	196	160
1923	159	—	153	144	153	179	199	151
1924	166	159	164	141	155	173	207	156
1925	159	155	161	148	160	170	202	155
1926	148	143	150	143	156	168	179	145
1927	142	138	144	137	153	167	170	148
1928	140	135	142	140	151	165	171	149
1929	137	128	135	139	149	166	166	142
1930	120	108	114	124	135	147	137	117

Années	Danemark		Suède	Suisse	Allemagne	Esgagne	Norvège	Moyenne totale
	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	Stat. officielle	
1920	341	—	359	—	—	221	—	259
1921	178	—	222	191	—	190	—	190
1922	181	—	173	168	—	176	—	162
1923	210	—	163	181	—	172	232	163
1924	234	—	162	175	137	183	268	166
1925	157	210	161	162	142	188	253	161
1926	141	163	149	145	134	181	198	149
1927	145	153	146	142	138	172	167	148
1928	149	153	148	145	140	167	161	149
1929	—	150	140	141	137	171	153	142
1930	—	130	122	127	125	172	143	127

MOUVEMENTS DU PRIX DE LA VIE DANS DIVERS PAYS

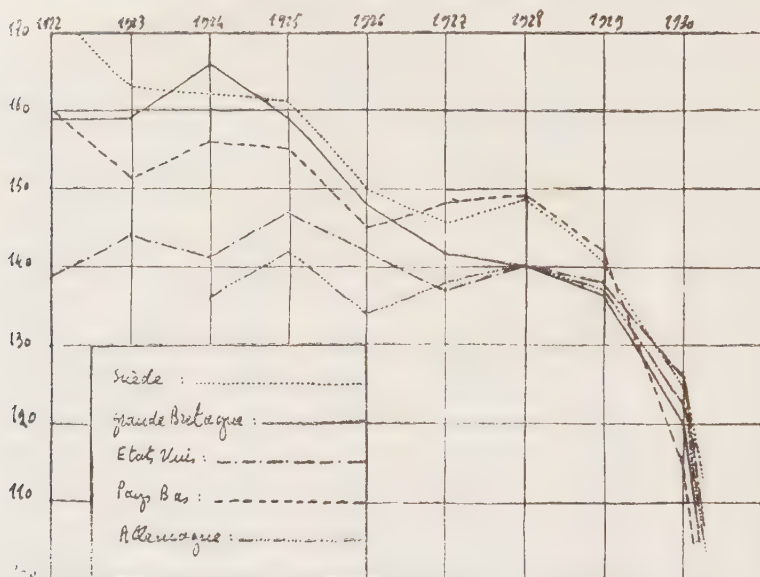
(Base : Juillet 1914 = 100.)

Années	Gde-Bretagne	Etats-Unis	Allemagne	Paÿs-Bas	Suède	Suisse
1920	255	205	—	182	270	224
1921	222	163	—	178	236	200
1922	181	156	—	159	190	164
1923	171	162	—	158	174	164
1924	171	162	126	160	171	169
1925	173	169	143	163	176	168
1926	170	166	142	163	172	162
1927	164	162	150	161	169	160
1928	165	161	152	161	173	161
1929	163	162	154	161	169	161
1930	157	152	149	157	164	158

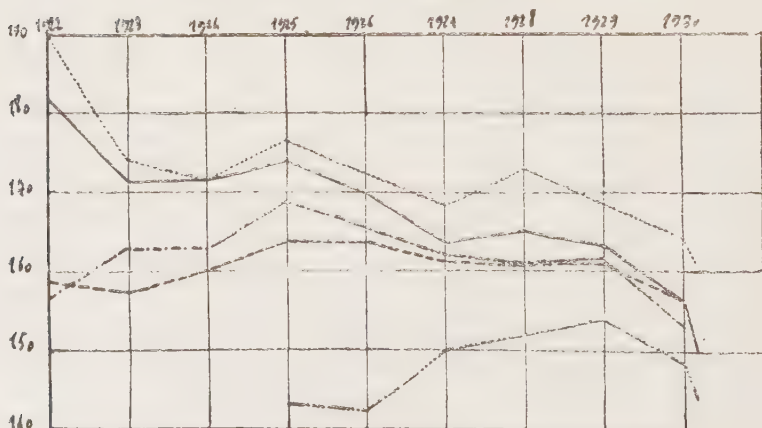
RAPPORTS EN POURCENTAGES DU PRIX DE LA VIE AUX PRIX DE GROS, DANS CES MEMES PAYS

Années	Gde-Bretagne	Etats-Unis	Allemagne	Paÿs-Bas	Suède	Suisse
1920	83	93	—	62	75	—
1921	113	116	—	98	106	105
1922	114	112	—	99	110	98
1923	108	113	—	105	107	91
1924	103	115	92	103	106	97
1925	109	114	101	105	109	104
1926	115	116	106	112	115	112
1927	115	118	109	109	116	113
1928	118	115	109	108	117	111
1929	119	117	112	113	121	114
1930	131	123	119	134	134	124

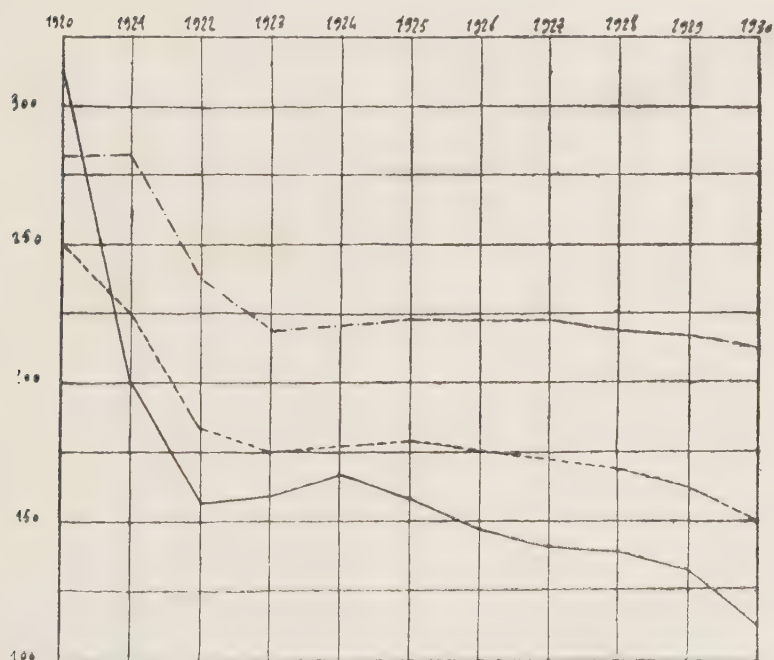
**Indices des prix de gros pour différents
pays Européens : Base 1913 = 100**
(entre 1922 et février 1930)



**Indices du prix de la vie pour plusieurs
Pays Européens : Base 1913 = 100**
(entre 1922 et février 1930).



Les mouvements des prix de gros, du prix de la vie et des salaires en Grande-Bretagne entre 1920 et 1930.



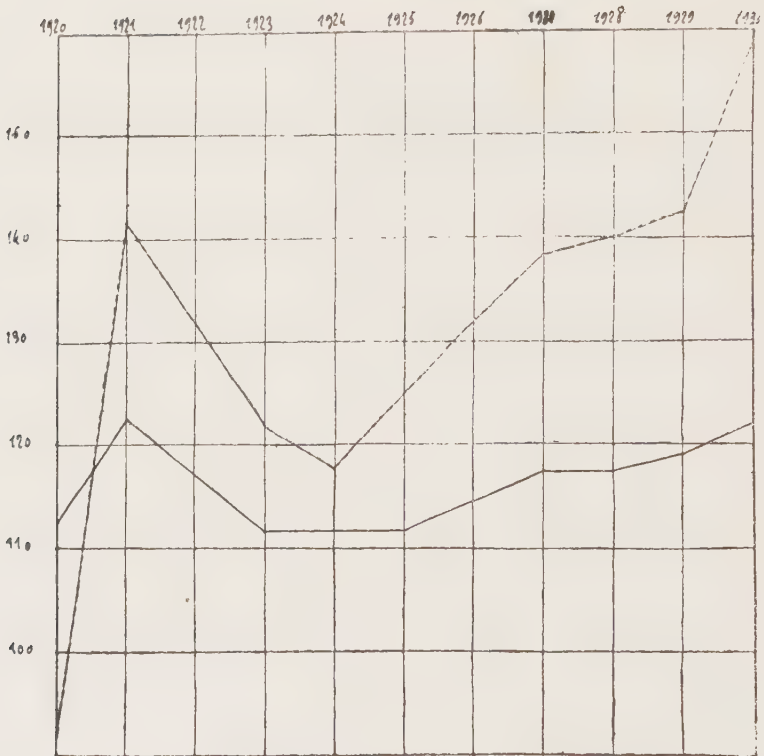
Indice des Prix de Gros : (Board of Trade : 1913=100)

Indice du Prix de la Vie : (Ministry of Labour : Juillet 1914=100)

Indice des Salaires : (Bowley : Juillet 1914=100)

Moyennes
mensuelles.

**Relations entre les salaires réels et la part
des salaires dans les coûts réels
de Production entre 1920 et 1930.**



----- : Indice des salaires réels calculé en comparant l'indice du prix de la vie à l'indice des taux de salaires établi par le Professeur Bowley.

————— : Indice de la part des salaires dans le coût réel de Production calculé en comparant l'indice des prix de gros à l'indice des taux de salaires établi par le Professeur Bowley.

INDICES DES SALAIRES REELS POUR DIVERS PAYS

(1914 = 100.)

DIVERS PAYS	1914	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Etats-Unis (salaires hebdomadaires).....	100	129	129	129	134	135	139
Grande-Bretagne (salaires hebdomadaires)...	100	100	101	103	102.5	103.6	106.9
Allemagne (salaires journaliers).....	100	—	96	103	105	107	110
Suède (salaires journaliers).....	100	123	125	130	130	132	137
Tchéco-Slovaquie (salaires hebdomadaires)...	100	114	111	114	110	116	119
Afrique du Sud (salaires hebdomadaires)...	100	101	101	103	102	103	104
Australie (salaires hebdomadaires).....	100	116	114	113	116	118	—
Pologne (salaires hebdomadaires).....(1927 = 100)	127	110	98	100	100	108	115

Statistique extraite de l'I. L. O. *Annual Review*, 1930.

COMPARAISON DES SALAIRES ANGLAIS
ET ETRANGERS EN 1927

Grande-Bretagne.	100
Etats-Unis.	175
Canada.	150-155
Danemark.	105-110
Pays-Bas.	85-90
Allemagne.	65-70
France.	55-60
Belgique.	50-55
Italie.	45-50
Autriche.	45-50
Pologne.	45-50

Statistique établie par le Ministry of Labour.

ESTIMATION DE L'INCIDENCE
SUR LES EXPORTATIONS BRITANNIQUES
D'UN CERTAIN NOMBRE DE TARIFS ETRANGERS

Incidence ad Valorem				Progrès et Extension de la préférence impériale		Valeur des Exportations Britanniques, en £ millions	
	1914	1924	Progrès en o/o	1914	1924	1914	1924

Empire Britannique :

Inde.	2 $\frac{3}{4}$	10 $\frac{1}{2}$	382	—	—	70	91
Australie.	6 $\frac{1}{4}$	9 $\frac{3}{4}$	156	3 $\frac{1}{2}$	11 $\frac{3}{4}$	34	61
Canada.	15 $\frac{1}{4}$	13 $\frac{3}{4}$	87	5 $\frac{3}{4}$ -6	5-8 $\frac{1}{4}$	24	28
Afrique du Sud..	7 $\frac{1}{2}$	9	120	2 $\frac{3}{4}$	2 $\frac{3}{4}$	22	30
Nouvelle-Zélande.	8 $\frac{1}{4}$	8 $\frac{1}{2}$	103	8 $\frac{1}{2}$	12	11	20

Pays Etrangers :

Etats-Unis.	19 $\frac{1}{2}$	32	164			29	53
Allemagne.	17 $\frac{1}{4}$	10	58			41	43
République Argentine.	24	20 $\frac{1}{2}$	85			23	27
France.	21 $\frac{3}{4}$	12 $\frac{1}{2}$	57			29	42
Japon.	19 $\frac{1}{4}$	10 $\frac{1}{4}$	53			15	27
Chine.	5	5	100			15	20
Pays-Bas.	2 $\frac{3}{4}$	2 $\frac{1}{2}$	100			15	25
Brésil.	88	41	47			12	14
Belgique.	10	8 $\frac{1}{2}$	85			13	23
Egypte.	8	8	100			10	15
Italie.	18 $\frac{1}{4}$	15 $\frac{3}{4}$	86			15	18
Espagne.	42	37 $\frac{1}{4}$	89			8	10
Suède.	23	12 $\frac{1}{4}$	53			8	14

CONCLUSION

En dépit des pertes qu'elle a subies et des difficultés qu'elle a rencontrées, la Grande-Bretagne a conservé après la guerre une place primordiale dans l'économie internationale. Il ne pouvait en être autrement de la suzeraine d'un empire immense qui s'étend sur plus du quart de la superficie terrestre et dont la population représente le cinquième de celle du monde entier. Possédant à la fois la puissance industrielle, commerciale, financière et maritime elle a continué à tirer profit du prestige que lui conférait la réunion de ces facteurs, mais elle n'a plus été seule à jouir d'un tel privilège. Si elle est demeurée le premier pays importateur du monde, elle a perdu la première place pour son commerce d'exportation et elle est passée désormais au deuxième rang, après les Etats-Unis.

Le déficit considérable de la balance commerciale a bien été le trait dominant du commerce extérieur britannique d'après-guerre. Tandis que le volume des exportations est demeuré continuellement inférieur à celui de 1913, malgré une augmentation d'ailleurs restreinte entre 1924 et 1929, le volume des importations a été très supérieur à celui des années d'avant-guerre et n'a cessé de s'accroître jusqu'à l'avènement de la crise économique. La diminution des exportations a été le signe d'un déclin de l'activité industrielle

du pays et d'une restriction des débouchés offerts aux produits britanniques. L'augmentation des importations implique des interprétations différentes suivant les catégories de marchandises importées. Le progrès des importations de denrées alimentaires a marqué un accroissement des dépenses du peuple britannique, et pour employer une expression bien connue en Angleterre, une amélioration du « standard de vie ». Celui des importations de matières premières a dû au contraire être considéré comme un facteur favorable, puisqu'il indiquait un développement de l'activité industrielle. Quant à l'augmentation des importations de produits manufacturés, elle a souvent été l'objet, chez ses commentateurs, d'un pessimisme excessif. Il n'est pas douteux que la concurrence des produits étrangers sur le marché britannique s'est accrue largement depuis la guerre, au détriment des industries nationales. Mais il convient de ne pas oublier que les statistiques britanniques confondent les produits manufacturés et les produits semi-manufacturés, et que les progrès particulièrement rapides des importations de ces derniers ont indiqué, comme pour les matières premières, un développement de l'activité de certaines branches des industries britanniques.

A l'égard de ses principaux débouchés, la Grande-Bretagne est demeurée après la guerre un fournisseur de première importance. Mais un trait caractéristique a été le déclin, sur les marchés internationaux, de l'importance relative du commerce extérieur britannique en comparaison de celui des autres grandes puissances. Cette tendance a été une conséquence naturelle de l'industrialisation progressive du monde entier et elle n'implique pas que la Grande-Bretagne n'ait pas participé elle-même au progrès général, mais elle n'en constitue pas moins une menace sérieuse pour l'avenir de l'économie britannique.

Ce sont précisément l'insouciance du peuple britannique et sa foi aveugle dans la continuation de son prestige passé

qui ont été les facteurs les plus dangereux. Tous les efforts furent faits pour conserver à la place de Londres son rôle de premier plan dans le commerce international. A cause de la politique monétaire de revalorisation, la dette de l'Etat n'a pu être réduite comme elle l'a été automatiquement dans les pays dont la monnaie a été stabilisée à la suite d'une forte dépréciation. Pour faire face à la charge écrasante de cette dette, et aussi à l'accroissement considérable des charges sociales résultant d'une politique démagogique, des impôts de plus en plus lourds ont dû être établis. La nouvelle répartition des revenus qui en est résulté a contribué à restreindre progressivement l'épargne annuelle pour accroître d'autant les dépenses du pays.

L'affaiblissement de la puissance d'épargne de la Grande-Bretagne et du même coup la diminution de sa puissance capitaliste ont eu les conséquences les plus graves pour l'économie britannique. Pays surpeuplé, vivant en grande partie de ses achats à l'Etranger, la Grande-Bretagne a eu depuis longtemps une balance commerciale défavorable, mais le déficit était comblé chaque année par les excédents de la balance des comptes, et en particulier par les revenus des capitaux britanniques investis dans les pays étrangers et dans les Dominions. Depuis longtemps la Grande-Bretagne est un pays essentiellement capitaliste, et qui moins que tout autre ne saurait se priver même d'une partie seulement de ses capitaux sans qu'il en résulte pour elle un préjudice considérable. De plus la politique des placements extérieurs a de tout temps été la condition indispensable du développement du commerce britannique. C'est pour assurer à ce dernier une nouvelle extension en même temps que pour reprendre leur importance financière dans le monde, que les banquiers de la Cité ont tenté par tous les moyens après la guerre de développer à nouveau les investissements annuels à l'Etranger. Ne disposant plus, en quantité suffisante, de fonds fournis par l'épargne, source nor-

male des placements extérieurs, ils ont été entraînés à investir dans des placements à long terme des capitaux qui ne leur avaient été prêtés que pour une durée de temps limitée, et ce fut là l'origine et la cause essentielle de la crise du 21 septembre 1931.

DEUXIÈME PARTIE

Le Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne
pendant les années 1930-1931
et le premier semestre de l'année 1932

CHAPITRE PREMIER

La Dépression Economique dans le Monde et en Grande-Bretagne.

Années 1930-1931

Avec l'année 1929 a pris fin dans le monde une période qui, malgré des défaillances momentanées ou particulières à certains pays, avait été marquée par un essor de l'activité économique et une prospérité générale. L'année 1930 a été le début d'une dépression économique qui s'est progressivement étendue à tous les peuples et qui n'a cessé de s'accroître en intensité et en gravité. La crise a eu pour point de départ la crise boursière américaine de la fin de l'année 1929, et l'effondrement des prix des denrées agricoles et des matières premières. Les pays agricoles et les pays exportateurs de matières premières furent les premiers atteints. Puis ce furent les pays industriels et les pays vivant en grande partie, telle la Grande-Bretagne, de leur commerce extérieur. Enfin les pays qui possédaient, comme la France, une large indépendance économique furent atteints les derniers. Arrêt de la production, crise industrielle et augmentation du chômage, crise commerciale, crise financière, crise

monétaire, tels furent les faits qui se produisirent dans tous les pays, et furent à la fois les causes et les conséquences les uns des autres. La baisse des prix de gros fut générale et considérable, la baisse des prix de détails fut plus tardive, celle des salaires ne commença guère que dans la deuxième moitié de l'année 1931. En Grande-Bretagne, les difficultés d'après-guerre se sont rapidement accentuées en même temps qu'il en apparaissait d'autres plus nombreuses et plus graves. En dépit des efforts tentés, le Gouvernement britannique dut se départir des règles qu'il s'était imposées et qui avaient été les bases de sa politique monétaire d'après-guerre. Le 21 septembre, le cours forcé fut établi en Grande-Bretagne, et ce fut l'origine d'abandons successifs de l'étalon d'or par un grand nombre de pays.

La crise de confiance, la thésaurisation des capitaux qui ne trouvaient plus à s'employer déterminèrent les mouvements d'or à destination des Etats-Unis et de la France, contre lesquels se sont élevés à tort les économistes britanniques parce qu'il n'était dans le pouvoir ni des Etats-Unis ni de la France de les interrompre. Les excès de production furent suivis d'une restriction considérable de la consommation. Tous les moyens de crédits furent mis en œuvre afin de déterminer une reprise de cette dernière mais en vain. L'inflation de crédit se montra par ses conséquences aussi dangereuse que l'inflation fiduciaire, ne réalisant qu'une augmentation artificielle des pouvoirs d'achat et ne donnant à ses bénéficiaires que l'illusion d'une richesse nouvelle; plus dangereuse même puisqu'elle faisait apparaître, comme des capitaux, des prêts qui n'étaient consentis souvent que pour une durée de temps fort brève (1).

Sans entrer dans des détails qui n'auraient d'ailleurs pas leur place dans cette étude, on se propose de déterminer la

(1) Une étude un peu partielle mais fort intéressante de la crise économique a paru dans la *Revue Financière Britannique* de l'année 1930; « *Financial Review*, 1930 ».

position occupée par la Grande-Bretagne dans l'ensemble du monde entier pendant les années 1930 et 1931, en faisant une brève analyse des conséquences de la crise économique sur le commerce extérieur des principaux pays ⁽¹⁾. Seize pays ont été choisis par le Board of Trade pour établir ces comparaisons. Le total des importations et des exportations de ces pays a représenté environ 80 % de l'ensemble du commerce international. Seules les valeurs globales des importations et des exportations de chaque pays sont prises en considération, et non les variations concernant les différents groupes de marchandises. La valeur du commerce extérieur de chaque pays est exprimée en livres sterling au pair. Bien entendu les chiffres ainsi obtenus ne sont que des indications très approximatives, quant aux variations en volume, puisque les fluctuations des prix ont été plus ou moins accentuées suivant les pays.

L'ensemble du commerce international a diminué dans de très fortes proportions pendant l'année 1930, et la diminution a été encore beaucoup plus accentuée pendant l'année 1931. Le total des importations dans le monde a été, en 1930, de 13,8 % inférieur à celui de 1929, et en 1931 de 26,3 % inférieur à celui de 1930, ce qui fait une diminution de 40,1 % pour l'année 1931 en comparaison de l'année 1929. Le total des exportations a diminué davantage encore : il a été, en 1930, de 14,6 % inférieur à celui de 1929 et en 1931 de 27,5 % inférieur à celui de 1930, ce qui fait une diminution de 42,1 % pour l'année 1931 en comparaison de l'année 1929. La différence entre les diminutions proportionnelles des importations et des exportations est due au fait que dans les pays considérés la valeur des exportations est calculée F. O. B. (franco à bord), tandis que celle des importations est exprimée C. I. F. (majorée du coût de

(1) Consulter les numéros du *Board of Trade Journal* du 5 mars 1931, 3 septembre 1931, 10 mars 1932.

l'assurance et du fret). Or, d'après les estimations de la Chambre de Navigation (Chamber of Shipping), les taux des frets, en 1931, ont été légèrement supérieurs à ceux de 1930, et ceux de 1930 ont été sensiblement les mêmes qu'en 1929. L'influence de la baisse des prix a donc été complète dans le cas de l'estimation de la valeur des exportations, tandis qu'elle a été atténuée par la résistance à la baisse des taux des frets dans le cas des importations.

Si l'on se place au point de vue particulier de chaque pays, les prix moyens des marchandises importées et ceux des marchandises exportées n'ont pas varié dans les mêmes proportions. Ainsi pour la Grande-Bretagne, l'indice des prix des importations a baissé de 19,3 % entre l'année 1930 et l'année 1931 tandis que celui des prix des exportations n'a baissé que de 10,6 %. Cette différence montre que les prix des marchandises étrangères vendues sur le marché britannique ont baissé plus rapidement que les prix des marchandises britanniques, ce qui a pu être dû à la fois à une baisse générale des prix plus accentuée à l'Etranger qu'en Grande-Bretagne, et à un dumping des pays exportateurs étrangers désireux de faire pénétrer leurs produits en plus grandes quantités sur le marché britannique. Il faut tenir compte aussi du fait que les importations britanniques sont composées en majeure partie de denrées alimentaires et de matières premières dont les prix ont diminué les premiers et dans les plus larges proportions, tandis que les exportations britanniques comprennent pour leur plus grande partie des produits manufacturés dont la baisse des prix a été plus tardive et moins accentuée que celle des matières premières (1).

Les tendances générales des importations et des expor-

(1) Consulter sur la dépression du commerce et de la production dans le monde pendant l'année 1930, un article intéressant paru dans la revue de la *Westminster Bank* : *Westminster Bank Review*, mars 1931.

tations, pour les seize pays considérés, ont été les suivantes. Pour les importations, le déclin de leur valeur totale a été moins accentué pour la Grande-Bretagne que pour la moyenne des quinze autres pays. La diminution de la valeur des importations britanniques pendant l'année 1931 a été seulement de 16,6 % par rapport à l'année 1930. Celle des quinze autres pays a été en moyenne de 26,3 %. Seules les importations de la Suisse, du Danemark et de la Norvège ont diminué dans des proportions moins considérables. La valeur des importations de l'Australie a baissé de 54 % entre 1930 et 1931. La diminution a été de 32 % pour les Etats-Unis, 33 % pour l'Italie, 35 % pour l'Allemagne, 37 % pour la Malaisie britannique et 38 % pour le Canada. Entre l'année 1929 et l'année 1930 les diminutions ont été analogues sauf pour la France dont les importations ont été encore plus lentes à diminuer que celles de la Grande-Bretagne. Les valeurs des importations du Canada, de l'Allemagne et des Etats-Unis ont diminué de 50 à 53 % entre 1929 et 1931, et la diminution pour l'Autriche a été de 70 %.

Quant aux exportations une tendance inverse s'est manifestée en Grande-Bretagne. Malgré l'élévation relative des prix des marchandises britanniques exportées, la diminution de la valeur des exportations britanniques a été plus accentuée que pour les autres pays. Elle a été de 31,8 % entre 1930 et 1931. La même diminution proportionnelle a été enregistrée pour l'Inde, la Malaisie britannique, les Etats-Unis et le Canada. Au contraire pour les autres pays le déclin a été moins accentué que pour la Grande-Bretagne et la diminution la plus faible a été celle de la valeur des exportations de l'union Belgo-Luxembourgeoise, qui n'a été que de 11,3 %. Pour l'Australie, l'Italie et le Danemark, le déclin a été inférieur à 18 %. La comparaison de l'année 1929 et de l'année 1931 est moins défavorable à la Grande-Bretagne dont les exportations en 1930 ont moins diminué que celles d'un certain nombre de pays étrangers.

Les diminutions de valeur les plus considérables ont été celles des exportations du Japon, des Etats-Unis et des quatre pays britanniques déjà mentionnés. Le déclin de la valeur des exportations entre 1929 et 1931 a été de 46,6 % pour la Grande-Bretagne, et de 56,9 % pour la Malaisie britannique qui a enregistré le déclin le plus important de tous. Il a été seulement de 22,2 % pour le Danemark, de 27,2 % pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et de 28,8 % pour l'Allemagne. Si on ajoute les importations aux exportations, entre 1929 et 1931, le Danemark, avec une diminution de 18,3 % pour les importations et de 22 % pour les exportations, est le seul pays dont le déclin à la fois pour les importations et les exportations a été inférieur à 30 %, tandis que le déclin a été supérieur à 50 % aux Etats-Unis (1).

Si on considère maintenant non plus les variations annuelles de l'ensemble des importations et des exportations pour chacun de ces pays, mais les variations trimestrielles, on constate que le déclin a été continu d'un trimestre à l'autre à partir du premier trimestre de l'année 1930, pour à peu près tous les pays. Pour la Grande-Bretagne en particulier, à partir du premier trimestre 1930, aucun trimestre n'a enregistré un chiffre supérieur à celui du trimestre précédent jusqu'à la fin de l'année 1931. Cependant pour le troisième et le quatrième trimestres de l'année 1931, la baisse a été nettement moins accentuée que pour le premier et le deuxième. Cette même tendance s'est manifestée dans les autres pays. On ne pourrait conclure cependant à un ralentissement de l'intensité de la crise économique pendant le deuxième semestre de l'année 1931 parce qu'un grand nombre de pays aussi bien que la Grande-Bretagne ont renoncé successivement au régime de l'étalon d'or, ce qui a

(1) Se reporter aux statistiques reproduites en annexe au présent chapitre.

faussé les résultats enregistrés pour chacun d'eux au cours des trimestres qui ont suivi l'établissement du cours forcé. On a estimé que, si l'étalon d'or avait été maintenu partout jusqu'à la fin de l'année 1931, le déclin de la valeur totale des exportations des seize pays considérés aurait été entre 1929 et 1931 de 48,5 % au lieu de 42.1 %. Cette estimation n'a pas beaucoup de valeur et elle ne pourrait, en tous cas, être faite pour chaque pays considéré en raison même de l'influence directe qu'a eu la dévalorisation de la monnaie de certains pays sur la passation de nouvelles commandes; influence qui n'aurait pas eu lieu si ces monnaies étaient demeurées à leur parité or.

Un des tableaux statistiques établis par le Board of Trade et reproduit en annexe au présent chapitre, indique les valeurs respectives des importations et des exportations de chacun de ces pays pour les quatre trimestres de l'année 1931, valeurs exprimées en livres sterling. Ce même tableau statistique établit ensuite des comparaisons entre les valeurs des importations et des exportations de ces pays pour chacun des quatre trimestres de l'année 1931 avec la valeur des trimestres correspondants de l'année 1930 et de l'année 1929. Pour chaque pays, la valeur des importations et des exportations d'un des trimestres de l'année 1931 a été très inférieure à celle du trimestre correspondant de l'année 1930 et de l'année 1929. Ainsi la crise a été générale dans le monde entier, et elle a eu des répercussions semblables sur le commerce extérieur des différents pays, mais avec des degrés de gravité supérieurs ou moindres suivant les pays et les époques considérés.

Ces comparaisons entre les pays sont nécessairement défectueuses. Comme on l'a déjà indiqué, se référant seulement au chiffre total du commerce d'importation et d'exportation de chaque pays, elles ne tiennent pas compte de la baisse plus ou moins accentuée des prix suivant les pays. De plus, les chiffres fournis par les statistiques de ces pays sont calculés de manières différentes : tantôt le

chiffre des importations ne comprend que les importations destinées à la consommation nationale (consommation industrielle ou consommation proprement dite), tantôt il contient aussi les importations destinées à être réexportées. De même l'évaluation des exportations ne tient compte que des exportations de marchandises produites ou transformées dans le pays, ou bien elle contient aussi les réexportations. Enfin, même dans les procédés de calculs pour l'établissement des statistiques, il y a des différences sensibles d'un pays à l'autre. Aussi paraît-il à certains égards plus intéressant de comparer le mouvement de la balance commerciale des divers pays pendant les années 1929, 1930, 1931. C'est ainsi qu'il apparaît, dans le tableau reproduit ci-après que la balance commerciale de l'Inde est demeurée créditrice pendant ces trois années, l'excédent étant moindre chaque année (54.2 £ millions en 1929; 48.5 £ millions en 1930; 27.5 £ millions en 1931). La même tendance a été marquée pour la balance créditrice des Etats-Unis (172.9 £ millions en 1929; 160.7 £ millions en 1930; 68.6 £ millions en 1931) et pour celle de la Tchéco-Slovaquie (13.3 £ millions en 1929; 10.8 £ millions en 1930; 8.4 £ millions en 1931). Au contraire la balance commerciale de l'Allemagne, tout juste équilibrée en 1929 est devenue largement créditrice avec des excédents de 80.4 £ millions pour 1930 et de 140.6 £ millions pour 1931. La balance commerciale de la Malaisie britannique et celle de la Suède qui étaient toutes deux créditrices en 1929, sont devenues déficitaires en 1930 et leur déficit s'est accru en 1931.

BALANCE COMMERCIALE DES SEIZE PAYS
LES PLUS IMPORTANTS PAR LE RÔLE QU'ILS JOUENT
DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

	1929	1930	1931
PAYS	£ millions		
Grande-Bretagne.	— 381.7	— 386.4	— 409.0
Canada (a).....	— 18.6	— 21.2	— 2.2
Australie (b).....	— 21.6	— 8.7	+ 27.5
Inde (c).....	+ 54.2	+ 48.5	+ 21.7
Malaisie Britannique.....	+ 4.3	— 6.2	— 6.2
Etats-Unis (d).....	+ 172.9	+ 160.7	+ 68.6
Allemagne (e).....	+ 1.8	+ 80.4	+ 140.6
France (e).....	— 65.1	— 77.9	— 94.8
Italie (e) (f).....	— 69.5	— 56.5	— 17.1
Pays-Bas (e).....	— 63.0	— 57.8	— 48.0
Japon.	— 6.9	— 7.8	— 9.1
Union économique Belgo-Luxem- bourgeoise (e).....	— 21.4	— 27.8	— 3.5
Tchéco-Slovaquie (e).....	+ 13.3	+ 10.8	+ 8.4
Suisse (e).....	— 23.6	— 30.9	— 34.9
Danemark.	— 4.5	— 6.2	— 7.5
Suède (e).....	+ 1.6	— 6.2	— 17.2

NOTE :

(a) La valeur des importations est la valeur des marchandises à leur départ des pays exportateurs d'où elles proviennent. La valeur des exportations est la valeur des marchandises à leur arrivée aux pays auxquels elles sont destinées. Autrement dit ce sont les exportations qui comprennent l'assurance et le fret et non les importations.

(b) La valeur des importations est la valeur des marchandises à leur départ des pays exportateurs d'où elles proviennent, majorée de 10 %.

NOTE (suite) :

(c) La valeur des importations et des exportations est celle des marchandises dans le pays considéré. Dans le cas des importations, le montant des droits de douane est simplement déduit du prix des marchandises importées.

(d) La valeur des importations est la valeur des marchandises à leur départ des pays exportateurs d'où elles proviennent. La valeur des exportations comprend à la fois les exportations proprement dites (leur valeur au départ des Etats-Unis) et les réexportations (valeur à leur importation sur le territoire américain).

(e) Ne comprend que les importations proprement dites (et non celles destinées à des réexportations) et les exportations proprement dites (et non les réexportations).

(f) Y compris les importations et exportations de métal précieux.

La balance commerciale de l'Australie, qui était déficitaire en 1929 et en 1930, est devenue créditrice en 1931. Pour tous les autres pays le déficit de la balance commerciale, qui était sensible en 1929, s'est accentuée en 1930, et encore davantage en 1931, sous l'influence de la crise économique.

Pour le Canada et les Etats-Unis, leurs importations, enregistrant la valeur des marchandises importées à leur départ des pays exportateurs d'où elles proviennent, se trouvent de ce fait diminuées du coût de l'assurance et du fret, et leurs balances commerciales ne peuvent donc être comparées avec celles des autres pays. On peut seulement remarquer les répercussions de la crise économique sur chacune d'elles.

La conclusion qui se dégage de cette brève analyse est la situation particulièrement mauvaise de la Grande-Bretagne. En 1929 elle a été de tous les pays considérés celui dont la balance commerciale était la plus déficitaire, et ce déficit s'est beaucoup accentué en 1930 et en 1931. De plus, la Grande-Bretagne a été de, tous ces pays, celui dont la valeur des importations a relativement le moins diminué entre 1929 et 1931. Inversement elle est, avec d'autres pays, celui dont la valeur des exportations a le plus diminué entre ces deux dates. La Grande-Bretagne a donc été loin de res-

treindre ses achats dans une proportion équivalente à la diminution de ses ventes. Ceci peut apparaître comme le signe du déclin de son activité industrielle. Les industries britanniques n'ont pas seulement supporté une diminution des commandes qui leur étaient faites par les pays étrangers, mais elles ont dû diminuer considérablement leurs ventes sur le marché national, par suite de la concurrence étrangère et du dumping pratiqué par certains pays étrangers. Cette tendance sera mieux mise en lumière par une étude détaillée des répercussions de la crise économique sur le commerce d'exportation et d'importation de la Grande-Bretagne.

**LA DIMINUTION DES IMPORTATIONS
ET DES EXPORTATIONS DANS LES PRINCIPAUX PAYS
PENDANT L'ANNEE 1931, COMPAREE A 1929 ET 1930**
(Chiffres exprimés en £, valeur au pair.)

Pays	Importations				Exportations			
	Valeurs déclarées		Diminution en o/o en 1931, comparée avec	1930 £ millions	Valeurs déclarées		Diminution en o/o en 1931, comparée avec	1930 £ millions
	1930 £ millions	1931 £ millions			1930 £ millions	1931 £ millions		
Grande-Bretagne	957.1	798.1	28.2	16.6	570.8	389.2	46.6	31.8
Canada (b) (c)	207.2	129.1	51.6	37.7	182.0	124.4	48.8	31.6
Australie (d) (c) (a)	94.4	43.5	70.0	53.9	85.7	70.9	42.6	17.3
Inde (d)	145.0	105.9	45.2	27.0	189.5	123.9	46.8	34.6
Malaisie Britannique (d) (c)	83.3	52.8	49.1	36.6	77.1	46.6	56.9	39.6
Etats-Unis (d)	628.9	429.4	52.5	31.7	776.9	488.6	53.9	37.1
Allemagne	508.7	329.3	50.0	35.3	589.1	469.8	28.8	20.2
France	422.8	339.8	27.5	19.6	344.9	244.9	39.3	29.6
Italie (b)	187.6	125.7	46.3	33.0	131.1	108.6	34.1	17.2
Pays-Bas	199.7	156.3	31.3	21.7	141.9	108.3	34.1	23.7
Japon (d)	158.0	126.2	44.4	20.1	146.9	114.9	46.7	21.8
Union Economique Belgo- Luxembourgeoise	176.7	136.7	33.2	23.2	148.9	132.2	27.2	11.3
Tchéco-Slovaquie	95.5	71.4	41.3	25.3	106.3	79.7	36.1	25.0
Suisse	100.2	87.8	17.1	12.3	69.2	52.9	35.7	23.6
Danemark (d)	95.2	80.7	18.3	15.3	83.9	69.2	22.2	17.5
Suède	91.5	79.3	19.3	13.4	85.4	62.1	37.8	27.3
Autres pays	785.9	549.9	40.9	30.0	665.1	501.5	39.5	24.6

(a) Les chiffres officiels au taux de change de £ en livres australiennes ont été utilisés en 1931. Au contraire, en 1930, ces chiffres ont été exprimés en £ au pair.

(b) Y compris l'argent.

(c) Importations totales (y compris celles destinées aux réexportations).

(d) Importations totales (y compris les importations de métal précieux et les importations destinées aux réexportations).

(e) Les exportations comprenant celles de métal précieux produit dans le pays lui-même.

Valeurs Déclarées en 1931 % de ↓ comparativement aux mêmes trimestres de 1929

	1 ^{er} T	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T	1930				1931			
	En £ millions											
A. Importations (1) :												
Grande-Bretagne.	192.5	189.7	190.9	225.0	6.1	13.0	16.2	19.6	30.2	29.3	28.9	24.6
Canada (y compris les importa- tions d'argent).....	36.3	36.4	29.0	27.4	15.4	21.1	23.0	30.5	46.3	47.1	56.6	56.9
Australie (importations totales) ..	13.0	9.1	10.2	11.2	8.9	32.1	46.3	51.2	63.3	74.1	72.9	69.5
Indes Britanniques (imp. totales) .	32.4	28.1	23.6	21.8	11.3	19.4	34.6	37.6	39.6	42.2	48.1	52.1
Malaisie Britannique (imp. totat.)	15.3	13.3	12.7	11.6	10.5	14.7	24.9	28.9	41.2	49.6	52.4	53.0
Etats-Unis (importations totales) .	116.7	110.8	105.1	96.8	20.4	27.6	38.0	36.5	49.4	53.7	52.4	54.7
Allemagne.	94.0	92.3	71.7	71.2	5.5	26.9	26.9	31.6	42.8	45.6	56.1	55.7
France.	95.1	91.7	81.9	71.1	8.1	16.5	6.6	7.4	22.5	29.5	23.3	38.6
Italie (y compris les importations d'argent).....	33.3	38.4	26.8	27.3	20.7	19.5	21.4	18.4	45.7	43.3	44.7	52.0
Pays-Bas.	40.9	40.7	38.5	36.2	3.4	9.9	16.7	23.4	20.9	29.5	35.1	38.2
Japon (importations totales).....	33.8	36.9	28.0	27.6	23.7	29.5	36.6	35.1	52.1	40.9	40.5	41.0
Union Economique Belgo-Luxem- bourgeoise.	36.0	36.0	32.8	30.8	4.9	11.3	21.0	21.7	22.6	31.6	36.6	39.8
Tchéco-Slovaquie.	15.8	17.9	17.4	20.3	13.4	20.8	24.3	25.8	43.1	44.7	40.4	36.8
Suisse.	21.5	22.1	21.5	22.7	3.5	7.3	9.1	7.9	11.2	16.7	21.3	18.6
Danemark (importations totales) .	19.7	20.0	19.7	21.3	29.9	15.3	6.2	12.0	6.3	29.4	22.5	19.6
Suède.	17.5	20.3	20.0	21.5	31.8	17.6	7.6	17.5	6.3	29.0	19.6	24.0
	813.8	803.7	729.8	743.8	9.5	20.0	23.6	25.5	37.1	39.9	41.6	42.2
B. Exportations (2) :												
Grande-Bretagne.	103.3	95.8	93.2	96.8	9.4	20.8	26.2	30.3	43.0	46.0	49.5	48.0
Canada (y compris les exporta- tions d'or et d'argent).....	29.5	30.4	30.3	34.2	21.3	27.6	20.8	30.2	50.8	48.1	48.5	47.8
Australie (y compris les réexport.)	19.0	16.5	12.2	23.2	48.1	23.3	20.7	17.9	58.1	42.7	39.0	21.4
Indes Britanniques.....	35.3	29.3	27.5	31.7	12.1	17.1	26.5	32.8	47.3	50.8	52.8	44.4
Malaisie Britannique (y compris les réexportations).....	13.8	12.0	10.7	10.2	19.2	20.1	37.7	37.8	50.0	54.8	62.5	60.1
Etats-Unis.	143.3	121.7	105.9	117.6	20.5	21.4	28.0	36.3	50.1	49.9	57.0	58.5
Allemagne.	118.5	114.9	120.7	115.8	5.5	14.2	16.2	16.1	20.8	32.5	29.3	31.7
France.	67.7	63.0	57.7	56.5	2.5	13.8	18.3	22.6	29.9	38.5	41.6	46.6
Italie (y compris les exportations d'argent).....	25.6	29.2	25.4	28.4	8.6	17.7	29.2	25.6	30.1	35.4	33.8	36.4
Pays-Bas.	24.4	27.6	28.2	24.2	0.3	16.1	16.9	20.2	23.8	34.5	36.1	40.8
Japon.	29.6	28.5	31.2	25.6	18.7	36.4	37.5	33.0	40.0	44.9	48.2	52.7
Union Economique Belgo-Luxem- bourgeoise.	33.7	33.7	34.1	30.7	6.4	22.2	18.0	24.0	18.5	33.0	22.8	33.0
Tchéco-Slovaquie.	18.8	20.1	20.2	20.7	4.7	19.3	16.2	22.8	25.0	35.8	35.1	44.5
Suisse.	14.3	13.7	12.8	12.2	6.7	10.6	21.7	23.4	26.6	32.6	38.0	44.4
Danemark.	17.5	17.7	16.8	17.2	12.5	12.8	8.2	11.0	5.3	26.1	29.0	24.8
Suède.	11.9	15.2	16.6	18.4	13.4	13.7	20.9	23.7	23.5	42.4	42.6	36.4
	710.2	669.3	643.5	663.4	11.1	19.4	23.5	27.5	38.6	42.2	44.4	45.6

(1) Non compris les importations destinées à être réexportées.

(2) Non compris les réexportations.

CHAPITRE II

Les effets de la Crise sur le Commerce extérieur de la Grande-Bretagne Années 1930-1931.

La dépression générale, qui a atteint le monde entier depuis la fin de l'année 1929, a eu ses répercussions en Grande-Bretagne comme partout ailleurs. A cause de l'importance du rôle du commerce extérieur dans l'équilibre économique de ce pays, et de l'importance aussi de la place de Londres comme centre financier et monétaire du monde, la Grande-Bretagne a été gravement atteinte par la crise économique. A l'action déprimante exercée par l'extérieur se sont ajoutés un certain nombre de facteurs propres à la Grande-Bretagne et dont l'influence a été de plus en plus marquée depuis la guerre.

Pour la commodité de l'exposition, un premier paragraphe sera consacré à l'étude des tendances générales qui se sont manifestées dans le commerce extérieur et dans l'ensemble de l'économie britannique pendant les années 1930-1931. Ensuite dans un deuxième et dans un troisième

paragraphe seront analysés successivement le mouvement des importations et celui des exportations.

§ 1^{er}. Les tendances générales du commerce extérieur britannique.

§ 2. Le mouvement des importations.

§ 3. Le mouvement des exportations.

§ 1^{er}. *Les tendances générales
du commerce extérieur britannique.*

Les comparaisons entre les années 1929, 1930, 1931 sont particulièrement délicates à établir en raison de la baisse des prix qui n'a pas été la même dans les divers pays et qui ne s'est pas effectuée non plus dans les mêmes proportions pour les divers groupes de marchandises. Le tableau reproduit ci-dessous n'a qu'une valeur indicative; il est néanmoins intéressant parce qu'il reflète un fait de première importance, l'augmentation du déficit de la balance commerciale.

	1924	1929	1930	1931
	£ millions	£ millions	£ millions	£ millions
Importations.	1.277.4	1.220.8	1.044.0	862.2
Exportations.	801.0	729.3	570.8	389.2
Réexportations.	140.0	109.7	86.8	64.0
Total exportations.	941.0	839.1	657.6	453.2
Déficit de la balance commerciale.	336.4	381.7	386.4	409.0

L'augmentation du déficit de la balance commerciale a été sensible entre 1930 et 1931, mais elle n'apparaît pas telle qu'elle ait pu justifier à elle seule les mesures qui ont été prises en septembre 1931 pour arrêter les exportations de métal précieux. La dépréciation de la livre sterling à partir du mois de septembre 1931 a quelque peu faussé les estimations de la valeur des importations et des exportations de l'année 1931 qui auraient dû être encore inférieures aux chiffres établis dans la dernière colonne du tableau précédent.

Afin d'apprécier le mouvement exact des importations et des exportations à partir de 1929, le Board of Trade a établi une estimation de la valeur des importations, des exportations et des réexportations en 1931 sur la base du niveau général des prix de 1930. Les corrections apportées aux chiffres précédents sont les suivantes :

	Importations	Exportations	Ré- exportations
Année 1931 (comme mentionnée)....	862.2	389.2	64.0
Année 1931 (aux prix de 1930).....	1.068.3	435.1	83.0
Année 1930 (comme mentionnée)....	1.044.0	570.8	86.8

Ce tableau montre que, contrairement à la tendance qui apparaissait dans le tableau précédent, les importations ont été plus élevées en 1931 qu'en 1930, de 2,3 %, tandis que les exportations ont diminué de 23,8 %.

C'est ce que montrent plus clairement encore les chiffres suivants, extraits d'une statistique du Board of Trade reproduite à la fin du chapitre ⁽¹⁾ et dans laquelle les mouve-

(1) Voir les tableaux statistiques reproduits en annexe au présent chapitre.

ments du volume et des prix moyens des importations et des exportations depuis 1924 ont été calculés sur la base 1924 = 100.

	1924	1929	1930	1931
<i>Importations :</i>				
Volume.	100.0	114.1	111.4	114.6
Prix moyen.	100.0	85.7	75.6	61.2
<i>Exportations :</i>				
Volume.	100.0	108.3	88.7	67.6
Prix moyen.	100.0	84.1	86.3	71.8

Entre 1924 et 1931, les importations se sont accrues de 14,6 % et les exportations ont diminué de 32 %. En outre, on constate que la baisse du prix moyen des importations entre 1929 et 1931 a été plus accentuée que celle du prix moyen des exportations.

Le fait caractéristique qui avait été celui des années d'après-guerre s'est donc maintenu pendant les deux premières années de crise : les prix des exportations britanniques ont eu dans leur ensemble, une tendance à demeurer plus élevés que les prix des importations, ce qui est une explication à la fois du déclin rapide du commerce d'exportation et de la place croissante prise par les produits d'origine étrangère sur le marché britannique. L'étude détaillée des exportations et des importations permettra de développer cet argument que l'on se borne pour l'instant à signaler comme un fait essentiel de l'économie britannique.

Une comparaison du mouvement des prix de gros en Grande-Bretagne et chez diverses grandes puissances

montre que rien ne justifie le prix élevé des exportations britanniques sinon la cherté même de la production des industries exportatrices. L'indice général des prix de gros s'est, en effet, abaissé en Grande-Bretagne entre 1929 et 1931, sensiblement dans les mêmes proportions que dans les autres pays. Si l'abaissement des prix de gros en Grande-Bretagne a été plus rapide que celui des prix des exportations, c'est dû au fait que la diminution des prix des importations a été encore plus accentuée, compensant dans une large mesure la résistance à la baisse des prix des exportations.

LES INDICES GENERAUX DES PRIX DE GROS DANS DIVERS PAYS

Années	France 1913=100	Allemagne 1913=100	Belgique 1913=100	Italie 1913=100	Etats-Unis 1926=100	Grande- Bretagne 1924=100
1924	499	137.3	573	511.9	98.1	100.0
1925	561	141.8	559	595.8	103.5	95.7
1926	718	134.4	744	602.6	100.0	89.1
1927	630	137.6	847	495.3	94.4	85.2
1928	634	140.0	843	461.6	97.7	84.4
1929	623	137.2	851	445.3	96.5	82.1
1930	543	124.6	744	383.0	86.4	71.9
1931	462	110.9	626	328.4	71.1	62.6

Ce tableau montre bien qu'à l'inverse de ce qui s'est passé pour les autres pays, la baisse des prix a été continue en Grande-Bretagne, depuis 1924; mais la baisse a été beaucoup plus accentuée pendant les deux dernières années que pen-

dant chacune des années précédentes, et elle s'est effectuée à partir de 1929 en Grande-Bretagne dans des proportions sensiblement équivalentes à celles des autres pays (1). Tandis que les prix de gros de la Grande-Bretagne ont été, en 1928, inférieurs de 1,5 % à ceux de 1927 et en 1929 de 2,7 % à ceux de 1928, ils ont été pour 1930 et pour 1931 respectivement de 12,4 % et de 12,9 % inférieurs à ceux de 1929 et de 1930.

Il semble bien que tous les facteurs qui ont contribué après la guerre à la cherté de la production britannique ont continué à jouer pendant les années de crise, et que leur action a même été encore plus déterminante que par le passé. Malgré les renseignements peu nombreux obtenus pour l'année 1931 qui est encore trop récente, il semble que peu de progrès aient été réalisés par les industries britanniques, dans le sens d'une meilleure organisation et de nature à favoriser un abaissement des prix de revient. C'est également parce que les années de crise sont encore trop récentes qu'il a été impossible d'établir, comme on l'a fait pour les années d'après-guerre, des comparaisons entre le taux des salaires en Grande-Bretagne et dans les autres pays. C'est tout juste si des comparaisons auraient pu être faites pour l'année 1930, mais elles n'auraient pas été très exactes et n'auraient pas appris grand chose. Toutefois, sans trop s'avancer, on peut affirmer que jusqu'à la fin de l'année 1931 les salaires britanniques ont diminué dans des proportions infimes, pour leur valeur nominale. Si leur valeur réelle a diminué de 20 % à la fin de l'année 1931, par rapport à l'or, à la suite de la dépréciation de la monnaie britannique, il ne semble pas que leur valeur réelle ait beaucoup diminué par rapport aux prix de gros et même par rapport aux prix de détail. Quoi qu'il en soit, la Grande-

(1) Se reporter à l'article paru à ce sujet dans le *Board of Trade Journal* du 25 février 1932.

Bretagne paraît bien être demeurée pendant les années 1930 et 1931 l'un des pays du monde où les salaires ont été les plus élevés. Le tableau qui suit montre clairement la résistance à la baisse des salaires et du prix de la vie, en comparaison de la diminution rapide des prix de gros. Pendant l'année 1928 et l'année 1929, l'indice des salaires est demeuré, dans l'ensemble, stationnaire, ayant été pour ces deux années le même au mois de décembre qu'au mois de janvier précédent. Il en a été sensiblement de même pour le prix de la vie et en 1929 la baisse des prix de gros était encore peu accentuée. En 1930, l'indice du prix de la vie a diminué de 94 à 87,5 pendant que celui des salaires ne diminuait que de 99 en janvier à 98,25 en décembre, et que celui des prix de gros subissait au contraire un large déclin, de 78,8 en janvier à 65,5 en décembre. En 1931 la diminution de l'indice des salaires n'a été que de 98,25 en janvier à 96,5 en décembre, et celle de l'indice du prix de la vie de 87 à 84, tandis que l'indice des prix de gros a diminué de 64 en janvier à 59 en septembre 1931.

MOUVEMENT DES PRIX DE GROS, DU PRIX DE LA VIE,
ET DES SALAIRES EN GRANDE-BRETAGNE
PENDANT LES ANNEES 1929-1930-1931

(Base 1924 = 100.)

Années	Board of Trade	Statist (Sauerbeck)	Prix de la Vie Ministry of Labour	Salaires Board of Trade
1929 :				
Janvier.	83.2	84	84	91.5
Février.	83.3	86	86	92
Mars.	84.4	87	87	88
Avril.	83.4	82	84	87.5
Mai.	81.7	80.5	81	86
Juin.	81.6	79.5	81	87.5
Juillet.	82.7	80.5	83	90
Août.	81.8	80	82	90.5
Septembre.	81.7	79.5	81	91.5
Octobre.	81.9	78	80	93.5
Novembre.	80.6	76	78	93.5
Décembre.	79.7	76	78.5	92
1930 :				
Janvier.	78.8	77	94	99
Février.	76.9	75	92	98.5
Mars.	74.9	74	90	98.5
Avril.	74.4	73	89	98.5
Mai.	73.3	71	88	98.25
Juin.	72.6	69	88.5	98.25
Juillet.	71.7	68	89.5	98.25
Août.	70.9	66	89.5	98.25
Septembre.	69.5	65	89	98.25
Octobre.	68.0	65	89.5	98.25
Novembre.	67.4	64	88.5	98.25
Décembre.	65.5	62.5	87.5	98.25

MÊME STATISTIQUE (Suite)

1931 :

Janvier.	64.3	61.5	87	98.25
Février.	63.9	61.5	86	97.75
Mars.	63.7	61.5	84	97.75
Avril.	63.6	61	84	97
Mai.	62.8	59	83	97
Juin.	62.1	59.5	84	97
Juillet.	61.5	57.5	83	97
Août.	59.9	57	83	96.75
Septembre.	59.7	58	83	96.75
Octobre.	62.8	59	83.5	96.5
Novembre.	64.0	60	84.5	96.5
Décembre.	63.7	61.5	84	96.5

La baisse de l'indice général des prix de gros a été moins importante que celle de l'indice des prix des importations (28,6 % entre 1929 et 1931) mais elle a été supérieure à celle des prix des exportations (14,6 %).

MOUVEMENTS COMPARES
DES PRIX DES EXPORTATIONS
ET DES PRIX DE GROS ENTRE 1924 ET 1931

(Base 1924 = 100.)

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Importations totales.	100	101.1	91.6	87.6	88.6	86.2	75.7	61.1
Importations propre- ment dites.....	100	98.7	90.1	86.3	87.7	85.7	75.6	61.2
Exportations propre- ment dites.	100	97.3	92.0	86.6	86.3	84.1	80.3	71.8
Réexportations.	100	112.1	104.6	97.3	86.3	92.4	76.6	59.1
Prix de gros (Board of Trade).....	100	95.8	89.1	85.2	84.4	82.1	71.9	62.6

La baisse des prix des réexportations a été sensiblement la même que celle des prix des importations totales et même que celle des importations destinées à être consommées ou transformées en Grande-Bretagne. La baisse des prix des exportations proprement dites a, au contraire, été beaucoup moins accentuée.

En ce qui concerne la baisse des prix des importations, il est intéressant de constater que cette baisse a été beaucoup plus accentuée pour les importations de matières premières que pour les importations de produits manufacturés. Malgré cela la baisse des prix des exportations britanniques de produits manufacturés a été très inférieure à celle des prix des produits manufacturés importés. La baisse des prix des exportations de produits manufacturés a été sen-

siblement la même que celle des prix des exportations britanniques en général, ce qui n'est d'ailleurs pas très étonnant puisque les exportations britanniques contiennent, pour leur majeure partie, des produits manufacturés. Il faut retenir simplement la cherté des exportations britanniques en comparaison des exportations des pays étrangers, cette cherté relative n'ayant pas été en Grande-Bretagne particulière aux produits manufacturés, mais ayant frappé aussi les matières premières et entre autres le charbon, comme on le verra dans l'étude détaillée des exportations britanniques en 1930 et 1931.

MOUVEMENTS COMPARES DES PRIX DES MATIERES PREMIERES ET DES PRODUITS MANUFACTURES IMPORTES ET EXPORTEES

(Base 1924 = 100.)

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Importations de matières premières.....	100	96.8	81.9	76.2	81.8	78.1	64.9	48.1
Importations de produits manufacturés.	100	96.5	91.1	86.7	84.6	84.8	78.5	66.6
Exportations proprement dites.	100	98.7	90.1	86.3	87.7	85.7	75.6	61.2
Exportations de produits manufacturés.	100	98.2	92.8	87.3	86.7	84.8	81.2	72.3
Exportations proprement dites.....	100	97.3	92.0	86.6	86.3	84.1	80.3	71.8

L'effondrement rapide des prix des matières premières en dehors de la Grande-Bretagne a été le fait caractéristique du début de la crise, les matières premières étant produites en trop grandes quantités pour être absorbées toutes par les industries auxquelles elles étaient destinées.

Il est intéressant de compléter les indications relatives au mouvement général des importations et des exportations au cours des années 1929, 1930, 1931, par une statistique du Board of Trade relative aux entrées et sorties de navires dans les ports britanniques pendant ces mêmes années. Des comparaisons sont faites d'abord entre le tonnage des navires entrés dans les ports britanniques afin d'y décharger leur cargaison, et le volume des importations britanniques; et ensuite entre le tonnage des navires sortis des ports britanniques après y avoir chargé des marchandises, et le volume des exportations.

Une assez grande similitude existe entre, d'une part, le mouvement des importations et les variations du tonnage des navires entrés dans les ports britanniques et, d'autre part, le mouvement des exportations et les variations du tonnage des navires sortis des ports britanniques. Les divergences s'expliquent par le fait que l'on n'a pas contrôlé les navires qui sont entrés ou sortis avec leur complet chargement et ceux dont la cargaison n'a représenté qu'une partie seulement de la capacité de chargement du navire. On a joint à ces statistiques une statistique du volume des exportations de charbon, qu'il est intéressant de comparer avec les précédentes, puisque le charbon constitue de beaucoup la principale partie des cargaisons des navires qui quittent les ports britanniques (1).

(1) Sur les renseignements dont dispose le Board of Trade pour établir ces calculs et les procédés utilisés par lui, consulter le *Board of Trade Journal* du 21 janvier 1926.

VARIATIONS DU TONNAGE ENTRE DANS LES PORTS BRITANNIQUES ET SORTI DE CES PORTS

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Navires entrés avec une cargaison :								
Millions de tonnes.....	55.4	55.5	64.2	60.5	60.3	62.7	63.7	60.3
Indices, ...	100.0	100.3	115.9	109.4	109.0	113.2	115.1	108.9
Volume des importations totales :								
Indices, ...	100.0	103.4	106.3	109.3	105.7	110.9	108.1	110.6
Navires sortis avec une cargaison :								
Millions de tonnes.....	65.3	62.3	47.0	63.5	64.4	68.7	65.9	58.3
Indices, ...	100.0	95.4	71.9	97.2	98.7	105.2	100.8	89.3
Exportations de charbon :								
Millions de tonnes.....	61.7	50.8	20.6	51.1	50.1	60.3	54.9	42.8
Indices, ...	100.0	82.4	33.4	83.0	81.2	97.9	89.0	69.3
Volume total des exportations et réexportations :								
Indices, ...	100.0	99.1	88.3	100.3	102.2	104.8	87.6	69.0

Une comparaison entre le mouvement d'ensemble de la production industrielle britannique, et celui des importations et des exportations, est également intéressante, et complète les traits généraux déjà constatés.

MOUVEMENTS D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION
ET DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUES
ENTRE LES ANNEES 1928 ET 1931

(Base 1924 = 100.)

	1928	1929	1930	1931
Volume des importations de matières premières.	101.3	112.9	101.1	94.9
Volume des exportations de produits manufacturés.	107.8	109.3	87.5	64.9
Volume de l'ensemble des exportations.	104.7	108.3	88.7	67.6
Indice général de la production (Board of Trade).	105.5	111.8	103.3	93.7
Indice de la production d'articles manufacturés (Board of Trade).	109.4	115.5	106.3	96.7

Ce tableau montre clairement que le mouvement de l'indice général de la production entre 1929 et 1931 a suivi exactement celui des importations de matières premières. Pour le dernier trimestre de l'année 1929, l'indice général de la production a été de 114.0, chiffre le plus élevé de l'année 1929. Pour le dernier trimestre de l'année 1930, il a été de 99.0, chiffre le plus bas de l'année 1930. En 1931, l'indice trimestriel le plus bas a été celui du troisième trimestre qui s'est abaissé au chiffre de 89.3. L'indice du qua-

trième trimestre de l'année 1931 est remonté au contraire jusqu'à 96.8, sous l'influence de la dépréciation de la monnaie britannique et d'autres facteurs qui, comme il sera démontré dans les chapitres suivants, ont contribué à favoriser une reprise de l'activité des industries britanniques vers la fin de l'année 1931 (1).

L'indice général de la production a beaucoup moins diminué entre 1929 et 1931 que l'indice du volume des exportations, et de même, la diminution de l'indice de la production de produits manufacturés a été moins accentuée que celle de l'indice des exportations de produits manufacturés. C'est donc qu'une plus grosse partie de la production a été destinée à la consommation nationale. La même remarque résulte de la comparaison du mouvement général de la population, de la production et des exportations de la Grande-Bretagne depuis 1924. La population britannique a augmenté de 44.9 millions en 1924 à 45.4 millions en 1927 et à 46.1 millions en 1931, soit une augmentation de 2,67 % entre 1924 et 1931. Or l'augmentation de la production britannique depuis 1924 a été relativement très supérieure à l'augmentation de la population et très supérieure aussi à l'augmentation du volume des exportations. Si on tient compte aussi de l'augmentation relative du volume des importations de denrées alimentaires et de produits manufacturés, il s'en suit donc une double constatation. C'est d'abord qu'une partie relativement plus importante de la production a été destinée à la consommation nationale. C'est ensuite que la consommation britannique s'est accrue encore plus que la production nationale puisqu'elle a

(1) Sur la comparaison du mouvement général de la production britannique et de celui des importations et des exportations pendant les années qui ont immédiatement précédé la crise économique et pendant l'année 1930, consulter, dans l'*Economie Journal* de septembre 1931, l'article intitulé : « Statistical Studies relating to the present economic position of Great Britain. »

importé un volume croissant de marchandises fournies par l'Etranger.

De ces dernières constatations et des constatations précédentes relatives aux mouvements des prix, il apparaît en conclusion que les tendances générales et caractéristiques de l'Economie britannique pendant les années 1929, 1930, 1931 ont été les suivantes :

Les exportations britanniques ont considérablement diminué à la suite des restrictions de leurs débouchés dans le monde, dues à la crise économique générale. En outre, les prix de revient trop élevés des industries britanniques ont obligé celles-ci à maintenir leurs prix de vente à un niveau lui-même trop élevé pour leur permettre de lutter avec succès contre la concurrence des industries étrangères. Les industries britanniques n'ont pas eu seulement à souffrir de cette concurrence sur les marchés extérieurs, mais aussi sur le marché national.

Les importations britanniques après avoir diminué, en 1930, ont augmenté de nouveau en 1931. Les prix des marchandises importées ont été sensiblement inférieurs au niveau général des prix de gros, bien que celui-ci ait lui-même beaucoup diminué à partir de 1930, ce qui a favorisé l'accès de ces marchandises sur le marché britannique. Cette baisse des prix des marchandises provenant de l'Etranger a été due pour une part à la baisse générale des prix dans le monde, et pour une large part également, aux pratiques de dumping utilisées par certains pays afin de favoriser l'accès de leurs marchandises sur le marché britannique.

La production des industries britanniques n'a pas diminué dans la même proportion que les exportations britanniques, et elle a été absorbée en plus grande partie par le marché national. Mais se trouvant défavorisée sur celui-ci par rapport à la production étrangère exportée en Grande-Bretagne, elle a vu se restreindre ses débouchés intérieurs à l'égal de ses débouchés extérieurs, et les industries bri-

tanniques ont été aux prises avec des difficultés de plus en plus sérieuses.

C'est tout cet ensemble de circonstances qui a motivé l'adoption des récentes mesures douanières destinées à la fois à rendre la balance commerciale moins défavorable, et à protéger les industries britanniques sur le marché national contre les abus de la concurrence étrangère.

§ 2. *Le mouvement des importations britanniques depuis l'année 1929.*

Le mouvement général, pendant les années 1930 et 1931 comparées à l'année 1924, des valeurs des trois groupes d'importations a été le suivant :

	1924	1930	1931
	£ millions	£ millions	£ millions
Denrées alimentaires (y compris le tabac) ..	541.2	451.4	396.8
Matières premières (et produits bruts)	323.8	212.1	147.6
Produits manufacturés (et semi-manufacturés)	266.0	283.3	244.5
TOTAL importations	1.277.4	1.044.0	862.2

Afin d'éliminer le facteur des variations de prix, qui rend impossible toute comparaison entre les importations des différentes années, si on se borne à prendre en considération leur valeur nominale exprimée en livres sterling, le Board of Trade a calculé la valeur qu'auraient eu les trois

groupes d'importations en 1931 si les prix étaient restés les mêmes qu'en 1930 :

	Denrées Alimentaires £ millions	Matières Premières £ millions	Produits Manufacturés £ millions
Importations 1931 (comme mentionnées)...	396.8	147.6	244.5
Importations 1931 (aux prix de 1930).....	488.3	199.1	288.1
Importations 1930 (comme mentionnées)...	451.4	212.1	283.8

Les variations des importations de ces trois groupes de marchandises sont encore mieux mises en lumière par les chiffres suivants extraits d'une statistique du Board of Trade dans laquelle sont étudiées les variations du volume et du prix moyen de ces trois groupes entre 1924 et 1931, au moyen d'indices dont la base est l'année 1924 (1).

	1924	1929	1930	1931
Denrées alimentaires :				
Volume.	100.0	104.8	106.0	114.7
Prix moyen.	100.0	90.0	78.7	64.0
Matières premières :				
Volume.	100.0	112.9	101.1	94.9
Prix moyen.	100.0	78.1	64.9	48.1
Produits manufacturés :				
Volume.	100.0	135.4	135.6	137.9
Prix moyen.....	100.0	84.8	78.5	66.6

(1) Cette statistique est reproduite dans son ensemble en annexe au présent chapitre.

Ce tableau montre que ce sont les importations de denrées alimentaires qui ont le plus augmenté entre 1929 et 1931. La baisse rapide des prix agricoles dans le monde a incité les consommateurs britanniques à augmenter le nombre de leurs achats à l'Etranger. L'augmentation des importations de produits manufacturés a été continue depuis 1924 et a tendu à se ralentir en 1930 et en 1931. Le volume des importations de matières premières a beaucoup diminué entre 1929 et 1931, cette diminution ayant eu pour cause le déclin de l'activité des industries britanniques.

La baisse des prix a été très marquée pour les trois groupes d'importations, et un peu plus accentuée pour les importations de denrées alimentaires et de matières premières que pour les importations de produits manufacturés.

L'augmentation très sensible des importations de denrées alimentaires pendant l'année 1931, en comparaison de l'année 1930, a été généralisée à la plupart des marchandises composant ces importations. Elle a été particulièrement marquée pour les importations de viande (surtout pour le lard et le mouton), pour les importations de céréales et aussi de certains légumes. Les importations de pommes de terre ont augmenté dans des proportions considérables, l'année 1931 ayant été mauvaise en Grande-Bretagne pour la culture des pommes de terre : 829.000 tonnes de pommes de terre ont été importées en 1931, contre seulement 289.000 tonnes en 1930. La moitié des pommes de terre importées en 1931 a été fournie par l'Allemagne et les Pays-Bas..

Le cas des pommes de terre ayant été un peu spécial, puisqu'il fut la conséquence d'une mauvaise récolte en Grande-Bretagne, doit être laissé à part. On peut admettre que la principale cause de l'augmentation des importations de toutes les autres denrées alimentaires, en 1931, a été une plus large consommation de la population britannique qui, loin de diminuer ses achats, a profité de la baisse des

prix pour les augmenter sans avoir besoin pour cela de dépenser davantage. Les importations de grains et farines, en 1931, ont été de 16,5 % supérieures à celles de 1930, les importations de viande de 11,1 % supérieures, les importations de l'ensemble des autres produits alimentaires non passibles de droits de douane, de 8,7 % supérieures à celles de 1930.

Les importations de matières premières ont considérablement diminué dans l'ensemble depuis 1929. La diminution a été un peu plus accentuée pour l'année 1930, comparée à l'année 1929 que pour l'année 1931 comparée à l'année 1930. Cette diminution des importations de matières premières est le signe le plus certain du ralentissement de l'activité des industries britanniques. La distinction faite par les statistiques britanniques entre, d'une part, les matières premières et articles à peine manufacturés (*raw materials and articles mainly unmanufactured*), et d'autre part les produits manufacturés et semi-manufacturés (*articles wholly or mainly manufactured*) est quelque peu arbitraire et inexacte. En effet, sous la rubrique « produits manufacturés » sont comprises de nombreuses marchandises semi-manufacturées qui sont transformées en Grande-Bretagne en produits finis, et qui jouent donc, à l'égard des industries qui les emploient, le rôle de véritables matières premières.

Dans le tableau reproduit plus loin, le Board of Trade a groupé un certain nombre de marchandises dont certaines représentent un ensemble de produits bruts et de produits manufacturés. On peut constater la diminution des importations de la plupart de ces marchandises depuis l'année 1929.

MATIÈRES PREMIÈRES ET PRODUITS BRUTS	1924	1928	1929	1930	1931
Blé (en 1.000 cwts).....	117.421	103.577	111.767	104.775	119.374
Vieufde de bœuf (en 1.000 cwts)	13.611	13.324	12.665	12.788	13.142
Sucre (en 1.000 cwts).....	35.095	38.611	42.056	38.323	36.729
Coton brut (en 1.000 quintaux)	15.777	15.076	15.398	12.130	10.895
Laine brute (en 1.000 quint.)..	7.603	7.793	8.139	7.823	8.560
Lin, chanvre, jute (en 1.000 tonnes).	339	332	352	261	276
Mineral de fer et ferraille (en 1.000 tonnes).....	5.927	4.495	5.757	4.353	2.221
Soie grère (en 1.000 lbs).....	5.241	3.923	4.683	3.977	3.407
Bois et charpentes (en 1.000 soft loads).....	5.137	4.605	5.224	4.849	4.267
Caoutchouc (en 1.000 quint.)..	1.457	2.443	3.954	3.911	2.839
Pétrole brut (en 1.000 gallons)	464.363	498.002	487.349	460.968	343.980
Pulpe de bois (en 1.000 tonnes).	1.228	1.283	1.638	1.532	1.470
Peaux et cuirs (en 1.000 cwts)	1.806	1.503	1.174	1.300	1.272

La diminution la plus importante et constituant un indice des plus graves a été celle des importations de mineral de fer et de ferraille déjà très accentuée en 1930 et encore plus grande en 1931.

La diminution des importations de coton brut a marqué une accentuation de la crise des industries du Lancashire, déjà gravement atteintes avant que la crise économique n'ait commencé. Les importations de coton, en 1931, ont été de 7 % inférieures à celles de 1930 et de 27 % inférieures à celles de 1924. Après avoir pas mal augmenté en 1925, les importations de coton ont diminué en 1926 et en 1927. En 1928 et 1929 elles ont été presque égales à leur

volume de l'année 1924, et elles ont ensuite beaucoup diminué en 1930 et 1931.

Une tendance inverse a été constatée pour les importations de laine brute. Après avoir diminué en 1925 elles ont, depuis cette date, été continuellement supérieures à leur volume de 1924. Après avoir pas mal diminué en 1927 par rapport à leur volume de 1926, elles ont augmenté de nouveau sensiblement à partir de l'année 1928 et leur augmentation a été particulièrement accentuée pendant l'année 1931. Il semble donc, et c'est bien ce qui apparaîtra dans les explications des chapitres suivants, que l'industrie de la laine soit en Grande-Bretagne en voie d'amélioration, surtout depuis deux ans.

MOUVEMENTS DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE COTON ET DE LAINE DEPUIS 1924

(Base 1924 = 100.)

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Coton brut...	100.0	122.3	110.4	99.2	100.7	102.4	80.1	74.4
Laine brute...	100.0	94.6	111.1	114.9	105.2	113.5	115.2	137.0

La diminution des importations de soie grège, celle des importations de lin, chanvre et jute ont été importantes en 1930 et en 1931, toutefois moins accentuées que celles des importations de coton. En 1931, les importations de caoutchouc et de pétrole brut ont diminué dans des proportions considérables, comparées à leurs volumes respectifs en 1930. La diminution des importations d'autres matières premières telles que les phosphates, les minerais de cuivre, d'étain et

de zinc, les bois de charpente, a également été très sensible depuis le début de la crise économique.

Si l'on étudie maintenant les importations de produits manufacturés et semi-manufacturés on constate que celles-ci ont continuellement augmenté depuis 1924. Leur augmentation a surtout été très sensible pendant l'année 1929, et elle s'est poursuivie pendant l'année 1930 et l'année 1931.

MOUVEMENT GENERAL DES IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES DEPUIS 1924

(Base 1924 = 100.)

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Prod. manuf..	100.0	112.3	119.6	128.9	129.8	135.4	135.6	137.9

Comme les importations de produits manufacturés et semi-manufacturés contiennent à la fois des produits finis et des produits semi-manufacturés utilisés par les industries britanniques comme matières premières, il faut distinguer autant que possible ces deux catégories bien différentes. Une analyse détaillée de ces importations montre clairement que les importations de produits semi-manufacturés ont dans l'ensemble diminué dans des proportions comparables à celles de la diminution de certaines matières premières, tandis que les importations de produits finis ont eu une tendance à augmenter depuis déjà longtemps, et leur augmentation a été particulièrement sensible pendant l'année 1931.

Les importations de fer et d'acier bruts, semi-manufacturés et manufacturés (sous forme de poutrelles, etc...) ont

beaucoup diminué depuis l'année 1927. Leur diminution pour l'année 1931 a été plus accentuée que pendant l'année 1929.

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Importations de fer et d'acier bruts, semi- manufacturés et ma- nufacturés.	100.0	117.7	155.5	187.8	138.8	138.6	133.4	126.5

L'ensemble des marchandises réunies sous cette rubrique est destiné pour sa presque totalité à être utilisé dans les industries, soit comme matières premières, soit pour servir d'outillage et de matériel pour des constructions nouvelles, etc...

Exprimées en tonnes, ces importations ont été, en 1931, de 2.845.000 tonnes. Elles ont été inférieures de 55.000 tonnes aux importations de 1930 et celles-ci ont elles-mêmes été inférieures de 32.000 tonnes aux importations de 1929.

Les importations de machines ont aussi beaucoup diminué depuis 1929, leur indice en volume, établi sur la base 1924 = 100 ayant été de :

	1924	1929	1930	1931
Importations de machines.	100.0	193.7	171.6	153.9

Cette diminution pourrait être interprétée comme l'indication d'une activité plus grande des industries britanniques fabricant des machines destinées à la consommation nationale. Il semble cependant que ce soit plutôt l'indication

d'un déclin de l'activité des industries britanniques en général, puisque les machines importées chaque année sont destinées à compléter l'outillage des usines existantes et à former l'outillage des usines nouvellement créées.

Ainsi donc la diminution des importations de fer et d'acier dans leur ensemble, et aussi la diminution des importations de machines, marquent bien, semble-t-il, tout comme la diminution des importations de matières premières, un déclin d'activité des industries britanniques, plutôt qu'une amélioration de la position relative de celles-ci sur le marché intérieur.

Si on considère au contraire les importations d'un certain nombre de produits finis, destinés pour la plupart à être livrés directement aux consommateurs, on constate l'augmentation très sensible de ces importations depuis l'année 1929, particulièrement pour les importations d'articles et filés de laine et les importations de vêtements :

	1924	1928	1929	1930	1931
Coutellerie, quincaillerie, outils, etc.	100.0	102.2	111.1	113.2	120.6
Filés et articles de coton.....	100.0	195.1	198.3	195.8	196.2
Filés et articles de laine.....	100.0	123.9	126.0	131.9	157.0
Autres articles textiles manufacturés	100.0	118.9	123.9	98.4	116.6
Vêtements.	100.0	124.7	128.1	136.0	158.4
Huiles, graisses, résines manufacturées.	100.0	149.9	152.7	179.4	172.0
Cuir manufacturé.....	100.0	112.0	91.7	97.9	101.9
Papier et carton.....	100.0	145.4	155.6	158.0	159.4

Les importations de métaux bruts, semi-manufacturés et manufacturés, autres que le fer, ont pareillement augmenté de l'indice 123.4 en 1929 à l'indice 127.6 en 1930 et à l'indice 129.4 en 1931, tandis que les importations des minerais de ces métaux ont diminué de l'indice 128.9 en 1929 à l'indice 115.7 en 1930 et à l'indice 95.2 en 1931. Il est difficile de conclure à une plus grande ou moins grande activité des industries manufacturières de ces métaux étant donnée la diversité même des industries réunies dans ce groupe. On peut simplement rappeler à ce sujet une tendance déjà indiquée à propos de l'étude des années d'après-guerre : celle de la substitution progressive d'importations de métaux bruts et semi-manufacturés aux importations de minerais, à la suite de l'industrialisation des régions productrices et exportatrices de ces minerais et à cause de l'économie réalisée sur les frais de transport.

Enfin les diminutions des importations de certaines catégories de produits finis, comme par exemple la poterie et la verrerie, ont été corrélatives d'un essor des industries manufacturières en Grande-Bretagne. Les importations de poteries, verreries, etc., ont diminué de l'indice 144.2 en 1929 à l'indice 142.4 en 1930 et à l'indice 137.0 en 1931. Comme le montrera une étude de la situation actuelle des principales industries britanniques, l'industrie de la poterie et de la verrerie est une des seules industries de la Grande-Bretagne qui soit demeurée vraiment prospère depuis le début de la crise économique. Il faut ajouter que cette industrie est prise comme exemple par les partisans du protectionisme pour justifier l'établissement des récentes mesures douanières. Elle a été, en effet, favorisée par des tarifs protecteurs depuis l'année 1925, en même temps que l'industrie des automobiles. Le développement de l'industrie des automobiles a été particulièrement rapide en Grande-Bretagne depuis 1925, et la diminution des importations d'automobiles et de châssis a été considérable depuis 1929 puis-

que seulement 3.600 automobiles et châssis ont été importés en Grande-Bretagne en 1931 contre 11.300 en 1929.

En définitive, sans envisager le problème industriel proprement dit, dont l'étude dépasserait les cadres de notre ouvrage, la brève analyse que l'on vient de faire du mouvement des diverses catégories d'importations depuis le début de la crise économique, conduit aux conclusions suivantes : les importations de denrées alimentaires ont un peu augmenté en 1930 et beaucoup augmenté pendant l'année 1931. Si cette augmentation a été justifiée pour les pommes de terre par une mauvaise récolte en Grande-Bretagne pendant l'année 1931, pour tous les autres produits elle paraît avoir pour principale cause l'augmentation de la consommation britannique. Les consommateurs britanniques ont pu se procurer des quantités plus grandes de denrées alimentaires tout en diminuant leurs dépenses, et, en se permettant une expression imagée, on peut dire que leur appétit a été excité par la baisse des prix.

Quant aux importations de matières premières et de produits manufacturés, il apparaît bien dans l'ensemble, que la quantité de marchandises importées en vue d'être manufacturées en Grande-Bretagne a diminué tandis que celle des marchandises destinées directement aux consommateurs a augmenté. Cette double tendance serait la preuve à la fois d'un déclin de l'activité des industries britanniques, réduisant leurs achats de matières premières, et d'une concurrence plus grande faites aux produits britanniques sur le marché britannique par les produits de provenance étrangère.

§ 3. *Le mouvement des exportations britanniques
depuis l'année 1929.*

Les variations de valeur des trois groupes d'exportations pendant les années 1930 et 1931 comparées à l'année 1924 ont été les suivantes :

	1924	1930	1931
	en £ millions		
Denrées alimentaires (y compris le tabac).....	57.0	48.2	35.5
Matières premières (et produits bruts).....	106.5	63.8	47.1
Produits manufacturés et semi-manufacturés...	618.9	440.0	290.6

Réévaluées aux prix de 1930, les valeurs de ces trois groupes d'exportations, en 1931, ont été les suivantes :

	Denrées Alimentaires £ millions	Matières Premières £ millions	Produits Manufacturés £ millions
Exportations 1931 (comme mentionnées)..	35.5	47.1	290.6
Exportations 1931 (aux prix de 1930).....	40.1	52.3	326.3
Exportations 1930 (comme mentionnées)..	48.2	63.8	440.0

La baisse des prix des marchandises exportées a été, comme on l'a déjà indiqué, beaucoup moins accentuée que la baisse des prix des marchandises importées. Elle a même été inférieure à la baisse générale des prix de gros en Grande-Bretagne. Les prix des matières premières exportées

et ceux des produits manufacturés exportés ont varié sensiblement dans les mêmes proportions. Au contraire, la baisse des prix de denrées alimentaires exportées a été plus accentuée.

Les chiffres suivants, extraits de la statistique relative au mouvement ⁽¹⁾ général des exportations depuis 1924 établie par le Board of Trade, indiquent les variations du volume et du prix moyen de chacun des trois groupes d'exportations entre 1929 et 1931 :

	1924	1929	1930	1931
Denrées alimentaires :				
Volume.	100.0	119.5	112.0	93.1
Prix moyen.....	100.0	81.8	75.6	67.0
Matières premières :				
Volume.	100.0	101.5	85.4	70.1
Prix moyen.....	100.0	73.1	70.2	63.2
Produits manufacturés :				
Volume.	100.0	109.3	87.5	64.9
Prix moyen.	100.0	84.8	81.2	72.3

Le volume des exportations de denrées alimentaires est demeuré, en 1930, encore supérieur à celui de 1924, mais il a été de 6 % inférieur à celui de 1929. En 1931, le volume de ces exportations a été de 16,9 % inférieur à celui de 1930.

(1) Consulter la statistique reproduite en annexe au présent chapitre.

Le volume des exportations de matières premières a été, en 1930, de 15,9 % inférieur à celui de 1929 et en 1931 il a été de 17,9 % inférieur au volume de 1930.

Enfin le volume des exportations de produits manufacturés a diminué de 19,9 % en 1930, comparé à celui de 1929, et en 1931 de 25.8 % en comparaison de celui de 1930.

Parmi les marchandises réunies dans le groupe des denrées alimentaires c'est le tabac dont la diminution des exportations, en 1931, a été la plus grande en comparaison des exportations de tabac de 1930. Cette diminution a été de 38 %. Au contraire, les exportations de grains et farines ont été plus importantes en 1931 qu'en 1930 et 1929, à cause surtout d'une augmentation importante des exportations de farine de maïs à destination de l'Irlande.

Un certain nombre de marchandises, parmi les plus importantes de celles qui sont exportées chaque année de Grande-Bretagne, sont énumérées dans le tableau ci-après :

	1924	1928	1929	1930	1931
Charbon, 1.000 tonnes.....	61.651	50.052	60.267	54.874	42.750
Produits manufacturés de fer et d'acier, 1.000 tonnes.....	3.851	4.261	4.379	3.160	1.981
Machines, 1.000 tonnes.....	463	566	562	482	328
Filés de coton, 1.000 lbs.....	163.056	169.207	166.637	136.988	135.516
Articles de coton, 1.000 yards carrés....	4.443.959	3.866.500	3.671.687	2.406.767	1.716.249
Filés de laine, 1.000 quintaux.....	411	344	327	288	280
Tissus de laine, 1.000 yards carrés....	164.740	128.329	108.185	79.042	56.331
Tissus de laine et coton, 1.000 yards car- rés.....	56.843	42.111	47.281	34.711	29.746
Articles de toile, 1.000 yards carrés....	110.786	66.139	71.540	61.450	65.342
Chaussures, 1.000 douzaines de paires..	998	1.075	1.006	897	691
Papier et carton, 1.000 cwts.....	4.757	4.539	5.047	4.257	3.240
Locomotives, 1.000 tonnes.....	24	41	40	51	20
Automobiles et chassis.....	15.000	33.000	42.000	30.000	24.000

La diminution des exportations de charbon a été très sensible pendant les années 1930 et 1931. Pendant l'année 1931 les exportations de charbon n'ont atteint que 42.750.000 tonnes contre 54.874.000 tonnes en 1930. Pendant la même année le charbon de soute chargé sur les navires marchands et navires de pêche étrangers n'a atteint que 14.610.000 tonnes contre 15.617.000 tonnes en 1930.

Les exportations de fer et d'acier n'ont atteint que 1.981.000 tonnes en 1931, contre 3.160.000 tonnes en 1930 et 4.380.000 tonnes en 1929, et n'ont représenté que 7,8 % de la valeur totale des exportations britanniques en 1931, contre 9 % en 1930. Pendant ces deux années, les importations de produits de fer et d'acier ont été supérieures aux exportations. Mais tandis que les produits finis sont entrés pour 69,5 % dans les exportations de fer et d'acier, ils n'ont été compris que pour 11,4 % dans les importations de ces mêmes métaux.

Les exportations de produits d'autres métaux ont aussi considérablement diminué, de même que les exportations de quincaillerie, coutellerie, instruments et outils divers :

	1924	1928	1929	1930	1931
Fer et acier bruts et manufacturés.	100.0	112.8	115.7	86.5	54.8
Autres métaux bruts et manufacturés.	100.0	113.1	124.6	99.4	66.5
Coutellerie, quincaillerie, outils, etc.	100.0	115.3	121.4	100.7	76.6
Appareils électriques.	100.0	115.2	130.8	122.8	78.3
Machines.	100.0	124.3	123.7	104.9	71.8

Les diminutions les plus fortes ont été celles des exportations de produits textiles. Tandis qu'en 1924, les exportations de produits textiles représentaient 38,9 % de la valeur totale des exportations britanniques, cette proportion n'a plus été que de 31,3 % en 1929, de 26,5 % en 1930 et seulement de 25,5 % en 1931. Les exportations de coton ont elles-mêmes représenté 18,7 % du total des exportations britanniques en 1929 et seulement 15,4 % en 1930 et 14,6 % en 1931. La diminution relative des exportations de laine a été moins accentuée. Les exportations de laine ont représenté 8,6 % du total des exportations britanniques en 1929, et 7.3 % de ce total en 1930 et en 1931.

En 1931, les exportations de filés de coton, de filés de laine et d'articles de pure soie n'ont pas été inférieures à celles de 1930. Au contraire les exportations d'articles de coton ont diminué dans des proportions considérables. En 1930 elles ont été de 34 % inférieures à celles de 1929, et en 1931 de 29 % inférieures à celles de 1930.

On reproduit plus loin une statistique du Board of Trade dans laquelle les différentes marchandises exportées sont classées dans l'ordre de la diminution plus ou moins grande de la valeur de leurs exportations entre 1929 et 1931.

**LA DIMINUTION DES EXPORTATIONS
DES PRINCIPALES CATEGORIES DE MARCHANDISES
ENTRE 1929 ET 1931**

Principales Catégories de Marchandises	Valeurs estimées aux prix de 1924		
	1929 Valeur £ millions	1931	
		Valeur £ millions	% de 1929
<i>1° Diminution de plus de 50 % depuis 1929 :</i>			
Fer et acier.....	85.8	40.6	47.4
Cuir.	7.4	3.6	49.2
Cotonnades.	2.0	0.8	43.0
<i>2° Diminution de 40 à 50 % depuis 1929 :</i>			
Articles de coton.....	176.0	98.7	56.1
Machines.	55.4	32.1	58.0
Articles de laine.....	52.2	31.2	59.9
Métaux autres que le fer et l'acier.	19.5	10.4	53.4
Tabac.	14.1	8.3	59.0
Matériel électrique.....	14.0	8.3	59.9
Peaux.	2.2	1.2	59.1
<i>3° Diminution de 30 à 40 % depuis 1929 :</i>			
Véhicules.	61.1	37.4	61.3
Divers articles manufacturés.....	43.5	28.4	65.4
Textiles autres que la laine, le coton et la soie.....	35.7	24.2	67.8
Vêtements.	28.2	19.2	67.9
Poteries et verreries.....	15.5	10.2	65.9
Laine brute.....	11.7	7.7	66.0
Papier et carton.....	11.1	7.5	67.9
Coutellerie, quincaillerie, outils, etc.....	10.7	6.7	63.1
Diverses matières premières.....	9.4	5.8	62.5
Huiles brutes.....	6.3	4.4	69.9
Articles de bois.....	3.4	2.0	60.8
Articles de soie.....	2.8	1.9	69.0

MÊME STATISTIQUE (Suite)

4° Diminution de 20 à 30 % depuis 1929:

Charbon.	69.4	49.6	71.6
Denrées alimentaires.	43.9	34.0	77.4
Produits chimiques.	33.1	24.1	73.1
Huiles et graisses manufacturées. .	10.1	7.8	77.4
Coke et autres produits de la houille.	6.7	5.1	76.3
Minerais autres que le fer.	2.6	1.8	71.4
Pâte à papier.	2.4	1.8	77.7
Caisses d'emballage, etc.	2.1	1.5	71.3
Animaux de trait, etc... (autres que le bétail).	1.2	0.9	76.2

5° Diminution de moins de 20 % depuis 1929 :

Colis postaux.	14.0	11.3	80.6
Caoutchouc manufacturé.	4.3	3.6	83.4
Bétail, volaille, etc.	2.9	2.6	84.3
Viande, etc.	1.9	1.5	82.4

6° Augmentation depuis 1929 :

Grains et farines.	5.2	5.6	107.9
----------------------------	-----	-----	-------

Ce tableau se passe de commentaires et illustre la diminution considérable des exportations pendant les années 1930 et 1931.

Pour la plupart des industries la diminution des exportations de produits manufacturés a été corrélative de la diminution des importations de matières premières. Toutefois, pour l'industrie de la laine cette concordance n'a pas existé et tandis que les importations de laine brute ont augmenté sensiblement d'une année à l'autre depuis 1928, les exporta-

tions d'articles de laine ont diminué, ce qui prouve que la production des industries de la laine est davantage destinée au marché national qu'elle ne l'était autrefois. Il est intéressant de rapprocher le mouvement du volume des exportations d'articles de laine et celui du volume des importations de laine brute depuis 1924. C'est ce qui est fait dans le tableau ci-dessous :

Dans ce tableau, les importations totales de laine brute sont rapprochées des exportations de laine brute (exportations de laine produite en Grande-Bretagne et réexportations) et des exportations d'articles et filés de laine :

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Importations de laine								
brute.	100.0	94.6	111.1	114.9	105.2	113.5	115.2	137.0
Exportations de laine								
brute.	100.0	92.6	87.9	106.4	98.6	93.9	62.8	61.9
Exportations d'articles								
et filés de laine...	100.0	82.0	75.0	84.5	82.3	77.0	58.1	46.1

La même comparaison faite pour le coton montre une beaucoup plus grande coïncidence entre le mouvement des importations de coton brut et celui des exportations d'articles et filés de coton :

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Importations de coton								
brut.	100.0	122.3	110.4	99.2	100.7	102.4	80.1	74.4
Exportations de coton								
brut.	100.0	111.4	95.7	118.8	111.5	108.7	65.3	46.8
Exportations de filés								
et articles de coton	100.0	102.3	90.1	98.1	91.8	88.4	62.5	49.6

Des comparaisons analogues pourraient être répétées pour d'autres catégories de marchandises et aboutiraient sensiblement aux mêmes constatations.

Réservant pour un autre chapitre une étude de l'activité des industries exportatrices pendant les années de crise, et depuis la dévalorisation de la livre et l'adoption des récentes mesures douanières, on ne consacrera pas de plus amples commentaires à une analyse détaillée des mouvements des différentes catégories d'exportations depuis l'année 1929. Les marchandises exportées étant principalement des produits manufacturés sont extrêmement diverses et des comparaisons entre elles seraient difficiles et ne paraissent pas très utiles pour la présente étude qui, étant donné l'importance du sujet à traiter, doit rester plutôt dans les généralités.

Ce qu'il faut retenir de cette brève analyse du commerce d'exportation et du commerce d'importation britanniques depuis le début de la crise économique, c'est que le fait le plus grave dont les Anglais ont eu à s'émouvoir n'a pas été, comme d'aucuns l'ont prétendu, l'envahissement du marché intérieur par les produits étrangers, mais surtout la diminution très grande des exportations depuis l'année 1929. Comme l'a démontré un article intéressant du *Journal The Economist* ⁽¹⁾, les Anglais ne doivent pas perdre de vue le rôle considérable joué par le commerce d'exportation dans l'équilibre économique de leur Pays. Il semble bien que la politique commerciale de la Grande-Bretagne devrait chercher davantage à favoriser un nouvel essor du commerce d'exportation qu'à protéger le marché

(1) Consulter l'*Economist* du 16 janvier 1932, p. 110.

Consulter également, dans le *Bulletin de la Royal Statistical Society* de 1932, Première Partie, un article intéressant dans lequel il est fait une appréciation de la mesure dans laquelle le déclin du commerce d'exportation a déterminé en Grande-Bretagne une aggravation du chômage.

intérieur au moyen de mesures qui, si elles sont excessives, ne peuvent manquer de provoquer à l'Etranger des mesures analogues, de nature à causer le plus grand tort au commerce extérieur britannique.

Il ne sera pas traité séparément du commerce de réexportation, qui comprend lui aussi un grand nombre d'articles très différents, et qui a été souvent confondu dans les explications précédentes avec le commerce d'exportation proprement dit. On trouvera une statistique générale du mouvement d'ensemble du commerce d'importation et du commerce d'exportation, par catégories de marchandises, depuis l'année 1929, à la fin de ce chapitre. La diminution très sensible à la fois des importations destinées à être réexportées et des réexportations depuis l'année 1929 a été une conséquence de la crise économique universelle. Toutefois, au cours des années d'après-guerre, une diminution des réexportations a été constatée et a été même plus accentuée que le déclin du commerce d'exportation proprement dit. Elle a été due au fait que, depuis la guerre, un grand nombre d'échanges pour lesquels la Grande-Bretagne servait autrefois d'intermédiaire se sont opérés directement entre les pays producteurs et les pays consommateurs. Ainsi la place de Londres a perdu peu à peu de son prestige comme marché international des matières premières. C'est ainsi qu'un nombre de plus en plus grand de transactions s'opère directement entre l'Inde et les Pays Européens sans plus avoir recours à l'intermédiaire de la Grande-Bretagne.

Les courbes reproduites dans les pages qui suivent résument et mettent en lumière cet ensemble de considérations générales mieux que ne pourraient le faire les explications écrites les plus abondantes.

LE MOUVEMENT
DES IMPORTATIONS BRITANNIQUES
1924-1931

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
I. Denrées alimentaires et tabac :								
	(en £ millions)							
Valeurs déclarées.....	541	539	504	513	504	510	452	397
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	541	532	529	553	548	567	574	621
	% de 1924							
Volumes. . .	100.0	98.5	98.0	102.6	101.3	104.8	106.0	114.7
Prix moyens.....	100.0	101.1	95.2	92.5	92.0	90.0	78.7	64.0
II. Matières premières et produits bruts :								
	(en £ millions)							
Valeurs déclarées.....	324	335	319	281	268	285	212	148
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	324	346	386	366	328	365	327	307
	% de 1924							
Volumes. . .	100.0	106.8	120.4	114.0	101.3	112.9	101.1	94.9
Prix moyens.....	100.0	96.8	81.9	76.2	81.8	78.1	64.9	48.1
III. Articles manufacturés et semi-manufacturés :								
	(en £ millions)							
Valeurs déclarées.....	266	288	290	297	292	305	283	244
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	266	298	318	342	345	360	361	367
	% de 1924							
Volumes. . .	100.0	112.3	119.6	128.9	129.8	135.4	135.6	137.9
Prix moyens.....	100.0	96.5	91.1	86.7	84.6	84.8	78.5	66.6
IV. Total :								
	(en £ millions)							
Valeurs déclarées.....	1137	1168	1117	1096	1077	1112	958	798
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	1137	1183	1236	1271	1227	1298	1268	1303
	% de 1924							
Volumes. . .	100.0	104.0	109.1	111.8	107.8	114.1	111.4	114.6
Prix moyens.....	100.0	98.7	90.1	86.3	87.7	85.7	75.6	61.2

LE MOUVEMENT
DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES
1924-1931

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
I. Denrées alimentaires et tabac :								
			(en £ millions)					
Valeurs déclarées.....	57	55	50	52	54	56	48	36
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	57	55	53	57	60	68	64	53
			% de 1924					
Volumes.....	100.0	96.3	93.3	100.3	105.8	119.5	112.0	93.1
Prix moyens.....	100.0	100.2	94.9	91.4	90.0	81.8	75.6	67.0
II. Matières premières et produits bruts :								
			(en £ millions)					
Valeurs déclarées.....	106	84	47	76	70	79	64	47
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	106	95	59	98	96	108	91	75
			% de 1924					
Volumes.....	100.0	89.5	55.8	91.8	89.8	101.5	85.4	70.1
Prix moyens.....	100.0	88.6	79.4	78.1	73.4	73.1	70.2	63.2
III. Articles manufacturés et semi-manufacturés :								
			(en £ millions)					
Valeurs déclarées.....	619	616	538	564	579	574	440	291
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	619	628	582	646	667	676	542	402
			% de 1924					
Volumes.....	100.0	101.4	93.6	104.3	107.8	109.3	87.5	64.9
Prix moyens.....	100.0	98.2	92.8	87.3	86.7	84.8	81.2	72.3
IV. Total :								
			(en £ millions)					
Valeurs déclarées.....	801	773	652	709	723	730	571	389
Valeurs réévaluées aux prix de 1924.....	801	795	711	819	838	868	710	541
			% de 1924					
Volumes.....	100.0	99.2	88.8	102.3	104.7	108.3	88.7	67.6
Prix moyens.....	100.0	97.3	92.0	86.6	86.3	84.1	80.3	71.8

TABLEAU D'ENSEMBLE DES IMPORTATIONS BRITANNIQUES 1924-1931

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
	£ Mill.							
1. Denrées alimentaires et tabac :	Pour cent de 1924.							
1. Grains et farines.....	Volume 118.3	80.8	81.0	93.9	84.4	88.9	87.8	102.3
	Prix 113.4	103.0	99.3	96.0	89.5	68.5	45.3	
2. Produits nutritifs pour animaux.....	Volume 8.6	94.1	109.1	109.1	100.9	108.5	92.0	107.5
	Prix 100.3	81.1	87.1	101.4	99.6	69.7	55.8	
3. Viande et bétail vivant.....	Volume 124.2	98.0	98.0	98.0	98.4	96.7	105.5	114.8
	Prix 104.6	106.7	104.6	107.9	105.3	96.8	73.3	
4. Autres aliments et boissons.....	Volume 274.4	105.4	106.7	108.6	107.9	105.3	131.1	120.6
	Prix 105.4	106.7	104.6	107.9	105.3	96.8	73.3	
5. Tabac.....	Volume 15.8	109.0	113.0	127.5	124.6	136.1	131.2	116.1
	Prix 92.9	94.8	98.6	86.1	82.7	71.5	62.1	
	Volume 541.3	98.5	102.6	101.3	104.8	106.0	114.7	
	Prix 101.1	95.2	92.5	92.0	90.0	78.7	64.0	
TOTAL.....								
II. Matières premières et produits bruts :								
1. Produits miniers autres que les minerais (charbon, etc.).....	Volume 5.2	104.1	103.4	116.1	100.2	107.1	102.5	79.4
	Prix 94.4	94.3	94.7	94.7	97.6	97.6	97.6	
2. Minéral de fer et détritius.....	Volume 8.5	61.9	35.0	70.9	60.3	77.1	64.4	33.5
	Prix 96.9	93.6	94.4	93.7	97.8	94.0	84.7	
3. Minerais autres que le fer et détritius.....	Volume 14.9	102.6	98.0	97.0	117.5	128.9	115.7	95.2
	Prix 105.6	109.6	107.5	93.5	86.4	69.8	49.9	
4. Bois et charpentes.....	Volume 30.4	99.5	87.4	109.9	94.5	103.9	102.0	83.7
	Prix 91.4	87.7	88.4	87.8	86.2	82.4	68.4	
5. Coton brut.....	Volume 110.0	122.3	110.4	99.2	100.7	102.4	80.1	74.4
	Prix 85.1	62.3	55.7	69.0	64.5	47.1	31.6	
6. Laine brute.....	Volume 43.4	94.6	111.1	114.9	105.2	113.5	115.2	137.0
	Prix 106.9	79.0	73.4	80.4	77.4	56.7	40.1	
7. Soie grège.....	Volume 1.7	97.6	109.8	116.0	146.7	147.3	136.1	167.0
	Prix 94.0	105.0	90.0	74.7	75.3	64.8	43.4	
8. Autres produits textiles bruts.....	Volume 13.6	91.8	79.4	119.3	96.9	110.0	85.5	89.0
	Prix 126.4	108.3	101.3	106.0	94.9	75.8	54.0	
9. Graines oléagineuses.....	Volume 48.4	106.7	106.3	106.9	106.3	106.3	95.2	90.8
	Prix 106.7	90.5	87.9	85.3	84.7	70.3	58.3	
10. Peaux et cuirs non apprêtées.....	Volume 8.2	88.2	76.0	107.3	107.5	109.8	101.0	69.3
	Prix 103.5	109.1	96.7	122.8	85.3	75.5	56.9	
11. Pulpe de bois et pâte à papier.....	Volume 11.5	99.8	106.6	117.1	103.6	133.8	124.4	116.2
	Prix 96.2	97.2	94.7	85.0	85.1	84.2	74.3	
12. Caoutchouc et autres matières premières.....	Volume 8.0	125.0	604.5	307.9	129.3	330.4	340.5	308.8
	Prix 161.0	141.7	109.5	89.1	83.6	62.7	43.9	
	Volume 323.8	106.8	120.4	114.0	101.3	112.9	101.1	94.9
	Prix 96.8	8.9	76.2	81.8	78.1	54.9	48.1	
TOTAL.....								
III. Produits manufacturés et semi-manufacturés :								
1. Poteries, verreries, etc.....	Volume 8.5	117.4	145.0	151.8	143.8	144.2	142.4	137.0
	Prix 98.4	91.4	90.2	87.5	90.5	88.6	81.3	
2. Fer et acier et produits de fer et acier manufacturés.....	Volume 22.0	177.7	155.5	187.8	138.6	133.4	126.5	
	Prix 91.3	85.5	81.7	78.4	80.1	78.5	69.9	
3. Métaux autres que le fer et l'acier et produits manufacturés de ces métaux.....	Volume 29.0	115.7	120.6	121.8	123.4	127.6	129.4	
	Prix 101.2	95.8	83.2	84.9	91.4	71.8	53.1	
4. Coutellerie, quincaillerie, outils, instruments divers.....	Volume 6.3	127.5	79.6	96.6	102.2	111.1	113.2	120.6
	Prix 104.2	105.1	100.2	99.7	98.4	89.5	82.9	
5. Matériel électrique et appareils électriques.....	Volume 3.2	131.5	116.1	132.3	158.6	242.3	272.3	263.3
	Prix 95.8	96.4	96.5	89.2	80.8	74.7	71.0	
6. Machines.....	Volume 9.3	171.1	129.5	164.1	167.8	171.6	153.9	
	Prix 94.9	94.4	92.9	96.8	97.3	102.6	98.8	
7. Bois et charpentes manufacturés.....	Volume 4.9	127.9	145.3	160.3	184.8	214.2	203.9	210.0
	Prix 91.3	88.1	86.1	89.2	86.1	81.3	68.7	
8. Filés de coton et articles de coton.....	Volume 6.7	121.7	132.5	177.3	195.1	198.3	195.8	196.2
	Prix 98.1	89.0	76.3	75.3	75.8	69.7	65.0	
9. Filés de laine et d'étame et articles de laine et d'étame.....	Volume 12.8	106.9	114.1	123.0	123.9	126.0	131.9	157.0
	Prix 95.2	89.7	81.6	92.8	86.1	75.0	61.7	
10. Soie et articles de soie.....	Volume 21.2	119.5	93.9	90.5	80.8	73.5	76.4	64.1
	Prix 79.9	76.5	75.3	76.2	75.7	62.6	49.8	
11. Autres articles textiles.....	Volume 14.1	101.7	92.0	121.6	118.9	123.9	96.4	116.6
	Prix 107.9	98.1	93.5	81.2	84.7	94.6	81.7	
12. Vêtements.....	Volume 17.5	114.0	108.9	118.7	124.7	128.1	136.0	158.4
	Prix 97.5	84.0	83.9	83.3	83.3	75.7	67.5	
13. Produits chimiques, pharmaceutiques, colorants.....	Volume 13.3	102.7	113.9	114.4	111.3	102.3	189.3	186.3
	Prix 96.9	95.9	95.4	109.9	152.7	150.1	172.0	
14. Huiles, graisses, résines manufacturées.....	Volume 35.5	94.8	126.6	147.2	167.1	72.9	68.2	45.1
	Prix 98.0	95.3	106.4	112.0	91.7	97.9	101.9	
15. Cuir et articles de cuir.....	Volume 12.6	97.6	105.9	109.4	122.2	117.7	108.3	91.5
	Prix 104.9	118.6	131.1	145.4	155.6	158.0	159.4	
16. Papier et carton.....	Volume 14.2	97.8	92.2	86.7	82.4	80.3	79.1	72.0
	Prix 106.3	118.9	122.4	94.0	116.3	66.9	37.8	
17. Véhicules (y compris locomotives, navires, aéronefs).....	Volume 10.6	146.3	118.9	122.4	94.0	116.3	66.9	37.8
	Prix 94.2	94.1	89.9	87.6	91.9	87.3	94.6	
18. Caoutchouc manufacturé.....	Volume 1.8				193.8	284.6	343.7	322.4
	Prix 89.7				89.7	69.1	60.3	56.1
19. Divers.....	Volume 22.5	113.0	132.5	129.9	153.6	135.5	135.9	157.4
	Prix 99.3	88.5	90.1	92.1	91.0	82.6	72.4	
	Volume 266.0	112.3	119.6	128.9	129.8	135.4	135.6	137.9
	Prix 96.5	91.1	86.7	84.6	84.8	78.5	66.6	
TOTAL.....								
IV. Bétail non destiné à être abattu.....	Volume 2.4	69.7	60.4	77.8	77.8	76.7	95.3	99.3
	Prix 132.4	140.5	135.7	150.6	167.1	134.4	116.3	
V. Cols postaux.....	Volume 4.0	97.4	69.7	86.1	93.5	81.3	78.3	71.9
TOTAL des importations (proprement dites).....	Volume 1137.5	104.0	109.1	111.8	107.9	114.1	111.4	114.6
	Prix 98.7	90.1	86.3	87.7	85.7	75.6	61.2	

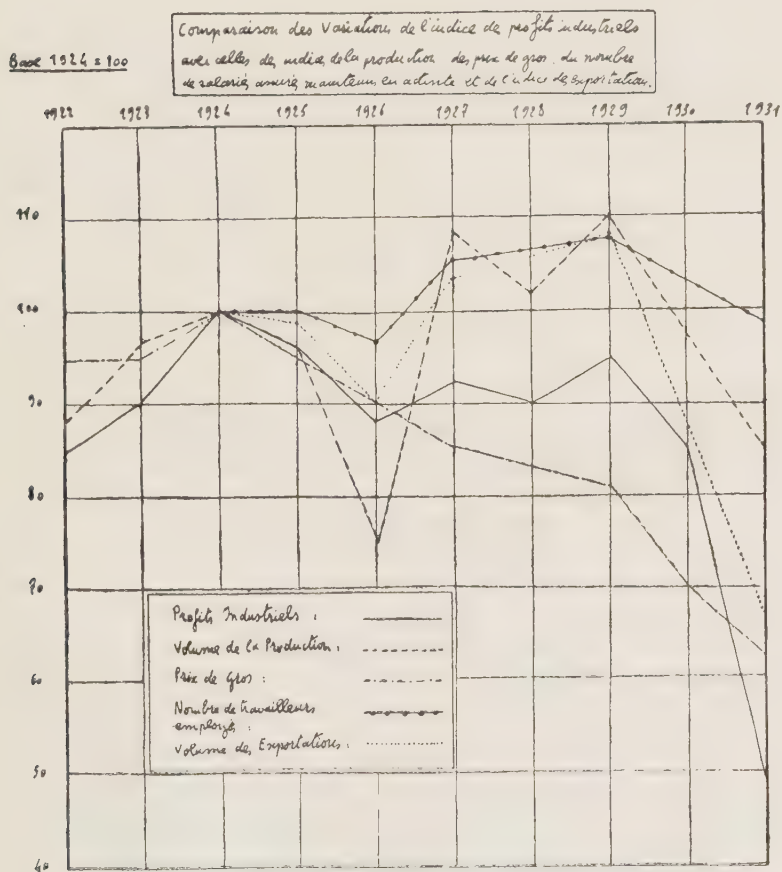
(Des chiffres seraient sans signification.)

1924-1931

V. Colls postaux.....

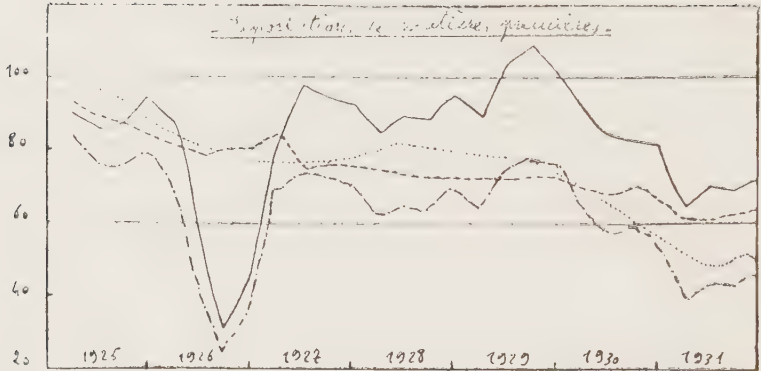
TOTAL exportations (proprement dites).....

**Comparaison des Variations de l'Indice
des Profits Industriels et celles des Indices
de la Production, des Prix de Gros,
du nombre de Salariés assurés maintenus en activité,
et de l'Indice des Exportations.**

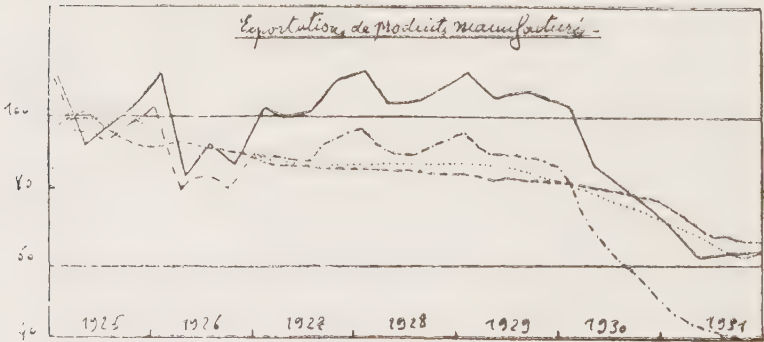


NOTE : Ce tableau est extrait du *Times Trade and Engineering Supplement* du 14 mai 1932 (article intitulé : « Ten Years Industrial Profits ».)

Exportations Britanniques



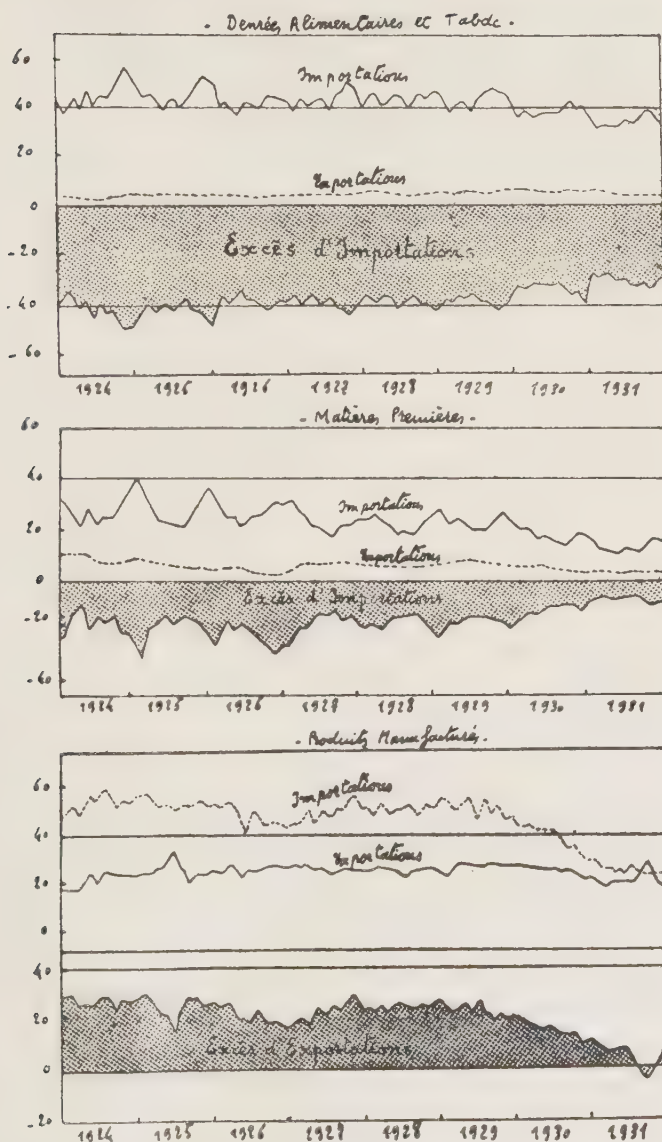
Volume des exportations de matières premières : ————
 Valeur » » » : - - - - -
 Prix moyen » » » :
 » des importations » » » :



Vol. des exportations de produits manufacturés : ————
 Valeur » » » : - - - - -
 Prix moyen » » » :
 » des importations » » » :

Importations et Exportations Britanniques

£ millions



Moyennes Mensuelles.

Tableaux extraits du Bulletin Statistique de la Banque d'Angleterre
Janvier 1932.

Mouvement mensuel des importations et des exportations britanniques :

Années 1931 et 1930

Moyennes mensuelles des années 1909-13 et 1924-29 (excepté 1926)

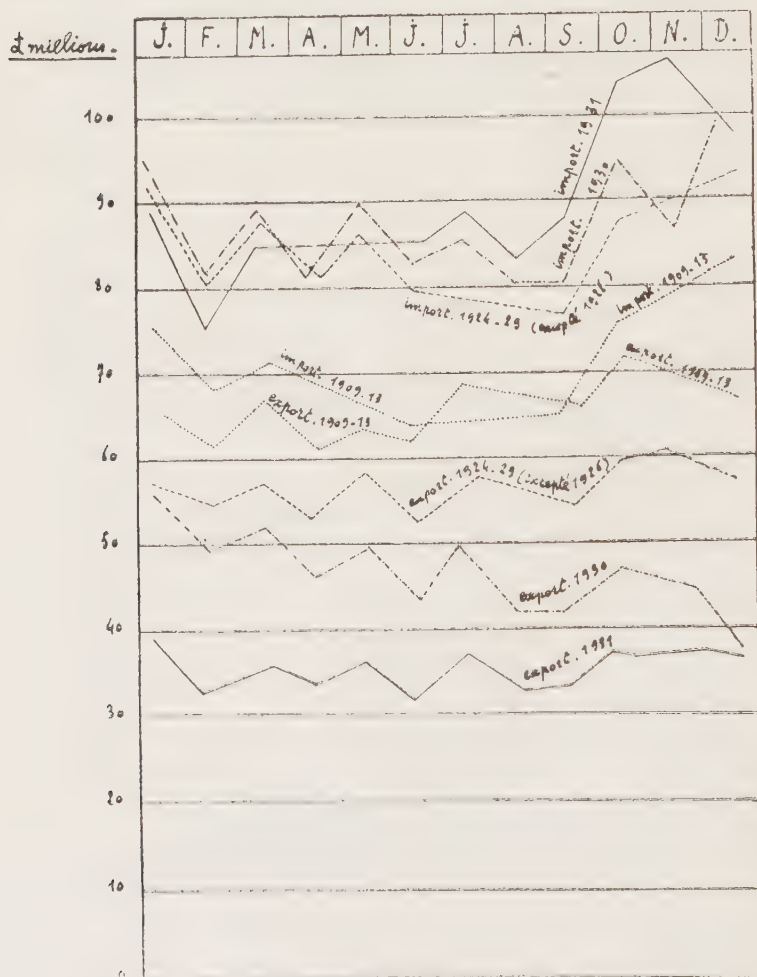
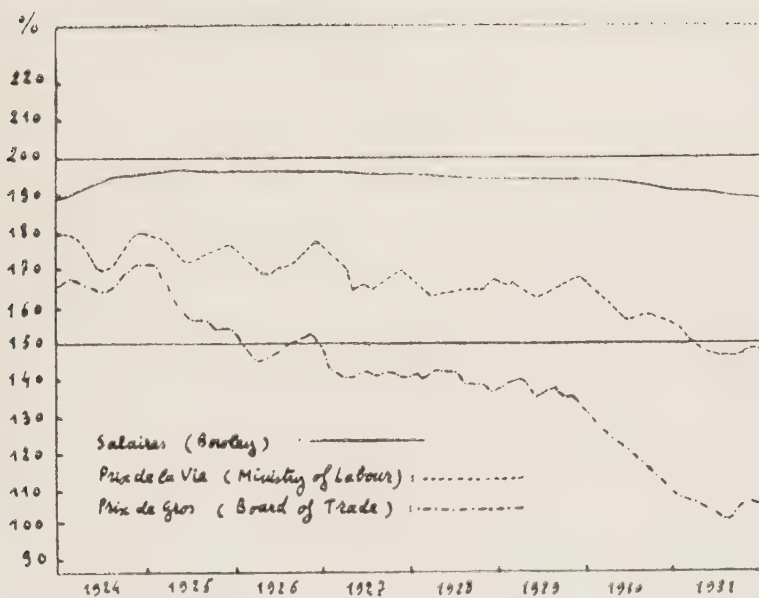


Tableau extrait des publications du "London and Cambridge Economic Service".

Salaires - Prix de Gros - Prix de la Vie

1913=100



CHAPITRE III

La Distribution Géographique du Commerce extérieur de la Grande-Bretagne pendant les années 1930, 1931.

Une appréciation d'ensemble des modifications apportées par la crise économique dans la distribution géographique du commerce extérieur britannique est d'une importance capitale pour la compréhension des faits actuels. Il est bon, en effet, avant d'aborder l'étude des récentes mesures douanières, des événements qui les ont déterminées et de leurs conséquences, de se rendre compte des tendances générales qui ont marqué depuis l'année 1929 les relations commerciales de la Grande-Bretagne et des autres peuples. Il ne faut pas se borner à commenter la nouvelle importance respective des principaux marchés d'exportation des produits britanniques, mais il faut aussi tenir compte de la nouvelle répartition dans le monde des principaux fournisseurs de la Grande-Bretagne. Il est d'abord utile de savoir si la crise économique a favorisé un rapprochement de la Grande-Bretagne et des pays de son Empire, ou si elle a au contraire accentué la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard des pays étrangers. En outre, conformément à une théorie du commerce international bien connue des économistes, on sait qu'un pays peut être difficilement le fournisseur d'un

autre pays sans être en même temps son client. Il convient donc, dans notre étude, de ne pas séparer les importations des exportations, et de voir dans quelle mesure chaque pays est demeuré, a cessé d'être, ou est devenu à la fois fournisseur et client de la Grande-Bretagne.

En dépit des progrès de la campagne en faveur de l'impérialisme britannique, il faut continuer à donner la première place aux relations commerciales de la Grande-Bretagne et de l'Europe. Il faut ensuite étudier séparément les relations commerciales de la Grande-Bretagne avec les pays étrangers extra-européens et avec les pays de l'Empire Britannique. Ces trois points essentiels feront l'objet de trois paragraphes :

§ 1^{er}. La Grande-Bretagne et l'Europe.

§ 2. La Grande-Bretagne et les pays étrangers d'outre-mer.

§ 3. La Grande-Bretagne et les pays de l'Empire Britannique.

LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE ENTRE LES PAYS EUROPEENS, LES PAYS ETRANGERS D'OUTRE-MER ET LES PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
	%	%	%	%	%	%
Pays Européens.....	38.2	41.5	44.6	32.3	35.6	37.6
Pays Etrangers d'outre-mer.	32.4	29.4	26.6	23.2	21.0	18.6
Pays de l'Empire Britannique.	29.4	29.1	28.8	44.5	43.4	43.8

§ 1^{er}. *La Grande-Bretagne et l'Europe.*

Malgré la campagne entreprise en Grande-Bretagne pour favoriser le développement des importations d'origine impériale, l'importance relative des pays européens parmi les fournisseurs de la Grande-Bretagne s'est accrue chaque année depuis 1929. Si la valeur totale des importations d'origine européenne a diminué, par suite de la baisse des prix de 466 £ millions en 1929 à 433.8 £ millions en 1930 et à 384.5 £ millions en 1931, le volume de ces importations a au contraire légèrement augmenté. De même, en dépit de la restriction très accentuée des débouchés offerts aux produits britanniques sur les marchés européens, marquée par une diminution du volume des exportations destinées à l'Europe, la diminution en valeur ayant été de 235.5 £ millions en 1929 à 203.2 £ millions en 1930 et à 146.1 £ millions en 1931, l'importance relative de ces importations s'est accrue sensiblement depuis 1929. En prenant pour base de comparaison l'année 1924, la distribution géographique du commerce extérieur britannique entre les continents est indiquée par le tableau ci-joint :

	Europe	Afrique	Asie	Amérique du Nord et Centrale	Amérique du Sud	Océanie	Total
	%	%	%	%	%	%	%
Importations :							
1924.....	36.0	7.4	12.2	26.5	9.3	8.4	100.0
1930.....	43.8	6.0	11.4	20.8	8.7	9.0	100.0
1931.....	47.2	5.0	10.3	18.3	8.9	10.0	100.0
Exportations :							
1924.....	37.4	9.7	22.8	12.3	7.5	10.1	100.0
1930.....	39.2	12.1	18.6	12.3	8.8	8.8	100.0
1931.....	43.3	12.8	17.9	11.9	7.0	6.7	100.0
Réexportations :							
1924.....	69.9	2.7	1.8	19.9	1.1	4.4	100.0
1930.....	73.0	3.8	3.0	16.0	1.4	2.5	100.0
1931.....	74.3	2.7	2.7	15.9	1.3	1.8	100.0

Une comparaison des progrès réalisés dans la distribution du commerce extérieur britannique par les pays européens étrangers à l'Empire Britannique, et de la diminution de l'importance relative des pays de l'Empire et du reste du monde est donnée par le tableau suivant :

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
	%	%	%	%	%	%
Europe (Pays étrangers à l'Empire).	38.2	41.5	44.6	32.3	35.6	37.6
Empire Britannique.	29.4	29.1	28.8	44.5	43.4	43.8
Reste du Monde.	32.4	29.4	26.6	23.2	21.0	18.6

L'augmentation de la proportion relative des importations de provenance européenne, dans le total des importations britanniques, a bien été due à une augmentation du volume de ces importations plus accentuée que celle du volume des importations provenant des autres continents. Mais elle est aussi due, pour une partie, au fait que les pourcentages des tableaux précédents sont calculés à partir des valeurs totales des importations de diverses provenances et qu'ils subissent par conséquent l'influence de la dépréciation des prix, celle-ci ayant été d'une manière générale plus accentuée pour les marchandises d'origine extra-européenne que pour les marchandises d'origine européenne.

L'augmentation des importations fournies par certains pays européens a été très nette et particulièrement sensible pendant l'année 1931. Ainsi la proportion des importations d'origine allemande dans le total des importations britanniques s'est élevée de 2,8 % en 1924 à 6,2 % en 1930 et à 7,4 % en 1931. Les pays de l'Europe Centrale ont également développé, quoique dans de moindres proportions leurs parts relatives dans les importations en Grande-Bretagne. Le pays européen qui a fait les progrès les plus rapides comme fournisseur de la Grande-Bretagne a été la Russie

soviétique. Sur un total de 118 millions de cwts de blé importés en Grande-Bretagne en 1931, la Russie soviétique a fourni à elle seule 28.9 millions de cwts. La Russie est actuellement le premier fournisseur de blé de la Grande-Bretagne. Viennent après elle le Canada (27.1 millions de cwts en 1929), l'Australie (23.2 millions de cwts), la République Argentine (20.7 millions de cwts) et au cinquième rang seulement les Etats-Unis (11.2 millions de cwts). Cette prédominance des importations de blé d'origine soviétique en Grande-Bretagne a fait l'objet d'un grand nombre de débats à la conférence d'Ottawa, et, comme on le verra en étudiant les résultats généraux de cette conférence, la Grande-Bretagne ne peut, par des mesures douanières adéquates, mettre son marché intérieur à l'abri du dumping soviétique qu'après un préavis de six mois, étant tenue par un accord intervenu entre elle et la République des Soviets pendant l'année 1930.

La plupart des pays européens, exception faite de la Suède et de la Norvège, ont accru pendant l'année 1931 leur part relative dans les importations britanniques. Mais en valeur absolue, les exportations des pays de l'Europe Occidentale à destination de la Grande-Bretagne ont beaucoup diminué depuis 1929.

L'augmentation de la proportion des exportations destinées à l'Europe dans le total des exportations britanniques s'est faite malgré une diminution très sensible du volume de ces exportations depuis 1929. Si l'Europe est devenue, comparativement aux autres continents, un meilleur client pour la Grande-Bretagne, ce n'est pas qu'elle a augmenté ses achats, mais bien parce qu'elle les a restreints dans de moins larges proportions que les autres continents. Les pays européens dont l'importance relative comme clients de la Grande-Bretagne a le plus augmenté depuis 1929 sont l'Irlande, la Russie soviétique, la France et le Danemark. Viennent ensuite la Suède, les Pays-Bas et la Suisse. Dans

l'ensemble les exportations britanniques à destination des pays européens ont beaucoup diminué en valeur absolue, particulièrement dans le cas d'un certain nombre de pays industriels tels que la Norvège, la Belgique, la France, l'Allemagne et même l'Espagne. Seul le volume des exportations britanniques à destination de la Russie soviétique a augmenté depuis 1929.

La part relative de l'Europe dans les réexportations britanniques était déjà considérable en 1929. Elle a augmenté encore sensiblement depuis lors, passant de 69,9 % en 1929 à 73 % en 1930 et à 74,3 % en 1931. L'Allemagne a absorbé, en 1931, comme dans les années précédentes, une large part des réexportations britanniques (21 %). La France qui, au cours des trois dernières années, a occupé le deuxième rang parmi les clients de la Grande-Bretagne pour ses réexportations, a vu sa part relative diminuer pendant l'année 1931. Dans l'ensemble la valeur absolue des réexportations britanniques à destination de l'Europe a diminué davantage encore que celle des exportations, mais dans de moins larges proportions que pour les autres continents.

La diminution depuis 1929 du volume des exportations britanniques à destination de l'Europe a eu pour causes principales la crise économique et les progrès du nationalisme économique dans les divers pays. La crise économique a provoqué un peu partout l'arrêt des industries et le chômage, l'augmentation des stocks de marchandises invendues et la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. Les progrès du nationalisme économique des pays européens ont consisté dans la tendance progressive de ceux-ci de se suffire à eux-mêmes et à protéger leur marché national par des tarifs douaniers de plus en plus élevés. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions la Grande-Bretagne ait été gravement atteinte dans son commerce d'exportation et encore plus dans son commerce de réexportation.

On reproduit ci-dessous un tableau statistique du Board of Trade indiquant la répartition géographique du commerce extérieur britannique entre les principaux pays européens depuis 1929 (1).

LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS EUROPEENS

(En £ millions.)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
U. R. S. S.	26.4	34.2	32.1	3.7	6.7	7.1
Finlande.	14.9	12.6	11.6	3.3	2.4	1.6
Esthonie.	2.4	1.9	1.9	0.4	0.3	0.2
Lettonie.	5.4	4.7	2.9	1.4	1.1	0.5
Suède.	25.7	22.5	17.3	10.5	10.0	7.7
Norvège.	14.1	11.9	8.6	9.8	12.9	7.5
Danemark.	56.2	54.1	46.7	10.6	10.2	8.6
Pologne.	6.9	7.9	8.6	4.5	3.5	2.0
Allemagne.	68.8	65.4	64.1	36.9	26.8	18.4
Pays-Bas (1).....	60.3	52.4	45.3	31.8	25.6	17.3
Belgique (1).	44.2	38.2	33.4	20.1	15.6	10.4
France (1).	63.4	54.7	44.2	38.7	35.7	26.8

(1) Consulter les tableaux statistiques complets indiquant la répartition géographique du commerce d'importation, d'exportation et de réexportation, entre les principaux pays du monde. La répartition est à la fois exprimée en pourcentage et en valeur absolue. Ces tableaux sont reproduits en annexe au présent chapitre.

MÊME STATISTIQUE (Suite)

Suisse.	13.7	12.6	11.3	6.4	5.1	4.1
Portugal (1).	5.4	4.6	4.0	8.1	7.4	5.6
Espagne (1).	22.0	19.4	16.9	13.8	10.8	6.5
Italie (1).	16.8	15.0	15.1	16.1	13.9	9.9
Autriche.	2.7	3.3	2.7	2.5	2.0	1.3
Hongrie.	0.7	1.0	1.5	1.0	0.7	0.5
Tchéco-Slovaquie.	6.6	6.4	6.6	2.1	1.7	1.3
Grèce et Crète.	2.7	2.1	2.1	4.9	3.7	3.1
Roumanie.	2.9	4.7	3.4	2.3	1.9	1.3
Turquie d'Europe.	0.8	0.6	0.4	2.1	1.5	1.4
Autres pays Européens.	2.3	2.4	2.8	3.4	2.7	2.2
TOTAL Europe.	466.3	433.8	384.5	235.5	203.2	146.1

(1) Y compris les colonies de ces Pays.

§ 2. *La Grande-Bretagne et les pays étrangers d'outre-mer.*

La valeur totale des importations britanniques provenant des pays étrangers d'outre-mer a diminué dans de larges proportions, puisqu'elle a été de 395.5 £ millions en 1929, de 306 £ millions en 1930 et de 229.9 £ millions en 1931. La diminution de la valeur totale des exportations à destination de ces pays a été encore beaucoup plus accentuée, cette valeur ayant été de 169.3 £ millions en 1929, de 119.1 £ millions en 1930 et de 72.4 £ millions en 1931. L'importance relative des échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et ces pays a également beaucoup diminué, puisqu'elle est passée de 32,4 % en 1929 à 29.4 % en 1930

et à 26.6 % en 1931, pour les importations; de 23.2 % en 1929, à 21 % en 1930 et 18,6 % en 1931 pour les exportations.

Au point de vue du commerce d'importation, le déclin des importations provenant des Etats-Unis a été particulièrement marqué. En 1924 les Etats-Unis ont fourni 18,8 % des importations britanniques. En 1930 ils n'ont plus fourni que 14.7 %, et en 1931, seulement 12 % des importations britanniques. Le déclin a d'ailleurs été continu depuis 1924. Encore en 1930, les importations britanniques provenant des Etats-Unis ont été deux fois supérieures à celles provenant de chacun des autres pays pris séparément. Au contraire, en 1931, les importations provenant d'Allemagne et de République Argentine ont chacune été de moitié supérieures à celles provenant des Etats-Unis. Le déclin des Etats-Unis comme fournisseurs de la Grande-Bretagne a été marqué par une diminution considérable des exportations de coton brut à destination du Lancashire. Surtout depuis 1929, les importations britanniques de coton ont beaucoup diminué à cause de l'arrêt partiel des filatures et des tissages. Tandis que les commandes à l'Egypte, à l'Inde et aux autres fournisseurs impériaux sont restées sensiblement les mêmes que pendant les années d'après-guerre, les commandes adressées aux Etats-Unis ont été réduites dans de très larges proportions. La part relative de l'Empire dans les importations de coton de la Grande-Bretagne a donc fait de gros progrès. Mais cette indépendance plus grande de la Grande-Bretagne à l'égard des pays étrangers, éminemment souhaitable à de nombreux points de vue, n'a pas été le résultat d'une augmentation des fournitures d'origine impériale, mais seulement d'une diminution des achats effectués aux Etats-Unis. Elle ne prouve donc pas que la Grande-Bretagne ait fait des progrès depuis 1929 dans la voie d'une union économique plus étroite avec l'Empire, et il est fort à présumer qu'un retour de la prospérité dans le Lan-

cashire provoquerait de nouveau une rapide augmentation des importations de coton américain.

Le déclin des Etats-Unis comme fournisseurs de la Grande-Bretagne est venu aussi d'une distribution nouvelle des origines des importations de blé de la Grande-Bretagne. Cette transformation s'est effectuée au détriment des Etats-Unis et à l'avantage des pays de l'Empire Britannique (Canada, Australie), de la République Argentine et surtout de l'U. R. S. S.

Parmi les Etats étrangers d'outre-mer, seuls le Japon et la République Argentine sont demeurés les fournisseurs réguliers de la Grande-Bretagne, et ont accru leur part relative dans les importations britanniques. Principalement pour la République Argentine, les progrès du volume de ses exportations à destination de la Grande-Bretagne ont été très sensibles. La République Argentine n'a pas seulement fourni davantage de blé à la Grande-Bretagne, mais aussi davantage de maïs et de viande. Les quantités de maïs importées en Grande-Bretagne ont augmenté de 34.9 millions de cwts en 1929 à 53.3 millions de cwts en 1931. Plus de 90 % du maïs importé ont été fournis par la République Argentine. De même les quantités de viande de mouton et d'agneau importées en Grande-Bretagne ont augmenté sensiblement depuis 1929. En 1931, la République Argentine a fourni 20 % de ces importations, l'Australie aussi 20 % et la Nouvelle-Zélande 50 %. Il convient de rappeler que la République Argentine ne nuit pas au progrès des exportations de viande des pays de l'Empire Britannique à destination de la Métropole, parce que la République Argentine exporte en Grande-Bretagne de la viande fraîche, simplement conservée dans de la glace, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en raison de la distance qui les sépare du Royaume-Uni, n'exportent que des viandes frigorifiées. Au contraire, il semble que la Grande-Bretagne devrait être en mesure de s'affranchir, au moins en partie, au profit des intérêts des producteurs impériaux, de sa dépendance

à l'égard de la République Argentine pour ses importations de blé, et surtout pour ses importations de maïs. Il est probable que les commerçants anglais tiennent à se ménager la clientèle de la République Argentine pour leurs exportations, en maintenant leurs commandes importantes à ce pays.

Les pays étrangers d'outre-mer, s'ils ont été contraints à diminuer leurs exportations à destination de la Grande-Bretagne, ont aussi fermé en partie leurs marchés aux produits exportés par la Grande-Bretagne. La diminution du volume des exportations britanniques à destination des marchés des pays étrangers d'outre-mer a été considérable depuis 1929. Elle a eu plusieurs causes principales. C'est d'abord la baisse très rapide des prix des matières premières, qui a permis aux industries de ces pays de produire à meilleur marché et d'éliminer progressivement la concurrence des produits britanniques dont les prix restaient trop élevés. Ce sont ensuite les progrès du nationalisme économique, aussi rapides et même davantage qu'en Europe, qui ont abouti à une protection douanière de plus en plus rigoureuse, et à de véritables prohibitions. Enfin, il y a eu des causes propres à certains pays, telles que le contrôle des devises, afin d'arrêter les exportations d'or, dans les Etats de l'Amérique du Sud, et, la forte dépréciation des monnaies d'argent qui a abouti à restreindre considérablement le pouvoir d'achat des peuples de l'Orient et de l'Extrême-Orient.

Les Etats-Unis se sont en grande partie fermés à l'accès des produits britanniques. La valeur des exportations britanniques à destination de ce marché s'est abaissée de 46.8 £ millions en 1929 à 29.6 £ millions en 1930 et à 17.7 £ millions en 1931, ce qui représente, même en volume, un énorme déclin. Exception faite de certaines catégories d'exportations, telles que les automobiles, les motocyclettes et d'autres engins mécaniques, qui ont continué à progresser, les exportations britanniques à destination des marchés

sud-américains et asiatiques ont énormément diminué depuis 1929 (1).

La situation du commerce d'exportation des produits textiles à destination des marchés d'Extrême-Orient a été particulièrement mauvaise depuis 1929. Le fait grave c'est que la crise économique n'a fait qu'accentuer un déclin qui date de la guerre. A ne considérer que les exportations britanniques d'articles et de filés de coton, on a déjà vu dans quelles proportions ces exportations ont diminué depuis la guerre. Entre les années 1909 et 1913, le commerce d'exportation britannique des articles de coton a représenté de 60 à 65 % du commerce d'exportation total de ces articles pour le monde entier. En 1929 cette proportion n'a plus été que de 45 %. Ce n'est pas seulement la part relative de la Grande-Bretagne, dans le commerce international du coton, qui a diminué en raison du développement des exportations des autres pays, mais ce sont aussi la valeur et le volume des exportations britanniques de coton manufacturé, qui ont diminué après la guerre, cette diminution ayant été la source de difficultés de plus en plus sérieuses pour les industries du Lancashire. Or pour une large part, la diminution des exportations britanniques de coton manufacturé a été due à une restriction des débouchés sur les marchés de l'Extrême-Orient, et en particulier en Chine et à Hong Kong. Les exportations d'articles de bonneterie de coton à destination de la Chine atteignaient 587 millions de yards en 1909-1913. Elles ne furent plus que de 210 millions de yards en 1929 et de 69 millions de yards seulement en 1930. La concurrence japonaise a été la cause directe de cette

(1) Consulter au sujet des relations commerciales de la Grande-Bretagne avec l'Amérique du Sud et l'Extrême-Orient :

1° Le rapport de la Commission présidée par Lord d'Abernon sur le commerce britannique avec l'Amérique du Sud, paru en 1930.

2° Le Rapport de la mission économique britannique en Extrême-Orient, paru à la fin de l'année 1930.

diminution. Tandis qu'en 1913 les exportations britanniques de coton manufacturé en Chine et à Hong Kong ont été quatre fois supérieures aux exportations japonaises, en 1930 elles ont été équivalentes seulement au sixième des exportations du Japon à destination de ces mêmes marchés. Si les exportations britanniques de coton à destination de la Chine se sont accrues en 1931 en comparaison de celles de 1930, c'est précisément parce que la concurrence japonaise a été considérablement réduite du fait de la guerre Sino-Japonaise. Il est à présumer que lorsque la paix sera rétablie entre ces deux pays la concurrence japonaise fera de nouveau de rapides progrès.

Les exportations britanniques à destination de la Chine ne sont pas seulement menacées par les progrès de la concurrence japonaise, mais elles le sont aussi directement par le développement très rapide de l'industrie manufacturière du coton en Chine. Les industries chinoises ne produisent que des articles de qualité inférieure, mais à des prix de revient tellement bas qu'il devient impossible aux industries britanniques de les concurrencer dans ce domaine. Bien plus, la production chinoise commence à faire une concurrence redoutable aux produits britanniques sur tous les marchés asiatiques, et même sur les marchés de l'Afrique Orientale (1). Les industries chinoises et japonaises jouissent d'avantages incontestables que leur procurent leurs bas prix de revient et leur proximité des marchés asiatiques. Il semble impossible que les industries du Lancashire puissent jamais parvenir à abaisser suffisamment leurs prix de revient pour lutter efficacement contre la concurrence chinoise et japonaise en raison des salaires minimales et du « standard de vie » très réduit des populations de ces deux pays. La distance qui sépare la Grande-

(1) Consulter le rapport de la « Cotton Mission to the Far East ». Cette mission a été une section de la mission économique britannique en Extrême-Orient, dont il a été question dans la note précédente.

Bretagne de l'Extrême-Orient contribue à augmenter encore sensiblement les prix des produits britanniques, déjà trop élevés à leur point de départ. De plus, cette grande distance, et le long laps de temps (au moins six mois) qui sépare le moment où sont faites les commandes et le moment où elles sont livrées à la clientèle asiatique, agissent au détriment des exportateurs britanniques. En effet, pendant six mois, les goûts et la mode évoluent, et les produits commandés par les commerçants chinois risquent, lorsqu'ils leur parviennent, de ne plus plaire à leur clientèle.

Le rapport de la mission du coton en Extrême-Orient insiste sur toutes ces questions capitales pour l'avenir du commerce extérieur britannique. Il préconise des remèdes tendant à une meilleure organisation des ventes et des services commerciaux de la Grande-Bretagne sur les marchés asiatiques. Il préconise aussi la création sur ces marchés de filiales des industries britanniques, auxquelles les produits seront expédiés à l'état semi-manufacturé pour y être terminés (formes à donner, teinture, etc.). De cette façon, l'inconvénient tenant à la durée des transports serait en partie supprimé. Le rapport constate d'ailleurs que déjà, en 1930, de très gros progrès ont été faits dans cette voie.

Le problème de la diminution progressive des débouchés offerts aux produits britanniques en Extrême-Orient est certainement le plus grave de tous les problèmes qui se posent en Grande-Bretagne, au sujet des perspectives d'avenir de son commerce extérieur. Les exportations de coton ont perdu en partie la place prépondérante qu'elles occupaient dans le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne et leur diminution a été la cause principale du déclin même du commerce d'exportation en même temps qu'elle a déterminé une crise grave dans le Lancashire en réduisant au chômage une partie importante de la population ouvrière de cette région.

Ce n'est pas par une amélioration de la qualité de ses produits que la Grande-Bretagne pourra dans l'avenir amé-

liorer sa position sur les marchés d'Extrême-Orient, ni même l'empêcher de devenir de plus en plus fâcheuse. En effet, les populations asiatiques sont dans l'ensemble extrêmement pauvres, et ne paraissent pas devoir avant très longtemps améliorer leur « standard de vie ». C'est donc vers un abaissement des prix de vente des produits britanniques sur ces marchés, et vers un progrès de tous les procédés de technique commerciale susceptibles d'attirer la clientèle et de la satisfaire, que les industriels et les commerçants de la Grande-Bretagne devront unir tous leurs efforts. La crise économique n'a fait que hâter les conséquences d'une situation qui depuis longtemps ne cessait pas d'être angoissante, et la possibilité d'une nouvelle extension des relations commerciales de la Grande-Bretagne avec les pays asiatiques paraît aujourd'hui sérieusement compromise.

Le tableau reproduit ci-après est extrait des statistiques du Board of Trade ⁽¹⁾ et indique les modifications apportées depuis 1929 dans la distribution géographique du commerce extérieur britannique entre les principaux pays étrangers d'outre-mer.

(1) Consulter les statistiques annexées au présent chapitre.

LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE
EXTERIEUR BRITANNIQUE ENTRE LES PRINCIPAUX
PAYS ETRANGERS D'OUTRE-MER

(En £ millions.)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
Turquie d'Asie.....	1.4	1.2	1.0	0.6	0.2	0.2
Egypte.	23.5	13.9	10.8	12.5	9.8	6.6
Irak.	1.6	1.1	0.7	2.4	1.6	1.2
Perse.	9.1	8.7	5.7	2.2	2.6	0.7
Chine.	12.1	9.8	7.7	14.0	8.5	7.8
Japon.	9.1	7.8	7.1	13.6	8.3	6.2
Etats-Unis (1).....	198.1	155.4	105.7	46.8	29.5	17.6
Cuba.	7.9	6.8	4.2	2.0	1.2	0.6
Mexique.	2.6	2.8	2.3	2.5	2.4	0.9
Colombie.	2.1	1.3	0.7	3.2	1.5	1.3
Pérou.	6.4	4.4	3.5	2.0	1.4	0.6
Chili.	10.6	7.2	4.7	9.1	5.9	1.9
Brésil.	7.2	8.1	5.7	13.3	7.9	4.0
Uruguay.	5.6	7.3	5.2	3.7	3.5	1.9
République Argentine..	82.4	56.6	52.7	29.0	25.2	14.7
Autres pays Etrangers non européens.....	15.0	12.7	11.5	11.8	8.7	5.3
TOTAL.....	395.7	306.0	229.9	169.3	119.1	72.4

(1) Avec colonies.

§ 3. *La Grande-Bretagne et les pays
de l'Empire Britannique.*

Les pertes de débouchés éprouvées par la Grande-Bretagne sur les marchés des pays étrangers n'ont pas été compensées, bien au contraire, par un développement de ses échanges avec les pays de son Empire. Le volume des importations britanniques de provenance impériale a diminué de 18,5 % depuis 1929, et le volume des exportations britanniques à destination des marchés impériaux a subi le déclin plus considérable encore de 31 % depuis 1929.

Le tableau suivant indique la diminution, en valeur et en pourcentage, du commerce entre la Grande-Bretagne et les pays britanniques, comparé au commerce entre la Grande-Bretagne et les pays étrangers.

DISTRIBUTION DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE ENTRE LES PAYS DE L'EMPIRE ET LES PAYS ETRANGERS

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				RÉEXPORTATIONS		
	1924	1930	1931		1924	1930	1931		1924	1930	1931
	en £ millions.										
Empire Britannique.....	355.9	304.0	247.6		333.7	248.3	170.6		26.4	20.4	16.1
Pays Etrangers.....	891.4	739.9	614.7		467.1	322.4	218.5		113.5	66.3	47.9
TOTAL.....	1,277.4	1,043.9	862.1		800.9	570.7	389.1		139.9	86.8	64.0
	en pourcentages.										
Dominions britanniques.	%	%	%		%	%	%		%	%	%
Inde.....	19.0	18.6	19.5		23.5	24.5	25.4		15.4	17.7	19.5
Colonies et protectorats.	6.1	4.8	4.2		11.3	9.2	8.3		0.8	1.4	1.2
	5.0	5.5	4.9		6.8	9.6	10.0		2.6	4.3	4.3
Total Empire Britannique	30.2	29.1	28.7		41.6	43.5	43.8		18.8	23.5	25.1
Total pays étrangers....	69.7	70.8	71.2		58.3	56.4	56.1		81.1	76.4	74.8

La proportion des importations britanniques provenant de l'Empire Britannique en 1931 (28.7 %) a été inférieure à la proportion de ces importations en 1924 (30.2 %) et pour chacune des années intermédiaires entre 1924 et 1931 (cette proportion a été de 29.4 % en 1929 et de 29.1 % en 1930). La proportion des exportations britanniques destinées aux marchés de l'Empire en 1931 (43.8 %) a été supérieure à cette proportion en 1930 (43.5 %) et en 1924 (41.6 %) mais inférieure aux proportions qui ont été établies pour les années 1926, 1927, 1928, 1929. Au contraire, la proportion des réexportations britanniques destinées aux marchés impériaux n'a cessé de progresser de 1924 (18.8 %) à 1931 (25.1 %). Cependant le commerce de réexportation de la Grande-Bretagne demeure pour sa plus large part une redistribution, à destination des pays étrangers, des marchandises importées des pays de l'Empire ⁽¹⁾.

Le déclin depuis 1929 des importations de provenance impériale a été dû, pour une large part, à une très forte diminution des importations provenant de l'Inde et de la Malaisie britannique. Les exportations britanniques à destination de l'Inde ont diminué de près des deux tiers de leur valeur depuis 1929. Cette diminution a été marquée principalement par une baisse de 50 % dans les exportations d'articles de coton à destination du marché hindou.

Au contraire, l'augmentation des importations provenant de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande a été assez sensible depuis 1929. Elle a consisté surtout en une augmentation de la viande frigorifiée, du beurre et des fromages importés de ces pays. La Nouvelle-Zélande a fourni, en 1931, 50 % des importations britanniques de viande de mouton et d'agneau et l'Australie, 20 %. Les exportations britanniques à destination de ces deux dominions ont, au contraire, beaucoup diminué, moins cependant dans le cas de la Nouvelle-

(1) Consulter le *Board of Trade Journal* du 18 février 1932.

Zélande que dans le cas de l'Australie, vers laquelle les exportations britanniques ont diminué des trois quarts de leur valeur depuis 1929.

La part du Canada et de l'Irlande à la fois dans les importations et les exportations britanniques a augmenté depuis 1929. Egalement, depuis 1929, les exportations de la Grande-Bretagne à destination de l'Afrique du Sud ont augmenté, mais les importations provenant de ce Dominion ont sensiblement diminué.

Depuis 1929, la Grande-Bretagne a accru légèrement son indépendance à l'égard des pays étrangers pour le sucre et pour le thé. Les importations de sucre provenant de l'Australie, de l'Ile Maurice et de l'Union Sud Africaine ont augmenté au détriment des importations provenant de Cuba qui ont sensiblement diminué. Les importations de thé diminuées des réexportations ont été, en 1931, inférieures à celles de 1929 et de 1930. Elles sont provenues pour une plus large part de l'Empire Britannique et, en particulier, les importations provenant de Ceylan ont sensiblement augmenté.

Les deux faits essentiels qui ont marqué l'évolution des relations commerciales de la Grande-Bretagne avec les pays de son Empire depuis le début de la crise économique ont été, d'abord, le maintien dans une certaine mesure du volume des échanges de la Grande-Bretagne avec ses colonies et avec ses principaux dominions, malgré une forte diminution des exportations à destination de ces derniers, et ensuite, l'effondrement des exportations britanniques à destination de l'Inde. La fermeture progressive du marché hindou aux produits britanniques a été déterminée depuis la guerre par des causes d'ordre économique (la concurrence des pays étrangers et surtout du Japon et des Etats-Unis sur le marché de l'Inde, et l'industrialisation progressive de l'Inde), qu'ont aggravé au cours des dernières années les

troubles d'ordre politique ⁽¹⁾. Ce sont surtout les exportations d'articles de coton et d'articles de laine qui ont été les plus atteintes, et il est peu probable que les industries textiles de la Grande-Bretagne parviennent jamais à recouvrer, même en partie, les débouchés qu'elles ont perdus sur le marché hindou. Bien plus, il est à craindre, si les troubles politiques se prolongent, que les pertes déjà réalisées par la Grande-Bretagne sur ce marché, qui a été pendant longtemps de beaucoup son plus grand marché d'exportation, ne fassent que s'accroître dans l'avenir.

Le tableau reproduit ci-après indique la répartition depuis 1929 du commerce extérieur de la Grande-Bretagne entre les pays de l'Empire Britannique.

(1) Consulter divers rapports officiels sur la situation actuelle de l'Inde au point de vue politique et économique :

1° Le rapport de la Commission Simon sur l'Inde, en 1927.

2° *A review of the Trade of India*, published by the Commercial Intelligence Department of India.

3° *Statistical Abstracts for British India*, published by H. M. Stationery Office.

Consulter aussi : *The Times India Number*, February 18th 1930.

LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE
DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE
ENTRE LES
PRINCIPAUX PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE
(En £ millions.)

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1929	1930	1931	1929	1930	1931
Irlande.	45.0	42.9	36.6	36.0	34.4	30.4
Afrique Occidentale. . . .	11.3	8.1	4.8	12.3	10.7	6.3
Afrique du Sud.	24.3	20.2	13.1	32.5	26.4	21.8
Inde et Ceylan.	77.9	64.5	48.7	84.1	56.9	35.0
Etats des Détroits.	14.1	9.1	5.3	12.2	7.4	4.8
Australie.	55.6	46.9	45.8	54.3	31.7	14.6
Nouvelle-Zélande.	47.7	44.8	37.8	27.3	17.8	11.1
Canada.	46.4	38.1	32.8	35.0	29.1	20.5
Indes Occidentales.	5.3	5.1	4.3	5.0	4.8	4.0
Autres possessions.	30.7	24.3	17.9	31.2	28.6	21.8
TOTAL.	358.8	304.0	247.6	324.4	248.3	170.6

Pendant les années d'après-guerre, il y a eu une tendance très marquée de l'augmentation de l'importance relative des pays de l'Empire Britannique dans le commerce extérieur britannique. Les importations de provenance impériale se sont largement développées. Les exportations à destination des pays de l'Empire se sont accrues dans beaucoup de cas, ou bien elles ont diminué dans de moins larges proportions que celles destinées aux pays étrangers. Or cette tendance, au lieu de s'accroître avec la crise économique, comme on aurait pu le prévoir, a cédé le pas à une tendance opposée. Depuis 1929, l'importance relative des Dominions et des Colonies britanniques à la fois dans le commerce d'importation et d'exportation a diminué. Au point de vue surtout des exportations, on a constaté une diminution générale de celles-ci. Mais la diminution relative a été moins accentuée pour les exportations destinées à l'Europe que pour les exportations destinées aux pays extra-européens et aux pays de l'Empire Britannique.

Cette tendance, au moment même où toute une campagne est entreprise en Grande-Bretagne afin de réaliser une union économique plus étroite de tous les pays de l'Empire Britannique, constitue un fait particulièrement grave et digne d'attention. Depuis l'année 1929, les exportations britanniques à destination des pays de l'Empire ont proportionnellement beaucoup plus diminué que les importations britanniques de provenance impériale, ce qui tend à prouver que la Grande-Bretagne a mieux favorisé l'accès de son marché intérieur (au moyen de la publicité, propagande etc., puisque les tarifs préférentiels n'ont été établis qu'à la fin de l'année 1931 et n'existaient pas avant cette date sauf pour de rares cas particuliers) aux produits de son Empire que ne l'ont fait les pays de l'Empire à l'égard des produits exportés de Grande-Bretagne.

La crise économique doit évidemment être considérée comme une période exceptionnelle et, souhaitons-le, passagère, mais ses répercussions sur les relations anglo-impéria-

les n'en constituent pas moins des faits gros de conséquences pour l'avenir économique de la Grande-Bretagne. Cette discussion ne peut être étendue davantage dans le présent chapitre; elle sera reprise avec plus de détails dans une étude qui sera faite de l'évolution de la politique commerciale britannique et des résultats généraux de la conférence impériale d'Ottawa.

On reproduit ci-dessous un tableau où sont classés par ordre d'importances les dix premiers pays fournisseurs et clients de la Grande-Bretagne, et ensuite, un tableau général de la distribution géographique du commerce britannique de réexportation entre les principaux pays du monde.

LES DIX PRINCIPAUX FOURNISSEURS DE LA GRANDE-BRETAGNE

En 1924	En 1931
1° Etats-Unis.	1° Etats-Unis.
2° République Argentine.	2° Allemagne.
3° Inde.	3° République Argentine.
4° France.	4° Danemark.
5° Canada.	5° Australie.
6° Australie.	6° France.
7° Irlande.	7° Nouvelle-Zélande.
8° Danemark.	8° Irlande.
9° Nouvelle-Zélande.	9° Pays-Bas.
10° Pays-Bas.	10° Belgique.

LES DIX PRINCIPAUX CLIENTS DE LA GRANDE-BRETAGNE

En 1924	En 1931
1° Inde.	1° Inde.
2° Australie.	2° Irlande.
3° Etats-Unis.	3° France.
4° Irlande.	4° Afrique du Sud.
5° Allemagne.	5° Canada.
6° France.	6° Allemagne.
7° Afrique du Sud.	7° Etats-Unis.
8° Canada.	8° République Argentine.
9° République Argentine.	9° Australie.
10° Japon.	10° Pays-Bas.

L'Inde a bien été encore, en 1931, le premier marché d'exportation de la Grande-Bretagne. Mais tandis qu'autrefois le marché hindou était pour la Grande-Bretagne un débouché considérablement supérieur à celui de tout autre pays, en 1931, son importance à cet égard a beaucoup diminué.

Si, en 1929, la valeur des exportations britanniques à destination de l'Inde et de Ceylan a été de 84.1 £ millions, et celle des exportations à destination de l'Australie (encore le deuxième client de la Grande-Bretagne en 1929) de 54.3 £ millions seulement, en 1931, la valeur des exportations à destination de l'Inde n'est plus que de 35.0 £ millions, suivie de près par la valeur des exportations destinée à l'Irlande, qui est de 30.4 £ millions.

LA DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE BRITANNIQUE DE REEXPORTATION ENTRE LES PRINCIPAUX PAYS DU MONDE

(En £ millions.)

	1913	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
<i>Pays Etrangers :</i>								
Russie.	9.5	13.0	8.5	6.7	2.0	2.7	2.5	1.9
Suède.	1.0	1.7	1.2	1.0	1.2	1.5	0.8	0.7
Danemark.	0.5	1.2	0.8	0.7	0.7	0.8	0.7	0.5
Allemagne.	19.8	27.2	20.9	27.5	26.3	23.2	17.3	13.6
Pays-Bas.	5.1	7.0	4.7	4.9	5.0	5.3	4.3	3.1
Belgique.	7.4	10.3	8.1	8.8	10.3	9.2	6.5	4.5
France.	12.0	23.5	20.4	18.6	18.7	17.7	14.7	9.6
Italie.	1.0	2.8	1.9	2.2	2.1	1.5	0.9	0.7
Etats-Unis.	30.2	31.1	25.8	21.4	22.0	16.4	11.2	8.0
Autres pays Etrangers	9.0	9.5	9.0	8.6	8.6	8.2	7.1	4.9
<i>Empire Britanni- que :</i>								
Irlande.	—	10.9	10.4	9.3	9.6	10.2	9.7	8.5
Afrique du Sud.	1.8	1.6	1.6	1.5	1.6	1.5	1.2	1.0
Inde et Ceylan.	1.5	1.3	1.6	1.5	1.4	1.3	1.4	0.9
Australie.	3.3	3.8	2.4	2.5	2.2	2.1	1.3	0.6
Nouvelle-Zélande.	0.9	1.1	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.5
Canada.	3.5	3.1	2.3	2.1	2.5	2.5	2.1	1.6
Autres pays Britanni- ques.	2.4	4.2	4.4	4.1	4.5	4.5	3.7	2.7
TOTAL.	109.5	154.0	125.4	122.9	120.2	109.7	86.8	64.0

La diminution des réexportations de la Grande-Bretagne a été constante depuis 1925. Elle a été plus accentuée depuis 1929 du fait de la crise économique. Celle-ci n'a fait que continuer en les accentuant les tendances d'après-guerre. La plupart des pays, et, parmi eux, surtout la Belgique, les Etats-Unis et l'Italie, se sont émancipés à l'égard de la Grande-Bretagne dont le rôle d'intermédiaire dans les échanges internationaux a diminué d'année en année.

Le déclin du commerce de réexportation de la Grande-Bretagne après la guerre a été le corollaire de l'émancipation progressive des Dominions britanniques pour leur commerce extérieur. Au lieu de passer par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, les échanges s'effectuent maintenant pour la plupart directement entre les pays de l'Empire Britannique et les pays européens.

Les progrès de l'importance relative de l'Europe dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne depuis le début de la crise économique constituent un fait essentiel et de première importance pour l'avenir de l'économie britannique et pour la politique commerciale de ce pays. Bien qu'elle ait feint parfois de l'ignorer, la Grande-Bretagne continue plus que jamais à faire partie de l'Europe et des liens nombreux et fort étroits l'unissent au sort de cette dernière. C'est pour avoir méconnu cette vérité cependant manifeste qu'elle a, par ses récentes mesures douanières, provoqué des mécontentements chez ses clients européens, et mis certaines de ses industries exportatrices, telles que l'industrie minière aux prises avec des difficultés sérieuses.

Partagée entre le désir de former une union plus étroite avec son Empire et la crainte de mécontenter ses fournisseurs européens dont la clientèle lui est nécessaire, la Grande-Bretagne se trouve, à l'heure actuelle, dans une position extrêmement délicate.

IMPORTATIONS

	1929	1930	1931
	1.000 £	1.000 £	1.000 £
PAYS FOURNISSEURS			
Russie.	26.487	34.235	32.179
Finlande.	14.945	12.634	11.627
Suède.	25.709	22.581	17.347
Norvège.	14.149	11.967	8.646
Danemark (non compris colonies).....	56.178	54.118	46.697
Pologne (y compris Dantzig).....	6.908	7.949	8.613
Allemagne.	68.818	65.490	64.150
Pays-Bas (non compris colonies).....	42.372	39.524	35.209
Java.	10.196	6.587	4.566
Belgique (non compris colonies).....	44.019	38.016	33.231
France (non compris colonies).....	56.549	49.267	40.883
Suisse./..	13.741	12.640	11.365
Portugal (non compris colonies).....	4.216	3.655	3.308
Espagne (non compris colonies).....	19.074	16.638	14.278
Italie (non compris colonies).....	16.800	15.005	15.149
Tchéco-Slovaquie.	6.676	6.403	6.611
Grèce (non compris Crète).....	2.526	2.050	2.022
Roumanie.	2.965	4.726	3.450
Turquie (y compris Smyrne et Arménie)..	2.245	1.870	1.486
Egypte.	23.583	13.909	10.857
Chine (non compris Hong-Kong, Macao)...	12.157	9.889	7.752
Japon (y compris Formose).....	9.132	7.820	7.109
Etats-Unis.	195.980	153.497	104.171
Cuba.	7.934	6.874	4.289
Mexique.	2.690	2.886	2.399
Pérou.	6.462	4.494	3.513
Chili.	10.615	7.272	4.737
Brésil.	7.293	8.111	5.715
Uruguay.	5.651	7.387	5.223
Argentine.	82.447	56.666	52.764
Autres pays.....	63.406	55.786	45.206
TOTAL pays étrangers.....	861.923	739.946	614.512

IMPORTATIONS (*suite*)

Possessions Britanniques :

Irlande.	45.087	42.955	36.653
Afrique Occidentale britannique.	11.386	8.159	4.897
Union Sud Africaine.	24.417	20.350	13.143
Afrique Orientale britannique.	4.944	4.453	3.684
Indes britanniques et Burma.	62.845	51.044	36.743
Strait Settlements et Etats Fédérés Malais.	17.609	11.393	6.457
Ceylan et dépendances.	15.150	13.483	11.995
Australie.	55.648	46.449	45.674
Nouvelle-Zélande.	47.727	44.899	37.832
Canada.	46.410	38.146	32.816
Indes Occidentales britanniques et Bahamas.	5.327	5.134	4.397
Autres possessions.	22.292	17.564	11.342
TOTAL possessions britanniques.	258.842	304.029	247.663
TOTAL général.	1.220.765	1.043.975	862.175

EXPORTATIONS (En 1.000 £.)

	1929		1930		1931	
	Exports	Re-exports	Exports	Re-exports	Exports	Re-exports
PAYS CLIENTS						
Russie.	3.743	2.798	6.772	2.519	7.121	1.923
Finlande.	3.363	530	2.414	430	1.602	170
Suède.	10.548	1.156	10.068	868	7.744	721
Norvège.	9.858	469	12.931	342	7.559	301
Danemark (non compris colonies)...	10.670	829	10.248	742	8.634	556
Pologne et Dantzig.	4.505	779	3.564	616	2.001	574
Allemagne.	36.967	23.253	26.809	17.308	18.413	13.609
Pays-Bas (non compris colonies)....	21.818	5.212	18.860	4.149	13.685	3.003
Java.	6.642	90	4.510	91	2.507	84
Belgique (non compris colonies)....	19.413	9.205	15.035	6.544	10.017	4.550
France (non compris colonies).....	31.663	17.517	29.690	14.508	22.537	9.478
Suisse.	6.424	1.168	5.187	1.096	4.143	854

Portugal (non compris colonies)....	3.632	358	3.363	428	2.458	206
Espagne (non compris colonies)....	12.055	486	9.334	527	5.294	225
Italie (non compris colonies).....	16.000	1.579	13.835	957	9.917	728
Tchéco-Slovaquie.....	2.101	136	1.731	116	1.337	128
Grèce.....	4.921	159	3.732	195	3.165	136
Roumanie.....	2.317	58	1.947	39	1.333	29
Turquie, avec Smyrne et Arménie....	2.825	121	1.868	73	1.712	66
Egypte.....	12.576	265	9.808	192	6.650	158
Chine (non compris Hong-Kong et Macao).....	14.029	117	8.574	86	7.859	115
Japon (y compris Formose, non compris Corée).....	13.435	207	8.229	168	6.166	145
Etats-Unis.....	45.558	16.458	28.705	11.229	17.101	8.011
Cuba.....	2.027	54	1.283	32	656	19
Mexique.....	2.538	39	2.433	30	943	35
Pérou.....	2.007	86	1.443	56	664	41
Chili.....	9.196	397	5.963	321	1.932	216
Brésil.....	13.383	322	7.970	172	4.062	106
Uruguay.....	3.723	52	3.578	56	1.985	33
Argentine.....	29.074	603	25.234	442	14.789	271
Autres pays.....	47.887	2.037	37.292	2.024	24.751	1.435
Total pays Etrangers.....	404.898	86.040	322.410	66.356	218.557	47.926

Possessions britanniques :

Irlande.....	36.078	10.220	34.497	9.798	30.414	8.575
Afrique Occidentale britannique.....	12.316	1.634	10.730	1.181	6.321	644
Union Sud Africaine.....	32.786	1.576	26.661	1.242	21.923	1.075
Afrique Orientale britannique.....	4.989	133	4.526	111	3.001	84
Indes britanniques et Burma.....	78.227	1.145	52.944	1.283	32.304	802
Strait Settlements et Etats Fédérés Malais, ...	15.493	420	10.401	304	6.282	200
Ceylan et dépendances.....	5.920	217	3.998	162	2.703	117
Australie, ...	54.235	2.105	31.678	1.391	14.554	626
Nouvelle-Zélande, ...	21.393	793	17.867	762	11.196	535
Canada, ...	35.008	2.503	29.138	2.108	20.560	1.603
Indes Occidentales britanniques et Bahamas, ...	5.043	311	4.749	297	3.876	300
Autres possessions.....	22.963	2.005	21.156	1.840	17.473	1.548
Total possessions britanniques.	324.451	23.062	248.345	20.479	170.607	16.109
Total général.....	729.349	109.702	570.755	86.835	389.164	64.035

TABLEAU A :

IMPORTATIONS

PAYS FOURNISSEURS	1924 %	1930 %	1931 %
PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE			
A. <i>Dominions</i> :			
Irlande.	4.00	4.12	4.25
Canada.	5.16	3.65	3.81
Newfoundland.	0.14	0.21	0.24
Australie.	4.62	4.45	5.30
Nouvelle-Zélande.	3.68	4.30	4.39
Union Sud Africaine.	1.41	1.94	1.52
TOTAL Dominions.	19.01	18.67	19.51
Inde.	6.17	4.89	4.26
B. <i>Colonies, possessions, protectorats</i> :			
En Europe.	0.27	0.33	0.41
Afrique Occidentale.	1.04	0.78	0.57
Le reste de l'Afrique.	0.97	1.11	0.90
Malaisie britannique.	0.96	1.10	0.75
Ceylan.	1.06	1.29	1.39
Hong-Kong.	0.06	0.04	0.05
Reste de l'Asie.	0.15	0.20	0.24
Indes Occidentales, Guinée britannique, Honduras, etc.	0.49	0.61	0.59
Polynésie, etc.	0.03	0.10	0.06
TOTAL colonies, possessions, protectorats. . .	5.03	5.56	4.96
TOTAL pays britanniques.	30.21	29.12	28.73

IMPORTATIONS (*suite*)

PAYS ÉTRANGERS

Russie soviétique.....	1.55	3.28	3.73
Etats Danubiens.....	2.48	2.69	3.08
Suède.	1.76	2.16	2.01
Norvège.	0.91	1.15	1.00
Danemark.	3.83	5.19	5.42
Allemagne.	2.89	6.27	7.44
Pays-Bas.	3.34	3.79	4.08
Belgique.	2.85	3.64	3.85
France.	5.21	4.72	4.74
Suisse.	1.52	1.21	1.32
Espagne.	1.54	1.59	1.66
Italie.	1.43	1.44	1.76
Reste de l'Europe.....	2.43	2.28	2.53
Egypte.	3.00	1.33	1.26
Reste de l'Afrique.....	1.04	0.90	0.80
Indes Orientales néerlandaises.....	0.93	0.93	0.80
Chine.	1.09	0.95	0.90
Japon.	0.58	0.75	0.82
Reste de l'Asie.....	1.23	1.33	1.09
Etats-Unis.	18.88	14.70	12.08
Cuba.	0.98	0.66	0.50
Brésil.	0.38	0.78	0.66
Argentine.	6.18	5.43	6.12
Chili.	0.84	0.70	0.55
Reste de l'Amérique.....	2.84	2.82	2.75
Polynésie, etc.....	0.08	0.19	0.32
TOTAL pays étrangers...	69.79	70.88	71.27
TOTAL général.....	100.00	100.00	100.00

TABLEAU B :

EXPORTATIONS

PAYS CLIENTS	1924	1930	1931
	%	%	%
PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE			
A. <i>Dominions</i> :			
Irlande.	5.90	6.04	7.82
Canada.	3.50	5.10	5.28
Newfoundland.	0.24	0.13	0.14
Australie.	7.59	5.55	3.74
Nouvelle-Zélande.	2.54	3.13	2.88
Union Sud Africaine.	3.78	4.64	5.61
TOTAL Dominions.	23.55	24.59	25.47
Inde.	11.31	9.28	8.30
B. <i>Colonies, possessions, protectorats</i> :			
En Europe.	0.71	0.92	1.28
Afrique Occidentale.	1.31	1.88	1.62
Reste de l'Afrique.	0.94	1.88	1.75
Malaisie britannique.	1.18	1.84	1.63
Ceylan.	0.54	0.70	0.69
Hong-Kong.	1.07	0.76	1.14
Reste de l'Asie.	0.21	0.35	0.39
Indes Occidentales, Guinée britannique, Honduras, etc.	0.80	1.22	1.47
Polynésie.	0.05	0.09	0.10
TOTAL colonies, possessions, protectorats.	6.81	9.64	10.07
TOTAL pays britanniques.	41.67	43.51	43.84

EXPORTATIONS (*suite*)

PAYS ÉTRANGERS

Russie soviétique.....	0.48	1.19	1.83
Etats Danubiens.....	1.40	1.38	1.21
Suède.	1.73	1.76	1.99
Norvège.	1.09	2.27	1.94
Danemark.	1.72	1.80	2.22
Allemagne.	5.32	4.70	4.73
Pays-Bas.	3.15	3.30	3.52
Belgique.	2.83	2.63	2.57
France.	5.21	5.20	5.79
Suisse.	1.41	0.91	1.06
Espagne.	1.31	1.64	1.36
Italie.	2.20	2.42	2.55
Reste de l'Europe.....	2.94	3.07	3.50
Egypte.	1.89	1.72	1.71
Reste de l'Afrique.....	1.85	2.02	2.19
Indes Orientales néerlandaises.....	1.13	1.11	0.86
Chine.	2.54	1.50	2.02
Japon.	3.33	1.44	1.58
Reste de l'Asie.....	1.52	1.65	1.37
Etats-Unis.	6.74	5.03	4.40
Cuba.	0.40	0.22	0.17
Brésil.	1.70	1.40	1.04
Argentine.	3.40	4.42	3.80
Chili.	0.67	1.04	0.50
Reste de l'Amérique.....	2.36	2.64	2.22
Polynésie, etc.....	0.01	0.03	0.03
TOTAL pays étrangers...	58.33	56.49	56.16
TOTAL général.....	100.00	100.00	100.00

TABLEAU C :

REEXPORTATIONS

PAYS DESTINATAIRES	1924 %	1930 %	1931 %
PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE			
Irlande.	8.01	11.28	13.39
Canada.	1.75	2.43	2.50
Australie.	3.69	1.60	0.98
Union Sud Africaine.	1.14	1.43	1.68
TOTAL Dominions.	15.43	17.78	19.53
Inde.	0.80	1.48	1.25
Autres pays britanniques	2.66	4.32	4.38
TOTAL pays britanniques	18.89	23.58	25.16
PAYS ÉTRANGERS			
Russie soviétique.	5.15	2.90	3.00
Etats Danubiens.	2.18	1.49	1.30
Suède.	1.29	1.00	1.13
Danemark.	1.22	0.85	0.87
Allemagne.	20.67	19.93	21.25
Pays-Bas.	5.22	4.78	4.69
Belgique.	7.30	7.54	7.11
France.	12.69	16.71	14.80
Italie.	1.69	1.10	1.14
Etats-Unis.	17.56	12.93	12.51
Autres pays étrangers.	6.14	7.19	7.04
TOTAL pays étrangers.	81.11	76.42	74.84
TOTAL général.	100.00	100.00	100.00

TABLEAU D :

EXPORTATIONS BRITANNIQUES
PAR TÊTE D'HABITANT DES PAYS DESTINATAIRES

PAYS DESTINATAIRES	1924	1930	1931
	£. s. d.	£. s. d.	£. s. d.
<i>Pays britanniques :</i>			
Irlande.	15 14 9	11 14 3	10 6 7
Canada.	3 1 2	2 18 8	1 19 9
Australie.	10 9 3	4 18 4	2 4 9
Nouvelle-Zélande.	15 0 7	11 19 6	7 9 0
Union Sud Africaine.	4 3 0	3 6 0	2 14 6
Inde.	0 5 8	0 3 0	0 1 10
Afrique Occidentale.	0 9 7	0 8 4	0 4 11
Malaisie britannique.	2 16 9	2 9 0	1 9 1
Ceylan.	0 18 0	0 15 1	0 10 2
<i>Pays étrangers :</i>			
Russie soviétique.	0 0 7	0 0 10	0 0 11
Etats Danubiens.	0 6 1	0 3 11	0 2 4
Suède.	2 6 1	1 12 10	1 5 3
Norvège.	3 4 0	4 12 3	2 13 9
Danemark.	4 1 5	2 17 10	2 8 5
Allemagne.	0 13 7	0 8 3	0 5 8
Pays-Bas.	3 9 5	2 7 10	1 14 4
Belgique.	2 18 6	1 17 2	1 4 6
France.	1 0 8	0 14 4	0 10 11
Suisse.	2 18 1	1 5 7	1 0 5
Espagne.	0 9 8	0 8 2	0 4 7
Italie.	0 8 11	0 6 8	0 4 10
Egypte.	1 1 11	0 13 5	0 9 0
Indes Orientales néerlandaises.	0 3 0	0 2 1	0 1 1
Chine.	0 0 11	0 0 5	0 0 4
Japon.	0 8 4	0 2 4	0 1 9
Etats-Unis.	0 9 6	0 4 8	0 2 9
Cuba.	0 19 7	0 7 2	0 3 8
Brésil.	0 7 10	0 3 11	0 2 0
Argentine.	2 16 3	2 4 7	1 5 10
Chili.	1 7 2	1 7 10	0 8 11

CHAPITRE IV

La Balance des Comptes Britanniques et les mouvements de Capitaux.

La Crise de Septembre 1931, ses causes essentielles et ses conséquences immédiates sur l'économie britannique.

L'étude qui a été faite du mouvement général de la balance commerciale et de la balance des comptes de la Grande-Bretagne pendant les années d'après-guerre a mis en lumière l'importance des éléments de la balance invisible : profits réalisés par la marine britannique, revenus des placements à l'Etranger, commissions et courtages, etc. Après avoir examiné les répercussions de la crise économique sur la balance commerciale pendant les années 1930 et 1931, il est nécessaire, pour avoir une vue exacte de la position de la Grande-Bretagne, d'étudier les modifications qui se sont produites dans la balance des comptes pendant ces deux mêmes années. Cette étude permettra de dégager les causes essentielles qui ont déterminé la crise monétaire britannique et l'abandon de l'étalon d'or, et, d'indiquer les

conséquences immédiates de l'établissement du cours forcé et les conséquences plus lointaines qui paraissaient en septembre 1931 devoir résulter de cette mesure.

Depuis la guerre, les excédents annuels de la balance des comptes sont demeurés très inférieurs à ceux des années d'avant-guerre, mais ils ont cependant été très importants, surtout pour les années 1927, 1928, 1929. En 1930, l'excédent s'est considérablement réduit, et en 1931, la balance des comptes a été largement déficitaire (1).

Voici un tableau d'ensemble de la balance des comptes britanniques depuis 1924 :

(1) Consulter le Rapport du Comité Balfour et celui du Comité Macmillan.

Consulter le compte rendu donné dans le *Journal de la Royal Statistical Society*, 1932, Première Partie, de l'allocution prononcée par le professeur Snow au meeting de la Société, le 15 décembre 1931.

LA BALANCE DES COMPTES DE LA GRANDE-BRETAGNE DE 1924 A 1931 (1).

(En £ millions.)

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
<i>Déficit de la balance commerciale :</i>								
Excès des importations sur les exportations de marchandises et de lingots et monnaies d'argent.	— 338	— 392	— 464	— 387	— 352	— 381	— 386	— 411
<i>Excès des sommes reçues par le Gouvernement britannique sur celles payées par lui aux pays étrangers.</i>								
Revenu national de la marine marchande britannique.	— 25	— 11	+	+	+	+	+	+
Revenus des placements extérieurs.	+ 140	+ 124	+ 120	+ 140	+ 130	+ 130	+ 105	+ 80
Intérêts des prêts à court terme, commissions et courtages.	+ 220	+ 250	+ 285	+ 285	+ 270	+ 250	+ 220	+ 165
Autres revenus.	+ 60	+ 60	+ 60	+ 65	+ 65	+ 65	+ 55	+ 30
	+ 15	+ 15	+ 15	+ 15	+ 15	+ 15	+ 15	+ 10
Total des revenus de la balance invisible.	+ 410	+ 438	+ 484	+ 504	+ 495	+ 484	+ 414	+ 301
<i>Excédents (+) ou déficits (—) de la balance des comptes.</i>								
Importations (—) ou exportations (+) d'or.	+ 72	+ 46	+ 20	+ 117	+ 143	+ 103	+ 28	— 110
	+ 14	+ 8	— 11	— 3	— 6	+ 15	— 5	+ 35

(1) Consulter les numéros de l'*Economist* du 1^{er} novembre 1930, 12 décembre 1931, 16 janvier 1932, 20 février 1932.

Les estimations contenues dans ce tableau sont celles du Board of Trade. Autant les importations et les exportations annuelles de marchandises et de métal précieux peuvent être calculées avec une précision très suffisante, autant il est difficile, au contraire, d'apprécier le montant des revenus de la balance invisible. On doit procéder à des évaluations approximatives, en tenant compte d'un ensemble d'éléments complexes dans le détail desquels on ne saurait entrer à cette place. Les évaluations des revenus de la marine marchande et des placements extérieurs comportent un certain degré d'exactitude. Au contraire, les évaluations des courtages, commissions, intérêts des prêts à court terme et autres revenus figurent seulement à titre d'indications, le Board of Trade ne disposant pas de renseignements assez précis pour calculer les variations d'une année à l'autre.

Dans le tableau de la balance des comptes qui a été donné précédemment à propos de l'étude des années d'après-guerre antérieures à la crise économique, les mouvements d'or avaient été assimilés aux mouvements de marchandises. En effet, en temps normal, la Grande-Bretagne étant un des principaux marchés du monde pour les métaux précieux, les diamants, les perles, etc., recevait chaque année des quantités énormes d'or, provenant des pays de l'Empire, et qu'elle distribuait ensuite aux différents acquéreurs étrangers, pour la plupart européens. Le solde net des mouvements d'or effectués pendant une année était donc bien assimilable au solde des importations et des exportations de marchandises. Au contraire, depuis le début de la crise économique et surtout pendant l'année 1931, les mouvements d'or ont pris une ampleur tout à fait anormale, et ils ont davantage présenté le caractère de mouvements de capitaux que celui de mouvements de marchandises. Aussi a-t-il été jugé préférable de placer à part, dans le tableau étudié ici, les mouvements d'or, afin de les distinguer des mouvements de marchandises et des lingots et monnaies d'argent. Il apparaît ainsi très nettement qu'en 1931 une exportation

d'or importante a été corrélative du déficit considérable de la balance des comptes.

Comme on l'a déjà indiqué précédemment, la balance des comptes ne comprend que l'ensemble des paiements effectués chaque année par des nationaux britanniques à des étrangers et par des étrangers à des nationaux britanniques, ces paiements correspondant à des recettes et dépenses et présentant pour ceux qui les reçoivent uniquement le caractère de revenus. Les mouvements de capitaux sont donc exclus de la balance des comptes, et ils le sont à dessein parce que, autrement, ce ne serait plus une balance des comptes, mais une balance totale des règlements extérieurs, nécessairement en équilibre. Ainsi donc, à un excédent annuel de la balance des comptes correspond une importation de capitaux en Grande-Bretagne ou ce qui revient au même l'acquisition d'une nouvelle créance sur l'Etranger. A un déficit de la balance des comptes correspond une exportation de capitaux ou bien une dette contractée par la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Etranger.

C'est à juste raison que, jusqu'en 1929, on n'a pas considéré les mouvements d'or comme des mouvements de capitaux, parce que la politique de la Grande-Bretagne a toujours consisté à investir chaque année à l'Etranger des capitaux importants, dont une grosse partie sinon la totalité était fournie par les excédents de la balance des comptes. C'est ainsi qu'en 1927 et 1928, malgré des excédents considérables de la balance des comptes, les exportations d'or ont été supérieures aux importations. Au contraire, depuis 1929, une thésaurisation s'est produite en Grande-Bretagne comme partout ailleurs, ce qui explique les importations d'or en 1930, malgré un excédent de la balance des comptes très réduit en comparaison de celui des années précédentes. En 1931, les exportations d'or ont été déterminées par le déficit de la balance des comptes et aussi, comme on le verra un peu plus loin, par des exportations de capitaux provoquées par le manque de confiance.

Le déficit de la balance commerciale étant comblé chaque année par les excédents de la balance des comptes, il est intéressant de déterminer dans quelle mesure ce déficit s'est aggravé pendant les dernières années, en indiquant la proportion dans laquelle les exportations de chacun des trois groupes de marchandises : denrées alimentaires, matières premières, produits manufacturés, ont servi à payer les importations de ces mêmes marchandises.

(En £ millions.)				
Années	Excès des importations de denrées alimentaires sur les exportations	Excès des importations de matières premières sur les exportations	Excès des exportations de produits manufacturés sur les importations	Déficit de la balance commerciale
	£ millions	£ millions	£ millions	£ millions
1924	— 484	— 217	+ 353	— 338
1925	— 483	— 250	+ 328	— 392
1926	— 453	— 271	+ 250	— 464
1927	— 460	— 204	+ 266	— 387
1928	— 449	— 198	+ 287	— 352
1929	— 454	— 206	+ 268	— 381
1930	— 403	— 148	+ 157	— 386
1931	— 366	— 102	+ 45	— 411

On voit qu'en 1930 la Grande-Bretagne a réduit son surplus d'importations en comparaison de 1929, de £ 51 millions pour les denrées alimentaires et de £ 58 millions pour les matières premières, mais ces réductions ont été plus que compensées par une diminution de £ 111 millions dans le surplus des exportations sur les importations de produits manufacturés. En 1931, cette tendance s'est encore accentuée, la réduction de l'excès des importations sur les exportations ayant été de £ 37 millions pour les denrées alimen-

taires et de £ 46 millions pour les matières premières, réduction beaucoup plus que compensée par une diminution de £ 112 millions de l'excès des exportations sur les importations de produits manufacturés.

Le tableau suivant dans lequel on considère d'une part ce que la Grande-Bretagne a acheté à l'Etranger et, d'autre part, les ressources grâce auxquelles elle a payé ses dépenses illustre encore plus clairement le caractère de la balance des comptes britanniques depuis 1929.

	1929	1930	1931
	£ millions		
<i>Ce que la Grande-Bretagne a acheté :</i>			
Excès des importations de denrées alimentaires et de matières premières sur les exportations.....	658	551	468
<i>Au moyen de quoi elle a payé :</i>			
1° Excès des exportations de produits manufacturés sur les importations.....	268	157	45
2° Revenus de la marine marchande britannique...	130	105	80
3° Revenus des placements à l'Etranger.....	250	220	165
4° Intérêts des prêts à court terme, commissions, courtages.	65	55	30
5° Autres revenus invisibles.....	15	15	10
TOTAL.....	728	552	330

Ce tableau indique bien la diminution considérable et rapide des revenus de la balance des comptes depuis 1929, en comparaison de la diminution beaucoup moins accentuée et plus tardive des dépenses.

La diminution formidable de 83.5 % de l'excès des exportations de produits manufacturés sur les importations a été

due à la fois à une restriction considérable du volume des exportations de produits manufacturés et à une augmentation importante du volume des importations de ces mêmes marchandises, fait déjà commenté dans un chapitre précédent.

La diminution du revenu de la marine marchande britannique a été une conséquence naturelle de la crise économique et de l'interruption partielle des échanges internationaux depuis 1929. On sait que les importations britanniques sont calculées c.i.f., c'est-à-dire que l'on incorpore dans leurs prix le coût de l'assurance et du fret afférant à leur transport depuis le pays d'origine jusqu'en Grande-Bretagne. Or si ce transport est effectué sur des navires britanniques, les coûts de l'assurance et du fret ne peuvent être considérés comme des paiements faits à l'Etranger puisque leurs prix sont payés à des navires britanniques. La valeur totale annuelle des importations britanniques telle qu'elle est exprimée dans les statistiques est donc supérieure aux sommes réellement payées à l'Etranger pour ces importations. Il faudrait donc pour obtenir la valeur réelle des importations déduire du total des importations calculé c.i.f., ce total de l'assurance et du fret des marchandises qui ont été apportées en Grande-Bretagne à bord de navires britanniques. Le Board of Trade ne dispose pas malheureusement de données suffisamment précises pour déterminer la proportion des marchandises transportées à bord de navires britanniques dans le total des marchandises importées durant une année déterminée. Cependant, on peut avoir une idée approximative de l'importance des transports effectués à destination de la Grande-Bretagne sous le pavillon britannique: en 1931, le Board of Trade a estimé que sur un total de 60 millions de tonnes représentant le tonnage des navires qui sont entrés dans les ports de la Grande-Bretagne pendant cette année, plus de 38 millions de tonnes ont représenté le tonnage des navires britanniques.

Par un raisonnement inverse au précédent, on constate que la valeur des exportations britanniques exprimée dans les statistiques britanniques est inférieure à la réalité. En effet, les exportations étant calculées, f.o.b., c'est-à-dire le prix des marchandises exportées étant calculé franco à bord, non compris le coût de l'assurance et du fret pour leur transport à destination des pays auxquels elles doivent être livrées, chaque fois que ce transport s'effectue sur un navire britannique, le prix de l'assurance et du fret est payé à des ressortissants britanniques et vient majorer d'autant la valeur des exportations. En 1931, sur un total de 58 millions de tonnes représentant le tonnage des navires sortis des ports de la Grande-Bretagne pendant cette année, plus de 38 millions de tonnes ont représenté le tonnage de navires britanniques.

Au lieu d'utiliser ces données, évidemment très imparfaites, pour modifier les chiffres obtenus pour la valeur totale des importations et des exportations, le Board of Trade préfère exprimer ces valeurs totales c.i.f. pour les importations, f.o.b. pour les exportations, et calculer séparément le revenu total de la marine marchande britannique. Il utilise, à cet effet, les différents renseignements fournis par la Chambre de Navigation et les indices établis par elle ainsi que les renseignements fournis par les Compagnies d'Assurances, les Compagnies de Navigation, etc., dans le détail desquels on ne peut entrer ici.

Les revenus de la marine marchande britannique, tels qu'ils figurent dans les revenus de la balance des comptes, comprennent donc :

1° Le prix total du fret et de l'assurance des marchandises importées en Grande-Bretagne sous le pavillon britannique;

2° Le prix total du fret et de l'assurance des marchandises exportées de Grande-Bretagne sous le pavillon britannique;

3° Le prix total des billets des personnes ne résidant pas en Grande-Bretagne, transportées à destination ou à partir de ce pays à bord de navires britanniques (touristes, etc.) ;

4° Le prix total de tous les transports de marchandises effectués entre des pays étrangers par des navires britanniques, et le prix total des billets de tous les voyageurs étrangers transportés à bord de ces mêmes navires ;

5° La rétribution d'un grand nombre de services rendus à des ressortissants étrangers par les compagnies de navigation britanniques, par l'intermédiaire de leurs agences dans les ports d'outre-mer.

De ces revenus globaux des compagnies de navigation britanniques doivent être déduites les dépenses effectuées par les navires britanniques dans les ports étrangers : salaires payés à des ouvriers de ces ports, approvisionnements de toutes sortes, combustibles, droits de ports, commissions et courtages divers, etc.

Finalement, le chiffre global ainsi obtenu est considéré comme le revenu national net de la marine marchande britannique. Il est évident que ce total ne représente aucunement le bénéfice réalisé par les compagnies de navigation britanniques et même que les variations de ce total d'une année à l'autre ne correspondent nullement à des variations de ce bénéfice dans les mêmes proportions. Ce revenu total de la marine marchande est, en quelque sorte, un profit brut, mais il indique bien le revenu national de la marine britannique, c'est-à-dire le total des sommes payées par l'Etranger à la marine britannique, quelles que soient, en définitive, les profits ou les pertes réalisés par chaque navire en particulier.

Si on doit s'excuser de ces détails, il paraissait intéressant de les donner afin de bien montrer la complexité des calculs que doit entreprendre le Board of Trade et le haut degré d'incertitude avec lequel, malgré tous les renseignements dont on dispose, sont faites ces évaluations.

La diminution très forte de cet ensemble de revenus depuis 1929 a été une conséquence naturelle de la crise économique. On ne peut l'imputer à une diminution des taux de frets comparables à la baisse générale des prix, bien que cette diminution ait exercé une certaine influence en contribuant à abaisser, à égalité de tonnage transporté, les prix des transports. Cette diminution a bien été la conséquence d'une diminution de l'activité de la marine marchande britannique due à l'arrêt partiel des échanges internationaux. Il serait impossible de déduire du tonnage des navires qui sont entrés dans les ports britanniques et qui en sont sortis pendant l'année 1931 en comparaison des années précédentes, la diminution du volume des échanges extérieurs, parce qu'un grand nombre de navires ont été maintenus en activité, mais n'ont plus transporté qu'une cargaison réduite au lieu de leur charge normale. Il s'ensuit que la diminution du volume des marchandises transportées à bord des navires britanniques a été beaucoup plus accentuée que la diminution du nombre de ces navires maintenus en activité.

Quoiqu'il en soit, la diminution considérable de 38 % de la valeur totale du revenu national de la marine marchande britannique, en même temps qu'elle a marqué le ralentissement de l'activité industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne et qu'elle a coïncidé avec l'effondrement du commerce de réexportation, a eu des répercussions les plus fâcheuses sur l'équilibre de la balance des comptes britanniques, et elle est bien une des causes prépondérantes du déficit de cette dernière en 1931.

Les intérêts des prêts à court terme, les commissions, courtages et autres revenus représentent chaque année des sommes importantes payées à la Grande-Bretagne par des étrangers pour des services les plus divers qui leur ont été rendus. Sont comprises notamment sous cette rubrique les rémunérations des crédits d'acceptation, l'escompte par les banques anglaises de traites étrangères, les intérêts des

prêts divers consentis par les banques anglaises à des étrangers, les commissions des brokers, etc.; seul un solde net apparaît à la balance des comptes. Il faut déduire des rémunérations payées à la Grande-Bretagne les sommes payées par elle à l'Etranger pour des services analogues.

Comme on l'a indiqué, l'évaluation de ces diverses dépenses et divers revenus est très difficile à faire et le Board of Trade se contente d'indiquer un chiffre approximatif purement conventionnel. La diminution du chiffre total de ces divers revenus pour l'année 1930, et cette même diminution plus accentuée encore pour l'année 1931 ont été évaluées en tenant compte de la restriction opérée dans le volume des échanges commerciaux et des divers renseignements fournis par les banques, etc. La diminution de ces revenus, en particulier de la rémunération des crédits d'acceptation, résultant de la restriction du volume des affaires, a été en partie compensée par la hausse importante des intérêts perçus, ceux-ci ne constituant plus seulement la rémunération d'un service rendu, mais aussi une prime d'assurance contre les risques courus par les prêteurs. Egalement, un grand nombre de revenus, tels que ceux fournis par les dépenses des touristes étrangers en Grande-Bretagne, ont été en forte diminution au cours des années 1930 et 1931.

Il n'est pas besoin d'insister sur la complexité très grande de cet ensemble de revenus invisibles, ni sur les divers calculs et estimations qui sont faits chaque année par les autorités officielles, pour apprécier leurs progrès ou leurs diminutions. Les chiffres indiqués à la balance des comptes sont purement conventionnels, bien que, par leur importance et leur grand nombre, ces divers revenus contribuent largement à assurer l'équilibre des revenus et des paiements britanniques, et leur diminution très sensible depuis 1929 a contribué dans une large mesure à accroître le déficit.

Les revenus des placements britanniques à l'Etranger constituent le principal groupe de revenus invisibles de la

balance des comptes britannique. Malgré leur très forte diminution depuis la guerre, en comparaison des années d'avant-guerre, ils n'ont pas cessé d'être considérables et ce sont eux principalement qui ont permis à la Grande-Bretagne de combler chaque année le déficit de sa balance commerciale.

On a vu, à propos de l'étude de la balance des comptes britanniques pendant les années d'après-guerre, comment Sir Robert Kindersley était parvenu à évaluer le montant total des capitaux britanniques investis à l'Etranger, avant la guerre et depuis la guerre, et comment il était parvenu à calculer approximativement le revenu annuel de ces placements extérieurs ⁽¹⁾. Le perfectionnement progressif de ces procédés de calculs a permis de parvenir à une précision assez grande, bien que l'ensemble des renseignements que l'on possède soit encore très imparfait. S'il est, en effet, possible de connaître le montant exact des titres étrangers émis sur le marché de la Grande-Bretagne chaque année, en tenant compte qu'approximativement 90 % des souscriptions sont faites par des nationaux britanniques, il est beaucoup plus difficile d'évaluer le montant des souscriptions privées pour des titres non cotés en Grande-Bretagne. Il est impossible d'évaluer le montant des souscriptions faites par des nationaux britanniques à des émissions de titres sur les marchés étrangers et impossible aussi de connaître le montant annuel des exportations de capitaux s'effectuant au moyen d'achats de titres en bourse par les ressortissants britanniques. Néanmoins, comme dans toutes les statistiques, ce n'est pas une appréciation valable pour une année que l'on recherche, mais des comparaisons entre différentes années, la base de calculs demeurant la même, et, à cet égard, les chiffres établis par le Board of

(1) Consulter *l'Economic Journal* de mars 1929, juin 1930, septembre 1931.

Trade fournissent des renseignements intéressants et montrent bien la diminution considérable de ces revenus depuis 1929.

Un fait caractéristique et particulièrement inquiétant a été la diminution considérable des placements extérieurs britanniques après la guerre. C'est l'importance même des placements extérieurs qui a été, avant la guerre, le principal facteur de la position prééminente occupée par la Grande-Bretagne dans le commerce international. C'est elle qui a également conféré à la Grande-Bretagne une arme financière puissante et a permis en grande partie le financement des opérations militaires des alliés. C'est elle enfin qui, en même temps qu'elle permettait à la Grande-Bretagne d'importer chaque année plus qu'elle n'exportait, a été le plus sûr facteur de développement du commerce extérieur en assurant la conquête de nouveaux débouchés. Après la guerre, la Grande-Bretagne s'est trouvée avec une puissance financière considérablement amoindrie. Une partie importante de ses placements extérieurs était autrefois investie aux Etats-Unis. Après la guerre, non seulement les capitaux investis par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis avaient presque complètement disparu, ayant servi à payer les achats de toute sorte nécessités par la guerre, mais la Grande-Bretagne était même devenue le débiteur des Etats-Unis. Tous les efforts furent faits pour remédier à cette situation et redonner à la place de Londres son prestige passé. En dépit de beaucoup de sacrifices et de lourdes conséquences pour l'économie du pays, la monnaie britannique fut revalorisée au pair, et la politique des placements extérieurs reprit, avec une ampleur presque comparable à celle des années d'avant-guerre. D'après les estimations de Sir Robert Kindersley, la masse de capitaux britanniques investis à l'Etranger était, en 1928-29, à peu près la même qu'en 1913. Néanmoins, la puissance financière de la Grande-Bretagne était loin d'être comparable à celle d'avant-guerre, et ceci pour plusieurs raisons : d'abord, en raison même de la hausse des prix,

la valeur réelle de ces capitaux investis pour une même valeur nominale était très inférieure à la valeur réelle de ces capitaux avant la guerre, par suite de la diminution du pouvoir d'achat de l'or, en général, et de la monnaie britannique en particulier. Ensuite, la nature de ces placements extérieurs s'était modifiée.

Avant la guerre, les prêts aux gouvernements, municipalités, chemins de fer et autres entreprises de travaux publics, représentaient environ 68 % du total des investissements britanniques à l'Etranger, les proportions respectives pour ces trois catégories étant à peu près les mêmes. Ensuite 24 % du total étaient investis directement dans des entreprises publiques ou bien des entreprises industrielles et commerciales à caractère privé. Enfin 8 % du total étaient investis dans des mines étrangères. Sur le total des placements extérieurs britanniques, 48.7 % étaient investis en 1913 dans l'Empire Britannique, 21,6 % aux Etats-Unis, 19.4 % en Amérique Centrale et en Amérique du Sud, 4.5 % seulement en Europe, et 5.8 % en Orient et Extrême-Orient. La très grande majorité de ces prêts ne revêtait pas un caractère politique, mais correspondait bien au financement d'entreprises de travaux publics, et d'entreprises à caractère industriel ou commercial, dans lesquelles les capitalistes britanniques acquéraient, sinon le contrôle, du moins une place prédominante. La proportion infime des capitaux britanniques placés en Europe marquait bien la tendance des capitalistes britanniques à ne s'intéresser qu'à la mise en valeur des pays neufs, et parmi ces pays neufs, les pays de l'Empire occupaient de beaucoup le premier rang.

Après la guerre, les capitaux investis aux Etats-Unis avaient disparu, ayant dû être mobilisés pendant la durée des hostilités afin de payer les énormes achats de produits alimentaires et de munitions destinés à l'approvisionnement des armées alliées. Les investissements britanniques en Amérique du Sud et dans certains Dominions, tels que le

Canada, l'Afrique du Sud et l'Australie avaient aussi diminué.

Lorsqu'une ère de prospérité relative fut rétablie dans le monde et en Grande-Bretagne, les exportations de capitaux britanniques reprirent, mais à une cadence beaucoup plus lente que celle d'avant-guerre. La nature des prêts extérieurs se modifia considérablement. Les pays de l'Empire Britannique continuèrent à absorber une partie importante des placements extérieurs, et relativement beaucoup plus importante que pendant les années d'avant-guerre. Mais, en dehors de l'Empire Britannique, la majeure partie des placements extérieurs britanniques fut investie en Europe. Des prêts considérables furent consentis à l'Allemagne, revêtant pour la plupart un caractère privé. Puis une masse importante de capitaux fut absorbée par les emprunts de divers pays européens et, en particulier, par les emprunts contractés sous les auspices de la Société des Nations. Ce furent là les traits caractéristiques d'une politique de placements extérieurs tout à fait différente de celle qui était pratiquée jadis. Un nouveau type d'emprunteurs de plus en plus nombreux sollicita l'appui des capitalistes britanniques : les pays européens sollicitant des secours, non sur la base de leur situation créditrice, mais parce que leur situation était, au contraire, désespérée. En particulier, les nombreux prêts qui ont été consentis sous les auspices de la Société des Nations ont introduit une méthode toute nouvelle dans la politique des prêts extérieurs, parce que la Société des Nations a fait en sorte de diriger les capitaux en quête de placement, non pas vers les pays où ils recevraient la plus forte rémunération, mais vers ceux qui en avaient simplement le plus besoin. L'existence d'une semi-banqueroute européenne créa, après les traités de paix, la nécessité d'une sorte d'assistance financière internationale, donnant à des risques non commerciaux un caractère industriel et commercial. Ces méthodes rendirent inefficace tout plan

scientifique et prudent en vue de placements rémunérateurs, et les capitaux ainsi investis furent dépensés en pure perte pour soutenir temporairement les systèmes financiers de pays défaillants.

Les revenus des placements britanniques à l'Etranger ne furent pas seulement diminués par le fait des pertes réalisées pendant la guerre par les capitalistes britanniques et de la nouvelle orientation des placements extérieurs après la guerre. Ils le furent aussi par le fait que la masse de capitaux investie chaque année à l'Etranger fut de beaucoup inférieure à celle des années d'avant-guerre. Ceci fut la conséquence du déficit beaucoup plus considérable de la balance commerciale et surtout de la diminution très grande de l'épargne annuelle en Grande-Bretagne. La politique monétaire poursuivie depuis la guerre en Grande-Bretagne a eu de nombreux défenseurs et elle en compte encore aujourd'hui. Le rapport du Comité Macmillan ne nie pas le principe excellent dont s'inspirait cette politique : la Grande-Bretagne avait dû en grande partie sa puissance économique et financière d'avant-guerre au prestige de la place de Londres comme marché de capitaux et au rôle joué dans les échanges internationaux par la monnaie britannique. La traite sur Londres était, en 1913, une véritable monnaie internationale et elle le fut de nouveau après la guerre. Après la guerre, il apparut que le seul moyen de redonner à la Grande-Bretagne sa grandeur passée était de ramener la livre au pair, en rétablissant sa convertibilité or au pair d'avant-guerre. Mais si le rapport du Comité Macmillan approuve les principes de la politique poursuivie, il désapprouve nettement les méthodes employées. Comme tous les pays belligérants, la Grande-Bretagne avait fait de l'inflation au moyen d'une émission considérable de currencynotes, véritables billets d'Etat. En outre, une large inflation du crédit avait aussi été réalisée. La revalorisation de la livre eut pour effet d'accroître dans une large proportion la charge de la dette publique, tandis qu'en France, par

suite de la dépréciation du franc, cette même charge était diminuée des quatre cinquièmes de sa valeur. Il s'en suivit, pour la Grande-Bretagne, la nécessité d'établir des impôts extrêmement lourds diminuant d'autant l'épargne annuelle du pays.

La politique de revalorisation de la monnaie britannique aurait dû s'accompagner d'une politique de déflation. Rien de tel ne fut réalisé. Les prix et les salaires demeurèrent extrêmement élevés, les dépenses des consommateurs s'accrurent chaque année, provoquant comme on l'a vu un déséquilibre de plus en plus accentué de la balance commerciale. La succession au pouvoir d'une série de gouvernements pratiquant la démagogie et l'accroissement formidable des charges sociales nécessitèrent la création de nouveaux impôts. Ainsi de nouvelles répartitions des revenus, en apparence peut-être plus équitables, s'opérèrent d'année en année, améliorant les conditions d'existence de la masse au détriment des grosses fortunes. Il en résulta un amoindrissement de l'épargne annuelle, à mesure que des portions plus importantes du revenu national étaient distribuées aux salariés et aux chômeurs, et dépensées par eux au lieu d'être épargnées par les capitalistes.

En plus de toutes ces raisons ayant contribué à un amoindrissement des capitaux exportés chaque année depuis la guerre en vue d'investissements à l'Etranger, il semble qu'il y ait eu une tendance générale à une orientation nouvelle de l'épargne nationale, dont une partie proportionnellement plus importante aurait été absorbée par des investissements sur le territoire et dans des entreprises britanniques au détriment des placements extérieurs. Il est très difficile évidemment d'apporter des preuves précises à l'appui de cette remarque, mais le tableau ci-après, indiquant le chiffre total annuel des émissions de titres en Grande-Bretagne correspondant à des investissements en Grande-Bretagne et à des investissements à l'Etranger, montre bien une tendance à

une orientation proportionnelle plus grande des capitaux disponibles vers des placements en Grande-Bretagne au détriment des placements à l'Etranger.

EMISSIONS ANNUELLES DE TITRES
EN GRANDE-BRETAGNE
PENDANT LES ANNEES D'AVANT-GUERRE

(£ millions.)

Années	Pour des placements en Grande-Bretagne	Pour des placements à l'Etranger
1909.	18.7	163.7
1910.	60.3	207.1
1911.	26.1	165.7
1912.	45.3	165.5
1913.	36.0	160.5
Total 1909-1913.	186.4	862.5
1922.	443.5	130.2
1923.	133.9	137.5
1924.	84.6	124.7
1925.	155.9	77.2
1926.	129.2	101.6
Total 1922-1926.	946.2	571.2
1927.	206.9	148.3
1928.	263.6	105.5
1929.	198.0	87.2
1930.	170.6	97.1
1931.	54.5	47.6
Total 1927-1931.	893.6	485.7

La répartition des placements britanniques entre les pays étrangers et les pays de l'Empire avant et après la guerre a été la suivante :

	Placements dans les Pays de l'Empire Britannique £ millions	Placements dans les Pays étrangers £ millions	Total des placements extérieurs britanniques £ millions
Total 5 années, 1909 à 1913..	380.9	481.6	862.5
Total 5 années, 1922 à 1926..	354.0	217.2	571.2
Total 5 années, 1927 à 1931..	323.9	161.8	485.7

En définitive, tout cet ensemble de circonstances eut pour conséquence une diminution très sensible des investissements britanniques à l'Etranger, après la guerre, alors que les dépenses du pays s'accroissaient chaque année. Lorsque survint la crise économique, les revenus des placements extérieurs britanniques diminuèrent rapidement et dans de très larges proportions. La carence des débiteurs européens, l'arrêt général de l'activité industrielle et commerciale dans le monde eurent pour conséquence la suppression des dividendes et la suspension des intérêts. En même temps, par suite de l'effondrement des cours de toutes les valeurs mobilières, la valeur nominale de l'ensemble des capitaux britanniques investis à l'Etranger diminua de plus de la moitié depuis 1929, peut être même des deux tiers. Toute évaluation serait évidemment difficile à faire en ce moment et ne conduirait qu'à des résultats peu intéressants à cause même de leur peu d'exactitude. La chute du revenu total des placements extérieurs de 250 £ millions en 1929 à 165 £ millions en 1931 a été une des causes déterminantes de l'énorme déficit de la balance des comptes en 1931.

La diminution de la puissance capitaliste de la Grande-Bretagne, la diminution de son épargne annuelle, constituent certainement le fait le plus grave de tous ceux qui ont caractérisé l'économie britannique d'après-guerre. Comme on l'a montré précédemment, l'accroissement du déficit de la balance commerciale n'a été que la continuation d'une tendance qui existait depuis fort longtemps. Au contraire, le déclin de la puissance financière britannique a été un fait nouveau et il a contribué à obscurcir l'avenir par des perspectives les plus inquiétantes. C'est peut-être moins dans le ralentissement de l'activité industrielle et commerciale que dans la répartition nouvelle des revenus nationaux, provoquée par l'accroissement des charges sociales et des salaires, et l'augmentation corrélative des impôts, qu'il faut chercher les principales causes de la diminution de l'épargne annuelle et des placements extérieurs. Comme l'a montré le rapport du Comité Macmillan, la politique monétaire d'après-guerre était justifiée, dans ses principes, mais les mesures essentielles de déflation qu'elle comportait n'ont pas été prises (1). Les salaires et les prix de détail sont demeurés trop élevés, les crédits trop abondants. La valeur or de la livre était supérieure à la valeur qu'elle aurait dû avoir réellement, étant données les conditions économiques du pays, et c'est ce qui explique son brusque effondrement une fois que le cours forcé a été établi en septembre 1931.

La politique monétaire inspirée du désir de redonner à la place de Londres son prestige d'autrefois n'a pas seulement été néfaste au redressement industriel et commercial du pays, elle a été dangereuse pour le marché de Londres lui-même. En effet, les afflux considérables de capitaux vers la place de Londres, sous forme de dépôts à vue ou de prêts

(1) Consulter le Rapport du Comité Macmillan.

à court terme, déterminèrent chez les banquiers de la Cité le désir de les utiliser afin d'en retirer un profit rémunérateur, et ces capitaux furent prêtés en grandes quantités à certains pays et surtout à l'Allemagne, sous la forme de prêts à court terme, pour la plupart d'une nature privée. La faillite du Credit Anstalt, en mai 1931, et la crise financière allemande de juin et juillet 1931 rendirent impossible aux banquiers de la Cité le rapatriement des capitaux prêtés. En même temps, une crise de confiance déterminait des demandes de remboursements de plus en plus nombreuses de la part des déposants et des prêteurs étrangers, créanciers de la Cité. En dépit de tous les efforts qui furent tentés, les exportations d'or de la Grande-Bretagne augmentèrent rapidement pendant le mois d'août et devinrent si inquiétantes au mois de septembre que, le 20 septembre, le Gouvernement britannique dut se résigner à établir le cours forcé.

Les causes de la crise financière britannique de septembre 1931 sont donc, comme il apparaît à la fin de cette étude, nombreuses et complexes. Certaines d'entre elles remontent, loin dans le passé, aux années de l'immédiat après-guerre. Il convient de les grouper ici en donnant à chacune ses caractéristiques essentielles :

1° Le déficit croissant de la balance commerciale n'a pas été le fait le plus grave de l'économie britannique d'après-guerre et n'aurait pas réussi à lui seul à provoquer la crise financière de septembre 1931 ;

2° Le déficit de la balance des comptes, en 1931, a été dû pour une part à l'augmentation du déficit de la balance commerciale, mais surtout à une diminution rapide et très accentuée des revenus de la balance invisible, particulièrement des revenus de la marine marchande britannique et des revenus des placements extérieurs. Cette diminution a été une conséquence de la crise économique et elle a été

due aux faillites successives des principaux débiteurs de la Grande-Bretagne;

3° Même le déficit de la balance des comptes et les sorties d'or qui en sont résultées n'auraient peut être pas été suffisants pour provoquer la crise financière britannique, si une crise de confiance ne s'était produite chez les créanciers de la Grande-Bretagne, motivée par le déséquilibre budgétaire et la mauvaise gestion des finances publiques du pays (1);

4° C'est moins la politique monétaire que la non-observation des mesures indispensables qui auraient dû l'accompagner, qui a provoqué les difficultés d'après-guerre et la crise financière de 1931. La politique de déflation et le rétablissement de l'équilibre budgétaire étaient les deux mesures essentielles qui auraient dû accompagner la revalorisation de la monnaie britannique;

5° Le rétablissement de la place de Londres comme marché international de capitaux, alors que la puissance financière de la Grande-Bretagne était gravement atteinte et la solidité de la livre compromise, a eu pour conséquence de déterminer une politique dangereuse d'investissements à l'Etranger, par les banquiers anglais, de capitaux qui ne leur étaient prêtés qu'à vue ou à court terme. D'ailleurs, cette pratique fut générale dans le monde pendant les années qui précédèrent immédiatement la crise économique, les moyens normaux de financement des entreprises étant progressivement remplacés par des prêts à découvert et à court terme, accordés en dehors de toute augmentation de capital et de toute émission d'obligation. Ces moyens de crédits, présentant le caractère d'expédients, furent surtout pratiqués à

(1) Sur la situation financière de la Grande-Bretagne et le déficit du budget, consulter le rapport du Comité May et les recommandations faites par lui.

partir de la fin de 1929, afin d'aider les entreprises en difficulté à traverser la crise, que l'on escomptait de faible durée. Or ce sont précisément ces crédits qui ont contribué à augmenter la gravité de la crise et à en accroître la durée. La Grande-Bretagne, atteinte depuis longtemps, et n'ayant jamais réussi à recouvrer sa prospérité passée, fut placée rapidement dans une position de plus en plus délicate, jusqu'au moment où elle fut contrainte de rompre avec ses préjugés et ses doctrines économiques traditionnelles.

Dans l'exposé qu'il fit à la Chambre des Communes, quelques jours avant la crise du 21 septembre, de la situation économique de la Grande-Bretagne, Sir John Simon montra que plusieurs procédés pouvaient être mis en œuvre ⁽¹⁾ pour rendre la balance des comptes à nouveau favorable. Il fallait déterminer à la fois une augmentation des exportations et une diminution des importations. La première pouvait être obtenue par une dépréciation de la monnaie britannique, la deuxième par l'établissement de tarifs douaniers ⁽²⁾. La dépréciation de la livre se fit d'elle-même dès que le cours forcé eut été établi. En quelques semaines, la monnaie britannique perdit le cinquième de sa valeur. Il en résulta une prime à l'exportation pour tous les produits britanniques. Tous les prix intérieurs exprimés en or diminuèrent du cinquième, et les prix des marchandises exportées diminuèrent dans les mêmes proportions. Rien ne fut changé dans l'économie intérieure du pays, puisque le niveau nominal des salaires et des prix demeura le même. Le prix nominal des marchandises exportées demeura le même, mais leur prix réel en or diminua du cinquième. Dès la fin de septembre,

(1) Consulter l'exposé fait par Sir John Simon à la Chambre des Communes de la position du commerce britannique à la séance du mardi 15 septembre 1931, dans le numéro du *Times* du mercredi 16 septembre 1931.

(2) Consulter l'*Economist* du 19 septembre 1931, p. 503, l'article intitulé : « Restoring the Balance ».

ces transformations étaient réalisées. On pensait qu'un essor de l'activité industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne se produirait rapidement, et, par une contradiction assez coutumière dans la tournure d'esprit anglo-saxonne, les partisans du cours forcé et de la stabilisation de fait, au-dessous du pair, furent bientôt aussi nombreux et entourés d'autant de popularité que jadis les partisans de l'étalon d'or et de la revalorisation de la livre au pair. On verra, dans la suite, que ces espoirs formulés un peu trop tôt et d'une façon un peu trop irréfléchie furent rapidement déçus par la tournure que prirent les événements au début de l'année 1932.

Si l'établissement du cours forcé et la dévalorisation de la monnaie britannique résultèrent de la force des choses et furent imposés par les événements, l'établissement des tarifs douaniers fut, au contraire, l'œuvre du nouveau gouvernement d'Union Nationale dominé par une majorité conservatrice. Il eut pour but essentiel d'entraver les importations et de procurer au marché intérieur une protection efficace, de nature à déterminer une hausse des prix de gros et une reprise de l'activité des industries britanniques.

CHAPITRE V

L'évolution de la politique commerciale britannique. Les récentes mesures protectionnistes et la préférence impériale.

Sous l'influence de l'aggravation rapide et profonde de la crise économique, l'année 1931 a été marquée en Grande-Bretagne par des modifications importantes dans tous les domaines. Dans le domaine politique ce fut l'échec retentissant du travaillisme et le succès des partis conservateurs et des éléments modérés du parti libéral. Dans le domaine économique ce fut d'abord l'abandon, imposé par la force des choses, de la politique monétaire d'après-guerre, et ce fut surtout le renoncement à une politique commerciale à laquelle la Grande-Bretagne était demeurée fidèle depuis fort longtemps, et dans laquelle elle n'avait cessé de fonder ses plus grandes espérances.

Les tarifs douaniers qui ont été instaurés à la fin de l'année 1931 et pendant le printemps de l'année 1932 constituent une innovation de la plus haute importance dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne. Sous l'Ancien Régime, l'Angleterre avait pratiqué comme tous les autres pays un système douanier prohibitif, qui fut symbolisé par l'Acte de Navigation de Cromwell de 1651. A la suite d'une

lente évolution et de modifications importantes survenues dans sa contexture économique, la Grande-Bretagne abandonna progressivement ce système. Le XIX^e siècle fut marqué par le triomphe des doctrines de l'école libérale. Dès 1825, Huskisson supprima certaines prohibitions et abaissa certaines taxes douanières. En 1838, Richard Cobden fonda, à Manchester, la fameuse « Anti-Cornlaw League », ligue contre les droits sur les blés. Une campagne se développa alors et aboutit, en 1846, à la suppression de ces droits et, en 1851, à l'abrogation définitive de l'Acte de Navigation de Cromwell. Ces réformes instaurèrent le libre-échange et celui-ci se maintint ensuite dans ses principes fondamentaux jusqu'au mois de novembre de l'année 1931. Ce n'est pas à dire que les droits de douane furent complètement supprimés en Grande-Bretagne. Certains furent maintenus et d'autres établis par la suite, mais ils n'eurent tous qu'un caractère purement fiscal ou pour le moins exceptionnel. Après la période de prospérité magnifique qui suivit en Angleterre l'établissement du libre-échange et fut à la fois la conséquence et la justification la plus éclatante de ce système, les difficultés de la fin du siècle dernier ne purent déterminer un retour au protectionnisme. La campagne de Joseph Chamberlain, qui visait d'ailleurs surtout à établir une union douanière entre la Grande-Bretagne et les pays de son Empire, se heurta à une opposition inébranlable et les élections de 1910 confirmèrent et accrurent l'autorité des défenseurs du libre-échange.

Jusqu'à la guerre, les droits de douane établis par la Grande-Bretagne ne furent que des droits fiscaux. Ne frappant que des marchandises d'une nature particulière, telles que l'alcool, le tabac, le sucre, le café, le cacao, etc., ils furent établis dans un but fiscal et seules les marchandises de luxe furent imposées, ainsi que les marchandises de consommation courante non produites en Grande-Bretagne, ou bien produites en quantités insuffisantes. Ce furent donc de simples impôts de consommation perçus à la frontière. Leur

caractère fiscal et non protecteur fut, en outre, marqué par le fait qu'ils étaient, pour la plupart, des droits spécifiques, et non des droits *ad valorem*.

Pendant la guerre, les tarifs Mc Kenna, établis en 1915, ont eu pour motifs des faits nombreux et variés, en relation étroite avec la guerre. Frappant les importations d'automobiles, d'accessoires d'automobiles, d'instruments de musique, de pendules et de montres, etc., d'un droit *ad valorem* de 33 1/3 %, et les films cinématographiques de droits variés, ils eurent à la fois le caractère de taxes de luxe et de droits protecteurs. Ils n'atteignirent qu'un nombre restreint de marchandises d'une nature spéciale et furent essentiellement provisoires. Ils furent rétablis en 1925, étendus en 1926, et leur caractère demeura sensiblement le même.

Les modifications apportées par la guerre dans le monde entier et les difficultés avec lesquelles la Grande-Bretagne se trouva aux prises après la cessation des hostilités déterminèrent dans ce pays un succès partiel de la tendance protectionniste, en même temps qu'une élévation des droits fiscaux perçus à la frontière dont le nombre allait s'accroissant. La première mesure votée par le Parlement anglais fut la loi du 9 juin 1921 dite loi de Sauvegarde des industries. Cette loi permit de frapper d'une taxe *ad valorem* de 33 1/3 % l'importation des articles manufacturés dont la fabrication s'était développée en Grande-Bretagne depuis la guerre et dont le Gouvernement britannique jugerait opportun de protéger la production. Ces articles étaient notamment : la verrerie d'optique, les appareils de précision, les produits chimiques, les soieries, les dentelles, les broderies, les couleurs et les matières colorantes, la quincaillerie, la coutellerie, les automobiles, etc. Cette énumération était, comme on le voit, beaucoup plus longue et beaucoup plus complète que celle des articles soumis aux tarifs Mc Kenna ; l'importance du taux de 33 1/3 % donnait bien à ces droits le caractère de droits protecteurs. Mais la protection envisagée par le législateur ne devait s'appliquer qu'éventuelle-

ment et sur la demande des intéressés. Cette loi ne reçut en fait qu'une application très restreinte, le Gouvernement devant, pour chaque cas particulier, procéder à une étude délicate et compliquée que rendait encore plus difficile l'antagonisme des intérêts particuliers. Elle fut reprise, modifiée et étendue par les lois de finances de 1925 et de 1926.

En 1925 et 1926, une série de mesures furent prises en vue d'assurer à certaines industries une protection efficace et aussi d'accroître les ressources fiscales que les douanes procuraient au Trésor. La loi Mc Kenna d'un côté, la loi de Sauvegarde de l'autre furent reprises et transformées. En même temps que les industries clefs (Key Industries) étaient protégées, un certain nombre d'industries en apparence secondaires étaient favorisées, afin de les mettre à l'abri d'une concurrence étrangère excessive. Le droit *ad valorem* de 33 1/3 % fut maintenu et le nombre des marchandises soumises à ce droit fut augmenté (verrerie de laboratoires, appareils de T. S. F., porcelaine, aiguilles, etc.). Les instruments d'optique furent même soumis à un droit *ad valorem* différent suivant les catégories et allant jusqu'à 50 %. En outre, un certain nombre de marchandises (articles de ménage en émail, etc.), furent soumises à un droit de 25 %, et d'autres, telles que le papier, les toiles d'emballage, etc., furent soumises à un droit de 16 2/3 %. Ces divers droits furent établis pour une durée de 5 ans. En même temps que ces réformes, une série de droits furent établis sur les importations de soie naturelle et artificielle, et sur les importations d'articles de soie; droits divers, spécifiques ou *ad valorem* suivant les cas et dépassant souvent 33 1/3 % de la valeur des objets taxés. Enfin, en 1928, des droits furent établis sur les hydrocarbures, et notamment sur les pétroles de provenance étrangère. Ces droits, dont le caractère était celui de droits fiscaux et de taxes de luxe, furent nettement des droits protectionnistes créant une préférence en faveur des produits de provenance impériale bien qu'ils n'aient pas été établis dans un but de protection.

Ces diverses mesures, pour autant qu'elles n'étaient que des mesures partielles revêtant le plus souvent un caractère exceptionnel, n'en avaient pas moins abouti à créer de véritables protections en faveur d'un grand nombre de produits fabriqués en Grande-Bretagne, et de nombreuses exceptions avaient été successivement apportées aux principes absolus du libre-échange. Ainsi depuis la guerre et jusqu'en 1931, comme l'a dit M. André Siegfried dans son livre, le protectionnisme avait pénétré peu à peu « dans la structure britannique à la manière d'une infiltration ». Dès avant l'adoption des mesures douanières qui ont suivi les récentes élections générales, le tarif douanier de la Grande-Bretagne procurait déjà des recettes très élevées. Au cours de l'année 1930, d'après les statistiques anglaises, le montant des droits de douane et accise s'est élevé à £ 150.919.000, soit au cours de 124 fr. 20, 18.744.264.000 francs, alors que pendant la même année, la France protectionniste n'a perçu au titre des droits de douane et des contributions indirectes que 15.891.241.000 francs. En même temps que la loi dite de Sauvegarde des industries marquait une évolution très nette vers le protectionnisme, le Gouvernement britannique cherchait à resserrer les liens économiques entre la Métropole et les divers Dominions. Il fit, à cet effet, voter une loi qui établissait un régime réciproque de préférences impériales pour les produits originaires des possessions britanniques importés en Grande-Bretagne. La tendance vers la protection et vers les avantages douaniers à accorder aux Dominions s'est donc manifestée dès après la guerre et longtemps avant le début de la crise économique.

En dépit de ces mesures et des ressources considérables qu'elles avaient fini par procurer au Trésor, on ne peut dire que la Grande-Bretagne était devenue protectionniste. Ces mesures avaient toutes une portée restreinte. Elles étaient essentiellement partielles et plus ou moins provisoires. Aucun plan d'ensemble n'avait précédé leur établissement. L'esprit fondamental de la politique commerciale

britannique demeurait du libre-échange. La Grande-Bretagne était bien encore, au début de l'année 1931, le champion du libre-échange, luttant avec autant de ténacité que par le passé contre les progrès du protectionnisme dans le monde. Au contraire, depuis la fin de l'année 1931, elle est devenue protectionniste, et les principes fondamentaux de sa politique commerciale traditionnelle ont dû être abandonnés. Quelles ont été les raisons déterminantes de ce changement et ce changement lui-même est-il aussi profond que d'aucuns l'ont prétendu ? C'est ce qu'il faut d'abord se demander. Ensuite une analyse très sommaire des mesures douanières récemment adoptées permettra d'apprécier l'importance du revirement qui s'est réalisé. Enfin il sera dit quelques mots de l'attitude générale du peuple britannique à l'égard de la protection douanière et de la tendance impérialiste, ainsi que des résultats généraux qui ont été obtenus à la conférence d'Ottawa. Ces trois points principaux feront l'objet de trois paragraphes ⁽¹⁾ :

(1) C'est à dessein que l'on n'insistera pas sur l'étude des mesures douanières parce que comme on l'a déjà indiqué, un ouvrage actuellement en préparation est consacré à l'étude proprement dite de l'évolution de la politique commerciale britannique depuis la guerre. On n'insistera pas non plus sur la controverse devenue classique du libre-échange et de la protection. Outre que cette étude présenterait peu d'intérêt après les nombreux livres parus à ce sujet, il semble qu'elle n'est pas indiquée ici, puisque comme on va s'efforcer de le démontrer, les mesures douanières britanniques ne marquent pas à proprement parler un revirement complet et définitif dans la politique économique de la Grande-Bretagne à la suite d'un succès général des théories protectionnistes sur les théories libérales, mais elles s'inspirent plutôt des nécessités du moment et revêtent essentiellement le caractère d'expédients temporaires.

Sur la controverse du protectionnisme et du libre échange, consulter le livre de Henry George : *Protection or Free Trade*, paru en 1929, avec une préface de Lord Snowden.

Sur les principes généraux des Tarifs, consulter :

1° TAUSSIG : *Tariffs*.

2° Sir William BEVERIDGE : *Tariffs; the case examined by a committee of economists under the chairmanship of Sir William Beveridge*,

§ 1^{er}. Les causes déterminantes des récentes mesures protectionnistes.

§ 2. Les traits généraux des mesures adoptées.

§ 3. La tendance impérialiste et la conférence d'Ottawa.

§ 1^{er}. *Les causes déterminantes
des récentes mesures protectionnistes* (1).

Ainsi que l'a déclaré le professeur Coatman au cours qu'il professait durant le printemps dernier à l'école de London School of Economics, « la dernière législation douanière diffère à la fois dans ses résultats immédiats et dans son but final, de la législation douanière de la guerre et de l'après-guerre. En effet, dans la dernière législation on ne trouve pas seulement le désir de protéger certaines industries clefs dans l'intérêt de la sécurité et de la défense nationale, ou bien même le désir de mettre à l'abri certaines industries contre des dangers d'apparence temporaire et qui une fois passés ne nécessiteraient plus des mesures protectionnistes. Les dernières mesures douanières visent un nombre considérable de marchandises, représentant une

(1) On ne peut donner pour justifier ce qui est dit dans ce paragraphe aucune référence à des livres déterminés ni à des études parues dans des revues économiques. Les opinions exposées ici sont des opinions strictement personnelles, acquises après la lecture des comptes rendus des séances de la Chambre des Communes à l'occasion du vote des mesures douanières et de la loi de finances de l'année 1932-1933, et acquises surtout après des conversations avec des personnalités des milieux politiques et universitaires dont la compétence en ces matières ne saurait être discutée.

La lecture dans le *Times* du compte rendu des séances de la Chambre des Communes est très instructive et montre bien l'attitude des différents partis politiques à l'égard des diverses mesures douanières, protectionnistes et préférentielles, qui ont été prises depuis l'an dernier.

très grande partie des importations britanniques. Elles ont obtenu une telle majorité au Parlement qu'il est permis de penser qu'elles sont maintenant établies pour longtemps et si elles sont sujettes à des modifications dans un proche avenir, ce sera plutôt dans le sens d'une aggravation que d'une atténuation... ».

Quelles ont été les causes déterminantes d'un pareil revirement, et comment ces mesures douanières ont-elles obtenu une telle majorité alors que depuis si longtemps la lutte avait été très vive entre les partisans du protectionnisme et ceux du libre-échange, et marquée par le succès de ces derniers ?

La première remarque qu'il convient de faire c'est que les récentes mesures douanières ont été l'œuvre du Gouvernement, réalisée avec l'appui du Parlement, mais ne sont pas issues directement de la volonté du peuple britannique. Celui-ci s'est contenté d'acquiescer une fois que les mesures ont été prises. Autrement dit la consultation électorale qui a précédé les dernières élections n'a pas comporté pour les électeurs l'obligation de se prononcer pour ou contre des mesures protectionnistes. Le succès des partis conservateurs et modérés, aux dernières élections britanniques, a été la conséquence d'un revirement de l'opinion motivé par les inquiétudes que donnaient les progrès rapides de la crise et du chômage, le commencement d'un envahissement du marché intérieur par les produits étrangers tandis que les exportations étaient arrêtées, le déficit de la balance des comptes et les exportations de capitaux, toutes ces causes ayant déterminé dans le pays une grave crise de confiance. Il se peut qu'un grand nombre de députés élus aient indiqué dans leur programme électoral la nécessité d'un recours au protectionnisme, mais encore que des nuances séparaient distinctement les divers partisans de cette nouvelle politique, ce n'était pas là le fait essentiel sur lequel le pays était consulté. Bien que les conservateurs aient obtenu aux dernières élections la grande majorité des sièges, ils furent

répartis entre de nombreux groupes différents et le nouveau parlement a bien été surtout un parlement d'union nationale.

Si on se réfère aux importantes discussions qui eurent lieu entre les principaux représentants des différents groupes, on constate des divergences d'opinions très profondes entre les membres du Parlement qui ont cependant à la presque unanimité donné leur appui aux réformes proposées. La récente scission qui vient de s'opérer à l'intérieur du Gouvernement britannique, et qui a entraîné des modifications dans la distribution des portefeuilles, montre bien l'opposition qui n'a cessé de séparer les groupes, malgré leur adhésion unanime aux mesures votées au printemps dernier.

Les récentes mesures douanières ont davantage présenté le caractère d'une expérience, que d'un triomphe définitif des idées protectionnistes en Grande-Bretagne. Pour certains de leurs promoteurs elles ont été des mesures définitives, pour d'autres elles ont représenté simplement le moyen de sortir d'une situation difficile. Tous les avis ont été unanimes pour approuver ces mesures, mais entre les uns et les autres existaient de profondes divergences.

Une opposition a été depuis longtemps marquée en Grande-Bretagne entre les intérêts de l'Industrie et ceux du Commerce, ou plus exactement entre les intérêts des industries travaillant pour le marché national et les intérêts des industries exportatrices et du commerce en général. C'est parmi les industriels que se recrutent les partisans du protectionnisme et c'est parmi les commerçants et les banquiers que se recrutent les partisans du libre-échange. C'est cette opposition d'intérêts qu'il ne faut pas perdre de vue si on veut comprendre les diverses tendances qui se manifestent dans l'opinion publique elle-même et à plus forte raison dans les partis politiques, et c'est également cette opposition d'intérêts qui donne moins de valeur à certains arguments en faveur du protectionnisme s'inspirant

de considérations sociales plutôt qu'économiques. De nombreux économistes ont présenté le protectionnisme comme un remède au chômage. Il est exact que le fait de réserver le marché national à la production nationale devait favoriser un regain d'activité de nombreuses industries, et donc une diminution du chômage dans ces industries. Mais indépendamment même d'une diminution possible du commerce d'exportation à la suite de mesures discriminatoires prises par l'Etranger, la diminution du commerce d'importation devait entraîner un ralentissement dans un certain nombre d'industries (navigation, transports, etc...), et dans les différents commerces, provoquant ainsi une augmentation du chômage. Ce furent d'ailleurs comme on le verra les conséquences des mesures douanières; conséquences particulièrement difficiles à déterminer et à apprécier. En effet, les statistiques de chômage sont dressées en évaluant le nombre de salariés assurés qui sont réduits au chômage. Tandis que la très grande majorité des ouvriers travaillant dans l'Industrie sont assurés et touchent des indemnités en cas de chômage, il n'en est pas de même des employés, courtiers, etc... qui travaillent dans les différents commerces, ni des employés et manœuvres des ports, etc... Aussi était-il très difficile d'apprécier, au moment où les mesures douanières ont été établies, si ces mesures auraient l'heureux résultat de diminuer le chômage, ou bien aboutiraient, au contraire, à l'aggraver, et il est encore très difficile aujourd'hui de se rendre compte des conséquences du protectionnisme sur le chômage, vu que les statistiques de chômage ne visent qu'une partie seulement des travailleurs privés de travail ou ne pouvant trouver autant de travail qu'ils le souhaiteraient.

Cette longue parenthèse fournit un exemple de la complexité des problèmes qui se sont posés l'an dernier et au printemps de cette année. C'est précisément parce que la protection douanière devait avoir des conséquences extrêmement nombreuses, variées, et parfois contradictoires,

qu'elle a trouvé en Grande-Bretagne de si nombreux partisans.

Un des premiers arguments en faveur d'un revirement protectionniste a été fourni par la nécessité de protéger la Grande-Bretagne contre les torts que lui causaient les progrès du protectionnisme dans le monde entier. Il n'est pas douteux que de tous les pays réunis à la conférence économique de 1927, la Grande-Bretagne a été la plus déçue par l'échec des négociations entreprises. Pour avoir voulu demeurer, malgré tous les exemples qui lui étaient donnés à l'Etranger, fidèle au libre-échange, la Grande-Bretagne a exposé son marché intérieur à l'envahissement des produits étrangers. En effet, les tarifs douaniers pratiqués à l'Etranger eurent pour double résultat de fermer les marchés étrangers aux produits britanniques et de favoriser un dumping de la part de ces pays sur le marché britannique, au plus grand détriment des producteurs britanniques. Devant cette double menace contre son commerce d'exportation et son industrie nationale, il était naturel que la Grande-Bretagne finit par imiter les autres pays et recourut elle-même au protectionnisme.

La protection douanière apparut donc à la fois comme le moyen le plus sûr de mettre les producteurs britanniques à l'abri d'une concurrence étrangère déloyale (un fair competition), et comme une arme puissante placée entre les mains du Gouvernement, de nature à déterminer d'abord des réactions de la part des pays étrangers, puis la réunion de nouvelles conférences, et finalement des ententes en vue d'un abaissement général des barrières douanières. Envisagé à ce point de vue, le protectionnisme était essentiellement un expédient momentané, destiné à faire face à une situation exceptionnelle et à hâter le rétablissement dans le monde d'une politique plus libérale. Ce fut là le principal argument des partisans du libre-échange qui donnèrent

leur approbation, au moment de la ratification et du vote des mesures douanières (1).

Un argument s'inspirant de considérations un peu analogues a été fourni par le déficit croissant de la balance commerciale, l'augmentation très rapide des importations d'articles manufacturés et semi-manufacturés et le déficit considérable de la balance des comptes pendant les neuf premiers mois de l'année 1931. Il fallait agir au plus pressé et tout tenter pour remédier au moins en partie au déficit de la balance commerciale. Comme il était difficile de trouver des mesures propres à favoriser un développement des exportations, le mieux était d'entraver dans toute la mesure du possible les importations, surtout les importations de produits manufacturés et particulièrement d'articles de luxe. La dépréciation de la monnaie britannique venait de donner en quelque sorte une prime au commerce d'exportation. On n'avait donc pas trop à craindre que celui-ci eût à souffrir des mesures douanières et des mesures de réciprocité qui seraient prises à l'Etranger, et le protectionnisme parut être le complément indispensable de la dévalorisation de la monnaie en vue d'une restauration économique du pays. Ici encore les partisans du libre-échange et les protectionnistes ont pu se mettre d'accord sur les principes de la réforme adoptée, les premiers considérant cette réforme comme temporaire, et les derniers comme essentiellement définitive et marquant un revirement complet dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne.

Un autre argument, d'une portée plus restreinte, a pu frapper certains esprits; ce fut un argument d'une nature

(1) C'est également l'argument par lequel le Comité Britannique à la Chambre de Commerce International a motivé son approbation aux mesures protectionnistes établies par les décrets Runciman, jugeant que ces mesures seraient de nature à déterminer des protestations de la part des pays étrangers, fournisseurs de la Grande-Bretagne, et à hâter de la sorte un abaissement général des barrières douanières dans le monde entier.

fiscale ayant trait à l'équilibre budgétaire. On a indiqué plus haut les sommes déjà considérables qui étaient entrées dans les caisses du Trésor pendant l'année 1930 du fait des droits de douane perçus aux frontières de la Grande-Bretagne, à une époque où la Grande-Bretagne n'était pas encore protectionniste. Avec les difficultés budgétaires de l'année 1931, après que l'opinion publique ait été renseignée par les deux rapports qui se sont complétés l'un l'autre, le rapport du comité May, et le rapport du comité Macmillan, il n'était indifférent à personne de penser que des ressources considérables pourraient être procurées au Pays par l'établissement de mesures douanières analogues à celles qui existaient dans les autres pays. Ainsi une partie importante des dépenses publiques serait payée par l'Etranger et ce serait autant de moins à réclamer aux contribuables britanniques.

Enfin d'autres arguments furent pris en considération s'inspirant nettement de la doctrine protectionniste. Ce fut d'abord l'argument de l'unité impériale, ce furent ensuite une série d'arguments ayant trait uniquement à des intérêts particuliers touchant la production et le commerce intérieur. On a indiqué comment la propagande impérialiste avait fait de gros progrès en Grande-Bretagne après la guerre, et comment la Grande-Bretagne avait été amenée à se tourner de plus en plus vers son Empire pour ses importations et pour ses marchés d'exportations. Avec la crise économique, les progrès du protectionnisme dans le monde et l'interruption des échanges commerciaux entre les peuples, il était naturel qu'une politique tendant à une union beaucoup plus étroite entre la Grande-Bretagne et les Dominions rencontrât de nombreux partisans à la fois en Grande-Bretagne et dans les Dominions. On a montré comment, depuis le début de la crise économique, les exportations britanniques ont perdu davantage de terrain sur les marchés des Dominions que sur les marchés européens par suite de l'appauvrissement des pays d'outre-mer qui, ne

pouvant plus exporter leurs matières premières, ne pouvaient plus payer leurs importations d'articles manufacturés. En dépit de cette tendance cependant très marquée en 1930 et en 1931 et qui allait à l'encontre de toutes les espérances de la doctrine impérialiste, celle-ci comptait en Grande-Bretagne des partisans de plus en plus nombreux. Placée désormais dans un monde où régnait de plus en plus le système de l'économie fermée, la Grande-Bretagne devait elle-même s'isoler du reste du monde et former avec son vaste empire une union douanière étroite et complète. Ainsi un bloc britannique s'opposerait dorénavant au bloc américain et à la multitude des états européens et asiatiques, pour le plus grand profit de la Grande-Bretagne et de ses Dominions. Cette vue est, bien entendu, une vue théorique, qui paraît sans possibilités de réalisation effective. Ce problème sera repris dans son ensemble à propos de l'étude des résultats de la conférence d'Ottawa. Il n'en est pas moins vrai que les partisans de ce système étaient nombreux, et ils le sont encore, séparés les uns des autres par de nombreuses nuances, depuis les plus ardents protectionnistes jusqu'aux plus libéraux.

Enfin de nombreux arguments furent invoqués à l'appui des mesures protectionnistes, ayant trait le plus souvent à la satisfaction d'intérêts particuliers. D'aucuns aperçurent dans la protection douanière le moyen de déterminer une hausse des prix intérieurs salulaire à l'économie nationale toute entière. C'est ainsi que M. Keynes, dès avant l'abandon de l'étalon d'or, préconisait l'établissement de tarifs douaniers destinés à la fois à rétablir la balance commerciale et à déterminer une hausse des prix de gros sur le marché intérieur. M. Keynes démontrait qu'il ne s'en suivrait pas nécessairement une hausse du prix de la vie et des salaires si des interventions énergiques s'y opposaient. Ainsi les charges des entreprises seraient d'autant diminuées, et celles-ci se voyant assuré le marché intérieur pourraient développer à nouveau leur production. Ainsi seraient

réalisées à la fois une diminution des prix de revient et une diminution du chômage. L'argument de M. Keynes ne perdit pas de sa valeur après l'abandon de l'étalon d'or. La dépréciation de la monnaie réduisit de 20 % tous les prix et tous les salaires exprimés en or. Il apparaissait souhaitable à beaucoup d'égards de déterminer alors une hausse des prix de gros en Grande-Bretagne, les salaires et les prix de détails demeurant à leur niveau actuel. Hausse des prix intérieurs, augmentation des commandes pour le marché intérieur par le fait de l'arrêt des importations, remède au chômage, tels étaient les arguments invoqués pour convaincre les derniers adversaires du protectionnisme. Même dans l'intérêt des ouvriers, on démontrait que le seul moyen d'éviter une diminution des salaires et partant une restriction du « standard de vie », expression si chère à tous les Anglais, était de provoquer une augmentation de la production destinée au marché intérieur et une hausse des prix de gros en Grande-Bretagne. Enfin les plus ardents protectionnistes, fidèles descendants des anciens partisans des cornlaws voyaient dans le protectionnisme une renaissance de la prospérité de l'agriculture et de toutes les industries domestiques autrefois sacrifiées. Ennemis du commerce international, ou bien prétendant que le commerce international ne serait plus jamais dans l'avenir ce qu'il avait été autrefois, ils démontraient que la Grande-Bretagne était vouée comme tous les autres pays à se replier sur elle-même, et à s'enfermer dans son marché intérieur, ou plutôt, dans les limites très vastes de son Empire.

En bref les opinions les plus diverses ont été émises. En dépit des divergences les plus grandes les mesures douanières ont obtenu au Parlement et dans le pays tout entier de tels suffrages que leur caractère essentiel a pu être mal interprété. Considérées par les uns comme un système définitif et par d'autres comme de simples expédients provisoires, elles ont profité pendant quelques mois de l'approbation générale. Dès le mois de mai, ou le mois de juin,

des mécontentements commençaient à se manifester, soit que certains intérêts particuliers fussent lésés, soit que d'autres n'aient pas reçu les satisfactions qu'ils escomptaient, et la scission qui vient de se produire dans le Parlement, et au sein même du Gouvernement ne laisse pas d'être significative.

Déçu par la politique générale du parti travailliste à laquelle il reprochait le déséquilibre budgétaire, l'aggravation du chômage et le déficit de la balance des comptes, le peuple britannique, par un magnifique revirement qui n'est d'ailleurs pas nouveau dans son histoire, appela au pouvoir, lorsqu'il fut consulté, les partis qui formaient l'opposition lorsque siégeait l'ancien gouvernement. L'énorme majorité des conservateurs, et les mesures douanières qui furent votées par elle ont bien pu faire croire à un revirement général de l'opinion britannique en matière de politique économique. Cependant il n'en est rien. Pour aussi sûrs d'eux-mêmes que soient les conservateurs, à l'heure actuelle, on ne peut prêter aux mesures qui ont été votées un caractère définitif qui n'a pas été le leur. Il serait impossible de prévoir, aujourd'hui, quelle sera dans l'avenir l'évolution de la politique commerciale britannique, puisqu'il est déjà très difficile d'apprécier avec exactitude ce qui s'est passé.

La Grande-Bretagne possède un marché intérieur beaucoup trop réduit pour souhaiter dans l'avenir une économie fermée. Son immense empire colonial lui offre à la fois toutes les ressources qui lui sont nécessaires et d'admirables débouchés pour ses exportations, mais cet empire n'est pas assimilable à un empire unitaire, pas même à un empire fédéral, tout juste peut-être à une confédération d'états. Chaque dominion recherche de plus en plus son indépendance et s'affranchit progressivement à l'égard de la mère patrie. Enfin et surtout il existe comme on l'a démontré des courants commerciaux contre lesquels des mesures arbitraires seraient vaines, ou bien pour être efficaces,

devraient être telles que des perturbations les plus fâcheuses et impossibles à prévoir pourraient en résulter. Malgré les apparences, le peuple anglais demeure avant tout ce qu'il a toujours été, le peuple le plus commerçant du monde entier. La Grande-Bretagne a besoin de l'Etranger; les intérêts du commerce d'exportation et ceux de la marine marchande demeurent primordiaux dans l'économie générale du Pays. Dans le dernier chapitre du présent ouvrage il sera démontré que le protectionnisme a déçu beaucoup des espérances que l'on avait tout d'abord fondées sur lui, et qu'il a eu par contre des répercussions fâcheuses dans un certain nombre de domaines, qui ne laissent pas d'être inquiétantes. La Grande-Bretagne est bien restée de tous les pays celui qui a le moins intérêt au protectionnisme. Il est probable que le protectionnisme actuel se maintiendra autant que durera la crise économique, et il ne semble pas d'ailleurs qu'il puisse être abandonné pour l'instant sans qu'il s'en suive des conséquences les plus fâcheuses et les plus graves. Mais il est probable que lorsque les temps redeviendront meilleurs, la Grande-Bretagne sera de nouveau de tous les pays la première à prendre l'initiative de la réunion de nouvelles conférences économiques, et, s'il le faut, à donner l'exemple d'une politique commerciale plus libérale. La controverse du protectionnisme et du libre échange demeure donc bien entière. Les conservateurs ont dû leur succès à l'appui momentané d'un grand nombre de partisans du libre échange qui ont compris que leur politique était incompatible avec les difficultés de l'heure présente et le protectionnisme actuel qui sévit dans le monde entier. Les récentes mesures douanières ont bien marqué un revirement complet dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne, mais rien ne permet d'augurer que ce revirement soit définitif. On sait combien ce grand pays attache peu d'importance aux vues théoriques et aux conceptions à priori, et avec quelle facilité ses dirigeants et ses hommes d'affaires passent d'un extrême à un autre,

sans chercher à justifier ces changements autrement que par le fameux « sens pratique ». Tout permet de croire que lorsqu'une prospérité nouvelle sera rétablie dans le monde, et lorsque les avantages du commerce international seront de nouveau appréciés, la Grande-Bretagne saura s'adapter aux conditions nouvelles, avec la même souplesse avec laquelle elle vient de se plier aux nécessités du moment.

§ 2. *Les traits généraux des récentes mesures douanières* (1).

M. Runciman a si bien compris l'hostilité que rencontrerait dans le Pays, et même au Parlement, les réformes qu'il proposait, s'il n'y apportait beaucoup de tact et de diplomatie, qu'il a intitulé son projet de loi : « loi sur les impor-

(1) Il ne sera fait ici qu'un exposé d'ensemble et très sommaire de l'économie de ces diverses mesures.

On peut consulter pour de plus amples renseignements :

1° Deux articles parus dans l'*Economist* en 1931, où sont exposées les mesures préconisées par certains économistes avant l'abandon de l'étalon d'or, et entre autres les théories de M. Keynes en cette matière : *Economist*, 11 avril 1931, p. 771 : Tariffs, Wages and Exports; — *Economist*, 19 septembre 1931, p. 503 : Restoring the Balance.

2° Un article de la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 novembre 1931 intitulé : L'élection générale britannique du 27 octobre; dans lequel il est fait une étude intéressante de la composition du nouveau Parlement.

3° Deux articles de la *Revue Politique et Parlementaire* de 1932 sur l'économie des mesures douanières britanniques : *R. P. E. P.*, 10 janvier 1932, p. 5 : La Protection Douanière Britannique; — *R. P. E. P.*, 10 février 1932, p. 44 : Les Débuts du Gouvernement National en Angleterre.

4° Deux articles parus dans l'*Economist* en 1932, où il est fait aussi un commentaire de ces mesures : *Economist*, 30 avril 1932, p. 953 : Our Protective Tariffs; — *Economist*, 7 mai 1932, p. 1009 : Our New Tariffs.

5° Enfin, le Rapport de l'Import Duties Advisory Committee : Import Duties : Recommendations of the Import Duties Advisory Committee; — H. M. Stationery Office, 1932, cmd. 4066.

tations anormales » (*Ab normal Importations Act*), expression fort bien choisie pour bien dire ce qu'il voulait dire tout en ne froissant personne. Par cette loi votée le 20 novembre 1931, le Gouvernement britannique obtint du Parlement l'autorisation pendant six mois de frapper les importations anormales de taxes pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur des marchandises. Ainsi un droit prohibitif put être imposé par simple décision du Board of Trade sur les produits manufacturés d'origine étrangère, objets d'un dumping, ou bien simplement entrant en quantités anormales en Grande-Bretagne. Trois listes furent dressées et firent l'objet de trois décrets successifs, dans lesquels furent énumérés à peu près tous les produits d'importance, sauf le fer et l'acier. Tous ces produits furent frappés à l'entrée d'un droit *ad valorem* de 50 %. Par ailleurs le Gouvernement britannique décida que la prohibition d'entrée des matières colorantes resterait en vigueur pendant toute l'année 1932. Ces trois décrets furent successivement rendus exécutoires le 25 novembre, le 1^{er} décembre et le 19 décembre (1). Ainsi que d'aucuns l'ont prétendu, M. Runciman, libéral et libre-échangiste d'origine n'a pris des mesures aussi dures (les industriels britanniques même les trouvèrent exagérées parce qu'elles fermaient la porte à des marchandises qu'ils ne fabriquaient pas), qu'afin de souligner leur caractère de circonstance.

Après les droits Runciman, le Parlement, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, Sir John Gilmour, décida que des décrets pourraient également frapper certains produits agricoles et horticoles d'un droit d'importation pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur des marchandises. Ainsi une série de droits à peu près prohibitifs furent établis sur les primeurs, légumes, fleurs et fruits, en attendant d'être complétés par le Wheat Quota du printemps 1932.

(1) Consulter dans l'*Economist* du 21 novembre 1931, p. 943, l'article intitulé : *Abnormal Imports*.

Ces premières mesures, comme l'a dit M. Runciman dans la déclaration qu'il fit le 16 novembre 1931 à la Chambre des Communes (1), n'ont été que des mesures provisoires, à caractère prohibitif, destinées à préparer l'élaboration et le vote d'un tarif douanier complet. Elles ne se sont d'ailleurs appliquées qu'aux marchandises importées de l'Etranger et n'ont pas frappé les produits des Dominions. Ces restrictions douanières ont été renforcées par la suite, et de la simple autorité du Gouvernement, par un protectionnisme que l'on a qualifié du nom de « protectionnisme administratif », consistant en des prohibitions sanitaires et des formalités de toutes sortes (certificats d'origine, marques de fabrique, etc.) dont la complication était faite pour décourager les importateurs. M. Runciman demeura seulement inébranlable sur la question du fer et de l'acier, et refusa de protéger les industries fondamentales de l'Angleterre, arguant que seulement 180.000 ouvriers travaillaient en Grande-Bretagne à la production du métal brut, tandis que 1.800.000 travaillaient à celle des produits finis.

Ces diverses décisions du Gouvernement anglais provoquèrent une émotion considérable dans tous les pays qui exportaient d'importantes quantités de marchandises en Grande-Bretagne. La France, la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas, notamment, demandèrent aussitôt à la Grande-Bretagne d'entamer des négociations destinées à concilier les divers intérêts en jeu. Tout en acceptant le principe de telles négociations, le Gouvernement britannique déclara que celles-ci seraient prématurées, étant donné qu'elles ne pourraient, en l'état actuel des choses, apporter aucune modification aux nouveaux tarifs établis. Ainsi donc l'Angleterre, autrefois pays libre-échangiste par excellence, avait été conduite, en moins de deux mois, à pratiquer une poli-

(1) Consulter le compte rendu de cette séance très importante dans le *Times* du 17 novembre 1931.

tique protectionniste telle, qu'elle équivalait, en réalité, au prohibitionnisme le plus rigoureux.

Pendant le printemps de l'année 1932, ces premières mesures, immédiatement établies sans études préalables, furent complétées par d'autres, et furent toutes ensuite remaniées dans l'élaboration d'un tarif complet et en apparence définitif, promulgué dans « l'Import Duties Order » du 22 avril 1932.

Entre temps des divergences d'opinions s'étaient fait jour dans le Parlement et au sein même du Gouvernement. Au Conseil de Cabinet du 22 janvier 1932, Sir Herbert Samuel, Sir Donald Maclean, Sir Archibald Sinclair et Lord Snowden faillirent donner leur démission. Ce sont ces mêmes ministres qui manifestèrent dernièrement leur mécontentement en donnant leur démission. M. Mac Donald ne réussit à les maintenir dans son Cabinet qu'en apportant une modification importante à la pratique ministérielle habituelle : il fit savoir au pays dans un communiqué officiel « que le Cabinet ne pouvant s'entendre sur les conclusions protectionnistes de l'Import Duties Advisory Committee, mais estimant nécessaire de maintenir l'unité en face des difficultés intérieures et extérieures, décidait que les ministres qui estimeraient ne pouvoir se rallier aux conclusions de la majorité de leurs collègues sur les droits de douane et sujets connexes, seraient libres de parler et de voter suivant leurs vues personnelles. »

Malgré ces conflits d'opinions, les attitudes divergentes des principaux groupes politiques et l'opposition de certains membres du Cabinet britannique, les mesures prises par le Gouvernement à la fin de l'année 1931 furent étendues, renforcées et complétées pendant le printemps 1932, par diverses mesures de détail et par deux décrets très importants : le Wheat Quota Bill, et le décret du 1^{er} mars établissant un droit général de 10 % *ad valorem* sur l'ensemble des marchandises importées, à l'exception de quelques-unes énumérées sur une liste restreinte. Ainsi, avant même le vote

de la loi du 22 avril, la Grande-Bretagne avait été progressivement dotée, avec la permission du Parlement et sur l'initiative seule du Gouvernement, d'un système protectionniste très complet, atteignant l'ensemble des marchandises importées, dont un grand nombre était, en outre, soumis à une véritable prohibition.

Le wheat quota bill fut promulgué le 24 février 1932 ⁽¹⁾. Avant lui, des droits avaient déjà été établis sur la proposition de Sir John Gilmour sur les importations de primeurs, de légumes, de fleurs et de fruits. Certains de ces droits pouvaient bien être considérés comme des impôts somptuaires, justifiés par la gravité des circonstances et la nécessité pour le peuple britannique de faire des économies en réduisant ses achats à l'Etranger. Mais, pour la plupart, ils étaient bien des droits protectionnistes et préférentiels en faveur de la production impériale. Avec le wheat quota bill on assiste à un rétablissement des anciens corn laws qui avaient motivé autrefois de si violentes protestations et dont l'abolition avait été à l'origine du libre-échange. Le wheat quota bill oblige les meuniers britanniques à incorporer dans les farines un pourcentage minimum de blé indigène et de blé colonial. Les importations de blés étrangers sont frappées d'un droit *ad valorem* de 18 %, et la faculté est accordée au Gouvernement d'élever ce droit, s'il le juge opportun, de sa propre initiative. Il est écrit en toutes lettres dans le décret que le « wheat quota bill a pour objet d'assurer aux producteurs de blé du Royaume-Uni un marché intérieur suffisant pour leur permettre de vendre leurs récoltes à des prix rémunérateurs, sans avoir besoin de réclamer des subsides au Trésor, et sans que la culture du blé soit encouragée au point de mettre en exploitation des terres défavorables à cette culture. » Ce décret est d'ailleurs

(1) Consulter le commentaire de ce décret, paru dans l'*Economist* du 27 février 1932, p. 450, sous le titre : *The Wheat Quota Bill*.

extrêmement volumineux et compliqué et il serait impossible ici d'en aborder les détails. Il marque une étape très importante dans l'évolution de la politique douanière britannique. En effet, tant qu'il ne s'était agi que de frapper les importations d'articles manufacturés et de matières premières d'une importance secondaire (on a vu que M. Runciman s'était refusé, malgré les demandes des industriels, de taxer les importations de fer et d'acier), l'opinion publique pouvait ne pas s'émouvoir et considérer ces mesures restrictives, ou même ces prohibitions, comme des remèdes temporaires nécessités par les difficultés du moment. Mais, avec l'imposition de droits sur les blés de provenance étrangère, c'était la véritable protection avec ses caractères d'autrefois qui réapparaissait. En outre, ces dernières mesures pouvaient avoir une répercussion immédiate et très sensible sur le coût de la vie, et déterminer par conséquent une diminution du salaire réel des ouvriers. Il devenait difficile aux libéraux, aux travaillistes nationalistes, et même aux éléments de gauche du parti conservateur de suivre le Gouvernement dans sa politique protectionniste.

Une deuxième mesure aussi importante que la précédente et d'un caractère beaucoup plus général fut l'imposition, par le décret du 1^{er} mars 1932 (1), d'un droit *ad valorem* de 10 % sur l'ensemble des marchandises importées en Grande-Bretagne, exception faite d'un petit nombre d'entre elles, limitativement énumérées qui furent exonérées. Ce décret se distingue de ceux qui l'ont précédé, d'abord par sa généralité, et ensuite parce qu'il a été fait à la demande de la Trésorerie et que le droit général établi par lui présente plutôt un caractère fiscal que protectionniste.

Ainsi à la veille des discussions qui devaient aboutir au vote de la loi douanière du 22 avril 1932, le système dou-

(1) Consulter un article paru, à propos de ce décret, dans l'*Economist* du 5 mars 1932, p. 499, sous le titre suivant : *Along What Road ?*

nier de la Grande-Bretagne, tel qu'il avait été établi par des mesures diverses et successives présentait les caractéristiques suivantes :

D'abord un certain nombre de marchandises étaient frappées de droits d'entrée particuliers et propres à chacune d'elles : c'étaient les droits des tarifs Mc Kenna, établis en 1915, rétablis et étendus par les lois de Finances de 1925 et de 1926.

C'étaient les droits établis par la loi de Sauvegarde des industries du 9 juin 1921, également rajeunis, modifiés, et étendus par les lois de finances de 1925 et de 1926. C'étaient les droits nouveaux établis en plus des précédents par ces mêmes lois de finances de 1925 et de 1926. C'étaient aussi les droits sur les importations de soie et d'articles de soie, établis en 1925, et les droits sur les hydrocarbures de provenance étrangère établis en 1928. En effet, toutes ces mesures, visant chacune des cas particuliers et n'ayant pas été abrogées, demeuraient en vigueur.

Ensuite un nombre important de marchandises, parmi lesquelles figuraient surtout des produits et articles manufacturés, étaient soumises au droit prohibitif de 50 % *ad valorem* établi par les trois décrets Runciman de novembre et décembre 1931 et par quelques mesures de détail prises au printemps de l'année 1932.

Ensuite un certain nombre de denrées agricoles et horticoles étaient soumises à des droits, pour la plupart très élevés, établis par décret sur l'initiative de Sir John Gilmour. Les importations de blés de provenance étrangère étaient elles-mêmes soumises à un droit *ad valorem* de 18 % et à une série de réglementations minutieuses et compliquées destinées à les réduire dans la plus large proportion possible.

Enfin un droit général de 10 % *ad valorem* était établi sur l'ensemble des marchandises importées à l'exception de certaines marchandises, limitativement énumérées, qui étaient exonérées. Ce droit général de 10 %, en compa-

raison des autres droits spéciaux et prohibitifs de 50 % et plus, paraissait avoir un caractère fiscal plutôt que protectionniste, mais complétait cependant les mesures protectionnistes déjà prises, et accordait une protection efficace à un grand nombre de produits dont les importations n'étaient pas comprises sous la rubrique des importations anormales.

L'Import Duties Act du 22 avril 1932 marque le passage de la Grande-Bretagne à un système protectionniste complet, dans lequel les différentes mesures particulières successives ont été refondues et adaptées les unes aux autres dans un vaste ensemble revêtant en apparence un caractère définitif. Cette loi a institué des droits plus ou moins élevés frappant les diverses catégories de marchandises, et n'en épargnant qu'un petit nombre mentionnées sur la liste du libre-échange (*the free list*). Elle a abrogé en même temps tous les décrets précédents, les ayant tous amalgamés dans ce tarif général et complet. En outre cette loi a accru considérablement les prérogatives de l'Import Duties Advisory Committee, en donnant à celui-ci le droit de proposer au Chancelier de l'Echiquier de rayer de la liste du libre échange (*the free list*) toutes les catégories de marchandises qu'il jugerait opportun de soumettre à des tarifs. Ainsi, l'Import Duties Act a consacré les mesures du passé, en diminuant toutefois les droits prohibitifs qui avaient été établis par les décrets Runciman et les décrets Gilmour, et il a en même temps réservé l'avenir en donnant au Gouvernement la possibilité d'augmenter par simple décret le nombre des marchandises assujetties aux droits de douane.

Avant le vote de l'Import Duties Act, les marchandises importées en Grande-Bretagne se répartissaient, comme on l'a vu, en quatre groupes : celles qui étaient soumises aux anciens droits de douane à caractère fiscal ou protecteur établis avant le mois de novembre 1931; celles qui étaient soumises aux droits autorisés par Abnormal Importation Bill et fixés ensuite par décret; celles qui étaient soumises

seulement au droit *ad valorem* de 10 % établi par l'Import Duties Order; enfin celles qui restaient admises en franchise. L'Abnormal Importation Bill et les décrets qui en déterminèrent l'application furent abrogés par l'Import Duties Act. Le principe du droit général de 10 % fut maintenu et forma la base du nouveau tarif douanier. A côté de ce droit général, des droits plus élevés furent institués pour frapper certaines catégories de marchandises, mais l'ancien taux de 50 % fut jugé excessif et un taux de 33 1/3 % fut fixé comme maximum.

A l'exception des tarifs spéciaux sur les articles et produits bruts de fer et d'acier, les nouveaux tarifs douaniers ont été établis en principe pour une durée de temps illimitée. Au contraire, les droits sur les articles et produits bruts de fer et d'acier ont été primitivement institués pour une durée de trois mois seulement. Ces tarifs spéciaux ont d'ailleurs été fort élevés puisque les droits sur le fer brut (autre que le fer fondu au charbon de bois) et sur les pièces brutes pesant moins d'un quintal a été de 10 % et fut porté ensuite à 33 1/3 %. Le droit frappant les barres de fer, poutrelles, etc... et certaines tôles de dimensions et de poids spécifiés a été primitivement de 33 1/3 %, réduit par la suite à 10 %. Ces tarifs spéciaux sur les importations de fer et d'acier ont été particulièrement rigoureux pour les industries utilisant ces marchandises comme matières premières. On a vu que M. Runciman s'était formellement opposé à leur établissement au moment où furent pris les décrets sur les importations anormales. L'établissement de ces droits a marqué un pas de plus, et fort important, vers le protectionnisme.

Le trait essentiel de la loi de douanes du 22 avril c'est que les droits établis par elle ont une absolue fixité : ils ne représentent pas des tarifs maxima qui pourraient servir d'unités aux prochaines conférences commerciales et permettre au Gouvernement britannique, en étant abaissés par lui à un minimum en faveur de certains pays, d'obtenir de

ces pays des avantages réciproques. Ce sont tout simplement des droits perçus d'une façon uniforme sur les différentes catégories d'importations auxquelles ils se réfèrent, quelle que soit l'origine de ces importations. Mais une vaste exception a été faite en faveur des produits d'origine impériale, pour lesquels on a décidé qu'on ne les soumettrait à aucun droit jusqu'aux décisions qui seraient prises à la conférence d'Ottawa. Ainsi donc la préférence impériale a joué d'une façon absolue jusqu'à la conférence d'Ottawa, dont on étudiera les décisions dans le prochain paragraphe. On remarquera d'ailleurs qu'exception faite de la préférence impériale qui fut ainsi accordée à titre provisoire, le Gouvernement britannique ne pouvait pas faire de distinctions entre les pays étrangers étant donné qu'il était lié vis-à-vis d'un grand nombre d'entre eux par la clause de la nation la plus favorisée, qu'il ne lui était permis de dénoncer qu'après un préavis assez long de trois, six, ou, plus généralement, douze mois. Si donc il avait accordé des avantages particuliers à un pays déterminé, il aurait dû accorder immédiatement les mêmes avantages à tous les pays avec lesquels il était lié par cette clause, et il en serait résulté une diminution immédiate et considérable de l'efficacité des nouvelles mesures douanières de la Grande-Bretagne. Les avantages accordés aux pays de l'Empire, par la préférence impériale jouant d'une manière absolue, ne l'ont été qu'à titre provisoire, et, de plus, il est difficile de savoir, en raison des nombreuses contradictions formulées dans les milieux britanniques, si la préférence impériale tombe ou non sous le coup de la clause de la nation la plus favorisée ⁽¹⁾. Cette question délicate a d'ailleurs fait l'objet des plus vives discussions, et des principaux désaccords, à la conférence d'Ottawa,

(1) Consulter au sujet de la difficulté de concilier à la fois les nouveaux tarifs douaniers, la préférence impériale et la clause de la Nation la plus favorisée, un article paru dans *l'Economist* du 27 février 1932, p. 449, sous le titre : *Most Favoured Nation*.

comme on le verra dans l'étude des résultats généraux obtenus à cette conférence.

L'économie générale du système définitif établi par l'Import Duties Act du 22 avril 1932 est la suivante :

Toutes les marchandises, à l'exception de celles qui sont énumérées sur la liste du libre échange (*free list*), et à l'exception aussi de celles qui sont soumises, telles que le tabac et le pétrole, aux anciennes lois de douanes antérieures à celles de 1931-1932, sont assujetties à un droit d'entrée général, *ad valorem*, de 10 %. La valeur des marchandises importées est la valeur inscrite sur les factures.

Exceptionnellement un nombre d'ailleurs important de marchandises, ne sont pas soumises au droit général de 10 % et sont assujetties, suivant les catégories auxquelles elles appartiennent, à des droits plus élevés de 15, 20, 25, 30, 33 1/3 %. Les marchandises les plus diverses sont comprises dans ces catégories plus lourdement taxées. Ce régime plus rigoureux s'inspire à la fois du désir de protéger le marché intérieur et de favoriser certaines industries nationales, et du désir de taxer spécialement certains produits de luxe, ou tout au moins, dont la consommation peut être considérée comme superflue et n'entre pas dans les nécessités de la vie courante. Une énumération sommaire de ces marchandises taxées spécialement donne une idée de leur grande diversité.

Les marchandises importées en Grande-Bretagne sont réparties par la loi du 22 avril, entre les catégories suivantes :

1° Les marchandises admises en franchise, énumérées limitativement sur une liste, et parmi lesquelles le Gouvernement britannique a la faculté de choisir celles qu'il juge opportun de soumettre à un droit d'entrée, en les rayant purement et simplement de la liste du libre échange, au moyen d'un décret;

2° Les marchandises soumises au droit général de 10 %. Ce sont toutes les marchandises, exception faite de celles qui sont énumérées sur la liste d'admission en franchise et de celles qui sont soumises à des droits spéciaux (lois antérieures aux mesures douanières de 1931-1932) et aux droits plus élevés prévus par l'Import Duties Act du 22 avril;

3° Les marchandises soumises à un droit de 15 %. Ce sont, par exemple, les tuiles, les plaques de verre, l'amiante, le granit, le marbre, les ardoises, les cadres des fenêtres, l'or en feuilles, les fourchettes, les pelles, les machines agricoles, le bois de charpente, les câbles, les vêtements de cuir, certains articles de papier, les fourrures, les courroies de transmission, etc...;

4° Les marchandises soumises à un droit de 20 %. Ce sont, par exemple, les conserves de légumes (sauf les conserves de tomates), les poteries, les ampoules électriques, les articles de ménage en verre, les bouteilles et cruches de verre, les meubles de métal, la vaisselle, les poêles, les grilles, divers articles de fer et d'acier (par exemple, tuyaux, matériels de chemins de fer et de tramways, articles en fils de fer, ressorts, clous, vis et punaises, attaches, etc...), divers articles de métaux autres que le fer et l'acier, les articles de coutellerie, les serrures et les clefs, les outils, les matériels électriques, toutes les machines qui ne figurent pas dans l'autres catégories, articles de bois, articles textiles, sacs, filés, vêtements, souliers, chapeaux, tous les produits chimiques qui ne figurent pas dans d'autres catégories, les savons, bougies, etc..., les articles de sellerie, la papeterie, les articles de caoutchouc, le linoléum, les balais et brosses, les articles de liège, les parapluies et cannes, les plumes, stylographes, etc...;

5° Les marchandises soumises à un droit de 25 %. Ce sont, par exemple, les conserves de fruits (non sucrées), les plaques photographiques (non développées) et les films,

les malles et les valises, les armes et munitions, les jouets, les pipes, les articles de sport, etc...;

6° Les marchandises soumises à un droit de 30 %. Ce sont, par exemple, les articles de toilette, les perles, bijoux, fleurs artificielles, les articles de bijouterie en or, les articles en ivoire, et toute une série de marchandises de luxe atteignant des prix élevés, etc...;

7° Les marchandises soumises à un droit de 33 1/3 %. Ce sont, par exemple, les roulements à billes, certains produits lourds des industries chimiques, les bicyclettes et les accessoires de bicyclettes, les glaces, certains articles de fer et d'acier, etc...

Cette liste, trop brève pour avoir une valeur par elle-même, et un peu fastidieuse par sa longueur, montre bien la diversité très grande des marchandises rangées dans ces différents groupes. Elle montre bien que le tarif britannique n'a pas été le résultat d'une longue étude minutieuse et de classifications logiques gouvernées par des principes théoriques, mais qu'il a consisté dans un ensemble de mesures les plus diverses, réunies ensemble sans qu'il existât entre elles aucun lien apparent.

L'Import Duties Act a bien fondu dans un ensemble cohérent les nombreuses mesures qui avaient été prises depuis le 20 novembre 1931 et qui présentaient toutes le caractère d'expédients momentanés destinés à faire face à une situation exceptionnelle. Mais il ne peut être considéré comme une mesure définitive. Depuis qu'il a été voté il a été complété par toute une série de dispositions particulières dans le détail desquelles on ne peut entrer ici. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'en mai et en juin dernier la législation douanière britannique était en pleine évolution et elle l'est encore aujourd'hui. Après les véritables prohibitions instituées par les décrets Runciman, des droits plus modérés sont intervenus, mais, en même temps, le champ d'application des mesures douanières s'est agrandi et renferme

aujourd'hui la presque totalité des importations. Le nouveau Tarif britannique ne présente nullement les caractères scientifiques des tarifs des pays continentaux, comme la France, qui sont depuis longtemps protectionnistes. Ce n'est pas à dire que les nouvelles mesures n'ont pas été prises en connaissance de cause, mais elles ne forment qu'un ensemble disparate, n'ayant entre elles aucun lien logique qui permette de les distinguer et de les comparer. Le protectionnisme de la Grande-Bretagne présente essentiellement le caractère d'un provisoire, et il ne peut pas en être autrement, étant donnée la diversité des opinions manifestées au Parlement et dans le sein même du Gouvernement. Il y a eu une contradiction évidente entre les déclarations de M. Baldwin et de M. Runciman au cours des discussions à la Chambre des Communes d'après lesquelles le tarif douanier devait surtout être considéré comme une arme puissante mise entre les mains du Gouvernement afin de permettre à ce dernier d'obtenir des concessions de la part des pays étrangers dans les prochaines conférences économiques, et les recommandations de l'Advisory Committee de ne procéder à aucun abaissement de tarifs pendant les douze mois postérieurs à la mise en vigueur de la loi du 22 avril. La protection adoptée par la Grande-Bretagne est encore modérée, mais elle est particulièrement sensible aux pays demeurés à l'étalon d'or. En effet, pour ces pays, la prime du change doit être ajoutée aux tarifs frappant leurs exportations sur le marché britannique, ce qui rend la protection de ce marché d'autant plus efficace.

C'est ainsi que la France, la Belgique, l'Allemagne, ont été particulièrement atteintes par les mesures protectionnistes de la Grande-Bretagne, de même que tous les pays demeurés à l'étalon d'or et qui exportaient des quantités importantes de marchandises à destination du marché britannique.

On a calculé, en prenant pour base les importations britanniques en 1930, que 33 % du total des importations

figurent sur la liste des produits exemptés de droits (principalement des denrées alimentaires et des produits bruts); 17 % de ce total sont soumis à des réglementations douanières antérieures à celles de 1931, 1932; 40 % tombent sous les droits de la loi de douanes; enfin 10 % correspondent à des marchandises d'origine impériale, soumises à des droits spéciaux, et exemptées provisoirement de tout droit d'entrée jusqu'aux décisions prises à la Conférence d'Ottawa.

Les tableaux reproduits plus loin et extraits du Board of Trade Journal montrent bien les progrès réalisés dans la protection, ainsi que l'importance respective des charges supportées par les diverses catégories de marchandises. Les chiffres pris pour base de ces calculs sont les valeurs des importations britanniques en 1930. Un troisième tableau montre l'augmentation énorme du champ d'application des mesures douanières à caractère fiscal aussi bien que protectionniste entre 1930 et le printemps de l'année 1932.

L'INCIDENCE DES NOUVELLES MESURES DOUANIERES
SUR LES IMPORTATIONS BRITANNIQUES,
CALCULEE EN PRENANT POUR BASES LES VALEURS
DES IMPORTATIONS EN 1930

Tarifs	Denrées alimentaires et tabac	Matières premières	Produits manufacturés et semi- manufacturés	Total
	£ millions	£ millions	£ millions	£ millions
10 %	148.8	54.8	62.2	266.0
15 %	—	—	15.7	15.7
20 %	4.2	—	99.2	103.5
25 %	1.0	—	4.1	5.2
30 %	0.1	—	2.8	2.9
33 1/3 %	—	—	15.7	15.7
TOTAL :	154.3	54.8	200.0	409.3

ANALYSE DU COMMERCE D'IMPORTATION DE 1930,
LES MARCHANDISES ETANT CLASSEES
SUIVANT LES PRINCIPALES CATEGORIES
TAXEES ACTUELLEMENT

	Admission en franchise £ millions	Anciens droits fiscaux £ millions	Anciens droits protecteurs £ millions	Nouveaux droits protecteurs £ millions
<i>Importations de provenance étrangère :</i>				
Denrées alimentaires.....	87.6	55.0	—	154.3
Matières premières.....	106.7	—	—	54.8
Produits manufacturés.....	3.5	61.0	12.0	200.0
TOTAL.....	198.3	116.0	12.0	409.3
<i>Importations de provenance impériale :</i>				
				provisoirement exemptées
Denrées alimentaires.....	61.7	54.4	—	61.9
Matières premières.....	68.9	—	—	19.8
Produits manufacturés.....	3.4	1.2	1.0	24.9
TOTAL.....	136.7	55.6	1.0	107.4
TOTAL général.....	335.0	171.7	13.0	516.7

LES IMPORTATIONS DE 1930 REPARTIES PAR CATEGORIES

CATÉGORIES	Répartition de ces importations d'après leur taxation en 1930		Répartition de ces importations d'après leur taxation actuelle	
	Répartition en valeurs	Répartition en pour cent	Répartition en valeurs	Répartition en pour cent
	£ millions	%	£ millions	%
<i>Denrées alimentaires :</i>				
Admises en franchise...	400	38 $\frac{1}{4}$	211	20 $\frac{1}{2}$
Taxées.	75	7 $\frac{1}{4}$	264	25 $\frac{1}{2}$
TOTAL.....	475	46	475	46
<i>Matières premières :</i>				
Admises en franchise...	250	24 $\frac{1}{4}$	195	19
Taxées.	—	—	55	5 $\frac{1}{4}$
TOTAL.....	250	24 $\frac{1}{4}$	250	24 $\frac{1}{4}$
<i>Produits manufacturés et semi-manufacturés :</i>				
Admis en franchise.....	232	22 $\frac{1}{2}$	32	3
Taxés.	75	7 $\frac{1}{4}$	275	26 $\frac{1}{4}$
TOTAL.....	307	29 $\frac{1}{4}$	307	29 $\frac{1}{4}$
TOTAL général.....	1.032	100	1.032	100

Tels sont les traits essentiels du nouveau système protectionniste élaboré en Grande-Bretagne. On ne pouvait l'étudier ici avec de plus amples détails parce qu'un livre entier aurait dû alors lui être consacré. On s'est efforcé de mettre en lumière le caractère franchement protectionniste de ces mesures; protectionnisme aggravé du fait de la dépréciation de la monnaie britannique. Le protectionnisme britannique tel qu'il existe aujourd'hui marque bien, en dépit des mesures douanières qui ont été prises successivement pendant les années d'après-guerre, un revirement complet dans la politique commerciale de la Grande-Bretagne. Mais on ne peut considérer le protectionnisme actuel comme marquant la fin d'une évolution et constituant en lui-même un système définitif. Dans sa structure même, l'Import Duties Act du 22 avril ne marque qu'une étape dans l'évolution qui s'est produite depuis la fin de l'année 1931. Il est impossible de prévoir ce qu'il adviendra dans l'avenir. On sait avec quelle facilité les revirements d'opinions s'opèrent en Angleterre, et les dernières mesures douanières en ont été la preuve la plus éclatante. La spontanéité avec laquelle ont été prises ces mesures, la rapidité avec laquelle on s'est efforcé de donner des solutions à des problèmes pourtant des plus difficiles, et, l'opposition irréductible qui demeure, entre les groupes politiques qui ont cependant tous collaboré à l'établissement des tarifs, tendent à donner au protectionnisme actuel un caractère essentiellement provisoire.

Le système douanier de la Grande-Bretagne est aujourd'hui formé par la réunion d'un ensemble d'expédients et il est encore très loin de présenter les caractères de coordination scientifique et logique nécessaires pour en faire un système définitif.

§ 3. *La préférence impériale*
et la conférence d'Ottawa.

La Grande-Bretagne possède un marché intérieur beaucoup trop restreint pour pouvoir s'isoler complètement du reste du monde, à l'exemple d'un grand pays protectionniste comme les Etats-Unis, ou bien de pays plus petits comme la France, mais dans lesquels la production industrielle est loin d'être aussi développée qu'en Grande-Bretagne, et la population n'est pas aussi dense. Aussi le protectionnisme britannique n'est-il possible que dans le cadre beaucoup plus large de l'Empire tout entier, et il doit avoir pour base une union douanière étroite entre les pays qui forment ce vaste ensemble ⁽¹⁾.

De bonne heure des tentatives furent faites pour unir plus étroitement la Grande-Bretagne et ses possessions d'outre mer en matière commerciale, mais l'idée de la préférence impériale proprement dite n'apparut qu'assez tardivement. Durant le XVII^e et XVIII^e siècles, toutes les règles qui furent établies en cette matière le furent exclusivement dans l'intérêt de la mère patrie : mesures tendant à développer les débouchés des industries britanniques aux colonies, actes de navigation prescrivant l'utilisation seulement de navires anglais pour les échanges entre les colonies et la métropole, priorité de l'Angleterre en matière commerciale sur tous les autres pays commerçant avec les colonies britanniques, etc...

Au XIX^e siècle on commença à prendre en considération les intérêts des Colonies en même temps que ceux de la

(1) Consulter l'article paru dans *l'Economist* du 4 juin 1932, p. 1229, intitulé : *Imperial Preference* (les articles de *l'Economist* sont intéressants, d'un point de vue critique, par les arguments qu'ils donnent contre le protectionnisme et en faveur du libre échange).

Métropole. En 1813 fut établi en Grande-Bretagne le premier droit préférentiel : ce fut un droit préférentiel au profit des vins du Cap, importés en Grande-Bretagne. Le résultat de cette préférence fut magnifique; en moins de dix ans, les importations de vins du Cap décuplèrent. En 1860 elles atteignirent 600.000 gallons. Mais alors les principes du libre-échange absolu triomphèrent et le droit fut supprimé. En 1870 les importations de vins du Cap n'étaient plus que de 40.000 gallons et en 1896 elles furent inférieures à 10.000 gallons. Ce fut là l'unique expérience de droit préférentiel qui fut faite au cours du XIX^e siècle, et, ses résultats furent entièrement concluants.

La grande propagande en faveur de l'unité impériale a commencé avec Joseph Chamberlain, en 1895. A cette époque, la concurrence que faisaient les producteurs étrangers aux industries et au commerce britannique commençait à être cruellement ressentie par ces derniers, et un très gros effort fut fait pour développer les marchés intérieurs de l'Empire. Déjà, en 1887, on avait admis le principe de conférences impériales périodiques, réunies tous les quatre ans, et un secrétariat permanent avait été institué. Une active propagande était faite en Grande-Bretagne pour encourager les achats de produits impériaux, et le Merchandise Mark Act de 1887, repris en 1926, avait créé l'obligation d'estampiller tous les articles manufacturés avec des timbres indiquant la provenance. En même temps le financement des Dominions et des Colonies par les capitaux de la métropole était pratiqué sur une vaste échelle. Le Colonial Stock Act de 1900 (Trustee Security Act) institua une série d'avantages et de mesures de faveur au profit des valeurs mobilières impériales émises sur le marché de Londres et de leur souscription par des nationaux britanniques. Cette loi demeura en vigueur jusqu'en 1925; elle fut remplacée par le Trustee Act de 1925. Enfin, quelques mesures particulières furent prises pour soustraire la production impériale aux dangereux effets d'une concurrence étrangère exces-

sive : ainsi la Convention du Sucre, en 1902, prohiba les importations de sucre en Grande-Bretagne provenant de pays accordant des primes à l'exportation (Russie, Danemark, République Argentine, Espagne). Il s'en suivit un développement considérable de l'industrie du sucre dans les Indes Occidentales britannique, et partant, un progrès important des exportations de machines de la Grande-Bretagne a destination de ces colonies.

Jusqu'à la guerre les avantages consentis en matière commerciale par la Grande-Bretagne à ses Dominions et Colonies se bornèrent à ces quelques mesures de détails et à une active propagande.

La propagande officielle et les initiatives privées déterminèrent un très gros essor des échanges entre la métropole et ses possessions d'outre mer. Mais les principes du libre échange triomphèrent de toutes les propagandes impérialistes et les tentatives protectionnistes de Joseph Chamberlain aboutirent à un échec retentissant aux élections de 1910.

Jusqu'à la guerre le principe de tarifs préférentiels ne fut pas admis en Grande-Bretagne, et l'initiative de la préférence impériale partit des Dominions. Le premier pas fut fait dans ce sens par le Canada, en 1897, lorsqu'il réduisit d'un huitième les droits de douane frappant les produits d'origine britannique, tandis qu'il continua à percevoir la totalité de ces droits sur les produits d'origine étrangère. Cette préférence fut augmentée en 1898, et, en 1900, elle fut portée à un tiers. Elle ne fut pas instituée seulement en faveur de la Grande-Bretagne, mais aussi en faveur des autres possessions britanniques. La conférence impériale de 1902 marque le début de la politique impériale préférentielle. Les Dominions s'engagèrent, à cette conférence, à accorder des préférences aux produits britanniques, et par la suite, des tarifs préférentiels furent établis successivement dans la plupart des Dominions.

Le tarif canadien de 1903 comporta trois échelles de tarifs :

- 1° Un tarif maximum frappant les pays étrangers;
- 2° Un tarif intermédiaire accordé à certains pays après négociation et de 15 % inférieur au tarif maximum;
- 3° Un tarif impérial.

En outre, les produits de provenance allemande furent frappés d'une surtaxe d'un tiers.

En Afrique du Sud, une réduction de 25 % fut accordée, en 1903, aux produits britanniques taxés *ad valorem*, et cette préférence fut étendue, en 1906, aux produits britanniques frappés de droits spécifiques. En même temps les taxes frappant les produits étrangers furent augmentées.

En Nouvelle-Zélande, des droits additionnels furent établis en 1903 sur les produits étrangers, et en 1907, la préférence accordée aux produits provenant de la Grande-Bretagne fut étendue à tous les produits d'origine impériale. Ainsi progressivement, depuis 1900 jusqu'en 1914, chaque Dominion accorda des préférences aux produits provenant de Grande-Bretagne et étendit ensuite ces préférences à tous les produits d'origine impériale. Ainsi s'est créé peu à peu un vaste ensemble de préférences douanières englobant tout l'Empire. Il serait difficile d'affirmer dans quelle mesure la préférence impériale a développé les relations commerciales à l'intérieur de l'Empire, mais que ce soit sous la dépendance de cette cause ou d'autres, un fait certain c'est que le commerce entre la Grande-Bretagne et les Dominions s'est accru dans des proportions considérables entre 1900 et 1914.

Si la politique commerciale impériale n'a consisté avant la guerre, de la part de la Grande-Bretagne, qu'en des mesures de pure propagande, une tendance tout à fait différente s'est manifestée depuis la guerre (1). A l'exception

(1) Consulter le livre de Lord MELCHETT : *Imperial Economic Unity*, principalement le chapitre V.

d'un droit d'importation réduit sur le blé, d'avril 1902 à juillet 1903, d'une faible discrimination dans les droits sur le tabac brut, et des tarifs Mc Kenna de 1915, le système douanier de la Grande-Bretagne, jusqu'en 1919, ne contenait que des mesures purement fiscales et non protectionnistes. En 1919, les tarifs furent modifiés une première fois en faveur de l'Empire : 5/6 des droits (purement fiscaux) perçus sur certains produits tels que le thé, le café, le cacao, les groseilles, les fruits secs, le sucre, etc... furent alloués en franchise aux produits de provenance impériale. En 1923, certains produits impériaux furent complètement exonérés de taxes : fruits secs, tabac, groseille, vins, pommes, saumon, etc... et le nombre de produits impériaux bénéficiant d'une réduction de droits fut augmenté. En 1925, une préférence de 4 shilling 3 1/3 pence par cwt fut accordée au sucre de provenance impériale. La préférence déjà accordée aux vins et aux tabacs impériaux fut augmentée par une élévation des droits perçus sur les produits de provenance étrangère. Les tarifs Mc Kenna furent rétablis, des préférences étant accordées aux produits et articles manufacturés de l'Empire. En 1926 des droits préférentiels furent établis sur les importations de bière pour une durée de dix ans. En 1927, les droits de douane établis sur les verreries et les poteries comportèrent une préférence du tiers pour les produits de l'Empire. En 1928, les droits frappant les importations de sucre brut furent abaissés, afin d'encourager le développement des raffineries en Grande-Bretagne. La préférence sur les importations de sucre raffiné, au profit du sucre impérial, fut augmentée. Des droits d'entrée furent établis sur les boutons, récipients émaillés, etc... avec préférence du tiers au profit de l'Empire. En 1929, le thé de provenance impériale fut entièrement exonéré de droits.

Ainsi chacune des lois de finances annuelles développait le champ d'application des préférences déjà en vigueur et en augmentait le nombre. Un certain nombre de lois par-

ticulières vinrent renforcer ce système : pour ne citer que les plus importantes :

1° Le Dyestuff Import Regulation Act de 1920, prohibant les importations de colorants en Grande-Bretagne. Ces importations ne purent plus se faire que moyennant une autorisation expresse du Board of Trade. Mais cette interdiction ne visa que les importations de provenance étrangère, et aucune restriction ne fut apportée aux importations de colorants provenant de l'Empire;

2° La loi de sauvegarde des industries, de 1921, n'a visé expressément que les importations de produits manufacturés d'origine étrangère et n'a apporté aucune restriction aux importations d'origine impériale;

3° Enfin le Cinematograph Film Act de 1927 oblige les cinémas britanniques à donner en représentation une proportion croissante de films britanniques, de manière à protéger les entreprises cinématographiques britanniques et impériales contre la concurrence des firmes étrangères (principalement américaines). La création de l'Empire Marketing Board en 1926 a bien marqué le désir du Gouvernement britannique de concentrer tous ses efforts sur le développement du commerce inter-impérial. La tendance de plus en plus marquée en Grande-Bretagne de favoriser l'achat, par les consommateurs, des marchandises impériales au détriment des marchandises étrangères, achemina progressivement la politique commerciale britannique vers la protection. Avant même les récentes mesures douanières la préférence impériale était déjà très développée. D'un côté les mesures protectionnistes particulières et exceptionnelles de la guerre et de l'après-guerre, l'avaient formellement établie. D'un autre côté, de nombreuses mesures douanières, à l'origine purement fiscales, ont perdu progressivement ce caractère, pour devenir des mesures préférentielles et par là même protectionnistes. Le fait que l'importance relative des échanges avec l'Empire, dans l'ensemble du commerce extérieur britannique, entre 1923 et 1929 s'est élevée de 37 % à 41 %

est une preuve de l'activité de la politique impériale poursuivie, et de son succès.

L'étude qui a été faite de la répartition géographique du commerce extérieur britannique a montré qu'en dépit des progrès très sensibles réalisés depuis la guerre dans les relations économiques inter-impériales, les échanges commerciaux de la Grande-Bretagne et des pays étrangers sont demeurés extrêmement importants, et leur importance relative s'est plutôt accrue qu'elle n'a diminué depuis que sévit la crise économique. La distribution du commerce d'importation et d'exportation pendant l'année 1931 a été la suivante :

Importations provenant des pays européens.....	44.6 %
Importations provenant des pays extra-européens...	26.6 %
Importations provenant des pays britanniques.....	28.8 %
Exportations destinées aux pays européens.....	37.6 %
Exportations destinées aux pays extra-européens....	18.6 %
Exportations destinées aux pays britanniques.....	43.8 %

On a vu, en outre, que le commerce extérieur des Dominions, à l'origine à peu près monopolisé par la Grande-Bretagne, s'est orienté progressivement et pour une large part vers les pays étrangers au détriment du commerce avec la métropole. Comme depuis la guerre, exception faite de la période de crise actuelle qui doit être considérée comme une période exceptionnelle, le commerce extérieur de la Grande-Bretagne a tendu à s'orienter davantage vers les pays de l'Empire, au détriment des échanges avec les pays étrangers, le problème qui se pose est de savoir si la Grande-Bretagne doit tout faire pour encourager une accentuation de cette tendance, ou bien si, au contraire, il est de son intérêt de demeurer sur une certaine réserve. En supposant un instant que le total des importations britanniques

puisse un jour provenir exclusivement des pays de l'Empire (ce qui serait réalisable étant donnée l'immensité et la variété des ressources de l'Empire Britannique) et que toutes les exportations soient exclusivement destinées à l'Empire, quel avantage en résulterait-il pour la Grande-Bretagne et pour l'Empire? Si le volume des exportations britanniques demeurait le même qu'il est actuellement, et si le volume des importations n'était pas non plus modifié, il n'y aurait à priori aucun désavantage pour la Grande-Bretagne. La Grande-Bretagne y gagnerait même une indépendance économique beaucoup plus grande, et, dans une ère de protectionnisme comme celle qui a traversé le monde depuis la guerre, la Grande-Bretagne ne pourrait que tirer un gros profit d'un maintien du libre échange à l'intérieur de l'Empire, celui-ci étant mis à l'abri de la concurrence éurangère par des barrières douanières élevées. Mais outre qu'une telle conception est purement gratuite et ne pourra jamais exister autrement que dans l'esprit de quelques théoriciens dangereux, elle prête à d'importantes critiques.

A la fois du côté de la Grande-Bretagne et du côté des Dominions, un recours abusif à la préférence impériale présenterait de gros inconvénients. Autant il est souhaitable que grâce à une habile propagande et une coopération efficace des intéressés, les relations commerciales inter-impériales deviennent de plus en plus étroites et nombreuses, autant il serait dangereux de les encourager par des mesures arbitraires. La Grande-Bretagne a été précédée par les Dominions dans la voie de la préférence impériale. Avant la guerre aucun tarif préférentiel n'existait en Grande-Bretagne au profit des produits d'origine impériale. Au contraire des préférences étaient accordées par tous les Dominions aux produits britanniques. Cette divergence de politiques est aisément explicable. Tandis que les Dominions étaient tous protectionnistes et pouvaient aisément accorder des faveurs aux produits britanniques en abaissant les droits frappant

ces produits, la Grande-Bretagne était fidèle au régime du libre-échange, et, pour accorder des préférences aux produits d'origine impériale, il lui aurait fallu d'abord établir des droits protecteurs. Après la guerre, on a vu comment des préférences de plus en plus nombreuses furent accordées aux produits impériaux, par le jeu de mesures exceptionnelles telles que la loi de sauvegarde des industries, et plus généralement par le moyen de dégrèvements fiscaux au profit de ces produits. Aujourd'hui, l'application de tarifs préférentiels n'est plus aussi délicate puisque la Grande-Bretagne est devenue protectionniste, mais les dangers d'une telle politique demeurent les mêmes.

Au point de vue de la Grande-Bretagne, d'abord, et en dépit des progrès réalisés dans ses relations commerciales avec l'Empire, ses échanges avec les pays étrangers conservent une importance prépondérante. La Grande-Bretagne trouve chez les pays européens et chez certains pays extra européens des fournisseurs et des clients dont elle ne peut pas se passer. La distance, en effet, qui sépare la Grande-Bretagne de certaines de ses possessions d'outre-mer est considérable. D'autre part, les Dominions ne sont pas encore outillés et parvenus à un développement économique suffisant pour pouvoir se substituer immédiatement et complètement à certains fournisseurs de la Grande-Bretagne, très évolués et très spécialisés, comme le Danemark, par exemple. L'établissement de tarifs prohibitifs sur les importations de provenance étrangère aurait probablement pour résultat une hausse du prix de la vie en Grande-Bretagne, en même temps que les approvisionnements des industries seraient rendus plus difficiles et plus onéreux. Une crise grave ne tarderait pas à se produire. De même les exportations britanniques ne pourront pas avant très longtemps trouver sur les marchés de l'Empire des débouchés suffisants pour les absorber en entier, et comme des mesures prohibitives prises par la Grande-Bretagne ne manqueraient pas d'avoir pour contre-partie des mesures analogues

dans les pays étrangers, il s'en suivrait un déclin rapide du commerce d'exportation de la Grande-Bretagne ⁽¹⁾.

Au point de vue des Dominions, ensuite, il leur est difficile d'accorder à la Grande-Bretagne, dans la mesure où celle-ci le souhaiterait, des préférences douanières, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord il est de l'intérêt des Dominions d'encourager le développement de leurs propres industries nationales, et dans ce but, ils doivent, comme tous les pays neufs, être protectionnistes, et protéger leurs industries aussi bien contre une concurrence excessive de la Grande-Bretagne que contre la concurrence étrangère. De plus, les Dominions ont intérêt à développer leurs relations commerciales avec les pays étrangers, soit que certains de ces pays soient plus rapprochés, par leur situation géographique, que les autres pays britanniques et à plus forte raison que la Grande-Bretagne, soit que ces pays soient à même de fournir à meilleur compte les marchandises importées par les Dominions et d'acheter de plus grandes quantités de marchandises exportées par eux que ne pourrait le faire la Grande-Bretagne. Enfin, les Dominions ne peuvent, pas mieux que la Grande-Bretagne, se passer de la clientèle étrangère pour leurs exportations. Un grand nombre de denrées alimentaires et de matières premières sont produits par l'Empire en quantités supérieures aux besoins des pays britanniques et de la Grande-Bretagne. Une partie de la production doit donc être exportée chaque année à destination de l'Etranger. C'est ainsi que les tarifs préférentiels accordés par la Grande-Bretagne, s'ils sont excessifs, peuvent nuire aux intérêts des Dominions comme à ceux

(1) Consulter le Rapport de la Fédération des Industries Britanniques, paru en 1931, sous le titre : « *Industry and the Nation* ». — Consulter dans le *Times* du 14 avril 1932, le compte rendu du commentaire qui a été fait de ce rapport par Sir James Lithgow, président de la Fédération des Industries Britanniques, au meeting annuel de la Fédération, en 1932.

de la Grande-Bretagne. A ne prendre comme exemple que le blé, la laine et le jute, ce sont là trois marchandises qui sont produites chaque année dans l'Empire Britannique en quantités très supérieures à celles que réclame la consommation impériale. Or la Grande-Bretagne importe chaque année des quantités très importantes de laine et de blé étrangers. A supposer que la Grande-Bretagne parvienne, par des tarifs très élevés sur les importations de ces marchandises de provenance étrangère, à éliminer complètement celles-ci au profit des importations de marchandises impériales, les marchés extérieurs à l'Empire se trouveront encombrés de marchandises que n'aura pas achetées la Grande-Bretagne, ce qui limitera d'autant les exportations des Dominions à destination de ces marchés. Pour peu que des mesures de réciprocité rigoureuses soient prises sur ces marchés étrangers à l'égard des produits britanniques, les exportations des Dominions pourront, de ce fait, être complètement arrêtées, et des pertes graves en résulteront pour les producteurs impériaux. On pourrait multiplier les exemples, les conclusions demeurerait sensiblement les mêmes. Mais il ne faudrait pas en conclure l'impossibilité d'une union plus étroite des diverses parties intégrantes de l'Empire Britannique. Il convient simplement de comprendre, à l'avance, que cette union ne pourra être obtenue que par une évolution lente et progressive, dans laquelle on laissera aux facteurs naturels un rôle prépondérant.

Dans l'intérêt même de la Grande-Bretagne, il est d'autres considérations dont il faut tenir compte et qui sont souvent perdues de vue (1).

Il y a, en premier lieu, la question de la sécurité du pays, et, en deuxième lieu, la question des importations invisibles. La Grande-Bretagne vit de ses exportations en ce sens que

(1) Consulter la très intéressante étude, parue dans le numéro de la *Cote de la Banque et de la Bourse* du 1^{er} août 1932, des problèmes qui se sont posés à la Conférence Economique Impériale d'Ottawa.

ce sont ses exportations qui payent ses importations, dont la plus grande partie se compose de denrées alimentaires. La Grande-Bretagne est obligée d'importer environ les deux tiers des vivres que consomme sa population. Il est facile de dire que le Canada et l'Australie sont des sources tellement abondantes de certains produits que la Grande-Bretagne ne pourrait leur suffire comme débouché. Mais la situation des sources d'approvisionnement, leur distance de la Grande-Bretagne, les difficultés et les dangers des transports sont des facteurs que les hommes d'état anglais n'ont pas le droit de négliger.

En outre, il faut tenir compte du fait que toutes les importations ne sont pas une charge pour la Grande-Bretagne qui bénéficie souvent d'une large contre-partie. Ainsi par exemple, le commerce britannique avec la République Argentine se solde par une balance adverse considérable, mais quand on va au fond des choses, il se trouve que l'argent dépensé par l'Angleterre en République Argentine lui revient sous diverses formes. Si la République Argentine fournit à la Grande-Bretagne du blé et la moitié environ de la viande de bœuf qu'elle consomme, il faut remarquer que beaucoup des éleveurs argentins sont anglais de naissance, et qu'un grand nombre des établissements d'élevage appartiennent à des compagnies anglaises. En outre, les compagnies qui transportent ces viandes, ou possèdent les matériels frigorifiques, ainsi que les assurances et les banques, qui sont les auxiliaires de ces industries, sont entre des mains britanniques. Il y a actuellement plus de 500 millions de livres sterling placés en République Argentine contre 46 millions seulement placés au Canada. Si donc on favorisait d'une manière excessive le Canada au détriment de la République Argentine, ce sont des milliers de familles anglaises que l'on ruinerait. Ce n'est pas seulement en République Argentine qu'il y a tant de capitaux anglais; si on ajoute à ces capitaux ceux que les Anglais ont actuellement au Brésil et dans d'autres pays de l'Amérique

latine, on arrive à près d'un milliard de livres sterling. De même, après la guerre, la Grande-Bretagne a été conduite à investir des capitaux importants dans un certain nombre de pays européens, et notamment en Allemagne et en Russie soviétique. Cette domination financière de la Grande-Bretagne sur le monde, en même temps qu'elle lui confère une puissance considérable, lui crée des obligations.

Le problème de la préférence impériale est donc des plus compliqués et des plus difficiles à résoudre. On n'a pu en donner ici qu'un aperçu très sommaire, sinon il aurait fallu lui consacrer la majeure partie de notre ouvrage. C'est en vue d'apporter une solution, ou plus exactement un ensemble de solutions particulières, à ces questions délicates, que fut réunie la conférence d'Ottawa.

La conférence d'Ottawa a marqué une date dans l'histoire de l'Empire Britannique. C'est d'abord la première conférence économique impériale de cette importance. Jusqu'ici les conférences impériales avaient surtout été réunies en vue de résoudre des difficultés d'ordre politique. C'est ensuite une conférence qui, étant donnée la gravité des circonstances, a présenté une importance primordiale pour les pays britanniques et pour le monde entier ⁽¹⁾. Les problèmes qui ont été étudiés à la conférence d'Ottawa ont été très nombreux et de natures très différentes, mais la question de la préférence impériale a tenu la première place dans les préoccupations générales, et, elle a fait l'objet des discussions les plus vives et les plus longues. Pour être capable d'apprécier la valeur des résultats généraux auxquels on a abouti, il faut d'abord avoir une vue d'ensemble des buts que se proposait d'atteindre la conférence. Avant la réunion de la conférence d'Ottawa on a beaucoup trop

(1) Consulter l'article du Professeur Coatman, publié dans la *Fortnightly Review* du 1^{er} juillet, sous le titre : *Ottawa will not fail*, p. 1 à p. 16.

exagéré en Grande-Bretagne, sinon son importance, du moins les résultats que l'on espérait atteindre. Tout comme la notion d'une indépendance économique complète de l'Empire Britannique à l'abri de barrières douanières prohibitives était une vue théorique dépourvue d'intérêt, l'espoir de voir la conférence d'Ottawa aboutir à une solution générale de toutes les difficultés présentes et de la crise elle-même était à l'avance irréalisable. La conférence d'Ottawa ne pouvait pas même aboutir à des solutions précises et complètes, mais devait seulement chercher à faire reconnaître, par tous les pays réunis, un ensemble de principes et de règles générales, sur lesquels il serait ensuite possible de prendre des mesures constructives, destinées à développer l'unité économique de l'Empire et à favoriser un retour de la prospérité (1).

Les motifs pour lesquels a été réunie la conférence d'Ottawa ont été très nombreux, certains d'entre eux présentant une importance capitale. Le but principal à atteindre était la réalisation d'un nouvel essor industriel et commercial à l'intérieur de l'Empire. Si la prospérité parvenait à être rétablie dans l'Empire Britannique, elle ne tarderait pas à gagner aussi les pays étrangers, et ainsi, une solution définitive serait apportée à la crise économique. Une reprise de l'activité commerciale inter-impériale devait avoir pour condition première une union économique plus étroite des divers pays britanniques au moyen d'un abaissement des barrières douanières intérieures à l'Empire. L'idéal à atteindre était la réalisation d'une vaste union douanière impériale, le libre-échange étant établi à l'intérieur de l'Empire et la protection douanière n'étant maintenue dans chaque pays britannique qu'à l'égard des produits importés de

(1) Consulter dans la revue : *International Affairs* de septembre 1932, le compte rendu d'un discours prononcé par le Rt. Hon. L. S. Amery à Chatham House, le 28 juin 1932. Article intitulé : « The Imperial Economic Conference », pp. 678-699.

l'Etranger. Ainsi tous les pays britanniques seraient en mesure de se défendre contre les abus du protectionnisme pratiqué par les pays étrangers et pourraient entre eux commercer librement, à leur plus grand avantage respectif.

En même temps un ensemble de mesures et de décisions devaient être prises d'un commun accord afin de faciliter la création d'ententes industrielles et commerciales inter-impériales, à la fois d'un caractère officiel et privé, et de provoquer une extension de celles déjà existantes. La protection douanière pouvait à cet égard être d'un précieux secours. Également des mesures devaient être prises propres à restaurer la confiance et à déterminer de nouvelles expansions du crédit, sous toutes ses formes. De l'avis unanime de tous les économistes une hausse des prix était souhaitable. La protection douanière pourrait faciliter cette hausse à l'intérieur de l'Empire, et une fois ce premier résultat obtenu, la hausse pourrait gagner les marchés étrangers et finalement devenir générale dans le monde entier. De la sorte, les résultats de la conférence d'Ottawa ne devaient pas intéresser seulement les pays britanniques, mais bien le monde entier. D'ailleurs la place considérable occupée sur les divers continents par l'Empire Britannique justifiait entièrement cette façon de voir.

Enfin des mesures, délicates entre toutes, devaient être envisagées en vue de stabiliser les cours des monnaies britanniques les unes par rapport aux autres. En effet, après l'abandon de l'étalon d'or par la Grande-Bretagne, en septembre 1931, la majeure partie des possessions britanniques durent en faire autant, et des fluctuations importantes firent varier les valeurs respectives des diverses monnaies britanniques. Or, toute mesure protectionniste et préférentielle, et tout accord réalisé sur une base quelconque n'auraient qu'un effet ou bien illusoire, ou bien contraire à celui que l'on espérait, si de nouvelles variations devaient influencer dans l'avenir les valeurs respectives de ces monnaies les unes par rapport aux autres. Il était donc de toute urgence,

avant même qu'interviennent des accords, quels qu'ils soient, que les cours des monnaies britanniques soient stabilisés par rapport à la livre sterling, ou même par rapport à l'or si un retour général à l'étalon d'or était rendu possible.

Les résultats obtenus à la conférence d'Ottawa ont provoqué, en Grande-Bretagne et dans le monde, une déception manifeste. Il semble toutefois que ces résultats n'aient pas été aussi vains qu'on a pu le prétendre tout d'abord, et il semble surtout que beaucoup d'espoirs ont été déçus du fait même qu'ils avaient été fondés sur un optimisme excessif. Le tableau succinct que l'on vient de dresser des buts essentiels que se proposait la conférence d'Ottawa a été suffisant par lui-même pour montrer les difficultés énormes que devaient rencontrer les négociations entreprises.

Les tentatives faites pour encourager une politique plus libérale à l'intérieur de l'Empire et une protection plus efficace à l'égard de l'Etranger soulevèrent les plus vives controverses. En particulier la divergence de vues de la délégation anglaise et de la délégation canadienne suscita des négociations aussi longues que délicates, et faillit conduire les travaux de la Conférence à un échec complet. C'est qu'en effet, un accord entre les Dominions et la Métropole sur la question des tarifs préférentiels était d'une réalisation particulièrement difficile. D'un côté, la Grande-Bretagne avait accordé aux Dominions une exonération complète des droits institués par l'Import Duties Act du 22 avril 1932, et n'était pas disposée à augmenter encore les droits perçus sur les produits étrangers afin d'étendre, par là même, la préférence impériale. D'un autre côté, les Dominions n'étaient pas disposés à sacrifier leurs industries, déjà gravement atteintes par la crise économique, et ils craignaient aussi d'indisposer les pays étrangers, chez lesquels ils trouvaient encore des débouchés intéressants pour leurs exportations. Enfin, la Métropole et ses possessions d'outre-mer étaient les unes et les autres plus ou moins tenues par des conventions passées avec des pays étrangers et dont la dénonciation

ne pouvait intervenir qu'après un préavis de 6 mois ou même d'un an. La question du maintien ou de l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée demeurait aussi en suspens. Ces difficultés expliquent la timidité des accords intervenus, dont la plupart ont été des accords de principe.

Douze accords commerciaux ont été signés à la conférence d'Ottawa. Le premier de ces accords qui a été publié et cité en modèle, est celui de la Grande-Bretagne et de l'Inde. L'Inde a accordé à la Grande-Bretagne un tarif préférentiel de 7 1/2 % sur les voitures automobiles et de 10 % sur diverses catégories de produits manufacturés et de denrées alimentaires. Un taux préférentiel de 10 % a été prévu pour être appliqué plus tard aux tissus de coton et de soie de fabrication anglaise. La Grande-Bretagne, de son côté, a accordé à l'Inde la franchise douanière pour tous ceux de ses produits qui appartiennent aux catégories frappées par le tarif uniforme de 10 % institué en mars dernier. Elle lui a accordé, en outre, un taux préférentiel pour ses tissus de coton, ses tapis, son thé, ses matières oléagineuses, ses fers et aciers, ses minéraux et ses diverses denrées alimentaires. Le Gouvernement Britannique a promis, d'autre part, de s'employer à faire consommer par les manufactures du Lancashire une plus grande quantité de coton brut en provenance de l'Inde. Cet accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes, avec préavis de six mois.

Les douze accords signés à la conférence d'Ottawa ont été les suivants :

- 1° Entre la Grande-Bretagne et le Canada;
- 2° Entre la Grande-Bretagne et l'Australie;
- 3° Entre la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande;
- 4° Entre la Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud;
- 5° Entre la Grande-Bretagne et l'Inde;

- 6° Entre la Grande-Bretagne et Terre-Neuve;
- 7° Entre la Grande-Bretagne et la Rhodésie du Sud;
- 8° Entre le Canada et l'Afrique du Sud;
- 9° Entre le Canada et l'Etat libre d'Irlande;
- 10° Entre le Canada et la Rhodésie du Sud;
- 11° Entre l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande;
- 12° Entre l'Afrique du Sud et l'Etat libre d'Irlande.

Tous ces accords ont été publiés le lendemain de la publication de l'accord intervenu entre la Grande-Bretagne et l'Inde. Ils ont été publiés dans leurs grandes lignes, les Dominions ayant obtenu que le détail de leurs propositions ne soit pas rendu public avant la discussion devant les Parlements, afin d'empêcher l'Etranger de prendre à l'avance ses dispositions (tel est le cas, par exemple, de l'importation des viandes australiennes en Angleterre). Les textes de ces divers accords sont précédés d'une déclaration commune. Celle-ci met en lumière les idées qui, dans l'esprit des délégués à Ottawa, doivent dégager le mieux le sens de leurs travaux. D'une part, la conviction est affirmée « qu'en abaissant ou en supprimant les barrières douanières établies à l'intérieur de l'Empire par les accords en question, le commerce des différents pays de l'Empire serait facilité et que, grâce à l'accroissement du pouvoir d'achat qui en résulterait pour ces pays, l'économie du monde serait à son tour stimulée et accrue ». D'autre part, « la conférence considère la conclusion de ces accords comme un pas qui devrait, dans l'avenir, conduire à des progrès nouveaux dans la même direction, et, comme de nature à démontrer que les ressources et les industries de l'Empire se développent suivant des perspectives économiques saines ».

Sans entrer dans le détail des différents accords, on doit se borner à indiquer, dans leur ensemble, les principales concessions que la Grande-Bretagne a pu accorder à ses

possessions d'outre-mer, et les concessions qu'elle a, en revanche, obtenues d'elles (1).

L'idée directrice qui a inspiré ces accords a bien été, comme l'avait indiqué Mr. Baldwin, dans le discours qu'il prononça lors de l'ouverture de la Conférence, le développement du système de préférences, non par l'augmentation des tarifs au détriment d'autres pays, mais par l'abaissement des barrières existant à l'intérieur de l'Empire. Malheureusement, ce principe directeur n'a pu toujours être observé et la conférence d'Ottawa a abouti, en fait, à l'accroissement du protectionnisme britannique à l'égard d'un certain nombre de catégories de marchandises.

Les concessions de la Grande-Bretagne portent sur les denrées alimentaires qu'elle importe et sur certaines matières premières. D'abord, la Grande-Bretagne maintient les tarifs douaniers qui imposent les importations alimentaires et qui devaient arriver à expiration le 15 novembre. Les droits de 10 % *ad valorem* sont maintenus sur différents articles intéressant particulièrement le commerce des Dominions et de l'Inde, tels que bois, poisson frais ou frigorifié, viande frigorifiée, cuirs, etc. Ces droits ne pourront être modifiés sans le consentement des Dominions intéressés au premier rang desquels il faut citer le Canada. Il en est de même pour certaines matières premières comme le plomb et le fer. En outre, et surtout, des droits nouveaux ont été établis sur certaines denrées alimentaires dont voici le détail : blé en grain, 2 shillings par quarter; beurre, 15 shillings par quintal; fromage, 15 % *ad valorem*; pommes 4 shillings 6 pence par quintal; pommes frigorifiées, 3 shillings 6 pence par quintal; les fruits secs qui payaient 7 shillings par quintal ont été soumis à un droit de 13 shillings

(1) On peut se reporter à deux articles généraux sur les résultats de la Conférence d'Ottawa, parus : l'un dans le *British Trade Journal and Export World* de septembre 1932, p. 857, le deuxième dans le *Chamber of Commerce Journal* de septembre 1932, p. 756.

6 pence par quintal. Les œufs ont été soumis à des droits allant de 1 shilling à 1 shilling 9 pence par cent; le lait condensé à 5 shillings par quintal (outre les droits sur le sucre). De même les droits sur le cuivre non travaillé sont portés à 2 pence par livre anglaise. D'autre part, des tarifs préférentiels sur le tabac sont établis pour une période de 10 ans. Les droits sur le thé sont maintenus, ceux sur le café, portés à 9 shillings 4 pence par quintal, et ceux sur les vins laissés à 2 shillings par gallon ⁽¹⁾. Une clause intéressante a été la suivante : les droits sur le blé, le vin, le cuivre et le plomb ne seront maintenus qu'à condition que l'offre par les producteurs de l'Empire de ces marchandises, à première vente dans le Royaume-Uni, soit maintenue à un prix n'excédant pas les prix mondiaux. D'autre part, il a été décidé qu'aucun droit ne serait imposé sur la viande, mais le principe d'un contingentement d'importation du mouton, du bœuf et de l'agneau, et, à une date plus éloignée, du lard et du jambon, a été accepté par les représentants britanniques. L'Angleterre s'est, en effet, pour les raisons que l'on sait, énergiquement refusée à taxer le bœuf d'Argentine. A ces accords dont les éléments principaux sont tirés du règlement intervenu entre la Grande-Bretagne et le Canada, il faut ajouter les dispositions particulières qui concernent les accords entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et Terre-Neuve d'autre part. D'après ces derniers accords entrent désormais en franchise de droits, pour une période de trois ans les œufs, les volailles, le beurre, les fromages. Après ces trois ans, l'Angleterre se réserve la faculté de dresser, soit un tarif préférentiel en faveur de l'agriculture locale, soit un système de contingentement.

De son côté, la Grande-Bretagne a reçu de ses Dominions et de ses colonies des avantages sur ses produits manufac-

(1) Le gallon équivalait environ à 4 litres 500.

turés. Dans le cas du Canada, par exemple, pas moins de 220 articles ont été visés. On ne peut aborder ici le détail de ces dispositions fort nombreuses; et au plus, comme on l'a déjà mentionné, les concessions faites par les Dominions ne seront portées à la connaissance du public qu'une fois qu'elles auront été approuvées par les parlements respectifs, de manière à éviter entre temps que les pays étrangers ne prennent des mesures discriminatoires à l'égard des produits britanniques.

Les articles britanniques sont avantagés, ou bien en ce qu'ils entrent sans payer de droits, ou bien en ce que des tarifs préférentiels leur ont été assurés. D'après ce qui a été dit, il est probable que les dispositions concernant les principaux articles textiles seront révisées d'une manière très favorable à l'industrie anglaise. De même on peut citer, parmi les articles anglais profitant d'une préférence, les produits chimiques, les accessoires de toilette, le caoutchouc, les objets de cuivre, les automobiles, les livres, etc... Enfin des accords officiels sont intervenus entre les industries du fer et de l'acier de l'Angleterre et des Dominions. A titre de garantie que les droits, que l'on considère comme encore nécessaires de frapper les marchandises britanniques importées dans les Dominions, seront modérés, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont tous trois consenti à ce que leurs tarifs soient basés sur le principe que les droits protectionnistes n'excéderont pas un niveau tel qu'il puisse donner aux fabricants du Royaume-Uni toutes les possibilités d'une concurrence raisonnable sur la base du coût relatif d'une production économique et efficace, pourvu que, lors de l'application de ce principe, une attention spéciale soit apportée en ce qui concerne les industries qui ne sont pas encore en pleine activité. A cet égard les producteurs du Royaume-Uni pourront avoir toutes possibilités d'exposer leurs points de vue devant le tribunal compétent lorsque ces questions seront en voie d'examen. Les trois Dominions en question ainsi que Terre-Neuve ont aussi décidé que

toute protection qu'ils pourraient accorder au moyen de tarifs à leurs propres industries ne le sera seulement qu'à celles qui sont raisonnablement assurées de saines perspectives de succès. De tous les Dominions, c'est le Canada qui s'est montré le plus difficile à convaincre quant au nombre et à l'importance des préférences à accorder aux produits britanniques, et il a fait dépendre ses concessions du maintien par la Grande-Bretagne des tarifs préférentiels qu'elle avait institués sur les blés impériaux, et les blés canadiens en particulier, ainsi que de la dénonciation par la Grande-Bretagne de l'accord commercial intervenu entre elle et l'U. R. S. S. en 1930.

D'une manière générale les résultats obtenus à Ottawa en matière de préférence impériale ont été dans l'ensemble assez satisfaisants mais ont été loin de réaliser les espérances que d'aucuns avaient fondées sur eux. Ils se sont surtout complétés d'un ensemble de mesures propres à faciliter les ententes entre les producteurs impériaux, ainsi que des ententes industrielles commerciales et financières de toutes sortes. C'est, en effet, beaucoup plus par des ententes dues aux initiatives privées et ayant un caractère semi-officiels, qu'une coopération plus complète pourra être réalisée, de nature à développer l'union économique impériale, que par des décisions et des conventions strictement officielles. Comme on l'a indiqué, le problème de la préférence impériale et celui de l'unité économique impériale sont deux problèmes fort compliqués, et auxquels des solutions plus efficaces seront apportées, davantage par le libre jeu des facteurs naturels encouragé au besoin par des interventions modérées, que par des réglementations arbitraires et purement artificielles émanant des pouvoirs publics.

Les attitudes différentes des partis politiques en Grande-Bretagne à l'égard de ces accords sont intéressantes à noter. Les conservateurs, non seulement se félicitent du resserrement des liens entre les différentes parties de l'Empire, qui doit être l'effet des nouvelles dispositions douanières, mais

encore ils espèrent que les concessions faites à l'industrie anglaise sont assez considérables pour entraîner une reprise des affaires dont le pays tout entier profitera. A cet égard il faut remarquer combien est important le principe acquis dans les différents accords que les Dominions ou les Colonies ne protégeront jamais, parmi leurs industries, que celles qui sont assurées de conditions suffisantes de vitalité. De même, ils insistent sur l'autre principe obtenu par la délégation anglaise et qui assure aux importations anglaises des conditions constantes de concurrence loyale sur les marchés des Dominions. Au contraire, la presse libérale et travailliste considère plutôt les avantages comme théoriques et ne dépassant pas l'importance de concessions théoriques. L'appréciation exacte paraît devoir être un intermédiaire entre ces deux conceptions.

A côté de la question douanière, la question monétaire a eu aussi une toute première importance, ainsi que la question de la stabilisation des prix avec détermination d'une hausse générale. Une commission avait été chargée de l'étude spéciale des questions monétaires et financières. Il aurait été vain, en effet, d'élaborer tout un système de préférences et de s'entendre sur des tarifs, si par la suite et de par le caprice des monnaies, les conditions de production et les prix de revient s'étaient modifiés. Des résultats bien modestes ont été obtenus et malgré les vœux de la Banque des Règlements Internationaux, l'opinion n'a pas paru encore préparée à une stabilisation générale. La question des prix et de la nécessité de leur relèvement général dans le monde a fait l'objet principal du rapport de la commission sur les questions financières et monétaires.

Durant les années récentes, peu de sujets ont attiré plus d'attention que la question des prix, et actuellement, il existe parmi les opinions autorisées peu de divergences touchant le rôle primordial que la chute sévère, survenue dans la valeur des marchandises, a joué dans la dépression financière et économique dans le monde, et la nécessité de déter-

miner une hausse des prix au-dessus de leurs niveaux actuels. On obtiendrait bien certainement un soulagement marqué si la tendance à la baisse était définitivement enrayée, mais la stabilisation aux bas chiffres actuels laisserait encore en suspens bon nombre de problèmes sérieux dont une solution effective dépend avant tout de la hausse des prix. La chute profonde des prix survenue durant les trois dernières années a apporté une perturbation considérable à la base des contrats à long terme, et, bien que, dans de nombreux cas, les créanciers aient recueilli certains avantages, dans d'autres, l'augmentation survenue dans le fardeau des dettes contractées à des prix en hausse a affecté d'une manière si sérieuse les emprunteurs qu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements.

La commission des questions monétaires et financières de la Conférence d'Ottawa s'est franchement prononcée contre l'opinion formulée dans de nombreux milieux, d'après laquelle un mouvement de hausse des prix ne pourrait être seulement obtenu que par des influences monétaires. Ce point de vue est d'accord avec celui de la majorité de la Délégation de l'or du Comité Financier de la S. D. N. qui a déclaré dans son rapport récent « qu'il ne pensait pas qu'une politique monétaire seule pourrait ajuster le niveau des prix, lequel est influencé par bon nombre de facteurs d'un caractère non monétaire ».

Les gouvernements représentés à Ottawa, tout en étant entièrement d'avis que le problème est largement d'ordre international et en exprimant leur désir de coopérer avec les autres nations pour toutes les mesures à prendre en vue de déterminer une hausse des prix de gros, ont examiné l'action que les divers membres de la communauté britannique pourrait entreprendre afin d'atteindre le but désiré. En raison de la prédominance du Royaume-Uni comme centre financier du monde, on a attaché une grande importance à l'exposé de la politique préconisée par le Chancelier

de l'Echiquier au nom du Gouvernement britannique. Cette déclaration a montré que bien qu'une hausse des prix ne puisse être effectuée par une action monétaire seulement, un volume important de fonds à court terme obtenus à bas prix serait d'une réelle influence. La délégation, tout en recommandant aux autres pays de la communauté britannique de conformer autant que possible leur politique à ces directives, a souligné le fait que des conditions monétaires faciles pourraient être obtenues, non pas par la création de moyens supplémentaires de paiements, en vue de financer les dépenses publiques, mais par une politique sage qui serait sauvegardée par toutes les mesures aptes à restreindre le champ des violents mouvements spéculatifs, tant en ce qui concerne les marchandises que les valeurs. Les délégués ont aussi admis la réelle importance, pour les négociants, du maintien de la stabilité des changes dans un rayon aussi étendu que possible.

En attendant la restauration d'un standard monétaire international satisfaisant, ce qui doit être le but final d'une politique financière, on a examiné la possibilité d'atteindre des résultats intéressants, premièrement en créant une zone de stabilité parmi ceux des pays qui ont réglementé leur devise par rapport à la livre sterling et deuxièmement en évitant de vives fluctuations journalières entre la livre sterling et l'or.

On ne se rend pas toujours compte que même s'il était possible de réaliser une hausse générale des cours par le fait seul d'une action monétaire, subsisteraient encore ceux des autres facteurs qui ont conduit le commerce international à sa situation défavorable actuelle. On oublie trop souvent que la plupart des tentatives faites en vue de restreindre le mouvement commercial et de le diriger dans des voies irrégulières tendent éventuellement à déprimer le niveau général des prix. Depuis la guerre les conséquences néfastes de la politique protectionniste à outrance, poursuivie par bon nombre de pays, sont devenues de plus en

plus évidentes, et bien que le mal ait été partout admis, peu de progrès réels ont été réalisés vers une liberté plus grande du commerce international. Depuis deux ans la situation s'est aggravée, pas seulement du fait des progrès du protectionnisme, mais du fait surtout des entraves de toutes sortes qui ont été apportées au mouvement des marchandises (contrôle des devises, dans les pays demeurés fidèles à l'étalon d'or et craignant pour la stabilité de leur monnaie, etc...). L'idée que la solution des difficultés présentes pourrait s'obtenir simplement au moyen d'une action monétaire seule a été écartée par le rapport paru sous les auspices de la conférence d'Ottawa, comme étant entièrement fallacieuse et de nature à obscurcir encore davantage la portée exacte du problème à résoudre.

Considérée dans son ensemble, la conférence d'Ottawa n'a pas répondu aux vastes espérances que sa réunion avait fait naître dans certains milieux britanniques. La plus grande déception est venue de ce qu'un accord n'ait pu se faire sur des déclarations de principe plus libérales, concernant l'opportunité d'abaissement des tarifs. Il était en réalité extrêmement difficile de concilier pleinement tous les intérêts d'un immense empire baigné par toutes les mers du monde et dont certaines parties se trouvent, en raison même de leur position géographique, dans des conditions politiques, économiques et sociales absolument spéciales. La vérité est que la Grande-Bretagne et ses Dominions ne peuvent prospérer en s'isolant du reste du monde et en formant une sorte de Société des Etats britanniques subsistant par leurs seules ressources, derrière de formidables barrières politiques et économiques communes, en dehors de toute solidarité effective avec les autres peuples. Cette vérité était d'ailleurs reconnue avant même que la conférence impériale fut réunie. Aussi les meilleurs efforts se déployèrent-ils en faveur de l'idée plus simple et plus raisonnable d'une organisation par laquelle l'Angleterre et ses

Dominions se garantiraient réciproquement un régime préférentiel, sans que cette organisation puisse faire obstacle à la conclusion d'accords commerciaux avec des pays étrangers.

Au milieu des influences les plus contradictoires, faisant pression sur les délégués des divers gouvernements, en se réclamant des intérêts les plus respectables, mais impossibles à concilier en toute certitude, les travaux de la conférence d'Ottawa n'ont pu progresser que lentement. Que l'on s'efforce de développer le commerce entre toutes les parties de l'Empire, rien de plus naturel; mais il ne faut pas perdre de vue que la Grande-Bretagne n'étant pas en mesure d'absorber l'ensemble de la production des Dominions, ceux-ci doivent se préoccuper de trouver des débouchés dans les pays étrangers où leur position géographique leur réserve tout naturellement des possibilités plus importantes que celles que leur offre la mère patrie. La conférence d'Ottawa confirme, en somme, le fait que les Dominions constituent bien des Etats politiquement et économiquement émancipés, ayant leurs intérêts propres, vivant leur propre existence qu'ils ne peuvent sacrifier au seul principe de l'union la plus étroite des nations du « Commonwealth ». La Grande-Bretagne de son côté, quel que soit son souci de l'unité morale et politique de l'Empire, ne peut oublier qu'elle est avant tout une puissance européenne. Ce n'est que par la solution des problèmes qui se posent en Europe, et par des accords avec toutes les nations, dans le cadre du monde entier, que la Grande-Bretagne pourra trouver un remède durable à la crise économique qu'elle subit.

CHAPITRE VI

La situation actuelle du commerce extérieur et des principales industries exportatrices de la Grande-Bretagne.

L'établissement du cours forcé et les mesures protectionnistes ont été deux faits d'une importance capitale pour le commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Il est encore difficile d'apprécier avec exactitude quelles ont été leurs répercussions sur l'activité des échanges avec l'extérieur et sur l'activité industrielle proprement dite. D'abord, il est difficile de distinguer les conséquences de la dépréciation de la monnaie de celles de l'établissement des nouveaux tarifs douaniers, ces deux faits ayant été en quelque sorte complémentaires l'un de l'autre, le premier ayant accentué la protection établie par le deuxième en même temps qu'il a favorisé l'essor du commerce extérieur en instituant une véritable prime à l'exportation. Ensuite, en dehors même de ces deux facteurs, de nombreuses causes, les plus diverses, sont intervenues, toutes plus ou moins corrélatives des événements successifs qui ont marqué dans le monde l'évolution de la crise économique.

Aussi paraît-il plus prudent de se borner à tracer les grandes lignes du mouvement du commerce extérieur depuis

septembre 1931 jusqu'au 30 juin 1932, en essayant d'expliquer, toutes les fois qu'il sera possible de le faire, les causes principales des changements intervenus. De même on se propose de dresser un tableau de la situation actuelle des principales industries en relation étroite avec le commerce extérieur. Pour certaines d'entre elles on pourra apprécier les résultats ou même l'efficacité des mesures prises. Pour d'autres, on devra se contenter d'indiquer leur situation actuelle sans commentaire.

Cette attitude de prudence n'a pas besoin d'être justifiée, elle se justifiera d'elle-même au cours de l'exposé qui va suivre. On s'est efforcé depuis le début d'adopter dans le présent ouvrage une attitude strictement impartiale. Les événements qui se sont déroulés depuis le début de l'année 1932 sont encore trop récents pour pouvoir faire l'objet de commentaires autres que ceux qui se maintiennent dans le domaine des généralités. Pour entrer dans plus de détails il faudrait s'en référer à l'opinion des industriels, des commerçants, des banquiers et des hommes d'Etat, opinion forcément fondée sur des vues étroites et empreinte d'une très grande partialité.

L'étude du commerce extérieur proprement dit et l'étude des industries en relation étroite avec le commerce extérieur feront l'objet de deux paragraphes :

- § 1^{er}. La situation actuelle du commerce extérieur britannique.
- § 2. La situation actuelle des principales industries exportatrices.

§ 1^{er}. *La situation actuelle*
du commerce extérieur britannique.

La situation actuelle de l'économie britannique est le résultat d'un ensemble de facteurs très différents, et souvent même contradictoires, dont certains sont propres à la Grande-Bretagne et d'autres, plus nombreux, ont une origine internationale. Quel que soit le pays dans lequel on étudierait aujourd'hui les effets de la crise économique, on apercevrait que les phénomènes constatés dans ce pays résultent bien pour une part de facteurs propres à ce pays, mais sont pour la plus large part déterminés par la crise qui sévit dans le monde entier. Depuis le mois de septembre de l'année 1931, la crise s'est développée dans le monde en ampleur et en gravité, et la Grande-Bretagne a subi largement le contre-coup de ces difficultés nouvelles.

La dépréciation de la livre sterling et les mesures protectionnistes ont bien eu quelques répercussions heureuses et ont été à beaucoup d'égard salutaires à l'économie du pays. Mais l'amélioration, d'ailleurs peu marquée, qui a pu en résulter a été passagère, et la situation actuelle de la Grande-Bretagne est de nouveau des plus graves (1).

(1) La présente étude a été faite au moyen de documents émanant de sources nombreuses.

Il y a d'abord les articles du *Board of Trade* sur le commerce extérieur pendant le 4^e trimestre de l'année 1931, le 1^{er} et le 2^e trimestres de l'année 1932 et le 1^{er} semestre de l'année 1932, et les articles et statistiques divers sur l'activité des industries et des différentes branches du commerce, le mouvement des prix, des salaires, du chômage, etc...

Des renseignements fort intéressants nous ont été en outre fournis par les revues et journaux dont les noms suivent :

1^o *The Times*, *Imperial and Foreign*, *Trade and Engineering Supplement*. Il faut consulter en particulier le supplément illustré du 21 mai 1932, sur la production impériale, dans lequel est faite une

Comme on l'a indiqué en commençant il est fort difficile d'apprécier quelles ont été les répercussions heureuses ou fâcheuses de la nouvelle politique monétaire et de la politique protectionniste. D'abord de nombreuses causes étrangères à la Grande-Bretagne (appauvrissement des pays étrangers, fermeture des marchés étrangers aux produits britanniques, aggravation générale de la crise économique, perturbations monétaires et financières de toutes sortes, etc...), ont eu une influence prépondérante sur l'activité industrielle et commerciale du Pays. Ensuite, s'il est à la rigueur possible de constater, dans des cas particuliers, le bienfait de ces mesures monétaires et douanières, il est beaucoup plus difficile d'apprécier leurs répercussions sur le commerce dans son ensemble. En outre, si l'on se place au point de vue des inconvénients qui ont pu résulter de ces mêmes mesures, il est impossible de formuler à leur égard une opinion impartiale parce qu'on ne peut savoir ce qui serait advenu de la Grande-Bretagne si ces mesures n'avaient pas été prises. La constatation que la nouvelle

étude très détaillée de la situation actuelle des producteurs de l'Empire et de la situation des marchés de l'Empire en tant que marchés d'exportation pour les produits britanniques.

2° *The Chamber of Commerce Journal*, particulièrement le numéro d'octobre 1932, dans lequel est faite une étude très complète de la situation actuelle des principaux marchés impériaux.

3° Le numéro du *Nottingham Journal* du 1^{er} janvier 1932, intitulé : *Nottingham Journal Trade Review*, 1931.

4° Sur la situation de l'industrie et du commerce du coton, on a consulté spécialement le *Manchester Chamber of Commerce Journal*, ainsi que la revue de propagande illustrée publiée en 1932 : *The Manchester Chamber of Commerce Handbook*, 1931-1932.

5° Sur la situation de l'industrie et du commerce de la laine, on a consulté spécialement le *Bradford Chamber of Commerce Journal*, et principalement le numéro spécial du printemps 1932, intitulé : *Markets of the World*.

6° Enfin, des renseignements utiles ont été pris dans le *Manchester Guardian* et dans les suppléments commerciaux du *Manchester Guardian*.

politique commerciale n'a pas apporté une amélioration définitive à l'économie du Pays, ne permet pas de conclure que cette politique s'est montrée inefficace, ou bien même qu'elle a été nuisible aux intérêts britanniques, parce qu'on ne peut pas savoir quelles auraient été les conséquences d'un maintien du libre-échange, et à quels cataclysmes aurait peut être conduit la continuation de la politique du laisser faire.

En se plaçant d'abord à un point de vue tout à fait général, il est intéressant d'étudier les mouvements de l'indice des prix de gros et de l'indice du prix de la vie depuis septembre 1931. On constate pour les prix de gros une diminution à peu près constante depuis le 1^{er} janvier 1930 jusqu'au 30 septembre 1931. Ensuite une augmentation assez sensible a été réalisée au cours des mois d'octobre et novembre 1931. En décembre 1931 les prix ont été inférieurs à ceux de novembre et ils se sont maintenus sensiblement au même niveau pendant les mois de janvier et de février 1932 avec une légère tendance à la baisse. A partir du 1^{er} mars 1932, les prix de gros ont de nouveau franchement diminué et la baisse s'est poursuivie sans interruption jusqu'au mois de juin. L'indice des prix de gros pour le mois de juin 1932 a été même inférieur à l'indice des prix du mois de septembre 1931, ce dernier ayant été lui-même le plus bas qui ait été enregistré depuis le début de la crise économique.

Board of Trade

INDICES DES PRIX DE GROS :

BASE : MOYENNE 1913 = 100

Années 1929, 1930, 1931; 1^{er} semestre 1932.

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1929	138.3	138.8	140.1	138.8	135.8	135.6
1930	131.0	127.8	124.5	123.7	122.0	120.7
1931	106.9	106.2	105.9	105.7	104.4	103.2
1932	105.8	105.3	104.6	102.4	100.7	98.1

Années	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1929	137.4	135.8	135.8	136.1	134.0	132.5
1930	119.2	117.8	115.5	113.0	112.0	108.9
1931	102.2	99.5	99.2	104.4	106.4	105.8
1932	—	—	—	—	—	—

L'idée générale qui se dégage de ces constatations est la suivante : l'établissement du cours forcé a eu pour conséquence immédiate la dépréciation de la livre sterling. Dès les premiers jours d'octobre cette dépréciation était déjà très sensible et à la fin de ce même mois la livre avait perdu près du quart de sa valeur. Les conséquences de cette dépréciation ont été en Grande-Bretagne analogues à celles qui ont été souvent constatées dans les pays dont la monnaie se déprécie. L'amélioration apportée au commerce dont les prix de vente nominaux ont pu être majorés et à l'industrie dont les prix de revient et les salaires ont été réduits en valeur or, n'a été que passagère. La hausse des prix n'a duré

que quelques mois et ensuite la baisse a repris avec une cadence aussi rapide que par le passé, et aussi rapide que dans les pays étrangers. Le tableau précédent montre également que les droits protecteurs ont été impuissants à déterminer une nouvelle hausse, impuissants même à entraver la baisse.

La Grande-Bretagne n'a pas fait d'inflation. La hausse des prix de gros intérieurs qui a suivi l'établissement du cours forcé a été provoquée, non par une quantité de monnaie plus grande en circulation ou par de nouveaux octrois de crédits, mais simplement par la dépréciation de la monnaie britannique.

Au moyen du tableau statistique reproduit un peu plus loin on peut établir d'intéressantes comparaisons entre le mouvement des prix de gros en Grande-Bretagne, et le mouvement des prix aux Etats-Unis, en France, en Italie et en Allemagne, depuis septembre 1931. Pour rendre les comparaisons plus faciles l'indice de base pour ces cinq pays a été le niveau des prix de gros dans ces pays le 16 septembre 1931. On constate que la hausse des prix qui s'est produite en Grande-Bretagne pendant les mois d'octobre et novembre 1931, ne s'est produite dans aucun des autres pays considérés. Elle a donc bien été une conséquence directe de la dépréciation de la monnaie britannique. A partir du mois de décembre 1931, et exception faite de la France, où les prix ont légèrement remonté pendant le printemps 1932, la baisse des prix a été générale dans les pays étrangers et en Angleterre. Toutefois l'influence de la dépréciation de la monnaie s'est poursuivie en Grande-Bretagne pendant le mois de décembre 1931 et le mois de janvier 1932, parce que la baisse des prix a été moins accentuée que dans les autres pays, peut-être aussi sous l'effet des premières mesures douanières prohibitives. A partir de février 1932 la baisse des prix a été de nouveau très rapide en Grande-Bretagne et même plus accentuée que dans les quatre pays étrangers considérés.

MOYENNES MENSUELLES DES PRIX
EN GRANDE-BRETAGNE ET DANS QUATRE PAYS
ETRANGERS PENDANT LES DOUZE MOIS
COMPRIS ENTRE JUIN 1931 ET JUIN 1932

Base : 16 septembre 1931 = 100.

	Grande- Bretagne	Etats-Unis	France	Italie	Allemagne
<i>Année 1931 :</i>					
Juin.	104.7	101.7	108.8	103.1	103.3
Juillet.	104.7	101.2	107.3	100.9	102.6
Août.	101.6	100.4	105.0	100.6	101.3
Septembre.	101.9	99.6	99.4	99.5	99.8
Octobre.	108.2	99.0	96.6	99.6	98.4
Novembre.	110.5	99.0	95.2	99.1	98.0
Décembre.	109.6	97.2	93.5	97.2	95.3
<i>Année 1932 :</i>					
Janvier.	108.8	94.2	93.7	96.2	91.9
Février.	107.5	92.3	94.4	97.4	91.7
Mars.	106.8	91.5	96.4	97.0	91.7
Avril.	103.5	90.2	96.7	95.5	90.4
Mai.	101.2	88.4	95.5	93.5	89.3
Juin.	97.9	86.5	93.5	90.8	88.4

Sources :

Grande-Bretagne : Financial Times.

Etats-Unis : Irving-Fisher.

France : Statistique générale.

Italie : Chambre de Commerce.

Allemagne : Statistique Reichsamt.

Note : On a fait exprès de choisir, pour ces comparaisons, quatre pays étrangers demeurés fidèles au régime de l'étalon d'or.

Comme on l'a déjà fait observer, on ne peut déduire de ces constatations l'inefficacité des mesures prises en Grande-Bretagne. D'abord, l'abandon de l'étalon d'or a été pour les pouvoirs publics une nécessité et il s'est imposé de lui-même. Ensuite, de l'avis unanime, les mesures douanières énergiques qui ont été prises à la fin de l'année 1931 ont été indispensables. On peut seulement constater que le jeu des facteurs naturels a triomphé de toutes les interventions arbitraires des pouvoirs publics, destinées à fausser le jeu de la loi de l'offre et de la demande, et le mécanisme des prix. Malgré qu'elle se soit trouvée à l'abri de barrières douanières élevées, d'autant plus rigoureuses aux importations provenant de pays demeurés fidèles à l'étalon d'or, que la monnaie britannique s'était dépréciée, la Grande-Bretagne n'a pu se soustraire aux conséquences des progrès de la crise économique dans le monde.

Il est intéressant aussi de considérer le mouvement de l'indice du prix de la vie en Grande-Bretagne depuis septembre 1931. Le tableau reproduit plus loin montre qu'à l'exemple des prix de gros, le prix de la vie a baissé en Grande-Bretagne à peu près sans interruption depuis le 1^{er} janvier 1930 jusqu'en septembre 1931. Il y a eu ensuite une légère hausse en novembre, une hausse plus accentuée en décembre et de nouveau une baisse continue depuis le 1^{er} janvier 1932. L'indice du prix de la vie pour le mois de juin 1932 a été sensiblement inférieur à celui du mois de septembre 1931. Si on compare le mouvement de l'indice du prix de la vie à celui des prix de gros, on constate que le premier a marqué un retard important sur le deuxième pendant l'année 1930, qu'il a au contraire été plus accentué que le deuxième pendant l'année 1931, et que, pendant le premier semestre 1932, le mouvement des prix de gros et celui du prix de la vie se sont suivis d'assez près. Cette constatation est d'ailleurs tout à fait normale et la même pourrait être faite dans nombre de pays étrangers.

Ministère du Travail.

INDICES DU PRIX DE LA VIE :
JUILLET 1914 = 100.

Années 1929, 1930, 1931; premier semestre 1932.

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1929	167	165	166	162	161	160
1930	166	164	161	157	155	154
1931	153	152	150	147	147	145
1932	147	147	146	144	143	142

Années	juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1929	161	163	164	165	167	167
1930	155	157	157	156	157	155
1931	147	145	145	145	146	148
1932	—	—	—	—	—	—

Il est intéressant enfin d'examiner dans son ensemble le mouvement du chômage en Grande-Bretagne depuis septembre 1931. Le tableau qui suit montre que les progrès du chômage ont été continus et considérables pendant l'année 1930 (1.479.000 chômeurs en janvier 1930; 2.392.000 chômeurs en décembre 1930). Pendant l'année 1931 le chômage s'est maintenu à peu près au même niveau de janvier jusqu'à juillet. En août il a augmenté et en septembre il a atteint son chiffre maximum depuis le début de la crise économique. Ensuite le chômage a diminué pendant les trois derniers mois de l'année, pour augmenter en janvier 1932, diminuer de nouveau en février et en mars, et augmenter ensuite à partir du mois d'avril. Pendant le

mois de juin 1932, le chômage a atteint un chiffre supérieur à celui de tous les autres mois de l'année, mais il a été encore très sensiblement inférieur au chiffre maximum relevé pour le mois de septembre 1931.

STATISTIQUE MENSUELLE DU CHOMAGE EN GRANDE-BRETAGNE

Années 1930, 1931, premier semestre 1932.

Nombre de chômeurs inscrits (en milliers).

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1930	1.479	1.522	1.609	1.678	1.745	1.841
1931	2.613	2.627	2.625	2.531	2.523	2.629
1932	2.728	2.701	2.567	2.652	2.741	2.747
Années	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1930	1.964	2.036	2.114	2.200	2.274	2.392
1931	2.662	2.732	2.806	2.755	2.656	2.509
1932	—	—	—	—	—	—

*Nombre de chômeurs inscrits
évalué en % de la main-d'œuvre assurée.*

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
1930	12.6	13.1	14.0	14.6	15.3	15.4
1931	21.5	21.7	21.5	20.9	20.8	21.8
1932	22.4	22.0	20.8	21.4	22.0	22.0
Années	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1930	16.7	17.1	17.6	18.7	19.1	20.2
1931	22.6	22.7	23.2	21.9	21.4	20.9
1932	—	—	—	—	—	—

On se bornera à ces indications tout à fait générales sur le mouvement du chômage en Grande-Bretagne. Il aurait été très intéressant de considérer chaque industrie en particulier et d'examiner pour chacune si le chômage a augmenté ou bien diminué depuis la dépréciation de la livre et l'établissement des tarifs protectionnistes. Mais cette étude ne peut être faite pour plusieurs raisons : d'abord les faits qui se sont produits durant le premier semestre de l'année 1932 sont encore trop récents pour que l'on puisse connaître en détail, pour chaque industrie, l'augmentation ou la diminution du chômage. En outre et surtout, toute tentative d'apprécier l'activité industrielle et commerciale au moyen des statistiques de chômage, et d'apprécier l'efficacité des mesures protectionnistes ou son inefficacité sur cette activité et sur le chômage risquerait de conduire à de graves erreurs. En effet, il ne faut pas oublier que les statistiques de chômage ne tiennent compte que du nombre de chômeurs assurés, réduits au chômage. Or un grand nombre d'ouvriers et d'employés, tels que les employés de commerce, manœuvres des ports, etc... ne sont pas inscrits sur les registres de l'assurance chômage. Il est donc impossible de connaître exactement le nombre de chômeurs effectifs en Grande-Bretagne à une date déterminée. On arguera bien que toutes les statistiques n'ont qu'une valeur comparative, mais dans le cas présent on ne peut tirer aucune conclusion des comparaisons faites. En effet, comme on l'a déjà montré à propos de l'étude des tarifs protectionnistes, les arguments pour ou contre les tarifs qui se fondent sur des faits de nature sociale plus qu'économique n'ont qu'une faible portée. D'aucuns ont tenté de défendre les mesures protectionnistes en prétendant que ces mesures apporteraient un remède au chômage. On peut leur répondre que si effectivement la protection du marché intérieur peut avoir pour effet un nouvel essor des industries nationales et une diminution du chômage dans ces industries, par le fait même que les importations diminuent, et sans envi-

sager les conséquences d'une baisse possible des exportations, un grand nombre de salariés (employés de commerce, main-d'œuvre des chemins de fer, des ports, etc...) sont réduits au chômage.

Or, tandis que les statistiques de chômage ne manqueront pas dans ce dernier cas d'indiquer une diminution du chômage dans les industries, elles ne tiendront pas compte, ou sinon dans une mesure insuffisante, de l'augmentation du chômage dans un grand nombre d'activités pour lesquelles les salariés ne sont pas inscrits à l'assurance chômage. Il est donc préférable de ne pas entrer ici dans des considérations qui pourraient conduire à de graves inexactitudes et à une interprétation absolument fausse des phénomènes économiques récents, et l'on ne saurait se départir, dans une étude aussi délicate que celle-ci, d'une extrême prudence.

Après ces considérations préliminaires il faut aborder l'étude du mouvement des importations et des exportations pendant le dernier trimestre de l'année 1931 et les deux premiers trimestres de l'année 1932. Des comparaisons trimestrielles et à plus forte raison mensuelles, à propos du commerce extérieur d'un pays, sont délicates et nécessitent une certaine réserve si l'on veut éviter de commettre de graves erreurs. En dehors de toutes les causes propres au pays considéré, ou déterminées par la situation internationale, qui peuvent agir d'un mois à l'autre sur les importations et les exportations des diverses marchandises, les facteurs saisonniers ont un rôle prédominant. Aussi ne peut-on dire par exemple que la situation économique d'un pays a empiré parce que les exportations d'un ou plusieurs mois ont été inférieures à celles des mois précédents, et à plus forte raison ne peut-on juger de la prospérité d'une industrie à un moment déterminé en comparant ses achats de matières premières et ses exportations aux chiffres des mois précédents. Le seul moyen d'éliminer les facteurs saisonniers, et de se rendre cependant compte de l'augmen-

tation ou de la diminution de l'activité économique d'un pays d'un trimestre à un autre, consiste à comparer le trimestre considéré à ceux de la même année qui l'ont précédé et au trimestre correspondant de l'année antérieure. En procédant de la sorte on constate, d'une part, que la valeur des importations pour le quatrième trimestre de l'année 1931 a été très supérieure à celle des importations des trois premiers trimestres de la même année, malgré une baisse sensible de l'indice des prix des marchandises importées, mais inférieure à la valeur des importations du quatrième trimestre de l'année 1930, et d'autre part, que la valeur des exportations pour le quatrième trimestre 1931 a été légèrement supérieure à celle des exportations du troisième et du deuxième trimestres, mais inférieure à la valeur des exportations du premier trimestre de la même année et très inférieure à celle des exportations du quatrième trimestre de l'année 1930. Des constatations analogues sont faites pour le commerce de réexportation.

LE MOUVEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR
BRITANNIQUE PAR TRIMESTRES

Années 1930, 1931, premier semestre 1932.

(£ millions.)

<i>Importations :</i>	1 ^{er} Trim.	2 ^e Trim.	3 ^e Trim.	4 ^e Trim.
1930.....	283.5	258.2	243.3	258.9
1931.....	209.8	208.1	203.5	240.8
1932.....	193.4	166.6	—	—
<i>Exportations :</i>				
1930.....	164.1	140.7	136.3	129.6
1931.....	103.3	95.8	93.2	96.8
1932.....	92.3	94.7	—	—
<i>Réexportations :</i>				
1930.....	24.5	24.8	18.4	19.2
1931.....	17.3	18.4	12.5	15.8

Le fait marquant de ce tableau est l'augmentation rapide des importations pendant le dernier trimestre de l'année 1931. Tout semblait devoir s'opposer en effet à cette augmentation, puisque la dépréciation de la livre sterling avait abouti à abaisser les prix or intérieurs presque d'un quart. On explique cette augmentation de la manière suivante : le public britannique étant averti du prochain éta- blissement de tarifs protecteurs sur un grand nombre de marchandises importées s'est dépêché d'acheter tout ce qui lui était nécessaire avant l'imposition de ces nouveaux

droits. Les importations de produits alimentaires augmentèrent sensiblement, et surtout, les importations de produits manufacturés et semi-manufacturés enregistrèrent une hausse importante, pendant le mois d'octobre et le mois de novembre, pour diminuer ensuite considérablement en décembre. C'est pour cette même raison que les importations diminuèrent considérablement après l'imposition des droits Runciman et des droits Gilmour. En effet, les acheteurs britanniques s'étant approvisionnés avant l'imposition des tarifs, ont immédiatement après cette imposition diminué considérablement leurs achats parce qu'ils n'avaient plus besoin d'acheter.

Ce mouvement d'importations en vue de devancer l'application des tarifs protecteurs a donc dénaturé les effets immédiats de ces tarifs et permis aux esprits les plus optimistes de s'enthousiasmer un peu trop tôt sur les résultats admirables des nouvelles mesures. Une fois que les provisions faites en octobre et novembre furent épuisées les importations augmentèrent de nouveau, en dépit de la protection douanière.

Le tableau précédent montre aussi un léger progrès du commerce d'exportation pendant le quatrième trimestre 1931, sur les deux trimestres précédents, suivi d'une diminution sensible pendant le premier trimestre 1932 et une augmentation légère pendant le deuxième trimestre 1932, les chiffres pour ces deux trimestres étant inférieurs à ceux des trimestres correspondant de l'année 1931.

Le tableau statistique reproduit ci-après donne le mouvement des importations et des exportations de denrées alimentaires, matières premières, produits manufacturés et semi-manufacturés pendant l'année 1931. et le premier semestre de l'année 1932. On constate d'une manière générale que le déficit de la balance commerciale a largement diminué, et à cet égard, les tarifs protectionnistes ont pu

IMPORTATIONS BRITANNIQUES

(En £ milliers.)

Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Sept. Oct. Nov. Déc.

VALEUR C. I. F.

Denrées alimentaires et tabac :

1931.	36.245	29.982	32.590	32.495	33.290	33.366	35.074	31.846	33.631	40.814	38.642	39.691
1932.	31.456	33.615	30.946	37.539	29.858	31.424	—	—	—	—	—	—

Matières premières :

1931.	17.873	13.264	15.066	15.481	14.593	14.097	13.569	12.483	11.219	11.907	15.336	18.475
1932.	16.893	15.430	16.510	13.404	13.701	13.517	—	—	—	—	—	—

Produits manufacturés et semi-manufacturés :

1931.	20.441	19.546	22.274	20.918	20.979	20.195	20.746	20.132	22.618	27.248	28.677	18.195
1932.	13.304	20.148	13.030	11.839	11.563	11.813	—	—	—	—	—	—

Total :

1931.	71.242	63.647	70.664	70.020	69.632	68.641	70.145	65.261	68.317	80.684	83.231	77.027
1932.	62.027	70.202	61.119	53.487	55.735	57.517	—	—	—	—	—	—

EXPORTATIONS BRITANNIQUES

(En £ milliers.)

VALEUR F. O. B.

Denrées alimentaires et tabac :

1931.	3.687	2.819	2.996	2.896	2.766	2.560	2.724	2.594	2.743	3.370	3.429	2.938
1932.	2.826	2.789	2.665	2.880	2.575	2.254	—	—	—	—	—	—

Matières premières :

1931.	3.749	3.798	4.092	4.104	4.015	3.971	3.844	3.383	3.732	4.305	4.050	4.036
1932.	3.635	3.525	3.458	3.953	3.578	3.603	—	—	—	—	—	—

Produits manufacturés et semi-manufacturés :

1931.	28.721	24.033	25.644	24.319	26.000	21.651	26.507	21.965	22.223	23.958	22.885	22.661
1932.	23.423	22.616	24.162	26.752	23.158	22.870	—	—	—	—	—	—

Total :

1931.	37.563	31.792	33.989	32.482	33.895	29.431	34.251	29.136	29.846	32.832	31.863	32.077
1932.	31.123	30.011	31.196	34.781	30.196	29.723	—	—	—	—	—	—

Réexportations :

1931.	6.037	5.852	5.438	6.588	5.746	6.044	4.936	3.850	3.761	5.276	4.966	5.536
1932.	5.239	5.452	5.424	4.641	4.398	4.174	—	—	—	—	—	—

Total exportations :

1931.	43.601	37.645	39.427	39.071	39.642	35.475	39.187	32.986	33.607	38.109	36.830	37.613
1932.	36.362	35.463	36.620	39.423	34.595	33.898	—	—	—	—	—	—

avoir eu une heureuse répercussion, mais à partir du mois d'avril le déficit a augmenté de nouveau :

DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Septembre 1931.....	34.7	£ millions.
Octobre 1931.....	42.5	»
Novembre 1931.....	46.4	»
Décembre 1931.....	39.4	»
Janvier 1932.....	25.9	»
Février 1932.....	34.7	»
Mars 1932.....	24.4	»
Avril 1932.....	14.0	»
Mai 1932.....	21.1	»
Juin 1932.....	23.6	»

On peut remarquer l'augmentation des importations de denrées alimentaires pendant le dernier trimestre de l'année 1931, due en partie à des motifs saisonniers et en partie aussi au désir des acheteurs britanniques de s'approvisionner avant l'établissement des nouveaux tarifs. On peut remarquer également l'augmentation des importations de matières premières à partir du mois de septembre 1931, signe favorable d'une reprise de l'activité des industries britanniques. Après avoir progressé en octobre et en novembre 1931, les importations de matières premières ont atteint un chiffre exceptionnel en décembre. Elles se sont maintenues à un chiffre relativement élevé pendant les trois premiers mois de l'année 1932, et ont ensuite diminué très sensiblement pendant le deuxième trimestre de l'année 1932. On verra, en effet, qu'une reprise de l'activité industrielle a eu lieu vers la fin de l'année 1931, et que l'année 1932 a débuté sous des auspices assez favorables. Malheureusement les espoirs trop rapidement échafaudés

ont été déçus, et le deuxième trimestre de l'année 1932 a marqué une régression très sensible sur le premier, et une nouvelle accentuation de la crise économique en Grande-Bretagne, comme d'ailleurs partout ailleurs.

Le résultat le plus frappant, et qui d'ailleurs était le but principal à atteindre, des mesures douanières, a été la diminution considérable des importations de produits manufacturés et semi-manufacturés. De 22.1 £ millions en septembre 1931 la valeur de ces importations est montée à 28.6 £ millions en novembre, avant l'application des droits protecteurs pour tomber ensuite à 18.1 £ millions en décembre, 13.3 £ millions en janvier 1932 et 11.8 £ millions en juin 1932.

Quant aux exportations, les exportations de matières premières ont progressé pendant les trois derniers mois de l'année 1931 pour diminuer par la suite et se maintenir sensiblement au même chiffre qu'en septembre 1931. Les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés ont subi de leur côté un léger essor en octobre 1931 pour retomber ensuite à des chiffres voisins de celui de septembre 1931. Elles ont enregistré un essor sensible pendant le mois de mars et le mois d'avril 1932, pour s'abaisser de nouveau en juin à un chiffre voisin de celui du début de l'année.

De cette brève analyse on peut dégager les conclusions suivantes :

La dépréciation de la livre sterling a été loin de produire en Grande-Bretagne les résultats que l'on espérait d'elle. Son effet sur les importations a été très limité puisqu'elle n'a pas empêché celles-ci d'augmenter considérablement pendant les deux mois qui ont précédé l'application des tarifs, et que leur diminution par la suite a été plutôt due à l'action des tarifs protecteurs qu'à celle de la dépréciation monétaire et par conséquent de la baisse des prix or à l'intérieur de la Grande-Bretagne. Néanmoins cette dépré-

ciation a contribué à rendre encore plus efficace la protection douanière vis-à-vis des pays étrangers qui avaient conservé l'étalon d'or en majorant à l'égard de ceux-ci les tarifs perçus sur leurs exportations à destination du marché britannique de la valeur même de la dépréciation de la monnaie britannique.

L'effet de la dépréciation de la livre sterling sur les exportations britanniques a été extrêmement limité, et a déçu beaucoup d'espairs. Il pouvait difficilement en être autrement. En effet, une des causes principales de la chute des exportations depuis 1929 a été la restriction des débouchés extérieurs. Cette restriction des débouchés a eu elle-même une double cause : d'abord la fermeture des marchés étrangers par des barrières douanières de plus en plus élevées, ensuite l'appauvrissement des clients de la Grande-Bretagne. La première de ces causes a joué principalement pour les pays européens et américains, la deuxième a surtout été le fait des dominions et colonies britanniques qui ne pouvant plus exporter leurs matières premières à cause de l'arrêt général de l'activité industrielle n'étaient plus en mesure d'acheter à la Grande-Bretagne ses produits manufacturés. Ainsi, la cause principale du déclin du commerce d'exportation étant une cause extérieure à la Grande-Bretagne, il était vain d'espérer qu'une réforme propre à la Grande-Bretagne ramènerait la prospérité de ses industries et de son commerce d'exportation.

Il faut ajouter que les avantages que la Grande-Bretagne était en droit d'espérer de la dépréciation de sa monnaie ont été réduits à néant à l'égard de beaucoup de pays étrangers et de pays impériaux qui, après la Grande-Bretagne, abandonnèrent eux aussi l'étalon d'or et enregistrèrent une dépréciation sensible de leurs devises. Ainsi après la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande, le Portugal, le Japon, établirent à leur tour le cours forcé de leurs monnaies respectives. Un grand nombre de pays de l'Empire Britannique durent faire la même chose, et en

particulier ceux des Dominions et Colonies dont la monnaie avait pour base la livre sterling, en vertu des principes du fonctionnement du Gold Exchange Standard. De même, un grand nombre de pays européens, américains, etc..., qui avaient adopté le même régime, et dont les monnaies étaient plus ou moins solidaires de la livre sterling, furent contraints d'abandonner l'étalon d'or. Ainsi disparut bientôt à l'égard d'un grand nombre de pays l'avantage que la Grande-Bretagne pouvait retirer de la dépréciation de sa monnaie pour favoriser un nouvel essor de ses exportations.

Cependant la dépréciation de la livre sterling a eu sur l'ensemble de l'économie britannique des effets salutaires. On a montré comment la politique monétaire poursuivie depuis la guerre n'avait pas été critiquable dans son principe même, mais avait abouti à des conséquences désastreuses pour le pays tout entier parce que les mesures d'économie et de déflation indispensables à une telle politique n'avaient pas été prises ⁽¹⁾. Les prix intérieurs britanniques, et surtout les prix de détail et les salaires, étaient demeurés à un niveau beaucoup trop élevé, d'où il était résulté des charges écrasantes pour les industries britanniques qui n'étaient plus en mesure de lutter avec la concurrence étrangère. Il n'est pas douteux qu'en 1931 la livre sterling avait une valeur supérieure à celle qu'elle aurait dû avoir, étant données les conditions économiques qui régnaient en Grande-Bretagne, et la meilleure preuve en est la baisse immédiate et profonde de cette devise, dès que sa convertibilité en or fut suspendue. La livre sterling perdit rapidement près du quart de sa valeur. Comme on l'a déjà montré dans un précédent chapitre rien ne fut changé dans l'économie intérieure puisque tous les prix et salaires furent abaissés dans

(1) Voir le Rapport du Comité May, *op. cit.*; — voir le Rapport du Comité Macmillan, *op. cit.*

leur valeur or, de la même proportion, mais conservèrent la même valeur nominale. Mais la situation des industries exportatrices et du commerce d'exportation devint bien meilleure, puisqu'une marge désormais beaucoup plus grande exista entre les prix de revient, dont la valeur or avait baissé du quart, et le prix de vente des marchandises exportées.

C'est alors qu'intervinrent les mesures protectionnistes pour accentuer cette tendance. Par la protection qui fut accordée au marché intérieur, les industries nationales ne furent plus autant gênées par la concurrence étrangère, et les prix de gros montèrent sur le marché intérieur britannique. On a vu que ce résultat n'avait été que momentané. Il a permis néanmoins d'opérer des réajustements favorables à une reprise de l'activité. Le principal résultat des mesures protectionnistes fut d'entraver dans une très large proportion les importations de produits manufacturés, et de diminuer d'autant le déficit de la balance commerciale.

Somme toute la dépréciation de la monnaie britannique et les mesures protectionnistes ont atteint les résultats que la sagesse permettait de prévoir. La dépréciation monétaire, d'abord, a procuré à la Grande-Bretagne un regain d'activité momentané et il ne pouvait guère en être autrement. Il était vain d'espérer un nouvel essor du commerce d'exportation alors que la crise continuait à se propager de par le monde et voyait ses méfaits se multiplier. Il était vain également, et aussi, dangereux d'espérer que cette dépréciation déterminerait une hausse définitive des prix de gros en Grande-Bretagne. Cette hausse ne pouvait être que passagère étant données les conditions économiques générales dans le monde entier, et si elle avait été rendue durable par des prohibitions douanières excessives et par une politique d'inflation, il en serait résulté des conséquences graves pour l'économie du pays et pour son commerce extérieur. Il paraissait impossible, en effet, d'espérer qu'une hausse importante et définitive des prix de gros pourrait être réalisée en

Grande-Bretagne sans entraîner peu à peu une hausse du coût de la vie et des salaires. Si cette hausse des prix était résultée uniquement, comme le préconisait M. Keynes au printemps 1931 ⁽¹⁾, de mesures protectionnistes, le danger n'aurait pas été très grand, mais cette hausse aurait plutôt été inefficace, parce que, quoiqu'en ait prétendu M. Keynes, il aurait été difficile d'empêcher les prix de la vie et des salaires de suivre la même progression. Mais une hausse définitive et importante des prix de gros en Grande-Bretagne, provoquée par la dépréciation de la monnaie et l'inflation, comme d'aucuns la souhaitaient si ardemment, aurait pu avoir des conséquences très fâcheuses, en entraînant une hausse du coût de la vie et des salaires, et en plaçant finalement à nouveau le pays dans les mêmes conditions de vie chère qu'autrefois, mais avec une monnaie dorénavant instable, propre à inspirer la défiance et possédant un pouvoir d'achat très amoindri. Le Gouvernement britannique ne peut donc que se féliciter de s'être opposé avec la plus grande énergie à toutes les tentatives d'inflations, tentatives qui n'auraient réussi qu'à accroître les difficultés présentes, en en créant de nouvelles, au lieu de les résoudre.

Les tarifs institués n'ont pas été seulement des tarifs protectionnistes, mais aussi des tarifs préférentiels. Bien que peu de temps se soit encore écoulé depuis leur première mise en vigueur, leur influence a été assez déterminante pour que des modifications aient pu être constatées pendant les mois qui ont suivi, dans la répartition géographique des origines des importations britanniques. Indépendamment de ces mesures, quelques changements se sont aussi produits, depuis septembre 1931, dans la distribution géographique des exportations, auxquels il est bon de consacrer un rapide commentaire.

(1) Consulter sur les Théories de M. Keynes et la controverse du Néo-Protectionnisme : *Le New Statesman*, 7 mars, 28 mars, 11 avril 1931; — *Le Times*, 21 mars, 25 mars 1931.

On reproduit plus loin deux tableaux statistiques qui serviront de bases à nos appréciations. L'un d'eux établit la distribution géographique du commerce extérieur britannique entre les continents, et l'autre, la distribution géographique entre les pays de l'Empire et les pays étrangers. On compare, d'une part, l'année 1931 à l'année 1930 et à l'année 1924 et, d'autre part, le premier semestre 1932 au premier semestre 1931. On constate une augmentation très sensible des importations d'origine impériale pendant le premier semestre 1932, à la fois sur le premier et sur le deuxième semestre de l'année 1931, et une diminution corrélative des importations d'origine étrangère.

Les importations d'origine impériale ont atteint 130.4 £ millions pendant le premier semestre 1932, contre 126.6 £ millions pour le premier semestre 1931 et 121.0 £ millions pour le deuxième semestre 1931. Au contraire, les importations de provenance étrangère n'ont atteint que 229.5 £ millions pendant le premier semestre 1932, contre 291.2 £ millions pour le premier semestre 1931 et 323.3 £ millions pour le deuxième semestre 1931. Il est vrai comme on l'a déjà constaté que les importations ont augmenté d'une façon excessive avant l'établissement des mesures protectionnistes pour diminuer ensuite dans des proportions exagérées. Aussi le premier trimestre de l'année 1932 a-t-il été marqué par une diminution importante des importations d'origine étrangère dans tous les principaux groupes de marchandises. Quoi qu'il en soit, on est obligé de constater que les mesures protectionnistes et préférentielles ont été très efficaces et ont contribué largement à développer la dépendance de la Grande-Bretagne vis-à-vis de ses possessions d'outremer en affranchissant d'autant le Pays à l'égard de ses fournisseurs étrangers.

Pour les exportations, on constate que leur valeur pendant le premier semestre 1932 a été inférieure à leur valeur pour le premier semestre 1931, à la fois pour les exportations destinées à l'Empire et pour les exportations destinées

aux pays étrangers. Mais si on compare le premier semestre 1932 au deuxième semestre 1931 on constate que, tandis que les exportations à destination des pays étrangers ont sensiblement diminué, celles dirigées vers l'Empire ont conservé à peu près la même valeur.

DISTRIBUTION
DU COMMEFCE EXTERIEUR BRITANNIQUE
ENTRE LES CONTINENTS

(En pourcentages.)

	Europe	Afrique	Asie	Amérique du Nord et Centrale	Amérique du Sud	Océanie
<i>Importations :</i>						
	%	%	%	%	%	%
Année 1924....	31.5	9.9	12.1	27.1	9.6	9.6
Année 1930....	43.0	5.9	11.5	18.7	9.3	11.3
Année 1931....	37.7	7.3	11.7	19.8	9.9	13.4
1 ^{er} sem. 1924..	33.7	8.2	11.6	25.8	9.2	10.6
1 ^{er} sem. 1931..	44.2	5.8	10.5	18.1	9.4	11.8
1 ^{er} sem. 1932..	36.7	7.1	11.2	20.0	10.4	14.4
<i>Exportations :</i>						
Année 1924....	37.0	9.6	24.1	12.3	6.9	9.8
Année 1930....	41.4	13.0	19.2	10.6	8.7	6.9
Année 1931....	43.1	11.8	21.6	10.0	6.0	7.3
1 ^{er} sem. 1924..	37.8	9.6	23.6	11.9	7.2	9.7
1 ^{er} sem. 1931..	42.4	12.8	18.3	12.1	7.9	6.2
1 ^{er} sem. 1932..	42.7	11.8	20.8	11.1	5.9	7.4
<i>Réexportations :</i>						
Année 1924....	70.3	2.1	1.4	21.3	0.7	3.9
Année 1930....	74.7	3.4	3.2	14.9	1.5	2.0
Année 1931....	78.0	3.1	2.5	13.1	1.5	1.5
1 ^{er} sem. 1924..	73.0	2.2	1.4	18.0	0.8	4.2
1 ^{er} sem. 1931..	75.4	3.3	2.7	15.3	1.4	1.7
1 ^{er} sem. 1932..	78.8	2.9	2.4	13.0	1.2	1.5

DISTRIBUTION
DU COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE
ENTRE LES PAYS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE
ET LES PAYS ETRANGERS

	Pays de l'Empire		Pays Etrangers		Total	
	£ millions	o o	£ millions	o o	£ millions	o o

Importations :

Année 1924...	385.9	30.2	891.4	69.7	1.277.4	100.0
Année 1930...	304.0	29.1	739.9	70.8	1.043.9	100.0
Année 1931...	247.6	28.7	614.5	71.2	862.1	100.0
1 ^{er} sem. 1924..	187.6	31,3	410.7	68.6	598.4	100.0
1 ^{er} sem. 1931..	126.6	30.3	291.2	69.6	417.8	100.0
1 ^{er} sem. 1932..	130.4	36.2	229.5	63.7	359.9	100.0

Exportations :

Année 1924...	333.7	41.6	467.1	58.3	800.9	100.0
Année 1930...	248.3	43.5	322.4	56.4	570.7	100.0
Année 1931...	170.6	43.8	218.5	56.1	389.1	100.0
1 ^{er} sem. 1924..	158.1	40.7	230.3	59.2	388.4	100.0
1 ^{er} sem. 1931..	87.2	43.8	111.8	56.1	199.1	100.0
1 ^{er} sem. 1932..	83.8	44.8	103.2	55.1	187.0	100.0

Réexportations :

Année 1924...	26.4	18.8	113.5	81.1	139.9	100.0
Année 1930...	20.4	23.5	66.3	76.4	86.8	100.0
Année 1931...	16.1	25.1	47.9	74.8	64.0	100.0
1 ^{er} sem. 1924..	12.9	17.5	61.1	82.4	74.1	100.0
1 ^{er} sem. 1931..	8.3	23.3	27.3	76.6	35.7	100.0
1 ^{er} sem. 1932..	6.3	21.5	23.0	78.4	29.3	100.0

Parmi ceux des Dominions qui ont bénéficié d'une augmentation de leurs exportations en Grande-Bretagne pendant le premier semestre de l'année 1932, il faut citer le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Au contraire, les exportations de l'Inde à destination de la Grande-Bretagne n'ont pas augmenté et celles de l'Irlande ont diminué. Le conflit actuel, à la fois de nature politique, économique et commerciale, qui tend à séparer l'Irlande de la Grande-Bretagne, peut avoir des répercussions des plus graves sur l'économie de ces deux pays. Il a déjà abouti à restreindre considérablement les échanges de produits irlandais et britanniques, et les représailles douanières auxquelles on a eu recours des deux côtés ne sont pas pour favoriser un nouvel essor des relations commerciales de ces deux peuples, dont les intérêts respectifs, pour aussi opposés qu'ils puissent être, sont étroitement liés les uns aux autres.

Du côté de la Grande-Bretagne, ses exportations à destination des Dominions et des Colonies britanniques ont été pendant le premier semestre 1932 sensiblement égales à celles du deuxième semestre 1931, mais nettement inférieures à celles du premier semestre 1931. Les exportations à destination de l'Australie, de l'Inde et même de l'Irlande ont été supérieures, pendant les six premiers mois de l'année 1932 à celles des six premiers mois de l'année 1931. Par contre, une diminution sensible a été enregistrée dans les exportations à destination du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de l'Afrique du Sud. L'Inde occupe toujours la première place parmi les marchés d'exportation de la Grande-Bretagne bien que son importance relative soit en diminution constante. Les troubles politiques qui sévissent dans l'Inde depuis longtemps, et qui tendent à s'aggraver, ne sont pas faits pour rassurer l'opinion britannique; si la Grande-Bretagne venait à perdre un jour cet immense marché d'exportation, ce serait pour son industrie et son commerce la source de nouvelles difficultés pouvant aller jusqu'à la catastrophe.

Du côté de l'Europe, les importations britanniques de provenance européenne, après avoir beaucoup augmenté pendant le dernier trimestre de l'année 1931 et avant l'application des mesures douanières, ont ensuite largement diminué pendant le premier et le deuxième trimestres de l'année 1932. Parmi les pays les plus atteints par les mesures protectionnistes de la Grande-Bretagne, il faut citer au premier rang la Russie soviétique, et ensuite l'Allemagne et la France. Au contraire, les exportations de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Italie, à destination de la Grande-Bretagne, n'ont pas beaucoup diminué. Les exportations de l'Espagne et celles des pays scandinaves, vers la Grande-Bretagne, ont légèrement augmenté (ces pays n'ont pas subi comme les précédents le contre-coup de la dépréciation de la livre sterling puisque les pays scandinaves ont établi le cours forcé et que l'Espagne a vu de son côté sa monnaie baisser dans de très larges proportions).

Les importations britanniques provenant de certains pays américains, tels que la République Argentine, de l'Égypte, et de certains pays asiatiques, ont augmenté depuis le début de l'année 1932. Au contraire d'autres pays extra-européens, tels que le Brésil, ont été très éprouvés par la nouvelle politique protectionniste de la Grande-Bretagne.

Quant aux exportations de la Grande-Bretagne en Europe, elles ont augmenté à la fois en valeur absolue et en importance relative, au cours des premiers mois de l'année 1932, et elles ont été pour le premier semestre de l'année 1932 supérieures à la fois à celles du premier et du deuxième semestres de l'année 1931.

Parmi les pays européens, seules la France et la Belgique ont diminué leurs achats en Grande-Bretagne dans la même proportion que ce sont trouvées diminuées leurs ventes à ce pays. Au contraire, et en dépit même de la politique protectionniste de la Grande-Bretagne, les exportations de celle-ci vers l'U. R. S. S., l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas et l'Italie ont augmenté. Ce fait est caractéristique et

d'une importance capitale. Il fournit la principale critique à adresser à la politique protectionniste et préférentielle. On a montré comment, depuis le début de la crise économique et contrairement à tout ce qu'on aurait pu prévoir, les exportations destinées à l'Empire ont subi une diminution beaucoup plus forte que celles destinées à l'Europe. On aurait pu croire qu'avec le développement du protectionnisme dans le monde et la tendance de plus en plus marquée, pour chaque peuple, de se suffire à lui-même, cette même tendance se serait produite dans l'Empire Britannique et la crise économique aurait pour effet de rapprocher les peuples britanniques les uns des autres et d'augmenter d'autant leur indépendance à l'égard de l'Etranger. Il n'en a rien été, et l'Europe a continué à être de beaucoup le principal débouché pour les produits britanniques, en comparaison de chacun des autres continents. Bien plus, tandis que les exportations britanniques s'effondraient, à destination de certains marchés impériaux, elles n'enregistraient qu'une faible diminution à destination des pays européens. On a expliqué ce fait de la manière suivante : les Dominions privés des ressources que leur procuraient leurs exportations de matières premières en grande partie interrompues du fait de la crise, n'ont plus eu les moyens d'importer des produits manufacturés en aussi grandes quantités qu'autrefois, et comme la Grande-Bretagne était leur principal fournisseur, c'est elle qui a été la plus durement frappée par ces restrictions. Ce n'est donc pas par suite d'une discrimination pratiquée par les Dominions à l'égard des produits britanniques, mais simplement à cause de leur appauvrissement du fait de la crise économique, que les exportations britanniques à destination de ces marchés ont enregistré une baisse si profonde pendant les années 1930 et 1931. Mais quoi qu'il en soit des raisons qui l'ont déterminé, le fait est là et s'impose à l'attention de tous.

Les mesures protectionnistes ont considérablement favo-

risé les importations d'origine impériale, et, du même coup, les exportations à destination des marchés impériaux ont cessé de diminuer, mais n'ont pas augmenté, et ne pourront pas augmenter tant que durera la crise économique et l'appauvrissement général des pays britanniques. Par ailleurs, les mesures protectionnistes, et surtout les mesures préférentielles qui ont été prises en Grande-Bretagne ont provoqué le mécontentement unanime des pays européens, et aussi de certains pays extra-européens. Les industries exportatrices de la Grande-Bretagne ont été aux prises avec des difficultés sérieuses depuis décembre 1931, par suite de l'établissement de mesures de réciprocité et discriminatoires à l'égard des produits britanniques, dans un certain nombre de pays européens.

Le problème qui se pose actuellement pour la Grande-Bretagne est de savoir si elle va courir le risque de perdre une partie importante de ses débouchés européens, alors qu'elle ne peut espérer pour l'instant un nouvel essor de ses exportations à destination des marchés de son Empire (1).

Il semble que les dirigeants de la Grande-Bretagne comprennent bien, en dépit de leur attitude un peu dédaigneuse à l'égard de l'Europe, que leur pays est uni à l'Europe par des liens très étroits et qu'il serait dangereux de vouloir élargir. D'ailleurs, certains pays européens comprennent également le profit qu'ils retirent de leur commerce avec la Grande-Bretagne. C'est ainsi notamment qu'une propagande très active a été organisée au Danemark en faveur des produits britanniques, ce pays ayant compris le danger que présenterait pour son industrie et son commerce la substitution par la Grande-Bretagne de l'Irlande et du Canada au Danemark pour ses importations de denrées alimentaires (lard, volaille, œufs, produits de laiterie, etc.). Or le Danemark

(1) Consulter dans l'*Economist* du 21 mai 1932, p. 1123, un article intitulé : « The Direction of Overseas Trade. »

vend en moyenne, chaque année, à la Grande-Bretagne, cinq fois plus qu'il ne lui achète, et sur les 100 £ millions qu'ont atteint les importations danoises en 1931, à peine 10 % de ces importations sont provenus de Grande-Bretagne. Aussi des efforts très sérieux ont été faits par le Danemark pour développer sur son marché la consommation des produits britanniques, et c'est dans ce but qu'a été organisée l'exposition britannique au Danemark, ouverte en septembre dernier, et placée sous la présidence du Prince de Galles et du Kronprinz de Danemark ⁽¹⁾.

Il faut souhaiter, dans l'intérêt à la fois de la Grande-Bretagne et des pays européens, que d'autres initiatives analogues seront prises, à la fois en Grande-Bretagne et dans les pays européens, afin de restaurer un courant d'échanges réguliers entre la Grande-Bretagne et l'Europe dont ni l'une ni l'autre ne sauraient se passer sans encourir des menaces sérieuses pour leurs économies respectives.

Il serait intéressant de prendre successivement les diverses catégories d'importations et d'établir pour chacune d'elles une comparaison entre les tarifs douaniers et préférentiels qui lui ont été assignés et les modifications qui se sont produites depuis le début de l'année dans son volume d'abord et ensuite dans la répartition géographique de ses provenances. Mais, en dehors même de la difficulté de se procurer tous les renseignements nécessaires et de l'ampleur d'une telle étude dépassant largement les cadres de notre ouvrage, les appréciations auxquelles on serait conduit seraient plus ou moins erronées du fait de l'intervention de facteurs saisonniers, ayant pour résultat des variations considérables des importations de chaque marchandise d'un mois à l'autre, et qu'il serait fort difficile d'éliminer. Aussi préfère-t-on conserver à la présente étude un caractère très

(1) Consulter le *Times* du 25 avril 1932 sur les progrès du commerce entre la Grande-Bretagne et le Danemark.

général, nécessité d'ailleurs par les dimensions mêmes du sujet sur lequel portent nos observations, et on se bornera à indiquer les modifications intervenues, depuis septembre 1931, dans le volume et la provenance des principales catégories d'importations, et dans le volume et la destination des principales catégories d'exportations, dans l'étude qui sera faite au paragraphe suivant de la situation actuelle des principales industries exportatrices de la Grande-Bretagne.

Pour donner une appréciation d'ensemble de la position du commerce extérieur britannique à la fin du premier semestre de l'année 1932, on ne peut mieux faire que de commenter le discours prononcé par M. Runciman, président du Board of Trade, à la Chambre des Communes, le 14 avril 1932, quelques jours avant le vote de la loi de douanes du 22 avril, en tenant compte de l'évolution qui s'est produite après cette date pendant les mois de mai et de juin (1). M. Runciman a commencé par rappeler que la Grande-Bretagne est essentiellement un pays industriel et vivant de son commerce extérieur, ce dernier s'étendant au monde entier. C'est à cause même des nombreux intérêts que la Grande-Bretagne possède à l'extérieur que tout événement qui se produit dans une partie du monde ne manque pas d'avoir un effet, sinon direct, du moins indirect, sur les industries de la Grande-Bretagne, ses relations commerciales et l'activité de sa marine marchande. M. Runciman rappelle que le tiers du commerce extérieur s'est effectué, jusqu'à une date récente, avec l'Europe, et que l'Europe continue à occuper une place prépondérante à la fois comme fournisseur et comme marché d'exportation de la Grande-Bretagne. Il convient donc tout en se mettant à l'abri d'une

(1) Consulter dans le *Times* du 15 avril 1932, le compte rendu du discours prononcé par M. Runciman à la Chambre des Communes.

concurrence excessive pratiquée par certains pays européens, de ne pas perdre de vue que ces pays constituent pour la Grande-Bretagne des débouchés de première importance.

M. Runciman a justifié ensuite la politique commerciale poursuivie par le Gouvernement depuis la fin de l'année 1931. Il a montré les heureuses répercussions des mesures douanières sur la balance commerciale du pays et sur l'activité des industries intéressées, et il a critiqué la manière dont ont été établies les récentes statistiques de chômage, rendant impossible toute comparaison entre ces statistiques et celles de l'année précédente. Il conclut à une amélioration de l'activité générale du pays, et, à cet égard, il semble qu'il se soit montré quelque peu optimiste. Les mesures douanières relatives aux importations anormales ont abouti, pendant le premier trimestre de l'année 1932, à abaisser directement les importations de plus de 8 £ millions, et indirectement de 16 à 17 £ millions. Ces mesures ont eu pour résultat de supprimer des importations une large quantité de marchandises dont la Grande-Bretagne a pu se passer facilement, et d'abaisser considérablement les importations de produits de luxe et de produits superflus taxées avec une particulière sévérité. Mais M. Runciman ne tient pas compte de la part de la baisse des importations qui a été due à un appauvrissement de la Grande-Bretagne et au déclin d'activité de ses entreprises, contraintes de réduire leurs achats de matières premières puisqu'elles n'ont plus la possibilité de les revendre après les avoir manufacturées. L'argument de M. Runciman conserve donc toute sa valeur pour les importations de produits finis et de produits de luxe, mais il est critiquable lorsqu'il s'agit des importations de matières premières et de denrées alimentaires : la diminution des premières est due au marasme industriel et au déclin des réexportations, la diminution des dernières est le résultat d'un appauvrissement national et des privations que le peuple britannique a dû s'imposer.

Se plaçant ensuite au point de vue des exportations, M. Runciman démontre que si la diminution des exportations pour le premier trimestre 1932 comparé au premier trimestre 1931 a été de 11 £ millions, cette diminution a été comparativement beaucoup moins accentuée que dans quatre pays étrangers qu'il prend pour exemples : les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, où la diminution des exportations pour le premier trimestre 1932 comparé au premier trimestre 1931 a été respectivement de 35 %, 21 %, 33 % et 34 %. Il en conclut que si les mesures prises en Grande-Bretagne ont été impuissantes à déterminer une reprise de l'activité du commerce d'exportation, elles ont du moins empêché cette activité de diminuer encore davantage. On peut toutefois répondre à cet argument qu'il semble assez naturel, *a priori*, que le déclin du commerce d'exportation depuis le 1^{er} janvier 1931 ait été moins accentué en Grande-Bretagne que partout ailleurs, puisque le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne a traversé depuis la guerre une crise grave, tandis qu'il était généralement prospère dans les autres pays, et qu'en 1930 la situation du commerce britannique était beaucoup plus grave que celle du commerce des pays étrangers.

Enfin, M. Runciman a envisagé la situation monétaire et financière du pays, et il a montré que la confiance avait été restaurée en Grande-Bretagne, et que la meilleure preuve en était les importations d'or et l'afflux des capitaux vers le marché de Londres. Malgré l'établissement du cours forcé et la dépréciation de la livre sterling, Londres était bien demeuré le centre international des transactions et le premier marché de capitaux.

Les modifications intervenues en mai et en juin 1932 ont eu un caractère surtout saisonnier, la diminution des exportations et l'augmentation des importations durant ces deux mois ayant été comparables à ce qui se produit d'habitude à pareille époque, ce qui fait que la situation au 30 juin était sensiblement la même qu'au moment où

M. Runciman prononçait son discours à la Chambre des Communes.

Dans l'ensemble, la situation du commerce extérieur britannique à la fin des six premiers mois de l'année présente n'était pas plus mauvaise qu'à la fin des six premiers mois de l'année précédente, et c'était déjà beaucoup, elle n'était guère meilleure non plus. La dépréciation monétaire et les réformes douanières ont facilité des ajustements dans les principales branches de l'activité nationale, mais la situation est demeurée aussi grave. Le commerce extérieur souffre surtout d'un arrêt complet des échanges, dû à un arrêt général des industries et des commandes. Tout ce que l'on pouvait espérer c'était d'empêcher, par la réalisation d'économies, l'augmentation du déficit de la balance commerciale, et, à cet égard, les mesures prises ont remporté les succès espérés. La diminution considérable des importations de produits manufacturés et le renversement actuel de la balance dans le sens d'un excès des exportations de produits manufacturés sur les importations constituent le fait caractéristique des premiers mois de l'année 1932, et qui permet d'augurer favorablement de l'avenir. Mais, en dépit de tous les efforts tentés, l'activité industrielle et commerciale n'a pas fait de progrès, ou bien si elle a fait de légers progrès dans certaines branches, ces progrès ont été plus que compensés par des régressions dans d'autres branches.

Le facteur déterminant du ralentissement actuel du commerce extérieur britannique est la crise économique qui sévit dans le monde entier. Or, ce n'est pas dans le cadre d'un seul pays, ou même d'un groupe de pays, que l'on peut apporter des remèdes définitifs à la crise économique. Les esprits optimistes, trop confiants dans l'efficacité de la nouvelle politique protectionniste et préférentielle, et trop confiants par la suite dans les résultats de la conférence d'Ottawa, ont été par deux fois déçus. Tant que des mesures n'auront pas été prises, de concert entre les peuples, propres

à résoudre dans leur ensemble les problèmes de la crise économique, il sera fort difficile à un pays agissant isolément d'améliorer sa situation internationale, et même sa situation intérieure.

§ 2. *La situation actuelle des principales industries exportatrices de la Grande-Bretagne.*

Une étude, ou pour le moins, un aperçu de la situation actuelle des industries ayant un rôle fondamental dans le commerce extérieur s'impose. Elle complète, en effet, les notions générales qui viennent d'être exposées; et, en même temps, de l'activité actuelle des industries exportatrices, on peut déduire des pronostics touchant à l'avenir immédiat du commerce extérieur.

Un grand nombre d'industries sont, en Grande-Bretagne, en relation de dépendance réciproque avec le commerce extérieur, soit qu'elles se consacrent entièrement à la fabrication d'articles destinés à l'exportation, soit plus généralement qu'elles comptent parmi leurs clients de nombreux acheteurs étrangers en même temps que des acheteurs britanniques.

On se borne à ne considérer ici que les industries ayant un rôle prépondérant dans le commerce extérieur britannique : l'industrie du charbon, l'industrie du fer et de l'acier, l'industrie du coton et l'industrie de la laine, et on renvoie à des tableaux statistiques reproduits à la fin pour de plus amples renseignements sur les mouvements des importations et des exportations des diverses catégories de produits manufacturés depuis septembre 1931.

1° *L'industrie du charbon.*

A la suite de l'abandon de l'étalon d'or et en dépit de la prime à l'exportation conférée au charbon anglais par la

dépréciation de la monnaie, la situation de l'industrie houillère est demeurée mauvaise. Seules, les commandes émanant du marché national ont été accrues à l'approche de l'hiver. Les commandes de l'Etranger augmentèrent quelque peu pendant les derniers mois de l'année 1931 pour diminuer ensuite, et l'essor que l'on aurait été en droit d'espérer après la dépréciation de la livre sterling ne se produisit pas. Cette stagnation des exportations britanniques a été due à la fois à l'importance des stocks invendus sur les marchés étrangers et aux restrictions opposées par certains pays aux importations de charbon britannique. Ainsi la France prit des mesures de contingentement à l'égard du charbon britannique et établit une surtaxe de 15 % *ad valorem* sur les importations de charbon provenant des pays dont la monnaie s'était dépréciée. De cette façon, non seulement la Grande-Bretagne se vit fermer une partie du marché français, mais des concurrents dangereux lui furent opposés : les pays demeurés fidèles à l'étalon d'or et qui n'étaient donc pas assujettis à la surtaxe de 15 %. Ces mesures prises par le Gouvernement français causèrent d'autant plus de tort aux mines britanniques que la France est le premier marché d'exportation du charbon britannique. Les exportations de charbon de la Grande-Bretagne en France, qui étaient de 1.042.000 tonnes en novembre 1930, n'atteignirent plus que 945.000 tonnes en octobre 1931 et 809.000 tonnes en novembre 1931.

En février 1932, les mesures de contingentement prises par la France furent accrues : le contingent de 72 % des quantités moyennes importées pendant les trois années 1928, 1929, 1930, établi le 1^{er} décembre 1931, fut réduit à 64 % le 1^{er} février 1932. La Grande-Bretagne ne put plus exporter en France que 64 % de la moyenne de ses exportations pendant les trois années 1928, 1929, 1930. Toutefois, la surtaxe de 15 % frappant le charbon britannique fut supprimée.

Des mesures analogues et des plus rigoureuses pour le charbon anglais furent prises par d'autres pays, et aboutirent à développer les entraves opposées aux exportations britanniques. L'Allemagne fournit en cette matière un exemple particulièrement frappant de mesures prohibitives, tendant à arrêter complètement les échanges de peuple à peuple, et d'ailleurs, rendues nécessaires par les circonstances (1).

Depuis 1929, le chômage dans les mines était particulièrement grave en Allemagne. Le nombre des mineurs employés dans les mines de la Ruhr avait diminué de 40 %, tandis qu'il s'était abaissé seulement de 15 % en Grande-Bretagne. Etant donnée la gravité des circonstances, le Gouvernement allemand interdit formellement les importations de charbons étrangers en Allemagne, cette interdiction devant prendre fin en octobre 1931. Cette mesure prohibitive n'eut aucune répercussion sur les importations de charbon anglais en Allemagne, parce que les autorités allemandes continuèrent à autoriser l'entrée du charbon importé par voie de mer. Les exportations de charbon britannique en Allemagne qui avaient été de 5.5 millions de tonnes en 1926, furent encore de 4.7 millions de tonnes en 1931. En octobre 1931, à la fois, la prime donnée au charbon anglais par la dépréciation de la livre sterling, et le désir de rétablir l'équilibre de la balance commerciale allemande, déterminèrent le Gouvernement du Reich à prendre des mesures de contingentement à l'égard du charbon anglais. En octobre 1931, le contingent mensuel d'importations de charbon britannique, qui était de 450.000 tonnes, fut abaissé à 300.000 tonnes.

Indisposé ensuite par le tort que les mesures protectionnistes britanniques causaient à l'Allemagne, le Gouver-

(1) Consulter dans la revue allemande *Wirtschaftsdienst* du 1^{er} avril 1932, un article intéressant intitulé : « Conflit entre les mines de charbon anglaises et allemandes. »

nement du Reich abaissa progressivement le contingent mensuel des importations de charbon anglais à 225.000 tonnes en février 1932, 175.000 tonnes en mars 1932, 125.000 tonnes en avril 1932, et ce contingent fut abaissé par la suite à 66.000 tonnes. Pendant ce temps, les charbons belges et hollandais continuèrent à entrer librement en Allemagne.

Ces mesures draconiennes prises par l'Allemagne furent la source de nombreuses difficultés, et elles occasionnèrent des pertes importantes à la fois aux exportateurs britanniques, aux importateurs allemands, et aux clients de ces importateurs. Il semble que l'Allemagne ait surtout tenu à riposter aux mesures protectionnistes et préférentielles prises par la Grande-Bretagne, et cet exemple particulier montre bien les dangers auxquels peut conduire pour le commerce britannique et pour le commerce international, un abus de la politique protectionniste en Grande-Bretagne.

Les exportations de charbon de la Grande-Bretagne ont été, pendant le deuxième trimestre de l'année 1932, de 10.351.000 tonnes, un peu supérieures à celles du premier trimestre 1932, de 9.472.000 tonnes, mais inférieures à celles du deuxième trimestre 1931, égales à 10.869.000 tonnes. Par contre, les exportations de charbon de soute ont été pendant le premier trimestre 1932 de 3.770.000 tonnes supérieures à celles du deuxième trimestre 1931, de 3.572.000 tonnes, et surtout supérieures à celles du deuxième trimestre 1932, de 3.353.000 tonnes. La diminution des exportations de charbon de soute pendant les mois d'avril, mai et juin 1932 ont été le signe d'une diminution de l'activité de la marine marchande en même temps qu'elles ont marqué un déclin des exportations des mines britanniques.

Le mouvement mensuel des exportations de charbon britannique proprements dites et des exportations de charbon de soute est indiqué dans le tableau ci-après pour les années 1930, 1931 et le premier semestre 1932. On constate, en éliminant les fluctuations d'un mois à l'autre, que, dans l'ensemble, les exportations de charbon pendant les six pre-

miers mois de l'année 1932 se sont maintenues sensiblement au niveau des exportations de l'année 1931, marquant avec ces dernières une très forte diminution sur les exportations de l'année 1930.

La situation actuelle de l'industrie du charbon demeure donc très mauvaise, et il semble que peu d'efforts soient faits en vue de réaliser des progrès techniques et une meilleure organisation commerciale, devenus indispensables.

Comme on l'a indiqué dans de nombreux ouvrages, et en particulier comme l'a indiqué M. André Siegfried dans son livre, *la Crise Britannique au XX^e siècle*, l'industrie du charbon en Angleterre souffre d'une technique arriérée et d'une mauvaise organisation commerciale. Les perfectionnements modernes ne sont guère utilisés dans les mines britanniques, et, en outre, un mauvais régime de la propriété foncière nuit beaucoup à ces entreprises. Le système des concessions n'existe pas en Grande-Bretagne; le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol, ce qui aboutit à une multiplication des mines qui demeurent, pour la plupart, de petites entreprises produisant avec des prix de revient beaucoup trop élevés.

En outre, le déclin du rôle du charbon comme source d'énergie dans les transports, dans le chauffage et dans l'éclairage, ne laisse pas d'être préoccupant pour l'avenir de cette importante industrie en Grande-Bretagne. Peu à peu, le charbon a été supplanté dans beaucoup de domaines par la houille blanche et l'électricité, ou par le pétrole et autres hydro-carbures; il est probable que son déclin ne fera que s'accentuer dans l'avenir parce qu'il est à la fois incommode et onéreux à transporter. Il semble que la Grande-Bretagne devrait orienter tous ses efforts vers une plus grande utilisation sur place de ses ressources houillères, par des industries employant le charbon, soit comme matière première (industries chimiques, industries des colorants et des parfums synthétiques), soit comme source d'énergie servant à produire d'autres sources d'énergie plus aisément transpor-

LES EXPORTATIONS DE CHARBON

Années 1930, 1931;

	Janvier	Février	Mars	Avril
1° EXPORTATIONS PROPREMENT DITES				
a) En 1.000 tonnes :				
Année 1930.....	5.493	4.735	4.783	4.422
Année 1931.....	3.271	3.532	3.612	3.602
1 ^{er} semestre 1932.....	3.313	3.232	2.925	3.621
b) En £ 1.000 :				
Année 1930.....	4.710	4.058	3.983	3.698
Année 1931.....	2.563	2.871	2.890	2.878
1 ^{er} semestre 1932.....	2.639	2.541	2.318	2.912
2° CHARBON DE SOUTÈ				
En 1.000 tonnes :				
Année 1930.....	1.338	1.277	1.233	1.214
Année 1931.....	1.160	1.135	1.187	1.138
1 ^{er} semestre 1932.....	1.234	1.246	1.289	1.185

Note : Comparé au 2^e trimestre de l'année 1931, le 2^e trimestre 1932 a enregistré une diminution des exportations de 47 % vers l'Allemagne, 12 % vers la France, 19 % vers la République Argentine, 18 % vers la Belgique, 13 % vers les Pays-Bas.

Au contraire, les exportations de charbon ont augmenté de 37 %

DE LA GRANDE-BRETAGNE
premier semestre 1932.

Mal	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décem.
5.058	4.057	4.653	3.933	4.632	4.797	4.066	4.246
3.515	3.750	3.532	3.226	3.584	3.950	3.542	3.627
3.299	3.430	—	—	—	—	—	—
4.204	3.333	3.898	3.198	3.844	3.953	3.325	3.462
2.878	3.062	2.876	2.611	2.942	3.235	2.890	2.932
2.712	2.805	—	—	—	—	—	—
1.412	1.221	1.358	1.335	1.437	1.302	1.209	1.276
1.233	1.200	1.163	1.230	1.215	1.371	1.308	1.264
1.078	1.090	—	—	—	—	—	—

vers le Canada, 54 % vers le Brésil et elles ont également augmenté à destination des Pays Scandinaves, de la Finlande et de l'Irlande. Les exportations de charbon vers l'Italie ont été à peu près les mêmes pour les six premiers mois de l'année 1932 que pour les six premiers mois de l'année 1931.

tables (électricité). De plus, il est extrêmement regrettable que les industries des sous-produits de la houille soient encore si peu développés en Grande-Bretagne. Cela tient principalement au morcellement excessif de la propriété minière, chaque entreprise minière étant trop restreinte pour pouvoir traiter convenablement et avec profit les sous-produits. La diminution du nombre des entreprises minières au moyen de l'absorption des plus faibles par les plus puissantes, la concentration industrielle et commerciale de ces entreprises, et l'accomplissement de tous les progrès techniques nécessaires à un abaissement des prix de revient, sont, semble-t-il, les conditions indispensables au maintien des exportations de charbon dans l'avenir. Un nouvel essor de l'activité des mines de charbon ne pourra guère être réalisé que par une plus grande utilisation du charbon sur place, en vue de la production de nouvelles marchandises, par des procédés synthétiques, et de nouvelles sources d'énergie plus aisément transportables, et surtout, sujettes à une augmentation de leur demande dans l'avenir.

2° *L'industrie du fer et de l'acier.*

On réunit dans ce groupe, pour la commodité de l'exposition, les industries lourdes du fer et de l'acier ainsi que les industries manufacturières de ces mêmes métaux, et les industries mécaniques et constructions navales. En restant dans le domaine des généralités, on se borne à indiquer les tendances caractéristiques des mois écoulés depuis septembre 1931, touchant au mouvement de la production, des importations et des exportations.

La crise qu'ont traversé depuis la guerre les industries lourdes du fer et de l'acier en Grande-Bretagne n'a fait que s'accroître en gravité depuis 1929. L'augmentation rapide depuis le début de l'année 1931 des importations manufacturées et semi-manufacturées a consisté surtout, comme on

l'a déjà fait remarquer, en une augmentation des importations de produits bruts et de produits semi-manufacturés que les industries manufacturières britanniques se procuraient à l'Etranger, à meilleur compte qu'elles n'auraient pu le faire en Grande-Bretagne. Les industries lourdes du fer et de l'acier, autrefois considérées comme les industries fondamentales de la Grande-Bretagne, présentent aujourd'hui moins d'importance pour le commerce extérieur.

En effet, avec les progrès industriels qui ont été réalisés dans le monde entier, on a de plus en plus tendance à transporter les métaux sous une forme manufacturée ou même sous la forme de produits finis.

La crise qu'ont traversé depuis la guerre les industries lourdes du fer et de l'acier en Grande-Bretagne a été due à un ensemble de circonstances que l'on peut résumer comme suit : d'abord la production du fer a diminué dans des proportions considérables en Grande-Bretagne, à la suite de l'épuisement des mines de fer. L'expression imagée d'après laquelle on comparait autrefois la Grande-Bretagne à un bloc de charbon et de fer n'est plus vraie aujourd'hui; la Grande-Bretagne n'est plus qu'un bloc de charbon. Les hauts-fourneaux britanniques ont donc été conduits à importer (principalement du Canada et de l'U. R. S. S.) le minerai qui leur était nécessaire. Ils n'ont désormais plus joui de l'avantage que leur conférait autrefois la proximité en Grande-Bretagne des mines de fer et des mines de charbon. Leurs prix de revient s'en sont trouvés augmentés. De plus, les progrès industriels réalisés dans les pays étrangers et principalement dans les pays neufs, exportateurs de minerai, ont conduit ces pays à traiter le minerai sur place et à n'exporter de plus en plus que des produits bruts. L'économie réalisée sur les frais de transport (les produits bruts ayant à poids égal une beaucoup plus grande valeur que le minerai), et les avantages divers dont jouissaient les industries des pays neufs travaillant à des prix de revient inférieurs à ceux des industries britanniques, permirent à

ces industries de concurrencer avec succès les industries britanniques sur le marché britannique. Ce fut alors le déclin des industries lourdes du fer et de l'acier en Grande-Bretagne, les industries manufacturières du fer et de l'acier ayant avantage à s'approvisionner en matières premières à l'Etranger, puisqu'elles pouvaient le faire à meilleur marché que si elles s'adressaient aux hauts fourneaux britanniques.

Ce qui a été dit des industries lourdes du fer et de l'acier pourrait être répété, quoique d'une façon moins affirmative, pour les industries du stade immédiatement supérieur aux hauts-fourneaux (laminoirs, etc.), produisant des produits manufacturés (rails, poutrelles, plaques) qui peuvent soit être utilisés directement sous leur forme actuelle, soit servir de matières premières à d'autres industries (industries mécaniques, constructions navales, etc...). Les industries mécaniques trouvèrent de plus en plus avantage à s'approvisionner à l'Etranger pour leurs matières premières, la production britannique étant devenue trop chère.

Déjà en 1929 les industries du fer et de l'acier étaient dans une situation des plus critiques. La crise économique ne fit qu'aggraver leurs difficultés. Dans les importations britanniques, les importations de produits bruts se sont progressivement substituées aux importations de minerai, et les importations de produits lourds manufacturés (rails, poutrelles, plaques, etc...) aux importations de produits bruts. Dans les exportations britanniques, les exportations de produits manufacturés se sont progressivement substituées aux exportations de produits bruts, et elles ont en même temps beaucoup diminué comme d'ailleurs toutes les exportations de produits finis : machines, etc.

Le tableau suivant indique le mouvement de la production, des importations et des exportations de fer et d'acier en 1930, 1931 et pendant le premier semestre 1932 :

Les hauts fourneaux britanniques et les aciéries ne bénéficièrent pas, ou à peine, de l'amélioration apportée dans leurs frais généraux, en valeur or, par la dépréciation de la livre sterling, parce que la majeure partie de leur production était destinée au marché national et une faible partie seulement était exportée. Sur le marché national même, la concurrence étrangère ne fut pas beaucoup diminuée malgré la protection effective que procurait au marché intérieur britannique la dévalorisation de sa monnaie. D'abord un certain nombre de fournisseurs de la Grande-Bretagne en fer et acier (Pays Scandinaves) abandonnèrent eux aussi l'étalon d'or. Ensuite les industries britanniques étaient placées dans des conditions si défavorables (matériel démodé, manque d'organisation, etc...) que les industries étrangères purent continuer à exporter sur le marché britannique leur production, à des prix inférieurs à ceux pratiqués par les industries britanniques.

Le plus grave fut que la protection douanière des décrets Runciman ne put être étendue aux industries lourdes du fer et de l'acier, parce que les produits de ces industries servent de matières premières à un grand nombre d'autres industries manufacturières dont il était indispensable de ne pas augmenter les prix de revient. Ainsi le fer et surtout l'acier (acier belge) des pays étrangers continuèrent à concurrencer gravement la production des hauts fourneaux, aciéries et laminoirs de la Grande-Bretagne. Le nombre de hauts fourneaux en activité en Grande-Bretagne était de 62, fin septembre. Il a été successivement de 66, fin octobre; 70, fin décembre; 76, fin janvier; 71, fin février; 69, fin avril; 69, fin juin. Donc une légère amélioration depuis septembre 1931, mais bien légère.

La loi de douane du 22 avril 1932 soumit enfin les importations de fer et d'acier à un droit additionnel temporaire de 23 1/3 %, ces importations ayant été assujetties en mars, comme toutes les importations, au droit général de 10 %, ce qui a fait au total 33 1/3 % *ad valorem*. Ce droit fut

LA PRODUCTION, LES IMPORTATIONS ET DE LA GRANDE-BRETAGNE :

	Janvier	Février	Mars	Avril
1° IMPORTATIONS				
1.000 tonnes :				
Année 1930.....	310.3	259.4	280.3	234.8
Année 1931.....	221.8	177.1	210.5	193.4
1 ^{er} semestre 1932.....	170.4	252.3	130.2	144.5
2° EXPORTATIONS				
1.000 tonnes :				
Année 1930.....	351.8	294.3	337.7	268.0
Année 1931.....	167.4	143.5	170.3	187.9
1 ^{er} semestre 1932.....	167.3	139.8	166.4	180.4
3° PRODUCTION				
1.000 tonnes :				
Année 1930 :				
Fer.	650.0	597.0	665.8	619.6
Acier.	771.1	776.4	826.1	696.1
Année 1931 :				
Fer.	337.2	318.2	357.1	323.2
Acier.	402.2	486.4	500.1	397.4
1 ^{er} semestre 1932 :				
Fer.	330.0	323.6	335.6	316.9
Acier.	429.7	480.6	462.8	433.3

LES EXPORTATIONS DE FER ET D'ACIER

Années 1930, 1931; premier semestre 1932.

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décem.
233.7	214.5	198.8	195.4	223.8	264.5	209.8	283.0
227.8	246.3	231.0	201.9	220.3	275.7	379.4	266.9
144.0	126.1	—	—	—	—	—	—
294.7	251.0	303.4	218.8	200.3	264.4	203.9	169.5
167.5	162.6	168.3	144.1	139.2	158.8	195.7	175.8
151.3	147.3	—	—	—	—	—	—
614.5	563.2	486.1	416.7	425.0	415.0	384.1	349.8
698.8	600.1	621.4	451.3	580.6	512.5	438.8	337.2
346.5	323.8	317.0	275.7	248.2	284.2	296.4	330.6
435.1	428.9	428.7	357.3	400.5	457.4	459.2	422.4
315.3	311.4	—	—	—	—	—	—
416.9	459.3	—	—	—	—	—	—

établi pour une durée de trois mois et il a été prorogé depuis, ce qui fait qu'il demeure toujours en vigueur. Il est impossible de savoir encore quelles ont été ses conséquences salutaires ou non pour l'industrie britannique, mais il n'est pas douteux qu'il aura apporté une aide appréciable aux industries sidérurgiques. Les industries lourdes du fer et de l'acier n'ont pas seulement souffert du déclin de leurs exportations, mais aussi, comme on l'a dit, de la concurrence étrangère sur le marché national. Elles ont surtout souffert d'un manque de commandes de la part des industries manufacturières du fer et de l'acier, des industries mécaniques et des constructions navales, gravement atteintes par la crise économique.

Pendant les six premiers mois de l'année 1932, le volume des exportations de fer et d'acier, et de produits manufacturés dérivés a diminué légèrement, en comparaison du volume de ces exportations pendant les six mois correspondants de l'année précédente, volume qui était déjà extrêmement faible en comparaison de celui des années antérieures. Pendant le premier semestre 1932 les exportations de fer et d'acier, et de produits manufacturés dérivés, se sont élevés à 952.000 tonnes (580.000 tonnes de fer et acier brut, 308.000 tonnes de produits des laminoirs, 64.000 tonnes de produits finis) d'une valeur de 14.3 £ millions, contre 999.000 tonnes d'une valeur de 15.8 £ millions pour le premier semestre 1931, et 1.797.000 tonnes d'une valeur de 28.7 millions pour le premier semestre de l'année 1930. On voit donc que la diminution des exportations de fer et d'acier, à la fois en valeur et en quantité, a été considérable entre 1930 et 1932.

En dehors de la dépression générale qui a atteint toutes les industries manufacturières de fer et d'acier et les industries mécaniques, l'industrie sidérurgique britannique a été sévèrement éprouvée par la dépression formidable qui sévit dans l'industrie des constructions navales. On a eu plusieurs fois l'occasion de montrer la grande importance de

ce groupe d'industries pour le pays qui possède la première marine marchande du monde entier, et qui, à une certaine époque, possédait presque le monopole de la construction navale dans le monde. La Grande-Bretagne a été progressivement rattrapée par les autres grands pays, et aujourd'hui, elle n'est pas loin d'être distancée par certains d'entre eux, en particulier par les Etats-Unis. Avec la crise économique, les commandes de navires ont diminué rapidement et le tonnage des navires actuellement en construction est minime à côté du chiffre qu'il atteignait autrefois. La dépression qui sévit en Grande-Bretagne dans l'industrie des constructions navales, et la situation commerciale déplorable de cette branche d'activités sont clairement démontrées par les statistiques du « Lloyd's register shipbuilding ». A la fin de juin 1932, le tonnage brut des navires de 100 tonnes et au-dessus, en cours de construction en Grande-Bretagne et en Irlande, a été de 280.692 tonnes, contre 372.973 tonnes le 31 mars 1932 et 555.603 tonnes le 30 juin 1931. De plus, le dernier total de 280.692 tonnes pour juin 1932 comprenait 159.427 tonnes sur lesquelles le travail avait été arrêté. Ce chiffre a été plus bas qu'aucun autre chiffre comparable enregistré jusque-là par le Lloyd's register shipbuilding, depuis une période de plus de cinquante ans. Le tonnage de navires en construction à l'Etranger, au 30 juin 1932, s'est élevé à 829.000 tonnes, en sorte que la proportion revenant à la Grande-Bretagne dans la construction navale du monde entier a été seulement de 25,3 % contre 50 % environ à la fin de l'année 1929. Pendant le mois de juillet il s'est produit une certaine augmentation du nombre des demandes de soumissions pour de nouveaux vaisseaux, et des ordres de construction de quelques navires sur la Clyde ont été obtenus, mais une très grande expansion d'affaires serait nécessaire pour qu'on puisse se rapprocher quelque peu d'une activité normale dans cette industrie.

Les industries du fer et de l'acier en la Grande-Bretagne

ont, plus que toutes autres, été atteintes par la crise économique, celle-ci ayant eu pour conséquences l'arrêt des commandes sur le marché intérieur et l'effondrement des exportations. La chute des exportations a été causée, à la fois, par l'abondance des stocks invendus, par l'appauvrissement général de la clientèle internationale et par les barrières douanières de plus en plus élevées dont se sont entourés les divers pays.

3° *L'industrie du coton :*

Il n'est pas besoin de revenir sur les causes et les conséquences des difficultés de toutes sortes avec lesquelles les industries du Lancashire ont été aux prises depuis la guerre. La valeur des exportations annuelles de filés et d'articles de coton représentait autrefois la part la plus importante du total des exportations britanniques. Cette valeur a diminué dans des proportions considérables longtemps déjà avant la crise économique. La cherté de la production britannique d'une part, et d'autre part le développement de plus en plus rapide d'industries similaires dans les pays neufs, ont été les causes déterminantes du déclin des exportations de coton de la Grande-Bretagne après la guerre. La cherté de la main-d'œuvre, conséquence à la fois de l'élévation du prix de la vie en Grande-Bretagne et de la très forte organisation des syndicats ouvriers en comparaison de l'isolement relatif des employeurs, les charges nombreuses imposées au pays par la politique monétaire britannique d'après-guerre, et tout un ensemble de circonstances, ont contribué à grever les entreprises de frais généraux de plus en plus élevés. Lorsque survint la crise économique, les industries cotonnières, déjà en fort mauvaise posture, virent leur situation empirer rapidement.

De nombreux débouchés furent successivement fermés aux exportations britanniques sous l'influence à la fois des

perturbations économiques sur les marchés étrangers, de l'abondance des stocks invendus et de l'arrêt des commandes, et surtout des progrès de la protection douanière dans le monde. L'ensemble des exportations britanniques d'articles de coton, qui atteignait 3.671.6 millions de yards carrés en 1929, représentant une valeur de 99.3 £ millions, ne fut plus que de 2.406.8 millions de yards carrés d'une valeur de 61.3 £ millions en 1930, et de 1.716.2 £ millions de yards carrés d'une valeur de 37.3 £ millions en 1931. La diminution des exportations de coton pendant l'année 1931, comparée à l'année 1930, a été due pour plus de la moitié à la restriction des exportations à destination de l'Inde.

Après l'établissement du cours forcé il y eut une légère reprise de l'activité dans les industries du coton. Le mois de septembre 1931 fut le mois pour lequel les exportations de filés et d'articles de coton furent les plus basses depuis le début de la crise économique. Sous l'action de la dévalorisation de la livre, le chiffre des exportations augmenta de nouveau, cette augmentation ayant été surtout marquée pour les exportations de filés. Le tableau reproduit plus loin indique le mouvement des importations de coton brut et celui des exportations de filés et d'articles de coton depuis le 1^{er} janvier 1930.

L'indice le plus favorable qui apparaisse dans ce tableau est l'augmentation des importations de coton brut depuis octobre 1931; augmentation considérable pendant les mois de novembre et décembre 1931. Il est vrai que des facteurs saisonniers ont joué également un rôle dans cette augmentation, mais il n'est pas douteux que la dépréciation de la monnaie britannique vint améliorer très sensiblement la situation économique du Lancashire. Le commerce avec l'Inde fut momentanément amélioré par la dépréciation de la livre sterling par rapport à la roupie, mais une diminution ne tarda pas à se produire de nou-

LES IMPORTATIONS DE COTON BRUT ET LES DE LA GRANDE-BRETAGNE :

	Janvier	Février	Mars	Avril
IMPORTATIONS				
<i>Coton brut</i> (1.000 quintaux de 100 lbs) :				
Année 1930.....	1.720	1.247	914	758
Année 1931.....	1.113	733	1.023	708
1 ^{er} semestre 1932.....	1.165	879	1.453	1.003

EXPORTATIONS				
<i>Filés de coton</i> (Millions de lbs) :				
Année 1930.....	13.2	12.2	12.7	11.5
Année 1931.....	11.3	9.3	10.2	10.8
1 ^{er} semestre 1932.....	16.4	13.4	13.9	13.9

<i>Articles de coton</i> (Millions de yards carrés) :				
Année 1930.....	313	299	281	217
Année 1931.....	155	146	136	135
1 ^{er} semestre 1932.....	179	180	202	199

EXPORTATIONS DE COTON MANUFACTURE

Années 1930, 1931; premier semestre 1932.

Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Déc.
1.018	626	409	490	574	1.066	1.363	1.913
684	743	543	622	431	583	1.699	2.006
996	924	—	—	—	—	—	—
12.4	10.7	10.4	10.2	9.1	11.7	11.0	11.6
10.7	9.6	11.3	11.2	9.0	12.8	11.8	14.9
12.7	10.2	—	—	—	—	—	—
228	158	197	168	142	150	130	130
141	132	177	143	128	143	128	149
201	184	—	—	—	—	—	—

veau, et, dans l'ensemble, les exportations à destination de l'Inde demeurèrent très faibles pendant les six premiers mois de l'année 1932, et très inférieures à celles des six mois correspondants de l'année 1931. Le commerce avec la Chine fut un moment aussi sous des auspices un peu meilleures par suite de l'absence complète de concurrence de la part du Japon, mais les bouleversements créés par la guerre sino-japonaise désorganisèrent le marché chinois, au grand détriment des exportateurs britanniques. De plus, la dépréciation de la valeur de l'argent a joué également un rôle important dans la diminution des commandes des commerçants chinois. Mais, par contre, les exportations de coton ont nettement augmenté à destination d'un certain nombre de marchés importants.

Le premier trimestre de l'année 1932 a marqué un essor très sensible de l'industrie du coton. Les importations de coton brut qui n'avaient été que de 255 millions de lbs pendant le premier trimestre 1931 ont atteint 364 millions de lbs pendant le quatrième trimestre 1931; elles se sont maintenues à 350 millions de lbs pendant le premier trimestre 1932; mais elles ont rebaisé à 275 millions de lbs pendant le deuxième trimestre 1932. Le volume des exportations d'articles de coton, dans le premier trimestre 1932, a été supérieur à celui de chacun des trimestres écoulés depuis le deuxième trimestre de l'année 1930. Quant au volume des exportations de filés de coton, il a été supérieur à celui de chacun des trimestres écoulés depuis le premier trimestre 1929. Pendant le deuxième trimestre de l'année 1932, le volume des exportations d'articles de coton a marqué un nouveau progrès, mais le volume des exportations de filés a été sensiblement inférieur à celui du premier trimestre.

Si on considère le premier semestre de l'année 1932 dans son ensemble, on constate qu'il s'est produit une reprise remarquable dans les exportations d'articles de coton. Au contraire, les exportations de filés de coton, après avoir beaucoup augmenté pendant le dernier mois de l'année 1931

et le premier mois de l'année 1932, ont de nouveau diminué rapidement à un chiffre modique pendant le deuxième et le troisième mois de l'année, et ont subi un nouveau déclin pendant le deuxième trimestre de l'année 1932. Les exportations d'articles de coton ont beaucoup augmenté pendant le premier trimestre 1932 et elles sont demeurées, malgré les conflits entre patrons et ouvriers, à un chiffre très supérieur à celui de l'année précédente, pendant le deuxième trimestre 1932. Elles ont atteint le chiffre de 1.147.9 millions de yards carrés, d'une valeur de £ 22.9 millions pendant le premier semestre 1932 contre 847.9 millions de yards carrés seulement, d'une valeur de £ 19.0 millions pendant le semestre correspondant de l'année 1931. Cet accroissement s'est réparti sur un grand nombre de marchés, et ainsi que l'indique le tableau ci-après, des augmentations très substantielles ont été enregistrées.

EXPORTATIONS D'ARTICLES DE COTON
A DESTINATION DES PRINCIPAUX MARCHES
PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1932
ET LE PREMIER SEMESTRE 1931

	1 ^{er} sem. 1932	1 ^{er} sem. 1931
	EN MILLIONS DE YARDS CARRÉS	
Inde.	292.0	211.7
Australie.	78.4	48.5
Afrique Occidentale britannique.....	68.8	33.6
Chine.	56.9	20.3
Egypte.	44.5	30.9
Hong-Kong.	42.5	26.3
Irak.	28.0	12.5
Indes Orientales néerlandaises.....	27.3	18.9
Etablissements des Détroits et Malaisie.	25.7	8.7
Pays-Bas.	23.7	12.5
Afrique Occidentale étrangère.....	22.9	12.4
Perse.	15.0	2.8

Ce tableau se passe de commentaires et montre clairement de lui-même les progrès très sensibles qui ont été réalisés dans les industries du Lancashire. La situation des industries cotonnières a été améliorée du fait de la restriction considérable des importations de coton manufacturé, à la suite de l'application des tarifs de « l'Abnormal Import Duties Act ».

Les importations d'articles de coton, qui avaient atteint 18.3 millions de yards carrés pendant le deuxième trimestre

1931 n'ont plus été que de 0.6 millions de yards carrés pendant le premier trimestre 1932 et sont montées à 2.3 millions de yards carrés pendant le deuxième trimestre 1932. Les importations de filés de coton sont elles-mêmes tombées de 2.8 millions de lbs pendant le deuxième trimestre 1931 à 0.9 million de lbs pendant le premier trimestre 1932 et 0.3 million de lbs pendant le deuxième trimestre 1932.

Après les perspectives brillantes du début de l'année, l'industrie cotonnière s'est à nouveau trouvée aux prises, à partir du mois de mai, avec les difficultés les plus graves, créées par un conflit général des employeurs et de la main-d'œuvre, et c'est ce conflit même qui met en lumière les défauts principaux inhérents aux industries cotonnières britanniques. Tout permettait de croire au début de l'année que la crise était terminée pour les industries du coton. Grâce à la protection douanière le marché intérieur, dans sa presque intégralité était assuré à ces industries, tandis que la dépréciation de la monnaie britannique les mettait de nouveau à même de lutter avec succès contre la concurrence étrangère sur les marchés internationaux. Les exportations augmentèrent, comme on l'a vu, très sensiblement pendant les cinq premiers mois de l'année. Mais déjà au mois d'avril, de nouvelles inquiétudes naissaient dans l'esprit des industriels britanniques, du fait de l'abaissement général dans le monde des prix de vente et des prix de revient des industries cotonnières. Les entrepreneurs britanniques comprirent bien que leur production était encore trop onéreuse, et ils voulurent profiter de l'abaissement du prix de la vie en Grande-Bretagne pour diminuer les salaires. Ils se heurtèrent à une opposition formelle des Trade Unions. Ce nouveau conflit du travail et les conséquences désastreuses auxquelles il a conduit montrent bien le vice inhérent aux industries du Lancashire : le manque d'organisation, le manque de cohésion et de collaboration entre les entreprises. La concentration industrielle est partiellement réalisée, bien que le nombre des entreprises

moyennes soit très élevé, mais la concentration commerciale est très peu développée. Il n'existe pas d'entente entre les entrepreneurs et il n'existe pas, surtout, d'organe supérieur, tel le comptoir ou syndicat d'un cartel, susceptible d'assurer une direction d'ensemble de l'industrie cotonnière britannique. Enfin, devant une masse ouvrière étroitement solidarisée, les patrons sont demeurés désunis et ne peuvent s'entendre sur une doctrine commune.

Le problème de l'industrie du coton est le plus grave de tous ceux qui se posent à l'heure actuelle en Grande-Bretagne. Il est particulièrement grave parce qu'il ne date pas du début de la crise économique, il a seulement été augmenté par celle-ci et il date de l'immédiat après-guerre. Comme l'a longuement étudié M. André Siegfried dans son livre, « la Crise Britannique au XX^e siècle », la production britannique d'après-guerre a été trop chère et elle a perdu de ce fait une partie de ses débouchés extérieurs. Elle est demeurée encore trop chère aujourd'hui, malgré les baisses de prix intervenues, et malgré la baisse de 25 % des salaires or et des autres charges des entreprises britanniques exprimées en or, et le récent conflit a montré qu'il sera difficile de la ramener à un taux favorable.

La gravité du problème de l'industrie du Lancashire réside surtout dans le fait que beaucoup de facteurs du déclin de cette industrie ne dépendent pas de la Grande-Bretagne, mais dépendent de circonstances extérieures sur lesquelles elle ne saurait avoir qu'une très faible action. Les fermetures de débouchés, résultant de la crise (surproduction et abondance des stocks invendus dans les pays étrangers, appauvrissement de ces pays et en particulier des pays neufs qui ne trouvent plus preneurs pour leurs matières premières, ne sont que des faits passagers qui prendront fin avec la crise elle-même. Au contraire, l'industrialisation progressive des pays étrangers, à l'abri de barrières douanières de plus en plus élevées, est un fait des plus graves et des plus menaçants pour l'avenir de l'industrie britannique. On

a déjà insisté dans un chapitre précédent sur la concurrence de plus en plus vive que la Grande-Bretagne rencontre sur le marché de l'Inde et sur les marchés d'Extrême-Orient, de la part des producteurs nationaux, des Etats-Unis et du Japon (1). Cette concurrence n'a fait que s'accroître avec la crise économique, et tout permet de croire qu'elle fera de nouveaux progrès dans l'avenir.

Il sera très difficile à l'industrie britannique de continuer à lutter avec succès sur les marchés d'Orient et d'Extrême-Orient, et il ne semble pas qu'une baisse des salaires, aussi considérable qu'elle puisse être, serait suffisante pour permettre aux industries britanniques de regagner même une partie du terrain perdu par elles depuis la guerre. En 1913, les exportations de coton manufacturé de la Grande-Bretagne avaient une valeur de 127 £ millions sur une valeur totale des exportations de 525 £ millions dont 411 £ millions pour les articles manufacturés. Le coton représentait donc près du quart de la valeur des exportations britanniques. En 1931, les exportations de coton manufacturé n'ont atteint que 56 £ millions sur une valeur totale des exportations de 389 £ millions, dont 290 £ millions pour les articles manufacturés, c'est-à-dire même pas le sixième des exportations britanniques. Comme on l'a déjà indiqué, la distance énorme qui sépare la Grande-Bretagne des marchés orientaux constitue un obstacle bien difficile à surmonter (élévation des prix de revient à cause des frais de transport, retards apportés à l'exécution des commandes). Des progrès peuvent bien être apportés dans la technique commerciale des ventes, destinés à mieux satisfaire les goûts de la clientèle (fabrication de produits demi-finis en

(1) Consulter dans la revue *International Affairs* de septembre 1932, pp. 633 à 657, le compte rendu d'un discours prononcé le 7 juillet 1932 à Chatam House, par M. Arno. S. Pearse, dans lequel l'orateur a indiqué les progrès faits depuis la guerre par l'industrie du coton au Japon, en Chine et dans l'Inde, et leurs répercussions sur l'activité des industries du Lancashire.

Grande-Bretagne, terminés sur place dans des filiales des industries du Lancashire), mais il semble bien difficile que ce soient là des améliorations suffisantes pour faire disparaître l'énorme différence de situations entre les industries locales, jouissant d'une protection douanière et employant une main-d'œuvre très bon marché, et les industries britanniques, placées à une grande distance à la fois des pays producteurs de coton et des consommateurs orientaux, et employant une main-d'œuvre forcément beaucoup plus chère, même si des abaissements de salaires doivent être réalisés avec succès dans l'avenir.

Faut-il conclure à la fin définitive de la prospérité du Lancashire, et à la fin du rôle considérable joué par lui dans le commerce britannique et dans le commerce international du monde entier ? Ce serait là, semble-t-il une vue un peu trop pessimiste; tout dépendra de la mesure dans laquelle les industries britanniques sauront dans l'avenir tirer parti des leçons du passé, et réussiront à s'adapter aux conditions nouvelles et aux situations nouvelles créées par la guerre et par les progrès de la civilisation.

4° *L'industrie de la laine :*

A l'inverse de la précédente, l'industrie de la laine, après avoir traversé elle aussi des moments très critiques, a vu sa situation s'améliorer, alors même que la crise économique prenait de plus en plus d'ampleur, et les perspectives d'avenir sont loin d'être aussi inquiétantes pour elle, qu'elles le sont pour l'industrie du coton. Dès le mois d'octobre 1930, une reprise de l'activité des industries lainières s'est manifestée, marquée par une augmentation rapide et importante des importations de laine brute. Cette amélioration a duré jusqu'en avril ou mai 1931, et elle a cédé ensuite la place à une dépression très sensible jusqu'en septembre 1931. Les événements de septembre ont eu, semble-t-il,

une heureuse répercussion sur l'activité des industries lainières, puisque les importations de laine brute ont de nouveau augmenté rapidement pendant les trois derniers mois de l'année 1931, et ont atteint en décembre 1931 un chiffre supérieur à ceux enregistrés pour tous les mois écoulés depuis l'année 1929. Elles se sont maintenues ensuite, pendant les six premiers mois de l'année 1932, à un niveau très satisfaisant, qui a permis d'augurer favorablement de l'avenir. A partir de décembre 1931, la demande nationale a sensiblement augmenté à la suite d'heureuses répercussions des mesures douanières. En effet, l'industrie lainière britannique avait eu à souffrir depuis quelques années d'une concurrence active de la part de plusieurs pays européens, et de la France en particulier, pour la fabrication des fils et tissus d'estame, que ces pays produisaient à meilleur marché que la Grande-Bretagne, sans nuire à la qualité grâce à des procédés nouveaux de fabrication. L'Abnormal Import Duties Act a entravé avec succès ces importations, et il est à souhaiter que loin de procurer aux industries britanniques une quiétude qui les dispense de tout progrès, les mesures douanières, par la protection qu'elles leur accordent, permettront aux industries britanniques d'améliorer leur outillage et leurs procédés de fabrication, pour être de nouveau à même de lutter avec succès contre les producteurs continentaux.

Les mouvements des importations de laine brute, ceux des exportations de filés et tissus, de laine et d'estame, sont indiqués dans le tableau suivant :

LES IMPORTATIONS DE LAINE BRUTE ET LES DE LA GRANDE-BRETAGNE :

	Janvier	Février	Mars	Avril
IMPORTATIONS				
<i>Laine brute</i> (1.000 quintaux de 100 lbs) :				
Année 1930.....	954	819	1.005	856
Année 1931.....	1.032	822	997	1.315
1 ^{er} semestre 1932.....	1.031	885	1.219	1.007
EXPORTATIONS				
<i>Cardés de laine</i> (Millions de lbs) :				
Année 1930.....	2.7	1.9	2.5	2.4
Année 1931.....	2.4	2.3	2.4	2.8
1 ^{er} semestre 1932.....	3.4	4.0	4.0	3.6
<i>Filés de laine et d'estame</i> (Millions de lbs) :				
Année 1930.....	5.0	4.0	4.1	4.3
Année 1931.....	3.2	2.6	3.0	3.3
1 ^{er} semestre 1932.....	4.2	3.5	3.4	3.7
<i>Tissus de laine</i> (Millions de yards carrés) :				
Année 1930.....	9.7	8.9	7.0	5.0
Année 1931.....	6.7	5.6	4.5	3.3
1 ^{er} semestre 1932.....	5.4	4.8	4.3	4.1
<i>Tissus d'estame</i> (Millions de yards carrés) :				
Année 1930.....	4.4	4.2	2.8	2.0
Année 1931.....	3.7	3.0	2.3	1.7
1 ^{er} semestre 1932.....	3.1	2.8	2.2	2.2

EXPORTATIONS DE LAINE MANUFACTUREE
Années 1930, 1931; premier semestre 1932.

Mal	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décem
902	711	492	390	255	292	402	751
961	752	435	195	291	284	513	958
1.166	804	—	—	—	—	—	—
1.9	2.2	2.8	2.3	2.1	3.1	2.5	2.4
2.5	1.6	2.5	1.7	1.8	2.6	2.5	2.9
2.4	2.4	—	—	—	—	—	—
3.5	3.2	4.3	4.0	3.9	4.5	5.0	3.7
3.6	3.4	4.4	3.8	4.5	5.0	4.6	3.9
3.6	3.9	—	—	—	—	—	—
5.3	4.8	7.2	7.9	6.0	6.2	5.2	4.9
3.4	4.0	5.7	5.3	4.6	4.4	4.2	4.8
3.7	4.1	—	—	—	—	—	—
2.6	1.8	2.9	3.1	2.8	2.5	3.0	2.6
1.8	2.2	3.1	2.6	2.2	2.3	2.2	2.7
2.0	2.2	—	—	—	—	—	—

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les exportations de laine manufacturée ont été plus élevées pendant les premiers mois de l'année 1932 que pendant les mois précédents, et dans l'ensemble, la valeur des exportations de fils et tissus de laine et d'estame, pendant les six premiers mois de l'année 1932, a été supérieure à la valeur de ces exportations pour les six mois correspondants de l'année 1931, malgré le fléchissement des prix.

L'industrie lainière de la Grande-Bretagne ne souffre pas des mêmes inconvénients que ceux qui frappent si gravement l'industrie du coton. Elle peut bien être, elle aussi, entravée vis-à-vis de la concurrence étrangère, par des prix de revient élevés et une organisation qui aurait besoin d'être modernisée, mais les conditions dans lesquelles se trouvent placés les exportateurs britanniques, à l'égard des marchés étrangers, sont infiniment plus favorables que celles dans lesquelles se trouvent les exportateurs du Lancashire (1). La Grande-Bretagne continue à jouir dans le monde d'un gros avantage : la suprême qualité de ses produits. L'industrie de la laine s'est bien développée dans le monde entier comme l'industrie du coton, bien qu'à une moins vaste échelle, mais les produits britanniques continuent à être les plus appréciés. On peut se borner à citer pour exemples les nombreuses étoffes de laine, fabriquées en France, qui étaient jusqu'à ces temps derniers expédiées en Grande-Bretagne, pour y recevoir un complément de fabrication, grâce auquel elles devenaient plus solides et plus belles, et revenaient ensuite en France avec l'estampille britannique.

Les produits de laine et ceux de coton sont destinés d'une

(1) Consulter le numéro spécial du *Bradford Chamber of Commerce Journal*, pour le printemps 1932, intitulé : « Markets of the World », dans lequel il est fait une analyse détaillée de la situation actuelle des principaux marchés d'exportation et d'importation de la laine, dans le monde.

IMPORTATIONS D'UN CERTAIN NOMBRE
DE MATIERES PREMIERES ET EXPORTATIONS
D'UN CERTAIN NOMBRE
DE PRODUITS MANUFACTURES
PENDANT LES ANNEES 1930, 1931
ET LE PREMIER SEMESTRE 1932

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
IMPORTATIONS												
<i>Bois de charpente</i> (Millions de												
<i>pieds cubes</i>) :												
1930.....	282.3	206.9	127.6	150.2	277.9	563.8	894.9	695.2	598.6	621.3	488.2	444.8
1931.....	218.3	94.6	88.7	101.8	164.3	428.0	789.1	739.8	620.3	596.0	498.7	319.6
1 ^{er} semestre 1932.....	158.7	112.0	107.5	90.7	212.8	712.8	—	—	—	—	—	—
<i>Jute brut</i> (En 1.000 tonnes) :												
Année 1930.....	35.8	22.6	12.8	5.5	9.1	5.7	4.1	4.9	4.4	7.6	8.7	15.4
Année 1931.....	19.5	16.0	10.6	11.4	11.7	5.1	4.1	2.3	3.6	11.2	13.7	38.5
1 ^{er} semestre 1932.....	46.2	23.0	5.3	3.3	1.6	3.5	—	—	—	—	—	—
<i>Pâte à papier</i> (En 1.000 ton-												
<i>nes</i>) :												
Année 1930.....	161.0	123.4	142.0	148.7	152.8	172.0	172.3	165.2	149.3	132.6	153.4	157.2
Année 1931.....	145.1	105.2	132.7	92.7	117.3	143.9	182.9	143.5	151.5	165.5	170.5	199.9
1 ^{er} semestre 1932.....	213.0	189.5	142.3	121.2	159.3	186.8	—	—	—	—	—	—
EXPORTATIONS												
<i>Articles de toiles</i> (Millions de												
<i>yards carrés</i>) :												
Année 1930.....	6.5	5.8	7.3	4.6	6.4	4.7	4.8	3.7	3.9	5.0	4.4	4.7
Année 1931.....	5.7	5.3	5.4	5.5	5.8	4.6	5.2	4.6	4.8	6.0	7.0	5.5
1 ^{er} semestre 1932.....	5.9	6.1	7.4	7.3	5.4	5.3	—	—	—	—	—	—
<i>Articles de jute</i> (Millions de												
<i>yards carrés</i>) :												
Année 1930.....	11.3	10.7	12.5	7.0	10.9	10.1	10.9	7.4	5.3	5.3	8.6	8.8
Année 1931.....	5.5	4.6	6.0	6.7	6.7	8.1	10.3	5.3	6.0	6.0	6.6	6.9
1 ^{er} semestre 1932.....	5.7	4.7	8.8	6.2	8.7	6.5	—	—	—	—	—	—
<i>Papier et carton</i> (1.000 cwts) :												
Année 1930.....	403.6	416.5	397.1	330.0	396.3	324.7	432.1	320.7	321.0	321.0	348.8	311.8
Année 1931.....	299.8	251.3	245.0	261.3	240.6	253.7	294.5	264.0	277.8	290.0	290.0	311.8
1 ^{er} semestre 1932.....	327.8	294.5	335.4	353.4	309.8	339.1	—	—	—	—	—	—
<i>Autres et chassés</i> (Nombre) :												
Année 1930.....	3.211	2.690	2.888	2.568	2.999	1.904	2.784	1.767	1.478	2.461	2.759	2.469
Année 1931.....	2.498	1.981	2.050	1.849	2.049	1.608	1.947	1.271	1.513	2.177	2.648	2.830
1 ^{er} semestre 1932.....	2.815	3.042	3.447	3.513	3.023	2.458	—	—	—	—	—	—
<i>Motors et sidérars</i> (Nombre) :												
Année 1930.....	5.884	5.360	5.475	5.282	5.273	3.677	3.312	1.767	1.177	1.510	1.911	2.101
Année 1931.....	2.522	2.885	3.010	2.828	3.102	2.237	1.739	1.055	845	664	1.223	1.337
1 ^{er} semestre 1932.....	2.269	2.470	2.296	2.292	2.185	1.710	—	—	—	—	—	—

manière générale à deux clientèle différentes. Les premiers sont essentiellement des produits de qualité, d'un prix relativement élevé, tandis que les derniers consistent le plus généralement en articles ordinaires et bon marché, destinés à une clientèle pauvre et par là même plus étendue que celle des articles de laine.

Bien entendu cette distinction est tout à fait arbitraire, et ne vaut que par l'idée très générale qu'elle suggère, mais elle n'en est pas moins exacte. Tandis que dans l'industrie du coton il sera difficile aux Anglais de lutter contre la concurrence américaine et contre celle des pays orientaux, (ils ne pourront se défendre que par la recherche de certaines qualités d'apparence ou de perfection, propres à séduire la clientèle), dans l'industrie de la laine, ils pourront se défendre par l'expérience que leur a donné l'ancienneté de leur production, et par la qualité magnifique de leurs produits.

Il est impossible d'entrer dans le détail des nombreuses industries qui jouent un rôle dans le commerce extérieur britannique. On a précédemment étudié les progrès réalisés par certaines d'entre elles depuis la guerre, formant en quelque sorte un groupe d'industries nouvelles, pour la plupart situées à proximité de Londres et dans le Sud de l'Angleterre, et qui contrastent par leur prospérité actuelle, par leur technique très nouvelle et par les perspectives favorables que semble leur offrir l'avenir, avec les anciennes industries que nous venons d'étudier et qui ont été pendant longtemps les bases fondamentales de l'économie britannique. On reproduit ci-après une statistique qui permet de se rendre compte de la situation très favorable, tout au moins en comparaison des industries précédemment étudiées, de ces industries nouvelles, et, en particulier, des progrès réalisés encore récemment par l'industrie automobile dans le commerce d'exportation de la Grande-Bretagne.

Dans l'ensemble, la situation économique actuelle du Royaume-Uni paraît meilleure que celle de l'année dernière, et il semble que la Grande-Bretagne offre désormais une résistance efficace à toute nouvelle diminution des affaires. Il est estimé que près de 30 % de la production totale de marchandises manufacturées en Grande-Bretagne sont exportés chaque année, et, cette proportion montre l'importance du rôle joué par le commerce extérieur dans l'économie du Pays, par ses répercussions sur l'activité industrielle et sur le volume de la main-d'œuvre employée. Mais cette amélioration qui est, sans aucun doute, le résultat au moins partiel de la nouvelle politique monétaire et de la nouvelle politique commerciale, ne permet pas au Pays de se reposer après le premier effort accompli et d'attendre. En même temps que la diminution du déficit de la balance commerciale a marqué à la fois le succès des mesures prises et le rétablissement économique du Pays, l'équilibre du budget a marqué l'assainissement des finances, et enfin, le succès récent de la conversion du war loan a marqué la restauration du crédit public et de la confiance dans l'avenir du Pays. Mais de gros problèmes demeurent encore en suspens, et dont la solution sera difficile à trouver ; parmi eux le problème de l'industrie du coton, celui de l'industrie sidérurgique et celui du charbon sont à tous les points de vue les plus graves. La gravité de la situation ne réside pas seulement dans la crise économique, mais elle résulte d'un ensemble de facteurs datant de la guerre et certains même de la fin du siècle dernier. Le remède consistant à développer l'unité impériale, à l'abri de barrières douanières prohibitives, appartient entièrement au domaine des hypothèses. L'Empire Britannique apparaît de plus en plus comme un vaste ensemble hétérogène dont les divers éléments sont réunis par des liens essentiellement théoriques, et il n'est pas de paradoxe mieux réussi que l'expression « unité impériale ». Les distances considérables qui séparent les uns des autres les peuples britanniques, leurs différences

de situations, de civilisations et de psychologies sont autant d'obstacles à leur union plus étroite.

Les améliorations qui pourront être réalisées dans l'avenir paraissent dépendre moins de l'intervention arbitraire des pouvoirs publics dans les phénomènes économiques, que du développement des initiatives privées, guidées et non pas entravées par les organismes officiels. Le progrès consistera pour la Grande-Bretagne dans une meilleure technique industrielle et commerciale, et surtout, dans une meilleure adaptation de l'industrie aux conditions nouvelles créées par la guerre et par les bouleversements récents. Le peuple anglais devra rompre définitivement avec la tutelle parfois écrasante des traditions du passé, afin de s'adapter avec plus de souplesse aux nécessités nouvelles, et pour cela, il devra désormais et constamment avoir les yeux fixés sur l'avenir.

INDICES DES PRIX DE GROS DE DIVERSES MARCHANDISES

Indices mensuels : année 1931, premier semestre 1932.

Base : moyenne 1930 = 100.

	1931												1932											
	J.	F.	M.	A.	M.	J.	J.	A.	S.	O.	N.	D.	J.	F.	M.	A.	M.	J.	J.	A.	S.	O.	N.	D.
1 ^o Céréales.	80.4	80.2	79.5	80.9	82.4	80.2	77.9	77.8	78.0	86.2	94.0	92.2	91.1	91.9	93.1	90.4	89.2	84.9						
2 ^o Viande et poisson.	92.6	87.8	82.5	83.3	82.6	81.8	81.8	83.8	82.7	82.1	79.5	77.8	78.1	74.9	74.7	77.4	78.0	75.4						
3 ^o Autres produits alimentaires.	96.2	96.7	101.2	102.7	103.4	106.7	99.7	93.7	94.8	98.8	98.6	97.5	102.2	104.7	107.4	105.7	104.4	105.0						
Total denrées alimentaires.	89.4	88.3	87.7	86.9	89.4	89.4	86.5	85.1	85.2	89.1	90.6	89.0	90.3	90.2	91.3	90.9	90.3	88.1						
4 ^o Fer et acier.	96.2	95.7	95.2	94.9	93.6	92.2	91.4	91.0	90.3	92.0	92.1	92.2	92.4	92.5	92.6	92.3	91.7	91.3						
5 ^o Charbon.	102.1	100.8	100.4	100.4	98.3	97.6	97.7	97.6	101.9	106.2	107.3	107.2	107.4	105.8	104.4	103.9	97.6	97.8						
6 ^o Autres métaux et minéraux.	86.6	85.7	83.6	81.0	78.3	77.4	78.7	76.6	77.1	85.8	87.3	90.6	91.5	89.4	84.1	80.0	80.7	78.2						
7 ^o Coton.	82.6	86.0	86.3	83.8	81.3	78.8	79.5	71.2	71.8	78.0	80.6	80.1	80.4	81.2	81.1	76.8	73.8	70.9						
8 ^o Laine.	81.0	80.8	86.7	88.0	84.0	79.1	78.3	77.5	74.4	81.7	84.9	83.9	81.7	80.1	76.8	73.8	71.8	66.8						
9 ^o Autres textiles.	82.0	78.8	77.1	76.5	75.1	75.8	75.5	74.5	77.1	82.8	89.1	88.1	85.4	85.1	82.1	78.5	75.2	73.4						
10 ^o Divers produits.	90.4	88.2	87.9	87.0	85.6	85.1	85.8	82.6	79.7	83.1	84.4	84.3	81.8	81.3	80.1	76.4	75.5	73.0						
Total matières premières et produits manufacturés.	89.7	89.2	89.3	88.4	86.4	84.8	85.0	82.3	81.9	86.6	88.4	88.4	87.7	87.2	85.7	83.0	81.2	79.1						
Total général.	89.6	88.9	88.7	88.6	87.4	86.4	85.5	83.3	83.0	87.5	89.1	88.6	88.6	88.1	87.6	85.7	84.3	82.1						

INDICES DE PRODUCTION

1929, 1930, 1931, deuxième semestre 1932.
INDICES DE PRODUCTION DU BOARD OF TRADE
1924 = 100.

	1929	1930	1931	1930				1931				1931			
				1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.		
1 ^o Mines et carrières.....	96.8	91.3	81.6	102.0	87.4	84.3	91.4	85.3	79.7	75.7	85.6	83.0	77.4		
2 ^o Fer et acier bruts et manufacturés.....	114.0	88.8	65.9	113.8	95.5	80.0	65.8	68.0	62.9	61.0	71.6	70.4	66.6		
3 ^o Métaux autres que le fer.....	120.5	119.1	100.1	105.7	123.7	128.6	118.3	95.5	110.9	96.7	97.4	97.8	93.4		
4 ^o Industries mécaniques et construction navale.....	121.0	116.6	94.9	125.5	122.6	112.2	105.9	102.5	98.7	89.2	89.0	90.7	89.8		
5 ^o Textiles.....	98.5	79.5	77.0	92.4	78.2	71.4	75.8	72.6	75.0	70.7	89.6	91.1	86.9		
6 ^o Industries chimiques et similaires.....	115.8	102.2	96.8	106.3	102.4	105.5	94.8	98.8	95.1	90.9	92.8	103.2	103.6		
7 ^o Cuir, chaussures.....	98.5	101.4	99.3	108.5	103.8	98.3	95.0	101.3	99.1	95.4	101.3	99.6	96.6		
8 ^o Denrées alimentaires, boissons et tabacs..	106.0	104.9	103.5	96.9	104.9	108.3	109.4	101.2	100.4	108.6	103.6	94.1	101.7		
Total industries manufacturières (1) ..	115.5	106.3	96.8	113.2	107.2	103.4	100.9	97.5	95.0	92.7	99.6	98.2	98.4		
Total général.....	111.8	103.3	93.8	111.0	103.1	99.5	99.0	95.0	91.9	89.3	96.8	95.1	94.1		

(1) Comprenant également des industries non spécifiées dans l'étude présente.

CONCLUSION

Il est intéressant de reprendre, à l'issue de cette étude, la conclusion à laquelle aboutissait M. André Siegfried l'an dernier, dans son livre « la Crise Britannique au XX^e siècle », et de voir dans quelle mesure cette conclusion demeure encore vraie aujourd'hui.

Après avoir montré les diverses solutions qui s'offraient à la Grande-Bretagne « pour rétablir son équilibre, ébranlé par la guerre et plus encore par l'évolution générale du monde depuis un demi-siècle » : demeurer entièrement libre de toute entente internationale afin de conserver son rayonnement mondial, ou bien s'enfermer à l'abri d'un tarif protecteur au risque de s'étioler et de tarir le courant d'affaires qui alimente son activité commerciale et financière, ou bien encore accorder son adhésion à un vaste système international comportant pour elle, soit une union économique plus étroite avec les Dominions aux dépens de l'Europe, soit une entente avec l'Europe au détriment des pays de l'Empire, l'auteur avait conclu en ces termes : « L'hypothèse la plus vraisemblable est que l'Angleterre ne choisira pas. Fidèle à sa tradition et en même temps à son génie, elle demeurera sans doute entre les deux groupes, européen et impérial, sans se donner complètement à aucun d'eux. De ce point de vue, l'Angleterre européenne est un rêve, mais l'Empire fermé une utopie. Persistance et sou-

plesse ont toujours été deux traits profonds de la nation britannique. »

Quelles que puissent être les apparences et malgré les changements importants qui sont intervenus depuis l'an dernier, la Grande-Bretagne n'a pas choisi et il est probable qu'elle ne choisira pas; elle demeure toujours placée entre le système européen et le système impérial et elle s'efforce de continuer à faire partie de l'un et de l'autre. A tous ceux qui considéraient les nouvelles mesures douanières comme une orientation définitive du Pays vers le protectionnisme et l'union douanière impériale, les résultats de la conférence d'Ottawa ont du causer une cruelle déception. A ceux, au contraire, qui considéraient les mesures prises, en raison de leur sévérité même, comme des expédients momentanés destinés à aider le pays à sortir d'une situation difficile, la conférence d'Ottawa est apparue comme la confirmation de leur thèse; les accords intervenus constituent pour eux un indice favorable, ils doivent rendre faciles une coopération plus étroite des producteurs impériaux, des ententes industrielles, commerciales et financières, à la condition que le caractère privé de ces ententes soit respecté et qu'il soit possible d'éviter une ingérence fâcheuse des pouvoirs publics dans le domaine économique.

Il est vrai que toutes les opinions étaient permises, parce que depuis un an la Grande-Bretagne a été le théâtre des plus manifestes contradictions. L'abandon de l'étalon d'or a marqué la fin d'une politique monétaire en laquelle la Grande-Bretagne avait fondé ses plus hautes espérances et qu'elle avait érigée en dogme indispensable à sa prospérité économique. Après l'établissement du cours forcé et la dépréciation de la monnaie britannique, toutes les craintes étaient permises au sujet de l'avenir de la livre sterling et des répercussions fâcheuses qui pouvaient en résulter pour la place de Londres comme centre des transactions internationales et premier marché des capitaux.

Ces craintes ne furent pas confirmées par les faits. Grâce à l'énergique intervention du Gouvernement au pouvoir, et malgré une active propagande en faveur d'une politique inflationniste, l'inflation a pu être évitée et la livre sterling n'a pas tardé à se stabiliser en fait à un taux dont elle ne s'est plus beaucoup écartée. Le rétablissement partiel de la balance commerciale, la restauration des finances publiques ont ramené peu à peu la confiance, et le succès de la conversion du War Loan a été, en même temps qu'un succès d'amour-propre pour le peuple britannique et pour son gouvernement, le meilleur augure pour l'avenir. Les capitaux ont recommencé à affluer en très grandes quantités sur la place de Londres et le loyer de l'argent a progressivement diminué jusqu'au niveau très bas auquel il est parvenu lors de la conversion.

Cependant il ne faudrait pas s'illusionner sur le succès de cette politique et sur les vertus intrinsèques que d'aucuns lui ont attribuées. La Grande-Bretagne a surtout bénéficié d'une crise de confiance générale dans le monde entier. A sa suite un grand nombre de pays ont été contraints comme elle d'abandonner l'étalon d'or, et elle a pu continuer dans le régime du papier monnaie à assumer la fonction directrice que lui avait conférée après la guerre la généralisation du système du Gold Exchange Standard. Mais outre qu'un régime de papier monnaie ne paraît pas pouvoir se prolonger indéfiniment sans qu'il en résulte de gros inconvénients, un tel système est essentiellement dangereux et instable, et, de l'avis même des Anglais, on constate la disparition de la popularité dont avaient joui pour un temps les théoriciens qui, sans être inflationnistes, préconisaient l'établissement d'un papier monnaie international dont la base ne serait plus un étalon métallique mais un simple signe des valeurs. Les partisans de l'étalon d'or sont de nouveau très nombreux en Grande-Bretagne et il est probable que, dès que les circonstances le permettront, ce pays reviendra à l'étalon d'or, seul système qui jusqu'à présent

ait assuré, avec le minimum d'inconvénients possible, la fonction d'étalon des valeurs et d'instrument des échanges entre les peuples. Mais toutefois il existe, pour l'étalon d'or, en Grande-Bretagne, une différence fondamentale entre ses partisans actuels et ceux de l'après-guerre : les Anglais se sont rendu compte que l'essentiel pour une monnaie c'est d'être stable. Ils ont vu avec satisfaction que leurs craintes premières n'ont pas été confirmées et que Londres est demeuré malgré le cours forcé le premier centre, avec New-York, de la finance internationale. Aussi les partisans de l'étalon d'or songent pour la plupart à une stabilisation au cours actuel, et non à une revalorisation qui aurait probablement de nouveau des conséquences funestes pour l'industrie, le commerce et l'économie générale du Pays. La politique monétaire britannique doit s'inspirer d'une prudence d'autant plus grande que les désordres provoqués par la crise économique et le maintien de l'assurance-chômage constituent toujours une menace sérieuse pour les finances publiques du Pays.

A l'égard de la politique douanière, les opinions sont toujours divisées. Les conservateurs occupent actuellement une position très forte au Parlement, mais ils semblent pour la plupart désireux de faire preuve de modération afin de conserver leur popularité. C'est ce qui explique les nombreuses divergences au sein du parti conservateur lui-même. Dans l'état actuel des choses, le libre-échange serait fatal à l'économie britannique et d'ailleurs, à moins que la physionomie du monde vienne à se modifier énormément, il ne semble pas qu'il puisse jamais être restauré dans son intégralité primitive. A l'inverse, une politique protectionniste exagérée ne manquerait pas d'être funeste à l'industrie et au commerce britannique. Il ne faut pas oublier que la Grande-Bretagne est avant tout un pays commerçant et qui, dans une certaine mesure, est devenu industriel parce qu'il était commerçant. La puissance économique britannique s'est fondée sur la distribution plus que sur la

production des richesses, et c'est parce que la crise économique actuelle est au premier chef une crise de distribution, que la Grande-Bretagne a été si durement frappée. C'est vers la réorganisation de la distribution des richesses que les efforts de la Grande-Bretagne devraient tendre avec les efforts des autres pays, afin de mettre un terme aux difficultés de l'heure présente.

La politique protectionniste actuelle de la Grande-Bretagne trouve sa justification dans les circonstances exceptionnelles qui l'ont provoquée. Tant que le monde demeurera marqué par le nationalisme économique et la tendance étatiste, l'attitude de la Grande-Bretagne ne pourra guère être différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Tant que le règne de l'économie fermée lui interdira l'accès des marchés étrangers, il sera naturel qu'elle concentre tous ses efforts vers une union plus étroite avec son Empire. Mais dès qu'il lui sera possible de le faire, la Grande-Bretagne aura intérêt à adopter de nouveau une politique plus libérale et à abandonner progressivement le régime des interventions et des réglementations arbitraires dans un domaine où la liberté a été autrefois son plus puissant facteur de succès. La position actuelle de la Grande-Bretagne entre l'Europe et l'Empire est des plus délicates. Il est probable que son attitude à venir dépendra essentiellement des circonstances et il paraît impossible, en l'état actuel des choses, de formuler le moindre pronostic.

Dans sa politique commerciale à venir comme dans tous les problèmes économiques qu'elle aura à résoudre, la Grande-Bretagne devra faire preuve de beaucoup de perspicacité. La puissance de la tradition et la force que lui procurent la continuité de doctrines et la persévérance dans l'effort ne devront pas être pour la Grande-Bretagne une cause de faiblesse; elle devra s'adapter progressivement aux nécessités nouvelles créées par les circonstances, et il sem-

ble, à beaucoup d'égards, qu'elle pourra y parvenir plus facilement que d'autres pays, puisqu'elle s'est toujours affranchie si aisément du souci des justifications logiques et des principes théoriques.

VU :

Le Président,

WILLIAM OUALID.

- VU :

Le Doyen,

H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

ADDENDUM

La Grande-Bretagne vient de dénoncer le traité de commerce qu'elle avait conclu avec l'U. R. S. S. en 1930. Cette dénonciation ne constitue pas un fait nouveau après les résultats de la Conférence d'Ottawa, puisqu'elle est l'exécution d'une promesse faite par le Gouvernement anglais au Gouvernement canadien au cours des négociations de cette conférence. Il semble bien que le Gouvernement anglais ait eu surtout le désir d'empêcher un rapprochement ultérieur entre le Canada et les Etats-Unis, et qu'il se soit résolu à cet effet à sacrifier certains avantages que l'industrie et le commerce de la Grande-Bretagne tiraient de leurs relations avec l'U. R. S. S.

On a donné à cette dénonciation, en Grande-Bretagne, le caractère d'une mesure discriminatoire et d'une riposte, simplement un peu tardive, à la politique de Dumping de l'U. R. S. S. On ne peut donc en déduire une orientation plus ferme de la Grande-Bretagne vers son Empire au détriment des pays européens. Il est probable que l'opinion unanime des économistes britanniques, d'après laquelle la fin de la crise économique dépend d'une nouvelle hausse des prix, n'a pas été étrangère aux motifs qui ont inspiré le Gouvernement dans sa détermination.

Il se peut que l'industrie et le commerce britanniques aient à subir de ce fait un préjudice important : l'industrie d'abord, à cause de l'élévation des prix du blé et de certaines

matières premières antérieurement fournies par l'U.R.S.S.; le commerce ensuite, par la fermeture probable d'une partie du marché soviétique aux produits britanniques. Depuis 1929, les exportations britanniques en Russie s'étaient développées dans de très larges proportions, puisque, malgré la baisse des prix, leur valeur totale avait progressé de £ 3.700.000 en 1929 à £ 7.100.00 en 1931.

Comme on a eu l'occasion de le montrer, c'est la Grande-Bretagne qui jusqu'ici a accordé les plus larges concessions à ses Dominions, ne recevant d'eux que d'assez faibles contreparties au détriment d'un certain nombre d'intérêts primordiaux. La Grande-Bretagne ne saurait faire preuve d'une prudence excessive dans ses négociations ultérieures avec les pays européens; partagée entre le désir de développer l'union impériale et le souci de ne pas nuire à ses relations commerciales avec l'Europe, elle se trouve actuellement dans une situation difficile.

BIBLIOGRAPHIE

I OUVRAGES CONSULTÉS

1. Ouvrages en langue française.

PERSEGOL. — Les Conséquences Economiques de la Guerre en Angleterre, 1922.

GIGNOUX. — L'Après-Guerre et la Politique Commerciale, 1924.

SIEGFRIED (André). — L'Angleterre d'aujourd'hui : évolution économique et politique; Crès, 1924.

PHILIP (André). — L'Angleterre Moderne : évolution ouvrière; Crès, 1925.

SIEGFRIED (André). — La Crise Britannique au XX^e siècle; Armand Colin, 1931.

Thèses :

LETOUZÉ. — La Crise des Exportations Anglaises, 1920-1927; *Thèse, Bordeaux*, 1927; Recueil Sirey, 1929.

GAUSSEL. — La Réforme Monétaire Anglaise; *Thèse, Paris*, 1928; Les Presses Universitaires de France, 1928.

HÉRISSON. — Le contrôle du crédit à court terme par la Banque d'Angleterre; *Thèse, Toulouse*, 1932; Recueil Sirey, 1932.

2. Ouvrages en langue anglaise.

a) *Ouvrages généraux sur le commerce international et le commerce extérieur britannique.*

DUDLEY (Stamp). — Commercial Geography.

BROWN. — International Trade Exchanges and Trade; New York, the Macmillan C°, 1914.

— International Trade : a study of economic advantages of Commerce; New York, the Macmillan C°, 1915.

AUSTIN. — Course in Foreign Trade : economics of the World Trade; New York, Business Trade Corporation, 1916.

BOWLEY. — A short account of the English Foreign Trade in the XIXth century, 1905.

— The effects of the war on the external trade of the United Kingdom, 1915.

— Some economic consequences of the great war, 1930.

KEYNES. — Some economic consequences of the peace.

DE HAAS. — Foreign Trade Organization; New York, the Ronald Press C°, 1923.

FRASER. — Foreign Trade and the World Politics; New York, London, Alfred A. Knopf., 1926.

GRIFFIN. — Principles of Foreign Trade; New York, the Macmillan C°, 1926.

J. H. CLAPHAM. — Economic History of Modern Britain, 1926.

C. R. FAY. — Great Britain from Adam Smith to the Present Day, 1929.

G. D. H. COLE. — The Next Ten Years in British Social and Economic Policy, 1929.

SOMARY. — Changes in the Structure of World Economics since the war; London; P. S. King, 1931.

A. LOVEDAY. — Britain and World Trade, 1931.

b) *Ouvrages sur la finance internationale et ses rapports avec le commerce international; sur la place financière de Londres et son rôle dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne.*

F. LAVINGTON. — The English Capital Market, 1921.

CLARE. — A Money Market Primer, 1931.

W. F. SPALDING. — The London Money Market, 4th edition, 1930.

Charles DUGUID. — The Stock Exchange, 5th edition, 1926.

W. F. SPALDING. — The finance of Foreign Trade.

- C. K. HOBSON. — The export of Capital, 1913.
Emil DAVIES. — Foreign Investments, 1928.
W. A. BROWN. — England and the new Gold Standard, 1919-26,
1926.
VINER. — Balance of Trade. Encyclopedic of Social Sciences.
H. FEIS. — Europe, the World's Banker, 1930.

*c) Ouvrages sur la crise des industries britanniques
et sur la crise économique actuelle en Grande-Bretagne
et dans le monde entier.*

- Lord AMULREE. — Industrial Arbitration in Great Britain; Oxford
University Press, 1929.
Hugh QUIGLEY. — Towards Industrial Recovery, 1927.
Sir George PAISH. — The Road to prosperity, 1927.
I. LUBIN and H. EVERETT. — The British Coal Dilemma, 1927.
G. W. DANIELS and J. JEWKES. — The Comparative Position of
the Lancashire Cotton Industry and Trade (Manchester
Statistical Society), 1927.
G. W. DANIELS. — The Post-War Depression in the Lancashire
Cotton Industry (Royal Statistical Society), 1928.
W. S. ASCOLI. — The Cotton Report, 1930.
B. BOWKER. — Lancashire under the hammer, 1928.
Richard T. ELY. — Hard Times : the way in and the way out;
New York, the Macmillan C°, 1931.
J. A. TODD. — The Fall of Prices, 1931.
P. EINZIG. — International Gold Movements, 1929.
— The Fight for Financial Supremacy, 1931.
— The World Economic Crisis, 1931.
CANNAN. — Wealth; a brief explanation of the causes of Econo-
mics Welfare, 1931.
HOWELL. — The Solution of Economic Problems, 1932.
F. BENHAM. — Go Back to Gold; London, Faber & Faber, 1931.
T. E. GREGORY. — The Gold Standard and it's future; London,
Methuen and C°, 1932.

HALLEY STEWART LECTURES 1931. — *The World Economic Crisis and the Way of Escape*; George Allen & Unwin, 1932.

Sir Arthur SALTER. — *Recovery*, 1932.

d) *Ouvrages sur la politique commerciale britannique et sur les problèmes de l'heure actuelle.*

P. ASHLEY. — *Modern Tariff History*, 1910.

J. DONALDSON. — *International Economic Relations*, 1928.

H. L. NATHAN. — *Free Trade to day*; Gollantz, 1929.

Sir Clive MORRISON-BELL. — *Tariff Walls*, 1930.

G. CROMPTON. — *The Tariff*, 1927.

A. RAMSAY. — *The Economics of Safeguarding*, 1930.

J. H. RICHARDSON. — *Economic Disarmament*, 1931.

Sir W. H. BEVERIDGE. — *British Good Control*, 1928.

— *The World economic crisis*, 1931.

— *Tariffs; the case examined by a committee of economists under the chairmanship of Sir W. H. Beveridge*, 1931.

TAUSSIG. — *Some aspects of the Tariff Question*; Cambridge, Harward University Press, 1931.

Collin BROOKS. — *This Tariff Question*; Edward Arnold and C°, 1931.

Henry GEORGE. — *Protection and Free Trade*, 1929.

WINDER and Mac PHERSON. — *The disillusion of Protectionnism*, 1931.

L. KNOWLES. — *Economic development of the British Overseas Empire*, 1930.

F. L. Mc DOUGALL. — *The growing dependence of British Industries on Empire Markets*, 1928.

N. R. BYERS. — *The World Commerce and it's relations to the British Empire*; P. S. King, 1916.

A. J. SARGENT. — *British Industries and Empire Markets*; H. M. Stationery Office, 1930.

Stephen LEACOCK. — *Economic Prosperity in the British Empire*, 1928.

Lord MELCHETT. — *Imperial Economic Unity*, 1930.

GRONDONA L. S. — *Empire Stock Taking*, 1930.

II RAPPORTS, PUBLICATIONS OFFICIELLES, DOCUMENTS STATISTIQUES

a) Publications de la Société des Nations.

Recueils annuels de statistiques. — 1926 (1927, II, 42). — 1929 (1930, II, 10). — 1930-31 (1931, II, A. 16).

Bulletins mensuels de statistiques.

Memorandum sur la Production et le Commerce. — 1926 (1926, II, 52). — 1913 et 1923-26 (1928, II, 3). — 1913 et 1823-27 (1929, II, 13). — 1923 à 1928-29 (1930, II, 8). — 1925 à 1929.30 (1931, II, A. 19).

Memorandum sur le Commerce International et les Balances des Comptes (1926-28). — Vol. 1 : Revue du Commerce International (1929, II, 51-1). — Vol. 2 : Balances des Comptes (1929, II, 51-2). — Vol. 3 : Statistiques du Commerce Extérieur de 64 Pays (1929, II, 51-3).

Memorandum sur le Commerce International et les Balances des Comptes (1927-29). — Vol. 1 : Revue du Commerce International (1930, II, 54-1).

Memoranda des Conférences économiques internationales :

Construction navale (1927, II, 2).

Constructions mécaniques, 2 volumes (1927, II, 6).

L'Industrie du Fer et de l'Acier (1927, II, 8).

L'Industrie et le Commerce du Coton (1927, II, 1).

Le Charbon, 2 volumes (1927, II, 9).

Memorandum sur le Dumping (1926, II, 63).

Memorandum sur la législation de défense contre le Dumping (1926, II, 66).

Memorandum sur l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation (1927, II, 13).

Les indices de l'élévation des droits protecteurs dans les divers pays (1927, C. E., I, 37).

Le problème du charbon (1929, II, 19).

Le problème du charbon. — Comité économique de la S. D. N. : C. 505, M. 224 (1932, II, B.).

b) Publications du Gouvernement britannique.

1. Questions propres à la Grande-Bretagne.

Committee on Industry and Trade (Comité Balfour).

Survey of Overseas Markets, 1925.

Survey of Industrial Relations, 1926.

Factors in Commercial and Industrial Efficiency, 1927.

Further factors in Commercial and Industrial Efficiency, 1928.

Survey of Metal Industries, 1928.

Survey of Textile Industries, 1928.

Final Report, 1929.

Royal Commission on the Coal Industry (Commission Samuel).

Report, 1926, Cmd. 2600.

Economic Advisory Council :

Report on the Cotton Industry, 1930.

Report of Delegation on Industrial Conditions in the Iron and Steel Industries in Europe, 1930.

Committee on Finance and Industry (Comité Macmillan).

Report, 1931, Cmd. 3897.

Import Duties Advisory Committee :

Recommendations and Additional Import Duties (No. 1) Order : 1932, Cmd. 4066.

2. Questions impériales.

Imperial Economic Committee : Memorandum on the Trade of the British Empire, 1913 à 1925-26 (1930).

Department of Overseas Trade : Trade Commissionners Reports.

The Simon Commission Report on India, 1927.

Empire Marketing Board :

British Industries and Empire Markets : A. J. Sargent (1930, E. M. B., 26).

The Growing Dependence of British Industries on Empire Markets : F. L. Mc Dougall (1929, E. M. B. 23).

Production and Trade of the Dominion of New Zeland (1930, E. M. B., T. P. 1).

Production and Trade of the Dominion of Canada (1930, E. M. B., T. P. 3).

Production and Trade of the Indian Empire (1930, E. M. B., T. P. 5).

Production and Trade of Australia (1931, E. M. B., T. P. 12).
Annual Reports.

**c) Publications officielles en Grande-Bretagne
et documents statistiques.**

Statistical Tables relating to British and Foreign Trade and Industry, 1924-1931 :

1^{re} partie : General Tables (1930, Cmd. 3737).

2^e partie : Principal Industries (1931, Cmd. 3849).

Accounts relating to the Trade and Navigation of the United Kingdom (publications mensuelles).

Annual Statement of the Trade of the United Kingdom with Foreign Countries and British Possessions (publication annuelle).

Accounts relating to the Trade and Commerce of certain Foreign Countries and British Countries overseas (publications trimestrielles).

The year books of the Dominions (publications annuelles).

The Stateman's year Book (publication annuelle).

The Labour year Book (publication annuelle).

The Europa year Book (publication annuelle).

Whitaker's Almanack (publication annuelle).

Royal Economic Society. — Reports on current Economic Conditions (publications trimestrielles et memoranda périodiques).

London and Cambridge Economic Service, Monthly Reports.

Statistical Abstract for British India (publications annuelles).

The Board of Trade Journal (publication hebdomadaire).

Consulter, en particulier, les comptes rendus mensuels, trimestriels, semestriels et annuels de l'activité industrielle et de l'activité commerciale de la Grande-Bretagne et des Pays Etrangers.

The Journal of the Royal Statistical Society (1 volume en quatre parties chaque année).

Consulter, en particulier, les articles suivants :

Vol. XCIII : Année 1930 : *The Present Position of the British Coal Trade*.

Vol. XCIV : Année 1931 : 1° *The Present Position of coal mining industry in Great Britain*; — 2° *The Relative Importance of Export Trade* : E. C. Snow.

Vol. XCV : Année 1931 : 1° *A Quantitive investigation of the influence of money on Trade Development*; — 2° *The Balance of Trade* : E. C. Snow.

The Ministry of Labour Gazette (publication mensuelle).

III REVUES PERIODIQUES ET MAGAZINES, JOURNAUX, PUBLICATIONS DIVERSES

a) Les diverses revues des Chambres de Commerce.

The Chamber of Commerce Journal (publication mensuelle).

(Consulter, en particulier, le numéro d'octobre 1932, sur la situation actuelle des marchés d'exportation de la Grande-Bretagne dans l'Empire Britannique).

The Manchester Chamber of Commerce Journal.

The Bradford Chamber of Commerce Journal, etc...

b) Les revues économiques périodiques.

The Economist (hebdomadaire).

The Statist (hebdomadaire).

The Economic Journal (mensuel).

International Affairs (mensuelle).

The Financial Review of Reviews (mensuelle).

The Banker (mensuel).

The accountants' Magazine (mensuel).

c) Les revues et les rapports annuels des principales banques de la Cité.

1. Rapports annuels.

Lloyds Bank : 1928, 1930, 1931 : Discours de M. Beaumont Pease;

— 1929 : Discours de M. Harris.

Barclays Bank : 1924 à 1931 : Discours de M. Goodenough.

Westminster Bank : 1928, 1929, 1930 : Discours de M. Tennant;

— 1931 : Discours de M. Beckett.

National Provincial Bank : 1925 à 1931 : Discours de Sir H. Goshen.

2. Revues.

Barclays Bank Review (mensuelle).

Consulter les « Trade Conditions » et les articles spéciaux.

Midlands Bank Review (mensuelle). — Consulter les articles spéciaux.

Lloyds Bank Review (mensuelle). — Consulter les articles spéciaux.

Westminster Bank Review (mensuelle). — Consulter les articles spéciaux.

d) Les journaux hebdomadaires et les quotidiens.

The Times Imperial and Foreign Trade and Engineering Supplement (hebdomadaire).

Consulter, en particulier, le supplément illustré : « British Empire Products Number », paru avec le numéro du 21 mai 1932.

The Manchester Guardian Commercial, Industrial and Financial Review (hebdomadaire).

The Times (articles de fond et statistiques des City Notes).

The Manchester Guardian (Articles de fond sur la situation du Lancashire et sur la situation général, Statistiques et renseignements divers).

The New-Statesman (Articles de fond et en particulier la controverse du Neo-Protectionnisme et les arguments de M. Keynes, dans les numéros du printemps et de l'été 1931).

IV REVUES ETRANGERES A LA GRANDE - BRETAGNE

a) Revues françaises.

La Revue Politique et Parlementaire, numéros du 10 janvier et 10 février 1932, sur le Protectionnisme en Grande-Bretagne.

b) Revues de certaines possessions britanniques.

The Canadian Gazette (hebdomadaire) : Consulter les numéros d'août et septembre sur les négociations d'Ottawa.

Review of the Trade of India : Published by the Commercial Intelligence Department of India.

c) Revue allemande.

Wirtschaftsdienst (Nouvelles économiques du Monde entier), publiée par « Les Archives pour l'Economie Internationale » de l'Université de Hambourg et par « L'Institut pour l'Economie Internationale et Transports Maritimes » de l'Université de Kiel (hebdomadaire).

Consulter les numéros suivants :

22 janvier 1932 : Le rendement de l'Industrie Britannique en 1930-1931. Article d'Egor Brandmann.

5 février 1932 : Lombard Street se prononce sur le problème de l'or et sur les dettes internationales. Article d'Egor Brandmann.

19 février 1932 : Le Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne en 1931. Article d'Egor Brandmann.

- 26 février 1932 : Distribution géographique du Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne : Marchés d'exportation et d'importation. Article d'Egor Brandmann.
- 1^{er} avril 1932 : Le Conflit entre les mines de charbon anglaises et allemandes.
- 22 avril 1932 : La Fédération des Industries Britanniques se prononce sur la situation actuelle de la Grande-Bretagne.
- 6 mai 1932 : Le nouveau système douanier de la Grande-Bretagne. Article d'Egor Brandmann.
- 13 mai 1930 : La Midland Bank pour l'expansion des crédits industriels et commerciaux. Article d'Egor Brandmann.
- 3 juin 1932 : La législation des mines de charbon anglaises. Article d'Egor Brandmann.

V

On renvoie, en terminant, à l'étude que vient de faire le D^r Frederic Benham, de la Politique Monétaire Britannique. Ce livre n'a pu être utilisé par nous dans notre ouvrage, puisqu'il n'a paru qu'en octobre 1931, alors que notre ouvrage était déjà sous presse.

Le D^r Frederic Benham a écrit son livre sur la demande du Währungs-Institut de Berlin, et cet ouvrage a été publié dans la revue de cet Institut sous le titre : Währungsmanipulierung in England 1931-32. Il est regrettable que ce livre, publié en même temps en Allemagne et en Angleterre, ne soit pas traduit en français.

Frederic BENHAM B. Sc. (Econ) Ph. D. (Sir Ernest Cassel Reader in Commerce in the University of London). « British Monetary Policy ». London, P. S. King and Son, 1932.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	6
INTRODUCTION.	11

PREMIERE PARTIE

Le Commerce Extérieur Britannique de 1920 à 1929.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La place occupée par la Grande-Bretagne dans l'Economie générale du Monde entier entre 1920 et 1929.</i>	45
CHAPITRE II. — <i>Les tendances générales du Commerce Extérieur Britannique entre 1920 et 1929.</i>	87
§ 1. La balance commerciale.	88
§ 2. La balance des comptes et les placements extérieurs.	100
§ 3. La distribution géographique du commerce extérieur britannique.	114
CHAPITRE III. — <i>L'analyse du Commerce d'Importation. Les catégories de marchandises importées, leurs origines.</i>	131
§ 1. Importations de Denrées Alimentaires.	132
§ 2. Importations de Matières Premières.	165
§ 3. Importations de Produits Manufacturés.	192

CHAPITRE IV. — <i>L'analyse du Commerce d'Exportation.</i> <i>Les catégories de marchandises exportées, leurs</i> <i>destinations.</i>	205
§ 1. Les exportations de charbon entre 1920 et 1929..	209
§ 2. Les exportations des produits des Industries Tex- tiles entre 1920 et 1929.....	223
§ 3. Les exportations des Industries des Métaux entre 1920 et 1929.....	232
§ 4. Les exportations des Industries Chimiques entre 1920 et 1929.....	240
§ 5. L'activité commerciale d'un certain nombre d'au- tres industries entre 1920 et 1929.....	243
§ 6. Les principaux marchés d'exportation de la Grande-Bretagne après la guerre.....	247
CHAPITRE V. — <i>La Position économique de la Grande-</i> <i>Bretagne en 1929. Les causes générales de dé-</i> <i>clin.</i>	255
§ 1. La Grande-Bretagne et les Progrès de la Concur- rence Internationale.....	257
§ 2. La Grande-Bretagne et l'indépendance économique croissante des pays de l'Empire Britannique.	279
CONCLUSION.	325

DEUXIEME PARTIE

Le Commerce Extérieur Britannique

pendant les années 1930, 1931 et le 1^{er} Semestre de l'année 1932.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Dépression Economique dans le</i> <i>Monde et en Grande-Bretagne.....</i>	331
--	-----

CHAPITRE II. — <i>Les effets de la crise sur le Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne, pendant les années 1930, 1931.</i>	347
§ 1. Les tendances générales du commerce extérieur britannique.....	348
§ 2. Le mouvement des importations.....	363
§ 3. Le mouvement des exportations.....	374
CHAPITRE III. — <i>La Distribution Géographique du commerce extérieur de la Grande-Bretagne pendant les années 1930, 1931.</i>	397
§ 1. La Grande-Bretagne et l'Europe.....	399
§ 2. La Grande-Bretagne et les Pays Etrangers d'outre-mer.	405
§ 3. La Grande-Bretagne et les Pays de l'Empire Britannique.	412
CHAPITRE IV. — <i>La Balance des Comptes Britanniques depuis 1929 et les mouvements de capitaux. La crise de septembre 1931, ses causes essentielles et ses conséquences immédiates sur l'économie britannique.</i>	437
CHAPITRE V. — <i>L'évolution de la politique commerciale britannique. Les récentes mesures protectionnistes et la préférence impériale.</i>	463
§ 1. Les causes déterminantes des récentes mesures protectionnistes.	469
§ 2. Les traits généraux des mesures adoptées.....	480
§ 3. La préférence impériale et la conférence d'Ottawa.	499
CHAPITRE VI. — <i>La situation actuelle du commerce extérieur et des principales industries exportatrices de la Grande-Bretagne.</i>	527

§ 1. La situation actuelle du commerce extérieur britannique.	529
§ 2. La situation actuelle des principales Industries Exportatrices.	563
CONCLUSION.	599
ADDENDUM.	605
BIBLIOGRAPHIE.	607

